



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

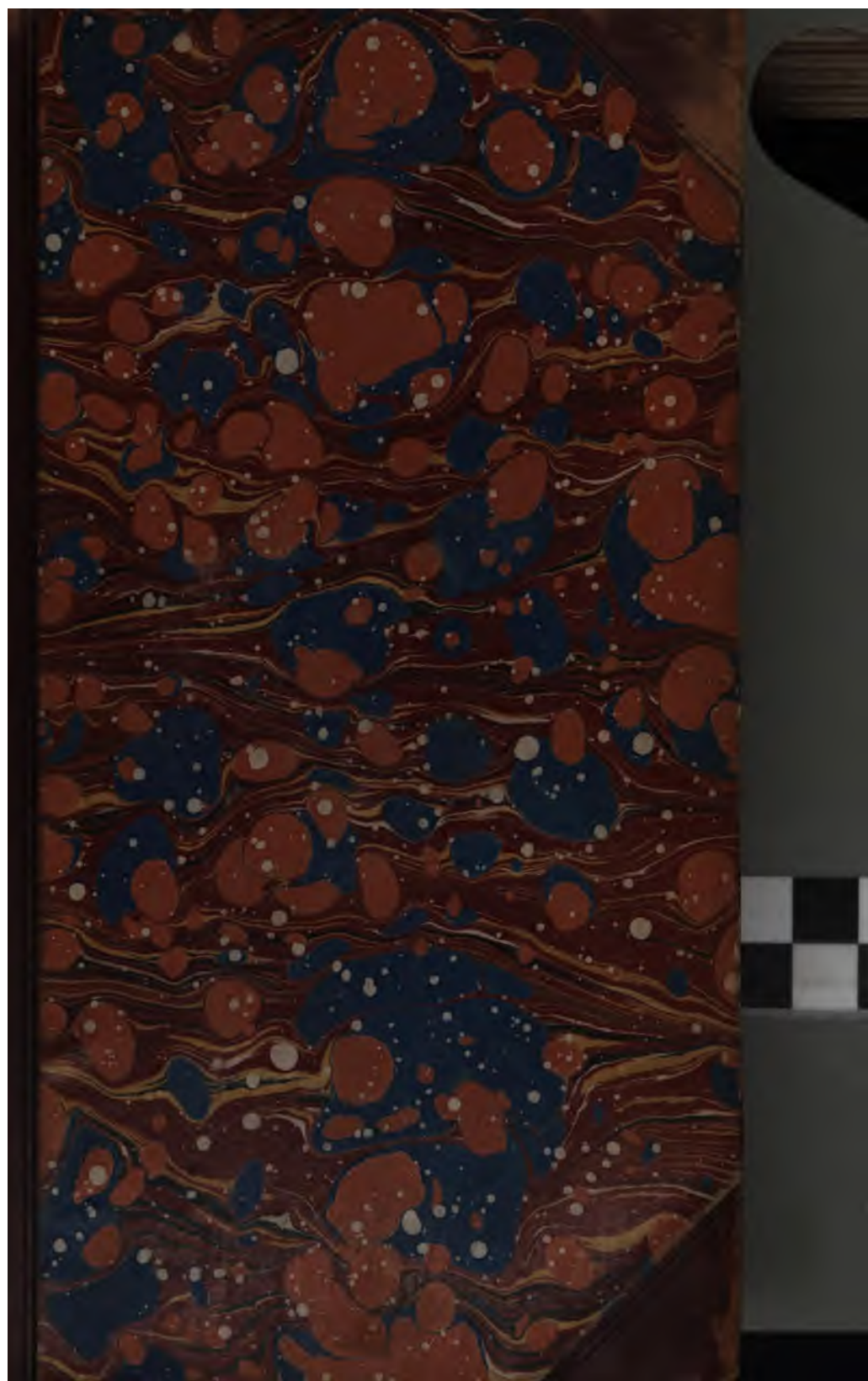
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

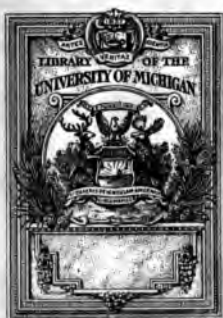
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





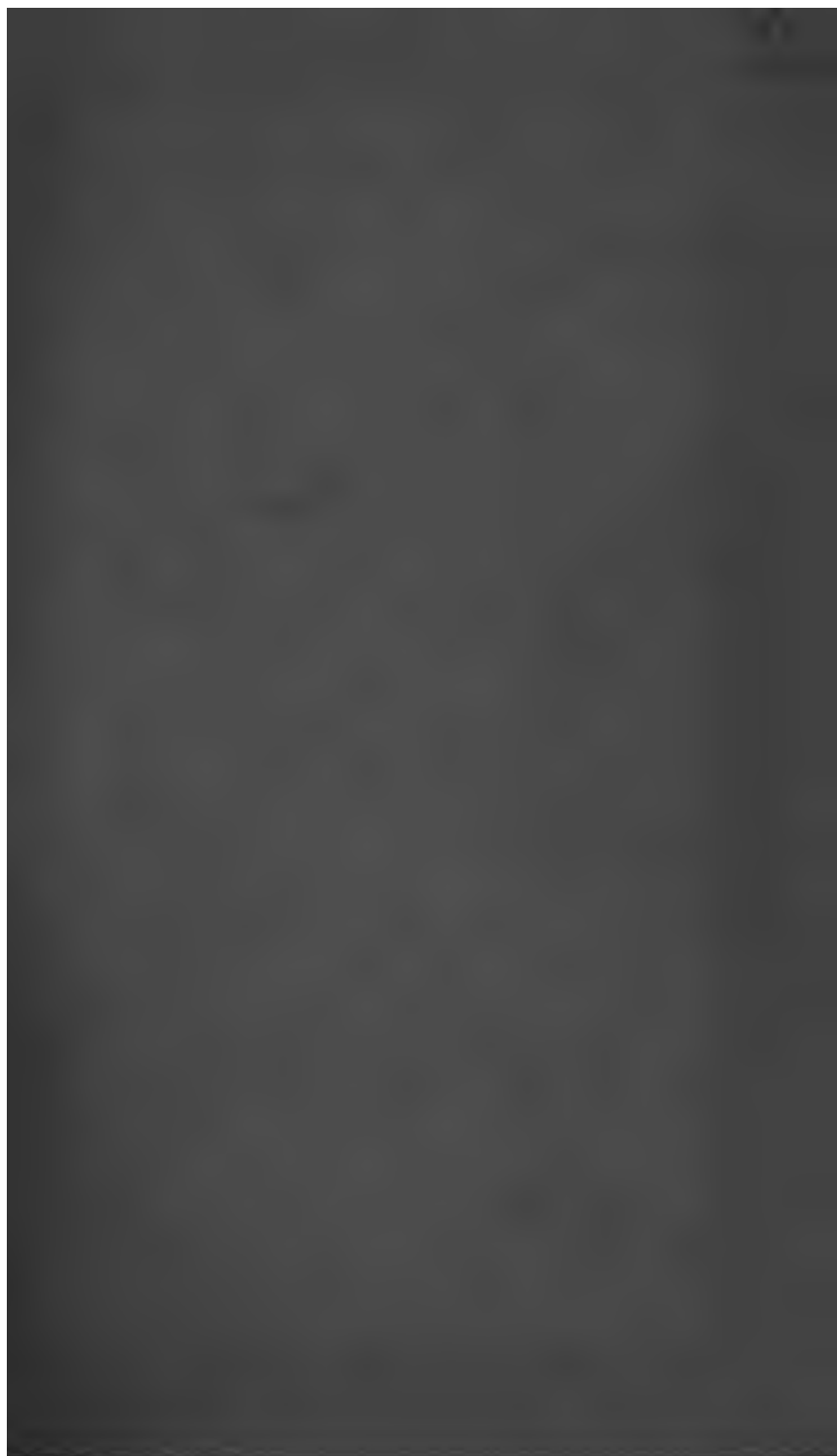
FROM THE LIBRARY OF
Professor Karl Heinrich Rau
OF THE UNIVERSITY OF HEIDELBERG

PRESENTED TO THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN

BY
Mrs. Philo Parsons

OF DETROIT

1871







121
PARSONS LIBRARY
University of
MICHIGAN

**NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL**

**DE
T R A I T É S,
CONVENTIONS ET AUTRES TRANSACTIONS
REMARQUABLES,
SERVANT À LA CONNAISSANCE DES RELATIONS
ÉTRANGÈRES DES PUISSANCES ET ÉTATS
DANS LEURS RAPPORTS MUTUELS.**

**RÉDIGÉ SUR COPIES, COLLECTIONS ET
PUBLICATIONS AUTHENTIQUES.**

**FAISANT SUITE AU RECUEIL-GÉNÉRAL ET NOUVEAU
RECUEIL-GÉNÉRAL**

**DE
MARTENS, SAALFELD
ET
FRÉDÉRIC MURHARD**

Continué par
CH. MURHARD ET J. PINHAS.

T o m e XIII.

**Années 1848 et 1849 avec un supplément aux
tomes antérieurs.**

**GOTTINGUE,
A LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1853.**

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES GÉNÉRALES

DES ANNÉES 1848 ET SUIVANTES.

**FAISANT SUITE AU RECUEIL-GÉNÉRAL ET NOUVEAU
RECUEIL-GÉNÉRAL DES TRAITÉS, CONVENTIONS ET
AUTRES ACTES REMARQUABLES**

DE

DE MARTENS, SAALFELD

ET

FRÉDÉRIC MURHARD.

Publiées par

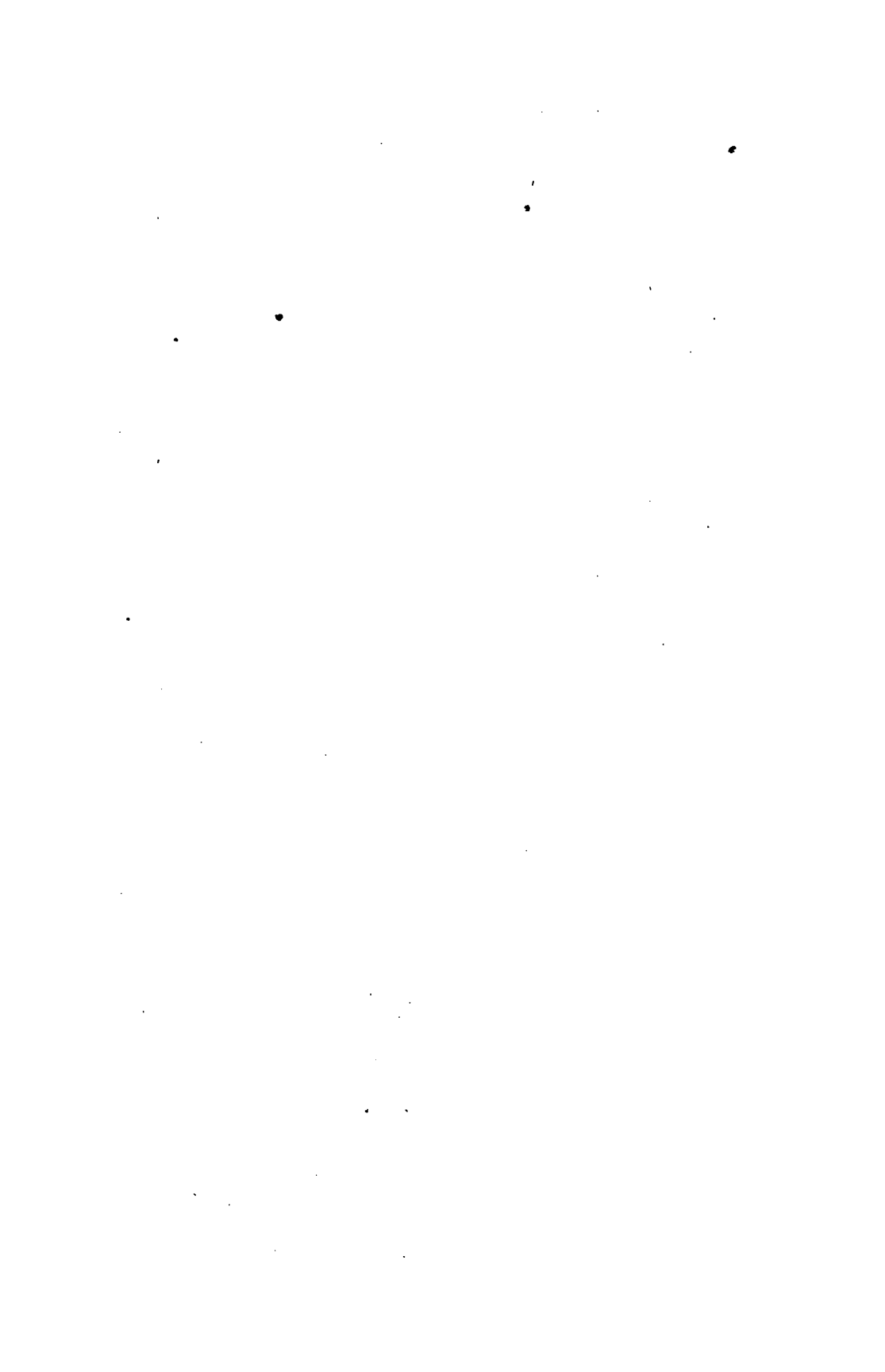
CH. MURHARD ET J. PINHAS.

T o m e II.

1848—1849.

**Avec supplément de quelques pièces appartenant aux
années précédentes.**

**GOTTINGUE,
A LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1855.**



NOUVEAU
RECUEIL GENERAL
DE TRAITÉS, CONVENTIONS ET
AUTRES TRANSACTIONS ETC. ETC.

TOME XIII.

[illegible]

1.

Convention conclue entre la Hesse-Electorale, la Hesse-Grandducale et la ville libre de Francfort, le 6 fevrier 1845, pour la construction du chemin de fer de Main et Weser.

(v. Reden die Eisenbahnen Deutschlands Abth. 1. Suppl. 4. S. 55 ff.)

Seine Königliche Hoheit der Kurprinz und Mitregent von Hessen, Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Hessen und bei Rhein und der Senat der freien Stadt Frankfurt haben; in der Absicht, dem Verkehr ihrer Staaten eine zeitgemässe und den Verhältnissen entsprechende Erleichterung und Beförderung durch den Bau einer Eisenbahn von Cassel über Giessen nach Frankfurt zu gewähren, zu Kommissaren ernannt,

Seine Königliche Hoheit der Kurprinz und Mitregent Höchstihren Ober-Berg- und Salzwerks-Director *Theodor Schivedes*, Kommandeur zweiter Classe des kurhessischen Hausordens vom goldenen Löwen, Ritter des Königlich Preussischen Rothen Adlerordens zweiter Classe, Kommandeur des Grossherzoglich Badischen Ordens vom Zähringer-Löwen und des Grossherzoglich Sächsischen Ordens vom weissen Falken;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Hessen und bei Rhein, Höchstihren Geheimen Rath Dr. *Christian Eckhardt*, Kommandeur des Grossherzoglich Hessischen Ludwigsordens und des Grossherzoglich Badischen Ordens vom Zähringer Löwen, Ritter des Königlich Baiерischen Verdienstordens der Baiерischen Krone;

Der *Senat der freien Stadt Frankfurt* den Schöffen und Senator *Gottfried Scharff*, von welchen der nachstehende Staatsvertrag unter dem Vorbehalt der Ratification abgeschlossen worden ist.

Artikel 1. Unter der gemeinschaftlichen Mitwirkung der Kurfürstlich Hessischen Regierung, der Gross-

4 Convention conclue entre la Hesse-Electorale,

herzoglich Hessischen Regierung und des Senats der freien Stadt Frankfurt soll eine Eisenbahn von Cassel über Marburg, Giessen, Friedberg, Vilbel und Bockenheim nach Frankfurt auf Staatskosten erbaut, und bei letzterer Stadt eine thunlichst bequeme, unmittelbare Verbindung derselben mit der von Frankfurt nach Heidelberg im Bau begriffenen Eisenbahn hergestellt werden.

Art. 2. Die Spurweite für die ganze Ausdehnung der Bahn von Cassel bis Frankfurt soll zu 56 $\frac{1}{2}$ Zoll englischen Maasses, im Lichten der Schienen gemessen, angenommen werden. Bei der ersten Anlage der Bahn wird zwar nur ein einfaches Schienen-Geleise gelegt, jedoch die Kronenbreite des Bahnkörpers gleich Anfangs so angenommen und ausgeführt, dass ein zweites Schienengeleise darauf angebracht werden kann. Die Hauptbahnhöfe werden zu Cassel, Giessen und Frankfurt errichtet, die übrigen Bahnhöfe und Einsteigehallen werden da angelegt, wo sie das Bedürfniss erfordert, und es bleibt die Bestimmung darüber der betreffenden Territorial-Regierung überlassen.

Art. 3. Um eine gleichförmige Ausführung des Baues dieser Eisenbahn zu bewirken, wird eine gemeinschaftliche Commission von Technikern der drei contrahirenden Staaten gebildet, welche die auf deren Gebiet ermittelten Bahnlinien zu prüfen und die Grundsätze aufzustellen hat, die bei dem Ausbau beobachtet werden sollen. Die definitive Beschlussnahme über die Anträge dieser Commission bleibt den hohen contrahirenden Regierungen vorbehalten.

Art. 4. Die specielle Ausführung des Baues der Bahn wird zwar jedem der contrahirenden Staaten auf seinem Gebiete überlassen, jedoch steht den übrigen contrahirenden Staaten die Controle darüber zu, dass dabei nach den vereinbarten Grundsätzen verfahren werde.

Art. 5. Die Kosten des Baues der Eisenbahn und der Bahnhöfe übernimmt jeder Staat auf seinem Gebiet und es verpflichten sich die hohen contrahirenden Regierungen die Ausführung desselben binnen 5 Jahren von dem Zeitpunkt an bewirken zu lassen, wo die Ratification dieses Vertrages von allen Seiten erfolgt sein wird.

Art. 6. Jedem der drei contrahirenden Staaten bleibt es unbenommen, innerhalb seines Gebietes Seitenbahnen anzulegen und sie mit der hier vereinbarten Main-Weiser-Bahn in Verbindung zu setzen, wogegen er für die

la Hesse-Grand, et la ville libre de Francfort. 5

Aufbringung der Kosten allein Sorge zu tragen hat. Soll jedoch eine solche Seitenbahn in den gemeinschaftlichen Verwaltungsverband mit aufgenommen werden, so ist hierüber eine besondere Vereinbarung zu treffen.

Art. 7. Für die verschiedenen Gebiete der drei contrahirenden Staaten, werden Directionen gebildet, welche die specielle Verwaltung des Bahnbetriebes und der Einnahmen und Ausgaben zu besorgen, sowie die Unterhaltung der Bahn und der Bahnhöfe und die Anschaffung und Erhaltung des Betriebs-Materials zu bewirken haben.

Art. 8. Die Angestellten bei diesen Directionen, sowie bei der Eisenbahn-Verwaltung überhaupt, erhalten ihre Ernennung von derjenigen Staats-Regierung, in deren Gebiet die Direction, beziehungsweise die betreffende Eisenbahnstrecke belegen ist, und ihre Besoldung wird für die Dauer ihrer Anstellung aus den Einkünften der Bahn entrichtet.

Art. 9. Von den hohen contrahirenden Regierungen wird eine ständige Vereins-Kommission für den Betrieb der Main-Weser-Bahn gebildet, welche so oft als nöthig und wenigstens am Ende eines jeden Jahres, zu Cassel zusammentritt, um durch zu ermittelnde Vereinbarungen entstandene Anstände zu erledigen, die von der betreffenden Staatsbehörde betreffenden Rechnungen der Directionen zu revidiren und auf den Grund der Rechnungsabschlüsse die der vorzunehmenden Vertheilung der Ueberschüsse von den Einkünften der Eisenbahn (§. Art. 12) zum Grunde zu legende Summe festzustellen. Diese Vereins-Kommission besteht aus drei Mitgliedern, von denen jede der hohen contrahirenden Regierungen eins ernennt. Auch bleibt es einer jeden Regierung überlassen, ein Mitglied dieser Kommission zu den Directionen der beiden andern contrahirenden Staaten von Zeit zu Zeit zu entsenden und Kenntniss von deren Geschäftsbetrieb zu entnehmen.

Art. 10. Das Regulativ für den Betrieb der ganzen Bahn, sowie alle Dienst-Instructionen des Bahn-Personals werden von den hohen contrahirenden Regierungen vereinbart, und von jeder derselben gleichförmig erlassen. Ebenso wird der Fahrplan und der Tarif für den Transport der Personen, Thiere und Waaren gemeinschaftlich festgesetzt, und es kann daran nur im Einverständ-

6 *Convent. conclue entre la Hesse-Electorale etc.*

nisse der drei contrahirenden Staaten eine Abänderung stattfinden.

Art. 11. Die Kosten der ersten Anschaffung des Betriebs-Materials werden von den drei contrahirenden Staaten zu gleichen Theilen getragen, dagegen werden die Ausgaben für den fernern Betrieb, einschliesslich der Besoldungen der bei der Bahn Angestellten, sowie für die Unterhaltung der Bahn, der Bahnhöfe, Einsteigehallen und der übrigen zur Bahn gehörigen Gebäude und des Betriebs-Materials, aus den jährlichen Einkünften der Bahn bestritten.

Art. 12. Die nach Abzug der gesamten Verwaltungs-, Unterhaltungs- und Betriebskosten von der Gesamt-Einnahme der im Art. 1 genannten Bahnen verbleibenden Ueberschüsse werden unter die drei contrahirenden Staaten, nach dem Verhältnisse der von jedem derselben für die erste Anlage der Eisenbahn, der Bahnhöfe und der übrigen Bauwerke der Bahn, sowie für die erste Anschaffung des Betriebsmaterials aufgewendeten Kosten, vertheilt.

Art. 13. Gegenwärtiger Staatsvertrag soll den theiligten hohen Regierungen zur Genehmigung vorgelegt und die Auswechselung der Ratificationsurkunden sobald als möglich, und spätestens binnen 4 Wochen bewirkt werden.

Zur Urkunde dessen ist derselbe von den gegenseitigen Bevollmächtigten vollzogen und besiegelt worden.

So geschehn Cassel am 6. Februar 1845.

(L. S.) Schwedes. (L. S.) Eckhardt (L. S.) Scharff.

***Acte d'approbation du roi de Prusse
de l'article XVIII supplémentaire de
l'acte de navigation du Rhin du 31.
mars 1831, en date du 30 avril 1846*).***

(A. Kringscheidt Preuss. Staat. Verträge.)

***Erhöchste Genehmigungs-Urkunde des Kaisers-
Artikels XVIII zur Rheinschiffarths-Acte vom 31.
März 1831 dat. dem 30 April 1846.***

***Wir Friedrich Wilhelm von Gottes Gnaden
König von Preussen etc. urkunden und bekennen
hiermit***

***Nachdem die Rheinschiffarths-Central-Commission
sich in ihrer am 17. September 1844 gehaltenen 19ten
Sitzung anderweit über den nachfolgenden Zusatzartikel
XVIII zur Rheinschiffarths-Acte vom 31. März 1831:***

XVIII. Suppletar-Artikel.

Der Artikel 52 der Uebereinkunft vom 31. März 1831 wird in Ansehung der Dampfschiffe hierdurch aufgehoben und statt desselben, sowohl hinsichtlich derjenigen Dampfschiffe, welche bereits den Rhein befahren, als auch hinsichtlich derjenigen, welche diesen Strom künftig befahren wollen, Nachstehendes festgesetzt.

§. 1. Zum Erwerbe des Rechts auf dem Rheine, von demjenigen Punkte an, wo dieser Strom schiffbar wird, bis ins Meer, und aus dem Meere bis an den gedachten Punkt, die Schiffarths mit Dampfschiffen unter den Bestimmungen und Begünstigungen jener Uebereinkunft auszuüben, bedarf es nur des, in Gemässheit des vierten Titels der Uebereinkunft ausgestellten Patents für die Schiffsführer und ausserdem für die Unternehmer der die Art des Dampfschiff-

*) Nous donnons cet acte, puisqu'il reproduit in extenso l'article supplémentaire de l'acte de navigation du Rhin, dont dans le XIe Vol. de ce Nouveau Recueil général p. 173 sous le No. 30 il n'est donné qu'un extrait.

8 *Acte d'approb. du roi de Prusse de l'art. XVIII*

farthbetriebes (§. 2) bezeichneten Concession desjenigen Uferstaates in welchem die Dampfschiffarthsgesellschaft (*Société anonyme*, Actiengesellschaft) ihren Sitz hat, oder welchem, Falls die Schiffarth von einem Einzelnen unternommen wird, dieser angehört.

§. 2. Nur die im §. 1 bezeichneten Bedingungen sind behufs der Erlangung der Befugniss zur Dampfschiffarth zu erfüllen, es mag diese Schiffarth von einem Einzelnen, oder einer Gesellschaft mit einem Schiffe oder mit mehreren Schiffen betrieben werden, es mögen die Dampfschiffe, deren Maschinen und sonstiges Zubehör, in einem Rheinuferstaate oder anderswo verfertigt sein, es mögen blos Personen nebst ihrem Gepäck und ihren Wagen oder blos Waaren, oder Personen und Waaren befördert, oder sei es mit oder ohne gleichzeitige Beförderung von Personen und Waaren, oder von Personen oder Waaren auf den Dampfschiffen, durch die Dampfschiffe andere Gefässe irgend welcher Art geschleppt werden.

Insbesondere ist es, die Erlangung des vorschriftsmässigen Patentes und der Concession vorausgesetzt (§. 1.), jedem Dampfschiffe gestattet, an bestimmten Tagen und Stunden von jedem Hafen oder Landungsplatze abzufahren, um Reisende, ihr Gepäck, ihre Wagen und auch Waaren in regelmässiger oder unbestimmter Fahrt nach einem andern Hafen oder Landungsplatze zu führen und andere Gefässe irgend einer Art zu schleppen, ohne dass es in irgend einer dieser Beziehungen einer Einigung unter den Uferregierungen bedarf, in deren Gebiete die Ab- und Anfahrtsorte liegen.

§. 3. Welche Bedingungen behufs Erlangung der Concession zur Dampfschiffarth (§. 1.) von einem Einzelnen oder einer Gesellschaft zu erfüllen und für die Ausübung dieser Schiffarth vorzuschreiben sind, hängt lediglich von derjenigen Uferregierung ab, welcher der einzelne Unternehmer als Unterthan angehört, oder in deren Gebiet die Gesellschaft ihren Sitz hat.

§. 4. In Ansehung der Prüfung der Tauglichkeit der Dampfschiffe kommen die Artikel 53. und 54. der Uebereinkunft mit denjenigen Massgaben zur Anwendung, welche die Natur der Dampfschiffe bedingt.

Jede Regierung wird mit Nachdruck dafür sorgen, dass die ihren Unterthanen, oder den, in ih-

rem Gebiete bestehenden Gesellschaften gehörigen Dampfschiffe, nebst Maschinen, und sonstigem Zubehör besonders dann, wenn sie zur Personenbeförderung dienen sollen, in den gehörigen Zustand gesetzt und stets darin erhalten, ingleichen dass nur solche Schiffsführer, Maschinisten und Schiffsleute zum Dienste auf den Dampfschiffen zugelassen werden, welche ihren persönlichen Eigenschaften nach für die erforderliche Sicherheit die genügende Gewähr geben.

Ausserdem behält sich jede Regierung hinsichtlich aller, und besonders hinsichtlich der zum Personentransporte dienenden, ihr Stromgebiet befahrenden Dampfschiffe die geeignete Controle und die geeigneten polizeilichen Massregeln zur Erreichung der erforderlichen Sicherheit vor. — Dabei soll jedoch jede irgend vermeidliche Beschränkung und Belästigung unterbleiben und kein Dampfschiff, welches einem anderen Uferstaate angehört, strenger oder ungünstiger als die eignen Dampfschiffe gleicher Art behandelt werden.

Die vorstehenden Bestimmungen treten am ein und sechzigsten Tage nach Niederlegung der Ratificationen im Archiv der Central-Rheinschiffarth-Commission in Wirksamkeit, vereinigt hat, so wollen Wir, auf den Uns darüber gehaltenen Vortrag den vorstehenden Zusatzartikel hierdurch genehmigen, auch Unseren Behörden und Unterthanen, soweit es diese angeht, befehlen, sich genau danach zu richten.

Zu mehrerer Beglaubigung haben Wir gegenwärtige, zur Niederlegung in das gemeinschaftliche Archiv der Rheinschiffarth-Central-Commission bestimmte Genehmigungsurkunde eigenhändig unterschrieben und mit Unserem Königlichen Insiegel versehen lassen.

So geschehn und gegeben zu Potsdam den 30. April 1846.

(L. S.) Friedrich Wilhelm.

3.

*Rescrit des ministères des affaires
extérieures et de la justice de la
Hesse-Electorale, du 5 aout 1846,
relatif à la convention avec le ro-
yaume de Hanovre pour la restitu-
tion des frais de justice en matière
pénale douanière.*

(Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen, 1846 Nr. XI. p. 41.)

Nachdem mit höchster Genehmigung Sr. Kön. Hoh. des Kurprinzen Mitregenten mit der Kön. Hannoverschen Regierung vorerst auf die Dauer des unterm 16. Oct. 1845 zwischen den Staaten des Zollvereins und denen des Steuervereins wegen Beförderung der gegenseitigen Verkehrs-Verhältnisse abgeschlossenen Vertrages die weitere Vereinbarung getroffen worden ist, dass die in den Artikeln 11. 12 und 13. des zwischen dem Kurfürstenthum Hessen und dem Königreich Hannover am $\frac{1}{2}$ Aug. 1817 abgeschlossenen Cartelvertrags von den Criminalkosten handelnden Bestimmungen auch auf die in Zoll- und Steuer-Contraventions-Sachen entstehenden Kosten Anwendung finden sollen; so haben Alle, die es angeht, hiernach sich zu richten.

Cassel am 5. Aug. 1846.

*Kurfürstliches Ministerium
des Aeussern der Justiz
Dörnberg. Bickell.*

4.

Ordres de cabinet du roi de Prusse, du 3 mai 1847 et du 3 mars 1849, portant reduction des droits d'entrée sur quelques articles de commerce.

I.

Ordre du 3 mai 1847 relatif aux huiles en barriques.

(Handels-Archiv etc.)

Auf ihren Bericht vom 27. v. M. bestimme ich im Einverständniß mit den Regierungen der anderen Zollvereinsstaaten, dass für Oel in Fässern eingehend (Position II 26 des Zolltarifs vom 16 October 1845) vom 1. Juli d. J. ab eine Ermässigung des Eingangszolles von 1 Thlr. 20 Sgr. auf 1 Thlr. 10 Sgr. für den Centner eintreten soll. Dieser Mein Befehl ist durch die Gesetz-Sammlung zur öffentlichen Kenntniss zu bringen.
Berlin den 3. Mai 1847.

II.

Ordre du 3 mars 1849 relatif à la soude non-purifiée.

*Allerhöchster Erlass vom 3. März 1849 betreffend
die Abänderung des Zolltarifs für die Jahre 1846—
48 hinsichtlich des Eingangszolles auf ungereinigte Soda.*

(Ibid.)

Zufolge der unter den Regierungen der zum Zollverein gehörigen Länder getroffenen Uebereinkunft bestimme Ich, unter Vorbehalt der ungesäumt einzuholen-

12 *Ordres du cabinet du roi de Prusse etc.*

den Genehmigung der Kammern auf den Bericht des Staatsministeriums vom 3. d. M., dass die in der Anmerkung zur Nr. 5 d. der zweiten Abtheilung des nach Meinem Erlass vom 8. November v. J., vom 1. Januar d. J. an bis auf Weiteres in Kraft gebliebenen Zolltarifs für die Jahre 1846—48 bestimmte Ausnahme, nach welcher ungereinigte — unter 30 Procent reines wasserfreies Natron enthaltende — Soda beim Eingange über die preussische Seegrenze, sowie in Preussen, Sachsen und Kurhessen bei dem Eingange auf Flüssen, und in Sachsen auf der Landesgrenze, zu dem ermässigten Zollsätze von $7\frac{1}{2}$ Sgr eingeht, vom 1. Mai d. J. an für die Zeit der Gültigkeit des gedachten Zolltarifs wegfallen und somit alle ungereinigte Soda gleich der gereinigten dem unter Nr. 5 d. der zweiten Abtheilung des Zolltarifs festgesetzten Eingangszollsätze von 1 Thlr. für den Centner unterworfen werde.

Charlottenburg den 3. März 1849.

5.

*Ordonnance du Prince-Corégent de
Hesse-Electorale du 29 avril 1847,
portant publication de l'Arrêté de la
Diète fédérale du 14 juin 1832 rela-
tif à celui du 20 sept. 1819 contre
les abus de la presse.*

(Samml. v. Gesetzen etc. für Kurh. 1847. Nr. IV, p. 19).

*Von Gottes Gnaden Wir Friedrich Wilhelm
Kurprinz und Mitregent von Hessen etc. thun, kund
und zu wissen:*

Die Deutsche Bundesversammlung hat am 14. Juni 1832 in ihrer 21. Sitzung in Beziehung auf den §. 7. des durch das Regierungs-Ausschreiben vom 22. Nov. 1819, die Missbräuche der Presse betreffend, publicirten Bundestagsbeschlusses vom 20. Sept. 1819, folgenden Beschluss gefasst:

Die hohe Bundesversammlung spricht ihre Meinung dahin aus, dass der §. 7. Abs. 2. des Bundestagsbeschlusses vom 20. September 1819 nicht in dem Sinne genommen werden könne, dass die dort genannten Verfasser, Herausgeber oder Verleger, wenn sie den Vorschriften dieses Beschlusses gemäss gehandelt haben, für die von ihnen verfassten, herausgegebenen oder verlegten Schriften auch gegen die einzelnen Bundesstaaten von aller weitem Verantwortung entbunden seien, dass es vielmehr eine selbstverständene Sache sei, dass in dieser Beziehung die Anwendung der Landesgesetze auf die durch die Presse begangenen Verbrechen oder Vergehen durch die Bundesgesetze keinerlei Beschränkung unterworfen sei.

Veranlasst durch den weitem Beschluss der deutschen Bundesversammlung vom 18. März dieses Jahrs den vorstehenden Bundesbeschluss vom 14. Juni 1832 in dem Kurstaate zur landesgesetzlichen Anwendung zu bringen, machen wir denselben zur Nachachtung für Alle, die es angeht, hiermit bekannt.

Urkundlich etc. Geschehen zu Cassel am 29. April 1847.

(L. S.) Friedrich Wilhelm.

vid. Koch. vid. Dörnberg. vid. Bickell.

6.

Ordonnance du roi des Français Louis Philippe pour l'exécution de la convention de poste conclue le 3 novembre 1847 entre la France et la Belgique, du 26 décembre 1847.

(Bulletin des Lois du R. de France IXe Série T. 36. Nr. 1447. p. 76.)

Louis Philippe, roi des Français, à tous présents
et à venir salut :

Vu, 1^o la convention postale conclue et signée à
Bruxelles le 3 nov. 1847 entre la France et la Belgique;
2^o la loi du 14 floréal an X (4 mai 1802); 3^o les lois
des 5 nivôse an V (25 dec. 1796), 15 mars 1827, 14
dec. 1830 et 30 mai 1838;

Sur le rapport de notre ministre-secrétaire d'état des
finances;

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1er. A dater du 1er janvier prochain, les per-
sonnes qui voudront envoyer de France, de l'Algérie et
des parages de la Méditerranée où la France possède
des établissements de poste, des lettres ordinaires pour
le royaume de Belgique, auront le choix de laisser le
port entier de ces lettres à la charge des destinataires,
ou d'en payer le port d'avance jusqu'au lieu de desti-
nation, le tout par réciprocité de la même faculté ac-
cordée aux habitants du royaume de Belgique, pour les
lettres ordinaires adressées par eux en France, en Algé-
rie et dans les parages de la Méditerranée où la France
possède des établissements de poste.

Art. 2. A partir également du 1er janvier prochain,
le public ne sera plus admis à faire affranchir jusqu'à
la limite du territoire français, les lettres mentionnées
dans l'article précédent.

Art. 3. Le mode d'affranchissement libre ou facul-
tatif, établi en faveur des lettres ordinaires destinées pour
le royaume de Belgique, sera applicable aux lettres et
paquets renfermant des échantillons de marchandises.

Ordonn. du roi des Français Louis Philipp^e etc. 15

Art. 4. Les lettres et paquets renfermant des échantillons de marchandises, qui seront envoyés affranchis de France, de l'Algérie et des parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste, pour le royaume de Belgique, et réciproquement les objets de même nature, qui seront livrés non affranchis à l'administration des postes de France, par l'administration des postes de Belgique, jouiront des modérations de port accordées par l'art. 7 de la loi du 15 mars 1827.

Art. 5. Les habitants de la France, de l'Algérie et des parages de la Méditerranée où la France entretient des bureaux de poste, pourront envoyer des lettres dites *chargées* à destination du royaume de Pologne. Le port de ces lettres devra être acquitté d'avance jusqu'à destination. Ce port sera double de celui des lettres ordinaires.

Art. 6. Dans le cas où quelque lettre chargée viendrait à être perdue, il sera payé à l'envoyeur ou au destinataire suivant le cas une indemnité de 50 francs. Les réclamations concernant la perte des lettres chargées ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt ou de l'envoi du chargement; passé ce terme les réclamants n'auront droit à aucune indemnité.

Art. 7. Les habitants de la France, de l'Algérie et des parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste, et ceux du royaume de Belgique, pourront aussi se transmettre réciproquement des lettres dites *recommandées*, selon les formes prescrites par notre ordonnance du 21 juillet 1844. Le port de ces lettres sera celui des lettres ordinaires; il pourra être acquitté d'avance ou laissé à la charge des destinataires.

Art. 8. Les lettres affranchies, originaires de la France, de l'Algérie et des parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste, qui seront livrées à l'administration des postes de Belgique, supporteront, à raison de leur parcours dans l'étendue de l'exploitation des postes de France, les taxes fixées par la loi du 15 mars 1827 et par les ordonnances royales du 26 juin 1835 et du 30 mai 1838.

Les mêmes taxes seront respectivement appliquées aux lettres non affranchies qui seront transmises par les postes de Belgique à destination de la France, de l'Al-

16 *Ordonn. du roi des Français Louis Philippe*

gérie et des parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste.

Indépendamment des taxes françaises ci-dessus mentionnées, les lettres désignées dans les deux paragraphes précédents seront passibles du port étranger à rembourser à l'administration des postes de Belgique, en vertu de la Convention du 3 novembre 1847.

Toutefois, les lettres ordinaires ou recommandées, et les échantillons de marchandises non affranchies, de Furnes pour Dunkerque, de Courtray, Menin, Mouscron et Tournay pour Laninoy, Lille, Rouleaux, Tourwing et Wazemmes; de Quiévrain pour Valenciennes; de Mons pour Maubeuge; de Chimay pour Trélon; de Courvin pour Famay et Rocroy; de Dinant pour Givet, de Bouillon pour Sedan; de Virton pour Montmédy; d'Arlon pour Longwy et leurs Arrondissements de poste respectifs, étant, aux termes de la convention précitée, remises aux postes françaises, par les postes belges, exemptes de tout prix de port, ne seront passibles en France d'aucun port étranger; le tout par réciprocité des mêmes conditions et avantages accordés aux lettres aussi non affranchies de Dunkerque pour Furnes; de Laninoy, Lille, Rouleaux, Tourwing et Wazemmes pour Courtray, Menin, Mouscron et Tournay, de Valenciennes pour Quiévrain; de Maubeuge pour Mons; de Trélon pour Chimay; de Famay et Rocroy pour Courvin; de Givet pour Dinant, de Sedan pour Bouillon, de Montmédy pour Virton, de Longwy pour Arlon et leurs arrondissements respectifs.

Art. 9. Les lettres ordinaires ou recommandées et les échantillons de marchandises affranchis, déposés dans les bureaux français, mentionnés au paragraphe précédent, et destinés pour les bureaux belges, également dénommés au dit paragraphe, ne seront passibles que de la taxe territoriale voulue par la loi du 15 mars 1827.

Art. 10. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres, brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, lithographiés ou autographiés, qui seront envoyés sous bandes, de France, de l'Algérie et des parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste, à destination du royaume de Belgique, devront être affranchis jusqu'au point de sortie de France, et le port en sera acquitté par les envoyeurs, conformément

ment aux lois des 15 mars 1827, et 14 décembre 1830, et à l'ordonnance du 30 mai 1838.

Les journaux et gazettes publiés en France dans un rayon de quarante kilomètres de la frontière contigue au territoire belge, à destination du royaume de Belgique, ainsi que les journaux et gazettes publiés en Belgique et qui seront adressés dans les lieux appartenant au rayon français susmentionné, seront assimilés aux journaux ou gazettes circulant dans l'intérieur du département où ils sont publiés, et ne supporteront qu'une taxe de deux centimes par journal ou par gazette.

Art. 11. Les journaux et imprimés désignés dans l'article précédent ne seront admis qu'autant qu'il aura été satisfait, à leur égard, aux lois, ordonnances ou arrêtés qui déterminent les conditions de leur publication et de leur circulation en France.

Art. 12. Il ne sera reçu, dans les bureaux dépendants de l'administration des postes de France, aucune lettre à destination de la Belgique, qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux ou tout objet passible de droits de douanes.

Art. 13. Sont et demeurent abrogées les dispositions de toutes ordonnances antérieures, concernant la taxe des lettres, journaux et imprimés échangés entre l'administration des postes de Belgique.

Art. 14. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera imprimée au bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries le 26 décembre 1847.

Signé: Louis Philippe.

Par le roi: Le ministre secrétaire d'état au département des finances.

Signé: Dumon.

7.

*Ordonnance du roi de France pour
l'exécution de la convention de poste
conclue le 11 août 1847 entre la France
et la Prusse.*

(Bulletin des Lois IX^e Série. T. XXXVII No. 1447 p. 80.)

[voyez Nouv. Rec. général Tome XI p. 347 No. 21.]

Louis Philippe roi des Français, à tous présents
et à venir, Salut.

Vu 1^o la convention postale conclue et signée à Paris le 11 août 1847 entre la France et la Prusse; 2^o La loi du 14 floréal an X (4 mai 1802); 3^o Les lois des 5 nivôse an V (25 septembre 1796), 15 mars 1827, 14 décembre 1830, et 30 mai 1838; sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances;

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit.

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} janvier prochain les personnes qui voudront envoyer de France, de l'Algérie et des parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste, des lettres ordinaires pour les diverses provinces de la monarchie prussienne, ainsi que pour la Suède et l'empire de Russie, auront le choix de laisser le port entier de ces lettres à la charge des destinataires ou d'en payer le port d'avance jusqu'au lieu de destination; le tout par réciprocité de la même faculté accordée aux habitants des pays susénoncés, pour les lettres adressées par eux en France, en Algérie, et dans les parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste.

Art. 2. Les lettres ordinaires originaires des départements du nord, de l'ouest et du centre de la France pour le royaume de Hanovre devant, aux termes de la convention du 11 août 1847, être dirigées par les postes prussiennes, pourront être pareillement expédiées non affranchies ou affranchies jusqu'à destination au choix des envoyeurs en conséquence du même avantage accordé

aux habitans du royaume de Hanovre pour les lettres adressées aux habitans des départemens français susmentionnés.

Art. 3. Les personnes qui voudront adresser de France, de l'Algérie et des parages de la Méditerranée où la France possède des établissemens de poste, par la voie des postes prussiennes, des lettres ordinaires pour la Norwége et la Pologne septentrionale, auront aussi le choix de laisser le port entier de ces lettres à la charge des destinataires ou d'acquitter ce port d'avance, mais seulement jusqu'aux limites ci-après indiquées, savoir 1^o Pour la Norwége jusqu'à la frontière suédo-norwégienne; 2^o Pour la Pologne septentrionale jusqu'à la frontière prussienne.

Art. 4. Pourront également être dirigées non-affranchies ou affranchies jusqu'à destination par la voie des postes prussiennes, mais seulement lorsque les envoyeurs en auront exprimé l'intention sur l'adresse, les lettres originaires de la France, de l'Algérie et des parages de la Méditerranée, où la France possède des établissemens de poste, adressées dans le royaume de Saxe, dans les grands duchés de Mecklenbourg-Schwerin, de Mecklenbourg-Strelitz et d'Oldenbourg, dans le duché de Brunswick et les villes libres de Hambourg, Bremen et Lubeck.

Art. 5. Le mode d'affranchissement libre ou facultatif établi par les articles précédents, en faveur des lettres ordinaires destinées pour le royaume de Prusse et les états qui emprunteront l'intermédiaire des postes prussiennes, sera applicable aux lettres et paquets renfermant des échantillons de marchandises.

Art. 6. Les lettres et paquets renfermant des échantillons de marchandises qui seront envoyés de France, de l'Algérie et des parages de la Méditerranée où la France possède des établissemens de poste, pour la Prusse et les états, auxquels les postes prussiennes servent d'intermédiaire (la Russie et la Pologne septentrionale exceptées) et réciproquement les objets de même nature qui seront livrés à l'administration des postes de France par l'administration des postes de Prusse (sauf l'exception ci-dessus) jouiront des modérations de port accordées par l'article 7 de la loi du 15 mars 1827. Quant aux échantillons de marchandises originaires ou à destination de l'empire de Russie et de la Pologne sep-

20 Ordonnance du roi de France pour l'exec.

tentrionale, ils seront soumis à la Taxe des lettres ordinaires.

Art. 7. Les habitants de la France, de l'Algérie et des parages de la Méditerranée où la France entretient des établissements de poste, pourront envoyer des lettres dites chargées à destination du royaume de Prusse et des états auxquels les postes prussiennes servent d'intermédiaire. Le port de ces lettres devra être acquitté d'avance jusqu'à destination, sauf les restrictions déterminées par l'article 3 de la présente ordonnance, à l'égard des lettres destinées pour la Norwége et la Pologne septentrionale le port sera double de celui des lettres ordinaires.

Art. 8. Dans le cas où quelque lettre chargée viendrait à être perdue, il sera payé à l'envoyeur ou au destinataire, suivant le cas une indemnité de cinquante francs. Les réclamations concernant la perte des lettres chargées ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt ou de l'envoi du chargement; passé ce terme les réclamants n'auront droit à aucune indemnité.

Art. 9. Les lettres affranchies originaires de la France, de l'Algérie et des parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste qui seront livrées à l'administration des postes de Prusse, supporteront à raison de leur parcours dans l'étendue de l'exploitation des postes de France les taxes fixées par la loi du 15 mars 1827 et par les ordonnances royales des 26 juin 1835 et 30 mai 1838. Les mêmes taxes seront respectivement appliquées aux lettres non affranchies qui seront transmises par les Postes de Prusse, à destination de la France, de l'Algérie et des parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste. Indépendamment des taxes françaises ci-dessus mentionnées les lettres designées dans les deux paragraphes précédents seront passibles du port étranger remboursable à l'administration des postes de Prusse, en vertu de la convention du 11 août 1847. Toutefois les lettres non affranchies de Saarbruck pour Forbach et Sarreguemines, de Sarlouis pour Boulay, Bouzonville, Metz et Thionville, de Saarlouis et Trèves pour Sierck et Thionville et leurs arrondissements de poste respectifs, étant remises aux postes françaises, par les postes prussiennes exemptes de tout prix de port,

de la conv. de poste entre la France et la Prusse. 21

ne seront passibles en France d'aucun port étranger, le tout par réciprocité des mêmes conditions et avantages accordés aux lettres aussi non-affranchies de Forbach et de Sarreguemines pour Saarbruck, de Boulay, Bouzonville, Metz et Thionville pour Saarbours et Tréves, et leurs arrondissements de poste respectifs. Quant aux lettres affranchies déposées dans les bureaux de Forbach et de Sarreguemines pour Saarbruck; dans ceux de Boulay, Bouzonville, Metz et Thionville, pour Saarlouis, et dans les bureaux de Sierck et de Thionville, pour Saarbours et Tréves, elles ne seront passibles que de la taxe territoriale française voulue par la loi du 15 mars 1827.

Art. 10. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, lithographiés ou autographiés, qui seront envoyés sous bandes, de France, de l'Algérie et des parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste, à destination du royaume de Prusse et des états qui empruntent l'intermédiaire des postes prussiennes, devront être affranchis jusqu'au point de sortie de France et le port en sera acquitté par les envoyeurs conformément aux lois des 15 mars 1827 et 14 décembre 1830, et à l'ordonnance royale du 30 mai 1838. Les objets de même nature, originaires du royaume de Prusse et des états auxquels les postes prussiennes servent d'intermédiaire, et destinés pour la France, l'Algérie et les parages de la Méditerranée où la France possède des établissements de poste, supporteront aussi les taxes fixées par les lois et ordonnances susmentionnées; et ces taxes seront acquittées par les destinataires. Les journaux et gazettes publiés en France, dans les lieux appartenant à un rayon de quatre-vingts kilomètres de la frontière contigue à la Belgique, à la Prusse rhénane, au Palatinat du Rhin bavaois et au grand duché de Bade, et destinés pour la Prusse ou les états auxquels les postes prussiennes servent d'intermédiaire; et réciproquement, les journaux et gazettes publiés en Prusse ou dans lesdits états, qui seront adressés dans les lieux appartenant au rayon français susmentionné, seront assimilés aux journaux et gazettes circulant dans l'intérieur du département où ils sont publiés, et ne supporteront qu'une taxe de deux centimes par journal ou gazette.

22 Ordonnance du roi de France pour l'exéc. etc.

Art. 11. Les journaux gazettes et imprimés de toute nature designés dans l'article précédent ne seront admis qu'autant qu'il aura été satisfait, à leur égard, aux lois, ordonnances ou arrêtés qui déterminent les conditions de leur publication et de leur circulation en France.

Art. 12. Il ne sera reçu dans les bureaux dépendant de l'administration des postes de France aucune lettre, soit ordinaire, soit chargée, à destination de la Prusse et des états auxquels les postes prussiennes servent d'intermédiaire, qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, ou tout objet passible des droits de douane. Sont et demeurent abrogées les dispositions de toutes ordonnances antérieures, concernant la taxe des lettres, journaux et imprimés, échangés entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Prusse.

Art. 13. Notre ministre secrétaire d'état au département des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui sera imprimée au Bulletin des lois. Fait au palais des Tuileries le 26 décembre 1847.

Signé: Louis Philippe.

*Par le roi: le ministre secrétaire d'état au
département des finances*

Signé: Dumon.

8.

Convention entre la Prusse et la Saxe pour l'établissement d'un chemin de fer entre Berlin et Dresde, conclu à Berlin le 6 mars 1848 (Ratifié en date du 7 mai de la même année.)

(v. Rohrscheid Preussens Staatsverträge etc.)

Art. 1. Die Königl. preussische Regierung und die Königl. sächsische Regierung verpflichten sich gegenseitig, den Bau einer Eisenbahn, welche sich einerseits bei Jüterbogk an die Berlin-Anhaltsche Eisenbahn und andererseits oberhalb Riesa bei Röderau in der Richtung auf Dresden an die Leipzig-Dresdener Eisenbahn anschliesst, zu gestatten und werden eine jede innerhalb ihres Gebietes, dafür Sorge tragen, dass der demselben angehörige Theil der gedachten Eisenbahn von den theiligten Gesellschaften bis spätestens Ende October 1848 fertig gestellt und dem Betriebe übergeben werde.

Art. 2. Die Eisenbahn von Jüterbogk über Prem-sendorf und Falkenberg bis zum Anschlusse an die Leipzig-Dresdener Eisenbahn soll nicht nur in ihrer ganzen Ausdehnung zwischen Berlin und Dresden eine ununterbrochene Verbindung herstellen, sondern auch dergestalt mit der Berlin-Anhaltschen und Leipzig-Dresdner Eisenbahn unmittelbar in Verbindung gebracht werden, dass die Transportmittel der verschiedenen Bahnen zwischen Berlin und Dresden ohne Unterbrechung von der einen auf die andere übergehen können. — Insbesondere soll die Spurweite in Uebereinstimmung mit der in den beiderseitigen Staatsgebieten bei den übrigen Eisenbahnen angenommenen Spurweite überall gleichmässig 4 Fuss 8½ Zoll englischen Maasses im Lichten der Schienen betragen.

Art. 3. Die hohen Regierungen behalten sich vor, über den Punkt, an welchem die den beiderseitigen Gebieten angehörigen Bahnstrecken sich an einander an-

24 *Conv. entre la Prusse et la Saxe pour l'établ.*

schliessen sollen, nach Vorlegung der von den betheiligten Gesellschaften auszuarbeitenden Projekte sich zu verständigen und nöthigenfalls durch technische Commissarien die einer näheren Festsetzung bedürftigen Punkte gemeinschaftlich erörtern zu lassen.

Art. 4. Die Königl. sächsische Regierung gestattet, dass der Betrieb auf der innerhalb ihres Gebiets gelegenen Strecke der Bahn der Berlin-Anhaltischen Eisenbahn-Gesellschaft übertragen werde, und wird ihre Vermittlung dahin eintreten lassen, dass über den Betrieb baldmöglichst eine angemessene Verständigung unter billigen Bedingungen zwischen den beiden Gesellschaften zu Stande komme.

Art. 5. Die hohen contrahirenden Regierungen werden nach näherer Verständigung unter einander dafür Sorge tragen, dass von Berlin nach Dresden und in entgegengesetzter Richtung von Dresden nach Berlin täglich mindestens zweimal und überhaupt so oft, als das Bedürfniss des Verkehrs es erfordert, eine zusammenhängende Beförderung ohne Aufenthalt auf den Stationen und namentlich auf dem Bahnhofe bei Röderau stattfinde. Auch wollen dieselben darauf hinwirken, dass die Beförderung sowohl der Personen als der Güter zwischen den gedachten beiden Orten ohne Wechsel der Transportfahrzeuge erfolge.

Art. 6. Der Tarif für die Fahrpreise der in Rede stehenden Verbindungsbahn soll zu den Fahrpreisen der Berlin-Anhaltischen und der Leipzig-Dresdener Bahn in ein angemessenes Verhältniss gebracht und in keinem Falle auf einen höheren Reinertrag als 10 Procent des Anlage-Capitals, berechnet werden.

Art. 7. Zwischen den beiderseitigen Unterthanen soll sowohl hinsichtlich der Beförderungspreise als der Zeit der Abfertigung kein Unterschied gemacht werden; namentlich sollen die aus dem Gebiete des einen Staats in das Gebiet des anderen Staats übergehenden Transporte, weder in Beziehung auf die Abfertigung, noch hinsichtlich der Beförderungspreise ungünstiger behandelt werden, als die aus dem betreffenden Staate abgehenden oder darin verbleibenden Transporte.

Art. 8. Die Bahnpolizei wird unter Aufsicht der dazu beiderseits competenten Behörden in Gemäheit des für jedes Staatsgebiet besonders zu publicirenden Bahn-

polizei-Reglements nach möglichst übereinstimmenden Grundsätzen gehandhabt werden.

Art. 9. Beide Regierungen sind darüber einverstanden, dass die wegen Handhabung der Pass- und Fremdenpolizei bei Reisen mittelst der Eisenbahnen unter ihnen theils schon bestehenden theils noch zu verabredenden Bestimmungen auch auf die in Rede stehende Verbindungsbahn Anwendung finden sollen.

Art. 10. Rücksichtlich der Benutzung der mehrerwähnten Verbindungsbahn zu Zwecken der Militärverwaltung ist man über folgende Punkte übereingekommen: 1. für alle Transporte von Militärpersonen oder Militäreffecten, welche für Rechnung der Königl. preussischen Militärverwaltung auf der Eisenbahn von Berlin über Jüterbogk nach Dresden, ingleichen für alle Transporte, welche für Rechnung der Königl. sächsischen Militärverwaltung unter ganzer oder theilweiser Benutzung der genannten Bahnlinie bewirkt werden, wird den beiderseitigen Militärverwaltungen hinsichtlich der Beförderungspreise völlige Gleichstellung zugesichert, dergestalt, dass die Bezahlung dafür an die Eisenbahnverwaltung nach ganz gleichen Sätzen erfolgen soll. — 2. Wenn in Folge etwaiger Bundesbeschlüsse oder anderer ausserordentlicher Umstände auf Anordnung der Königl. preussischen oder der Königl. sächsischen Regierung in der Richtung der im Art. 1 bezeichneten Eisenbahn Truppenversendungen stattfinden sollen, so liegt der betreffenden Eisenbahnverwaltung die Verpflichtung ob, für diese und für Sendungen von Waffen, Kriegs- und Verpflegungsbedürfnissen, so wie von Militäreffecten jeglicher Art, insoweit solche Sendungen zur Beförderung auf Eisenbahnen überhaupt geeignet sind, nöthigenfalls auch ausserordentliche Fahrten einzurichten und für dergleichen Transporte alle Transportmittel die der ungestört fortzusetzende regelmässige Dienst nicht in Anspruch nimmt, zu verwenden und soweit thunlich hierzu in Stand zu setzen, nicht minder die mit Militärpersonen besetzten und mit Militäreffecten beladenen von einer anstossenden Bahn kommenden Transportfahrzeuge auf die eigene Bahn, vorausgesetzt, dass diese dazu geeignet sind, zu übernehmen, auch mit disponiblen Locomotiven weiter zu führen. Die Leitung aller solcher Transporte bleibt jedoch lediglich dem Dienstpersonale der betreffenden Eisenbahnverwaltung überlassen, dessen An-

ordnung während der Fahrt unbedingte Folge zu leisten ist. Hinsichtlich des an die Eisenbahnverwaltungen zu entrichtenden Fahrgeldes tritt, wie unter 1 eine völlige Gleichstellung der beiderseitigen Militärverwaltungen ein. — 3. Die hohen contrahirenden Regierungen sind übrigens darüber einverstanden, dass einer jeden auf der in Rede stehenden Eisenbahn, durch das Gebiet des andern Theils zu bewirkenden Truppensendung die herkömmliche Anzeige und Vernehmung mit der beteiligten Regierung binnen angemessener Frist vorhergehen müsse. Im Falle ausserordentlicher Dringlichkeit, wo ohne Gefährdung des Zweckes eine vorgängige Vernehmung mit der beteiligten Regierung nicht zu bewirken sein würde, wollen jedoch die hohen contrahirenden Regierungen es geschehen lassen, dass von dieser Anzeige und Vernehmung ausnahmsweise abgesehen werde, wogegen auch in solchen Fällen die Absendung der Transporte unter allen Umständen eine Anzeige an die beteiligte Regierung oder an die nach Befinden desshalb mit Anweisung zu versiehenden betreffenden Provinzialbehörden vorangehen soll.

Art. 11. In Betreff der Postverhältnisse sind die beiden contrahirenden Regierungen über nachstehende Punkte übereingekommen: 1. Die beiderseitigen Regierungen werden sich hinsichtlich der über Röderau zu spedirenden gegenseitigen Correspondenzsendungen mit den gegenwärtig conventionsmässig bestehenden Portoantheilen, so lange begnügen, als nicht in Betreff der Letzteren eine anderweite allgemeine Regulirung gegenseitig verabredet werden wird. Was die Benutzung der Eisenbahn zu Päckereisendungen zwischen Orten des beiderseitigen Staatsgebiets betrifft, so werden die contrahirenden Regierungen sich vor Eröffnung des Betriebes wegen Ermässigung des Gesamtportos und der Feststellung der beiderseitigen Antheile daran nach Masgabe der Transportstrecken und der Transportleistungen durch die beiderseitigen Postverwaltungen verständigen. — 2. Die Königl. sächsische Regierung wird ferner gestatten, dass die Königl. preussische Postverwaltung, wenn sie es für nöthig finden sollte, auf der Eisenbahnroute von Jüterbogk über Röderau und Leipzig geschlossene Briefpakete zwischen Berlin und Jüterbogk einer- und Halle andererseits, gegen eine der Königl. sächsischen Postverwaltung zu gewährende Transitgebühr von einem

halben Silber- oder Neugroschen pro Loth Brutto befördern könne. Für etwaige auf der gedachten Route zu bewirkende Fahrpostsendungen zwischen Berlin und Jüterbogk einer-, und Halle andererseits wird die Vergütung an die Königl. sächsische Postverwaltung nach Maassgabe der Stipulationen im Art. 8 des Vertrages vom 24. Juli 1843 wegen Benutzung der sächsisch-schlesischen Eisenbahn zur Beförderung der preussischen Postsendungen erfolgen. — 3. Für den Transit der Preussischen Brief-Paketschlüsse zwischen Berlin einer- und Prag, Wien und Hof andererseits über Dresden und Leipzig werden die bisherigen conventionsmässigen Vergütungssätze so lange unverändert beibehalten, als die bestehende Postconvention zwischen Preussen und Sachsen in Kraft bleibt. Nach Ablauf derselben ist jedoch für die gedachten Transit-Briefpakete statt der bisherigen Transitgebühr von 1 Ggr. pro Loth Brutto $1\frac{1}{2}$ Ngr. pro Loth Seitens der Königl. preussischen an die Königl. sächsische Postverwaltung zu entrichten. — 4. Sollte die Königl. preussische Postverwaltung die Eisenbahnroute über Röderau zum Transit von Päckereien und Geldsendungen nach und aus Böhmen und Baiern zu benutzen Veranlassung finden, so werden diese Sendungen für dasjenige Porto auf den künftigen Eisenbahnen durch das Königreich Sachsen befördert werden, welches nach der in dem, zwischen den beiderseitigen Postverwaltungen abgeschlossenen, vorerwähnten Vertrage vom 24. Juli 1843 Artikel 8 bis 12 für die Transitsendungen aus und nach Sachsen über Görlitz und Dresden bestimmten Transitvergütung sich ergeben wird, auch sollen auf derartige Sendungen die Artikel 14 bis 17., 19 und 20. des mehrgedachten Vertrages überall Anwendung finden.

Art. 12. Gegenwärtiger Vertrag soll zur landesherrlichen Genehmigung vorgelegt und die Auswechsellung der darüber auszufertigenden Ratifications-Urkunden, sobald als möglich, spätestens aber binnen 6 Wochen bewirkt werden. Ders zu Urkund ist derselbe von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen Berlin den 6. März 1848.

9.

Différentes ordonnances du roi de Prusse, relatives à l'exécution des conventions arrêtées entre les états du Zoll-Verein.

A. *Ordonnance provisoire du 18 juin 1848, portant réglemant des droits à percevoir sur les sucres et syrops étrangers et les sucres de betteraves indigènes à partir du 1er septembre 1848 jusqu'à la même époque de l'an 1850.*

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Preussen etc. etc. verordnen, in Folge der früher bereits mit den Regierungen sämmtlicher übrigen Zollvereins-Staaten eingegangenen Verabredungen und unter vorbehaltener Zustimmung der zur Vereinbarung der preussischen Verfassung berufenen Versammlung, so wie in Verfolg Unseres Erlasses vom 25. Juni 1847 ¹⁾, was folgt:

§. 1. Während des zweijährigen Zeitraums vom Ersten September dieses Jahres bis dahin 1850 ist an Eingangszoll vom ausländischen Zucker und Syrup zu erheben, und zwar vom

1) Vgl. Jahrg. 1847. II. S. 117.

Differentes ordonnances du roi de Prusse etc. 29

1. Zucker:

a) Brod- und Hut-,
Kandis-, Bruch-
od. Lumpen- und
weisser gestosse-
ner Zucker, vom
Centner

nach dem 14 Thaler Fuss. Thlr. Sgr.	nach dem 24 1/2 Gul- den - Fuss. Fl. Xr.	Für Tara wird vergütet vom Centner - Bruttogewicht. Pfund.
10	17	30
		14 in Fässern mit Dau- ben von Eichen- und anderem harten Holze.
		10 in anderen Fässern.
		13 in Kisten.
		13 in Fässern mit Dau- ben von Eichen- und anderem harten Holze.
8	14	10 in anderen Fässern.
		16 in Kisten von 8 Cent- nern und darüber.
		13 in Kisten unter 8 Centnern.
		10 in aussereuropäisch. Rohrgeflechten (Ca- nassers, Cranjans).
5	8	45
		7 in anderen Körben.
		6 in Ballen.
4	7	11
		in Fässern.

2. Syrup, vom Centner

§. 2. Während des im §. 1 bezeichneten Zeitraums soll die Steuer von dem im Inlande aus Rüben erzeugten Rohzucker Zwei Thaler für den Zollcentner betragen und von den zur Zuckerbereitung bestimmten Rüben mit 3 Silbergroschen von jedem Zollcentner roher Rüben erhoben werden.

§. 3. Der Finanz-Minister ist mit Ausführung der gegenwärtigen Verordnung beauftragt.

Gegeben Sanssouci, den 18. Juni 1848.

Friedrich Wilhelm.

B. *Ordonnance provisoire du roi de Prusse en date du 5 sept. 1848 portant établissement d'un droit additionel à percevoir sur quelques importations étrangères.*

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Preussen etc. etc. verordnen in Folge der mit den Regierungen sämmtlicher übrigen Zoll-Vereins-Staaten eingegangenen Verabredungen und unter vorbehaltenen Zustimmung der zur Vereinbarung der preussischen Verfassung berufenen Versammlung, was folgt:

30 *Différentes ordonnances du roi de Prusse,*

§. 1. Von den nachstehend genannten ausländischen Waaren, welche vom 15. September d. J. an bis zum 31. December d. J. über die Gränzen des Zollvereins eingehen, oder während dieses Zeitraums im Zollverein zum Eingang verzollt werden, sind, ausser den nach dem Zolltarif für die Jahre 1846—48 davon zu entrichtenden Zollsätzen, folgende Zuschläge zu erheben:

Tarif-Position	Benennung der Gegenstände.	Maassstab der Vervollung.	Zollsatz.				Zuschlag.			
			Nach dem 14 Thaler- Fuss.		Nach dem 24 1/2 Gul- den - Fuss.		Nach dem 14 Thaler- Fuss.		Nach dem 24 1/2 Gul- den - Fuss.	
			Thlr.	Sgr.	Fl.	Xr.	Thlr.	Sgr.	Fl.	Xr.
30b	Seidene Zeug- und Strumpf- waaren, Tücher (Shawls), Blonden, Spitzen, Petinet, Flor (Gaze), Posamentier-, Knopfmacher-, Sticker- und Putzwaaren, Gespinnte und Tressenwaaren aus Met- tallfäden und Seide, ausser Verbindung mit Eisen, Glas, Holz, Leder, Mes- sing und Stahl; ferner Gold- u. Silberstoffe (ächt oder unächt); Bänder, ganz oder theilweise aus Seide; endlich obige Waaren aus Floretseide (bourre de soie), oder Seide und Floretseide	1 Ctr.	110	.	192	30	110	.	192	30
30c	Alle obigen Waaren, in wel- chen ausser Seide und Flo- retseide auch andere Spinn- Materialien: Wolle oder an- dere Thierhaare, Baum- wolle, Leinen, einzeln oder verbunden, enthalten sind, mit Ausschluss der Gold- u. Silberstoffe, so wie der Bänder	1 Ctr.	55	.	96	15	10	.	17	30
41b	Weisses drei- oder mehrfach gezwirntes wollenes u. Kam- meelgarn, auch Garn aus Wolle u. Seide; desglei- chen alles gefärbte Garn	1 Ctr.	8	.	14	.	2	.	3	30
41c	Waaren aus Wolle (ein- schliesslich anderer Thier- haare), allein oder in Ver- bindung mit anderen nicht seidenen Spinn-Materialien gefertigt:									

relatives à l'exécution de convent. arrêtées etc. 31

Tarif-Position	Benennung der Gegenstände.	Maassstab der Vermessung.	Zollsatz.				Zuschlag.			
			Nach dem		Nach dem		Nach dem		Nach dem	
			14 Thaler- Fuss.	Thlr. Sgr.	24 1/2 Gul- den - Fuss.	Fl. Xr.	14 Thaler- Fuss.	Thlr. Sgr.	24 1/2 Gul- den - Fuss.	Fl. Xr.
	1. bedruckte Waaren aller Art; ungewalkte Waaren (ganz oder theilweise aus Kammgarn), wenn sie gemustert (d. h. façonirt gewebt, gestickt oder brochirt) sind; Umschlagetücher mit angenähten gemusterten Kanten; Posament-, Knopfmacher- und Stickereiwaa ren ausser Verbind. mit Eisen, Glas, Holz, Leder, Messing u. Stahl	1 Ctr.	50		87	30	10		17	30
	2. ungewalkte, ungemusterte Waaren	1 Ctr.	30		52	30	10		17	30
	Anm. 2. Einfaches u. doublirtes ungefärbtes Wollengarn, mit Anschluss von hartem (engl.) Kammgarn	1 Ctr.		15		52 1/2	9	15	16	37 1/2

§. 2. Der Finanz-Minister und der Minister für Handel, Gewerbe und öffentliche Arbeiten sind mit der Ausführung dieser Verordnung beauftragt.

Bellevue, den 5. September 1848.

Friedrich Wilhelm.

10.

Loi rendue par S. M. le roi de Hanovre en date du 10 août 1848 portant établissement du port franc de Harbourg.

(Handels-Archiv, herausgegeben im Kön. Preuss. Ministerium des Handels, Ackerbaues und der Gewerbe. 1848 September.)

Gesetz wegen Errichtung eines Freihafens zu Harburg.

Ernst August etc. Nachdem bei der Einrichtung des Elbhafens zu Harburg zur Aufnahme von Seeschiffen die Erhebung desselben zum Freihafen bereits früher beschlossen und gegenwärtig von Seiten der Stadt Harburg auf Ausführung dieses Beschlusses dringend angetragen worden, so haben Wir die eröffnete Aussicht, wenn auch mit den durch die dermaligen Verhältnisse gebotenen Vorbehalten, zu verwirklichen, nicht Anstand nehmen können. Auf den Grund der von der getreuen allgemeinen Stände-Versammlung des Königreichs schon in der letzten ausserordentlichen Diät des achten Landtags ausgesprochenen Zustimmung, erlassen Wir daher über die Errichtung eines Freihafens zu Harburg das gegenwärtige Gesetz:

§. 1. Der Elbhafen zu Harburg, einschliesslich der Stadt Harburg und des Dorfs Lauenbruch, wird in einer an Ort und Stelle festgesetzten, den Umständen nach jedoch abzuändernden Begränzung vom 1. October d. J. an zum Freihafen in der Art erhoben, dass der Hafen und der demselben beigelegte Bezirk, in Beziehung auf Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Abgaben, so wie in Beziehung auf die Salz-, Maischbottich- und Bier-Steuer, wie auch auf Einfuhr- und Ausfuhr-Verbote, als Ausland angesehen und behandelt werden soll, vorbehaltlich derjenigen Erleichterungen für den Verkehr mit dem steuerpflichtigen Inlande, welche von

Unserer Regierung für nöthig und angemessen erachtet werden.

§. 2. Für die Befreiung von den vorbenannten indirekten Abgaben entrichten die Bewohner des Freihafen-Bezirks alljährlich eine von Unserer Regierung festzustellende Geldsumme.

§. 3. Diese Erhebung Harburgs zum Freihafen geschieht auf die Dauer des Steuervereins. Bei dessen Auflösung bleibt weitere Bestimmung vorbehalten.

§. 4. Unser Ministerium der Finanzen und des Handels ist mit der Ausführung dieses Gesetzes beauftragt. Dasselbe soll durch die erste Abtheilung der Gesetzsammlung zur öffentlichen Kunde gebracht werden.

Gegeben Hannover, den 10. August 1848.

Ernst August.

11.

Ordonnance du roi de Bavière du 28 octobre 1848 relative à la législation douanière.

(Documents sur le commerce extérieur etc. Gas. de Manich du 3. nov. 1848. — Traduction.)

Par suite des négociations ouvertes en ce moment à Francfort sur le Mein dans le but de donner à toute l'Allemagne une législation de douane commune, un nouveau *tarif* sera mis en vigueur pour la période de douane qui suivra l'année 1848. Resteront en vigueur après le 1^{er} janvier 1849, jusqu' à nouvel ordre, le *tarif* des douanes pour les années 1846, 1847 et 1848; les actes ci après qui le complètent: 1^o L'arrêté du 31 octobre 1845, relatif à une convention spéciale pour le maintien des augmentations de droits à l'importation de certains articles; — 2^o L'arrêté du 12 mai 1846, relatif à des réductions du *droit de transit*, et la *modification* audit arrêté, section C, portant que, sur les routes qui mènent des ports du Rhin, en amont de Mayence, sur la rive gauche du Rhin à la ligne frontière entre Neubourg sur le Rhin et Halskirchen (les deux points compris) il ne sera perçu qu'un droit de transit d'un demi-kreutzer par quintal de douane (0 fr. 03 cent 57 par 100 kilogr.

3^o L'arrêté du 4 nov. 1846 relatif à celles des dispositions du *tarif* de 1846—1848 prises en commun dans les conférences de Berlin (1846) et mises en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1847;

4^o L'ordonnance du 16 juin 1847 relative à l'exécution du traité de commerce et de navigation entre l'association et les Deux-Siciles, concernant surtout les *droits* à l'importation de l'huile en baril.

Notre ministre des finances est chargé etc.

12.

Loi du 12 novembre 1848, rendue par le pouvoir central allemand provisoire, portant établissement d'un pavillon allemand de guerre et de commerce.

(Reichs-Gesetzblatt. — Kurhess. Ges.-Samlg. 1848 Nr. XXXV. Dec.)

Der Reichsverweser, in Ausführung des Beschlusses der Reichsversammlung vom 31. Juli 1848, verkündet als Gesetz:

Art. 1. Die deutsche Kriegsflagge besteht aus drei gleich breiten, horizontal laufenden Streifen, oben schwarz, in der Mitte roth, unten gelb. In der linken oberen Ecke trägt sie das Reichswappen in einem viereckigen Felde, welches zwei Fünftel der Breite der Flagge zur Seite hat. Das Reichswappen zeigt in goldenem (gelbem) Felde den doppelten schwarzen Adler mit abgewendeten Köpfen, ausgeschlagenen rothen Zungen und goldenen (gelben) Schnäbeln und desgleichen offenen Fängen.

Art. 2. Jedes deutsche Kriegsschiff, welches nicht Admiralsflagge oder Commodores Stander führt, lässt vom Top des grossen Mastes einen Wimpel fliegen. Derselbe ist roth und zeigt am oberen Ende den Reichsadler, wie oben beschrieben, in goldenem (gelbem) Felde.

Art. 3. Die deutsche Handelsflagge soll aus drei gleich breiten horizontalen schwarz, roth, gelben Streifen bestehen, wie die Kriegsflagge, jedoch mit dem Unterschiede, dass sie nicht das Reichswappen trägt.

Art. 4. Diese Flagge wird von allen deutschen Handelsschiffen als National-Flagge ohne Unterschied geführt.

Besondere Farben und sonstige Abzeichen der Einzelstaaten dürfen in dieselbe nicht aufgenommen werden.

Dabei soll es jedoch den Handelsschiffen freistehen, neben der allgemeinen deutschen Reichs-Flagge noch die besondere Landes- oder eine örtliche Flagge zu zeigen.

Art. 5. Weitere Bestimmungen über die Grösse der Flaggen, über die Unterschiede in den von ver-

schiedenen Ober- Befehlshabern zu führenden Flaggen, so wie über die Anordnung sonstiger Flaggen, z. B. beim Lootsen- und Zollwesen, bleiben vorbehalten.

Art. 6. Die verbindende Kraft dieses Flaggen-Gesetzes beginnt hinsichtlich der Bestimmungen über die Kriegsflagge, in Gemässheit des Art. 3 des Gesetzes über die Verkündung der Reichs-Gesetze vom 31. September 1848, mit dem zwanzigsten Tage nach dem Ablaufe desjenigen Tages, an welchem das betreffende Stück des Reichs-Gesetz-Blattes in Frankfurt ausgegeben wird.

Art. 7. Dagegen bleibt die Festsetzung des Zeitpunktes, wann die Bestimmungen über die Handelsflagge in Kraft treten sollen, in Anbetracht des Beschlusses des Reichs-Verammlung vom 6. November 1848 einer weiteren Verordnung vorbehalten.

Frankfurt, den 12. November 1848.

Der Reichsverweser
Erzherzog Johann.

Verordnung, betreffend die Vollziehung des
Gesetzes über die deutsche Kriegs- und Han-
delsflagge vom ^{31. Juli} 12. November 1848.

Der Reichsverweser verordnet:

Das Reichsministerium des Handels ist mit der Vollziehung des Gesetzes über die deutsche Kriegs- und Handelsflagge vom ^{31. Juli} 12. November 1848 beauftragt.

Der Reichsverweser
Erzherzog Johann.

13.

Loi du pouvoir central provisoire de l'Allemagne portant établissement d'un règlement général de la législaturs sur les lettres de change, en date du 26 nov. 1848.

(Reichs-Gesetzbuch. — Publié en Prusse par la loi du 4 février 1850, ainsi que par les gouvernements de Saxe, Hanovre, Wurtemberg, Hesse-Electorale. — Ges.-Samml. 1848 Nr. XXXV. — Brunswick, Mecklenbourg, Nassau, Oldenbourg, Schwarzbourg, Waldeck, Reuss, Lippe-Deimold et les villes libres').

Der Reichsverweser, in Ausführung des Beschlusses der deutschen Reichsversammlung vom 24. November 1848, verkündet als Gesetz :

I. Einführungsgesetz.

Art. 1. Die nachstehende allgemeine deutsche Wechselordnung tritt mit dem 1. Mai 1849 in dem deutschen Reiche in Gesetzeskraft.

Art. 2. Die zur Ausführung dieser Wechselordnung in den Einzelstaaten etwa erforderlichen von diesen zu erlassenden Bestimmungen dürfen keine Abänderung derselben enthalten.

II. Allgemeine deutsche Wechselordnung.

Erster Abschnitt.

Von der Wechselfähigkeit.

Art. 1. Wechselfähig ist Jeder, welcher sich durch Verträge verpflichten kann.

Art. 2. Der Wechselschuldner haftet für die Erfüllung der übernommenen Wechselverbindlichkeit mit seiner Person und seinem Vermögen. Jedoch ist der Wechselarrest nicht zulässig : 1. gegen die Erben eines Wechselschuldners ; 2. aus Wechselklärungen, welche für Korporationen oder andere juristische Personen, für Actiengesellschaften oder in Angelegenheiten solcher Personen, welche zu eigener Vermögensverwaltung unfähig sind, von den Vertretern derselben ausgestellt werden ; 3. gegen Frauen, wenn sie nicht Handel oder ein anderes Geschäft treiben. — Inwiefern aus Gründen des öffentlichen Rechts die Vollstreckung des Wechselarrestes

*) M. de Röhrscheidt (Preussens Staats-Verträge 1852) compte cette loi parmi les résultats positifs du parlement allemand.

gegen andere als die vorgenannten Personen Beschränkungen erleidet, ist in besondern Gesetzen bestimmt.

Art. 3. Finden sich auf einem Wechsel Unterschriften von Personen, welche eine Wechselverbindlichkeit überhaupt nicht, oder nicht mit vollem Erfolg eingehen können, so hat dies auf die Verbindlichkeit der übrigen Wechselverpflichteten keinen Einfluss.

Zweiter Abschnitt.

Von gezogenen Wechseln.

I. Erfordernisse eines gezogenen Wechsels.

Art. 4. Die wesentlichen Erfordernisse eines gezogenen Wechsels sind: 1) die in den Wechsel selbst aufzunehmende Bezeichnung als Wechsel, oder, wenn der Wechsel in einer fremden Sprache ausgestellt ist, ein jener Bezeichnung entsprechender Ausdruck in der fremden Sprache; 2) die Angabe der zu zahlenden Geldsumme; 3) der Name der Person oder die Firma, an welche oder an deren Ordre gezahlt werden soll (des Remittenten); 4) die Angabe der Zeit, zu welcher gezahlt werden soll; die Zahlungszeit kann nur festgesetzt werden auf einen bestimmten Tag, auf Sicht (Vorzeigung, a vista etc.) oder auf eine bestimmte Zeit nach Sicht, auf eine bestimmte Zeit nach dem Tage der Ausstellung (nach dato), auf eine Messe oder einen Markt (Mess- oder Markt-Wechsel); 5) die Unterschrift des Ausstellers (Trassanten) mit seinem Namen oder seiner Firma; 6) die Angabe des Ortes, Monatstages und Jahres der Ausstellung; 7) der Name der Person oder die Firma, welche die Zahlung leisten soll (des Bezogenen oder Trassaten); 8) die Angabe des Ortes, wo die Zahlung geschehen soll; der bei dem Namen oder der Firma des Bezogenen angegebene Ort gilt für den Wechsel, insofern nicht ein eigener Zahlungsort angegeben ist, als Zahlungsort und zugleich als Wohnort des Bezogenen.

Art. 5. Ist die zu zahlende Geldsumme (Art. 4. Nr. 2) in Buchstaben und in Ziffern ausgedrückt, so gilt bei Abweichungen die in Buchstaben ausgedrückte Summe. — Ist die Summe mehrmals mit Buchstaben oder mehrmals mit Ziffern geschrieben, so gilt bei Abweichungen die geringere Summe.

Art. 6. Der Aussteller kann sich selbst als Remittenten (Art. 4. Nr. 3.) bezeichnen (Wechsel an eigene Ordre). — Desgleichen kann der Aussteller sich

selbst als Bezogenen (Art. 4. Nr. 7.) bezeichnen, sofern die Zahlung an einem anderen Orte als dem der Ausstellung, geschehen soll (trassirt-eigene Wechsel).

Art. 7. Aus einer Schrift, welcher einer der wesentlichen Erfordernisse eines Wechsels (Art. 4) fehlt, entsteht keine wechselfähige Verbindlichkeit. Auch haben die auf eine solche Schrift gesetzten Erklärungen (Indossament, Accept, Aval) keine Wechselkraft.

II. *Verpflichtung des Ausstellers.* Art. 8. Der Aussteller eines Wechsels haftet für dessen Annahme und Zahlung wechselfähig.

III. *Indossament.* Art. 9. Der Remittent kann den Wechsel an einen Andern durch Indossament (Giro) übertragen. — Hat jedoch der Aussteller die Uebertragung im Wechsel durch die Worte „nicht an Ordre“ oder durch einen gleichbedeutenden Ausdruck untersagt, so hat das Indossament keine wechselrechtliche Wirkung.

Art. 10. Durch das Indossament gehen alle Rechte aus dem Wechsel auf den Indossatar über, insbesondere auch die Befugnisse, den Wechsel weiter zu indossiren. Auch an den Aussteller, Bezogenen, Acceptanten oder einen früheren Indossanten kann der Wechsel gültig indossirt und von denselben weiter indossirt werden.

Art. 11. Das Indossement muss auf den Wechsel, eine Copie desselben oder ein mit dem Wechsel oder der Copie verbundenes Blatt (Alonge) geschrieben werden.

Art. 12. Ein Indossament ist gültig, wenn der Indossant auch nur seinen Namen oder seine Firma auf die Rückseite des Wechsels oder der Copie, oder auf die Alonge schreibt (Blanco-Indossament).

Art. 13. Jeder Inhaber eines Wechsels ist befugt, die auf demselben befindlichen Blanco-Indossamente auszufüllen; er kann den Wechsel aber auch ohne diese Ausfüllung weiter indossiren.

Art. 14. Der Indossant haftet jedem späteren Inhaber des Wechsels für dessen Annahme und Zahlung wechselfähig. Hat er aber dem Indossamente die Bemerkung „ohne Gewährleistung“, „ohne Obligo“ oder einen gleichbedeutenden Vorbehalt hinzugefügt, so ist er von der Verbindlichkeit aus seinem Indossamente befreit.

Art. 15. Ist in dem Indossamente die Weiterbegebung durch die Worte „nicht an Ordre“ oder durch einen gleichbedeutenden Ausdruck verboten, so haben

diejenigen, an welche der Wechsel aus der Hand des Indossatar gelangt, gegen den Indossanten keinen Regress.

Art. 16. Wenn ein Wechsel indossirt wird, nachdem die für die Protest-Erhebung Mangels Zahlung bestimmte Frist abgelaufen ist, so erlangt der Indossatar die Rechte aus dem etwa vorhandenen Accepte gegen den Bezogenen und Regressrechte gegen Diejenigen, welche den Wechsel nach Ablauf dieser Frist indossirt haben. — Ist aber der Wechsel vor dem Indossamente bereits Mangels Zahlung protestirt worden, so hat der Indossatar nur die Rechte seines Indossanten gegen den Acceptanten, den Aussteller und Diejenigen, welche den Wechsel bis zur Protest-Erhebung indossirt haben. Auch ist in einem solchen Falle der Indossant nicht wechselmässig verpflichtet.

Art. 17. Ist dem Indossamente die Bemerkung „zur Einkassirung“, „in Procura“ oder eine andere, die Bevollmächtigung ausdrückende Formel beigelegt worden, so überträgt das Indossament das Eigenthum an dem Wechsel nicht, ermächtigt aber den Indossatar zur Einziehung der Wechselforderung, Protest-Erhebung und Benachrichtigung des Vormannes seines Indossanten von der unterbliebenen Zahlung (Art. 45), so wie zur Einklagung der nicht bezahlten und zur Erhebung der deponirten Wechselschuld. — Ein solcher Indossatar ist auch berechtigt, diese Befugniß durch ein weiteres Procura-Indossament einem Anderen zu übertragen. — Dagegen ist derselbe zur weiteren Begebung durch eigentliches Indossament selbst dann nicht befugt, wenn dem Procura-Indossamente der Zusatz „oder Ordre“ hinzugefügt ist.

IV. *Präsentation zur Annahme.* Art. 18. Der Inhaber eines Wechsels ist berechtigt, den Wechsel dem Bezogenen sofort zur Annahme zu präsentiren und in Ermangelung der Annahme Protest erheben zu lassen. — Nur bei Mess- oder Markt-Wechsels findet eine Ausnahme dahin statt, dass solche Wechsel erst in der an dem Mess- oder Markttorte gesetzlich bestimmten Präsentationszeit zur Annahme präsentirt und in Ermangelung derselben protestirt werden können. — Der blosse Besitz des Wechsels ermächtigt zur Präsentation des Wechsels und zur Erhebung des Protestes Mangels Annahme.

Art. 19. Eine Verpflichtung des Inhabers, den Wechsel zur Annahme zu präsentiren, findet nur bei Wech-

sein statt, welche auf eine bestimmte Zeit nach Sicht lauten. Solche Wechsel müssen bei Verlust des wechselmässigen Anspruchs gegen die Indossanten und den Aussteller, nach Massgabe der besonderen im Wechsel enthaltenen Bestimmung und in Ermangelung derselben binnen zwei Jahren nach der Ausstellung zur Annahme präsentirt werden. — Hat ein Indossant auf einen Wechsel dieser Art seinem Indossamente eine besondere Präsentationsfrist hinzugefügt, so erlischt seine wechselmässige Verpflichtung, wenn der Wechsel nicht innerhalb dieser Frist zur Annahme präsentirt worden ist.

Art. 20. Wenn die Annahme eines auf bestimmte Zeit nach Sicht gestellten Wechsels nicht zu erhalten ist, oder der Bezogene die Datirung seines Acceptes verweigert, so muss der Inhaber, bei Verlust des wechselmässigen Anspruchs gegen die Indossanten und den Aussteller die rechtzeitige Präsentation des Wechsels durch einen innerhalb der Präsentationsfrist (Art. 19) erhobenen Protest feststellen lassen. — Der Protesttag gilt in diesem Falle für den Tag der Präsentation. — Ist die Protesterhebung unterblieben, so wird gegen den Acceptanten, welcher die Datirung seines Acceptes unterlassen hat, die Verfallzeit des Wechsels vom letzten Tage der Präsentationsfrist an gerechnet.

V. *Annahme* (Acceptation). Art. 21. Die Annahme des Wechsels muss auf dem Wechsel schriftlich geschehen. — Jede auf den Wechsel geschriebene und von dem Bezogenen unterschriebene Erklärung gilt für eine unbeschränkte Annahme, sofern nicht in derselben ausdrücklich ausgesprochen ist, dass der Bezogene entweder überhaupt nicht oder nur unter gewissen Einschränkungen annehmen wolle. — Gleichergestalt gilt es für eine unbeschränkte Annahme, wenn der Bezogene ohne weiteren Beisatz seinen Namen oder seine Firma auf die Vorderseite des Wechsels schreibt. — Die einmal erfolgte Annahme kann nicht wieder zurückgenommen werden.

Art. 22. Der Bezogene kann die Annahme auf einen Theil der im Wechsel verzeichneten Summe beschränken. — Werden dem Accepte andere Einschränkungen beigelegt, so wird der Wechsel einem solchen gleichgeachtet, dessen Annahme gänzlich verweigert worden ist, der Acceptant haftet aber nach dem Inhalte seines Acceptes wechselmässig.

Art. 23. Der Bezogene wird durch die Annahme wechselfähig verpflichtet, die von ihm acceptirte Summe zur Verfallzeit zu zahlen — Auch dem Aussteller haftet der Bezogene aus dem Accepte wechselfähig. — Dagegen steht dem Bezogenen kein Wechselrecht gegen den Aussteller zu.

Art. 24. Ist in dem Wechsel ein vom Wohnorte des Bezogenen verschiedener Zahlungsort (Art. 4. Nr. 8.) angegeben (Domicilwechsel), so ist, insofern der Wechsel nicht schon ergiebt, durch wen die Zahlung am Zahlungsorte erfolgen soll, dies vom Bezogenen bei der Annahme auf dem Wechsel zu bemerken. Ist dies nicht geschehen, so wird angenommen, dass der Bezogene selbst die Zahlung am Zahlungsorte leisten wolle. — Der Aussteller eines Domicilwechsels kann in demselben die Präsentation zur Annahme vorschreiben. Die Nichtbeachtung dieser Vorschrift hat den Verlust des Regresses gegen den Aussteller und die Indossanten zur Folge.

VI. *Regress auf Sicherstellung.* 1. Wegen nicht erhaltener Annahme. Art. 25. Wenn die Annahme eines Wechsels überhaupt nicht, oder unter Einschränkungen, oder nur auf eine geringere Summe erfolgt ist, so sind die Indossanten und der Aussteller wechselfähig verpflichtet, gegen Aushändigung des, Mangels Annahme aufgenommenen Protestes genügende Sicherheit dahin zu leisten, dass die Bezahlung der im Wechsel beschriebenen Summe, oder des nicht angenommenen Betrages, so wie die Erstattung der durch die Nichtannahme veranlassten Kosten am Verfalltage erfolgen werde. — Jedoch sind diese Personen auch befugt, auf ihre Kosten die schuldige Summe bei Gericht oder bei einer anderen, zur Annahme von Depositen ermächtigten Behörde oder Anstalt niederzulegen.

Art. 26. Der Remittent, so wie jeder Indossatar wird durch den Besitz des, Mangels Annahme aufgenommenen Protestes ermächtigt, von dem Aussteller und den übrigen Vormännern Sicherheit zu fordern und im Wege des Wechselprozesses darauf zu klagen. — Der Regressnehmer ist hierbei an die Folgeordnung der Indossamente und die einmal getroffene Wahl nicht gebunden. — Der Beibringung des Wechsels und des Nachweises, dass der Regressnehmer seinen Nachmännern selbst Sicherheit bestellt habe, bedarf es nicht.

Art. 27. Die bestellte Sicherheit haftet nicht blos dem Regressnehmer, sondern auch allen übrigen Nachmännern des Bestellers, insofern sie gegen ihn den Regress auf Sicherstellung nehmen. Dieselben sind weitere Sicherheit zu verlangen nur in dem Falle berechtigt, wenn sie gegen die Art oder Grösse der bestellten Sicherheit Einwendungen zu begründen vermögen.

Art. 28. Die bestellte Sicherheit muss zurückgegeben werden: 1) sobald die vollständige Annahme des Wechsels nachträglich erfolgt ist; 2) wenn gegen den Regresspflichtigen, welcher sie bestellt hat, binnen Jahresfrist, vom Verfalltage des Wechsels an gerechnet, auf Zahlung aus dem Wechsel nicht geklagt worden ist; 3) wenn die Zahlung des Wechsels erfolgt oder die Wechselkraft desselben erloschen ist.

2. Wegen Unsicherheit des Acceptanten. **Art. 29.** Ist ein Wechsel ganz oder theilweise angenommen worden, so kann in Betreff der acceptirten Summe Sicherheit nur gefordert werden: 1) wenn über das Vermögen des Acceptanten der Conkurs (Debitverfahren, Faliment) eröffnet worden ist, oder der Acceptant auch nur seine Zahlung eingestellt hat; 2) wenn nach Ausstellung des Wechsels eine Execution in das Vermögen des Acceptanten fruchtlos ausgefallen, oder wider denselben wegen Erfüllung einer Zahlungsverbindlichkeit die Vollstreckung des Personalarrestes verfügt worden ist. — Wenn in diesen Fällen die Sicherheit von dem Acceptanten nicht geleistet und dieserhalb Protest gegen denselben erhoben wird, auch von den auf dem Wechsel etwa benannten Nothadressen die Annahme nach Ausweis des Protestes nicht zu erhalten ist, so kann der Inhaber des Wechsels und jeder Indossatar gegen Auslieferung des Protestes von seinen Vormännern Sicherstellung fordern. (Art. 25 — 28.) — Der blosse Besitz des Wechsels vertritt die Stelle einer Vollmacht, in den Nr. 1. u. 2. genannten Fällen von dem Acceptanten Sicherstellungsbestellung zu fordern, und wenn solche nicht zu erhalten ist, Protest erheben zu lassen.

VII. Erfüllung der Wechselverbindlichkeit. 1) **Zahlungstag.** **Art. 30.** Ist in dem Wechsel ein bestimmter Tag als Zahlungstag bezeichnet, so tritt die Verfallszeit an diesem Tage ein. — Ist die Zahlungszeit auf die Mitte eines Monats gesetzt worden, so ist der Wechsel am 15. dieses Monats fällig.

Art. 31. Ein auf Sicht gestellter Wechsel ist bei der Vorzeigung fällig. — Ein solcher Wechsel muss bei Verlust des wechselfässigen Anspruchs gegen die Indossanten und den Aussteller nach Massgabe der besonderen im Wechsel enthaltenen Bestimmung, und in Ermangelung derselben binnen zwei Jahren nach der Ausstellung zur Zahlung präsentirt werden. — Hat ein Indossant auf einem Wechsel dieser Art seinem Indossamente eine besondere Präsentationsfrist hinzugefügt, so erlischt seine wechselfässige Verpflichtung, wenn der Wechsel nicht innerhalb dieser Frist präsentirt worden ist.

Art. 32. Bei Wechseln, welche mit dem Ablaufe einer bestimmten Frist nach Sicht oder nach Dato zahlbar sind, tritt die Verfallzeit ein: 1) wenn die Frist nach Tagen bestimmt ist, an dem letzten Tage der Frist; bei Berechnung der Frist wird der Tag, an welchem der nach Dato zahlbare Wechsel ausgestellt oder der nach Sicht zahlbare zur Annahme präsentirt ist, nicht mitgerechnet; 2) wenn die Frist nach Wochen, Monaten, oder einem, mehrere Monate umfassenden Zeitraume (Jahr, halbes Jahr, Vierteljahr) bestimmt ist, an demjenigen Tage der Zahlungswoche oder des Zahlungsmonats, der durch seine Benennung oder Zahl dem Tage der Ausstellung oder Präsentation entspricht; fehlt dieser Tag in dem Zahlungsmonate, so tritt die Verfallzeit am letzten Tage des Zahlungsmonats ein. — Der Ausdruck „halber Monat“ wird einem Zeitraume von 15 Tagen gleichgeachtet. Ist der Wechsel auf einen oder mehrere ganze Monate und einen halben Monat gestellt, so sind die 15 Tage zuletzt zu zählen.

Art. 33. Respecttage finden nicht statt.

Art. 34. Ist in einem Lande, in welchem nach altem Style gerechnet wird, ein im Inlande zahlbarer Wechsel nach Dato ausgestellt, und dabei nicht bemerkt, dass der Wechsel nach neuem Style datirt sey, oder ist derselbe nach beiden Stylen datirt, so wird der Verfalltag nach demjenigen Kalendertage des neuen Styles berechnet, welcher dem nach altem Style sich ergebenden Tage der Ausstellung entspricht.

Art. 35. Mess- oder Marktwechsel werden zu der durch die Gesetze des Mess- oder Marktes bestimmten Zahlungszeit, und in Ermangelung einer solchen Festsetzung an dem Tage vor dem gesetzlichen Schlusse der Messe oder des Marktes fällig. — Dauert die Messe

oder der Markt nur einen Tag, so tritt die Verfallzeit des Wechsels an diesem Tage ein.

2. *Zahlung.* Art. 36. Der Inhaber eines indossirten Wechsels wird durch eine zusammenhängende, bis auf ihn hinuntergehende Reihe von Indossamenten als Eigenthümer des Wechsels legitimirt. Das erste Indossament muss demnach mit dem Namen des Remittenten, jedes folgende Indossament mit dem Namen Desjenigen unterzeichnet sein, welchen das unmittelbar vorhergehende Indossament als Indossatar benennt. Wenn auf ein Blanco-Indossament ein weiteres Indossament folgt, so wird angenommen, dass der Aussteller des letzteren den Wechsel durch das Blanco-Indossament erworben hat. — Ausgestrichene Indossamente werden bei Prüfung der Legitimation als nicht geschrieben angesehen. — Die Aechtheit der Indossamente zu prüfen, ist der Zahlende nicht verpflichtet.

Art. 37. Lautet ein Wechsel auf eine Münzsorte, welche am Zahlungsorte keinen Umlauf hat, oder auf eine Rechnungswährung, so kann die Wechselsumme nach ihrem Werthe zur Verfallzeit in der Landesmünze gezahlt werden, sofern nicht der Aussteller durch den Gebrauch des Wortes „effectiv“ oder eines ähnlichen Zusatzes die Zahlung in der im Wechsel benannten Münzsorte ausdrücklich bestimmt hat.

Art. 38. Der Inhaber des Wechsels darf eine ihm angebotene Theilzahlung selbst dann nicht zurückweisen, wenn die Annahme auf den ganzen Betrag der beschriebenen Summe erfolgt ist.

Art. 39. Der Wechselschuldner ist nur gegen Aushändigung des quittirten Wechsels zu zahlen verpflichtet. — Hat der Wechselschuldner eine Theilzahlung geleistet, so kann derselbe nur verlangen, dass die Zahlung auf den Wechsel abgeschrieben und ihm Quittung auf einer Abschrift des Wechsels ertheilt werde.

Art. 40. Wird die Zahlung des Wechsels zur Verfallzeit nicht gefordert, so ist der Acceptant nach Ablauf der für die Protesterhebung Mangels Zahlung bestimmten Frist befugt, die Wechselsumme auf Gefahr und Kosten des Inhabers bei Gericht, oder bei einer anderen zur Annahme von Depositen ermächtigten Behörde oder Anstalt niederzulegen. — Der Vorladung des Inhabers bedarf es nicht.

VIII. *Regress Mangels Zahlung.* Art. 41. Zur

46 *Loi du pouvoir central provisoire de*

Ausübung des bei nicht erlangter Zahlung statthaften Regresses gegen den Aussteller und die Indossanten ist erforderlich: 1) dass der Wechsel zur Zahlung präsentirt worden ist, und 2) dass sowohl diese Präsentation, als die Nichterlangung der Zahlung durch einen rechtzeitig darüber aufgenommenen Protest dargethan wird. — Die Erhebung des Protestes ist am Zahlungstage zulässig, sie muss aber spätestens am zweiten Werktag nach dem Zahlungstage geschehen.

Art. 42. Die Aufforderung, keinen Protest erheben zu lassen („ohne Protest“, „ohne Kosten“ etc.), gilt als Erlass des Protestes, nicht aber als Erlass der Pflicht zur rechtzeitigen Präsentation. Der Wechselverpflichtete, von welchem jene Aufforderung ausgeht, muss die Beweislast übernehmen, wenn er die rechtzeitig geschehene Präsentation in Abrede stellt. — Gegen die Pflicht zum Ersatze der Protestkosten schützt jene Aufforderung nicht.

Art. 43. Domicilirte Wechsel sind dem Domiciliaten, oder wenn ein solcher nicht benannt ist, dem Bezogenen selbst an demjenigen Orte, wohin der Wechsel domicilirt ist, zur Zahlung zu präsentiren, und wenn die Zahlung unterbleibt, dort zu protestiren. — Wird die rechtzeitige Protesterhebung beim Domiciliaten verabsäumt, so geht dadurch der wechselfässige Anspruch nicht nur gegen den Aussteller und die Indossanten, sondern auch gegen den Acceptanten verloren.

Art. 44. Zur Erhaltung des Wechselrechts gegen den Acceptanten bedarf es mit Ausnahme des im Art. 43 erwähnten Falles weder der Präsentation am Zahlungstage, noch der Erhebung eines Protestes.

Art. 45. Der Inhaber eines Mangels Zahlung protestirten Wechsels ist verpflichtet, seinen unmittelbaren Vormann innerhalb zweier Tage nach dem Tage der Protesterhebung von der Nichtzahlung des Wechsels schriftlich zu benachrichtigen, zu welchem Ende es genügt, wenn das Benachrichtigungsschreiben innerhalb dieser Frist zur Post gegeben ist. — Jeder benachrichtigte Vormann muss binnen derselben, vom Tage des empfangenen Berichts zu berechnenden Frist seinen nächsten Vormann in gleicher Weise benachrichtigen. — Der Inhaber oder Indossatar, welcher die Benachrichtigung unterlässt oder dieselbe nicht an den unmittelbaren Vormann ergehen lässt, wird hierdurch den sämmtlichen oder den übersprungenen Vormännern zum Ersatze des

aus der unterlassenen Benachrichtigung entstandenen Schadens verpflichtet. Auch verliert derselbe gegen diese Personen den Anspruch auf Zinsen und Kosten, so dass er nur die Wechselsumme zu fordern berechtigt ist.

Art. 46. Kommt es auf den Nachweis der dem Vormanne rechtzeitig gegebenen schriftlichen Benachrichtigung an, so genügt zu diesem Zwecke der durch ein Postattest geführte Beweis, dass ein Brief von dem Betheiligten an den Adressaten an dem angegebenen Tage abgesandt ist, sofern nicht dargethan wird, dass der angekommene Brief einen anderen Inhalt gehabt hat. — Auch der Tag des Empfanges der erhaltenen schriftlichen Benachrichtigung kann durch ein Postattest nachgewiesen werden.

Art. 47. Hat ein Indossant den Wechsel ohne Hinzufügung einer Ortsbezeichnung weiter begeben, so ist der Vormann desselben von der unterbliebenen Zahlung zu benachrichtigen.

Art. 48. Jeder Wechselschuldner hat das Recht, gegen Erstattung der Wechselsumme nebst Zinsen und Kosten die Auslieferung des quittirten Wechsels und des wegen Nichtzahlung erhobenen Protestes von dem Inhaber zu fordern.

Art. 49. Der Inhaber eines, Mangels Zahlung protestirten Wechsels kann die Wechselklage gegen alle Wechselverpflichtete, oder auch nur gegen Einige oder Einen derselben anstellen, ohne dadurch seinen Anspruch gegen die nicht in Anspruch genommenen Verpflichteten zu verlieren. — Derselbe ist an die Reihenfolge der Indossamente nicht gebunden.

Art. 50. Die Regressansprüche des Inhabers, welcher den Wechsel Mangels Zahlung hat protestiren lassen, beschränken sich auf: 1) die nicht bezahlte Wechselsumme nebst 6 Procent jährlicher Zinsen vom Verfalltage ab, 2) die Protestkosten und anderen Auslagen, 3) eine Provision von $\frac{1}{3}$ Procent. — Die vorstehenden Beträge müssen, wenn der Regresspflichtige an einem anderen Orte, als dem Zahlungsorte wohnt, zu demjenigen Course gezahlt werden, welchen ein vom Zahlungsorte auf den Wohnort des Regresspflichtigen gezogener Wechsel auf Sicht hat. — Besteht am Zahlungsorte kein Cours auf jenen Wohnort, so wird der Cours nach demjenigen Platze genommen, welcher dem Wohnorte des Regresspflichtigen am nächsten liegt. — Der Cours ist auf Ver-

langen des Regresspflichtigen durch einen unter öffentlicher Autorität ausgestellten Courszettel oder durch das Attest eines vereideten Mäklers, oder in Ermangelung derselben durch ein Attest zweier Kaufleute zu bescheinigen.

Art. 51. Der Indossant, welcher den Wechsel eingelöst oder als Rimesse erhalten hat, ist von einem früheren Indossanten oder von dem Aussteller zu fordern berechtigt: 1) die von ihm gezahlte oder durch Rimesse berichtigte Summe nebst 6 Procent jährlicher Zinsen vom Tage der Zahlung, 2) die ihm entstandenen Kosten, 3) eine Provision von $\frac{1}{3}$ Procent. — Die vorstehenden Beträge müssen, wenn der Regresspflichtige an einem andern Orte, als der Regressnehmer wohnt, zu demjenigen Course gezahlt werden, welchen ein vom Wohnorte des Regressnehmers auf den Wohnort des Regresspflichtigen gezogener Wechsel auf Sicht hat. — Besteht im Wohnorte des Regressnehmers kein Cours auf den Wohnort der Regresspflichtigen, so wird der Cours nach demjenigen Platze genommen, welcher dem Wohnorte des Regresspflichtigen am nächsten liegt. — Wegen der Bescheinigung des Courses kommt die Bestimmung des Art. 50 zur Anwendung.

Art. 52. Durch die Bestimmungen der Art. 50 und 51 Nr. 1 und 3 wird bei einem Regresse auf einen ausländischen Ort die Berechnung höherer, dort zulässiger Sätze nicht ausgeschlossen.

Art. 53. Der Regressnehmer kann über den Betrag seiner Forderung einen Rückwechsel auf den Regresspflichtigen ziehen. — Der Forderung treten in diesem Falle noch die Mäklergebühren für Negoziirung des Rückwechsels, so wie die etwaigen Stempelgebühren hinzu. — Der Rückwechsel muss auf Sicht zahlbar und unmittelbar (a. littura) gestellt werden.

Art. 54. Der Regresspflichtige ist nur gegen Auslieferung des Wechsels, des Protestes und einer quittirten Retourrechnung Zahlung zu leisten verbunden.

Art. 55. Jeder Indossant, der einen seiner Nachbarn befriedigt hat, kann sein eigenes und seiner Nachbarns Indossament austreichen.

IX. *Intervention. I. Ehronannahme.* Art. 56. Befindet sich auf einem, Mangels Annahme protestirten Wechsel eine auf den Zahlungsart laufende Nothadresse, so muss, ehe Sicherstellung verlangt werden kann, die

Annahme von der Nothadresse gefordert werden. — Unter mehreren Nothadressen gebührt derjenigen der Vorzug, durch deren Zahlung die meisten Verpflichteten befreit werden.

Art. 57. Die Ehrenannahme von Seiten einer nicht auf dem Wechsel als Nothadresse benannten Person braucht der Inhaber nicht zuzulassen.

Art. 58. Der Ehrenacceptant muss sich den Protest Mangels Annahme gegen Erstattung der Kosten ausbändigen und in einem Anhang zu demselben die Ehrenannahme bemerken lassen. — Er muss den Honoraten unter Uebersendung des Protestes von der geschehenen Intervention benachrichtigen und diese Benachrichtigung mit dem Proteste innerhalb zweier Tage nach dem Tage der Protesterhebung zur Post geben. — Unterlässt er dies, so haftet er für den durch die Unterlassung entstehenden Schaden.

Art. 59. Wenn der Ehrenacceptant unterlassen hat, in seinem Accepte zu bemerken, zu wessen Ehren die Annahme geschieht, so wird der Aussteller als Honorat angesehen.

Art. 60. Der Ehrenacceptant wird den sämtlichen Nachmännern des Honoraten durch die Annahme wechselsmäßig verpflichtet. Diese Verpflichtung erlischt, wenn dem Ehrenacceptanten der Wechsel nicht spätestens am zweiten Werktage nach dem Zahlungstage zur Zahlung vorgelegt wird.

Art. 61. Wenn der Wechsel von einer Nothadresse oder einem andern Intervenienten zu Ehren angenommen wird, so haben der Inhaber und die Nachmänner des Honoraten keinen Regress auf Sicherstellung. — Derselbe kann aber von dem Honoraten und dessen Vormännern geltend gemacht werden.

2. *Ehrenzahlung.* Art. 62. Befinden sich auf dem von dem Bezogenen nicht eingelösten Wechsel oder der Kopie Nothadressen oder ein Ehrenaccept, welche auf dem Zahlungsort lauten, so muss der Inhaber den Wechsel spätestens am zweiten Werktage nach dem Zahlungstage den sämtlichen Nothadressen und dem Ehrenacceptanten zur Zahlung vorlegen, und den Erfolg im Proteste Mangels Zahlung oder in einem Anhang zu demselben bemerken lassen. — Unterlässt er dies, so verliert er den Regress gegen den Adressanten oder Honoraten und deren Nachmänner. — Weist der Inhaber die

von einem anderen Intervenienten angebotene Ehrenzahlung zurück, so verliert er den Regress gegen die Nachmänner des Honoraten.

Art. 63. Dem Ehrenzahler muss der Wechsel und der Protest Mangels Zahlung gegen Erstattung der Kosten ausgehändigt werden. — Er tritt durch die Ehrenzahlung in die Rechte des Inhabers (Art. 50 und 52) gegen den Honoraten, dessen Vormänner und den Acceptanten.

Art. 64. Unter Mehreren, welche sich zur Ehrenzahlung erbieten, gebührt Demjenigen der Vorzug, durch dessen Zahlung die meisten Wechselflichtigen befreit werden. — Ein Intervenient, welcher zahlt, obgleich aus dem Wechsel oder Proteste ersichtlich ist, dass ein Anderer, dem er hiernach nachstehen müsste, den Wechsel einzulösen bereit war, hat keinen Regress gegen diejenigen Indossanten, welche durch Leistung der von dem Anderen angebotenen Zahlung befreit worden wären.

Art. 65. Der Ehren-Acceptant, welcher nicht zur Zahlungsleistung gelangt, weil der Bezogene oder ein anderer Intervenient bezahlt hat, ist berechtigt, von dem Zahlenden eine Provision von $\frac{1}{3}$ Procent zu verlangen.

X. *Vervielfältigung eines Wechsels.* 1. *Wechselduplicate.* Art. 66. Der Aussteller eines gezogenen Wechsels ist verpflichtet, dem Remittenten auf Verlangen mehrere gleichlautende Exemplare des Wechsels zu überliefern. — Dieselben müssen im Contexte als Prima, Secunda, Tertia etc. bezeichnet sein, widrigenfalls jedes Exemplar als ein für sich bestehender Wechsel (Sola-Wechsel) erachtet wird. — Auch ein Indossatar kann ein Duplicat des Wechsels verlangen. Er muss sich dieserhalb an seinen unmittelbaren Vormann wenden, welcher wieder an seinen Vormann zurückgehen muss, bis die Anforderung an den Aussteller gelangt. Jeder Indossatar kann von seinem Vormanne verlangen, dass die früheren Indossaumente auf dem Duplicat wiederholt werden.

Art. 67. Ist von mehreren ausgefertigten Exemplaren das eine bezahlt, so verlieren dadurch die anderen ihre Kraft. — Jedoch bleiben aus den übrigen Exemplaren verhaftet: 1. der Indossant, welcher mehrere Exemplare desselben Wechsels an verschiedene Personen indossirt hat, und alle späteren Indossanten, deren Unterschriften sich auf den, bei der Zahlung nicht zu-

rückgegebenen Exemplaren befinden, aus ihren Indossamenten; 2. der Acceptant, welcher mehrere Exemplare desselben Wechsels acceptirt hat, aus den Accepten auf den bei der Zahlung nicht zurückgegebenen Exemplaren.

Art. 68. Wer eines von mehreren Exemplären eines Wechsels zur Annahme versandt hat, muss auf den übrigen Exemplaren bemerken, bei wem das von ihm zur Annahme versandte Exemplar anzutreffen ist. Das Unterlassen dieser Bemerkung entzieht jedoch dem Wechsel nicht die Wechselkraft. — Der Verwahrer des zum Accepte versandten Exemplars ist verpflichtet, dasselbe demjenigen auszuliefern, der sich als Indossatar (Art. 36) oder auf andere Weise zur Empfangnahme legitimirt.

Art. 69. Der Inhaber eines Duplicats, auf welchem angegeben ist, bei wem das zum Accepte versandte Exemplar sich befindet, kann Mangels Annahme desselben den Regress auf Sicherstellung und Mangels Zahlung den Regress auf Zahlung nicht eher nehmen, als bis er durch Protest hat feststellen lassen: 1. dass das zum Accepte versandte Exemplar ihm vom Verwahrer nicht verabfolgt worden ist, und 2. dass auch auf das Duplicat die Annahme oder die Zahlung nicht zu erlangen gewesen.

2. *Wechselcopieen.* Art. 70. Wechselcopieen müssen eine Abschrift des Wechsels und der darauf befindlichen Indossamente und Vermerke enthalten und mit der Erklärung: „bis hierher Abschrift (Copie)“ oder mit einer ähnlichen Bezeichnung versehen sein. — In der Copie ist zu bemerken, bei wem das zur Annahme versandte Original des Wechsels anzutreffen ist. Das Unterlassen dieses Vermerkes entzieht jedoch der indossirten Copie nicht ihre wechselfähige Kraft.

Art. 71. Jedes auf einer Copie befindliche Original-Indossament verpflichtet den Indossanten eben so, als wenn es auf einem Original-Wechsel stünde.

Art. 72. Der Verwahrer des Original-Wechsels ist verpflichtet, denselben dem Besitzer einer mit einem oder mehreren Original-Indossamenten versehenen Copie auszuliefern, sofern sich derselbe als Indossatar oder auf andere Weise zur Empfangnahme legitimirt. — Wird der Original-Wechsel vom Verwahrer nicht ausgeliefert, so ist der Inhaber der Wechselcopie nur nach Aufnahme des im Art. 69, Nr. 1 erwähnten Protestes Regress auf Sicherstellung und nach Eintritt des in der

Copie angegebenen Verfalltages Regress auf Zahlung gegen diejenigen Indossanten zu nehmen berechtigt, deren Original-Indossamente auf der Copie befindlich sind.

XI. *Abhanden gekommene Wechsel.* Art. 73. Der Eigenthümer eines abhanden gekommenen Wechsels kann die Amortisation des Wechsels bei dem Gerichte des Zahlungsortes beantragen. Nach Einleitung des Amortisations-Verfahrens kann derselbe vom Acceptanten Zahlung fordern, wenn er bis zur Amortisation des Wechsels Sicherheit bestellt. Ohne eine solche Sicherheitsstellung ist er nur die Deposition der aus dem Accepte schuldigen Summe bei Gericht oder bei einer anderen zur Annahme von Depositen ermächtigten Behörde oder Anstalt zu fordern berechtigt.

Art. 74. Der nach den Bestimmungen des Art. 36 legitimirte Besitzer eines Wechsels kann nur dann zur Herausgabe desselben angehalten werden, wenn er den Wechsel in bösem Glauben erworben hat oder ihm bei der Erwerbung des Wechsels eine grobe Fahrlässigkeit zur Last fällt.

XII. *Falsche Wechsel.* Art. 75. Auch wenn die Unterschrift des Ausstellers eines Wechsels falsch oder verfälscht ist, behalten dennoch das ächte Accept und die ächten Indossamente die wechselfähige Wirkung.

Art. 76. Aus einem mit einem falschen oder verfälschten Accepte oder Indossamente versehenen Wechsel bleiben sämtliche Indossanten und der Aussteller, deren Unterschriften ächt sind, wechselfähig verpflichtet.

XIII. *Wechselverjährung.* Art. 77. Der wechselfähige Anspruch gegen den Acceptanten verjährt in drei Jahren vom Verfalltage des Wechsels an gerechnet.

Art. 78. Die Regress-Ansprüche des Inhabers (Art. 50) gegen den Aussteller und die übrigen Vormänner verjähren: 1. in drei Monaten, wenn der Wechsel in Europa, mit Ausnahme von Island und den Faröern, zahlbar war; 2. in sechs Monaten, wenn der Wechsel in den Küstenländern von Asien und Afrika längs des mittelländischen und schwarzen Meeres, oder in den dazu gehörigen Inseln dieser Meere zahlbar war; 3. in achtzehn Monaten, wenn der Wechsel in einem anderen aussereuropäischen Lande oder in Island oder den Faröern zahlbar war. — Die Verjährung beginnt gegen den Inhaber mit dem Tage des erhobenen Protestes.

Art. 79. Die Regressansprüche des Indossanten (Art. 51) gegen den Aussteller und die übrigen Vormänner verjähren: 1. in drei Monaten, wenn der Regressnehmer in Europa, mit Ausnahme von Island und den Faröern, wohnt; 2. in sechs Monaten, wenn der Regressnehmer in den Küstenländern von Asien und Afrika längs des mittelländischen und schwarzen Meeres, oder in den dazu gehörigen Inseln dieser Meere wohnt; 3. in achtzehn Monaten, wenn der Regressnehmer in einem anderen aussereuropäischen Lande oder in Island oder den Faröern wohnt. — Gegen den Indossanten läuft die Frist, wenn er, ehe eine Wechselklage gegen ihn angestellt worden, gezahlt hat, vom Tage der Zahlung, in allen übrigen Fällen aber vom Tage der ihm geschehenen Behändigung der Klage oder Ladung.

Art. 80. Die Verjährung (Art. 77 — 79) wird nur durch Behändigung der Klage unterbrochen und nur in Beziehung auf denjenigen, gegen welchen die Klage gerichtet ist. — Jedoch vertritt in dieser Hinsicht die von dem Verklagten geschehene Streitverkündigung die Stelle der Klage.

XIV. *Klagerecht des Wechselgläubigers.* Art. 81. Die wechsellässige Verpflichtung trifft den Aussteller, Acceptanten und Indossanten des Wechsels, so wie einen Jeden, welcher den Wechsel, die Wechselcopie, das Accept oder das Indossament mitunterzeichnet hat, selbst dann, wenn er sich dabei nur als Bürge (per aval) benannt hat. — Die Verpflichtung dieser Personen erstreckt sich auf Alles, was der Wechselinhaber wegen Nichterfüllung der Wechselverbindlichkeit zu fordern hat. — Der Wechselinhaber kann sich wegen seiner ganzen Forderung an den Einzelnen halten; es steht in seiner Wahl, welchen Wechselverpflichteten er zuerst in Anspruch nehmen will.

Art. 82. Der Wechselschuldner kann sich nur solcher Einreden bedienen, welche aus dem Wechselrechte selbst hervorgehen oder ihm unmittelbar gegen den jedesmaligen Kläger zustehen.

Art. 83. Ist die wechsellässige Verbindlichkeit des Ausstellers oder des Acceptanten durch Verjährung oder dadurch, dass die zur Erhaltung des Wechselrechts gesetzlich vorgeschriebenen Handlungen verabsäumt sind, erloschen, so bleiben dieselben dem Inhaber des Wechsels nur so weit, als sie sich mit dessen Schaden berei-

chern würden, verpflichtet. — Gegen die Indossanten, deren wechselfällige Verbindlichkeit erloschen ist, findet ein solcher Anspruch nicht Statt.

XV. *Ausländische Gesetzgebung.* Art. 84. Die Fähigkeit eines Ausländers, wechselfällige Verpflichtungen zu übernehmen, wird nach den Gesetzen des Staates beurtheilt, welchem derselbe angehört. Jedoch wird ein nach den Gesetzen seines Vaterlandes nicht wechselfälliger Ausländer durch Übernahme von Wechselverbindlichkeiten im Inlande verpflichtet, insofern er nach den Gesetzen des Inlandes wechselfähig ist.

Art. 85. Die wesentlichen Erfordernisse eines im Auslande ausgestellten Wechsels, so wie jeder anderen im Auslande ausgestellten Wechselerklärung werden nach den Gesetzen des Ortes beurtheilt, an welchem die Erklärung erfolgt ist. — Entsprechen jedoch die im Auslande geschehenen Wechselklärungen den Anforderungen des inländischen Gesetzes, so kann daraus, dass sie nach ausländischen Gesetzen mangelhaft sind, kein Einwand gegen die Rechtsverbindlichkeit der später im Inlande auf den Wechsel gesetzten Erklärungen entnommen werden. — Ebenso haben Wechselklärungen, wodurch sich ein Inländer einem anderen Inländer im Auslande verpflichtet, Wechselkraft, wenn sie auch nur den Anforderungen der inländischen Gesetzgebung entsprechen.

Art. 86. Ueber die Form der mit einem Wechsel an einem ausländischen Platze zur Ausübung oder Erhaltung des Wechselrechts vorzunehmenden Handlungen entscheidet das dort geltende Recht.

XVI. *Protest.* Art. 87. Jeder Protest muss durch einen Notar oder einen Gerichtsbeamten aufgenommen werden. — Der Zuziehung von Zeugen oder eines Protokollführers bedarf es dabei nicht.

Art. 88. Der Protest muss enthalten: 1. eine wörtliche Abschrift des Wechsels oder der Copie und aller darauf befindlichen Indossamente und Bemerkungen; 2. den Namen oder die Firma der Personen, für welche und gegen welche der Protest erhoben wird; 3. das an die Person, gegen welche protestirt wird, gestellte Begehren, ihre Antwort oder die Bemerkung, dass sie keine gegeben habe oder nicht anzutreffen gewesen sei; 4. die Angabe des Ortes, so wie des Kalendertages, Monats und Jahres, an welchem die Aufforderung (No. 3) geschehen oder ohne Erfolg versucht worden ist; 5. im

Falle einer Ehrenannahme oder einer Ehrenzahlung die Erwähnung, von wem, für wen und wie sie angeboten und geleistet wird; 6. die Unterschrift des Notars oder des Gerichtsbeamten, welcher den Protest aufgenommen hat, mit Beifügung des Amtsiegels.

Art. 89. Muss eine wechselrechtliche Leistung von mehreren Personen verlangt werden, so ist über die mehrfache Aufforderung nur eine Protesturkunde erforderlich.

Art. 90. Die Notare und Gerichtsbeamte sind schuldig, die von ihnen aufgenommenen Proteste nach deren ganzem Inhalte Tag für Tag und nach Ordnung des Datums in ein besonderes Register einzutragen, das von Blatt zu Blatt mit fortlaufenden Zahlen versehen ist.

XVII. *Ort und Zeit für Präsentation und andere im Wechselverkehre vorkommende Handlungen.*

Art. 91. Die Präsentation zur Annahme oder Zahlung, die Protesterhebung, die Abforderung eines Wechsel-Duplicats, so wie alle sonstigen bei einer bestimmten Person vorzunehmenden Acte müssen in deren Geschäftslocal und in Ermangelung eines solchen, in deren Wohnung vorgenommen werden. An einem anderen Orte, z. B. an der Börse, kann nur dies mit beiderseitigem Einverständnisse geschehen. — Dass das Geschäftslocal oder die Wohnung nicht zu ermitteln sei, ist erst alsdann als festgestellt anzunehmen, wenn auch eine diesbezüglich bei der Polizeibehörde des Orts geschehene Nachfrage des Notars oder des Gerichtsbeamten fruchtlos geblieben ist, welches im Proteste bemerkt werden muss.

Art. 92. Verfällt der Wechsel an einem Sonntage oder allgemeinen Feiertage, so ist der nächste Werktag der Zahlungstag. Auch die Herausgabe eines Wechsel-Duplicats, die Erklärung über die Annahme, so wie jede andere Handlung, können nur an einem Werktage gefordert werden. Fällt der Zeitpunkt, in welchem die Vornahme einer der vorstehenden Handlungen spätestens gefordert werden musste, auf einen Sonntag oder allgemeinen Feiertag, so muss diese Handlung am nächsten Werktage gefordert werden. — Dieselbe Bestimmung findet auch auf die Protesterhebung Anwendung.

Art. 93. Bestehen an einem Wechselplatze allgemeine Zahltage (Cassirtage), so braucht die Zahlung eines zwischen den Zahltagen fällig gewordenen Wechsels erst am nächsten Zahltage geleistet zu werden, so-

56 *Loi du pouvoir central provisoire de*

fern nicht der Wechsel auf Sicht lautet. — Die im Art. 41 für die Aufnahme des Protestes Mangels Zahlung bestimmte Frist darf jedoch nicht überschritten werden.

XVIII. Mangelhafte Unterschriften. Art. 94. Wechselklärungen, welche statt des Namens mit Kreuzen oder anderen Zeichen vollzogen sind, haben nur dann, wenn diese Zeichen gerichtlich oder notariell beglaubigt worden, Wechselkraft.

Art. 95. Wer eine Wechselklärung als Bevollmächtigter eines Anderen unterzeichnet, ohne dazu Vollmacht zu haben, haftet persönlich in gleicher Weise, wie der angebliche Vollmachtgeber gehaftet haben würde, wenn die Vollmacht ertheilt gewesen wäre. — Dasselbe gilt von Vormündern und anderen Vertretern, welche mit Ueberschreitung ihrer Befugnisse Wechselklärungen ausstellen.

Dritter Abschnitt.

Von eigenen Wechseln. Art. 96. Die wesentlichen Erfordernisse eines eigenen (trockenen) Wechsels sind: 1. die in den Wechsel selbst aufzunehmende Bezeichnung als Wechsel, oder, wenn der Wechsel in einer fremden Sprache ausgestellt ist, ein jener Bezeichnung entsprechender Ausdruck in der fremden Sprache; 2. die Angabe der zu zahlenden Geldsumme; 3. der Name der Person oder die Firma, an welche oder an deren Ordre der Aussteller Zahlung leisten will; 4. die Bestimmung der Zeit, zu welcher gezahlt werden soll (Art. 4, Nr. 4); 5. die Unterschrift des Ausstellers mit seinem Namen oder seiner Firma; 6. die Angabe des Orts, Monatstages und Jahres der Ausstellung.

Art. 97. Der Ort der Ausstellung gilt für den eigenen Wechsel, insofern nicht ein besonderer Zahlungsort angegeben ist, als Zahlungsort und zugleich als Wohnort des Ausstellers.

Art. 98. Nachstehende, in diesem Gesetze für gezogene Wechsel gegebene Vorschriften gelten auch für eigene Wechsel: 1. die Art. 5 und 7 über die Form des Wechsels; 2. die Art. 9—17 über das Indossament; 3. die Art. 19 und 20 über die Präsentation der Wechsel auf eine Zeit nach Sicht mit der Maassgabe, dass die Präsentation dem Aussteller geschehen muss; 4. der Art. 29 über den Sicherheitsregress mit der Maassgabe, dass derselbe im Falle der Unsicherheit des

Ausstellers stattfindet; 5. die Art. 30 — 40 über die Zahlung und die Befugniß zur Deposition des fälligen Wechselbetrages mit der Maassgabe, dass letztere durch den Aussteller geschehen kann; 6. die Art. 41 und 42, so wie die Art. 45 — 55 über den Regress Mangels Zahlung gegen die Indossanten; 7. die Art. 62 — 65 über die Ehrenzahlung; 8. die Art. 70 — 72 über die Copieen; 9. die Art. 73 — 76 über abhanden gekommene und falsche Wechsel mit der Maassgabe, dass im Falle des Art. 73 die Zahlung durch den Aussteller erfolgen muss; 10. die Art. 79 — 96 über die allgemeinen Grundsätze der Wechselverjährung, die Verjährung der Regressansprüche gegen die Indossanten, das Klagerrecht des Wechselgläubigers, die ausländischen Wechselgesetze, den Protest, den Ort und die Zeit für die Präsentation und andere im Wechselverkehre vorkommende Handlungen, so wie über mangelhafte Unterschriften.

Art. 99. Eigene domicilirte Wechsel sind dem Domiciliaten oder wenn ein solcher nicht benannt ist, dem Aussteller selbst an demjenigen Orte, wohin der Wechsel domicilirt ist, zur Zahlung zu präsentiren und, wenn die Zahlung unterbleibt, dort zu protestiren. Wird die rechtzeitige Protesterhebung beim Domiciliaten verabsäumt, so geht dadurch der wechselfällige Anspruch gegen den Aussteller und die Indossanten verloren.

Art. 100. Der wechselfällige Anspruch gegen den Aussteller eines eigenen Wechsels verjährt in drei Jahren vom Verfalltage des Wechsels an gerechnet.

Frankfurt, den 26. November 1848.

Der Reichsverweser
Erzherzog Johann.

Un rescrit des ministères des Finances et de l'Intérieur de l'Electorat de Hesse en date du 26 janvier 1848, en exécution du §. 3 de la loi du 11 novembre 1847, porte que tout étranger (*Ausländer*) qui se propose de se livrer à un commerce ou à une industrie dans l'Electorat, aura à s'adresser à la direction de police du chefieu de province ou à l'administration d'arrondissement (*Kreisamt*) en produisant son passeport et ses autres pièces de légitimation, à l'effet d'obtenir un permis d'industrie (*Gewerbschein*), que les dites administrations délivreront pour toutes industries non sujettes à quelque défense légale ou de police pour un tems qui n'excédera pas la durée d'une année. Ce permis, accompagné d'un signalement du porteur, devra être transmis à l'inspecteur des contributions à qui il appartient, qui le munira d'un timbre proportionné au droit prélevé sur les industries pareilles des regnicoles et le délivrera, moyennant le paiement dudit timbre, au porteur, qui sera tenu de le produire sur la requisition de tous officiers de police, de finance ou autres compétents. (Samml. v. Gesetzen f. Kurhessen. Ann. 1848. Nr. I.)

15.

Pièces et documents concernant l'état et les relations politiques de la Prusse en 1848.

I.

Pièces relatives à la clôture des comités réunis des Etats de Prusse.

A. Discours de clôture des comités réunis des Etats de Prusse, prononcé le 7 de mars 1848, par le Roi dans la salle de réunion des comités.

(Traduction.)

Ayant été informé que mes fidèles Etats, rassemblés pour la première fois en comité réuni, ont terminé la tâche importante qui leur avait été imposée, et que, ce que je puis ajouter à ma grande satisfaction, ils s'en sont acquittés avec une rare persévérance et animés du plus pur patriotisme, je suis venu au milieu d'eux pour leur adresser un adieu cordial. — Ce moment est d'ailleurs pour moi important et joyeux. Par l'achèvement des travaux dont avait à s'occuper le comité réuni, ainsi que par la convocation de la députation des Etats pour la dette publique, ma patente du 3 février de l'année dernière a reçu son entière exécution; nous sommes arrivés à l'époque jusqu'à laquelle, conformément à mon message du 24 juin de l'année dernière, j'avais ajourné mes résolutions relativement aux demandes qui m'avaient été adressées par la première diète réunie à l'effet d'apporter quelques modifications à cette patente.

Déjà dans mon discours royal du 11 avril de l'année dernière, j'avais déclaré de propos délibéré que je convoquerais souvent la diète réunie, si elle m'inspirait la conviction que je puisse le faire sans porter atteinte aux devoirs de la souveraineté. Dès le principe, j'avais reconnu que la périodicité d'assemblées représentatives centrales était nécessaire pour mon édifice représentatif, et je l'avais accordée aux comités réunis. Mais les deux curies de la diète réunie m'ayant adressé la demande presque unanime d'accorder la périodicité à la diète réunie,

nie elle-même, j'avais depuis longtems l'intention, que j'ai déjà communiquée à plusieurs d'entre vous, de réaliser ce désir. C'est pourquoi je saisis avec empressement cette occasion pour vous dire que: la périodicité accordée par la patente du 3 février au comité de la Diète Réunie sera transmise à la Diète Réunie elle-même et que je limiterai les attributions de celui-là comme cela est indiqué plus explicitement dans un message que vous communiquera mon ministre de l'intérieur.

Messieurs! de retour dans vos foyers, annoncez à tous ceux qui s'intéressent vivement à la chose et parmi lesquels, je le sais, il se trouve un grand nombre de mes plus loyaux et de mes plus fidèles sujets, que j'ai accordé sans restriction les demandes qui avaient été adressées par les deux curies de la première Diète Réunie.

Où, messieurs, retournez dans vos provinces et dans vos villes, et soyez les messagers de la paix, de l'union et de la force! La Providence a fait surgir des événements qui menacent d'ébranler la société dans ses fondements. Les coeurs allemands, les citoyens prussiens, les hommes de patriotisme et d'honneur savent quel sacré devoir impose un pareil état de choses. Dans des conjonctures semblables, aucun peuple de la terre n'a jamais donné de plus sublime exemple que le nôtre. Il est nécessaire que ce spectacle se reproduise dans ce moment, car nous ne voulons pas être moins fidèles, moins courageux, moins persévérants que l'ont été nos pères et que nous l'avons été nous-mêmes dans notre jeunesse.

Ce que le bon sens comprend, ce qu'éprouve tout noble coeur, dites-le, messieurs, quand vous serez de retour dans votre province natale. Proclamez cette irrécusable vérité: Laissez reposer tous les partis; une seule chose est nécessaire, si nous voulons sortir avec honneur de la lutte dont nous pourrions triompher par notre union, notre attitude, notre exemple, et avec l'assistance de Dieu. Serrez-vous en toute confiance comme un mur d'airain autour de votre roi, de votre meilleur ami. Etranger à toute pensée d'intervention dans les affaires intérieures des autres peuples, je fais tout ce qui dépend de moi, messieurs, pour assurer par la concorde et la puissante voix des grandes puissances, et surtout par la consolidation de la confédération germanique, une paix honorable, qui est indispensable aux peuples de l'Europe, si l'on ne veut pas interrompre et même arrêter peut-être pour des siècles la

marche du progrès intellectuel et matériel qu'ils poursuivent avec tant d'ardeur. Si mon peuple donne aux tribus allemandes l'exemple de l'unité et de la force, nous aurons fait un grand pas pour atteindre ce but si désirable, le maintien de la paix.

Si cependant Dieu, dans ses décrets impénétrables, en avait décidé autrement, si les traités sur lesquels repose l'édifice politique de l'Europe devaient être rompus, si l'ennemi essayait de toucher à mon territoire ou à celui des états de la confédération germanique, alors, ainsi que l'ordonne le devoir et l'honneur, je préférerais même les dangers de la guerre à une paix ignominieuse. J'appellerai alors mon peuple sous les armes; il viendra se ranger autour de moi, comme il s'est rallié, il y a 35 ans, autour des drapeaux de mon auguste père, d'impérissable mémoire, qui, lui aussi, était le père de son peuple; alors, j'en ai la ferme conviction, on verra se reproduire l'héroïsme des années 1813, 1814 et 1815.

Dès que les mesures que je dois prendre pour la sûreté et l'honneur de la Prusse et de l'Allemagne exigeront le concours de mes fidèles Etats, au plus tard si (ce dont le Ciel nous préserve) il fallait appeler le peuple sous les armes, je vous convoquerai de nouveau, messieurs, avec tous les membres de la Diète Réunie, pour m'entourer de vos conseils, sachant bien que la confiance de mon peuple est mon plus ferme appui, et pour montrer au monde qu'en Prusse, le roi, le peuple et l'armée sont les mêmes de génération en génération.

Annoncez cela aussi à vos citoyens; je vous réitère mes adieux de coeur.

B. Message du Roi du 5 mars 1848, à la clôture de la session des comités réunis, lu en présence du Roi par le ministre de l'intérieur.

Nous, *Frédéric - Guillaume* par la grace de Dieu roi de Prusse, etc., adressons notre gracieux salut à nos fidèles Etats du comité de la diète réunie.

Le comité de la Diète Réunie, convoqué par ordonnance du 3 décembre dernier, ayant terminé les travaux dont il avait à s'occuper, et la députation des Etats pour la dette publique ayant été réunie et installée, les ordonnances du 3 février de l'année dernière ont reçu de la sorte leur exécution; quant à leurs dispositions es-

62 Pièces et documents concernant l'état

sentielles, le moment est arrivé que, conformément à notre message du 24 juin dernier, nous avons fixés pour faire connaître notre résolution au sujet des demandes que nous avait adressées la diète réunie relativement à des modifications de notre patente et des ordonnances du 3 février de l'année dernière. En conséquence, nous avons pris maintenant les résolutions suivantes :

1^o Nous voulons transmettre à la Diète Réunie la périodicité que nous avons accordée au comité de la diète réunie par la patente du 3 février de l'année dernière.

2^o L'action du comité de la Diète-Réunie sera circonscrite dans la mesure proposée par les deux curies de la première Diète-Réunie.

Nous nous réservons de modifier, d'après les résolutions que nous venons de faire connaître préalablement à nos Etats, rassemblés en comité réuni, la loi du 3 février de l'année dernière par une ordonnance spéciale, qui sera publiée avant la convocation de la prochaine Diète-Réunie.

Frédéric - Guillaume.

Berlin, le 5 mars 1848.

II.

Rescrit du roi de Prusse, adressé à son conseil des ministres, relativement à l'arrêté de la diète germanique sur la censure.

(Traduction.)

La Diète Germanique ayant arrêté à la date du 3 de ce mois :

„1^o Chaque état de la confédération germanique a la faculté d'abolir la censure et d'accorder la liberté de la presse.

„2^o Toutefois cela ne pourra avoir lieu que sous les garanties qui protègent, autant que possible, les autres états fédéraux et toute la confédération contre l'abus de la liberté de la presse.“

Ce qui fournit les bases sur lesquelles j'ai proposé depuis longtemps d'établir une nouvelle législation fédérale en matière de presse; il n'y aurait maintenant, pour ce qui me concerne, plus d'obstacle à abolir la censure dans mes états sous les garanties nécessaires, si je n'étais retenu par le désir pressant d'obtenir dans cette affaire, comme dans d'autres questions importantes, un droit fédéral uniforme pour toute l'Allemagne.

En conséquence, je charge le ministère d'état de prendre sans tarder les mesures nécessaires pour que les propositions que j'ai adressées à ce sujet à la diète germanique soient décidées le plus promptement possible. Si, contre mon attente, la chose devait rencontrer des obstacles ou éprouver des retards, je prendrais préalablement l'initiative d'une réforme radicale des lois sur la presse, fondée sur l'abolition de la censure, sous réserve de la soumettre plus tard à la diète réunie; aussi devra-t-il être procédé aux travaux préparatoires de telle sorte qu'au besoin on puisse immédiatement rendre une loi conforme à mes vœux.

Berlin, le 8 mars 1848.

Frédéric - Guillaume.

III.

*Lettres patentes du roi de Prusse en date du
14 mars 1848 portant convocation de la Diète
Réunie de Prusse.*

(Preuss. Allgem. Zeitung.)

„Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preussen etc. etc., haben im Verein mit der k. österreichischen Regierung Unsere deutschen Bundesgenossen eingeladen, sich unverzüglich zu einer gemeinsamen Berathung über diejenigen Maassregeln zu vereinigen, welche unter den gegenwärtigen schwierigen und gefährvollen Verhältnissen das Wohl des deutschen Vaterlandes erheischt, und sind entschlossen, mit allen Unseren Kräften dahin zu wirken, dass diese Berathungen zu einer wirklichen Regeneration des deutschen Bundes führen; damit das deutsche Volk in ihm wahrhaft	Nous Frédéric-Guillaume, par la grace de Dieu roi de Prusse, etc. etc. Avons, de concert avec le gouvernement autrichien, invité nos confédérés allemands à délibérer immédiatement sur les mesures qui doivent être prises dans les difficiles et graves conjonctures actuelles pour le bien de la patrie allemande, et nous sommes fermement décidé à employer tous les moyens en notre pouvoir pour que ces délibérations amènent une régénération complète de la confédération germanique, afin que le peuple allemand, véritablement représenté dans cette confédération, soit par ses institutions libérales, mais
--	--

vereinigt, durch *freie Institutionen* gekräftigt, nicht minder aber auch gegen die Gefahren des *Umsturzes* und der *Anarchie* geschützt, die alte Grösse wiedergewinne, damit Deutschland den ihm gebührenden Rang in Europa einnehme. Welches aber auch der Erfolg dieser Unserer Bemühungen seyn möge, so werden jedenfalls dadurch *Maassekeln* für Unsere Staaten bedingt, zu deren Ausführung Wir der Mitwirkung Unserer getreuen Stände bedürfen. Dieserhalb und weil Wir überhaupt in so grossen und entscheidenden Epochen, wie die gegenwärtige, *Uns nur in Vereinigung mit Unsern Ständen stark fühlen*, haben Wir beschlossen, den Vereinigten Landtag auf Donnerstag, den 27. April d. J. in Unserer Haupt- und Residenzstadt Berlin zu eröffnen, und beauftragen das Staats-Ministerium, die Einberufung desselben durch den Minister des Innern zu veranlassen, auch die sonst erforderlichen Vorbereitungen zu treffen. Gegeben Berlin, den 14. März 1848.

Friedrich Wilhelm.
PRINZ VON PREUSSEN.

Mühler. v. Rother. Eichhorn. v. Thile. v. Savigny. v. Bodelschwingh. Graf zu Stolberg. Uhden. Frhr. v. Canitz. v. Duesberg. v. Rohr.

protégé en même tems contre les dangers des bouleversements politiques et de l'anarchie, recouvre son ancienne grandeur, et que l'Allemagne occupe en Europe le rang qui lui appartient. Toutefois, quel que soit le résultat de ces efforts, nous devons, dans tous les cas, prendre pour notre monarchie des mesures pour l'exécution desquelles nous avons besoin du concours de nos fidèles Etats.

En conséquence, et parce que, dans une époque aussi importante et aussi décisive que l'époque actuelle, nous ne nous sentons fort que dans une intime union avec nos Etats, nous avons résolu d'ouvrir la diète réunie jeudi, 27 avril prochain, dans notre résidence de Berlin, et chargeons le ministère d'état de la faire convoquer par le ministre de l'intérieur et d'aviser à toutes les mesures jugées nécessaires à cet effet.

Berlin, le 14 mars 1848.

Frédéric-Guillaume.

LE PRINCE DE PRUSSE.

(*Suivent les signatures des ministres voyez ci-pris.*)

IV.

Extrait de l'adresse du conseil municipal et des délégués de la ville de Berlin, présentée au roi le 15 mars 1848, par le premier bourguemestre à la tête d'une députation.

(Traduction.)

Sire! Les graves et fatales conjonctures des derniers jours, qui se propagent d'un pays à l'autre, remplissent les esprits d'une anxiété inouïe jusqu'ici, d'une vive attente de la prochaine renaissance de la patrie allemande, par laquelle la présente génération, depuis 33 ans spectatrice des événements, retrouvera l'énergie qu'elle n'a pu appliquer et qui par là même s'était presque éteinte. Le peuple allemand sent profondément et énergiquement qu'il est hors de tutelle et qu'il est assez avancé dans la culture politique pour siéger dans le conseil de ses princes et rendre témoignage par un digne usage de la liberté de la presse de ses besoins intellectuels et matériels.

Le vœu et la volonté de S. M. a été qu'une pareille époque ne prît pas le peuple prussien au dépourvu. C'est avec une sage prévision que S. M. a, depuis le commencement de son règne, travaillé à consolider notre édifice politique, et que dernièrement encore, par son message du 5 de ce mois, elle a fait un grand pas dans le développement des droits constitutionnels du peuple prussien. L'ordre de cabinet du 8 de ce mois nous apporte en outre la joyeuse nouvelle que la sollicitude de V. M. a écarté les obstacles qui empêchaient qu'on n'accordât au peuple allemand la liberté de la presse qui lui avait été promise depuis plusieurs dizaines d'années. — Mais le moment presse; chaque jour on apprend de nouveaux événements; l'horizon politique peut s'obscurcir tout-à-coup, et nous pouvons être forcés d'agir avant que la patrie ne soit d'accord dans les conseils de ses souverains; le sentiment d'une crise industrielle imminente doit hâter cette crise, dont la sagesse humaine ne saurait calculer les suites.

Dans ces circonstances, le vœu unanime est que V. M. veuille convoquer sans délai la Diète Réunie. C'est au nom de nos concitoyens, c'est au nom de leurs intérêts les plus chers et les plus sacrés que nous conjurons du

66 *Pièces et documents concernant l'état*

plus profond de notre coeur V. M. de donner gracieusement suite à cette prière.

Si le souverain de la Prusse, sur qui sont fixés maintenant les regards de toute l'Allemagne, poursuit cette tendance, l'Allemagne sera assise sur la base inébranlable d'institutions politiques uniformes; alors le glorieux héritage du feu roi, le Zollverein, et les vues généreuses de V. M. pour l'établissement d'un droit germanique, qu'elle a manifestées en faisant prendre à la Prusse l'initiative pour la discussion d'un droit de change et d'une convention postale, communs à toute l'Allemagne, seront puissamment avancés. Les Allemands prendront parmi les peuples la place qui leur appartient.

† La *Preussische Allgemeine Zeitung* du 15 mars annonce, dans un article du même jour, que l'Autriche et la Prusse se sont franchement et ouvertement entendus et prononcés sur l'attitude à prendre vis-à-vis des questions qui se rattachent aux changements de la constitution politique de la France. Loin de toute pensée d'intervention dans les affaires intérieures de cet état, ils étaient également décidés de repousser de forces réunies toute infraction aux *traités existants*, convaincus qu'il est besoin de toute la sagesse du gouvernement et de toute la concorde de la nation, pour détourner les périls qui menacent la patrie commune. L'Autriche et la Prusse ont invité leurs alliés allemands à une conférence qui s'ouvrirait le 25 du même mois à Dresde. C'est avec confiance qu'ils attendent que par cette voie régulière il sera pourvu aux besoins légitimes de la nation en lui assurant des institutions propres à fortifier l'Allemagne et à la raffermir dans la position qui lui est due; ils n'en reprimeront pas moins toute tentative à détruire l'ordre légal et qui produirait un état de discorde et de dissolution qui livrerait l'Allemagne sans moyens de résistance aux mains de tout ennemi. Pour faire réussir cette oeuvre ils s'adressent au bon esprit de la nation, ainsi qu'aux lumières et aux vœux de tous ceux, qui, au milieu des exaltations et des illusions du présent, ne perdent pas de vue l'avenir et savent apprécier les seules conditions qui rendent possibles un développement salutaire du lien fédéral qui unit toutes les tribus allemandes.

V.

Ordonnance du roi de Prusse sur la police de la presse en date du 17 mars 1848.

(Traduction.)

Nous *Frédéric-Guillaume*, par la grace de Dieu, roi de Prusse, etc., etc.

Avons, déjà l'année dernière, proposé à la Diète Germanique une législation sur la presse, basée sur l'abolition de la censure.

L'arrêté de la Diète Germanique du 3 mars ayant été rendu sur ces entrefaites et les états de la confédération, toutefois, n'ayant pu s'entendre jusqu'ici relativement à une loi générale sur la presse, comme nous l'aurions désiré dans l'intérêt de l'unité allemande, — nous ordonnons, sur le rapport de notre ministère d'état, et sous réserve de la loi sur la presse que nous rendrons après que nous aurons consulté la Diète Réunie, ce qui suit :

Art. 1er. La censure est abolie. Toutes les dispositions, ordonnances et peines concernant la censure cessent d'être en vigueur.

Art. 2. Les tribunaux ordinaires décideront si un crime ou délit a été commis par l'impression d'un écrit ou par la reproduction d'une image au moyen de procédés mécaniques, et sur qui retombe le délit. Dans la sentence qu'ils rendront, les tribunaux devront se conformer uniquement aux lois pénales en vigueur dans nos états.

Tous les exemplaires encore existants des écrits ou des images dont le débit aura été défendu devront être détruits totalement ou en partie. Les tribunaux devront aussi à cet égard rendre une décision.

Art. 3. A la fin de chaque imprimé devra figurer le nom et le domicile de l'imprimeur, et au bas de chaque image reproduite par des procédés mécaniques, le nom et le domicile de celui qui a effectué la reproduction.

• En outre, l'imprimé ou l'image, s'ils sont mis en vente par un libraire ou un marchand d'objets d'art, doivent porter le nom et le domicile du marchand chargé de leur débit.

Art. 4. Les dispositions suivantes s'appliquent aux écrits qui paraissent périodiquement :

68 *Pièces et documents concernant l'état*

- 1^o Quiconque veut publier dorénavant un journal chaque mois ou à de plus courts intervalles est tenu, avant la publication: *a*) D'indiquer exactement, dans un prospectus à soumettre au président en chef de la province, les objets qui seront traités dans le journal, les intervalles auxquels il paraîtra, ainsi que le titre qu'il portera. *b*) De déposer un cautionnement dont le chiffre, si le journal paraît six fois par semaine ou plus souvent encore, est fixé comme suit: 4000 thalers pour les villes qui, conformément à la loi du 30 mai 1820 sur les patentes (Bulletin des Lois, p. 147), sont rangées dans la *première* section; 2000 thalers pour les villes de la *deuxième* section; 1000 thalers pour les villes de la *troisième* section; 500 thalers pour les villes de la *quatrième* section. — Pour un journal qui paraît moins de six fois par semaine, le cautionnement est fixé à la moitié des sommes précitées. — Le cautionnement sera déposé à la caisse de régence principale en obligations prussiennes d'après leur valeur nominale. — Sont dispensées de fournir le cautionnement: Les feuilles périodiques qui existaient déjà lors de la promulgation de cette loi, ainsi que celles qui traitent exclusivement de mathématiques, d'histoire naturelle, de géographie, de médecine, de musique ou d'objets relatifs à l'industrie.
- 2^o Sont exclus du droit de publier des écrits périodiques ceux-là seuls qui ont subi une condamnation pour un crime témoignant de dispositions déshonorantes.
- 3^o Un écrit périodique qui paraîtra contrairement à la disposition sous n^o 2, ou sans avoir rempli auparavant les conditions prescrites au n^o 1, doit être saisi par les autorités de la police.
- 4^o Si le rédacteur ou l'éditeur d'une feuille périodique qui existait déjà lors de la promulgation de cette loi, et qui paraît à de plus courts intervalles qu'un mois, ou si le remplaçant du rédacteur a été condamné en vertu d'une sentence légale pour un délit ou un crime commis par la feuille, le juge devra aussi imposer au condamné le dépôt d'un cautionnement qui sera fixé comme il est indiqué sous 1 *b*.
- 5^o En cas de récidive, le juge devra, suivant la gravité

du délit ou du crime, indépendamment de la peine à prononcer, déclarer acquis au fisc, en tout, ou en partie, le cautionnement primitif (1 b) ou celui déposé en vertu d'un jugement (4), et décider en même tems si un nouveau cautionnement doit être fourni ou s'il faut défendre la publication ultérieure de la feuille.

- 60 L'éditeur d'un journal qui paraît à de plus courts intervalles qu'un mois est tenu d'admettre gratuitement dans son prochain numéro les réponses que le gouvernement serait dans le cas de faire à des articles publiés dans ce journal, et de placer ces réponses à la place où se trouvait l'article qui les a provoquées.

Il en est de même des réponses des particuliers qui auraient été attaqués dans ce journal.

Si l'étendue de la réponse dépasse l'étendue de l'article auquel se rapporte la réponse, on devra payer les frais d'insertion pour les lignes qu'il y aura de plus.

- 70 A la fin de chaque feuille devra se trouver le nom du rédacteur et celui de l'éditeur, s'il est différent du rédacteur, ainsi que celui de l'imprimeur.

Art. 5. L'éditeur d'un écrit non périodique, ainsi que celui qui fait paraître un écrit non périodique, de même que celui qui édite un écrit de ce genre sans le donner en commission, est tenu d'adresser à la police de l'endroit, à l'époque même de la publication de l'ouvrage, un avis par écrit qui en indique le titre et de lui présenter, si elle l'exige, un exemplaire de l'ouvrage.

Art. 6. Quiconque contreviendra à une des dispositions contenues aux articles 4 et 5 sera passible d'une amende de 5 jusqu'à 100 thalers à infliger par les tribunaux ordinaires, ou, en cas de non paiement, d'une détention proportionnelle.

Art. 7. Les autorités de la police ont le droit d'effectuer la saisie préalable d'imprimés et d'images destinés à être mis en circulation, si le délit de ces objets leur paraît constituer une contravention à une loi spéciale; toutefois elles devront porter l'affaire devant les tribunaux dans le délai de 24 heures après la saisie.

70 *Pièces et documents concernant l'état*

Les tribunaux devront prononcer le plus tôt possible le maintien ou la levée de la saisie préalable.

Art. 8. Pour ce qui est du débit des journaux qui paraissent à l'étranger les dispositions existantes restent en vigueur jusqu'à ce qu'on soit tombé d'accord sur la promulgation d'une loi allemande générale sur la presse.

Art. 9. Toutes les peines encourues pour la transgression des règlements de la censure jusqu'ici en vi-

VI.

Lettres patentes du roi de Prusse du 18 mars 1848, portant avancement de la convocation de la Diète Réunie de Prusse.

(Preuss. Allgem. Zeitung.)

„Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Preussen etc. etc. Als Wir am 14. d. M. Unsere getreuen Stände zum 27. April d. J. beriefen, um vereint mit ihnen diejenigen Maassregeln zu beschliessen, welche die, Unseren deutschen Bundesgenossen vorzuschlagende Regeneration Deutschlands auch für Preussen nothwendig bedingen, konnten Wir nicht ahnen, dass in denselben Stunden grosse Ereignisse in Wien einerseits die Ausführung Unserer Vorschläge wesentlich *erleichtern*, anderseits aber auch die Beschleunigung ihrer Ausführung unerlässlich machen würden. Jetzt, nach jenem wichtigen Ereigniss finden Wir Uns vor Allem bewogen, nicht allein vor Preussens, sondern vor Deutschlands — so es Gottes Wille ist — bald innigst vereintem Volke laut und unumwunden auszusprechen, welche die Vorschläge sind, die Wir Unseren deutschen Bundesgenossen zu machen beschlossen haben. Vor Allem verlangen Wir, dass Deutschland aus einem *Staatenbund* in einen *Bundesstaat* verwandelt werde. Wir erkennen an, dass dieses eine Reorganisation der Bundes-Verfassung voraussetzt, welche nur im Verein der Fürsten mit dem Volke ausgeführt werden kann, dass demnach eine vorläufige Bundes-Repräsentation aus den Ständen aller deutschen Länder gebildet und unverzüglich berufen werden muss. Wir erkennen an, dass eine solche Bundes-Repräsentation eine *konstitutionelle Verfassung aller deutschen Länder* nothwendig erhei-

gueur sont supprimées, ainsi que toute enquête judiciaire commencée à ce sujet.

Donné à Berlin le 17 mars 1848.

Frédéric-Guillaume.

LE PRINCE DE PRUSSE.

De Rother, Eichhorn, de Thile, de Savigny, de Bodelschwingh, comte de Stolberg, Uhdén, baron de Canitz, de Duesberg, de Rohr.

VI.

Lettres patentes du roi de Prusse de 18 mars 1848, portant avancement de la convocation de la Diète Réunie de Prusse.

(Traduction.)

Nous *Frédéric-Guillaume*, par la grace de Dieu roi de Prusse, etc., etc.

En convoquant le 14 de ce mois nos fidèles Etats pour le 27 avril de cette année, à l'effet d'arrêter avec eux les mesures qui impliquent, nécessairement aussi pour la Prusse, la régénération de l'Allemagne, que nous voulons proposer à nos confédérés allemands; nous ne pouvions pas soupçonner qu'à la même heure de grands événements survenus à Vienne, d'une part, faciliteraient considérablement l'exécution de nos propositions, mais que d'autre part ils rendraient indispensable l'accélération de leur exécution.

Après ces graves événements, nous croyons devoir, avant tout, déclarer hautement et sans réserve, non seulement devant le peuple prussien, mais encore, si telle est la volonté de Dieu, devant les tribus germaniques bientôt étroitement unies, quelles sont les mesures que nous avons résolu de proposer à nos confédérés allemands.

Nous demandons avant tout que l'Allemagne, qui forme une confédération d'états, soit transformée en un *état fédératif unique*. Nous reconnaissons que cette transformation suppose une réorganisation de la constitution fédérale, qui ne peut s'effectuer que par l'action commune des princes et du peuple; que par conséquent il soit formé préalablement et convoqué incessamment une représentation fédérale, composée de membres des Etats de tous les pays allemands. Nous reconnaissons

sche, damit die Mitglieder jener Repräsentation ebenbürtig neben einander sitzen. Wir verlangen eine allgemeine deutsche Wehrverfassung und werden beantragen, solche im Wesentlichen derjenigen nachzubilden, unter welcher Unsere — Preussens Heere — in den Freiheitskriegen unverwelkliche Lorbeern sich errangen! Wir verlangen, dass das deutsche Bundesheer unter einem Bundesbanner vereinigt werde, und hoffen, einen Bundesfeldherrn an seiner Spitze zu sehen. Wir verlangen eine deutsche Bundesflagge und hoffen, dass in nicht zu langer Frist eine deutsche Flotte dem deutschen Namen auf nahen und fernen Meeren Achtung verschaffen werde. Wir verlangen ein deutsches Bundesgericht zur Schlichtung aller Streitigkeiten staatsrechtlichen Ursprungs zwischen den Fürsten und Ständen, wie auch zwischen den verschiedenen deutschen Regierungen. Wir verlangen ein allgemeines deutsches Heimathsrecht und volle Freizügigkeit in dem gesammten deutschen Vaterlande. Wir verlangen, dass fortan keine Zollschranke mehr den Verkehr auf deutschem Boden hemme und den Gewerbfleiß seiner Bewohner lähme; Wir verlangen also einen allgemeinen deutschen Zollverein, in welchem gleiches Maass und Gewicht, gleicher Münzfuss, ein gleiches deutsches Handelsrecht auch das Band materieller Vereinigung bald um so fester schliessen möge. Wir schlagen vor Pressfreiheit mit gleichen Garantien gegen deren Missbrauch für das gesammte deutsche Vaterland. Das sind Unsere Vorschläge, Unsere Wünsche, deren Verwirklichung Wir mit allen Unseren Kräften zu erstreben suchen werden. Mit stolzem Vertrauen rechnen Wir dabei auf die bereiteste Mitwirkung Unserer deutschen Bundesgenossen und des gesammten deutschen Volkes, welches Wir mit Freuden durch Einverleibung Unserer nicht zum Bunde gehörigen Provinzen in den Bund verstärken werden, wenn, wie Wir voraussetzen, deren berufene Vertreter diesen Wunsch theilen und der Bund sie aufzunehmen bereit ist. Wir geben der freudigen Hoffnung Raum, dass die Ausführung Unserer Absichten, ja dass schon deren Anbahnung die Spannung heben wird, die jetzt zu Unserem grossen Schmerz das deutsche Vaterland erfüllt, die Verkehr und Gewerbe lähmt, es spaltet, die es zu zerreißen droht, — ja Wir hoffen, dass jene Maassregeln Deutschland *in sich* stark, nach *aussern* geachtet machen werden, damit in seinen

qu'une pareille représentation fédérale exige nécessairement une constitution représentative de tous les pays allemands, afin que les membres de cette représentation puissent siéger avec les mêmes droits les uns à côté des autres.

Nous demandons un système de défense général allemand, et nous proposerons de le former essentiellement d'après celui par lequel nos armées, celles de la Prusse, se sont couvertes d'impérissables lauriers dans les guerres de l'indépendance. Nous demandons que l'armée fédérale allemande soit réunie sous un étendard fédéral, et nous espérons voir à sa tête un chef fédéral. Nous demandons un pavillon fédéral, et nous espérons que dans un avenir prochain une flotte allemande fera respecter le nom allemand sur toutes les mers.

Nous demandons un tribunal fédéral allemand pour juger de tous les démêlés d'une nature politique entre les princes et les Etats, ainsi qu'entre les divers gouvernements allemands.

Nous demandons un droit général de naturalisation allemand et le droit de libre établissement dans toute la patrie allemande.

Nous demandons que désormais aucune ligne de douane n'entrave le commerce sur tout le sol de l'Allemagne et ne paralyse l'industrie de ses habitants; nous demandons, par conséquent, un Zollverein allemand complet, dans lequel un système uniforme de poids, de mesure et de monnaie, un droit de commerce allemand uniforme resserrent aussi de plus en plus le lien des intérêts matériels.

Nous proposons la liberté de la presse, avec les mêmes garanties contre ses abus, pour toute la patrie allemande.

Voilà nos propositions, nos désirs; nous chercherons à les réaliser par tous les moyens en notre pouvoir. C'est avec une orgueilleuse confiance que nous comptons sur le plus actif concours de nos confédérés allemands et de tout le peuple allemand, que nous serons heureux de fortifier en incorporant dans la confédération germanique celles de nos provinces qui n'en font pas partie, si, comme nous le supposons, les représentants de ces provinces partagent ce vœu et que la confédération soit disposée à les admettre dans son sein.

Nous nous livrons au doux espoir que l'exécution de nos desseins, et même déjà les mesures préliminaires pour leur réalisation, feront disparaître le malaise qu'éprouve maintenant, à notre grande douleur, la patrie al-

74 *Pièces et documents concernant l'état*

vereinigten Kräften Europa die sicherste Gewähr eines dauernden, gesegneten Friedens finden möge. Damit aber die Erfüllung Unserer Absichten am wenigsten in Unseren Staaten Zögerung und Hinderniss finden können, damit Wir desto eher diejenigen Vorschläge zu entwickeln im Stande sind, welche Wir für die Verfassung Unserer Staaten nöthig erachten, haben Wir beschlossen, die Berufung des Vereinigten Landtages zu beschleunigen und beauftragen das Staatsministerium, diese Einberufung auf Sonntag, den 2. April d. J., zu bewirken.

Gegeben Berlin, den 18. März 1848.

Friedrich Wilhelm.

PRINZ VON PREUSSEN.

Mühler. v. Rother. Eichhorn. v. Thile. v. Savigny. v. Bodelschwingh. Graf zu Stolberg. Uhden. Erhr. v. Canitz. v. Düesberg. v. Rohr.

VII.

Allocution du roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV, à son peuple et à la nation allemande, en date du 21 mars 1848.

(*Preuss. Allgem. Zeitung.*)

„An mein Volk und an die deutsche Nation. Mit Vertrauen sprach der König vor fünfunddreissig Jahren in den Tagen hoher Gefahr zu seinem Volke und sein Vertrauen ward nicht zu Schanden; der König, mit seinem Volke vereint, rettete Preussen und Deutschland von Schmach und Erniedrigung. Mit Vertrauen spreche ich heute, im Augenblicke, wo das Vaterland in höchster Gefahr schwebt, zu der *deutschen Nation*, unter dessen edelsten Stämme Mein Volk sich mit Stolz rechnen darf. Deutschland ist von innerer Gährung ergriffen und kann durch äussere Gefahr *von mehr als einer Seite* bedroht werden. Rettung aus dieser doppelten dringenden Gefahr kann nur aus der innigsten Vereinigung der deutschen Fürsten und Völker unter *einer Leitung* hervorgehen. *Ich übernehme heute diese Leitung für die Tage der Gefahr.* Mein Volk, das die Gefahr nicht scheut, wird Mich nicht verlassen; und

lemande, qui paralyse son commerce et son industrie, qui menace de la diviser et même de la démembrer ; nous espérons que ces mesures consolideront la *force intérieure* de l'Allemagne et la feront respecter *au dehors*, afin que dans les forces réunies de celle-ci l'Europe puisse trouver la plus sûre garantie d'une paix durable et féconde en bénédictions.

Cependant, pour que l'accomplissement de nos desseins éprouve dans nos états le moins possible de délai et d'obstacle, pour que nous puissions développer plus tôt les propositions que nous jugeons nécessaires à la constitution de nos états, nous avons résolu de hâter le moment de la réunion de la Diète Réunie et chargeons le ministère d'état de la convoquer pour dimanche, 2 avril prochain.

Berlin, le 18 mars 1848.

Frédéric-Guillaume.

LE PRINCE DE PRUSSE.

(*Suivent les signatures des ministres. Voyez ci-près.*)

VII.

Allocution du roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV, à son peuple et à la nation allemande, en date du 21 mars 1848.

(Traduction.)

A mon peuple et à la nation allemande.

C'est avec une entière confiance que, il y a 35 ans, le roi s'est adressé à son peuple dans les jours du danger, et sa confiance n'a pas été trompée ; le roi, conjointement avec son peuple, a soustrait la Prusse et l'Allemagne à la honte et à l'humiliation.

C'est avec la même confiance qu'aujourd'hui, où la patrie court les plus grands dangers, je parle à la nation allemande, dont mon peuple peut se regarder avec orgueil comme l'une des plus nobles tribus. Une effervescence intérieure s'est emparée de l'Allemagne, qui peut courir des dangers extérieurs de plus d'un côté. L'union la plus intime des princes et des peuples allemands sous une *seule* direction peut seule nous sauver de ce double et pressant danger.

J'accepte aujourd'hui cette direction pour les jours du péril. Mon peuple, qui ne redouté pas le danger,

Deutschland wird sich Mir mit Vertrauen anschliessen, *Ich habe heute die alten deutschen Farben angenommen* und Mich und Mein Volk unter das ehrwürdige Banner des deutschen Reiches gestellt. *Preussen geht fortan in Deutschland auf.* Als Mittel und gesetzliches Organ, um im Vereine mit Meinem Volke zur Rettung und Beruhigung Deutschlands voranzugehen, bietet sich der auf den 2. April bereits einberufene Landtag dar. Ich beabsichtige, in einer unverzüglich näher zu erwägenden Form, den Fürsten und Ständen Deutschlands die Gelegenheit zu eröffnen, mit *Organen dieses Landtages zu einer gemeinschaftlichen Versammlung* zusammenzutreten. Die auf diese Weise *zeitweilig* sich bildende *deutsche Stände - Versammlung* wird in gemeinsamer, freier Berathung das Erforderliche in der gemeinsamen, inneren und äusseren Gefahr ohne Verzug verkehren.

Was heute vor Allem Noth thut, ist: 1) Aufstellung eines allgemeinen deutschen, volksthümlichen Bundesheeres, 2) bewaffnete Neutralitäts - Erklärung.

Solche vaterländische Rüstung und Erklärung werden Europa Achtung einflössen vor der Heiligkeit und Unverletzlichkeit des Gebietes deutscher Zunge und deutschen Namens. Nur *Eintracht* und *Stärke* vermögen heute den Frieden in unserm schönen, durch Handel und Gewerbe blühenden Gesamt-Vaterlande zu erhalten. Gleichzeitig mit den Maassregeln zur Abwendung der augenblicklichen Gefahr wird die deutsche Stände-Versammlung über die Wiedergeburt und Gründung eines neuen Deutschlands berathen, eines einigen, nicht einförmigen Deutschlands, einer Einheit in der Verschiedenheit, einer Einheit mit Freiheit. Allgemeine Einführung wahrer konstitutioneller Verfassungen mit Verantwortlichkeit der Minister in allen Einzelstaaten, öffentliche und mündliche Rechtspflege, in Strafsachen auf Geschwornengerichte gestützt, gleiche politische und bürgerliche Rechte, für alle religiösen Glaubensbekenntnisse und eine wahrhaft volksthümliche freisinnige Verwaltung werden allein solche höhere und innere Einheit zu bewirken und zu befestigen im Stande seyn.

Berlin, den 21. März 1848.

Friedrich Wilhelm.

Graf Arnim. v. Rahr. Graf Schwerin. Bornemann. Arnim. Kühne.

et les relations politiques de la Prusse. 77

ne m'abandonnera pas et l'Allemagne s'associera à moi avec confiance. J'ai pris aujourd'hui les anciennes couleurs germaniques, et je me suis placé, moi et mon peuple, sous la vénérable bannière de l'empire germanique. La Prusse se confond aujourd'hui avec l'Allemagne.

La Diète Réunie, convoquée pour le 2 avril, nous offrira un moyen et un organe légal pour prendre les devants avec mon peuple, à l'effet de sauver et de tranquilliser l'Allemagne. Je me propose de fournir aux princes et aux diètes de l'Allemagne l'occasion d'entrer en communication avec les organes de cette diète pour former une assemblée commune.

Cette diète allemande, qui se réunira à de certains intervalles, discutera librement et sans tarder les mesures nécessaires pour conjurer les dangers intérieurs et extérieurs de l'Allemagne.

Ce qu'il est urgent de faire aujourd'hui, c'est :

1^o Mettre sur pied une armée fédérale allemande et populaire;

2^o Faire une déclaration de neutralité armée.

Ces armements et cette déclaration engageront l'Europe à respecter l'inviolabilité du territoire allemand. L'union seule et la force peuvent maintenir aujourd'hui la paix dans notre belle patrie, florissante par le commerce et par l'industrie.

Indépendamment des mesures que discutera la Diète Allemande pour écarter le danger présent, elle s'occupera aussi de la régénération et de la création d'une nouvelle Allemagne, d'une Allemagne unie et non uniforme, d'une unité dans la diversité, d'une unité avec la liberté.

L'établissement de gouvernements vraiment constitutionnels, avec responsabilité des ministres dans les différents états, l'oralité et la publicité des débats en matière judiciaire, et le jury dans les causes criminelles, l'égalité des droits civils et politiques, pour toutes les religions, une administration vraiment populaire et libérale, pourront seuls amener et consolider une pareille unité.

Berlin, le 21 mars 1848.

Frédéric-Guillaume.

(Suivent les signatures des ministres. Voyez ci-près.)

IX.

*Ordre de cabinet du roi Frédéric Guillaume IV.
du 21 mars 1848.*

Voulant me consacrer entièrement à la cause allemande et l'avancer énergiquement par le concours de la Prusse, j'ordonne que l'armée portera la cocarde allemande à côté de la cocarde prussienne. Le ministère de la guerre est chargé de prendre les mesures ultérieures à ce sujet.

Signé: Frédéric-Guillaume.

X.

*Extrait d'un article de la Gazette universelle
de Prusse du 26 mars.*

(Traduction.)

La proclamation du 21 mars avait exprimé l'espoir que la diète, dont la réunion est fixée au 2 avril, fournirait les moyens de former un parlement allemand, qui aviserait sans délai aux mesures nécessaires pour détourner par une action commune les dangers intérieurs de la patrie.

On devait examiner de suite la forme de l'assemblée, composée des organes des différentes diètes allemandes; le lieu de la réunion ne fut pas fixé définitivement; Francfort s. M. paraissait le lieu le plus convenable; toutefois la circonstance que le roi avait invité les princes et les gouvernements de la confédération à tenir un congrès à Dresde ou à Potsdam semblait parler en faveur d'une de ces deux villes.

Ce congrès projeté n'a pu avoir lieu, par suite des événements qui ont imposé aux princes de la confédération le devoir de rester au milieu de leurs peuples. Sur ces entrefaites, les délégués de plusieurs états du Sud de l'Allemagne, du Wurtemberg, des grands-duchés de Bade, de Hesse et de Nassau sont arrivés ici à Berlin pour faire des propositions semblables à celles faites primitivement par la Prusse, et ont ouvert, sous les auspices du ministre de Saxe près la cour de Prusse des négociations avec le gouvernement prussien sur les points suivants:

1^o Nécessité d'une direction de toute la confédération

sous un chef, qui sera élu par la totalité des états fédéraux, d'une chambre haute, composée de membres de la confédération ou de leurs délégués, et d'une chambre basse, formée de députés de la nation, pris parmi chaque état de la confédération.

2^o On a désigné comme objets de la compétence de cet organe de toute la confédération: L'armée fédérale et la garde nationale allemande; l'établissement d'un tribunal fédéral, la plus grande uniformité possible de la législation, surtout en ce qui concerne le droit de naturalisation, la procédure judiciaire, le droit pénal, le droit commercial, etc., un système uniforme de douane, de commerce, de monnaie, de mesure, de poids, de chemins de fer, etc., enfin représentation commune de la confédération à l'étranger.

A l'effet de hâter autant que possible la prise en considération de ces différents points, il sera adjoint immédiatement à la Diète Germanique 17 personnes qui jouissent de la confiance de la nation. La diète, ainsi renforcée, rendrait sur ces différents points un arrêté qui serait mis de suite à exécution.

Chacune des 17 voix de la confédération nommera un représentant qui sera adjoint à la diète. Le choix de la Prusse s'est fixé sur M. Dahlmann.

XI.

Proposition royale, présentée à la Diète Réunie de Prusse dans sa séance du 5 avril 1848.

(Traduction.)

Nous *Frédéric-Guillaume*, par la grace de Dieu, roi de Prusse, etc., etc.

Adressons notre gracieux salut à nos fidèles Etats, convoqués pour la seconde fois en Diète Réunie.

La Diète Germanique a décidé, dans sa séance du 30 du mois dernier, d'inviter les gouvernements à faire procéder immédiatement, par les voies constitutionnelles existantes ou par de nouvelles voies, dans toutes leurs provinces faisant partie de la confédération germanique, à l'élection de représentants nationaux, qui devront se réunir dans le plus bref délai possible au siège de la diète pour consommer l'oeuvre de la constitution allemande entre les princes et le peuple. La diète est en

même tems tombée d'accord sur un chiffre préalable de la représentation, d'après lequel la Prusse devra envoyer 113 députés à l'assemblée nationale pour nos provinces faisant partie maintenant de la confédération germanique.

Comme il est absolument nécessaire que l'assemblée des représentants de la nation allemande qui, conformément à l'arrêté ci-dessus, doit avoir lieu dans le plus court délai possible, ne se réunisse pas sans que la Prusse y soit représentée, et qu'en outre il a été décidé, de concert avec plusieurs états allemands, de faire élire les représentants à l'assemblée nationale par les chambres actuellement existantes, nous invitons nos fidèles Etats de l'ordre équestre, des villes et des communes rurales à choisir immédiatement dans nos provinces appartenant à la confédération germanique 113 députés pour l'assemblée nationale allemande. Voici comment ce chiffre sera réparti entre les différentes provinces :

Le Brandebourg 19, la Poméranie 11, la Silésie 28, la Saxe 16, la Westphalie 14, et la Province Rhénane 25.

Pour le cas où les provinces de Prusse et de Posen exprimeraient le voeu d'être, conformément à notre patente du 18 du mois dernier, incorporées dans la confédération germanique, nous engageons nos fidèles Etats de l'ordre équestre, des villes et des communes rurales des dites provinces à choisir pour l'assemblée nationale

XII.

Discours d'ouverture de l'assemblée constituante de Prusse, prononcé par le Roi en personne dans la salle blanche du château de Berlin le

22 mai 1848.

(Preuss. Allgem. Zeitung.)

„Meine Herren Abgeordneten! Mit freudigem Ernste begrüße Ich eine Versammlung, welche aus allgemeiner Volkswahl hervorgegangen, berufen ist, mit Mir die Verfassung zu vereinbaren, die einen neuen Abschnitt in der Geschichte Preussens und Deutschlands bezeichnen wird. — Sie werden, davon bin Ich überzeugt, indem Sie das Werk beginnen, die doppelte Aufgabe sich stellen, dem Volke eine ausgedehnte Theilnahme an den Angelegenheiten des Staates zu sichern und zugleich die Bande enger zu schliessen, welche seit mehr als vier

allemande un nombre proportionnel de députés, qui sera fixé à 23 pour la province de Prusse et à 12 pour celle de Posen. Ces élections auront lieu à la majorité absolue des voix et ne pourront se fixer que sur des habitants des provinces respectives. Au reste, nous ne voulons imposer à cet égard aucune restriction à nos fidèles Etats, et nous nous en remettons à eux pour la marche à suivre dans les élections.

Si l'assemblée des représentants de notre peuple, qui doit être formée sur la base de la nouvelle loi électorale, devait, ce qui n'est pas probable, être convoquée avant celle des représentants de la nation allemande, nous nous réservons de nous entendre avec elle sur une représentation, appropriée aux changements survenus, de notre peuple à l'assemblée nationale allemande.

Au reste, si la nouvelle constitution de la confédération germanique admet une chambre haute, composée en partie de membres des premières chambres des états allemands, nous convoquerons spécialement, pour procéder à ces élections, notre curie des seigneurs; à moins que jusqu'alors il ne soit formé une première chambre des Etats de Prusse. Potsdam, le 3 avril 1848.

Frédéric-Guillaume.

Camphausen, comte de Schwérin, d'Auerswald, Bornemann, d'Arnim, Hansemann, de Reyher.

XII.

Discours d'ouverture de l'assemblée constituante de Prusse, prononcé par le Roi en personne dans la salle blanche du château de Berlin le 22 mai 1848.

(Traduction.)

Messieurs les députés,

C'est avec un sentiment à la fois grave et joyeux que je salue l'ouverture d'une assemblée qui, sortie de l'élection générale du peuple, est appelée à se concerter avec moi sur une constitution qui marquera comme une ère nouvelle dans l'histoire de Prusse et de l'Allemagne. En vous mettant à cette oeuvre, vous vous proposerez, j'en ai la conviction, la double tâche d'assurer au peuple une large part dans la gestion des affaires publiques, et de resserrer en même temps les liens qui depuis quatre

Jahrhunderten Mein Haus mit den Geschicken dieses Landes unzertrennlich verwoben haben. Den Entwurf der Verfassung wird Meine Regierung Ihnen vorlegen. Mit Ihnen zugleich haben sich in Frankfurt am Main die Vertreter des ganzen deutschen Volkes versammelt. Gern hätte Ich das Ergebniss dieser Versammlung abgewartet, bevor Ich die Vertreter Meines getreuen Volkes zusammenberief. Das dringende Bedürfniss baldiger Feststellung des öffentlichen Rechts-Zustandes in unserem engeren Vaterlande hat dieses nicht gestattet. Die Einheit Deutschlands ist Mein unverrückbares Ziel, zu dessen Erreichung Ich Ihrer Mitwirkung Mich versichert halte. Die innere Ruhe des Landes beginnt sich zu befestigen. Die völlige Wiederherstellung des Vertrauens, mit ihr die Belebung des Verkehrs und der gewerblichen Thätigkeit ist wesentlich von dem Erfolge Ihrer Wirksamkeit abhängig. Mehrseitige Anstrengungen sind gemacht worden, um während der Stockung in vielen Gewerben Gelegenheit zur Arbeit zu schaffen. Sie müssen fortgesetzt und ausgedehnt werden. Bis jetzt hat der gestiegene Geldbedarf die Ersparnisse der Vergangenheit noch nicht erschöpft. Meinen Bemühungen, den Wünschen der polnischen Bevölkerung der Provinz Posen durch organische Einrichtungen zu entsprechen, ist es nicht gelungen, eine Auflehnung zu verhindern, die, so tief Ich sie beklage, Mich nicht abgehalten hat, den eingeschlagenen Weg unter nothwendiger Berücksichtigung der Ansprüche der deutschen Nationalität zu verfolgen. Ungeachtet der grossen Erschütterungen der letzten Monate sind die friedlichen Beziehungen Meiner Regierung zu den fremden Mächten nur an Einem Punkte gestört worden. Ich darf Mich der Hoffnung überlassen, dass eine gern angenommene freundliche Vermittelung wesentlich dazu beitragen werde, die Beendigung eines Kampfes zu beschleunigen, zu dem Preussen nicht herausgefordert hat, den Ich aber als deutscher Bundesfürst aufzunehmen nicht anstehen durfte, als die Marken des gemeinsamen Vaterlandes bedroht erschienen und der Ruf zur Wahrung eines anerkannten Rechtes vom deutschen Bunde an Mich erging. Meine Politik wird sich auch in diesem Falle als eine uneigennützig und friedliche bewähren, eine Politik, der Ich, im innigen Vertrauen eine mit Deutschland, treu zu bleiben entschlossen bin.“

† Dans la séance de l'Assemblée nationale prussienne du 4 de juillet 1848 on résolut de nommer une commission de 16 membres pour faire rapport sur les affaires du grandduché de Posen; on refusa cependant à cette commission le droit de se rendre sur les lieux pour procéder à l'audition de témoins etc.

XIII.

Communication donnée par M. d'Auerswald, président du conseil des ministres, relativement à l'établissement d'un pouvoir fédéral central provisoire, à l'Assemblée nationale de Prusse dans la séance du 4 juillet 1848.

(Traduction.)

Le gouvernement est convaincu, comme l'assemblée nationale allemande, de la nécessité d'un pouvoir central provisoire pour l'Allemagne; il partage l'opinion, qu'un vicaire de l'empire serait le représentant le plus convenable d'un pareil pouvoir; et, sous le rapport de ces importantes fonctions, il vote d'autant plus volontiers pour S. A. I. l'archiduc Jean d'Autriche, que la noblesse de son caractère et sa popularité sont les meilleurs garants de la confiance générale tant des gouvernements que des peuples, et que celle-ci s'est déjà indubitablement manifestée, par la majorité des voix acquise à l'archiduc Jean à son élection par l'Assemblée nationale de Francfort. Le gouvernement espère que l'archiduc y répondra par l'acceptation des fonctions du vicariat de l'empire. Nous n'avons donc aucune objection à faire à ce que les attributions énoncées dans la décision de l'Assemblée nationale allemande du 28 juin lui soient déferées. Le gouvernement suppose sous ce rapport que ladite assemblée, en exigeant la nécessité de son assentiment pour les arrêtés du vicaire de l'Empire touchant les questions de paix ou de guerre n'aura pas entendu le lier pour tous les cas à son approbation préalable, ce qui entraverait ces décisions de manière à pouvoir appeler, dans les circonstances difficiles du présent, les suites les plus funestes pour la sûreté, l'indépendance et le bien-être de la patrie allemande. Si d'ailleurs l'Assemblée nationale a rendu les decrets sur l'établissement d'un pouvoir central provisoire sans le concours des gouvernements, celui de S. M. ne se

XIII.

Communication donnée par M. d'Auerswald, président du conseil des ministres, relativement à l'établissement d'un pouvoir fédéral central provisoire à l'Assemblée nationale de Prusse dans la séance du 4 juillet 1848.

(Staats - Anzeiger.)

In gleichem Maasse, wie die deutsche National - Versammlung, ist S. M. Regierung von der Nothwendigkeit durchdrungen, unverzüglich eine provisorische Central-Executiv-Gewalt für Deutschland zu schaffen. Sie theilt die Ansicht, dass ein Reichsverweser der geeignetste Träger einer solchen Centralgewalt sey, und giebt für dieses zum Heile Deutschlands so bedeutungsvolle Amt Sr. Kaiserl. Hoheit dem Erzherzog Johann von Oesterreich, in dessen edler und volksthümlicher Persönlichkeit die sichere Gewähr für das allgemeine Vertrauen der deutschen Regierungen und des deutschen Volkes liegt, um so lieber ihre Stimme, als dieses Vertrauen des Volks sich durch die von der National-Versammlung in Frankfurt mit grosser Stimmenmehrheit auf den Erzherzog gerichtete Wahl auf das unzweideutigste kund gegeben hat. Die Regierung giebt sich der Hoffnung hin, dass der Erzherzog diesem Wunsche durch die Annahme des Reichsverweser-Amtes entsprechen werde. In dieser Voraussetzung wird nichts dagegen erinnert, dass ihm, dem Reichsverweser, diejenigen Attributionen beigelegt werden, welche in dem Beschlusse der deutschen National-Versammlung vom 28. Juni d. J. näher bezeichnet sind. Die Regierung setzt dabei voraus, dass die gedachte Versammlung, indem sie für die Beschlüsse des Reichsverwesers über *Krieg und Frieden das Einverständnis* verlangt, denselben nicht für alle Fälle an ihre *vorgängige* Genehmigung habe binden wollen, indem dadurch solche Beschlüsse auf eine Weise erschwert und gehemmt werden würden, welche für die Sicherheit, die Selbständigkeit und das Wohl des deutschen Vaterlandes, unter den schwierigen Verhältnissen der Gegenwart, von den verderblichsten Folgen seyn könnte. Wenn übrigens die deutsche National-Versammlung ihre Beschlüsse über die Constituirung einer provisorischen Centralgewalt ohne Mitwirkung der deutschen Regierungen gefasst hat, so verkennt die Regierung Sr. M. nicht, wie

† Dans la séance de l'Assemblée nationale prussienne du 4 de juillet 1848 on résolut de nommer une commission de 16 membres pour faire rapport sur les affaires du grandduché de Posen; on refusa cependant à cette commission le droit de se rendre sur les lieux pour procéder à l'audition de témoins etc.

XIII.

Communication donnée par M. d'Auerswald, président du conseil des ministres, relativement à l'établissement d'un pouvoir fédéral central provisoire, à l'Assemblée nationale de Prusse dans la séance du 4 juillet 1848.

(Traduction.)

Le gouvernement est convaincu, comme l'assemblée nationale allemande, de la nécessité d'un pouvoir central provisoire pour l'Allemagne; il partage l'opinion, qu'un vicaire de l'empire serait le représentant le plus convenable d'un pareil pouvoir; et, sous le rapport de ces importantes fonctions, il vote d'autant plus volontiers pour S. A. I. l'archiduc Jean d'Autriche, que la noblesse de son caractère et sa popularité sont les meilleurs garants de la confiance générale tant des gouvernements que des peuples, et que celle-ci s'est déjà indubitablement manifestée, par la majorité des voix acquise à l'archiduc Jean à son élection par l'Assemblée nationale de Francfort. Le gouvernement espère que l'archiduc y repondra par l'acceptation des fonctions du vicariat de l'empire. Nous n'avons donc aucune objection à faire à ce que les attributions énoncées dans la décision de l'Assemblée nationale allemande du 28 juin lui soient déferées. Le gouvernement suppose sous ce rapport que ladite assemblée, en exigeant la nécessité de son assentiment pour les arrêtés du vicaire de l'Empire touchant les questions de paix ou de guerre n'aura pas entendu le lier pour tous les cas à son approbation préalable, ce qui entraverait ces décisions de manière à pouvoir appeler, dans les circonstances difficiles du présent, les suites les plus funestes pour la sûreté, l'indépendance et le bien-être de la patrie allemande. Si d'ailleurs l'Assemblée nationale a rendu les decrets sur l'établissement d'un pouvoir central provisoire sans le concours des gouvernements, celui de S. M. ne se

dissimule pas que ce procédé a du être inspiré par la situation extraordinaire et entourée de périls de l'Allemagne et par la persuasion qui vient d'être confirmée que tous les gouvernements de l'Allemagne voteraient pour S. A. I. l'archiduc Jean. C'est pour ces raisons que le gouvernement de S. M. ne doute pas que de ce procédé de l'Assemblée nationale allemande dans ce cas extraordinaire il ne sera tiré aucune conséquence pour l'avenir.

XIV.

*Ordre du jour du roi pour l'armée prussienne
en date du 30 juillet 1848.*

(Stants - Anzeiger.)

Armeebefehl des Königs:

Zur Kräftigung der Einheit des gemeinsamen Vaterlandes ist die Führung der deutschen Central-Angelegenheiten einem Reichsverweser anvertraut worden. Ich habe Mich für die Wahl Sr. Kaiserlich Königl. Hoheit des Erzherzogs Johann ausgesprochen, nicht nur, weil dieser Fürst Mein persönlicher Freund ist, sondern auch weil er in Krieg und Frieden einen glorreichen Namen erworben hat. Preussen weiss, dass die Kraft Deutschlands zugleich seine eigene ist. Preussen weiss, wie sehr Deutschland der erprobten Tapferkeit der preussischen Truppen vertraut. Es weiss, dass die Geschicke Deutschlands wesentlich auch auf seinem treuen Schwert beruhen. Für alle gemeinsamen Zwecke Deutschlands wird es daher aufrichtig seine Ehre darin setzen, den Frieden, die Freiheit und die Unabhängigkeit der deutschen Nation durch seine Armee mit allen deutschen Brüdern nachdrücklich zu schützen. Soldaten! Ueberall, wo preussische Truppen für die deutsche Sache einzutreten und nach Meinem Befehl Sr. Kaiserl. Königl. Hoheit dem Reichsverweser sich unterzuordnen haben, werdet Ihr den Ruhm preussischer Tapferkeit und Disciplin treu bewahren, siegreich bewahren!

Bellevue, den 29. Juli 1848.

(gez.) Friedrich Wilhelm.

(gegengez.) Freiherr v. Schreckenstein.

die Veranlassung dieses Verfahrens in der ausserordentlichen, von mannichfachen Gefahren bedrohten Lage Deutschlands und in der nunmehr bestätigten Ueberzeugung zu suchen ist, dass alle deutschen Regierungen Sr. K. Hoh. dem Erzherzog Johann ihre Stimme für das Reichsverweser-Amt geben würden. Die Regierung zweifelt deshalb nicht, dass aus dem Verhalten der deutschen National-Versammlung in diesem ausserordentlichen Falle für die Zukunft Consequenzen nicht werden gezogen werden.

XIV.

*Ordre du jour du roi pour l'armée prussienne
en date du 30 juillet 1848.*

(Traduction.)

Pour consolider l'unité de la commune patrie, l'on a confié à un vicaire de l'empire la direction des affaires centrales de l'Allemagne. Je me suis prononcé pour l'élection de S. A. I. l'archiduc Jean, non seulement parce que ce prince est mon ami personnel, mais encore parce qu'il s'est acquis un nom glorieux à la guerre comme pendant la paix. — La Prusse sait que la force de l'Allemagne est en même tems la sienne propre. La Prusse sait quelle grande confiance l'Allemagne place dans la bravoure éprouvée des troupes prussiennes; elle sait que les destinées de l'Allemagne reposent essentiellement sur son glaive fidèle. Ainsi toutes les fois qu'il s'agira des buts communs de l'Allemagne, elle mettra son honneur à protéger énergiquement par son armée, conjointement avec tous ses frères allemands, la paix, la liberté et l'indépendance de la nation allemande. — Soldats! Partout où les troupes prussiennes seront appelées à intervenir pour la cause de l'Allemagne et à se soumettre, conformément à mes ordres, à S. A. I. le vicaire de l'empire, vous saurez maintenir fidèlement et victorieusement la gloire de la bravoure et de la discipline prussiennes.

Bellevue, 29^e juillet 1848.

Frédéric-Guillaume.

Baron de Schreckenstein.

(Les chefs de corps sont chargés de porter cet ordre du jour à la connaissance des troupes.)

XV.

Extrait de la circulaire du ministre de l'Intérieur adressée aux présidents des régences, en date du 4 octobre 1848.

(Traduction).

Fidèle à la déclaration contenue dans le programme communiqué à S. M. en date du 23 du mois passé, le ministère est fermement déterminé à avancer dans la voie constitutionnelle, et surtout à conserver complètement au peuple les grandes libertés qui lui sont acquises. Cependant le ministère y trouve une obligation de plus de s'opposer énergiquement à tout abus de ces libertés, lequel abus entraîne l'intimidation, la servitude et le bouleversement. Parfaitement d'accord avec le pouvoir central de l'Allemagne, le ministère a la ferme volonté d'agir dans ce sens et de recourir, en cas de besoin, à tous les moyens légaux dans l'accomplissement de ses devoirs. Il espère et désire cependant être dispensé de devoir recourir à une aussi douloureuse nécessité. Mais pour cela, il est impérieusement nécessaire que les autorités provinciales et locales redoublent d'activité et de surveillance, pour découvrir les délits là où ils se commettent et déployer assez de fermeté pour les étouffer dans leur naissance. — En conséquence, les autorités susmentionnées sont invitées par la présente à ne pas s'écarter de ce point de vue, ainsi qu'à exhorter sérieusement les autorités de leurs cercles respectifs à sévir immédiatement et avec rigueur dans ces tems d'agitation contre tous les crimes et délits, et notamment contre ceux commis par l'abus de la liberté de la presse et le droit de réunion ; puis à adopter, tout en se conformant strictement aux dispositions légales, les mesures les plus efficaces pour traduire les transgresseurs des lois devant les juges, et leur faire subir la peine encourue, enfin à prêter en conformité des lois main forte pour l'exécution des jugements rendus par les tribunaux. — Les autorités doivent aviser en particulier à ce que des assemblées en plein air et qui pourraient compromettre la sécurité et l'ordre public soient interdites d'après le paragraphe 4 de l'ordonnance du 6 avril 1848, en vertu duquel il n'est permis de former des associations que pour des buts non-contraires aux lois pénales, et à ce que par

conséquent toutes les assemblées et associations qui poursuivent des tendances criminelles et illégales ne soient pas tolérées. On attend de toutes les autorités, surtout de la part des fonctionnaires chargés du maintien et de l'exécution des lois, qu'ils interviendront partout énergiquement quand il s'agira de protéger l'ordre légal et qu'ils procéderont résolument, conformément à leur devoir, partout où les circonstances l'exigeront. Notre devise doit être : Protection et avancement de la liberté légale et suppression de l'anarchie, que celle-ci provienne de tendances révolutionnaires ou de tendances réactionnaires. Berlin, le 4 octobre 1848.

Le ministre de l'intérieur.

XVI.

Message du roi, lu à la séance de l'Assemblée constituante de Prusse du 3 novembre 1848.

(Traduction.)

Nous *Frédéric-Guillaume*, par la grace de Dieu, roi de Prusse, etc., avons pris en sérieuse considération l'adresse présentée hier par l'assemblée constituante de Prusse, et portons à sa connaissance ce qui suit :

Fermement déterminé à poursuivre, sans en dévier, la voie constitutionnelle dans laquelle nous sommes entré en conformité des vœux de notre fidèle peuple, nous avons chargé le lieutenant-général comte de Brandenburg de la formation d'un nouveau ministère, parce que nous sommes convaincu qu'il s'empressera de consacrer ses efforts à la consolidation et au développement efficace de la liberté constitutionnelle, et qu'il s'attachera à remplir d'une manière satisfaisante la tâche que nous lui avons imposée. S'il y réussit, le nouveau ministère saura, à ce que nous espérons, acquérir des droits à la confiance du pays. Les représentants de notre fidèle peuple peuvent être convaincus que nous ne confierons jamais la direction des affaires publiques à un autre ministère qu'à celui dont nous pouvons attendre l'accomplissement de cette mission ; en conséquence, les bruits qui, sans preuves suffisantes, sont signalés dans l'adresse d'hier, et qui ne se trouvent confirmés par aucun acte de notre gouvernement, pas plus que les inquiétudes qui y sont exprimées, ne pourront nous déterminer à révoquer

la mission que nous avons donnée au comte de Brandebourg après mûre réflexion. Dans l'adresse qui nous a été présentée, nous avons remarqué avec une vive satisfaction l'aveu que notre coeur a toujours vivement battu pour le bien-être du peuple. Ce bien-être du peuple continuera d'être l'unique but de nos efforts. Nous espérons, dans ces efforts consciencieux, nous trouver toujours en parfait accord avec les vœux du peuple et comptons en ceci sur le plus ferme appui de ses représentants.

Donné à Sanssouci, le 3 novembre 1848.

Frédéric-Guillaume.

Contresigné: *Eichmann.*

XVII.

Message du roi, lu à la séance de l'assemblée constituante de Berlin à la séance du 8 novembre 1848.

(Traduction.)

Nous *Frédéric-Guillaume*, par la grace de Dieu roi de Prusse, etc.

Après que quelques membres de l'assemblée constituante eurent été, déjà à plusieurs reprises, exposés à de mauvais traitements par suite de leurs votes, le 31 du mois passé, le local des séances de l'assemblée constituante a été littéralement assiégé par une multitude turbulente, qui, arborant les emblèmes de la république, a essayé d'intimider les députés par des démonstrations criminelles. — Des faits aussi déplorables ne prouvent que trop clairement que l'assemblée, convoquée pour fonder la constitution de concert avec la couronne et qui doit poser les bases d'une liberté véritable et propre à assurer la prospérité générale, est privée de sa liberté d'action, et que les membres de cette assemblée, vu les tendances anarchiques qui, à notre profond regret, se reproduisent assez souvent, ne trouvent pas dans notre capitale et résidence de Berlin la protection nécessaire pour préserver leurs délibérations contre l'apparence de l'intimidation. L'accomplissement de notre vœu ardent, partagé par le pays, à savoir qu'il obtienne le plus tôt possible la constitution que nous lui avons promise, ne peut avoir lieu dans de pareilles conjonctures.

et ne doit point dépendre des mesures qui sont de nature à rétablir, par la voie légale, l'ordre et la tranquillité dans la capitale. — En conséquence, nous jugeons à propos de transférer de Berlin à Brandebourg le siège de l'assemblée constituante, et avons chargé notre ministère d'état de prendre sans tarder les mesures nécessaires pour que les séances puissent être tenues à Brandebourg à partir du 27 de ce mois. L'assemblée constituante sera prorogée jusqu'à cette date. Nous invitons l'assemblée à discontinuer immédiatement ses travaux après la lecture du présent message et à se réunir de nouveau le 27 à Brandebourg pour les reprendre.

Sanssouci, le 8 novembre 1848.

Frédéric-Guillaume.

Contresigné: *Le comte de Brandenburg.*

† Après la lecture de ce message, le ministre-président ayant déclaré la clôture des séances, une partie des membres se sont retirés. Ceux qui sont restés, résolurent en majorité de ne pas s'ajourner et adoptèrent plusieurs résolutions, tendant à continuer à siéger à Berlin, à contester le droit de la couronne de dissoudre ou de proroger l'assemblée ou de transférer son siège ailleurs, enfin à rechercher la responsabilité des ministres pour avoir conseillé cet acte etc.

L'assemblée continuant, en majorité, à siéger à Berlin, nomma une commission, qui le 13 novembre lui fit un rapport, dont la conclusion était que les actes récents du ministère tendaient à détruire la constitution et étaient punissables comme haute trahison. L'assemblée en adoptant ces conclusions arrêta de les transmettre au procureur-général près la Cour suprême ce qui se fit le même jour.

XVIII.

Adresse du comité de l'assemblée constituante de Prusse à S. A. I. l'archiduc vicaire de l'Empire, présentée par M. M. Ostermann et Reichensperger, en date du 14 nov. 1848.

(Traduction.)

Altesse impériale !

Après que le gouvernement prussien, dans le but de protéger la dignité de l'assemblée constituante, ainsi que la personne des députés contre des insultes et de grossières attaques, a décidé, par suite des scènes de désordre répétées et à la sollicitation du pays, de transfé-

rer le siège de l'assemblée constituante de Berlin à Brandebourg, le refus de la majorité des députés de reconnaître cette résolution a amené promptement des complications qui menacent d'entraîner le pays dans des malheurs incalculables et même dans les horreurs de la guerre civile.

Les députés au nom desquels agit le comité sousigné se sont convaincus, après mûre réflexion, que la couronne a le droit de prendre cette résolution, que par conséquent la translation et l'ajournement qui en est inséparable existent de droit et qu'ils doivent s'abstenir de prendre part aux réunions continuées par la majorité des députés. Mais ils sentent d'autant plus la nécessité de développer toute autre activité qui peut contribuer à réconcilier les esprits, à éclairer l'opinion publique et à rétablir la paix dans notre patrie si cruellement affligée.

Animés de ce désir, nous envoyons auprès de V. A. I. deux hommes qui possèdent notre confiance, MM. Reichensperger de Coblenz et Ostermann de Dortmund, et prions V. A. I. de les écouter favorablement. Le but de leur mission est de diriger l'attention du pouvoir central, qui a pour tâche de maintenir la paix dans la patrie allemande, sur la question de la médiation entre la couronne et l'assemblée constituante et de lui donner à cet effet les renseignements nécessaires sur le véritable état des choses et sur la possibilité de préparer une réconciliation.

Profondément émus de la gravité du moment actuel et des dangers dont notre patrie est menacée, nous déclarons solennellement, par l'organe de nos députés, en face de la Prusse et de toute l'Allemagne et devant Dieu, que dans toutes nos démarches nous ne sommes guidés que par le plus pur amour de la concorde, de la légalité et de la vraie liberté, et que dans la lutte qu'il faudrait soutenir pour la défense de ces souverains biens de l'humanité, de quelque côté qu'ils soient menacés, nous sommes prêts à montrer le dévouement qui sied à des hommes vraiment libres et indépendants.

Berlin, le 14 novembre 1848.

(Suivent les signatures.)

XIX.

Avis officiel du ministère prussien du 18 nov.

(Staatsanzeiger du 20 nov. — Traduction.)

Il sera déjà parvenu à la connaissance des présidents de régence que la fraction de l'assemblée constituante, laquelle, au mépris du message du roi sur la translation du siège de cette assemblée à Brandebourg, à continué ici ses séances sans le concours des représentants de la couronne, et qu'elle a entr'autres adopté la résolution que jusqu'à la révocation des mesures arrêtées par le gouvernement, le paiement de l'impôt devait être refusé. — Bien qu'on doive s'attendre à ce que le bon sens du peuple reconnaisse l'illégalité formelle et matérielle d'une démarche dont les conséquences plongeraient le pays dans la plus complète anarchie, nous croyons cependant de notre devoir d'appeler l'attention des présidents de régence sur l'impérieuse nécessité de procéder, pour le cas et partout où, contre notre attente, on manifesterait l'intention de refuser le paiement des impôts, et après qu'un avertissement préalable sur les suites coupables de cette opposition n'aurait pas eu le résultat désiré, de procéder, disons-nous, sans délai contre les récalcitrants, au besoin, par l'emploi des moyens de contrainte les plus rigoureux. Tous les chefs militaires ont reçu l'ordre de déférer aux réquisitions faites à ce sujet par les présidents de régence, ainsi que par les commissaires que ceux-ci délégueraient à cet effet. — En outre, nous recommandons spécialement aux présidents de régence de veiller à ce que ces mesures de contrainte pour la rentrée des impôts ne soient pas étendues à ceux des habitants qui ont été jusqu'ici hors d'état de les acquitter; si d'un côté les besoins nombreux et urgents du trésor font vivement désirer la rentrée exacte et complète des impôts, d'un autre côté le gouvernement ne veut pas qu'on perde de vue les égards et les ménagements vis-à-vis des contribuables qui se trouvent dans un état de gêne et de détresse. Conformément à ces vues, les frais occasionnés par les moyens de contrainte extraordinaires à employer ne devront être répartis que parmi ceux des contribuables qui ont refusé le paiement des impôts uniquement par désobéissance et par esprit d'opposition contre le gouvernement. — Berlin, le 18 nov. 1848.

*Comte de Brandenburg. Ladenberg. Manteuffel.
De Strohta. De Rintelen.*

XX.

Ordonnance du roi du 5 décembre portant dissolution de l'Assemblée constituante.

(Staats-Anzeiger.)

Wir *Friedrich Wilhelm*, von Gottes Gnaden König von Preussen etc. Haben aus dem beifolgenden Berichte Unseres Staats-Ministeriums über die letzten Sitzungen der zur Vereinbarung der Verfassung berufenen Versammlung zu Unserm tiefsten Schmerze die Ueberzeugung gewonnen, dass das grosse Werk, zu welchem diese Versammlung berufen ist, mit derselben, ohne Verletzung der Würde Unserer Krone und ohne Beeinträchtigung des davon unzertrennlichen Wohles des Landes nicht länger fortgeführt werden könne. Wir verordnen demnach auf den Antrag Unseres Staats-Ministeriums:

§. 1. Die zur Vereinbarung der Verfassung berufene National-Versammlung wird hierdurch aufgelöst. §. 2. Unser Staats-Ministerium wird mit der Ausführung dieser Verordnung beauftragt.

Gegeben zu Potsdam am 5 Decbr. 1848.

Friedrich Wilhelm.

Graf Brandenburg. v. Ladenberg. v. Strotha. v. Manteuffel. Rintelen. von der Heydt.

† Le rapport des ministres au Roi, annexé à l'ordonnance ci-dessus communiquée, contient le récit de ce qui s'était passé depuis la communication du message royal du 8 novembre et fait ressortir que la majorité des députés avait, malgré la prorogation, arbitrairement continué les délibérations; qu'elle s'était arrogé de décider souverainement des droits de la couronne, et de jeter, par le refus du vote de l'impôt, le brandon de l'anarchie dans le pays. L'espoir du roi de pouvoir continuer avec l'assemblée transférée à Brandebourg le travail d'entente relativement à la constitution s'étant trouvé déçu, par suite de la persistance de la majorité de cette assemblée dans l'opposition contre les actes du roi, et toute transaction devenant ainsi impossible, les ministres ne croyaient pas devoir conseiller au Roi d'en réitérer l'essai avec une assemblée qui n'a pu être constituée. Ils en conseillent donc la dissolution définitive, mais en même temps la publication d'une charte constitutionnelle avec la réserve de la faire réviser par les chambres qui doivent être immédiatement convoquées. Ils ajoutent que dans le projet de cette charte, qui est présenté au roi, ils ont tenu compte 1^o des promesses du roi au mois de Mars, 2^o des travaux préparatoires de l'assemblée constituante et 3^o des arrêtés de Diète fédérale de Francfort.

XX.

Ordonnance du roi du 5 décembre portant dissolution de l'Assemblée nationale.

(Traduction.)

Nous *Frédéric-Guillaume*, par la Grace de Dieu, roi de Prusse, etc., etc., avons, sur le rapport qui nous a été présenté par notre ministère d'état sur les dernières séances de l'assemblée constituante, et à notre profond regret, acquis la conviction que la grande oeuvre pour laquelle cette assemblée est convoquée ne peut être plus longtemps continuée avec elle, sans qu'il soit dérogé à la dignité de la couronne et qu'il soit porté atteinte à la prospérité du pays, laquelle en est inséparable. En conséquence, nous ordonnons, sur le rapport de notre ministère d'état :

§. 1er. L'assemblée convoquée pour concourir avec la couronne à l'établissement de la constitution est dissoute. §. 2. Notre ministère d'état est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Potsdam, le 5 décembre 1848.

Frédéric-Guillaume.

(*Suivent les signatures des ministres. Voyez ci-près.*)

XXI.

Charte constitutionnelle de Prusse, rendue par le roi Frédéric-Guillaume IV, le 5 décembre 1848.

(Staats - Anzeiger. — Gesetz - Sammlung.)

*Verfassungs - Urkunde
für den preussischen Staat.*

Wir *Friedrich Wilhelm*, von Gottes Gnaden, König von Preussen etc. etc. thun kund und fügen zu wissen: dass Wir in Folge der eingetretenen ausserordentlichen Verhältnisse, welche die beabsichtigte Vereinbarung der Verfassung unmöglich gemacht, und, entsprechend den dringenden Forderungen des öffentlichen Wohls, in möglichster Berücksichtigung der von den gewählten Vertretern des Volkes ausgegangenen umfassenden Vorarbeiten, die nachfolgende Verfassungs - Urkunde zu er-

96 *Pièces et documents concernant l'état*

lassen beschlossen haben, vorbehaltlich der am Schlusse angeordneten Revision derselben im ordentlichen Wege der Gesetzgebung.

Wir verkünden demnach die Verfassung für den preussischen Staat wie folgt:

Titel I. *Vom Staatsgebiete.* Art. 1. Alle Landestheile der Monarchie in ihrem gegenwärtigen Umfange bilden das preussische Staatsgebiet. — Art. 2. Die Grenzen dieses Staatsgebiets können nur durch ein Gesetz verändert werden.

Titel II. *Von den Rechten der Preussen.* Art. 3. Die Verfassung und das Gesetz bestimmen, unter welchen Bedingungen die Eigenschaft eines Preussen und die staatsbürgerlichen Rechte erworben, ausgeübt und verloren werden. — Art. 4. Alle Preussen sind vor dem Gesetze gleich. Standes-Vorrechte finden nicht statt. Die öffentlichen Aemter sind für alle dazu Befähigten gleich zugänglich. — Art. 5. Die persönliche Freiheit ist gewährleistet. Die Bedingungen und Formen, unter welchen eine Verhaftung zulässig ist, sind durch das Gesetz zum Schutze der persönlichen Freiheit vom 24. Septbr. laufenden Jahres bestimmt. — Art. 6. Die Wohnung ist unverletzlich. Das Eindringen in dieselbe und Haus-suchungen sind nur in den gesetzlich bestimmten Fällen und Formen gestattet. Die Beschlagnahme von Briefen und Papieren darf, ausser bei einer Verhaftung oder Haussuchung, nur auf Grund eines richterlichen Befehls vorgenommen werden. — Art. 7. Niemand darf seinem gesetzlichen Richter entzogen werden. Ausnahmegerichte und ausserordentliche Kommissionen, soweit sie nicht durch diese Verfassungs-Urkunde für zulässig erklärt werden, sind unstatthaft. Strafen können nur in Gemässheit des Gesetzes angedroht oder verhängt werden. — Art. 8. Das Eigenthum ist unverletzlich. Es kann nur aus Gründen des öffentlichen Wohles gegen vorgängige, in dringenden Fällen wenigstens vorläufig fest-zustellende, Entschädigung nach Maassgabe des Gesetzes entzogen oder beschränkt werden. — Art. 9. Der bürgerliche Tod und die Strafe der Vermögensentziehung finden nicht statt. — Art. 10. Die Freiheit der Auswanderung ist von Staatswegen nicht beschränkt. Abzugsgelder dürfen nicht erhoben werden. — Art. 11. Die Freiheit des religiösen Bekenntnisses, der Vereinigung zu Religions-Gesellschaften (Art. 28 und 29) und

der gemeinsamen öffentlichen Religions-Uebung wird gewährleistet. Der Genuss der bürgerlichen und staatsbürgerlichen Rechte ist unabhängig von dem religiösen Bekenntnisse und der Theilnahme an irgend einer Religionsgesellschaft. Den bürgerlichen und staatsbürgerlichen Pflichten darf durch die Ausübung der Religionsfreiheit kein Abbruch geschehen. — Art. 12. Die evangelische und die römisch-katholische Kirche, so wie jede andere Religionsgesellschaft, ordnet und verwaltet ihre Angelegenheiten selbständig und bleibt im Besitz und Genuss der für ihre Kultus-, Unterrichts- und Wohlthätigkeitszwecke bestimmten Anstalten, Stiftungen und Fonds. — Art. 13. Der Verkehr der Religionsgesellschaften mit ihren Oberen ist ungehindert. Die Bekanntmachung ihrer Anordnungen ist nur denjenigen Beschränkungen unterworfen, welchen alle übrigen Veröffentlichungen unterliegen. — Art. 14. Ueber das Kirchen-Patronat und die Bedingungen, unter welchen dasselbe aufzuheben, wird ein besonderes Gesetz ergehen. — Art. 15. Das dem Staate zustehende Vorschlags-, Wahl- oder Bestätigungs-Recht bei Besetzung kirchlicher Stellen ist aufgehoben. — Art. 16. Die bürgerliche Gültigkeit der Ehe wird durch deren Abschliessung vor den dazu bestimmten Civilstands-Beamten bedingt. Die kirchliche Trauung kann nur nach der Vollziehung des Civil-Actes stattfinden. — Art. 17. Die Wissenschaft und ihre Lehre ist frei. — Art. 18. Der preussischen Jugend wird durch genügende öffentliche Anstalten das Recht auf allgemeine Volksbildung gewährleistet. Aeltern und Vormünder sind verpflichtet, ihren Kindern oder Pflegebefohlenen den zur allgemeinen Volksbildung erforderlichen Unterricht ertheilen zu lassen, und müssen sich in dieser Beziehung den Bestimmungen unterwerfen, welche das Unterrichtsgesetz aufstellen wird. — Art. 19. Unterricht zu ertheilen und Unterrichtsanstalten zu gründen, steht Jedem frei, wenn er seine sittliche, wissenschaftliche und technische Befähigung den betreffenden Staatsbehörden nachgewiesen hat. — Art. 20. Die öffentlichen Volksschulen, sowie alle übrigen Erziehungs- und Unterrichtsanstalten stehen unter der Aufsicht eigener, vom Staate ernannten Behörden. Die öffentlichen Lehrer haben die Rechte der Staatsdiener. — Art. 21. Die Leitung der äusseren Angelegenheiten der Volksschule und die Wahl der Lehrer, welche ihre sittliche und technische Befähigung

gung den betreffenden Staatsbehörden gegenüber zuvor nachgewiesen haben müssen, stehen der Gemeinde zu. Den religiösen Unterricht in der Volksschule besorgen und überwachen die betreffenden Religionsgesellschaften. — Art. 22. Die Mittel zur Errichtung, Unterhaltung und Erweiterung der öffentlichen Volksschule werden von den Gemeinden und im Falle des nachgewiesenen Unvermögens ergänzungsweise vom Staate aufgebracht. Die auf besonderen Rechtstiteln beruhenden Verpflichtungen Dritter bleiben bestehen. In der öffentlichen Volksschule wird der Unterricht unentgeltlich erteilt. — Art. 23. Ein besonderes Gesetz regelt das gesamte Unterrichtswesen. Der Staat gewährleistet den Volksschullehrern ein bestimmtes auskömmliches Gehalt. — Art. 24. Jeder Preusse hat das Recht, durch Wort, Schrift, Druck und bildliche Darstellung seine Gedanken frei zu äussern. Die Pressfreiheit darf unter keinen Umständen und in keiner Weise, namentlich weder durch Censur, noch durch Konzessionen und Sicherheitsbestellungen, weder durch Staatsauflagen noch durch Beschränkungen der Druckereien und des Buchhandels, noch endlich durch Postverbote und ungleichmässigen Postsatz oder durch andere Hemmungen des freien Verkehrs beschränkt, suspendirt oder aufgehoben werden. — Art. 25. Vergehen, welche durch Wort, Schrift, Druck oder bildliche Darstellungen begangen werden, sind nach den allgemeinen Strafgesetzen zu bestrafen. Vor der erfolgenden Revision des Strafrechts wird darüber ein besonderes vorläufiges Gesetz ergehen. Bis zu dessen Erscheinen bleibt es bei den jetzt geltenden allgemeinen Strafgesetzen. — Art. 26. Ist der Verfasser einer Schrift bekannt und im Bereiche der richterlichen Gewalt des Staates, so dürfen Verleger, Drucker und Vertheiler, wenn deren Mitschuld nicht durch andere Thatfachen begründet wird, nicht verfolgt werden. Auf der Druckschrift muss der Verleger und der Drucker genannt sein. — Art. 27. Alle Preussen sind berechtigt, sich ohne vorgängige obrigkeitliche Erlaubniss friedlich und ohne Waffen in geschlossenen Räumen zu versammeln. Diese Bestimmung bezieht sich nicht auf Versammlungen unter freiem Himmel, welche in allen Beziehungen der Verfügung des Gesetzes unterworfen sind. Bis zum Erlass eines solchen Gesetzes ist von Versammlungen unter freiem Himmel 24 Stunden vorher der Orts-Polizeib-

hörde Anzeige zu machen, welche die Versammlung zu verbieten hat, wenn sie dieselbe für die öffentliche Sicherheit oder Ordnung gefährlich erachtet. — Art. 28. Alle Preussen haben das Recht, sich zu solchen Zwecken, welche den Strafgesetzen nicht zuwiderlaufen, in Gesellschaften zu vereinigen. — Art. 29. Die Bedingungen, unter welchen Korporationsrechte ertheilt oder verweigert werden, bestimmt das Gesetz. — Art. 30. Das Petitionsrecht steht allen Preussen zu. Petitionen unter einem Gesamtnamen sind nur Behörden und Korporationen gestattet. — Art. 31. Das Briefgeheimniss ist unverletzlich. Die bei strafgerichtlichen Untersuchungen und in Kriegsfällen nothwendigen Beschränkungen sind durch die Gesetzgebung festzustellen. Das Gesetz bezeichnet die Beamten, welche für die Verletzung des Geheimnisses der der Post anvertrauten Briefe verantwortlich sind. — Art. 32. Alle Preussen sind wehrpflichtig. Den Umfang und die Art dieser Pflicht bestimmt das Gesetz. Auf das Heer finden die in den §§. 5, 6, 27, 28 enthaltenen Bestimmungen insoweit Anwendung, als die militärischen Disciplinavorschriften nicht entgegenstehen. — Art. 33. Die bewaffnete Macht besteht: aus dem stehenden Heere, der Landwehr, der Bürgerwehr. Besondere Gesetze regeln die Art und Weise der Einstellung und Dienstzeit. — Art. 34. Die bewaffnete Macht kann zur Unterdrückung innerer Unruhen und zur Ausführung der Gesetze nur auf Requisition der Civil-Behörden und in den vom Gesetze bestimmten Fällen und Formen verwendet werden. — Art. 35. Die Einrichtung der Bürgerwehr ist durch ein besonderes Gesetz geregelt. — Art. 36. Das Heer steht im Kriege und im Dienste unter der Militär-Kriminalgerichtsbarkeit und unter dem Militär-Strafgesetzbuch; ausser dem Kriege und dem Dienste unter Beibehaltung der Militär-Kriminalgerichtsbarkeit unter den allgemeinen Strafgesetzen. Die Bestimmungen über die militärische Disciplin im Kriege und im Frieden, so wie die näheren Festsetzungen über den Militär-Gerichtstand, bleiben Gegenstand besonderer Gesetze. — Art. 37. Das stehende Heer darf nicht berathschlagen. Eben so wenig darf es die Landwehr, wenn sie zusammenberufen ist. Auch wenn sie nicht zusammenberufen ist, sind Versammlungen und Vereine der Landwehr zur Berathung militärischer Befehle und Anordnungen nicht gestattet.

— Art. 38. Die Errichtung von Lehen und die Stiftung von Familien-Fideikommissen ist untersagt. Die bestehenden Lehen und Familien-Fideikommissen sollen gesetzlich in freies Eigenthum umgestaltet werden. — Art. 39. Vorstehende Bestimmungen finden auf die Thronlehen, das Haus- und Prinzliche Fideikommiss, so wie auf die ausserhalb des Staates belegenen Lehen und die ehemals reichsunmittelbaren Besitzungen und Fideikommissen, insofern letztere durch das deutsche Bundesrecht gewährleistet sind, zur Zeit keine Anwendung. Die Rechtsverhältnisse derselben sollen durch besondere Gesetze geordnet werden. — Art. 40. Das Recht der freien Verfügung über das Grundeigenthum unterliegt keinen anderen Beschränkungen, als denen der allgemeinen Gesetzgebung. Die Theilbarkeit des Grundeigenthums und die Ablösbarkeit der Grundlasten wird gewährleistet. Aufgehoben ohne Entschädigung sind: a) die Gerichtsherrlichkeit, die gutherrliche Polizei und obrigkeitliche Gewalt, so wie die gewissen Grundstücken zustehenden Hoheitsrechte und Privilegien, wogegen die Lasten und Leistungen wegfallen, welche den bisher Berechtigten oblagen. Bis zur Emanirung der neuen Gemeinde-Ordnung bleibt es bei den bisherigen Bestimmungen hinsichtlich der Polizei-Verwaltung. b) Die aus diesen Befugnissen, aus der Schutzherrlichkeit, der früheren Erbunterthänigkeit, der früheren Steuer- und Gewerbe-Verfassung, herstammenden Verpflichtungen. Bei erblicher Ueberlassung eines Grundstückes ist nur die Uebertragung des vollen Eigenthums zulässig; jedoch kann auch hier ein fester ablösbarer Zins vorbehalten werden.

Titel III. *Vom Könige.* Art. 41. Die Person des Königs ist unverletzlich. — Art. 42. Seine Minister sind verantwortlich. Alle Regierungs-Acte des Königs bedürfen zu ihrer Gültigkeit der Gegenzeichnung eines Ministers, welcher dadurch die Verantwortlichkeit übernimmt. — Art. 43. Dem Könige allein steht die vollziehende Gewalt zu. Er ernennt und entlässt die Minister, befiehlt die Verkündigung der Gesetze und erlässt unverzüglich die zu deren Ausführung nöthigen Verordnungen. — Art. 44. Der König führt den Oberbefehl über das Heer. — Art. 45. Er besetzt alle Stellen in demselben, so wie in den übrigen Zweigen des Staatsdienstes, insofern nicht das Gesetz ein Anderes verordnet. — Art. 46. Der König hat das Recht, Krieg

zu erklären, Frieden zu schliessen und Verträge mit fremden Regierungen zu errichten. Handels-Verträge, sowie andere Verträge, durch welche dem Staate Lasten oder einzelnen Staatsbürgern Verpflichtungen auferlegt werden, bedürfen zu ihrer Gültigkeit der Zustimmung der Kammern. — Art. 47. Der König hat das Recht der Begnadigung und Strafmilderung. Zu Gunsten eines wegen seiner Amtshandlungen verurtheilten Ministers kann dieses Recht nur auf Antrag derjenigen Kammer ausgeübt werden, von welcher die Anklage ausgegangen ist. Er kann bereits eingeleitete Untersuchungen nur auf Grund eines besonderen Gesetzes niederschlagen. — Art. 48. Dem Könige steht die Verleihung von Orden und anderen mit Vorrechten nicht verbundenen Auszeichnungen zu. Er übt das Münzrecht nach Maassgabe des Gesetzes. — Art. 49. Der König beruft die Kammern und schliesst ihre Sitzungen. Er kann sie entweder beide zugleich oder nur eine auflösen. Es müssen aber in einem solchen Falle innerhalb eines Zeitraums von 40 Tagen nach der Auflösung die Wähler und innerhalb eines Zeitraums von 60 Tagen nach der Auflösung die Kammern versammelt werden. — Art. 50. Der König kann die Kammern vertagen. Ohne deren Zustimmung darf diese Vertagung die Frist von 30 Tagen nicht übersteigen und während derselben Session nicht wiederholt werden. — Art. 51. Die Krone ist, den Königlichen Hausgesetzen gemäss, erblich in dem Mannsstamme des Königlichen Hauses nach dem Rechte der Erstgeburt und der agnatischen Linealfolge. — Art. 52. Der König wird mit Vollendung des 18. Lebensjahres volljährig. Er leistet in Gegenwart der vereinigten Kammern das eidliche Gelöbniss, die Verfassung des Königreichs fest und unverbrüchlich zu halten und in Uebereinstimmung mit derselben und den Gesetzen zu regieren. — Art. 53. Ohne Einwilligung beider Kammern kann der König nicht zugleich Herrscher fremder Reiche sein. — Art. 54. Im Fall der Minderjährigkeit des Königs vereinigen sich beide Kammern zu Einer Versammlung, um die Regentschaft und die Vormundschaft anzuordnen, insofern nicht schon durch ein besonderes Gesetz für Beides Vorsorge getroffen ist. — Art. 55. Ist der König in der Unmöglichkeit zu regieren, so beruft der Nächste zur Krone oder Derjenige, der nach den Hausgesetzen an dessen Stelle tritt, beide Kammern,

um in Gemässheit des Art. 54 zu handeln. — Art. 56. Die Regentschaft kann nur *einer* Person übertragen werden. Der Regent schwört bei Antretung der Regentschaft einen Eid, die Verfassung des Königreichs fest und unverbrüchlich zu halten und in Uebereinstimmung mit derselben und den Gesetzen zu regieren. — Art. 57. Dem Kron-Fideikommiss-Fonds verbleibt die durch das Gesetz vom 17. Januar 1820 auf die Einkünfte der Domainen und Forsten angewiesene Rente.

Titel IV. *Von den Ministern.* Art. 58. Die Minister, so wie die zu ihrer Vertretung abgeordneten Staatsbeamten, haben Zutritt zu jeder Kammer und müssen auf ihr Verlangen gehört werden. Jede Kammer kann die Gegenwart der Minister verlangen. Die Minister haben in einer oder der andern Kammer nur dann Stimmrecht, wenn sie Mitglieder derselben sind. — Art. 59. Die Minister können durch Beschluss einer Kammer wegen des Verbrechens der Verfassungs-Verletzung, der Bestechung und des Verrathes, angeklagt werden. Ueber solche Anklage entscheidet der oberste Gerichtshof der Monarchie in vereinigten Senaten. Solange noch zwei oberste Gerichtshöfe bestehen, treten dieselben zu obigem Zwecke zusammen. Die näheren Bestimmungen über die Fälle der Verantwortlichkeit, über das Verfahren und das Strafmaass werden einem besondern Gesetze vorbehalten.

Titel V. *Von den Kammern.* Art. 60. Die gesetzgebende Gewalt wird gemeinschaftlich durch den König und durch zwei Kammern ausgeübt. Die Uebereinstimmung des Königs und beider Kammern ist zu jedem Gesetze erforderlich. — Art. 61. Dem Könige, so wie jeder Kammer, steht das Recht zu, Gesetze vorzuschlagen. Vorschläge, welche durch eine der Kammern oder durch den König verworfen worden sind, können in derselben Session nicht wieder vorgebracht werden. — Art. 62. Die erste Kammer besteht aus 180 Mitgliedern. — Art. 63. Die Mitglieder der ersten Kammer werden durch die Provinzial-, Bezirks- und Kreisvertreter erwählt (Art. 104). Die Provinzial-, Bezirks- und Kreisvertreter bilden, nach näherer Bestimmung des Wahlgesetzes, die Wahlkörper und wählen die nach der Bevölkerung auf die Wahlbezirke fallende Zahl der Abgeordneten.*) — Art. 64. Die Legislatur-Periode der

*) Anmerkung. Bei der Revision der Verfassungs-Urkunde

ersten Kammer wird auf sechs Jahre festgesetzt. — Art. 65. Wählbar zum Mitgliede der ersten Kammer ist jeder Preusse, der das 40. Lebensjahr vollendet, den Vollbesitz der bürgerlichen Rechte in Folge rechtskräftigen richterlichen Erkenntnisses nicht verloren und bereits fünf Jahre lang dem preussischen Staatsverbande angehört hat. — Art. 66. Die zweite Kammer besteht aus 350 Mitgliedern. Die Wahlbezirke werden nach Maassgabe der Bevölkerung festgestellt. — Art. 67. Jeder selbständige Preusse, welcher das 24. Lebensjahr vollendet, nicht den Vollbesitz der bürgerlichen Rechte in Folge rechtskräftigen richterlichen Erkenntnisses verloren hat, ist in der Gemeinde, worin er seit sechs Monaten seinen Wohnsitz oder Aufenthalt hat, stimmberechtigter Urwähler, insofern er nicht aus öffentlichen Mitteln Armen-Unterstützung erhält*). — Art. 68. Die Urwähler einer jeden Gemeinde wählen auf jede Vollzahl von 250 Seelen ihrer Bevölkerung einen Wahlmann. — Art. 69. Die Abgeordneten werden durch die Wahlmänner erwählt. Die Wahlbezirke sollen so organisirt werden, dass mindestens zwei Abgeordnete von einem Wahlkörper gewählt werden. — Art. 70. Die Legislatur-Periode der zweiten Kammer wird auf drei Jahre festgesetzt. — Art. 71. Zum Abgeordneten der zweiten Kammer ist jeder Preusse wählbar, der das 30. Lebensjahr vollendet, den Vollbesitz der bürgerlichen Rechte in Folge rechtskräftigen richterlichen Erkenntnisses nicht verloren und bereits ein Jahr lang dem preussischen Staatsverbande angehört hat. — Art. 72. Die Kammern werden nach Ablauf ihrer Legislatur-Periode neu gewählt. Ein Gleiches geschieht im Falle der Auflösung. In beiden Fällen sind die bisherigen Mitglieder wieder wählbar. — Art. 73. Das Nähere über die Ausführung der Wahlen zu beiden Kammern bestimmt das Wahlausführungsgesetz. — Art. 74. Stellvertreter für

bleibt zu erwägen, ob ein Theil der Mitglieder der ersten Kammer vom Könige zu ernennen und ob den Ober-Bürgermeistern der grossen Städte, so wie den Vertretern der Universitäten und Akademien der Künste und Wissenschaften, der Sitz in der Kammer einzuräumen seyn möchte.

*) Anmerkung. Bei der Revision der Verfassungs-Urkunde bleibt es zu erwägen, ob nicht ein anderer Wahlmodus, namentlich der der Eintheilung nach bestimmten Klassen für Stadt und Land, wobei sämtliche bisherige Urwähler mitwählen, vorsehen seyn möchte.

die Mitglieder der beiden Kammern werden nicht gewählt. — Art. 75. Die Kammern werden durch den König regelmässig im Monat November jeden Jahres und ausserdem, so oft es die Umstände erheischen, einberufen. — Art. 76. Die Eröffnung und die Schliessung der Kammern geschieht durch den König in Person oder durch einen dazu von ihm beauftragten Minister in einer Sitzung der vereinigten Kammern. Beide Kammern werden gleichzeitig berufen, eröffnet, vertagt und geschlossen. Wird eine Kammer aufgelöst, so wird die andere gleichzeitig vertagt. Art. 77. Jede Kammer prüft die Legitimation ihrer Mitglieder und entscheidet darüber. Sie regelt ihren Geschäftsgang durch eine Geschäfts-Ordnung und erwählt ihren Präsidenten, ihre Vice-Präsidenten und Schriftführer. Beamte bedürfen keines Urlaubs zum Eintritt in die Kammer. Durch die Annahme eines besoldeten Staats-Amtes oder einer Beförderung im Staatsdienste verliert jedes Mitglied einer Kammer Sitz und Stimme in derselben und kann seine Stelle nur durch eine neue Wahl wieder erlangen. Niemand kann Mitglied beider Kammern sein. — Art. 78. Die Sitzungen beider Kammern sind öffentlich. Jede Kammer tritt auf den Antrag ihres Präsidenten oder von 10 Mitgliedern zu einer geheimen Sitzung zusammen, in welcher dann zunächst über diesen Antrag zu beschliessen ist. — Art. 79. Keine der beiden Kammern kann einen Beschluss fassen, wenn nicht die Mehrheit ihrer Mitglieder anwesend ist. Jede Kammer fasst ihre Beschlüsse nach absoluter Stimmenmehrheit, vorbehaltlich der durch die Geschäftsordnung für Wahlen etwa zu bestimmenden Ausnahmen. — Art. 80. Jede Kammer hat für sich das Recht, Adressen an den König zu richten. Niemand darf den Kammern oder einer derselben in Person eine Bittschrift oder Adresse überreichen. Jede Kammer kann die an sie gerichteten Schriften an die Minister überweisen und von denselben Auskunft über eingehende Beschwerden verlangen. — Art. 81. Eine jede Kammer hat die Befugniss, Behufs ihrer Information Kommissionen zur Untersuchung von Thatsachen zu ernennen. — Art. 82. Die Mitglieder beider Kammern sind Vertreter des ganzen Volkes. Sie stimmen nach ihrer freien Ueberzeugung und sind an Aufträge und Instructionen nicht gebunden. — Art. 83. Sie können weder für ihre Abstimmungen in der Kammer, noch

für ihre darin ausgesprochenen Meinungen zur Rechenschaft gezogen werden. Kein Mitglied einer Kammer kann ohne deren Genehmigung während der Sitzungsperiode wegen einer mit Strafe bedrohten Handlung zur Untersuchung gezogen oder verhaftet werden, ausser wenn es bei Ausübung der That oder binnen der nächsten 24 Stunden nach derselben ergriffen wird. Gleiche Genehmigung ist bei einer Verhaftung wegen Schulden nothwendig. Jedes Strafverfahren gegen ein Mitglied der Kammern und eine jede Untersuchungs- oder Civilhaft wird für die Dauer der Sitzung aufgehoben, wenn die betreffende Kammer es verlangt. — Art. 84. Die Mitglieder der ersten Kammer erhalten weder Reisekosten, noch Diäten. Die Mitglieder der zweiten Kammer erhalten aus der Staatskasse Reisekosten und Diäten nach Maassgabe des Gesetzes. Ein Verzicht hierauf ist unstatthaft.

Titel VI. Von der richterlichen Gewalt. Art.

85. Die richterliche Gewalt wird im Namen des Königs durch unabhängige keiner andern Autorität als der des Gesetzes unterworfenen Gerichte ausgeübt. Die Urtheile werden im Namen des Königs ausgefertigt und vollstreckt. — Art. 86. Die Richter werden vom Könige oder in dessen Namen auf ihre Lebenszeit ernannt. Sie können nur durch Richterspruch aus Gründen, welche die Gesetze vorgesehen und bestimmt haben, ihres Amtes entsetzt, zeitweise enthoben oder unfreiwillig an eine andere Stelle versetzt und nur aus den Ursachen und unter den Formen, welche im Gesetze angegeben sind, pensionirt werden. Auf die Versetzungen, welche durch Veränderungen in der Organisation der Gerichte oder ihrer Bezirke nöthig werden, findet diese Bestimmung keine Anwendung. — Art. 87. Den Richtern dürfen andere besoldete Staatsämter nicht übertragen werden. Ausnahmen sind nur auf Grund eines Gesetzes zulässig. — Art. 88. Die Organisation der Gerichte wird durch das Gesetz bestimmt. — Art. 89. Zu einem Richteramte darf nur der berufen werden, welcher sich zu demselben nach Vorschrift der Gesetze befähigt hat. — Art. 90. Gerichte für besondere Classen von Angelegenheiten, insbesondere Handels- und Gewerbegerichte, sollen im Wege der Gesetzgebung an den Orten errichtet werden, wo das Bedürfniss solche erfordert. Die Organisation und Zuständigkeit der Handels-, Gewerbe- und

Militärgerichte, das Verfahren bei denselben, die Ernennung ihrer Mitglieder, die besonderen Verhältnisse der letzteren und die Dauer ihres Amtes werden durch das Gesetz festgestellt. — Art. 91. Die noch bestehenden beiden obersten Gerichtshöfe sollen zu einem, einzigen vereinigt werden. — Art. 92. Die Verhandlungen vor dem erkennenden Gericht in Civil- und Strafsachen sollen öffentlich sein. Die Oeffentlichkeit kann jedoch durch ein öffentlich zu verkündendes Urtheil ausgeschlossen werden, wenn sie der Ordnung oder den guten Sitten Gefahr droht. Auch in Civilsachen kann die Oeffentlichkeit durch Gesetze beschränkt werden. — Art. 93. Bei den mit schweren Strafen bedrohten Verbrechen, bei allen politischen Verbrechen und bei Pressvergehen erfolgt die Entscheidung über die Schuld des Angeklagten durch Geschworne. Die Bildung des Geschwornengerichts wird durch ein Gesetz geregelt. — Art. 94. Die Competenz der Gerichte und Verwaltungsbehörden wird durch das Gesetz bestimmt. Ueber Competenzconflicte zwischen den Verwaltungs- und Gerichtsbehörden entscheidet ein durch das Gesetz bezeichneter Gerichtshof. — Art. 95. Es ist keine vorgängige Genehmigung der Behörden nöthig um öffentliche Civil- und Militairbeamte wegen der durch Ueberschreitung ihrer Amtsbefugnisse verübten Rechtsverletzungen gerichtlich zu be-
langen.

Titel VII. *Von den Staatsbeamten.* Art. 96. Die besonderen Rechtsverhältnisse der nicht zum Richterstande gehörigen Staatsbeamten, einschliesslich der Staatsanwälte, sollen durch ein Gesetz geregelt werden, welches ohne die Regierung in der Wahl der ausführenden Organe zweckwidrig zu beschränken, den Staatsbeamten gegen willkürliche Entziehung vom Amt und Einkommen angemessenen Schutz gewährt. — Art. 97. Auf die Ansprüche der vor Verkündigung der Verfassungsurkunde etatsmässig angestellten Staatsbeamten soll im Staatsdienst-Gesetz besondere Rücksicht genommen werden.

Titel VIII. *Von der Finanzverwaltung.* Art. 98. Alle Einnahmen und Ausgaben des Staats müssen für jedes Jahr im Voraus veranschlagt und auf den Staatshaushalts-Etat gebracht werden. Letzterer wird jährlich durch ein Gesetz festgestellt. — Art. 99. Steuern und Abgaben für die Staatskasse dürfen nur, soweit sie

in den Staatshaushalts-Etat aufgenommen, oder durch besondere Gesetze angeordnet sind, erhoben werden. — Art. 100. In Betreff der Steuern können Bevorzugungen nicht eingeführt werden. Die bestehende Steuergesetzgebung wird einer Revision unterworfen und dabei jede Bevorzugung abgeschafft. — Art. 101. Gebühren können Staats- oder Communal-Béamte nur auf Grund des Gesetzes erheben. — Art. 102. Die Aufnahme von Anleihen auf die Staatskasse findet nur auf den Grund eines Gesetzes statt. Dasselbe gilt von der Uebernahme von Garantien zu Lasten des Staats. — Art. 103. Zu Etatsüberschreitungen ist die nachträgliche Genehmigung der Kammern erforderlich. Die Rechnungen über den Staatshaushalt werden von der Oberrechnungskammer geprüft und festgestellt. Die allgemeine Rechnung über den Staatshaushalt jeden Jahre, einschliesslich einer Uebersicht der Staatsschulden, wird von der Oberrechnungskammer zur Entlastung der Staatsregierung den Kammern vorgelegt. Ein besonderes Gesetz wird die Einrichtung und die Befugnisse der Oberrechnungskammer bestimmen.

Titel IX. *Von den Gemeinden-, Kreis-, Bezirks- und Provinzialverbänden.* — Art. 104. Das Gebiet des preussischen Staates zerfällt in Provinzen, Bezirke, Kreise und Gemeinden, deren Vertretung und Verwaltung durch besondere Gesetze unter Festhaltung folgender Grundsätze näher bestimmt wird. 1) Ueber die inneren und besonderen Angelegenheiten der Provinzen, Bezirke, Kreise und Gemeinden beschliessen aus gewählten Vertretern bestehende Versammlungen, deren Beschlüsse durch die Vorsteher der Provinzen, Bezirke, Kreise und Gemeinden ausgeführt werden. Das Gesetz wird die Fälle bestimmen, in welchen die Beschlüsse der Gemeinde-, Kreis-, Bezirks- und Provinzial-Vertretung der Genehmigung einer höheren Vertretung oder der Staatsregierung unterworfen sind. — 2) Die Vorsteher der Provinzen, Bezirke und Kreise werden von der Staatsregierung ernannt, die der Gemeinden, von den Gemeindegliedern gewählt. Die Organisation der Executivgewalt des Staates wird hierdurch nicht berührt. — 3) Den Gemeinden insbesondere steht die selbstständige Verwaltung ihrer Gemeinde-Angelegenheiten zu mit Einschluss der Ortspolizei. Den Zeitpunkt und die Bedingungen des Ueberganges der Polizeiver-

waltung an die Gemeinden wird das Gesetz bestimmen. Die polizeilichen Functionen können in Städten von mehr als 30000 Einwohnern auf Staatsorgane übertragen werden. — 4) Die Berathungen der Provinzial-, Bezirks-, Kreis-, und Gemeinde-Vertretungen sind in der Regel öffentlich. Die Ausnahmen bestimmt das Gesetz. Ueber die Einnahmen und Ausgaben muss jährlich wenigstens ein Bericht veröffentlicht werden. *Allgemeine Bestimmungen.* Art. 105. Gesetze und Verordnungen sind nur verbindlich, wenn sie zuvor in der vom Gesetze vorgeschriebenen Form bekannt gemacht worden sind. Wenn die Kammern nicht versammelt sind, können in dringenden Fällen, unter Verantwortlichkeit des gesammten Staatsministeriums, Verordnungen mit Gesetzeskraft erlassen werden, dieselben sind aber den Kammern bei ihrem nächsten Zusammentritt zur Genehmigung sofort vorzulegen. — Art. 106. Die Verfassung kann auf dem ordentlichen Wege der Gesetzgebung abgeändert werden, wobei in jeder Kammer die gewöhnliche absolute Stimmenmehrheit genügt. — Art. 107. Die Mitglieder der beiden Kammern und alle Staatsbeamten haben dem Könige und der Verfassung Treue und Gehorsam zu schwören. — Art. 108. Die bestehenden Steuern und Abgaben werden forterhoben und alle Bestimmungen der bestehenden Gesetzbücher, einzelnen Gesetze und Verordnungen, welche der gegenwärtigen Verfassung nicht zuwiderlaufen, bleiben in Kraft, bis sie durch ein Gesetz abgeändert werden. — Art. 109. Alle durch die bestehenden Gesetze angeordneten Behörden bleiben bis zur Ausführung der sie betreffenden organischen Gesetze in Thätigkeit. — Art. 110. Für den Fall eines Krieges oder Aufruhrs können die Artikel 5. 6. 7. 24. 25. 26. 27. und 28. der Verfassungsurkunde zeit- und districtsweise ausser Kraft gesetzt werden, die näheren Bestimmungen darüber bleiben einem besonderen Gesetze vorbehalten. Bis dahin bewendet es bei den in dieser Beziehung bestehenden Vorschriften.

Uebergangsbestimmungen. — Art. 111. Sollten durch die für Deutschland festzustellende Verfassung Abänderungen des gegenwärtigen Verfassungs-Gesetzes nöthig werden, so wird der König dieselben anordnen und diese Verordnungen den Kammern bei ihrer nächsten Versammlung mittheilen. Die Kammern werden dann Beschlüsse darüber fassen, ob die vorläufig ange-

ordneten Abänderungen mit der deutschen Verfassung in Uebereinstimmung stehen. — Art. 112. Die gegenwärtige Verfassung soll sofort nach dem ersten Zusammentritt der Kammern einer Revision auf dem Wege der Gesetzgebung (Art. 60 und 106,) unterworfen werden. Das im Art. 52. erwähnte eidliche Gelöbniß des Königs, sowie die vorgeschriebene Vereidigung der beiden Kammern und aller Staatsbeamten, erfolgen sogleich nach vollendeter Revision. — Art. 113. Urkundlich und unter Unserer höchsteigenen Unterschrift und begedrucktem königlichem Inseigel.

Gegeben Potsdam den 5. December 1848:

Friedrich Wilhelm.

Graf v. Brandenburg. v. Ladenberg. v. Manteuffel.
f. v. Strotha. Rintelen. v. d. Heydt.

Wir *Friedrich Wilhelm*, von Gottes Gnaden König von Preussen etc., haben durch Unsere Verordnung vom heutigen Tage die zur Vereinbarung einer Staatsverfassung berufene Versammlung aufgelöst. Zugleich haben Wir, in der Absicht Unser getreues Volk sogleich der von derselben ersehnten Segnungen der verheissenen constitutionellen Freiheit theilhaftig werden zu lassen, die Regelung der letzteren nicht von dem in ferner Aussicht stehenden Ergebniss der Vereinbarung mit einer anderweitigen Volksvertretung abhängig machen wollen, dieselbe vielmehr durch die heute von Uns vollzogene Verfassungsurkunde dauernd gesichert. Bei der Feststellung dieses Staatsgrundgesetzes ist der von der Regierung vorgelegte Entwurf, welcher nach Maassgabe der von der Verfassungscommission der zur Vereinbarung berufenen Versammlung ausgegangenen Vorschläge und der übrigen Vorarbeiten derselben, sowie in gebührender Berücksichtigung der Beschlüsse der deutschen Nationalversammlung in Frankfurt a. M. modificirt wurde, zum Grunde gelegt worden. Wir glauben Uns daher der zuversichtlichen Hoffnung hingeben zu dürfen, dass jene Verfassung den Wünschen Unseres getreuen Volkes entsprechen werde. Im Art. 110 ist überdies eine Revision auf dem Wege der Gesetzgebung durch die nächste Volksvertretung vorbehalten. Unmittelbar nach erfolgter Revision, werden Wir die von Uns verheissene Ver-

eidigung des Heeres auf die Verfassung veranlassen. Der Vorbehalt der Revision der Verfassung gewährt zugleich die Möglichkeit, die Verfassung des preussischen Staates mit dem im Ausbau begriffenen *deutschen Verfassungswerke* in Einklang zu bringen. Wir verordnen nunmehr, dass die nach der Verfassungsurkunde ins Leben zu rufenden Kammern am 26. Februar 1849 in Unserer Haupt- und Residenzstadt Berlin sich versammeln. Zu diesem Zweck haben am 22. Januar k. J. sämtliche Urwähler im ganzen Staate zur Wahl der Wahlmänner, am 5. Februar k. J. die letzteren zur Wahl der Mitglieder der zweiten Kammer, am 29. Januar die zur Theilnahme an den Wahlen für die erste Kammer berechtigten Wähler zur Wahl von Wahlmännern, endlich am 12. Februar k. J. die letzteren zur Wahl der Mitglieder der ersten Kammer zusammen zu treten. Die Rücksicht auf die Unseren Ministerien angefragte Vorbereitung der den Kammern vorzulegenden, in der Verfassungsurkunde vorbehaltenen und sonstigen dringlichen Gesetzentwürfe und der Zeitaufwand, welchen die Wahloperationen erheischen, gestatten nicht, Uns früher mit den Vertretern Unseres Volkes zu umgeben. Wir erwarten übrigens mit Zuversicht dass bis zum Zeitpunkt der Versammlung der Kammern die Herrschaft des Gesetzes in Unserer Haupt- und Residenzstadt durch den guten Sinn der Bürger der letzteren völlig wieder hergestellt sein und den freien Berathungen der Volksvertreter daselbst alsdann nichts im Wege stehen wird. Wir wollen jedoch die Uns besonders am Herzen liegende Hebung des Wohlstandes der ländlichen Bevölkerung, sowie die keinen Aufschub duldende Befriedigung mehrerer anderer durch ein dringendes Zeitbedürfniss hervorgerufener Wünsche Unseres getreuen Volkes unter jener nothwendigen Verzögerung nicht leiden lassen, und werden daher mehrere Gesetze unter dem Vorbehalt der Genehmigung der zunächst zusammen tretenden Kammern in kürzester Zeit zur Publication bringen, unter anderm 1) eine Verordnung über die interimistische Regulirung der gutsherrlich-bäuerlichen Verhältnisse in der Provinz Schlesien; 2) eine Verordnung über die Einführung des mündlichen und öffentlichen Verfahrens mit Geschworenen in Untersuchungssachen; 3) Eine Verordnung über Aufhebung des bäuerlichen Erbfolgesetzes in Westfalen; 4) eine Ver-

ordnung über Aufhebung der Privatgerichtsbarkeit und des eximierten Gerichtsstandes, sowie über die anderweitige Organisation der Gerichte; 5) eine Verordnung betreffend die Aufhebung der Circularverfügung vom 20. Februar 1799 und die Abänderung der Injurienstrafen — Der nächsten Volksvertretung werden zur Berathung vorgelegt werden: 1) ein Gesetz, betreffend das Recht der Eltern zur Bestimmung der Religion ihrer Kinder; 2) ein Gesetz über Regulirung der Mühlenabgaben; 3) ein Gesetz über die Verpflichtung der Gemeinden zum Schadensersatz bei Tumulten; 4) ein Gesetz über Aufhebung der Grund- und Classensteuerbefreiungen und wegen Einführung einer allgemeinen Grundsteuer; 5) ein Gesetz über die Einkommensteuer; 6) eine neue Ablösungsordnung und ein Gesetz betreffend die unentgeltliche Aufhebung verschiedener Lasten und Abgaben; 7) eine Gemeindeordnung; 8) eine Kreis-, Bezirks- und Provinzialordnung; 9) eine Verordnung betreffend die Aufhebung einiger Ehehindernisse; 10) eine Verordnung über die Form der Eide. Da die in der Verfassungsurkunde bestimmte Wahl der ersten Kammer durch die Kreis-, Bezirks- und Provinzialvertreter wegen des noch nicht erfolgten Erscheinens der Kreis-, Bezirks- und Provinzialordnung gegenwärtig noch nicht ausführbar ist, so haben Wir ein provisorisches Wahlgesetz zur Bildung der ersten Kammer für das erste Jahr der ersten Legislatur vollzogen. Wir geben Uns nunmehr der Hoffnung hin, dass die von Uns verliehene Verfassung unter Gottes Segen zum grösseren Ruhme des Vaterlandes beitragen und das durch eine Geschichte von Jahrhunderten begründete Band gegenseitiger Anhänglichkeit zwischen Unserem Königlichen Hause und Unserem getreuen Volke noch fester knüpfen, sowie die Wohlfahrt und Freiheit des Letzteren dauerhaft begründen werde.

Urkundlich unter Unserer höchsteigenen Unterschrift und begedrucktem königlichen Insiegel.

Gegeben Potsdam den 5. December 1848.

Friedrich Wilhelm.

Graf v. Brandenburg. v. Ladenberg. v. Manteuffel. v. Strottha. Rintelen. v. d. Heydt.

XXII.

Article semi-officiel du Staats-Anzeiger relativement aux rapports entre la charte constitutionnelle de Prusse et la constitution de l'empire allemand. Du 8. decembre 1848.

(Traduction.)

Berlin, 6. decembre. Comme il s'est élevé dans la presse plusieurs voix qui rattachent aux mesures du gouvernement des appréhensions sur notre position vis-à-vis du pouvoir central, nous ne pouvons nous empêcher de fixer l'attention sur les rapports qui existent entre la constitution prussienne et celle de l'Allemagne. Même des personnes bien intentionnées ont cru reconnaître dans le maintien du ministère les éléments d'une rupture avec le pouvoir central et l'assemblée nationale allemande et elles se flattent que les membres de cette dernière, animés de sentiments véritablement allemands, auront assez de bonne volonté et de prudence pour empêcher cette rupture. Nous aussi nous sommes convaincus que tout ce qui peut provoquer une rupture entre la Prusse et le pouvoir central échouera contre les généreux efforts de ces hommes que nous estimons et apprécions comme ils le méritent. Pour le cas actuel, il ne faudra pas tant d'efforts, car la voie que le ministère Brandenburg se propose de suivre dans la question allemande est nettement tracée dans le rapport qu'il a adressé au roi. Il y est dit, en parlant de la constitution soumise à S. M.: „Nous avons eu particulièrement égard aux résolutions prises jusqu'ici par l'assemblée nationale, et dans la révision de la constitution, il sera tenu compte aussi des résolutions ultérieures de la dite assemblée.“

Il s'ensuit, comme le comprendra tout homme impartial, qu'il ne s'agit pas d'une *séparation*, mais d'une *accession*. Depuis hier, la Prusse est aussi fermement attachée à la cause allemande qu'elle l'était antérieurement.

16.

Différentes pièces concernant les relations politiques intérieures et extérieures de plusieurs états de la confédération germanique.

I.

Extrait du discours du Trône du Roi de Wurtemberg, prononcé à l'ouverture de la session des États du Royaume de 22 janvier 1848.

...Meine Ueberzeugung, dass der gegenwärtige Zustand der Presse für Zeitschriften und Blätter in Deutschland den gerechten Erwartungen der Regierungen, so wie den Bedürfnissen der Nation nicht mehr entspreche, hat mich veranlasst, dem Bundestag meine entschiedenen Anträge mitzutheilen und darauf anzutragen, dass ein für alle Bundesstaaten gültiges Pressgesetz die Freiheit der Presse ausspreche unter der Bedingung eines Strafgesetzes gegen den Missbrauch und gegen die Uebertreter dieses Gesetzes. Die Nothwendigkeit eines Gesetzes für die Wahlen der Abgeordneten, so wie über die Organisation der Gemeindebehörden und über die Verhehlchung der Gemeindegossen ist durch die Ausbildung unserer öffentlichen Zustände ausgesprochen, in gleicher Richtung werden Sie die Entwürfe über Bannrechte und andere Grundlasten beurtheilen, welche — unter Beachtung der Förderungen des Rechts älterer Verhältnisse — die Einrichtungen und Bedürfnisse unserer Zeit auszugleichen bestimmt sind. — Noch eine ernste Pflicht bleibt mir zu erfüllen übrig. Die allgemein bekannten Vorfälle in der Schweiz, herbeigeführt durch schroff entgegenstehende Parteien, bis zum Bürgerkrieg entflammt, mussten auch für die Nachbarländer einen gefährlichen Einfluss ausüben. Deutsche durch die Gerichte verfolgte Verbrecher sammelten sich in jenem Lande, suchten Vereine mit ihren Landeleuten zu stiften, so wie uns durch Schriften revolutionären Inhalts an überschwommen. Jedes auch noch so schlechte Mittel wurde versucht, um

Aufregung und Unzufriedenheit mit den Behörden zu verbreiten. In diesem Zustande, der eben so gefährlich für uns, wie für unsere Bundesnachbarn ist, wende ich mich mit vollem Vertrauen an meine getreuen Stände als diejenigen, die an der Spitze unsres Volks seinen Sinn und seine Denkungsart aussprechen. Ich lege ihnen offen die Lage unserer Verhältnisse vor. Wenn die Einwirkungen von Aussen stärker hervortreten sollten, so werden Sie mich mit unerschütterlichem Muth, so wie einst gegen die Feinde unseres Vaterlandes, jetzt — nach beinahe 32jähriger Regierung — gegen Störer unserer innern Ruhe mit eben der Festigkeit und Entschiedenheit in Grundsätzen auftreten sehen. In Vereinigung mit Ihnen, im Geiste unserer Verfassung handelnd, gehe ich ruhig den Stürmen unserer Zeit entgegen. Gott schütze und segne unser Vaterland!

† Par décret du 1er mars 1848 S. A. R. le grand-duc de Bade, vû le §. 17 de la charte du pays et considérant que la Diète Fédérale n'est pas encore convenue des dispositions uniformes sur la liberté de la presse, promises par l'article 186 de l'acte fédéral, et qu'elle s'est contentée des dispositions provisoires qui ne répondent plus à l'état actuel des choses, — considérant en outre que l'exécution de l'article 8 de l'acte fédéral a été remise en discussion en proposant l'abolition de la censure et d'y substituer des lois repressives, qui ne sauraient être publiées sitôt que les circonstances l'exigent, — a rendu des dispositions provisoires pour le pays et remis en vigueur la loi sur la presse du 31 décembre 1831, les délits de la presse devant être jugés d'après la loi pénale de l'an 1845.

II.

Proclamation du Grand-Duc de Bade du 2 mars 1848.

(Traduction.)

Léopold, par la grace de Dieu grand-duc de Bade, etc. Les graves événements de l'époque la plus récente ne peuvent qu'exercer une réaction qui se fera sentir au loin sur les bases de l'ordre social actuel.

Jamais il n'est plus nécessaire que, dans de pareilles circonstances, le gouvernement et les Etats, le prince et le peuple, s'unissent étroitement pour s'opposer avec une double énergie aux ennemis de notre vie constitutionnelle et de l'état social, qu'ils se montrent à l'intérieur ou

qu'ils viennent de l'extérieur. Dans de pareils moments, il ne manque pas de séducteurs de toute espèce. Sous le prétexte abusif de la liberté, on prêche souvent l'anarchie, qui est le tombeau de toute liberté, ou bien l'on provoque le terrorisme de quelques individus, qui poursuivent dans autrui de la manière la plus odieuse toute liberté d'expression. — Je sais qu'un grand nombre de citoyens bien intentionnés, quelles que soient d'ailleurs leurs opinions politiques, dès qu'ils envisagent les choses avec calme et qu'ils ne se laissent entraîner par aucun désordre, craignent que, dans les pénibles conjonctures présentes, les tentatives criminelles de quelques-uns et la séduction d'autres personnes n'aient pour résultat de porter atteinte aussi dans notre heureux pays à l'ordre public, à la propriété et à d'autres droits constitutionnellement établis. — Dans cette grave situation, je m'adresse avec la plus entière confiance, avec un amour qui n'a jamais été interrompu, à mon peuple, qui dans les bons comme dans les mauvais jours m'a déjà donné tant de preuves de son amour et de sa fidélité : je m'adresse à tous ceux qui ont à cœur l'ordre, le droit et la vraie liberté, en les engageant à me prêter leur concours pour maintenir aussi dans l'époque orageuse actuelle les biens sacrés, à savoir : l'ordre, la propriété et la liberté constitutionnelle ; d'un autre côté, mon devoir et ma ferme résolution est d'appuyer les bons citoyens du pays dans ces efforts et de réprimer les tentatives criminelles par tous les moyens légaux. — Mes chers Badois ! C'est à vous à donner au monde l'exemple d'un peuple qui avance avec bonheur dans la voie du développement légal de la liberté, tout en maintenant l'ordre : Vous donnerez ce noble exemple, je le sais, j'en ai la ferme conviction.

Carlsruhe, le 2 mars 1848.

Léopold.
Bekk.

De par S. A. R. le Grand-Duc.

Büchler.

† Par suite d'une résolution de la Seconde Chambre des états de Bade, rendue le 2 mars 1848, sur le rapport de M. Welker, au nom de la commission nommée pour examiner les différentes motions présentées à cet égard, M. Bekk, chef du ministère de l'intérieur, a, par une lettre en date du 4 du même mois, annoncé à cette chambre que le gouvernement consent à ne plus regarder comme obligatoire pour le grand-duché les lois exceptionnelles provisoires, telles que les résolutions de Carlsbad de 1819, celles de Francfort des mois de mai, de juin et de novembre

416 *Pièces concernant les relations etc. de*

1832, ainsi que celles des conférences secrètes de Vienne de 1834; qu'il sera pourvu par des dispositions ultérieures à ce que tous les fonctionnaires publics aient à prêter le serment sur la constitution déjà prescrit pour l'armée par la formule du serment du 17 septembre 1841; qu'il sera présenté des projets de lois sur l'égalité des droits politiques des citoyens sans égard aux différences de religion, sur la responsabilité des ministres et leur mise en jugement en cas d'accusation, sur le droit de poursuivre en justice les autres fonctionnaires publics pour des actes de leur administration, sur l'abolition des restes du régime féodal, sur celle des fors privilégiés, sur la participation des citoyens à l'administration provinciale et sur l'indépendance des juges; que le gouvernement se propose de prendre des mesures à l'effet de la repartition équitable des charges de l'état et des communes; enfin que le gouvernement fera les démarches nécessaires auprès des autres gouvernements fédéraux pour qu'il soit organisé près la Diète Germanique une représentation du peuple allemand.

† Le roi de Wurtemberg a par décret du 1er mars 1848, le conseil privé entendu, ordonné le rapport du décret du 1er octobre 1819 qui établit la censure; jusqu'à ce qu'une loi fédérale aura définitivement statué sur les affaires de la presse; les dispositions du décret du 30 janvier 1817 ont été remises en vigueur.

III.

Extrait de l'Adresse du conseil et des représentants municipaux de la ville de Leipzig, présentée à S. M. le Roi de Saxe à Dresde, le 4 mars 1848.

Allerdurchlauchtigster König! Ew. Majestät nahen die ehrerbietigst Unterzeichneten, Stadtrath und Stadtverordnete der Stadt Leipzig, mit einer eben so ehrfurchtsvollen als dringenden und vertrauensvollen Bitte, deren Inhalt, wenn auch vielleicht überraschend im Hinblick auf die Stellung der Bittenden als blosser Vertreter einer Commune, nicht des Landes, dennoch, so hoffen wir zuverlässig, vor Ew. Majestät weisem und hohem Geiste sich rechtfertigen wird durch die Macht der Beweggründe, die uns dazu hindrängen. — Ein Ereigniss hat stattgefunden, welches die ganze Weltlage zu verändern, welches namentlich Deutschlands und somit auch Sachsens, auch Leipzigs Zukunft aufs Ernstlichste zu gefährden droht. Fragen wir uns, was für uns, für unser deutsches und unser sächsisches Vater-

land aus dem Rückschlage jener Ereignisse hervorgehen werde, so drängt eine doppelte Befürchtung sich unsern Gemüthern auf. Von der einen Seite kann leicht die Rückwirkung der dortigen Vorgänge, wie schon einmal im Jahre 1830, uns Störungen der öffentlichen Ordnung, gewaltsame Ausbrüche einer leidenschaftlich erregten Volkstimmung bringen, eine Gefahr, zu deren Abwendung gewiss jeder wahre Freund seines Vaterlandes und der gesetzlichen Freiheit mit allen Kräften beizutragen wünschen wird. — Allein, Ew. Majestät, eine andere, nicht so leicht zu beseitigende Gefahr droht uns von dem Rückschlage jener Ereignisse und der gleichzeitigen Verwickelungen in Italien, der Schweiz und beinahe an allen unsern Grenzen, die Gefahr, dass entweder die innere Gährung Frankreichs sich nach aussen Luft mache, oder dass durch ähnliche unglückliche Maassregeln wie im Jahre 1792 durch eine Coalition auf der einen Seite Frankreich zum Losbrechen gewaltsam herausgefordert, auf der andern Seite aber — was uns das ungleich Schlimmere und Bedrohliche dünkt — Russland der willkommenen Anlass gegeben werde, mit seinen Waffen und seiner Politik uns zu umspannen. Wir aber, und mit uns gewiss alle Deutsche, wollen eben so wenig Russen wie Franzosen werden. Dass jede Kriegsgefahr, komme sie woher sie wolle, Deutschland am ersten und stärksten bedroht, ist eben so zweifellos, als dass die Erinnerung an das, was Deutschland, was Sachsen, was insbesondere Leipzig von einem solchen zu leiden hat, mit blutigen Zügen in Aller Herzen eingegraben ist. Zu der Weisheit Ew. Maj. und Ihrer hohen Bundesgenossen, der durchlauchtigsten Fürsten des Deutschen Bundes, hegen wir zwar das Vertrauen, dass dieselben alle die in der Bundes-Verfassung vorgesehenen Mittel zu einer kräftigen Vertheidigung Deutschlands gegen jede äussere Gefahr vorbereitet habe und in thätige Wirksamkeit setzen werde. Aber, Ew. Maj.! die Geschichte, die traurige Geschichte unsers Vaterlandes wird uns rechtfertigen, wenn wir die Ansicht aussprechen: dass in Momenten, wie dieser, nicht die physische Macht allein, nicht die auch noch so treffliche Heer- und Wehrverfassung den Sieg zu entscheiden und Schmach und Unterdrückung von einem Lande abzuwehren vermag, wenn sie nicht Hand in Hand geht mit jener moralischen Macht, welche nur aus der innigen Begeisterung

- der ganzen Nation für die Sache des Vaterlandes, seiner Regierung und seiner Institutionen entspringt. Die deutschen Fürsten selbst haben dies schon einmal, in jener verhängnissvollen Zeit von 1813 und 1814 anerkannt. Um aber diese Macht eines kräftigen Nationalgeistes nicht allein zu wecken und zu stärken, sondern um derselben auch den belebenden Einfluss auf die Einheit der ganzen Nation und die imposante Gewalt nach aussen zu verleihen, dazu bedarf es nach unserer innigsten und gewissenhaftesten Ueberzeugung einer Umgestaltung der bisherigen Politik des deutschen Bundes; dazu bedarf es vor Allem der Beseitigung jener unseligen Ausnahme-gesetze, welche die freie Entwicklung der deutschen Volkskraft so schmerzlich lähmen, und an ihre Stelle der Erschaffung freisinniger, volksthümlicher Institutionen, welche, indem sie der Nation gestatten, sich als ein einiges und freies Volk nicht bloss zu fühlen, sondern auch zu äussern und zu bethätigen, zugleich den andern Völkern Achtung gebieten und ihnen die Hoffnung rauben, uns bei einem Angriffe schwach, getrennt, uneinig im Innern zu finden. Solcher Institutionen giebt es hauptsächlich zwei, von deren ungesäumter Herbeiführung wir uns die wohlthätigsten Folgen für die Erhaltung der innern und äussern Sicherheit Deutschlands versprechen. Es sind dies die Entfesselung der öffentlichen Meinung, der Presse, im ganzen Umkreise des Deutschen Bundes, und die Berufung von Vertretern sämmtlicher deutscher Völker an den Sitz des Bundestags, um diese hohe Versammlung mit der moralischen Macht eines öffentlich ausgesprochenen und verkörperten Nationalwillens zu umgeben, und dem Auslande zu zeigen, dass Deutschlands Fürsten und Völker Eins sind in dem Entschlusse, jeden fremden Angriff und Einfluss auf Deutschland abzuwehren. Allerdurchlauchtigster König! Wohl wissen wir, dass die Erfüllung dieser patriotischen Wünsche nicht von Ew. Maj. und Ihrer Regierung allein abhängt; allein wir vertrauen, dass Sachsens Stimme, mit der Kraft der Wahrheit und der richtigen Erkenntniss der Zeitverhältnisse sowie der allgemeinen Nationalanliegen am Bundestage geltend gemacht, nicht ohne Anklang und Erfolg bleiben wird in einem Momente von so gebieterischer Wichtigkeit.

IV.

Réponse verbale donnée par S. A. R. l'Electeur de Hesse, à deux adresses à lui présentées par les députations du conseil municipal et d'un grand nombre de bourgeois de Cassel, publiée le 6 mars sous la signature des neuf membres d'une députation, chargée de présenter à S. A. R. les pétitions de cette ville.

(Gaz. de Cassel du 6 mars.)

„Ich habe bereits vor dem Empfang Ihrer Eingaben die Einberufung der dermaligen Ständerversammlung zu dem Zwecke der Berathung eines Pressgesetzes und anderer allgemeiner Landes-Angelegenheiten verordnet, und werde derselben Ihre Bitten und Anträge, soweit es zu deren Realisirung der Mitwirkung der Stände bedarf, zur Berathung vorlegen lassen, um die gesetzliche Feststellung auf verfassungsmässigem Wege herbeizuführen. — Zu diesem Zwecke habe ich bereits andere Rathgeber in Mein Ministerium berufen. — Ich wünsche, dass diese Maassregeln zum Wohle Meines Mir von Gott anvertrauten Volkes, welches stets zu fördern Meine Absicht war, führen mögen, insbesondere wird Meine landesväterliche Fürsorge dahin gerichtet sein, den Wohlstand Meiner lieben Residenz so viel es irgend möglich ist, zu heben. — Sagen Sie dies Ihren Mitbürgern und wirken Sie dahin, dass Eintracht und gesetzliche Ordnung unserm Vaterlande gesichert bleiben.“

V.

*Proclamation du Grand-Duc de Darmstadt
du 6 mars 1848.*

(Traduction.)

S. A. R. le grand-duc, notre père, ayant résolu par un édit en date d'hier de nous nommer co-régent, disposition à laquelle nous nous sommes soumis avec douleur, en considération du motif qui l'a dictée, à savoir l'âge avancé de notre auguste père, nous éprouvons le besoin d'exprimer à notre peuple notre reconnaissance pour le fidèle attachement qu'il a témoigné jusqu'ici à notre maison, et le ferme espoir qu'il continuera de nous

montrer cet attachement et de la confiance dans nos bienveillantes intentions.

Tout ce que nous pouvons accorder à notre peuple de liberté politique et civile, il peut être sûr qu'il l'obtiendra. Nous comptons sur le concours et l'appui constitutionnel de nos Etats dans la direction des affaires du pays, et nous y voyons une garantie de la confiance du peuple. — La presse est libre, la censure est abolie. — Nous ferons présenter aux Etats un projet relatif à l'armement général du peuple. — Les troupes seront immédiatement assermentées sur la constitution. — Nous soumettrons incessamment aux Etats un projet de loi concernant la suppression de l'art. 81 de la constitution, afin que le droit de pétition et celui de tenir des assemblées populaires puisse s'exercer en toute liberté. — Le libre exercice de tous les cultes est accordé. — L'acte fédéral n'a pas satisfait aux légitimes exigences du peuple allemand pour faire valoir sa nationalité; nous avons acquis la conviction qu'une représentation nationale contribuera essentiellement à compléter l'organisation et la consolidation de l'Allemagne. Nous nous efforcerons de faire partager cette conviction aux princes de la confédération germanique. — Nous adhérons complètement au vœu du peuple qu'il soit adopté pour toute l'Allemagne une procédure uniforme en matière civile et criminelle, et nous agissons dans ce sens. En attendant, vu l'urgence actuelle dans les deux provinces en deçà du Rhin, nous ferons présenter prochainement aux Etats des projets de loi sur une nouvelle procédure civile et criminelle, fondée sur l'oralité et la publicité, avec le jury et la suppression des tribunaux privilégiés. — Les institutions et les lois de la province rhénane lui sont garanties jusqu'à l'introduction d'une législation allemande générale. — Il sera présenté aux Etats dans le plus bref délai un projet de loi concernant le retrait de la loi pénale en manière de police. — C'est avec plaisir que nous avons accordé les demandes qui sont parvenues à notre connaissance dans les conjonctures critiques où nous nous trouvons, et nous plaçons avec confiance l'ordre public sous la protection de la liberté et des citoyens qui l'aiment.

Darmstadt, 6 mars 1848.

Louis.

Le ministre de l'intérieur,
H. Gagern.

VI.

*Proclamation du roi de Bavière du 6 mars
1848.*

(Traduction.)

J'ai résolu de réunir autour de moi les Etats de mon royaume; ils sont convoqués dans la capitale pour le 16 de ce mois. — Les vœux de mon peuple ont en tout tems trouvé de l'écho dans mon coeur. — Il sera présenté incessamment des projets de loi aux Etats du royaume, entr'autres : Sur la responsabilité des ministres; Sur l'entière liberté de la presse; sur la réforme des élections pour l'assemblée des Etats; sur la publicité et l'oralité des débats en matière judiciaire avec l'établissement du jury; sur une protection plus efficace et une sollicitude plus étendue en faveur des fonctionnaires publics ainsi que des veuves et des orphelins de ces derniers comme cela est indiqué à l'annexe 9 de la constitution; sur la réforme des rapports des Israélites. — Je viens d'ordonner en outre qu'il sera élaboré le plus tôt possible un code de police; j'ordonne aussi que l'armée prêtera de suite serment sur la constitution; dès aujourd'hui il n'y a plus de censure tant pour les affaires de l'extérieur que pour celles de l'intérieur.

La Bavière reconnaît dans cette résolution les sentiments qui sont héréditaires dans la maison de Wittelsbach. — Une ère nouvelle commence pour le développement des nations. La situation de l'Allemagne est grave. Quelles sont mes pensées et quels sont mes sentiments pour la causes de l'Allemagne, c'est ce dont ma vie entière rend témoignage. Consolider l'unité de l'Allemagne par des mesures efficaces, assurer au centre de la commune patrie une nouvelle force et une importance nationale avec une représentation du peuple allemand au siège de la diète, et à cet effet procéder à une prompte révision de l'acte fédéral, conformément à la juste attente de l'Allemagne, sera pour moi une pensée bien chère, ce sera le but de mes efforts. Le souverain de la Bavière est fier d'appartenir à la nation allemande.

Bavarois! Votre confiance trouvera de l'écho, elle sera justifiée. Serrez-vous au tour du trône. Unis à votre souverain, représentés par vos organes constitutionnels, examinez avec nous les besoins que réclame no-

tre commune patrie. — Tout pour mon peuple! Tout pour l'Allemagne!

Munich, le 6 mars 1848.

Louis.

Maximilien,
prince royal.

Luitpold,
prince de Bavière.

Adalbert,
prince de Bavière.

Charles,
prince de Bavière.

Prince d'Oettingen - Wallerstein.

de Beisler, de Herès, von der Mark, de Voltz.

VII.

Publication des bourgmestres et sénat de la ville libre de Francfort, du 4 mars 1848.

PUBLICATION.

Nous, bourgmestres et sénat de la ville libre de Francfort, savoir faisons par les présentes, en vertu de l'article 4, let. D de l'acte supplémentaire de la constitution, et par suite de la résolution prise constitutionnellement par le corps législatif dans sa séance du 4 mars 1848: Le corps législatif a décidé aujourd'hui à l'unanimité, sur la proposition du sénat concernant la loi sur la presse, la promulgation de la loi qui suit:

1) La presse est libre. La censure ne pourra jamais être rétablie.

2) Les délits ou crimes commis par la presse seront punis conformément au droit existant.

3) Tout imprimé devra être muni du nom de l'imprimeur et de l'éditeur; tout journal, du nom de l'imprimeur et du rédacteur responsable.

La promulgation de la loi précédente a été résolue dans l'assemblée plénière que vient de tenir le sénat.

† Le 5 de mars une assemblée, composée de 50 citoyens de Prusse, de Bavière, de Wurtemberg, de Bade, de Hesse, de Nassau et de Francfort, dont la plupart appartiennent aux chambres des Etats de ces pays, a été tenue à Heidelberg, à l'effet de s'entendre sur les préparatifs pour une représentation nationale, comme étant la garantie la plus sûre et la plus solide de la patrie et des trônes.

VIII.

*Extrait du protocole du sénat de la ville libre
de Francfort du 10 de mars 1848.*

(Trad. du Journ. de Francfort.)

En conséquence des pétitions présentées le 4 et le 6 de ce mois par un grand nombre de citoyens de cet état, il a été décidé ce qui suit :

Le sénat a examiné avec le soin qu'exigeait l'importance de l'objet les demandes présentées par un grand nombre de citoyens de cet état dans la pétition du 4 de ce mois et dans celles du 6, qui avaient uniquement pour but d'adhérer aux vœux exprimés dans la première. — Le sénat n'a jamais méconnu la nécessité de l'union la plus intime entre les différents états de la patrie allemande, ni le besoin d'un développement de la constitution fédérale de l'Allemagne, lequel établit sur des bases solides la liberté, l'indépendance et l'honneur de la nation allemande. Aussi est-il presque superflu de donner l'assurance formelle que le sénat fera tout ce qui dépendra de lui pour agir dans cette affaire le plus efficacement possible, et qu'il associera ses efforts à ceux des autres états de la confédération germanique pour que toutes les lois exceptionnelles rendues depuis 1819 par la confédération germanique soient incessamment abrogées, et que le vœu, exprimé par tant de contrées de l'Allemagne, d'une représentation nationale au sein de la diète soit réalisé d'une manière propre à avancer énergiquement le développement de la vie nationale allemande. — Pour ce qui concerne la suppression de la loi du 2 juillet 1832, concernant le droit de tenir des réunions publiques, le sénat présentera immédiatement au corps législatif un projet de loi à ce sujet.

Notre république possède déjà une garde civique. Le sénat s'attachera avec sollicitude à développer dans toute la république, d'une manière appropriée à tous les besoins, cette garde civique, dont l'attitude a toujours été si admirable.

Une commission du sénat est déjà, comme on sait, occupée des travaux préparatoires pour l'établissement du jury. Il sera présenté le plus promptement que faire se pourra, aux autorités constitutionnelles, un projet de loi y relatif. En outre, le sénat continuera de tenir compte autant que possible des demandes concernant

l'adoption d'un code pénal et d'une procédure pénale uniforme pour toute l'Allemagne, institution si propre à favoriser le développement unitaire de la vie nationale. — L'égalité de droits politiques pour tous les citoyens, sans égard à la croyance religieuse, qui a été demandée, est indépendante dans notre république de la diversité d'opinions religieuses chrétiennes. On a toujours cherché autant que cela a pu se faire, par la voie de la législation, à étendre cette égalité à ceux qui ne sont pas chrétiens et on continuera de le faire. Des changements qui iraient plus loin altéreraient si profondément l'essence de notre organisation politique, que le sénat ne croit pas devoir les proposer.

Pour ce qui est des habitants des campagnes, le corps législatif a été saisi d'un projet de loi. Le sénat veillera toujours avec la plus vive sollicitude à tout ce qui pourra contribuer à leur bien-être.

On sait déjà que le sénat a présenté immédiatement au corps législatif un projet de loi sur la liberté de la presse, après que les obstacles, qui s'y étaient opposés jusqu'ici ont été écartés par une résolution de la diète; sur ces entrefaites, la liberté de la presse a été proclamée, conformément à la décision du corps législatif.

Enfin, le sénat s'est empressé de faire usage, dans la plus grande latitude de son droit, d'accorder une amnistie pour les crimes politiques.

La chancellerie de la ville est chargée de porter la présente résolution du sénat à la connaissance publique en la faisant insérer dans la feuille officielle et imprimer séparément.

Pour copie conforme:

Le conseiller de la chancellerie,
le docteur Jost.

IX.

Proclamation du roi de Hanovre du 14 mars 1848.

(Gazette de Hanovre. — Traduction.)

Hanovriens! Ce mot ne réveille en moi que les sentiments d'amour et de confiance que vous avez tous manifestés sans exception par les plus fortes marques d'attachement au roi et à la patrie dans la malheureuse époque de 1803 à 1813 et que depuis vous n'avez fait que confirmer,

Rempli de ces sentiments, je réponds par la présente proclamation à toutes vos adresses, car, surchargé toute la journée d'occupations souvent jusqu'à l'épuisement, je ne puis vous voir tous ni vous répondre à tous séparément; mais il sera fait droit à chacun. — La plupart de ces pétitions me prouvent que mes bienaimés sujets sont toujours animés envers moi des mêmes sentiments d'amour et de confiance. Si elles contiennent d'autres vœux, ceux-ci, j'en suis convaincu, n'émanant pas de mes fidèles Hanovriens, mais ils sont inspirés par des étrangers qui s'attachent à provoquer partout des désordres et des troubles. Je suis persuadé que mes sujets, leur fidélité et leur bon sens m'en sont garantis, ne sacrifieront pas leur propre tranquillité et leur bien-être, que leur envie chaque étranger qui arrive dans le pays. — Je ne perds pas de vue votre bonheur et votre bien-être, qui sont l'objet de toute ma sollicitude; je les ai plus que jamais à cœur. Je ne cesse de faire tout ce qui dépend de moi pour remplir vos désirs, sans détruire votre véritable bonheur. Le résultat de mes délibérations sur la possibilité d'accorder une partie de ces demandes et les mesures que je fais préparer à cet effet par la voie constitutionnelle, vous en fourniront la preuve. Cette assurance, chaque Hanovrien la comprendra et y croira, car il sait que son roi ne dit jamais ce qu'il ne croit pas réellement et qu'il ne promet pas ce qu'il ne tiendra pas en tout honneur. C'est pourquoi je vous dis que je ne puis consentir à une représentation nationale à la diète germanique, mais que je ferai tout mon possible, comme je l'ai déjà fait depuis que je suis votre roi, pour que la haute diète germanique déploie dans la gestion des affaires allemandes plus de zèle et d'énergie qu'elle ne l'a fait jusqu'ici. — Songez, Hanovriens, que le tems viendra où je devrai recourir à vos forces. Comme je suis convaincu que chacun de vous répondra à mon appel, attendu que chacun sait que je me mettrai à la tête de mon peuple, je vous exhorte à vous préparer aux éventualités de l'avenir en restant fermement attachés à l'ordre légal et en ayant confiance en votre roi. Je ne tromperai pas votre confiance, au contraire, je suis prêt à verser la dernière goutte de mon sang pour le bien de mon peuple.

Hanovre, le 14 mars 1848. Ernest-Auguste.
Falcke.

X.

*Proclamation des ministres du roi de Saxe,
nommés le 16 mars, en date du même jour.*

(Traduction).

Au peuple saxon.

Appelés par S. M. le roi à la direction des affaires, les soussignés sont tombés d'accord sur les mesures et les principes fondamentaux suivants :

Assermentation des troupes sur la constitution. Abolition perpétuelle de la censure. Promulgation d'une loi sur la presse sans le système des concessions et des cautionnements. Réforme de la justice sur le principe de l'oralité et de la publicité; établissement du jury en affaires pénales. Réforme de la loi électorale. Droit de réunion et d'association avec dispositions répressives en cas d'abus. Régularisation légale des rapports ecclésiastiques dans un esprit de tolérance et d'égalité. Invitation à réviser le tarif du Zollverein. Concours énergique pour donner à la confédération germanique une organisation conforme aux besoins de l'époque par une représentation du peuple au sein de la diète germanique.

S. M. a daigné approuver ces mesures et ces principes. Il sera procédé sans tarder à leur mise à exécution. Le peuple saxon appréciera la haute portée de cette résolution royale et il le prouvera par le maintien de l'ordre et de la tranquillité dans le pays.

Dresde, le 16 mars 1848.

Les ministres d'état :

Le docteur *Braun*. Le docteur *von der Pfordten*.
Georgi.

XI.

*Programme du nouveau ministère du roi de
Wurtemberg, en date de Stuttgardt le 11 mars.*

(Traduction.)

Le roi a jugé à propos de nommer de nouveaux ministres pour plusieurs départements, et a en conséquence daigné confier le département de la justice à M. Römer, membre de l'assemblée des Etats, le département de l'intérieur à M. Duvernoy, membre de l'assemblée des Etats,

celui du culte et de l'instruction à M. le docteur Pfizer, et celui des finances à M. Goppelt, membre de l'assemblée des Etats.

Connaissant toute la difficulté de leur tâche et des devoirs qu'ils ont à remplir envers le roi et la patrie, les nouveaux ministres, appelés aux affaires par la confiance du roi, viennent de commencer leurs nouvelles fonctions; les soussignés sont autorisés à déclarer que le rétablissement de la liberté de la presse sera le premier indice et la première garantie d'une nouvelle ère pour le développement de notre vie politique; une autre garantie sera la présentation immédiate du serment de la part de l'armée sur la constitution; il sera ensuite présenté aux Etats des projets de loi tendant à supprimer les restrictions apportées au droit de tenir des réunions publiques et à organiser une garde civique.

Quand les travaux législatifs les plus pressants seront terminés, on offrira au peuple wurtembergeois l'occasion de faire connaître par l'élection de nouveaux députés pour l'assemblée des Etats ses sentiments à l'égard de la nouvelle administration. L'oralité et la publicité des débats en matière judiciaire, l'établissement du jury, la révision du code pénal et de la procédure criminelle, la diminution des charges qui pèsent sur la propriété foncière, l'avancement de l'industrie, la protection du travail par des mesures appropriées à ce but, la simplification du système financier de l'état et de l'administration, la consolidation du système communal en le rendant plus indépendant, le développement ultérieur de la constitution, en rapport avec les besoins de l'époque; toutes ces questions sont réservées pour la nouvelle assemblée des Etats. Mais l'intention de S. M. est avant tout d'adhérer au vœu généralement exprimé de voir la nation allemande représentée à la diète, afin que la constitution de la confédération germanique reçoive un développement qui réponde à la juste attente de l'Allemagne, afin que le droit de citoyen allemand, promis depuis longtemps à tous les Allemands, soit réalisé par le concours de députés du peuple allemand à la discussion des affaires de la commune patrie et afin que l'Allemagne, consolidant son union nationale, occupe la place qui lui appartient parmi les nations et ne soit plus exposée au danger d'être partagée, démembrée et rendue dépendante de l'étranger.

Maintenant que le roi est venu au-devant des vœux de son peuple, les soussignés s'adressent à leurs concitoyens pour les prier d'attendre en toute confiance l'exécution des mesures arrêtées et d'associer leurs efforts à ceux du gouvernement pour maintenir la tranquillité et pour éviter qu'un ordre de choses qui, avec de la sagesse et de la modération, promet à toute la patrie le plus heureux avenir, n'amène un résultat tout opposé et ne soit exploité dans des buts criminels.

Toutefois, ce n'est pas le calme de l'indifférence que demandent les soussignés. Dans un de ces moments qui ne reviennent que rarement dans la vie des peuples, tous les citoyens, chacun pour sa part, doivent contracter vis-à-vis de leurs contemporains et de la postérité l'obligation de mettre à profit l'heure favorable qui a sonné pour la cause de l'humanité et l'honneur de notre peuple, et de faire maintenant un pas décisif vers une nationalité assurée et libre.

Stuttgart, le 11 mars 1848.

Römer, conseiller d'état et chef du département de la justice; *Beroldingen*, ministre des affaires étrangères; *Duvernoy*, chef du département de l'intérieur; *Pfizer*, chef du département des cultes et de l'instruction; *le comte de Sontheim*, ministre de la guerre; *Goppelt*, chef du département des finances.

XII.

Documents relatifs à l'abdication du roi Louis de Bavière et à l'avènement du roi Maximilien II, du 20 mars 1848.

(Traduction.)

A. *Patente royale.*

Louis, par la grace de Dieu, roi de Bavière etc., etc. Nous avons jugé à propos d'abdiquer en faveur de notre bien-aimé fils, le prince royal Maximilien, et faisons savoir que nous porterons désormais le nom de roi Louis, et notre bien-aimée royale épouse celui de reine Thérèse. — La renonciation et la désignation des titres susmentionnés devront être insérées dans notre feuille gouvernementale.

Donné à Munich, le 20 mars 1848, la 23^e année de notre règne. Louis.

B. Proclamation.

Bavarois ! Une nouvelle tendance a commencé, une autre que celle contenue dans la constitution, d'après laquelle j'ai gouverné pendant 23 ans. Je renonce à la couronne en faveur de mon fils bien-aimé, le prince royal Maximilien. J'ai gouverné en me conformant fidèlement à la constitution ; ma vie a été consacrée au bonheur du peuple, j'ai administré la fortune publique aussi consciencieusement que si j'avais été le fonctionnaire d'une république. Je puis soutenir fermement le regard de chacun. Que tous ceux qui m'ont témoigné de l'attachement reçoivent l'expression de ma profonde gratitude. Quand même je ne serai plus sur le trône, mon cœur battra toujours vivement pour la Bavière, pour l'Allemagne.

Munich, le 20 mars 1848.

Louis.

*C. Patente sur l'avènement de S. M. le roi
Maximilien II.*

Nous, *Maximilien II.* par la grace de Dieu, roi de Bavière, etc., etc., adressons notre gracieux salut à tout le peuple bavarois.

S. M. le roi Louis, notre bien-aimé et très cher père, ayant jugé à propos de déclarer spontanément, sous la date du 20 de ce mois, qu'il renonçait de plein gré en notre faveur à la couronne de Bavière, et, par suite de cette renonciation, tout le royaume de Bavière avec son ancien et nouveau territoire ayant passé à nous, son plus proche héritier, nous sommes entré en possession du dit royaume et avons pris en main les rênes du gouvernement. — Nous sommons par la présente toutes les classes, les citoyens et les sujets dans les villes et dans les campagnes, ainsi que tous ceux qui font partie de nos pays héréditaires, quel que soit leur rang, de nous reconnaître dès à présent pour leur unique et légitime souverain et de nous jurer immédiatement et en tout point une fidélité et une obéissance inviolables, comme il convient à des sujets qui connaissent les devoirs qu'ils ont à remplir envers le souverain que Dieu a établi sur eux.

En revanche, nous leur faisons savoir que nous avons déjà prêté le serment tel qu'il est fixé par la constitution, art. 1er, tit. 10. Afin que la marche de l'administration et de la justice ne soit pas interrompue, ou qu'il ne survienne aucun retard au préjudice de la chose

130 *Pièces concernant les relations etc. de*

publique, nous ordonnons que tous les fonctionnaires du royaume restent à leur poste jusqu'à décision ultérieure de notre part, que les expéditions d'actes officiels se fassent sous nos noms et titres où cela est prescrit, et que les fonctionnaires se servent des sceaux qu'ils ont employés jusqu'ici, en attendant que les nouveaux leur soient transmis. Nous rappelons à tous les fonctionnaires le serment qu'ils ont prêté sur la constitution, et nous espérons que les Etats, ainsi que tous nos sujets et nos serviteurs, se conformeront fidèlement et docilement à cette première sommation que leur adresse leur légitime souverain, les assurant, en revanche, de notre royale faveur et bienveillance.

Donné dans notre résidence de Munich, le 21 mars 1848. Maximilien.

Le baron de *Thon-Dittmer*, conseiller d'état.

Par ordre de S. M. :

Le secrétaire-général, *F. de Kobell*.

D. *Proclamation.*

Bavarois ! Le roi, mon bien-aimé père, a daigné remettre la couronne entre mes mains. Je sens profondément tout le poids des obligations qu'il m'impose. Je monte sur le trône à une époque qui, par ses grandes exigences, agite puissamment l'Allemagne et l'étranger. Je compte sur la puissante protection de Dieu et sur mes loyales intentions pour comprendre et réaliser les besoins impérieux du siècle. Je veux que la vérité règne partout, je veux le droit et la liberté légale dans le domaine de l'église comme dans celui de l'état. Je place ma confiance dans la fidélité des Bavarois et l'amour dont ils n'ont cessé de donner des preuves à leurs princes pendant tant de siècles. Bavarois, seconde-moi dans ma ferme volonté de vous élever au rang qui vous est assigné comme peuple libre et de faire de vous un état qui commande le respect au sein de la patrie allemande unie.

Munich, le 20 mars 1848.

Maximilien.

E. *Extrait du Discours du trône prononcé à l'ouverture de la session des Etats du royaume de Bavière par le roi Maximilien II le 22 mars 1848.*

Chers et fidèles Etats du royaume,

Je monte sur le trône par la volonté du roi, mon bien-aimé père, prince distingué par de hautes vertus

gouvernementales. Il a accompli de grandes choses pendant un règne de 23 ans; son souvenir se perpétuera avec gratitude non seulement dans des monuments de pierre et d'airain, mais aussi dans nos coeurs.

Les principes d'après lesquels je gouvernerai, je les ai exposés dans ma proclamation d'hier et dans celle du 6 mars. Je tiendrai fidèlement et consciencieusement les promesses qui y sont contenues, et je suis fier d'être un roi constitutionnel. — Le mouvement de l'époque actuelle et les grands intérêts de la patrie exigent une union plus intime de toutes les tribus germaniques. Moi aussi j'ai pris des dispositions pour effectuer immédiatement une représentation du peuple à la diète germanique. Nous sommes entrés dans une nouvelle ère de notre vie publique. L'esprit dont l'Europe est pénétrée l'exige impérieusement. Ce n'est pas seulement la Bavière, mais l'Allemagne entière qui a les yeux fixés sur les discussions qui vont s'ouvrir. Puissent ces discussions se distinguer par une mâle franchise, mais aussi par une sage modération et par l'abstention de toutes tendances subversives. — Les résultats de cette diète détermineront la position de la Bavière en Allemagne. Donnons l'exemple à toutes les tribus germaniques. Que notre devise soit : Liberté et légalité !

† Une proclamation de S. A. R. l'Electeur du Hesse, en date du 11 mars, qui accorde les demandes ultérieures présentées à S. A. R. relativement à la nomination des ministres, à la liberté de la presse, à la liberté religieuse, à l'amnistie et au droit de pétition, porte en dernier lieu que l'Electeur interviendra auprès de la Diète germanique pour la formation d'une représentation du peuple allemand. (Sammlung von Gesetzen für Kurhessen J. 1848. Nr. IX. p. 31 et suiv.)

Ordonnance de S. A. R. l'Electeur de Hesse du 29 mars, relative aux armes et couleurs de la Confédération germanique. (Ibid. Nr. VI. S. 23.)

Loi de Hesse-Electorale du 10 avril concernant l'élection de représentants nationaux.

(Le préambule de la loi est conçu dans les termes suivants : „*Frédéric-Guillaume Ier*, par la grâce de Dieu, etc. . . vu la résolution de la diète fédérale du 30 mars 1848, par laquelle les gouvernements fédérés sont invités d'ordonner l'élection de représentants nationaux, qui auront à se réunir au siège de la Diète Fédérale à l'effet de consommer, par le concours des gouvernements et du peuple, l'oeuvre constituante de l'Allemagne,

notre conseil des ministres entendu et du consentement des fidèles Etats du pays,
statuons en loi ce qui suit :“)

132 *Pièces concernant les relations etc. de*

Les dispositions de la loi portent qu'il sera procédé à l'élection de onze représentants nationaux, savoir un pour chacun des onze arrondissements électoraux, dont la composition se trouve énoncée dans un tableau annexée à la loi; les élections sont fixées pour le 18 avril prochain; les conseils municipaux des chefs lieux des arrondissements électoraux auront à remplir l'office de scrutateurs; ils délivreront aux élus les actes de légitimation; les frais seront portés par la caisse de l'état. Les autres dispositions concernent les conditions du droit électoral et d'éligibilité ainsi que les procédés à suivre. (Samml. von Gesetzen für Kurhessen J. 1846. Nr. VII S. 25 ff.)

† Un rescrit du roi de Hanovre en date du 17 mars, contresigné de Falke, repète les résolutions royales données verbalement sur les pétitions adressées à S. M. le 16 du même mois et exprimant des vœux de réformes législatives et administratives et de réorganisation de la constitution fédérale. Sur ce dernier point la résolution royale annonce la réunion d'un congrès des gouvernements fédéraux à l'effet d'y aviser.

XIII.

Extrait de la Déclaration du ministère du duc de Brunswick du 22 mars, accompagnant la publication de la Proclamation du roi de Prusse du 18 du même mois (voir plus haut Nr. 15. VI. p. 70 et suiv.).

(Allgem. Preuss. Ztg. 1848. Nr. 86. p. 774.)

Le gouvernement ducal, fidèle à l'opinion qu'il a émise déjà lors de la publication de la patente du roi de Prusse du 18 de ce mois, reconnaît dans la magnanime résolution du roi de Prusse „de prendre la direction des affaires de l'Allemagne à l'époque orageuse actuelle“ le seul moyen, impérieusement commandé par les circonstances, pour protéger la sécurité extérieure et l'intégrité de toute l'Allemagne, et pour assurer le paisible développement de la liberté intérieure.

En conséquence, le gouvernement du duc s'empresera d'appuyer les propositions que fera le gouvernement prussien, et il espère fermement que tous les princes et les peuples de l'Allemagne concourront avec une égale joie à la grande oeuvre nationale, à savoir l'établissement d'une constitution qui fera entrer le peuple allemand dans la possession de ses droits, qui le fera respecter à l'intérieur et le rendra libre et heureux à l'extérieur.

Pour faire disparaître déjà maintenant les différences extérieures, S. A. le duc a ordonné que l'armée portera la cocarde tricolore germanique.

Brunswic, 22 mars 1848.

Le Ministère d'Etat du Duché de Brunswic-Lunebourg.

Signé: *de Schleinitz. F. Schulz. de Geyso.*

XIV.

Discours d'ouverture de la session des états-généraux du royaume de Hanovre prononcé par le comte de Bennigsen, président du conseil des ministres, le 28 mars 1848.

(Hannov. Zeitung. — Traduction.)

Messieurs, Le roi, notre gracieux maître, empêché de paraître aujourd'hui au milieu de vous, a daigné me confier l'honorable mission d'ouvrir l'assemblée actuelle des Etats et de vous faire en son nom les communications suivantes :

A une époque où d'immenses bouleversements dans les pays voisins changent tous les rapports, ainsi que ceux de ce pays, où toute la constitution de l'Allemagne, et même la base de notre existence politique, est mise en question, où les dangers que court un état fédéral voisin peuvent amener d'un moment à l'autre la nécessité de marcher à son secours, S. M. a trouvé une grande source de consolation dans la circonstance que la marche ordinaire des affaires a réuni autour de son trône les représentants légaux du pays.

Car S. M., reconnaissant avec certitude que les institutions du pays, sous des circonstances entièrement changées, ne sont plus suffisantes ni pour la maison royale ni pour le pays, n'a pas hésité à accorder spontanément tout ce qui peut paraître nécessaire pour fonder une nouvelle vie politique plus vigoureuse.

Seulement S. M., veut qu'on suive invariablement pour toutes les questions la voie tracée par la constitution et celle de la légalité, convaincue qu'elle est que tout avantage apparent, obtenu d'une autre manière, ne peut qu'être funeste au bien général.

C'est dans ce sens que S. M. a déjà pris des mesures

pour concourir avec succès à ce que la constitution de la confédération germanique, sur laquelle repose avant tout la sécurité de l'Allemagne, soit développée dans les formes prescrites par l'acte fédéral, et qu'elle reçoive son entier développement par la représentation du peuple allemand au sein de la diète germanique.

S. M. a également ordonné que la constitution intérieure et l'administration de son royaume soient réglées de telle manière que la liberté de la presse, le droit de réunion, la publicité des assemblées municipales et communales, la réorganisation des tribunaux, la simplification de l'administration financière et la responsabilité des ministres avancent plus rapidement le bien-être du peuple et fortifient en lui le sentiment inné de l'ordre et de la légalité. — La volonté de S. M. est que les promesses qu'elle a faites soient mises à exécution sans trop de précipitation, mais cependant aussi promptement que possible, et qu'elles soient inviolablement tenues. — Indépendamment des travaux importants nécessaires pour la réalisation de ces principes, S. M. fera présenter aux Etats les projets de loi que réclame la marche ordinaire des affaires pour le maintien de la sécurité et de l'ordre. S. M. écoutera avec plaisir les demandes que pourra lui adresser la diète pour le bien-être général, attendu que la brièveté du tems et l'urgence des circonstances ont mis le gouvernement de S. M. dans l'impossibilité de préparer lui-même des objets de cette nature. — C'est ainsi que S. M. a ouvert aux Etats la voie d'une action glorieuse et salulaire, et c'est à vous, messieurs, à entrer dans cette voie et à ne point vous en écarter. Par ce précieux don de S. M., tout l'avenir du pays est placé dans les mains des Etats; c'est sur eux seuls qu'en retomberait la responsabilité si ce don n'était pas mis à profit. — Grace à la sagesse de S. M., nous pouvons envisager le grand moment actuel sans les regrets qui dans beaucoup d'autres pays attristent la joie et l'espoir. Notre pays possède en lui-même des sources inépuisables de force et de prospérité, le peuple est raisonnable, sérieux, rempli de patriotisme et fidèle à son souverain. Que peut-il nous manquer si l'esprit de concorde, qui depuis des siècles pénètre de nouveau puissamment tous les membres de la grande patrie allemande, se fait sentir aussi dans les limites plus étroites de notre pays. — C'est sur cet esprit de concorde que compte S.

M.; elle a donné à ses Etats un brillant exemple de cet esprit qui ne recule devant aucun sacrifice, pas même celui de ses propres convictions. Puissent les Etats suivre un si sublime exemple! Que Dieu conserve le roi. — Au nom du roi, je déclare ouverte l'assemblée générale des Etats.

XV.

Discours de Duc de Brunswick à l'ouverture de la diète du pays, en date du 2 avril 1848.

Messieurs! Je vous adresse cordialement la bienvenue et suis réjoui d'avoir l'occasion d'exprimer aux représentants du pays mes sincères remerciements pour les preuves nombreuses et non équivoques d'amour et d'attachement qui me sont parvenues dans ces derniers tems de toutes les contrées du pays. Si je vous ai convoqués si promptement pour cette diète extraordinaire, c'est que, comptant fermement sur la loyauté et la prudence des Brunswicois, je ne voulais par tarder plus longtemps à octroyer au pays les droits politiques les plus importants. — Il n'y a peut-être jamais eu d'époque où le concours unanime et énergique des gouvernements et des Etats a été plus nécessaire que dans le moment actuel. Je désire par conséquent que tous les points concernant le budget, et qui n'ont pas reçu de solution à la dernière diète ordinaire, soient complètement réglés. Mon ministère d'état est chargé de vous faire des propositions pour un arrangement et je vous recommande de les accepter. — Unissons tous nos efforts à ceux qu'on fait partout en Allemagne pour la liberté, l'unité et l'indépendance de la commune patrie. Attendons avec calme et avec fermeté les dangers qui vont surgir peut-être. Un ennemi extérieur menace les frontières septentrionales de la confédération et un pays de race germanique doit être détaché de l'Allemagne contrairement à tous les droits. Les gouvernements du Nord de l'Allemagne reconnaissent le devoir impérieux de ne pas tolérer une pareille attaque et en cela ils agissent conformément au vœu hautement exprimé par le peuple. C'est pourquoi j'accorderai à nos frères du Holstein des secours militaires et j'attends de votre patriotisme que vous voterez les fonds nécessaires. — La grande oeuvre de la régénération de l'Allemagne a com-

136 *Pièces concernant les relations etc. de*

menez; des délégués concourent à ces travaux importants de concert avec les ministres à la diète. Je compte fermement qu'on pourra de cette manière fonder sur une base ferme et durable la liberté, l'unité et l'indépendance de toute la patrie. Quels que soient les événements qui surviendront, je porte sur l'avenir un regard assuré, car je sais que je puis compter sur votre appui et sur les coeurs fidèles de mes Brunswicois. Ils se lèveront à l'heure du danger, s'il s'agit de défendre la tranquillité intérieure.

XVI.

Note du comte de Bennigsen, ministre des affaires étrangères du roi de Hanovre, adressée aux ministres d'Autriche, de Prusse et de Bavière accrédités près le roi de Hanovre, ainsi qu'aux gouvernements de Hesse-Electorale, d'Oldenbourg et de Schaumbourg-Lippe, en date le Hanovre le 25 mars 1848.

(Actenstücke zur neuesten Gesch. Deutschlands. Hannover 1848. I. p. 103 ff.)

Die neuesten bekannten Weltereignisse haben ihre die öffentliche Ruhe und Ordnung der europäischen Staaten tief erschütternden Wirkungen. auch in dem hiesigen Königreiche auf eine Weise bemerkbar werden lassen, welche Sr. Königl. Maj., des Unterzeichneten allernächtigsten Herrn, in der Allerhöchstsie belebenden Sorge für das Glück und die Zufriedenheit Ihrer Unterthanen, bewogen haben, diejenigen Anordnungen zu treffen und für den künftigen Gang der Regierung des Landes diejenigen Grundsätze festzustellen, von deren weiteren Ausführung und Handhabung eine dauernde Beruhigung der aufgeregten Stimmung des Augenblicks und die Herstellung eines den aufrichtigen Wünschen des Königs entsprechenden vertrauensvollen Einvernehmens zwischen Regierungen und Unterthanen gehofft werden darf. Diese Maassregeln und Grundsätze sind übersichtlich zusammengestellt in einer unter dem 22. d. M. erlassenen königl. Verordnung, betreffend die Aufhebung des königl. Cabinets und die Führung der obersten Verwaltung des Landes, sowie in einer unter gleichem Datum von dem neugebildeten Ministerio erlassenen Bekanntma-

chung, deren Abdrücke sich der Unterzeichnete beehrt, dem etc. im Anschlusse ganz ergebenst zu überreichen. Der Unterzeichnete erlaubt sich ergebenst darauf aufmerksam zu machen, dass unter den erwähnten Grundsätzen die Erzielung solcher Maassregeln voransteht, welche zur Einigung Deutschlands und zu einer Vertretung des Volks bei dem deutschen Bunde auf verfassungsmässigem Wege hinleiten.

Die königl. Regierung hat die Ausführung der bezüglichem allerhöchsten Entschliessung zu den Gegenständen ihrer nächsten Sorge gemacht. — Sie findet jenen Weg in dem Beschlusse vorgezeichnet, den die deutsche Bundes-Versammlung bereits unter dem 10. März d. J. wegen einer Revision der Bundes-Verfassung gefasst hat. Die neuesten so unerwartet eingetretenen und für Deutschlands Ruhe und Einigkeit so bedrohlichen Ereignisse haben dieser Ansicht nur zur Stütze gereichen können. Die königl. Regierung lebt der vertrauensvollen Zuversicht, dass die hohen mitverbündeten Regierungen eine wesentlich gleiche Ueberzeugung hegen, und dass sie, ungeachtet der unter dem 13. März d. J. anderweit beliebten einstweiligen Suspendirung des erstgenannten Beschlusses bereit sein werden, zu dessen unverzüglicher Ausführung auch Ihrerseits mitzuwirken.

Von dieser Ueberzeugung geleitet haben Se. königl. Maj. geruht, allerhöchstihren Klosterrath v. Wangenheim beauftragt, Theilnahme an den bevorstehenden Berathungen der Verfassungsrevision im Sinne des Beschlusses vom 10. März nach Frankfurt a. M. abzuordnen, und haben dessen, inmittelst bereits erfolgten, Abgang von hier um so mehr zu beschleunigen befohlen, als die der königl. Regierung zugegangenen neuesten Nachrichten alldort den Eintritt von Thatsachen besorgen lassen, welche dem ungestörten Fortgange jener verfassungsmässigen Berathungen die erheblichsten Schwierigkeiten und Hindernisse zu bereiten drohen. Indem der Unterzeichnete sich die Bitte erlaubt etc.

Unterr.: *Bennigsen.*

XVII.

Note du Ministère d'Etat du Grand-Duché de Saxe-Weimar, adressée à tous les gouvernements allemands, en date de Weimar, le 7 avril 1848.

(Actenstücke zur neuesten Geschichte Deutschlands. I. p. 105).

Ew. Excc. werden ebenso wie wir, im Interesse der Aufrechthaltung eines gesetzlichen Zustandes mit Bedauern wahrgenommen haben, in welche untergeordnete Stellung der dermal in Frankfurt a. M. versammelte Bundestag zu der daselbst freiwillig zusammengetretenen ihrer Natur nach nur beratenden Versammlung Deutscher Männer getreten ist.

Diese Versammlung beschloss vom Bundestage die Aufhebung der frühern Ausnahmegesetze zu verlangen; der Bundestag fügte sich der Aufforderung; die gedachte Versammlung begehrte Abberufung aller Bundestagsgesandten, welche zu jenen Ausnahmegesetzen mitgewirkt und schon ist dem Ausschlusse derselben von Seiten des Bundestags-Präsidiums angezeigt, dass diese Gesandten um ihre Entlassung nachgesucht haben. Auch der Bundestagsgesandte für die grossherzoglich und herzoglich Sächsischen Häuser, Freiherr v. Fritsch, hat um Entlassung gebeten und obgleich derselbe von dem Vorwurfe, bei der höchsten Bundesbehörde in reactionärem Sinn gewirkt zu haben, frei ist, so vermögen wir doch nicht zu verkennen, dass seinem Anverlangen ein richtiger Tact zum Grunde liegt. Die Menge lässt sich bei der jetzigen Leidenschaftlichkeit nicht auf eine Prüfung der Handlungsweise Einzelner ein, und kann es nicht wohl, weil die seitherigen Verhandlungen des Bundestages geheim gehalten wurden. Der Umstand allein, dass ein Mann Mitglied der verhassten, in ihrer Wirksamkeit weit hinter den Erwartungen des Deutschen Volkes zurückgebliebenen Behörde war, fügt demselben im gegenwärtigen Augenblicke der Aufregung einen unauslöschlichen Makel in der öffentlichen Meinung zu und wird stets das Misstrauen gegen ihn erhalten. Wir besorgen aber, dass selbst eine gänzliche Erneuerung des Personals der Bundestags-Gesandtschaften das Uebel gründlich zu heilen nicht vermag. Man wird auch dann noch in der erneuerten Versammlung nur den alten Bundestag er-

blicken, die energisch thätige republikanische Partei wird allen Groll der Menge, wenn er nicht mehr gegen die Personen der Bundestagsgesandten gerichtet werden kann, auf die ideelle Person des Bundestags übertragen, um so der Versammlung von Vertretern der Deutschen Staatsregierungen die ihnen gebührende Achtung und den nur auf diese zu gründenden Einfluss gerade in dem Augenblicke zu entziehen, wo es gilt, durch ihre Wirksamkeit den republikanischen Bestrebungen ein Ziel zu setzen, und eine, das wahre Heil des Deutschen Volks fördernde und sichernde Neugestaltung der Verfassung Deutschlands zu erreichen.

In der Sache selbst aber wird es nothwendig erscheinen, manche Bestimmungen der Bundesacte, welche die Entwicklung einer raschen und energischen Thätigkeit der Bundesversammlung hemmen, schon jetzt zu verlassen und die letztere mit ausgedehnten Vollmachten zu versehen. Soll der Bundestag aus seiner, in der letzten Zeit klar zu Tage gelegten Ohnmacht und Unselbständigkeit heraustreten, soll den Vertretern der Deutschen Staatsregierungen wieder eine würdige und einflussreiche Stellung gegenüber dem Frankfurter Ausschusse, gegenüber der künftigen Volksvertretung gewonnen werden, so scheint uns durchaus nothwendig:

Dass der seitherige Bundestag in kürzester Frist förmlich aufgelöst und bis zur definitiven Feststellung der Verfassung des neuen Bundesstaats unter Mitwirkung der demnächst zusammengetretenen constituirenden Versammlung der Volksvertreter eine provisorische Vertretung der Deutschen Staatsregierungen etwa nach folgenden Grundzügen gebildet werde:

1) Sämmtliche zum Deutschen Bunde gehörige Staaten senden Vertreter zu der neuen provisorischen Bundesversammlung nach Frankfurt a.M. Keiner der vor Anfang d. J. bereits bei dem Bundestage thätig gewesenen Gesandten wird mit einem Auftrage für diese provisorische Versammlung bekleidet. Vielmehr ist Bedacht zu nehmen, dass nur Männer zu derselben abgeordnet werden, deren Namen und bisherige Wirksamkeit eine Bürgschaft im Volke bieten.

2) Die Stimmberechtigung der Staaten richtet sich nach den Vorschriften für das Plenum der bisherigen Bundesversammlung (Art. VI der Bundesacte). Den grössern

Staaten steht frei, so viele Vertreter zur Versammlung zu schicken, als ihnen hiernach Stimmen in derselben zustehen.

3) Die Beschlüsse werden nach Stimmenmehrheit gefasst. Der Vorbehalt vorher einzuholender Instruction ist bei der Stimmgebung nicht zulässig.

4) Die Geschäftsordnung regelt die Versammlung selbst. Ihre Sitzungen sind öffentlich.

5) Aufgabe dieser provisorischen Vertretung Deutschlands als eines für alle Zukunft unzertrennlich bestehenden Bundes-Staates, ist vor Allem, Sicherung der Integrität des Bundesgebietes bei allen an den Grenzen drohenden Gefahren und Steuerung der Anarchie im Innern Deutschlands.

6) Zur Erreichung der ersten Aufgabe hat die provisorische Bundesversammlung vorläufig ausserordentliche Gesandtschaften zu entsenden, wohin es ihr zweckmässig erscheint, Bündnisse einzuleiten, und überhaupt bis zur neuen Gestaltung der Deutschen Verfassung Deutschlands Interessen nach Aussen zu wahren. Die provisorische Versammlung darf einem fremden Staate im Namen aller Deutschen Staaten selbst den Krieg erklären, jedoch nur in dem Falle, wenn die Integrität Deutschlands durch Handlungen oder offene Erklärungen verletzt wird. Sie bekennt sich sonst zu dem Grundsatz, dass Deutschland überall den Frieden erhalten zu sehen wünscht und keinem fremden Staate in der Entwicklung seiner innern Staats-Angelegenheiten entgegengetreten will.

7) Gegen Unternehmungen einer Faction welche durch Waffengewalt oder andere unerlaubte Mittel die Verfassungen der Deutschen Staaten umzustürzen bemüht sein sollte, ruft der provisorische Bund die Treue der Deutschen Volksstämme, ruft er die Vaterlandsliebe Aller, welche ein einiges, unversehrtes und mächtiges Deutschland wollen, zum Entgegenwirken auf und wird seiner Seits mit allen ihm und den Staatsregierungen der einzelnen Deutschen Staaten zu Gebot stehenden Mitteln Unterstützung leisten.

8) Die grösste Aufgabe der Gegenwart ist hiernächst, die künftige Verfassung Deutschlands in Uebereinstimmung der Deutschen Staatsregierungen mit der in der Kürze zusammentretenden constituirenden National-Versammlung festzusetzen. Sämmtliche Deutsche Staaten

erkennen die von ihnen nach vorstehenden Grundzügen zu beschickende provisorische Bundesversammlung als das legale Organ an, welches mit der constituirenden Nationalversammlung zu verhandeln, und auf deren Anträge die Erklärungen der Staatsregierungen in für diese bindende Weise abzugeben hat.

Der provisorischen Bundesversammlung soll jedoch die Befugniß nicht zustehen, sich gegen folgende Punkte zu erklären: a) Gegen alles, was in Begriff eines Bundesstaats in seiner weitesten Ausdehnung liegt, vorausgesetzt, dass die zu begründende Centralgewalt desselben durch eine gesetzlich geordnete Mitwirkung ebensowohl der Abgesandten der deutschen Staatsregierungen (bezüglich der Prinzen der Fürstlichen Häuser oder deren Vertreter) als der Abgeordneten des deutschen Volks beschränkt ist; b) Gegen Pressfreiheit; c) Gegen das freie Associationsrecht; d) Gegen ein gemeinsames deutsches Recht und gegen eine gemeinsame den Anforderungen der Zeit entsprechende Gerichtsverfassung; e) Gegen vollständige Religionsfreiheit u. gegen völlige Rechtsgleichheit ohne Unterschied des religiösen Glaubensbekenntnisses; f) Gegen den Wahlmodus, welchen die constituirende Nationalversammlung in Betreff der Wahl der Abgeordneten des deutschen Volks vorschlagen wird.

9) Die provisorische Bundesversammlung ist mit demselben Augenblicke aufgelöst, in welchem rechtsbeständig eine Verfassung Deutschlands zu Stande gekommen sein wird.

Wir sind weit entfernt zu verkennen, welche bedeutende Opfer ihrer seitherigen Souverainetät den deutschen Staatsregierungen durch obige Vorschläge zugemuthet werden; aber es gilt jetzt das grössere zu retten, Deutschland vor den Gefahren der Anarchie und fremder Invasion zu bewahren, in welche es nach menschlicher Aussicht gestürzt werden wird, wenn nicht die Macht der unendlich thätigen und in der Wahl der Mittel nicht ängstlichen republikanischen Partei gebrochen werden kann. Dies ist aber unseres Dafürhaltens nur möglich, wenn sich die deutschen Staatsregierungen anlegen sein lassen, in jeder Weise, also auch dadurch die verlorene öffentliche Meinung in kürzester Frist wieder zu gewinnen, dass sie die Umgestaltung der vaterländischen Verhältnisse im Sinne der grossen Mehrheit des Volks auch durch Herstellung eines kräftigen Or-

ganz an der Stelle des Bundestags zu befördern suchen. — Der Augenblick ist jetzt entscheidend! Wir verstaten uns daher Euer u. s. w. die schleunige Erwägung und Ausführung obiger Vorschläge, deren weitere Ausbildung wir gern anheimgeben, dringend zu empfehlen, damit nicht auch in dieser Angelegenheit das verhängnissvolle „Es ist zu spät“ seine Macht äussere und im Strudel der Leidenschaften auch das verloren gehe, was jetzt zu retten noch möglich ist.

Dieselbe Einladung lassen wir an sämtliche Deutsche Staatregierungen heute ergehen und werden unserer Seits im Sinne obiger Mittheilung einen Gesandten nach Frankfurt a. M. möglichst schleunig absenden und instruiren, auf die Gefahr hin dass die Masregel keinen Anklang findet.

Mit Vergnügen benutzen wir diese Gelegenheit die Versicherung unserer ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

Weimar den 7 April 1848.

Grossherzoglich Sächsisches Staats-Ministerium.
gez. v. *Watzdorf*.

XVIII.

Note du ministère des relations extérieures du roi de Hanovre en reponse à la note du gouvernement grandducal de Saxe-Weimar du 25 mars (voir le Nr. XVII précédent) en date de Hanovre le 5 avril 1848.

(Aotenstücke zur neuesten Gesch. Deutschlands I. p. 111.)

Wir haben die Ehre gehabt, das gefällige Schreiben vom 7. d. M. zu erhalten, mittelst dessen das (tit.) Uns von den Ansichten geneigtest hat unterrichten wollen, welche über die zweckmässige Behandlung der deutschen Verfassungs-Angelegenheit dortigerseits gehegt werden.

Wir haben nicht ermangelt, die bezüglichlichen gefälligen Bemerkungen in Erwägung zu ziehen und können zu Unserem Bedauern nicht umhin, dem (tit.) darin zunächst beizustimmen, dass das Ansehen und die Selbstständigkeit der deutschen Bundesversammlung dermalen in einem Grade erschüttert erscheinen, der für den Augenblick einen entscheidenden Einfluss derselben auf den Gang der öffentlichen Angelegenheiten allerdings zweifelhaft macht.

Diese Erscheinung ist von der Bundesversammlung

selbst anerkennt. Ihre Wahrnehmung hat zu dem Beschlusse geführt, die Verfassung des Bundes der gegenwärtig eingeleiteten Revision zu unterwerfen. — Die Ursachen der Erscheinung, dargelegt in dem Vortrage, dem der politische Ausschuss in der 15. Bundestags-Sitzung vom 8. v. M. über die dermalige Lage des deutschen Bundes erstattet hat, gewähren die von dem Ereignissen des Tages bestätigte Ueberzeugung, dass nicht sowohl die Personen der bisherigen Bundestags-Gesandten es sind, gegen welche der Andrang der öffentlichen Meinung gerichtet ist, sondern dass eben die ideelle Person des Bundestages, deren Ansehen das geehrte Schreiben noch als unerschütterte zu betrachten scheint, in den Augen des deutschen Volks einen Abbruch erlitten hat, bei dem leider, man darf sich das nicht verhehlen, die Regierungen der einzelnen Bundesstaaten selbst nicht unversehrt geblieben sind.

Diesen Abbruch zu ersetzen, das verlorene Vertrauen wieder zu gewinnen, die gelockerten Bande wieder zu knüpfen, welche die Regierungen und die Völker von Deutschland mit einander vereinigen, das ist nach hiesiger Ansicht die Aufgabe, welche Deutschland im gegenwärtigen Augenblick zu lösen hat. — Ihre Lösung, darunter waltet keine Meinungsverschiedenheit ob, wird nur durch Opfer sich bewerkstelligen lassen, welche die einzelnen Bundesregierungen an ihren Rechten einer erhöhten Bundesgewalt zu bringen haben.

Aber es genügt nicht, dass eine kräftige, innerlich gesunde Verfassung überhaupt für Deutschland geschaffen werde. Die den Regierungen anvertraute Sorge für die höchsten menschlichen Güter erheischt auch, dass die neue Schöpfung, soweit irgend möglich, in den Bahnen des Rechts und der Ordnung erstehe, dass gewaltsamer Umsturz und gesetzlose Anarchie dabei entfernt bleiben. In dieser wichtigen Rücksicht hat die Wahrung des verfassungsmässigen Weges, nach unserem Dafürhalten eine überaus hohe Bedeutung und der verbliebene Besitz der Formen, welche die bisherige Verfassung des Bundes darbietet, wird ein unschätzbarer, weil in diesen Formen allein die Möglichkeit liegt, einer regellosen Auflösung alles Bestehenden zu begegnen. Diese Formen wurden aber zerstört, die deutschen Regierungen wurden aller Einwirkung auf die Gestaltung des neuen Staats-Organismus beraubt, und die Partei, deren

Einfluss mit Recht zu fürchten steht, würde mit einer Gewalt bekleidet werden gegen die kein Widerstand mehr möglich wäre, wenn die Regierungen gegenwärtig zu einer „förmlichen Auflösung des Bundestages“ und — indem sie in vorgeschlagener Weise die Grundzüge der Bundesverfassung selbst entfernten — zu der Herstellung einer „provisorischen Vertretung der deutschen Staatsregierungen“ schritten, für deren Bestand die bisherigen Bundestage-Beschlüsse und Regierungsverheissungen keinerlei Anknüpfungs- oder Ausgangspunkte irgend welcher Art ersehen lassen.

Se. Majestät der König, Unser Allergnädigster Herr, haben Ihren Unterthanen zugesagt auf verfassungsmässigem Wege Maassregeln zu ergreifen, welche eine Einigung Deutschlands und eine Vertretung des Volks am Bunde herbeizuführen geeignet sind.

Dieser Allergnädigsten Zusage getreu hat die Königliche Regierung den Bundesbeschlüssen vom 10. März und vom 7. April d. J. durch ihren Gesandten nicht nur beigestimmt, sondern auch zu deren Ausführung die nöthigen Einleitungen getroffen.

Diesen Beschlüssen entspricht die Ausarbeitung des Entwurfs einer neuen Bundesverfassung durch die von einem beschlussmässigen Beirathe unterstützte Bundesversammlung in ihrer bisherigen äussern Gestaltung. Ihnen entspricht eine Berathung und Beschlussnahme über solchen Entwurf durch die ebenfalls beschlossene constituirende Versammlung, für welche die nöthigen Wahlen bereits angeordnet sind.

Im Sinne jener Allerhöchsten Zusage wird die Königliche Regierung auf dem solchergestalt vorgezeichneten Wege zur Ausbildung der neuen Verfassung fortschreiten und sie wird dabei Alles, was den Schein einer Umkehr oder Abweichung an sich tragen könnte, um so gewissenhafter zu vermeiden bemüht sein, je mehr die eben jetzt, dem Anschein nach, einigermaßen zu sich selbst zurückkehrende öffentliche Meinung vor neuen Aufregungen bewahrt werden muss, wenn sie sich sammeln und zu der Einsicht gelangen soll, dass der Weg der Uebereilung und des Umsturzes der ist, welcher Deutschland ins Verderben führen würde — Wir u. s. w.

Hannover den 15. April 1848.

Königl. Hann. Ministerium d. auswärtigen Angelegenheiten.

gez. *Bennigsen.*

XIX.

Extrait du rapport du baron de Gagern, ministre président du conseil du grand-duc de Hesse, présenté à la seconde chambre des Etats du grand-duché, dans sa séance du 28 mars 1848, sur la proposition de M. M. de Gagern, Lehne et Frank, relative à l'amélioration de l'organisation fédérale de l'Allemagne, ainsi que sur les négociations suivies à cet égard entre différents gouvernements fédéraux).*

(Actes des Etats du grand-duché de Hesse. — Gazette de Darmstadt.)

.... An dem Abend des Tages, an welchem solche Verabredung in Heidelberg getroffen worden war, wurde ich mit dem Amt betraut; am nächsten Tage schon wurde mir ein Anlass geboten, auf Erfüllung des Theils der Proclamation hinzuarbeiten, dessen Inhalt ich vorhin vorgetragen habe **). Es erschien, da der Herzog von Nassau ähnliches Versprechen gegeben hatte, ein nassauischer Bevollmächtigter dahier, der in Auftrag seiner Regierung den Antrag stellte, die verschiedenen Staaten, welche auf die gleiche Grundlage der innern Entwicklung gestellt seien, sollten sich über die Wege, die zur Umgestaltung der Landesverfassung und Berufung des National-Parlaments führen könnten, unter einander verständigen.

*) La proposition, qui a donné lieu à cet exposé, se rapportait à celle faite par M. M. Bassermann et consors au sein de la seconde chambre des Etats de Bade et tendant à présenter une adresse à S. A. R. le grand-duc pour le prier d'agir ensorte que, dans les circonstances de l'époque et tant qu'elles dureraient, un seul gouvernement fût placé à la tête de la confédération, à l'effet de pourvoir à sa sûreté intérieure et extérieure, ainsi qu'à la direction de ses affaires politiques, législatives, militaires et financières, moyennant des ministres responsables au chef intérimaire de l'Allemagne et à une représentation nationale composée d'un conseil des princes et d'un conseil de députés de la nation. M. de Gagern, ayant assisté à la délibération de Heidelberg, se trouva presque en même temps appelé au conseil du grand-duc de Hesse et saisi de l'examen d'une proposition d'entente générale des gouvernements fédéraux, apportée à Darmstadt par un plénipotentiaire du duc de Nassau. Les négociations qui s'ensuivirent se trouvent exposées dans le rapport, dont nous donnons l'extrait ci-dessus.

**) Voir Nr. V. p. 119.

freies Volk bedarf bei Fragen von den höchsten Gütern des Individuums, Leben und Freiheit, Institutionen, welche jeder Willkühr theoretischer Spitzfindigkeiten und allen gewalthaberischen Einflüssen ein Ende machen; es bedarf Gerichte aus Gleichgestellten zusammengesetzt, und ein entsprechendes Gerichtsverfahren und Strafgesetz. Zur Erstrebung gleicher Rechte aller Bürger bedarf es aber auch einer gemeinsamen Gesetzgebung in allen Fragen, welche von der Individualität der einzelnen Stämme und ihrer Sitten und Gebräuche unabhängig sind. Nach diesen Andeutungen wären die wesentlichen Befugnisse des deutschen Parlaments dahin festzustellen 1) Gemeinschaftlichkeit der Gesetzgebung und des Gerichtsverfahrens; 2) Heerwesen und Volksbewaffnung; 3) Handel (Zoll-Verein) Marine, Münzen, Maass, Gewicht; Posten und Eisenbahnen; 4) Vertretung gegenüber dem Ausland. Die in München anwesenden Bevollmächtigten von Württemberg, Grossherzogthum Hessen und Nassau sind beauftragt, der königl. baierischen Regierung diese Grundprincipien der Wirksamkeit der künftigen Bundesbehörde zur Erwägung zu unterstellen. Baierns deutscher Kaiser wird die wahren Bedürfnisse des grossen deutschen Vaterlands nicht verkennen. Die Bevollmächtigten der drei Regierungen sind auf das bereitwilligste erbötig, die entsprechenden Anträge entgegen zu nehmen. Ueber die besondere zweite oben herausgehobene Frage, auf welche Weise eine Volksvertretung bei der deutschen Bundesbehörde in Stand gesetzt werden solle, gehen die Vorschläge der drei Bevollmächtigten dahin 1) die deutsche Bundesbehörde besteht aus zwei Kammern, die erste Kammer wird durch die Vertreter der deutschen Bundesfürsten gebildet, die zweite aus Abgeordneten des deutschen Volks; 2) die Vertreter der deutschen Bundesfürsten empfangen von den letztern ihre Instruction und können zu jeder Zeit geändert werden. Die von den Kammern gefassten Beschlüsse sind aber für sich rechtsbeständig und unterliegen keiner weiteren Genehmigung der einzelnen Bundesregierungen; 3) die Volkskammer wird aus dem deutschen Volke gewählt im Verhältnisse von 1 zu 100,000 Einwohnern; 4) die Wahl der einzelnen Abgeordneten geschieht durch die in den einzelnen Staaten bestehenden Repräsentativ-Versammlungen in einem Zusammentritt der beiden Kammern, wo solche bestehen, aus der

die süd- und westdeutschen Stämme bereits besitzen und dass sich die vereinigten Höfe nur unter dieser Voraussetzung einen Erfolg ihres gegenwärtigen Bestrebens versprechen. In München wurde eine gemeinschaftliche Note dem dortigen Ministerium überreicht, deren wesentlicher Inhalt ist: „das deutsche Volk soll bei der Bundesbehörde vertreten sein, dieses ist die Stimme von ganz Deutschland. Die constitutionellen Regierungen im Süden von Deutschland und unter ihnen eine der ersten, die Sr. Maj. des Königs von Baiern in seiner öffentlichen Proklamation, — haben dies als dringendes Bedürfniss zur Herstellung der deutschen Einigkeit und zur Erhebung von Deutschland auf diejenige Stufe, welche ihm unter den Mächten Europa's gebührt, anerkannt. Wenn dieses Wort zur Wahrheit werden soll, so ist vor Allem nothwendig 1) sich über die Wirksamkeit der deutschen Nationalvertretung und 2) über die Art der Zustandebringung derselben zu verständigen.

So viel den ersteren Punkt betrifft, so kann für jetzt nicht die Rede davon sein, den Wirkungskreis eines deutschen Parlaments in seinen Einzelheiten zu normiren. Selbst die Frage von der Einrichtung der vollziehenden Gewalt mag vorerst dahin gestellt bleiben und der consequenten Entwicklung der Idee der Einheit überlassen werden. Deutschland als solchem ist bis jetzt diejenige Stimme bei Berathung der Grossmächte, die ihm als der Kern von Europa, als der Erbe grosser Erinnerungen und mit Rücksicht auf seine intellectuellen und physischen Kräfte gebührt, nicht zu Theil geworden. Dieses Ziel lässt sich nur erreichen, wenn gegenüber dem Ausland eine Vertretung des deutschen Volks von einem Willen, dem Ausdruck des Willens der deutschen Nation, ausgeht. Die geographische Lage Deutschlands ist, wie die Geschichte lehrt, mehr als irgend ein Land in Europa, geeignet, der Tummelplatz kriegerischer Gelüste der Nachbarstaaten zu werden. Einklang in der Leitung der militärischen Angelegenheiten und gleiche Wehrhaftmachung des ganzen deutschen Volkes ist das unabweisbare Bedürfniss, um sich vor Gefahren und Angriffen von Aussen zu schützen. Um den Wohlstand und die Blüthe des deutschen Handels zu heben, ist Gemeinschaft der Handels- und Zollverhältnisse nebst Allem dem, was hiermit im nächsten Zusammenhange steht, längst als ausgemachte Wahrheit anerkannt. Ein

freies Volk bedarf bei Fragen von den höchsten Gütern des Individuums, Leben und Freiheit, Institutionen, welche jeder Willkühr theoretischer Spitzfindigkeiten und allen gewalthaberischen Einflüssen ein Ende machen; es bedarf Gerichte aus Gleichgestellten zusammengesetzt, und ein entsprechendes Gerichtsverfahren und Strafgesetz. Zur Erstrebung gleicher Rechte aller Bürger bedarf es aber auch einer gemeinsamen Gesetzgebung in allen Fragen, welche von der Individualität der einzelnen Stämme und ihrer Sitten und Gebräuche unabhängig sind. Nach diesen Andeutungen wären die wesentlichen Befugnisse des deutschen Parlaments dahin festzustellen 1) Gemeinschaftlichkeit der Gesetzgebung und des Gerichtsverfahrens; 2) Heerwesen und Volksbewaffnung; 3) Handel (Zoll-Verein) Marine, Münzen, Maass, Gewicht; Posten und Eisenbahnen; 4) Vertretung gegenüber dem Ausland. Die in München anwesenden Bevollmächtigten von Württemberg, Grossherzogthum Hessen und Nassau sind beauftragt, der königl. bayerischen Regierung diese Grundprincipien der Wirksamkeit der künftigen Bundesbehörde zur Erwägung zu unterstellen. Baierns deutschgesinnter König wird die wahren Bedürfnisse des grossen deutschen Vaterlands nicht verkennen. Die Bevollmächtigten der drei Regierungen sind auf das bereitwilligste erbötig, die entsprechenden Anträge entgegen zu nehmen. Ueber die besondere zweite oben herausgehobene Frage, auf welche Weise eine Volksvertretung bei der deutschen Bundesbehörde in Stand gesetzt werden solle, gehen die Vorschläge der drei Bevollmächtigten dahin 1) die deutsche Bundesbehörde besteht aus zwei Kammern, die erste Kammer wird durch die Vertreter der deutschen Bundesfürsten gebildet, die zweite aus Abgeordneten des deutschen Volks; 2) die Vertreter der deutschen Bundesfürsten empfangen von den letztern ihre Instruction und können zu jeder Zeit geändert werden. Die von den Kammern gefassten Beschlüsse sind aber für sich rechtsbeständig und unterliegen keiner weitem Genehmigung der einzelnen Bundesregierungen; 3) die Volkskammer wird aus dem deutschen Volke gewählt im Verhältnisse von 1 zu 100,000 Einwohnern; 4) die Wahl der einzelnen Abgeordneten geschieht durch die in den einzelnen Staaten bestehenden Repräsentativ - Versammlungen in einem Zusammentritt der beiden Kammern, wo solche bestehen, aus der

Gesamtheit der Bürger des betreffenden Staats; 5) um einen Beschluss der deutschen Bundesbehörde zu Stande zu bringen, ist Uebereinstimmung der beiden Kammern erforderlich; 6) die weitem Bestimmungen über die Geschäftsordnung, sowie über die vollziehende Gewalt, sind den Beschlüssen der erstmals zusammen tretenden Kammern überlassen.

Die ereignissvolle Zeit drängt zu einem raschen Entschlusse. Schon ist von denjenigen Männern, welche in Heidelberg die Errichtung eines deutschen Parlaments beschlossen haben, eine grössere Versammlung auf den 30. März zu weiterer Beschlussnahme ausgeschrieben. Wenn die deutschen Regierungen, oder wenigstens der grössere Theil derselben, bis dahin nicht zu einem, den Bedürfnissen des Volks entsprechenden Entschluss gelangen, so ist leicht zu befürchten, dass sie ihren Einfluss auf Leitung dieser Angelegenheit einbüssen, und jedenfalls grössere Verwicklungen herbeiführen, wo nicht ein weiteres Umsichgreifen des demokratischen Princip, durch ihre Unthätigkeit provociren. Die süddeutschen Regierungen haben gesprochen, mögen sie auch handeln, schnell handeln, damit nicht auch die Aufrichtigkeit der Versprechungen in Frage gestellt werden könne. Durch das Organ des bisherigen Bundestags, diese prinzipiellen Fragen zu erörtern und zur Reife zu bringen, ist nicht ausführbar, weil der Bundestag das Vertrauen bei dem deutschen Volke eingebüsst hat, und die Instruirung der Gesandten und Austauschung der verschiedenen Ansichten durch das Mittel des Bundestags — insbesondere, wenn man die in Aussicht stehende Aenderung der Personen einzelner Gesandten berücksichtigt, viel zu viel Zeit erfordern würde. Neben diesen Verhandlungen sind noch zwei andere Wege zu ähnlichem Ziel von andern eingeschlagen worden. Während von mehreren deutschen Regierungen die Geneigtheit für Nationalvertretungen öffentlich bekannt wurde, ist auch von der deutschen Bundes-Versammlung (15. Sitzung vom 18. März) der betreffende Ausschuss mit der Begutachtung einer zeitgemässen Revision der Bundesverfassung beauftragt. Ein Beschluss der 17. Sitzung geht hier zunächst dahin, die Bundesregierungen aufzufordern, Männer des allgemeinen Vertrauens mit dem Antrag nach Frankfurt abzuordnen, der Bundesversammlung und deren Ausschuss zum Behuf der Revision der Bundesverfassung

mit Beirath an die Hand zu gehen, und ebenso sind Anträge einzelner Regierungen, namentlich von Baiern und Baden, wegen einer Nationalvertretung an die Bundesversammlung gestellt und an den betreffenden Ausschuss zur Begutachtung überwiesen worden. Die Staatsregierung wird dem Bundesbeschluss wegen Absendung von Männern des Vertrauens unverzüglich entsprechen. Dagegen hat dieselbe eine Theilnahme an Congressen abgelehnt, welche von den beiden deutschen Grossmächten zuerst nach Dresden und dann nach Potsdam in Aussicht genommen worden sind, natürlich zur Zeit der neuesten Ereignisse. Auf das Schreiben Sr. Maj. des Kaisers von Oesterreich und Sr. Maj. des Königs von Preussen wurde unter dem 16. v. M. von der Staatsregierung im Wesentlichen Folgendes erwidert: „Wie Se. Königl. Hoheit auch nach den Höchstdenselben angestammten Gesinnungen und Ihrer persönlichen vollsten Ueberzeugung dasjenige zu verehren hätten, was I.I. M.M. der König von Preussen und der Kaiser von Oesterreich Ihnen in einer so ernsten Angelegenheit übereinstimmend eröffnen zu lassen geneigten, so wären Sie doch durch die in Rede stehende Mittheilung von der grössten Besorgniss erfüllt worden, indem der beabsichtigte Congress in Dresden das kaum erwachte und wachsende Vertrauen der deutschen Volksstämme am Rhein in ihre Fürsten wieder auflösen, das düstere Misstrauen von neuem erwecken und den Abgrund un-absehbarer Folgen für ganz Deutschland aufschliessen würde. Se. Königl. Hoheit fänden jedoch eine beruhigende Hoffnung darin, dass I.I. M.M. als Allerhöchstdieselben den Dresdener Congress beschliessen zu müssen dachten, von der ganzen Lage der Dinge im Westen Deutschlands und dem dieselben berücksichtigenden Bundesbeschlusse vom 10. d. M. noch nicht unterrichtet sein konnten. Die definitive Zurücknahme dieses öffentlich bekannt gewordenen Beschlusses und die Ersetzung der jetzt zeitgemässen, vorangehenden Thätigkeit der Bundesversammlung durch einen ausserordentlichen diplomatischen Congress in Dresden würden die Würde und den Einfluss des gesetzlichen Organes des deutschen Bundes und das Zutrauen zu dem Bunde selbst ganz vernichten. Se. Königl. Hoheit der Erbgrössherzog und Mitregent hofften, dass I.I. M.M. die Wahrheit und das Gewicht dieser Ansicht im gegenwärtigen Augenblick

nicht zu verkennen geruhen dürften, und vertrauten, von den reinsten Beweggründen beseelt, fest darauf, dass I. I. M. M. es Sr. Königl. Hoheit nicht verargen werden, wenn Höchstdieselben unter den angeführten Umständen sich gedrungen sähen, die Beschickung des Dresdener Congresses zu unterlassen.“ — Ganz in derselben Weise ist auch, nachdem der Congress in Dresden schon aufgegeben war, die Beschickung eines solchen in Potsdam im Einverständniss mit den andern süddeutschen Regierungen entschieden abgelehnt worden. Während dieser Unterhandlung hat in Heidelberg am 12. d. M. abermals ein Zusammentritt der Männer stattgefunden, die in der eben erwähnten Versammlung als Ausschuss gewählt worden waren, um sich über die Grundlage zu vereinigen, auf welcher eine künftige Nationalvertretung zusammenberufen werden könnte. Dieses Resultat kann als ein Commissionsbericht angesehen werden, welchen der Herr Abges. Weiker über den bekannten Bassermann'schen Antrag in der badischen Kammer erstattete. Ich muss es als ein unglückliches Ereigniss betrachten, dass, nachdem der Bundesbeschluss vom 19. März bezüglich der Revision der Bundesverfassung gefasst war, in Berücksichtigung der Anforderung der beiden deutschen Grossmächte, den Congress in Dresden zu beschicken, die Bundesversammlung sich veranlasst sah, diesen Beschluss einstweilen zu suspendiren. Ich kann aber auch zu gleicher Zeit hinzufügen, dass auf ausdrückliches Verlangen unserer Regierung sowohl, als derjenigen, mit denen wir seither im Einverständniss gehandelt haben, dieser Bundesbeschluss abhald wieder in Kraft gesetzt worden ist, indem die Bundesversammlung selbst die Congress-Idee für eine einseitige und unglückliche erachtete.

Ich kann nicht leugnen, dass staats- und völkerrechtliche Verhältnisse gegenwärtig tief erschüttert sind, dass wir in diesem Augenblick kaum mehr wissen, was zu Recht besteht. Je weiter aber diese Erschütterung geht, je intensiver sie ist, desto mehr halte ich es für eine Pflicht desjenigen, der es mit seinem Vaterlande wohl meint, dass die einzige neu regenerirte Behörde, welche die Einheit Deutschlands repräsentirt, geachtet, und ihre rechtliche Wirksamkeit nicht in Frage gestellt werde. Der Bundestag ist eine Versammlung von Gerichten, die die einzelnen Regierungen vertreten. Der

Gesamtgeist dieser Regierungen ist der Gesamtgeist dieses Bundestages und jeder sieht, dass der frühere Geist nicht der jetzige ist, und fortan werden von der Mehrzahl der deutschen Staaten Männer an den Bundestag geschickt werden, auf welche die Nation mit Stolz blickt, die mit Energie und aller Widmung den grossen Nationalinteressen sich hingeben werden. Ich bestehe also darauf, dass der Bestand der Bundesverfassung nicht in Frage gestellt werde. Die neuesten Tagesereignisse dürfen uns nicht bestimmen, von diesem Satze abzugehen, weil ich nicht weiss, was in Deutschland uns zusammenhalten soll, wenn das gesetzliche und anerkannte Organ des Gesamtwillens der Nation in seiner Wirksamkeit in Frage gestellt werden sollte. — Solches Unheil — die Lösung des Bandes, das uns in diesem Augenblicke und ehe andere Bande geschlungen sind, als Nation äusserlich vereinigt, — wollen wir mit allen unsern Mitteln verhüten und zurückweisen. So war die Lage der Dinge, als die neuesten Ereignisse in Berlin und Wien eintraten. Niemand kann die Wirkung dieser Ereignisse auf die Gestaltung unserer vaterländischen Verhältnisse voraussehen und als Visionär bin ich nicht berufen vor Ihnen aufzutreten. Das Vertrauen aber beseelt mich, dass, welche Schicksale unserer Nation auch beschieden sein mögen, der feste Wille zusammenzuhalten, alle Stämme der Nation erfüllt. Unmittelbar bevorstehend ist es nun, dass die Regierung darüber Entschliessung zu fassen hat: Ob auf diese Grundlagen, von denen ich heute Ihnen Mittheilung gemacht habe, fortgebaut werden soll?

Wenn die Politik, die wir für die künftige Gestaltung des Vaterlandes bis daher befolgt haben, die richtige und gebotene war, so waren auch die Ereignisse der letzten Tage nicht von der Art, dass wir jetzt einen andern Weg einzuschlagen hätten. Oesterreich ist im Begriff, sich erst in sich neu zu gestalten, das wechselseitige Verhältniss der verschiedenen in ihm vereinigten Nationalitäten unter einander zu bestimmen. Die Frage, ob und welche Gemeinschaft unter Ihnen bestehen wird, ist noch nicht gelöst. Wir aber können bis dahin nicht die Hände in den Schoos legen. Wir müssen voranschreiten zur Constituirung Deutschlands, Oesterreich überlassend, künftig seine Stelle darin selbst zu finden. — Dieselben Gründe walten ob, welche frü-

her bestanden, an den mächtigsten Kern deutscher Macht sich anzuschliessen und dadurch das Band fester zu knüpfen, das nach den neuesten Ereignissen alle deutschen Stämme um so inniger umschliesst, je mehr sie auf gleichem Rechtsboden stehen und je mächtiger Alle von der Liebe zur Freiheit beseelt sind. Es handelt sich dabei nicht nur um Sympathien für Personen, sondern ich rede von den Forderungen einer gesunden Politik. Ich frage, ob die Ereignisse der letzten Tage uns bestimmen können, der Krone Preussen jetzt nicht mehr die Stelle zuzugestehen, die eine gesunde Politik bisher ohne persönliche Sympathien ihr zugestanden hat, und diese Frage glaube ich, verneinen zu müssen.

17.

Actes et documents concernant les affaires de la Diète fédérale germanique, de ses adjoints-hommes de confiance et de l'Assemblée et commission préliminaires.

I.

Extrait du rapport fait à la Diète fédérale par le plénipotentiaire de Saxe sur les affaires de la Suisse, dans la séance du 2 mars 1848.

(Bundes-Prot. §. 115. p. 185).

In der am 10 December vorigen Jahres stattgefundenen ausserordentlichen Sitzung der Bundesversammlung haben die allerhöchsten Höfe von Wien und Berlin die Bundesversammlung aufgefordert

„den Zustand der Dinge in der Schweiz in ernste Ueberlegung zu nehmen und zu erwägen, welche Massregeln der Deutsche Bund, in seiner Eigenschaft als Gesamtmacht, im Angesicht von Ereignissen, welche durch ihre materiellen und moralischen Einwirkungen nicht blos seine Interessen, sondern selbst die Bedingungen seiner politischen Existenz gefährden, zu nehmen habe.

Zu dieser Aufforderung fanden sich die beiden allerhöchsten Regierungen durch die Besorgnisse veranlasst, welche aus der dermaligen Lage der Schweizerischen Angelegenheiten hervorgingen, und es sicherten Höchstdieselben im Voraus ihre kräftigste Mitwirkung zur Durchführung derjenigen Massregeln zu, welche von der Bundesversammlung, als durch Zeit und Umstände geboten, beschlossen werden würden.

Nach dem in dieser Sitzung Beschluss dahin gefasst worden, die Instructionen der hohen und höchsten Regierungen über diesen Gegenstand einzuholen, sind bei dem Wiederbeginne der Sitzungen die Erklärungen derselben in der 1. 2. und 3. Sitzung eingegangen, und es

war in dieser letzten Sitzung eine Kommission dieser Angelegenheit halber niedergesetzt. Dieser Kommission wurden auch später die in der 7. Sitzung von den allerhöchsten Regierungen von Oestreich und Preussen abgegebenen Erklärungen zugewiesen, mit welchen die von ihnen an die Tagsatzung gerichtete Note vom 18. Januar mitgetheilt ward. Da alle diese Aktenstücke erst seit Kurzem Theile des Protokolles geworden sind, so darf der Ausschuss voraussetzen, dass sie noch im frischen Gedächtnisse sind; er hat sie einer sorgfältigen Prüfung unterworfen, hat auch dasjenige Memoire in den Kreis derselben gezogen, welches von dem K. Württembergischen Gesandten vertraulich mitgetheilt und durch Zirkular vom 7 Januar den Gesandtschaften bekannt worden ist; der Ausschuss ist mit Aufmerksamkeit den Begebenheiten in der Schweiz gefolgt und gestattet sich nun, nachdem auch die Antwortnote der Tagsatzung vom 16 Februar auf die eben erwähnte Note der allerhöchsten Höfe von Wien und Berlin durch öffentliche Blätter bekannt worden ist, als Resultate der Erwägung der vorliegenden Aktenstücke und der jetzigen Lage der Dinge sein Gutachten mit Folgendem vorzutragen.

Gutachten. Die Aufforderung der allerhöchsten Höfe von Wien und Berlin, der Bund möge in seiner Eigenschaft als Gesamtmacht die Massregeln berathen, welche der in der Schweiz ausgebrochene Bürgerkrieg rathsam machen könne, ist nicht nur Zeugniß für die mit Dank anzuerkennende Aufmerksamkeit, welche Höchst-dieselben den Angelegenheiten des Bundes widmen, sie muss an und für sich eine erwünschte sein und war durch die Begebenheiten wohl begründet.

Mehr als je muss es, nach der Meinung des Ausschusses, der Bundesversammlung daran liegen, ihre Eigenschaft als Organ einer europäischen Grossmacht im Auge zu behalten und bei gegebenem Anlasse zu bethätigen. Diese Verpflichtung geht nicht nur aus dem Begriffe eines so engen Bundes hervor; sie findet auch ihre ausdrückliche Begründung in mehr als einer Stelle der Grundgesetze des Bundes und die Bundesstaaten, welche sich hierin gewisse Beschränkungen ihrer politischen Stellung auferlegt, haben ein Recht auf kräftige und würdige Vertretung durch den Bund nach Aussen. Dies liegt, wie gesagt, in den Grundprinzipien der Deutschen Bundesversammlung; wenn aber der Aus-

schluss äusserte, dass diese Erwägung jetzt mehr Gewicht als je habe, so war derselbe hierzu durch die Wahrnehmung veranlasst, dass seit einigen Jahren die Stimmung der Nation sich mehr und mehr für eine grössere Einheit ausspricht; es ist das Nationalgefühl weit reger als früher, und es ist ein Sinn für die Ehre des Vaterlandes in dem Volke verbreitet, der, richtig geleitet, nur erfreuliche Ergebnisse haben wird, der es aber auch dem Bunde nicht vergeben würde, wenn er die Interessen und die Ehre des Gesamtvaterlandes in dem Verhältnisse zum Auslande vernachlässigte. Für die Kräftigung des Bundes, für sein Ansehen beim Volke wird daher nicht nur zu wünschen sein, dass sein Wirken ein möglichst nützlichendes im Inneren des gemeinsamen Vaterlandes, sondern dass auch seine Stellung gegen das Ausland mit den Wünschen der Nation im möglichsten Einklange sei. Vielleicht ist die Ansicht derjenigen, welche daran zweifeln, dass dieses Nationalgefühl wirklich in die Masse eingedrungen sei, und welche meinen, dass die, welche ihm Worte geben, andere Zwecke verfolgen und zwar solche, welche vom Bunde nicht zu begünstigen wären, in einzelnen Ausnahmefällen, nicht ohne Grund; sollte diess aber auch so sein, so wird doch alles, was dazu beitragen kann, die Bundesverfassung als ausreichend zur Wahrung der vaterländischen Interessen zu erweisen, zugleich zur Befestigung des Bundes selbst beitragen und entgegengesetzte Bestrebungen entkräften.

Hiernach war gewiss die Ansicht der höchsten Regierungen von Oestreich und Preussen, dass die Begebenheiten in der Schweiz die ernsteste Beachtung der Bundesversammlung auf sich zu ziehen habe, sehr wohl begründet; denn nach der dermaligen Lage der Dinge war zu besorgen, dass die Partheiungen in diesem Lande und der ausgebrochene Bürgerkrieg einen grösseren und nachtheiligeren Einfluss auf Deutschland und besonders auf die benachbarten Bundesstaaten haben könnten, als manche Vorkommnisse in der Schweiz ohnehin schon seit Jahren ausüben. — Es ist von mehreren Bundesregierungen der Unterschied hervorgehoben worden, der zwischen den europäischen Staaten besteht, welche die Verträge von 1815 abgeschlossen, und denen welche, wie der deutsche Bund, nicht zu diesen gehören. Allein deshalb, weil der deutsche Bund nicht zu den Mitpacifisten-

ten dieser Verträge gehört, kann er nicht gemeint sein, diejenige Einwirkung auf die politischen Ereignisse, auf die Gestaltung der staatlichen Verhältnisse Europas aufzugeben, welche ihm, einfach in seiner Eigenschaft als eine der grossen europäischen Mächte, zusteht.

Hätte der deutsche Bund also anzunehmen, dass die Ereignisse in der Schweiz einen bleibend nachtheiligen Einfluss auf die Gestaltung der politischen Verhältnisse überhaupt und insbesondere auf die deutschen und nachbarschaftlichen Interessen hätten, so würde er, aus allgemein völkerrechtlicher Befugnis und auch auf dem Grund der Verträge von 1815, welche die Verhältnisse der Schweiz, wie die vieler anderen europäischen Staaten in anerkannter Weise geordnet haben, jede mit den Grundsätzen des Völkerrechts übereinstimmende Massregel zur Sicherung seiner eigenen Interessen ergreifen können. — Gewiss konnte man zu Ende des vorigen Jahres durchaus nicht voraussehen, welchen Gang die Ereignisse in der Schweiz nehmen würden, und auch, als die Niederlage des Sonderbundes entschieden war, konnte man nicht wissen, welchen Gebrauch die Tagsatzung von dem Siege machen werde; ja es war wohl Grund zu besorgen, die radikale Partei werde ein entschiedenes Uebergewicht erlangen und dasselbe zur Verwirklichung von Plänen benutzen, welche Deutschland in mehr als einer Hinsicht nicht gleichgültig sein können. Es haben sich indessen die Begebenheiten weniger bedenklich gestaltet, als man es vielleicht erwarten durfte.

Zu dieser Ansicht hält sich der Ausschuss durch die jetzigen Zustände in der Schweiz, namentlich auch durch den Inhalt der aus öffentlichen Blättern bekanntgewordenen Antwortnote der Tagsatzung von 16. Februar berechtigt. Ob diese Note ihrem Inhalte nach so beschaffen sei, dass sie den höchsten Mächten, an die sie gerichtet, genügen werde, darüber enthält sich der Ausschuss natürlich jedes Urtheils; für Deutschland giebt sie aber zu der Erwartung Grund, dass sich die Verhältnisse der Schweiz ruhiger gestalten, und dass die internationalen Rücksichten vielleicht sogar künftig mehr Beachtung finden werden, als früher.

Wenn der Ausschuss aber auch dafür hält, dass die letzten politischen Verwickelungen in der Schweiz einen dringenden Anlass zu Vorkehrungen von schützenden Massregeln oder zur Vorbereitung derselben zur

Zeit nicht gegeben, so ist doch auf der andern Seite gewiss, dass eine nachtheilige Einwirkung Schweizerischer Zustände und der dortigen Regierungsmaximen seit längeren Jahren schon sich bemerkbar gemacht hat.

Die Beschwerden und Befugnisse, welche aus den politischen und socialen Zuständen der Schweiz herrühren, lassen sich unter folgende Kategorien bringen. Im allgemeinen schon meint man, müssten die ultrademokratischen und radikalen Gesinnungen, welche sich so häufig in der Schweiz manifestiren und zu vielfachen Umwälzungen in den einzelnen Kantonen führten, einen übeln Einfluss auf Deutschland und namentlich die Nachbarlande üben; und zwar ist diese Besorgniss um so begründeter, als dieser Radikalismus durch die Schweizer Tagespresse auch in weiteren Kreisen verbreitet wird. Die Zügellosigkeit dieser Presse, die Connivenz der Kantonsregierungen gegen die Bestrebungen, durch die revolutionärsten Erzeugnisse derselben auf Deutschland zu wirken, begründet einen zweiten Beschwerdepunkt. Dieser steht in engem Zusammenhange mit einem dritten, nämlich dem, dass die Schweiz ein Asyl für deutsche politische Flüchtlinge sei. Diese revolutionären Bestrebungen aber gehen nicht nur von einzelnen sich in der Schweiz aufhaltenden Individuen aus; es existiren dort auch Associationen, welche revolutionäre und kommunistische Zwecke verfolgen und welche deutsche Reisende, besonders der arbeitenden Klassen, in ihre Verbindungen ziehen und hierdurch ihre Wirksamkeit und Verbindung selbst auf Deutschland auszudehnen suchen. — Dass die Uebelstände in geringerem oder grösserem Maasse schon seit Jahren bestehen, lässt sich so wenig leugnen, als man hoffen kann, sie gänzlich beseitigt zu sehen. — Kaum ist es möglich, dass in Freistaaten mit sehr demokratischen Verfassungen nicht vorkommen sollte, dass von einzelnen und ganzen Parteien Missbrauch mit diesen republikanischen Freiheiten getrieben wurde und kaum wird es je zu vermeiden sein, dass Beispiel und Wort nicht nachtheilig auf die Bewohner der Nachbarstaaten wirken, wo, wenn auch von Freiheit, doch nicht von einer republikanischen die Rede sein kann. — Ist aber ein Einwirken auf den Volksgeist selbst in der Schweiz nicht möglich, so wird auch dem Uebelstande nie ganz abzuhelfen sein; man wird es aber für Pflicht der Bundesregierungen zu erkennen

haben, revolutionären Ideen und Gelüsten, wenn sie sich zeigen sollten, mit Ernst und mit Strenge der Gesetze entgegen zu treten. Es werden solche Gelüste aber auch keinen Boden finden, wenn in Deutschland die Institutionen immer mehr und mehr ausgebildet werden, welche jedem Staatsangehörigen das mit dem Wohle des Ganzen vereinbarte grösste Maass individueller Freiheit, Schutz der Person und des Eigenthums, bei sicherer und unparteiischer und rascher Rechtspflege und ein möglichst unbeschränktes für jede nützliche Thätigkeit und Arbeit gewähren. Findet der Deutsche, dass ihm das Vaterland dieses bietet, dann sollte man von seinem gesunden Sinne hoffen können, dass er sich mit der Theilnahme an den Angelegenheiten des Staats begnügen werde, die ihm die Verfassung seines Vaterlands zugesteht, und sich nicht nach einer grössern Freiheit, nach grössern politischen Rechten sehnen würde, die ja, wie ihn das Beispiel der Schweiz lehrt, nur Werth für den haben kann, der der herrschenden Partei angehört. — Der Einfluss dieser radikalen Gesinnungen würde aber auch überhaupt nur ein beschränktes Terrain haben, wenn die Presse nicht die Vermittlerin weiterer Wirksamkeit wäre. Die Bundesversammlung ist häufig in den Fall gekommen, Kenntniss von dem Umfuge, von den revolutionären Umtrieben zu nehmen, zu welchen die Druckpressen der Schweiz, namentlich von deutschen Flüchtlingen, gemissbraucht wurden. Es ist bei diesen Anlässen zur Erwägung gekommen, dass der Tagsatzung eine verfassungsmässige Einwirkung auf diese Angelegenheit kaum zustehe und Reklamationen bei den einzelnen Kantonen haben, von einzelnen Bundesregierungen häufig angebracht, keine genügenden Ergebnisse gehabt. Die Bundesverfassung der Schweiz von 7 August 1815 enthält allerdings keine direkte Vorschrift, welche einen Einfluss der Tagsatzung auf die Pressangelegenheiten bedingte und schwerlich dürfte eine Revision derselben, sollte sie auch eine grössere Centralisation des Bundesstaates zur Folge haben, in dieser Beziehung etwas ändern. So lange man es aber mit 22 einzelnen Kantonen zu thun hat, wird auch die Bereitwilligkeit eines oder des andern, dergleichen Beschwerden abzuhelpen, selbst wenn die Verfassung desselben die Mittel dazu an die Hand gäbe, wenig helfen; denn

es werden dem Uebelwollenden immer die Pressen anderer Kantone zu Gebote stehen.

Diese Betrachtungen haben auch dazu geführt, dass die Bundesversammlung bisher von Reklamationen abgesehen, vielmehr zu dem Mittel gegriffen hat, welches immer noch den meisten Erfolg versprach, nämlich zu dem Untersagen des Debits der Verlagsartikel solcher Buchhandlungen, aus denen dergleichen revolutionäre Schriften hervorgegangen waren. Es ist diess aber eine Massregel von immer nicht ganz sicherem Erfolge, da die Ausführung schwer zu überwachen ist; sie hat auch manches Gehässige und kann überhaupt nur in einzelnen gegebenen Fällen und nachdem schon Beweise vorliegen, das Uebel also schon geschehen ist, ergriffen werden.

Nach der Meinung des Ausschusses könnte daher sehr wohl in Frage kommen, ob nicht andere allgemeine Massregeln vorzukehren seien und zwar nicht nur der radikalen Schweizerpresse gegenüber, sondern überhaupt wegen aller deutschen im Auslande erscheinenden Druckschriften; denn es kann nicht unbemerkt bleiben, dass es nicht die Schweiz allein ist, der Deutschland dergleichen verderbliche Erzeugnisse verdankt und dass Massregeln, einseitig gegen dieses Land ergriffen, wahrscheinlich den Erfolg haben würden, die Thätigkeit der Pressen anderer benachbarter und entfernter Länder in diesem Artikel zu steigern. Daher dürfte wohl in Ueberlegung zu ziehen sein, ob nicht gegen die deutschausländische Presse ähnliche Bestimmungen zu treffen seien, wie sie Frankreich hinsichtlich der fremden französischen getroffen hat. Der Ausschuss glaubt sich aber auf diese Andeutung beschränken zu müssen, da die nähere Erörterung dieses Gegenstandes Sache des Press-Ausschusses sein muss, der auch wohl jetzt gerade, wo eine neue Pressgesetzgebung in Frage und Verhandlung ist, darauf hingewiesen sein dürfte, denselben einer sorgfältigen Prüfung zu unterwerfen und die Ergebnisse nach Befinden in seinen Anträgen hoher Bundesversammlung vorzulegen.

Könnte man diesem eben berührten Uebelstande abhelfen, dann hätte man auch wenig von den verderblichen Bestrebungen deutscher Flüchtlinge in der Schweiz zu besorgen, denn es wäre ihnen dann das wirksamste Mittel zu denselben entzogen. Aber so lange dies auch

nicht der Fall ist, darf man wohl annehmen, dass die Versicherung, welche die Tagsatzung in ihrer Note vom 16 Februar den verbündeten Mächten Oestreich und Preussen gegenüber ausgesprochen hat, dahin führen wird, dass von den Kantonsregierungen strenger, als bisher darauf gesehen werde, dass diese Flüchtlinge das ihnen gewährte Asylrecht nicht fernerhin missbrauchen. Neuere Ausweisungen, z. B. die des Carl Heinzen, geben einige Gewähr, dass diese Versicherungen nicht leere sind.

Ausflüsse der erwähnten revolutionären Bestrebungen deutscher Flüchtlinge in der Schweiz sind die geheimen Verbindungen, in welche dieselben zusammentreten und in die sie deutsche Reisende, vorzugsweise deutsche Handwerker, zu ziehen suchen. Dass bei den Zusammenkünften dieser Verbindungen der grasseste Kommunismus und die nackte Revolution gepredigt werde, dass Versuche gemacht worden sind, diese Associationen auch auf deutschen Boden zu verpflanzen, ist erwiesen und es liegt die Vermuthung nicht ferne, dass nur ein kleiner Theil dieser Umtriebe bekannt wurde. Man hat zwar nicht Ursache anzunehmen, es seien Bürger der Schweizer Kantone die eigentlichen Leiter und Urheber dieser Verbindungen; vielmehr waren und sind es vielmehr noch Deutsche und man hat nur zu bedauern, dass die Kantonsregierungen solchen Unfug entweder nicht kannten, oder ihm doch nicht steuerten und zugeben, dass das Asylrecht in einer mit den nachbarschaftlichen Verhältnissen nicht zu vereinbarenden Weise gemissbraucht wurde. Ob die neuesten Versicherungen der Tagsatzung in dieser Beziehung Abhülfe oder mindestens Besserung versprechen, muss dahin gestellt bleiben; die Hoffnung hierauf darf man aber wohl fassen. — Wäre übrigens von allen Bundesregierungen der Bundesbeschluss vom 15 Januar 1835, das Wandern und die Verbindungen der deutschen Handwerksgesellen betreffend, sorgfältiger beachtet worden, so würde nur solchen Individuen das Reisen nach der Schweiz gestattet worden sein, deren Charakter und deren bürgerliche Verhältnisse eine Bürgschaft dafür gewährten, dass sie sich in dergleichen revolutionäre Verbindungen nicht einlassen würden; es scheint aber, als wären die Vorschriften dieses Beschlusses hier und da in Vergessenheit oder in Nichtübung gekommen.

Aus den vorstehenden, vielleicht schon zu weitläu-

fig dargelegten Betrachtungen ist nun die Meinung des Ausschusses entstanden: dass zur Zeit Maassregeln gegen die hier näher dargelegten Uebelstände nicht zu nehmen seien, dass auch die Besorgnisse wegen der Zukunft nicht zu dringend seien, um schon jetzt eventuell Vorkehrungen für mögliche Ereignisse zu treffen.

Allein der Ausschuss vermag keine Bürgschaft dafür zu übernehmen, wenn die Zustände sich wirklich so gestalten werden, wie es zu wünschen wäre und wie er es bei der jetzigen Lage der Dinge wohl für wahrscheinlich halten darf. Es sind in der neuesten Zeit Ereignisse eingetreten, die nicht ohne Einfluss auf den politischen Zustand Europas bleiben können; welche Nachwirkungen sie in der Schweiz haben werden, lässt sich nicht voraussagen. Es wird Pflicht der Bundesversammlung sein die Angelegenheiten der benachbarten Schweiz, weil sie eben auf Deutschland von grossem Einfluss sein müssen, sorgfältig im Auge zu behalten. Um dies zu können, ist es nöthig, dass sie davon unterrichtet werde, wenn sich die Verhältnisse dort in einer oder der andern Art so gestalten sollten, dass alle Besorgnisse wieder aufleben und vielleicht sogar im verstärktem Maasse hervortreten würden.

Der Ausschuss kann daher nur wünschen und seinen Antrag dahin stellen, dass

hohe Bundesversammlung die allerhöchsten Regierungen von Oestreich und Preussen unter Verdankung der schon diesfalls von ihnen gemachten Zusicherung, sowie die der Schweiz sonst benachbarten höchsten Landesregierungen, ersuchen wolle, ihr Kenntniss davon zu geben, wenn die politischen und socialen Zustände der Schweiz sich im Laufe der Begebenheiten so gestalten sollten, dass eine dringende Besorgniss nachtheiliger Einwirkung auf Deutschland sich erneuern könne.

† Conformément aux conclusions du rapport ci-dessus la Diète résolut d'inviter les gouvernements d'Autriche et de Prusse, ainsi que les gouvernements fédéraux limitrophes de la Suisse, de lui donner avis de tels incidents affectant l'état social de la Suisse, qui seraient nature à faire craindre de nouveau une influence pernicieuse sur l'Allemagne.

II.

Article officiel de la gazette des Postes de Francfort du 3 mars 1848.

(Traduction.)

Nachdem die Bundesversammlung sich die Aeusserungen sämtlicher Regierungen über den unterm 9. September v. J. erstatteten ausführlichen Vortrag der Kommission in Pressangelegenheiten, behufs einer möglichst gleichförmigen Bundes-Press-Gesetzgebung erbeten hat, so hat sie auf anderweiten Vortrag der Kommission beschlossen: 1) Jedem deutschen Bundesstaate wird freigestellt, die Censur aufzuheben und Pressfreiheit einzuführen. 2. Diess darf jedoch nur unter Garantien geschehen, welche die andern deutschen Bundesstaaten und den ganzen Bund gegen den Missbrauch der Pressfreiheit möglichst sicher stellen.

La Diète ayant demandé l'avis de tous les gouvernemens sur le rapport détaillé qui lui a été soumis le 9 septembre dernier par la commission pour les affaires de la presse, à l'effet d'adopter une législation fédérale sur la presse la plus uniforme possible, vient de décider, sur la proposition ultérieure de la dite commission :

1^o Chaque état de la Confédération Germanique a la faculté d'abolir la censure et d'accorder la liberté de la presse.

2^o Toutefois cela ne pourra avoir lieu que sous les garanties qui protègent, autant que possible, les autres états fédéraux et toute la Confédération contre l'abus de la liberté de la presse.

III.

Resolutions prises par la Diète fédérale pour la défense eventuelle des frontieres de la confédération, arrêtées dans la séance du 3 mars.

(Gazettes de Carlsruhe et des Postes de Francfort.)

1^o La Prusse et les états qui composent les 7^e et 8^e corps d'armée (la Bavière, le Wurtemberg et les grands-duchés de Bade et de Hesse) devront aviser à la sureté de la frontière occidentale du territoire de

la confédération et informer la diète de ce qui aura été fait dans ce but.

2^o L'Autriche, la Prusse, la Bavière, le Wurtemberg et le grand-duché de Bade tiendront prêts les contingents que chacun de ces états doit fournir d'après le règlement de guerre fédéral pour les forteresses fédérales de Mayence, Luxembourg, Landau, Ulm et Rastatt.

3^o La Prusse, la Bavière, et le grand-duché de Bade devront, en leur qualité de pays situés sur la frontière, informer immédiatement la Diète germanique de tout indice menaçant pour le territoire fédéral.

4^o Tous les états fédéraux sont tenus de verser de suite dans la caisse fédérale leur contingent en argent pour couvrir les dépenses qui pourraient devenir nécessaires.

† Le 5 Mars 1848 cinquante et un citoyens de la Prusse, de la Bavière, du Wurtemberg, du grand-duché de Bade, du duché de Nassau et de la ville libre de Francfort, la plupart membres des chambres de représentants, se sont réunis à Heidelberg pour s'entendre, dans ce moment décisif, sur les mesures les plus urgentes réclamées par la patrie. Toute l'assemblée a exprimé la conviction que le rétablissement et la défense de la liberté, de l'indépendance, de l'unité et de l'honneur de l'Allemagne ne doivent être obtenus qu'avec l'action commune de tous les peuples allemands avec leurs gouvernements, autant que le salut est encore possible par cette voie. L'assemblée a été également unanime à exprimer sa profonde douleur de ce que les tristes expériences faites jusqu'à présent sur le résultat des travaux de la Diète germanique ont entièrement ébranlé la confiance que l'on avait en elle.

L'assemblée, pénétrée des besoins que réclame la patrie, a décidé à l'unanimité ce qui suit:

L'Allemagne ne doit être impliquée dans aucune guerre par une intervention dans le pays voisin ou par la non-reconnaissance du nouvel ordre de choses qui y est survenu. — On ne doit pas engager les Allemands à priver les autres nations de la liberté et de l'indépendance qu'ils revendiquent comme un droit pour eux-mêmes. — Les Allemands et leurs princes ne doivent chercher leur défense que dans la fidélité et le courage guerrier de la nation, et jamais dans l'alliance de la Russie; enfin la réunion d'une assemblée nationale, élue dans tous les pays allemands à raison du nombre de la population, ne saurait être différée, soit pour écarter les dangers imminents de l'intérieur et du dehors, soit pour le développement de la fleur et force de la vie nationale. Ils ont en conséquence résolu de solliciter instamment auprès de leurs gouvernements respectifs, d'entourer sitôt que possible la patrie et les trônes d'un tel rempart, ainsi que d'agir en sorte qu'une assemblée plus nombreuse d'hommes de confiance de toutes les tribus allemandes se réu-

nisse pour délibérer plus amplement sur cet objet de la plus haute importance et pour offrir son concours à la patrie et aux gouvernements. Ils nommèrent à cet effet un comité de sept membres pour préparer cette réunion et faire les invitations y nécessaires. Ils ont en même temps reconnu que la tâche principale de la représentation nationale serait la défense de la patrie et sa représentation dans les relations extérieures. L'acte de cette déclaration, en date de Heidelberg le 5 de mars 1848 est signé par M.N. Bandlin du Wurtemberg. Barchet, id. Bassermann, de Bade. Becher id; Binding I de Francfort. Bissing de Bade. Brentano, de Bade. Brunk, de la Hesse rhénane. Buhl, de Bade; Carové, de la Prusse rhénane. Christmann, de la Bavière. Dressel, de Nassau. Eppelsheim, de la Bavière. Fetzer, du Wurtemberg. Frank, de la Hesse. de Gagern, de Darmstadt. Gervinus, de Bade. Hainseemann, de la Prusse rhénane. Häusser, de Bade. Hagen, de Bade. Hecker, de Bade. Heldmann, de Wurtemberg. Helmreich, de Bade. d'Itzstein, de Bade. Jucho, de Francfort. Kapp, de Bade. Kirchgessner, de la Bavière. Langen, de la Hesse rhénane. Lebne, de la Hesse. Leisler, de Nassau. Mathy, de Bade. Peter, de Bade. Raffauf, de la Prusse rhénane. Radwitz, du Wurtemberg. Römer, du Wurtemberg. Sachs, de Bade. Schmitt, conseiller de régence hadois. Schweikhardt, du Wurtemberg. de Soiron, de Bade. Stadtmann, de la Prusse rhénane. Stockinger, de la Bavière. Stösser, de Bade. de Struve, de Bade. Welcker, de Bade. Weller, de Bade. Wernher, de Darmstadt. Wiesner, de l'Autriche. Wiest, du Wurtemberg. Willich, de la Bavière. Winter, de Bade. Witzmann, du Wurtemberg.

IV.

Note circulaire du gouvernement d'Autriche adressée à ses agents diplomatiques accrédités près des gouvernements fédéraux de l'Allemagne, en date de Vienne le 7 mars 1848.

(Actenstücke zur neuesten Geschichte Deutschlands. Hannover 1848 p. 86).

Den verhängnissvollen Begebenheiten, welche sich so eben in Deutschland zugetragen haben und den daraus für Deutschland entspringenden Gefahren gegenüber hat die deutsche Bundesversammlung sicher schon die durch die Umstände gebotenen ersten Maassregeln ergriffen. — Weitere Eröffnungen, die kräftigste Vertheidigung des deutschen Bundesgebiets gegen jeden Angriff von Aussen her betreffend, werden der Bundesversammlung demnächst von Seiten der beiden Höfe von Wien und Berlin gemacht und daselbst ohne Zweifel sofort zum Beschlusse erhoben werden. — Hierdurch glauben aber diese Höfe, das Maass der ihnen in diesem entscheidenden Augenblicke

obliegenden Verpflichtungen gegen das gemeinsame Vaterland keineswegs erschöpft zu haben. — Es wird vielleicht der Anstrengung der Gesamtkräfte dieses Vaterlandes, es wird der innigsten Vereinigung der verschiedenen Nüancen Deutschlands, sowie zwischen dessen Fürsten und dessen Völkern bedürfen, um uns und unseren Nachkommen die Unabhängigkeit, die Freiheit und die höchsten Güter, welche die menschliche Gesellschaft zu bieten vermag, zu bewahren.

In solcher Lage der Dinge sind Befestigung des Nationalbandes, welches alle Theile Deutschlands umschlingt, Kräftigung des vaterländischen Geistes durch Verbürgung der Güter, welche alle Deutschen unter dem Schutze des Bundes genießen und genießen sollen, — Befriedigung gerechter Wünsche der Nation endlich, insofern dieselbe mit Erhaltung der Rechte der Kronen und des wahren Volkswohles vereinbarlich ist, — Gegenstände, welche unmittelbar in das Auge gefasst und über welche Deutschlands Fürsten und Städte sofort Beschlüsse fassen müssen.

Wir bringen in Gemeinschaft mit Preussen zum Behufe einer solchen Berathung die sofortige Versammlung eines Minister-Congresses in Antrag. — Derselbe würde in den nächsten Wochen, und zwar zu Dresden stattzufinden haben. — Jede der 17 Stimmen im engeren Rathe der Bundes-Versammlung würde den Kongress durch einen Bevollmächtigten zu beschicken haben. Das Programm der in demselben in Verhandlung zu setzenden Punkte so wie den für dessen Eröffnung zu bestimmenden Tag werden wir in kürzester Zeit in Gemeinschaft mit Preussen zur Kenntniss unserer Bundesgenossen bringen. — Die Aufgabe des Congresses würde die Aufstellung von Normen und leitenden Grundsätzen — deren Ausführung sodann Sache der Bundesversammlung sein. Einstweilen wollen Euer etc. die Regierung, bei welcher Sie beglaubigt sind, von unserer Ansicht unterrichten und dieselbe einladen, dass sie sofort in Gemeinschaft mit den in derselben Kurie mit ihr vereinigten Regierungen die Wahl des nach Dresden zu entsendenden Bevollmächtigten treffen und uns zur Kenntniss bringen möge. — Das Gefühl, welches wir bei allen unsern Mitverbündeten voraussetzen, dass heute den Gefahren des Vaterlandes eben so schleunige als ausgiebige Hülfe entgegen gesetzt werden muss — dieses

Gefühl ist uns Bürge von der freudigen Bereitwilligkeit, mit welcher sämtliche Regierungen Deutschlands unserm und Preussens Antrage entgegenkommen werden. — Empfangen Euer etc. die Versicherung etc.

V.

*Rapport sur l'état actuel de la confédération,
fait à la Diète fédérale au nom de sa commis-
sion politique, par le plénipotentiaire de Bade,
dans la séance du 8 mars 1848.*

(Bundes-Protoc. §. 133 S. 228.)

Von der Bundesversammlung aufgefordert, über die dermalige Lage des deutschen Bundes mit Rücksicht auf die neuesten Ereignisse in Frankreich, zu berichten, fühlt der Ausschuss die volle Bedeutung des ihm gewordenen Auftrages. Im Drange der Ereignisse vermag er nicht auf weitläufige Ausführungen und Erörterungen sich einzulassen, vielmehr beschränkt er sich auf das nothwendigste und auf dasjenige, was zunächst zu thun sein dürfte.

Die Beleuchtung der innern Lage des deutschen Bundes muss der Ausschuss mit dem betrübenden Bekenntnisse beginnen, dass der deutsche Bund und sein Organ, die Bundesversammlung, längst schon das allgemeine Vertrauen in ihre gedeihliche Wirksamkeit verloren haben. Ein solches Vertrauen ist aber die Grundbedingung des Fortbestandes einer jeden politischen Institution. Hohe Bundesversammlung wird es dem Ausschlusse erlassen, die Ursachen ausführlich darzulegen, die einen solchen beklagenwerthen Zustand herbeiführten. An ihm ist es nicht, den Ankläger gegen diese Versammlung und die höchsten Bundesregierungen zu machen. Nur einige der hauptsächlichsten Gebrechen des Bundes muss er jetzt hervorheben.

Schon die Grundverfassung des Bundes war eine mangelhafte und ungenügende. Manche Gegenstände waren darin aufgenommen, die füglich den einzelnen Bundesgliedern hätten überlassen bleiben können, während andere und wichtigere, die zur Entwicklung und Erstarkeung des Bundes unentbehrlich waren, von dessen Competenz ausgeschlossen, oder doch nur als Versprechen oder Wunsch bezeichnet wurden. — Die Erfüllung solcher Versprechungen und Wünsche wurde aber von der

Einheitlichkeit der Stimmen abhängig, und dadurch die Erreichung eines befriedigenden Resultates von vornherein unmöglich gemacht. Auf diesem Wege konnten die zu einem wahren und kräftigen Bunde unentbehrlichen Institutionen nicht ausgebildet und noch weniger zur Anwendung gebracht werden.

Der Souverainetät der einzelnen Bundesstaaten wurde dadurch eine Ausdehnung gegeben, welche die Wirksamkeit des Bundes in stets engere Grenzen einzwängen musste. Hieraus entsprang die Abhängigkeit der Bundestagsgesandten von speciellen Instructionen und die Unmöglichkeit der Entwicklung irgend einer selbstständigen Thätigkeit dieser hohen Versammlung. Die Protokolle hoher Bundesversammlung waren nichts mehr als ein Repositorium von Vorträgen und einzelnen Abstimmungen, ohne inneres Leben und Zusammenhang, ohne Austausch der Ideen und Ansichten, ohne ein sich daraus mit Folgerichtigkeit ergebendes Resultat. Dazu kam eine mangelhafte Geschäftsordnung, deren Vervollständigung nicht einmal versucht und noch weniger erzielt wurde. Allein auch diese Geschäftsordnung konnte bei der Stellung, die den Bundestagsgesandten von ihren Regierungen gegeben war, nicht einmal eingehalten werden. — Die mit dem Präsidium hoher Bundesversammlung betraute erste Bundesmacht war seit vielen Jahren nur auf kurze Zeit durch ihren eigenen Gesandten dahier vertreten. Dieses musste die einheitliche und rasche Erledigung der Geschäfte noch mehr erschweren. — Kein Wunder, dass nach allem Obigen das Ansehen der Bundesversammlung von Tag zu Tag mehr sank und sich zuletzt in sein Gegentheil verwandelte. Dies musste um so mehr und um so schneller geschehen, als die Fälle sich mehrten, wo von vielen Bundesregierungen die mühsam zu Stande gebrachten Bundesbeschlüsse häufig nicht publicirt, oft nicht befolgt und zuweilen als geradezu unverbindlich erklärt wurden. In manchen Bundesgebieten sind weder die Bundesakte noch die andern Grundgesetze des Bundes jemals gesetzlich bekannt gemacht worden. Nur diejenigen Bundesbeschlüsse, welche der öffentlichen Meinung entgegentraten und deren Verantwortlichkeit die Bundesregierungen daher lieber dem Bunde überliessen, wurden als Bundesgesetze publicirt und als solche auf deren Befolgung gehalten. Wie konnte da das Volk Vertrauen zum Bunde und dessen

Organ, der Bundesversammlung, fassen, ja wie konnte er nur in das öffentliche Bewusstsein übergehen. In demselben Verhältnisse aber wie die Souverainität der Bundesstaaten sich auf Kosten des Bundes zu erweitern suchte, nahm die Wirksamkeit und das Ansehen der Ständeversammlungen in den einzelnen Bundesstaaten zu. Diese Ständeversammlungen bildeten die landständischen Verfassungen zu wahren Repräsentativ-Verfassungen aus und wurden dadurch zur eigentlichen Regierungsgewalt und durch die Oeffentlichkeit ihrer Verhandlungen auch zum Träger der allgemeinen Meinung. — Da die Bundesversammlung die Oeffentlichkeit ihrer Verhandlungen aufgehoben hatte, so würde sie, selbst wenn sie die erforderliche Wirksamkeit besessen hätte, gegen eine solche neu erstehende Macht nicht haben in die Schranken treten können. Ihr war jeder Einfluss auf die öffentliche Meinung benommen und der Bund konnte daher auch nicht durch diese Meinung gehoben und getragen werden.

Da die Bedürfnisse der Neuzeit dringend Befriedigung forderten, diese aber durch den Bund nicht gewährt werden konnte, wandten sich die deutschen Völker immer mehr den Ständeversammlungen zu und überliessen es den Regierungen und dem Bunde, sich gegenseitig unwirksam zu machen. — Ein solcher Bund konnte die Sympathien der deutschen Völker nicht für sich gewinnen. Für das Versinken des Bundes konnten die Bemühungen vieler deutschen Regierungen, durch Separatvereine dasjenige zu erzielen, was ersterer nicht zu gewähren vermochte, keinen hinreichenden Ersatz bieten. Diese Vereine dienten vielmehr dazu, die Unvollkommenheit und Mangelhaftigkeit des Bundes noch augenscheinlicher zu machen. Es wurde dadurch einer Hauptforderung der deutschen Völker nicht genügt, der der Entwicklung und des Schutzes nationaler Interessen in den innern und äussern Beziehungen Deutschlands. — In dieser Lage wurde Deutschland von den neuesten Ereignissen in Frankreich überrascht. Die Dynastie der Orleans wurde in kürzerer Zeit vom Throne gestürzt und aus dem Reiche vertrieben, als es bedurfte, die ältere Linie der Bourbonen aus dem Erbe ihrer Väter zu verdrängen. Die Republik wurde proklamirt. Der Rückschlag auf Deutschland war ein gewaltiger. Auch in diesem Lande waren die Gemüther auf eine

grosse Umgestaltung vorbereitet, — und in den Ständeversammlungen, in öffentlichen und geheimen Zusammenkünften, durch die Presse war seit Jahren auf das gleiche Ziel hingearbeitet worden. Bei der Lage der Regierungen und des Bundes war eine sofortige Bewältigung des Rückschlages schwer möglich. Die Richtung derselben wurde zuerst durch die bekannten, im Grossherzogthum Baden aufgestellten vier Forderungen einer allgemeinen Volksbewaffnung, uneingeschränkter Freiheit der Presse, Einführung der Schwurgerichte und eines deutschen Nationalparlaments, bezeichnet. Der Reihe nach wurden ähnliche Forderungen in anderen Bundesstaaten aufgestellt und deren Gewährung durch Deputationen, Adressen und Volksversammlungen herbeigeführt. — Die Regierungen eilten Concessionen zu geben, die mehr oder weniger mit dem bisherigen Bundesysteme im Widerspruche stehen und eine völlige Umgestaltung der innern Verhältnisse der einzelnen Bundesstaaten herbeiführen müssen. Das Nähere hierüber glaubt der Ausschuss in dermaliger Sachlage umgehen zu können. Die Aufgabe hoher Bundesversammlung ist nun, wieder Einklang und Uebereinstimmung in die gestörten Verhältnisse zu bringen und dadurch den innern und äussern Frieden Deutschlands zu sichern. Hierzu dürfte die Thätigkeit dieser Behörden in ihrer dermaligen Lage und ohne bedeutende Verstärkung der Centralgewalt des Bundes im nationalen Sinne nicht ausreichen. Dies geht am deutlichsten aus der Wirkung hervor, die durch die neuesten Beschlüsse der Bundesversammlung hervorgerufen worden ist. — Gewiss hat der Aufruf hoher Bundesversammlung an die deutschen Regierungen und Völker bei Vielen guten Eindruck gemacht, im Allgemeinen aber Vertrauen zu erwecken nicht vermocht. Ebenso wenig bewirkte der über die Presse gefasste Beschluss, dass die Regierungen denselben zur Grundlage ihrer Entschliessungen in Beziehung auf diese wichtige Angelegenheit machten. — Es muss daher nach andern Mitteln geforscht werden, um Deutschland vor innerem Zwiespalt und Anarchie zu schützen. Es steht Grosses und Entscheidendes auf dem Spiele. Zwar hatte es den Anschein, dass die Gemässigten der Anhänger der nationalen Entwicklung Deutschlands bei dem Verlangen eines deutschen Parlaments davon ausgehen, dass die einzelnen Bundesstaaten und deren Verfassungen erhalten

und in dem Parlamente nur die Gesammtheit der deutschen Fürsten und Völker als Gesamtmacht vertreten sein solle. In diesem Sinne hat sich eben erst die am 5. d. M. in Heidelberg abgehaltene Versammlung von Angehörigen verschiedener Bundesstaaten ausgesprochen. — Allein hinter den gemässigten Männern des Fortschrittes steht die Partei der Ultraradikalen und Republikaner, die nach einer allgemeinen deutschen Republik strebt. Gedrängt von der einen Seite durch die Gemässigten und von der andern durch die noch nicht von der Bewegung ergriffenen Regierungen, könnte diese Partei sich unter Verleugnung alles patriotischen Sinnes auf die Hülfe einer Partei des Auslandes stützen und dadurch den Anlass zu den bedenklichsten Conflicten geben. Dieser Gefahr darf Deutschland nicht ausgesetzt werden. Nach Obigem muss anerkannt werden, dass die Verfassung des deutschen Bundes, wenn Deutschland einig, stark und friedlich bleiben soll, einer Revision auf breiter nationaler Grundlage bedarf. — Hohe Bundesversammlung dürfte sich gedrungen sehen, sich hierüber offen auszusprechen. Als Folge hiervon würde sich ergeben, dass Bestimmungen über die Art und Weise getroffen werden müssen, wie diese Revision der Bundesverfassung zu bewirken stehe. Hierüber behält der Ausschuss sich weitem Vortrag vor. Ist einmal bekannt, dass die verfassungsmässige Centralbehörde des Bundes sich mit der Revision der Bundesverfassung auf zeitgemässer nationaler Basis beschäftigt, werden damit die zur Ausführung dieser Revision erforderlichen Einleitungen mit der möglichsten Beschleunigung verbunden, so wird die Bundesversammlung die Augen der deutschen Nation auf sich ziehen und, gelingt das grosse nationale Werk, das allgemeine Vertrauen gewinnen. — Damit aber wird den Gefahren weiteren Umsturzes vorgebeugt sein. — Der Ausschuss stellt den Antrag:

- 1) hohe Bundesversammlung wolle die Ueberzeugung aussprechen, dass eine Revision der Bundesverfassung auf wahrhaft zeitgemässer und nationaler Grundlage nothwendig sei;
- 2) den Ausschuss beauftragen, gütachtlichen Vortrag über die Art und Weise, wie diese Revision zur Ausführung zu bringen sei, unverzüglich zu erstatten.

Nach ausführlicherer Erörterung des Vortrags wurde in Uebereinstimmung mit dem Ausschussantrage beschlossen

- 1) die Bundesversammlung spricht die Ueberzeugung aus, dass eine Revision der Bundesverfassung auf wahrhaft zeitgemässen und nationaler Grundlage nothwendig sei;
- 2) sie beauftragt den Ausschuss, gutachtlichen Vortrag über die Art und Weise, wie diese Revision zur Ausführung zu bringen sei, unverzüglich zu erstatten.

VI.

Note circulaire du gouvernement d'Autriche en date de Vienne le 8 mars 1848.

(Actenstücke zur neuesten Gesch. Deutschlands. Hannover 1848. p. 88).

Durch die Circulardepesche vom gestrigen Datum ist sämmtlichen Bundes-Regierungen in Gemeinschaft mit Preussen der Antrag vorgelegt worden, sich zur Berathung der in dem gegenwärtigen Augenblicke erforderlichen gemeinsamen Schritte und Maassregeln zu einem Minister-Congresse in Dresden zu vereinigen. — Bei der wachsenden Dringlichkeit der politischen Umstände glauben die beiden Höfe, dass der Zusammentritt dieses Congresses für Deutschland nicht weiter als bis zum 25. März d. J. hinausgeschoben werden dürfe und laden daher die betreffenden Regierungen ein, soweit es irgend möglich ist, ihre Bevollmächtigten bis zu diesem Termine nach Dresden absenden zu wollen. — Den Bundesfürsten selbst wird dabei nur ganz anheim gestellt werden können, in wiefern sie dem Congress in Person beizuwohnen beabsichtigen, aber das besondere Ersuchen hinzuzufügen sein, ihre Bevollmächtigten jedenfalls mit umfassenden Vollmachten zu versehen.

Die Gegenstände der Berathung und gemeinsamer Beschlussnahme dieses Congresses würden sein

- a) die zur Aufrechthaltung der gesetzlichen Ordnung und innern Ruhe in den Bundesstaaten erforderlichen Maassregeln;
- b) die auf die jetzige Lage des Bundes begüglichen Fragen;
- c) die auf die Entwicklung der Bundes-Institutionen, die Wünsche der einzelnen Staaten und die nationalen Bedürfnisse bezüglichen Vereinbarungen.

In dem gegenwärtigen Momente, in dem ebensowohl die Existenz des Bundes als die seiner Glieder gleich-

mässig bedroht ist, können nur in dem festesten Zusammenhalten und der unbeschränktsten Hingabe aller Regierungen an den einen Zweck, die Mittel gefunden werden, Gefahren entgegen zu treten, deren Grösse vor Augen liegt. Wir geben uns daher der festesten Zuversicht hin, dass jeder unserer Bundesgenossen von derselben Ueberzeugung durchdrungen ist und bereitwillig die Hand dazu bieten wird, damit alle Kräfte des gemeinsamen Vaterlandes gegen den inneren und äusseren Feind vereinigt, demselben aber auch die Vorwände entzogen werden, mit welchen täglich ein so verhängnissvoller Missbrauch getrieben wird. — Empfangen etc.

VII.

Rapport du plénipotentiaire de Prusse, présenté à la Diète, au nom du comité politique, dans la séance du 9 mars (16^e de 1848) et arrêtés pris dans cette séance et dans celle 21^e du 20 mars portant établissement des armes et couleurs de la confédération.

(Bundes-Protoc. §. 140. p. 237. Traduction.)

(Extrait du protocole de la 16^e séance de la Diète germanique, tenue le 9 mars 1848.)

Le comité chargé de présenter un rapport sur la question ci-dessous, propose :

Le comité, convaincu que la force de l'Allemagne réside essentiellement dans le sentiment de son unité, mais que ce sentiment, pour qu'il se manifeste clairement et énergiquement à la nation, a besoin de symboles extérieurs, croit devoir résoudre actuellement la question, soulevée à plusieurs reprises, des armes et des couleurs fédérales. — Le comité est complètement d'avis qu'il n'y a pas de meilleur emblème pour les armes fédérales que celui qui a déjà été adopté en 1846 pour les canons et les autres objets d'artillerie destinés à l'armement des deux forteresses fédérales d'Ulm et de Rastatt, à savoir l'ancienne aigle impériale allemande; avec la légende „Confédération germanique“, attendu qu'il n'existe pas d'autre symbole historique de l'unité des différentes tribus germaniques laquelle compte plus de mille ans d'existence. — On empruntera aussi pour les cou-

leurs fédérales celles des temps antérieurs, où la bannière de l'empire d'Allemagne était noir, rouge et or. — En conséquence, le comité propose, sans préjudice des couleurs et des armes des différents états allemands, de proclamer armes et couleurs fédérales l'emblème et les couleurs ci-dessus désignées. — Le comité proposera immédiatement où et de quelle manière devront être placées ces armes et ces couleurs.

Après une discussion approfondie de cette question, les conclusions du comité ont été adoptées à l'unanimité. — En conséquence, la Diète arrête :

La Diète germanique déclare que l'ancienne aigle impériale allemande, avec la devise : „Confédération germanique“ et les couleurs de l'ancienne bannière de l'empire germanique, noir, rouge et or, sont les armes et les couleurs de la Confédération germanique, et se réserve de prendre, pour ce qui concerne leur emploi, une résolution ultérieure, quand elle aura entendu le rapport du comité.

(Extrait du protocole de la 21^e séance de la Diète germanique, tenue le 20 mars 1848.)

Le comité a présenté sur la même question le rapport ci-après :

Le comité s'était réservé, dans son rapport soumis à la Diète le 9 de ce mois, de proposer où et de quelle manière il fallait placer les armes et les couleurs de la Confédération. — Le comité croit que ces emblèmes de l'unité nationale figureront convenablement aux endroits où la Confédération se présente surtout dans son intégrité ; ainsi ils seront adoptés par les autorités fédérales et employés surtout dans le matériel de guerre de la confédération. Ces emblèmes devront figurer par conséquent dans les forteresses fédérales, et le signe commun de ralliement que doit prescrire la Diète pour le cas d'une guerre fédérale, conformément à l'article 36 de son règlement, sera emprunté à ces emblèmes. — Le comité propose en conséquence à la haute Diète d'arrêter :

¹⁰ Les armes et les couleurs fédérales devront figurer immédiatement dans les forteresses fédérales ; la commission militaire de la confédération est chargée de l'exécution immédiate de cet arrêté.

20. Le signe commun de ralliement pour toutes les troupes fédérales, lequel doit, pour le cas d'une guerre fédérale, être fixé par la Diète, en vertu de l'article 36 de son règlement, sera emprunté à ces emblèmes.

30 Les sceaux des autorités fédérales devront être revêtus des armes fédérales.

Conformément aux conclusions du comité, la Diète germanique arrête à l'unanimité:

10 Les armes et les couleurs fédérales devront figurer immédiatement dans les forteresses fédérales; la commission militaire de la Confédération est chargée de l'exécution immédiate de cet arrêté.

20 Le signe commun de ralliement pour toutes les troupes fédérales, lequel doit, pour le cas d'une guerre fédérale, être fixé par la Diète, en vertu de l'article 36 de son règlement, sera emprunté à ces emblèmes.

30 Les sceaux des autorités fédérales devront être revêtus des armes fédérales.

(Publié dans les bulletins des lois des Etats particuliers, entre autres dans celui de Hesse-Electorale 1848 Nr. VI. mars p. 23.)

VIII.

Extrait d'une Note et postscriptum, adressés par le ministre des affaires étrangères de Prusse au chargé d'affaires prussien à Hanovre, en date du 16 mars 1848.

(Actenstücke zur neuesten Gesch. Deutschlands p. 92.)

Die allgemeine Preussische Zeitung und nach ihr die übrigen öffentlichen Blätter bringen Euer etc. das unterm 14. d. M. von des Königs Majestät erlassene Patent wegen der auf den 27. April d. J. angesetzten Einberufung des vereinigten Landtages. — Unter der hienach begründeten Voraussetzung, dass Euer etc. der Inhalt desselben vollkommen bekannt sein wird, habe ich Ihre gefällige Aufmerksamkeit besonders für die, der Ankündigung jener wichtigen inneren Massregel vorausgeschickten Eingangsworte des Patents in Anspruch zu nehmen. Sie handeln von der Ihnen bekannten, gemeinschaftlich mit Oestreich von uns getroffenen Einleitung zu einer unverzüglichen Berathung derjenigen Massre-

geln, welche das Wohl des Deutschen Vaterlandes unter den gegenwärtigen schwierigen und gefährvollen Verhältnissen erheischt. Der im nichtamtlichen Theile der Preussischen Allgemeinen Zeitung vom heutigen Tage unter der Rubrik Inland enthaltene gleich hinter jenem Allerhöchsten Patente folgende Artikel bezeichnet als den Ort des Zusammentritts der Versammlung, die sich mit den beabsichtigten Berathungen zu beschäftigen haben wird, Dresden, als den dazu anberaumten Termin den 25. d. M. Indem Se. Majestät der König bei der in einem frühern Momente gefassten Willensmeinung beharren, die Herbeiführung dieser Berathung nach allen Kräften zu fördern, verhehlen Allerhöchstdieselben sich nicht, welchen Missdeutungen die Idee eines Fürsten- und Minister-Congresses ausgesetzt ist. Solche Missdeutungen zu überwinden, wird, wie wir hoffen, das Königliche Patent vom 14. d. M. wesentlich beitragen. Der König will nach seiner darin bestimmt und entschieden ausgesprochenen Verheissung mit allen Kräften dahin wirken, dass die Dresdener Berathungen zu einer wirklichen Regeneration des Deutschen Bundes führen, damit das Deutsche Volk in ihm wahrhaft vereinigt, durch freie Institutionen gekräftigt, nicht minder aber auch gegen die Gefahren des Umsturzes und der Anarchie geschützt, die alte Grösse wiedergewinne und Deutschland den ihm gebührenden Rang in Europa einnehme. Mögen alle Fragen, welche die Gemüther im Interesse Deutschlands jetzt so mächtig bewegen, dort zur freien aber auch gründlichen, reiflichen und ruhigen Berathung gebracht werden! Keine derselben sei ausgeschlossen, namentlich die wichtige Frage wegen Vertretung der Deutschen Nation am Bundestage durch ein s. g. Deutsches Parlament. Es wird sich alsdann zeigen, wie ihre Lösung ausführbar ist, die Idee einer Vertretung der Deutschen Nation am Bundestage an und für sich ist aber der diesseitigen Königlichen Regierung so wenig fremd, dass wir schon im Herbst des vorigen Jahrs damit umgingen, eine Bundes-Einrichtung vorzubereiten, wonach den, zur Begutachtung wirksamer Massregeln für Förderung der allgemeinen politischen und materiellen Interessen Deutschlands am Bundestage niederzusetzenden Commissionen, Sachverständige aus allen Theilen Deutschlands beizunordnen gewesen wären, wodurch die besten geistigen Kräfte Deutschlands mit den Bundes-Organen in einen

lebendigen Zusammenhang gebracht werden sollten. — Euer etc. wollen von dem Erscheinen des Königlichen Patents vom 14. d. M. gefälligst Veranlassung nehmen, bei jeder Gelegenheit dafür Sorge zu tragen, dass die oben entwickelte Ansicht von der Allerhöchsten Willensmeinung Sr. Majestät des Königs in Beziehung auf die in Dresden zu eröffnende Versammlung nach allen Seiten verbreitet werde. — Berlin, den 16 März 1848.
(gez.) Canitz.

P. S. Vorstehendes Schreiben war bereits vollzogen, als die Nachricht von den Ergebnissen hier eingip, die am 13. in Wien Statt gefunden haben. — Wir betrachten diesen Umschwung der Verhältnisse in Oestreich zunächst und hauptsächlich unter dem Gesichtspunct seiner Folgen für *Deutschland*. Es liegt darin eine neue Aufforderung für den König, unsern allergnädigsten Herrn, Sich des gemeinsamen Wohls Deutschlands mit allen materiellen und moralischen Kräften anzunehmen, so wie für alle Deutschen Regierungen, sich zu demselben Zweck die Hände zu bieten. Es wird ohne Zweifel zweckmässig sein, diese hochwichtigen Verhandlungen auf einen Punct zu concentriren. — Euer etc. habe ich demnach aufzufordern: bei der Regierung bei der Sie accreditirt sind den Antrag zu stellen

1) für die Zeit der auf den 25. d. M. nach Dresden beabsichtigten Vereinigung, auch ihre Bundestags-Gesandten dazu zu berufen und zugleich hinzuzufügen:

2) dass, da die Gegenwart des Königs durch die inneren Angelegenheiten der Preussischen Lande wohl hier oder in dem naheliegenden Potsdam erforderlich sein dürfte, diese Residenz sich unter den dormaligen Verhältnissen zum Vereinigungspuncte eignen dürfte.

(gez.) Canitz.

IX.

Extrait d'une note du ministre des affaires étrangères de Bavière, à M. le comte de Luxburg, ministre de Bavière à Vienne, en date du 12 mars 1848.

(Actenstücke zur neuesten Geschichte Deutschlands. Hannover 1848 p. 92.)

Euer Hochwohlgebornen kannten wohl bereits vor uns jene Idee eines Minister-Congresses, welche des Herrn

Staatskanzlers Durchlaucht mittelst der abschriftlich anruhenden Circular-Depesche geltend zu machen gedenken. Der König, unser Herr, theilt aus vollem Herzen die Ueberzeugung des k.k. Kabinetts, dass in dem Bundesbereiche langjährige Säumniss gut zu machen, und endlich den gerechten Erwartungen und Interessen grossartige Rechnung zu tragen sei. Seine Ueberzeugung spricht rückhaltslos aus die königl. Proclamation vom 6. März d. J. Aber eben, weil der König diese Ueberzeugung theilt, muss er sich gegen den beantragten Minister-Congress in allerentschiedenster und peremptorischer Weise aussprechen und jegliche Theilnahme an einem solchen unbedingt ablehnen. — Worin liegt zunächst das grosse Missbehagen Deutschlands? Was hat die Idee eines deutschen National-Parlaments geboren, grossgezogen und in allen Gauen des weiten Vaterlands eingebürgert? Die Nullität des Bundestages, sein ausschliessendes Sichbeschäftigen mit Aufschwung-unterdrückenden Maassnahmen. Und wodurch wurde der Bund zu dieser Nullität, zu dieser Aufschwung-feindlichen Haltung gebracht? Durch seine Heimlichkeit, durch das hermetische Verschiessen seines Sitzungs-Saales gegen jede Controle der öffentlichen Meinung. Der heimliche Bundestag ist dem Deutschen ein Gegenstand erst der Scheu, dann kalter Anwiderung geworden. Und nun in dem Momente verjüngten Nationalgefühles und allerwärts drohender Gefahr, sollte etwas noch viel Schlimmeres, als der heimliche Bundestag, es sollte ein Diplomaten-Congress, Seitenstück der Congresse von Aachen, von Karlsbad, von Verona, von Wien (1834) auftreten? Noch mehr, dieser Congress hätte nicht etwa an dem Bundessitze, neben und in Verbindung mit dem Bundestage, sondern in dem fernen Sachsen stattzufinden? ... Der König hat die Absicht, freudig zu allem mitzuwirken, was den grossen Zweck zu einer nationalen Erstarkung Deutschlands und dessen Föderations-Mittelpuncts fördern kann. Aber in dem wahren wohlérwogenen Interesse der Regierungen wie der Regierten vermag er an Berathungen über deutsche Fragen nur Theil zu nehmen, sofern das Berathen an dem Bundestage in gebührender Collegial-Form statt findet, und die Berathungs-Ergebnisse, dem hoffentlich bald zur Veröffentlichung gelangendem Bundesprotocolle einverleibt werden. — Die Erfahrung wird beweisen, dass dieser Entschluss

Sr. M. ein ächt föderativer, ein die fortwährende Bundesdeutsamkeit des Bundes-Mittelpunctes — ja vielleicht die Existenz des Bundes selbst verbürgender ist.

Belieben Euer etc. gegenwärtige Mittheilung zur Kenntniss des Fürsten Staatskanzlers zu bringen und Sr. Durchlaucht auf Verlangen Abschrift zuzustellen. Die Weisheit und reiche Erfahrung des Staatsmannes, welcher die äussern Angelegenheiten des Kaisterstaates lenkt, wird unsere Gründe erwägen und — wir schmeicheln uns dessen — dieselben nicht ohne Gewicht finden, jedenfalls den Absichten unseres, bezüglich seiner deutschen Gesinnung bewährten Monarchen volle Gerechtigkeit widerfahren lassen. — Empfangen Euer etc.

X.

*Arrêté de la Diète fédérale du 13 mars 1848
portant suspension de celui du 10 du même mois.*

(Bundes-Protokolle §. 142 p. 240.)

Oesterreich und Preussen. Der Gesandte hat hoher Bundesversammlung anzuzeigen, dass die allerhöchsten Höfe von Oesterreich und Preussen so eben sämtliche deutsche Bundesregierungen eingeladen haben, zum 25. d. M. Bevollmächtigte nach Dresden zu senden, um dort über die durch die gegenwärtige Lage Deutschlands nöthig werdenden Maassregeln sowie über die Entwicklung der Bundesorganisation zu berathen.

Die Bundesversammlung, nach reiflicher Ueberlegung dieser Anzeige, *beschliesst*: dass die Ausführung des Beschlusses vom 10. d. M. wegen Einleitung zur Revision der Bundesverfassung suspendirt bleibt, bis die hohen Regierungen sich hierüber geäußert haben werden, und in Folge dessen eine neue Einladung Seitens der Bundesversammlung ergeht.

XI.

Note du ministre des affaires étrangères de Prusse, adressée au chargé d'affaires de Prusse à Hanovre en date du 25 mars 1848.

(Actenst. z. N. D. Gesch. VI. p. 94.)

Der deutsche Congress, der nach frühern Absichten in Folge der ergangenen Einladungen heute in Potsdam

eröffnet werden sollte, kann nicht Statt finden, nachdem jene Einladungen von mehreren Seiten her ablehnend beantwortet worden, und die hiesigen Ereignisse vom 18. bis 21. d. M. dazwischengetreten sind. Anstatt der eingeladenen Vertreter der verschiedenen Deutschen Staaten sind aber seit einigen Tagen schon Bevollmächtigte von Württemberg, Baden, Grossherzogthum Hessen und Nassau hier anwesend. Mit ihnen, dem Ober-Appellations-Gerichtsrathe von Sternfels aus Stuttgart, dem Grafen von Lehrbach aus Darmstadt, dem Regierungsrathe Freiherrn von Gagern aus Wiesbaden, ist in einer Conferenz, welcher auch der hiesige Königlich Sächsische Gesandte und ein Vertreter Badens in der Person des Herrn von Forbeck, jedoch ohne ausreichende Vollmachten, beiwohnten, über die Vorfragen hinsichtlich der Basis, auf welche die allgemein gewollte kräftige Reorganisation des Bundes und insbesondere die Schöpfung eines Deutschen Parlaments auszuführen sei, berathen und eine Verständigung bewirkt worden, deren Hauptpunkte als geeignet zur Grundlage für weitere umfassendere Berathungen sich in die nachstehenden Fragen und Antworten zusammenfassen lassen.

Fragen. I. Wird die Nothwendigkeit einer einheitlichen Leitung des gesammten Bundesvereins unter Einem Oberhaupte anerkannt?

II. Wird die Nothwendigkeit eines Oberhauses als zweiten Gliedes des Deutschen Parlaments und zwar eines aus den Bundesgliedern oder ihren Delegirten bestehenden Oberhauses anerkannt?

III. Soll diesem Oberhause ein Unterhaus von Abgeordneten der Nation, gewählt durch die ständischen Kammern der einzelnen Deutschen Staaten, im etwaigen Verhältnisse eines Abgeordneten auf 100,000 Einwohner Deutschlands, zur Seite stehen?

IV. Soll die Competenz des Bundes-Oberhauptes und beider Häuser des Deutschen Parlaments sich erstrecken auf: 1) Bundesheerwesen und Volksbewaffnung? 2) Möglichste Gemeinschaftlichkeit der Gesetzgebung, besonders über Heimathswesen, Staatsbürgerrecht, Gerichtsverfahren, Strafrecht, Handelsrecht? imgleichen auf die Herstellung eines ständigen Bundesgerichts für Streitigkeiten staatsrechtlichen Ursprungs zwischen den verschiedenen Bundesstaaten unter sich, so wie zwischen den

letsteren und ihren Ständen? Ferner 3) auf Herbeiführung eines gemeinschaftlichen Systems für Zollwesen, Handel, Münze, Maass, Gewicht, Posten, Eisenbahnen, Wasserstrassen etc., endlich 4) auf die Herstellung gemeinschaftlicher activer Vertretung des Bundes im Auslande?

V. Soll die definitive Beschlussnahme über die obigen Punkte auf dem bisherigen Bundestage zu Frankfurt am Main, als dessen letzter Act, vorbehaltlich der Genehmigung der bestehenden verfassungsmässigen Gewalten in den einzelnen Bundesstaaten, erfolgen?

VI. Sollen die Bundestags-Gesandtschaften bei den nach Nr. V zu haltenden Berathungen durch Männer, welche das Vertrauen des Landes besitzen, im Sinne des suspendirten Bundestagsbeschlusses vom 10. März c. verstärkt werden und soll diese Suspension mithin aufhören?

Während die in der Conferenz anwesenden Vertreter des Königreichs Sachsen und des Grossherzogthums Baden die Fragen von I bis VI *ad referendum* nahmen, erklärten sich die Bevollmächtigten von Württemberg, Grossherzogthum Hessen und Nassau vollkommen zustimmend über dieselben.

Was Preussen betrifft, so liegt seine Antwort auf jene Fragen in dem Allerhöchsten Patente wegen beschleunigter Einberufung des vereinigten Landtags vom 18. d. M. und in der von Seiner Majestät unterm 21. d. M. an Ihr Volk und an die Deutsche Nation erlassenen Ansprache. Beide sind Ew. etc. aus den öffentlichen Blättern bekannt. — Seine Königl. Maj. wünschen und wollen Ihr ernstliches Bestreben darauf richten, dass Deutschland aus einem Staatenbunde ein Bundesstaat werde auf dem Grunde einer im Vereine der Regierungen mit dem Volke auszuführenden Reorganisation der Bundesverfassung, welcher eine unverzüglich zu berufende vorläufige Bundes-Repräsentation aus den Ständen aller Deutschen Länder vorausgehen muss; — dass eine allgemeine Deutsche Wehrverfassung mit Vereinigung unter Einem Bundesbanner, wo möglich mit einem Bundesfeldherrn an der Spitze, ins Leben trete; — dass ein Deutsches Bundesgericht entstehe zur Schlichtung aller Streitigkeiten staatsrechtlichen Ursprungs zwischen Fürsten und Ständen, wie zwischen den verschiedenen Deutschen Regierungen; — dass dem Vaterlande ein allgemeines Deutsches Heimathsrecht und volle Freizügigkeit

zu Theil werde; — dass fortan keine Zollechranke mehr den Verkehr auf Deutschem Boden nehme und in einem allgemeinen Deutschen, Zollvereine gleiches Maasse, Gewicht, gleicher Münzfuss, ein gleiches Handelsrecht gelte, dass dem Missbrauche der Pressfreiheit in ganz Deutschland durch gleiche Garantien gewehrt werde.

Wie tief der König von der Nothwendigkeit einer einheitlichen Leitung des Bundesvereins unter Einem Oberhaupte durchdrungen ist, kann nicht stärker bewiesen werden, als durch die Erklärung Seiner Majestät, diese Leitung für die Tage der jetzigen Gefahr Selbst übernehmen zu wollen, wobei Allerhöchstdieselben zur Abwendung jeglicher etwaiger Missdeutung hinzugefügt haben:

„Es ist keine Usurpation von Mir, wenn Ich Mich „zur Rettung der deutschen Freiheit und Einheit berufen fühle. Ich schwöre zu Gott, dass Ich keinen Fürsten von Throne stossen will, aber Deutschlands *Einheit* und *Freiheit* will Ich schützen, sie muss geschützt werden durch Deutsche Treue, auf den Grundlagen einer aufrichtigen *constitutionellen Verfassung*.“

Damit nun auch die definitive Beschlussnahme des Bundes über die obigen, von Preussen im Sinne jener Allerhöchsten Erklärung vorläufig bejahten Fragen am Sitze des bisherigen Bundestags, nach Maassgabe des Bundesbeschlusses vom 10. d. M. unter Aufhebung der momentanen Suspension des letzteren, gehörig vorbereitet werden könne, hat der königl. Bundestagsgesandte, Graf v. Dönhoff, gestern die entsprechende Weisung erhalten, mit der Eröffnung, dass Se. Majestät unverzüglich eine Person, deren Namen in Deutschland allgemeines Vertrauen erweckt, nach Frankfurt abordnen werden, um im Sinne des letztgedachten Bundesbeschlusses an den dortigen Berathungen über die Bundes-Reorganisation Theil zu nehmen. Organe der Preussischen Ständeversammlung würden demnächst mit der solcher-gestalt verstärkten Bundesversammlung, sofern dieses in den Wünschen der letzteren liegen sollte, wie es die Allerhöchste Ansprache vom 21. d. M. in Aussicht stellt, zusammentreten können. — Es kommt jetzt darauf an, die Regierung, bei welcher Ew. etc. beglaubigt sind, von dem wesentlichen Inhalte meines gegenwärtigen Erlasses schleunigst in Kenntniss zu setzen, und dahin zu wirken, dass ihrerseits den oben dargelegten Grundsätzen

über die Reorganisation des Bundes beigetreten und zunächst von jeder Stimme im engeren Rathe der bisherigen Bundesversammlung zu deren Verstärkung, soweit es nicht schon geschehen ist, ein hinlänglich befähigter Mann des öffentlichen Vertrauens nach Frankfurt abgeordnet werde. Hiermit ist Ew. etc. die Aufgabe bezeichnet, welcher Sie Sich sofort gefälligst unterziehen wollen. — Berlin, den 25. März 1848.

(gez.) *Arnim.*

An den Königl. Geschäftsträger, Herrn Stach von Goltzheim, Hochwohlgeboren, zu Hannover.

XII.

Note circulaire du gouvernement d'Autriche en date de Vienne, le 24 mars 1848.

(Actenst. u. N. D. Gesch. p. 98.)

Der von Sr. Majestät dem Könige von Preussen angeregten Idee einer zeitweiligen Verlegung des Bundestags nach Potsdam, hatten Se. Majestät der Kaiser, unser allergnädigster Herr, in der Voraussetzung zugestimmt, dass bei deren Verwirklichung und der hierauf erfolgenden Revision der Bundesverfassung die Grundlagen der letzteren aufrecht erhalten werden, die in dieser Verfassung nöthigen Aenderungen und Verbesserungen wesentlich *von dem Bestehenden* auszugehen haben und in geregelter Form herbeigeführt werden würden. — Es ist aber seit Abgang meines diesfälligen Circulars durch die öffentlichen Blätter das von Sr. königl. Preussischen Majestät erlassene Proclama vom 21. März zu unserer Kenntniss gekommen. — Selbes ändert in unsern Augen wesentlich die Lage der Dinge. — Wenn uns auch über die nähere Folge und Entwicklung, welche den im erwähnten Actenstücke angedeuteten Ideen Königl. Preussischer Seite gegeben werden, so wie über die Form, in welcher deren Verwirklichung erfolgen soll, von dem Berliner Cabinette eine Mittheilung bis jetzt nicht gemacht ist, und wir sonach, wie billig, unser volles Urtheil noch zurückhalten, so steht uns doch bereits so viel fest, dass nicht Revision, sondern völlige Umkehr des Bestehenden beabsichtigt sein kann; und dies zwar nicht in Wegen freien und vertragsmässigen, sondern in jenen einseitig willkürlichen Vorgehens.

Entschiedener als je wollen Sr. Maj. der Kaiser unter solchen Umständen an der Grundlage des Vertrags festhalten, welchen Allerhöchstdero in Gott ruhender Vorfahr auf dem Thron am 8. Juni 1815 mit Deutschlands Fürsten und freien Städten abgeschlossen hat; und welcher zwar im gemeinsamen Einverständnisse abgeändert und verbessert, nicht aber mit rechtlicher Wirkung einseitig gelöst werden kann.

Der bestehende Bund ist — welches auch seine nicht geleugneten Lücken und Mängel sind — immer noch das Palladium Deutscher Einheit und Deutscher Kraft dem Auslande gegenüber. Kein Fürst wird in Deutschland gefunden werden, der in diesen ersten Tagen mit frevler Hand an diesem heiligen Bande wird rütteln wollen. — Die Stadt Frankfurt ist nach Artikel 9 der Bundesacte der Sitz der Bundesversammlung. Nur in Frankfurt, und nur in der nach den bestehenden Bundesgesetzen sich bewegenden Bundesversammlung wird sonach der Kaiserliche Präsidialgesandte an den Verhandlungen Theil nehmen, welche das Revisionswerk einzuleiten und die Formen, unter denen es bewirkt werden soll, zu bestimmen haben werden; — von jeder anderen einseitig und ungeregt geführten Verhandlung aber sich sofort zurückziehen; Sr. Maj. dem Kaiser alles Fernere vorbehaltend. Deutschland soll und muss verjüngt werden, dies ist Oesterreichs, in seiner heutigen Gestalt, entschiedener Wunsch und fester Entschluss. Eben so ungebeugt steht aber auch unsere feste Ueberzeugung, dass dieses hohe Ziel nur zu erreichen ist auf rechtmässige gebahnten Wegen und unter dem Zusammenwirken *Aller*.

Von diesen unseren Beschlüssen wollen Euer etc. de. Regierung . . , bei de . . . Sie beglaubigt sind, Kenntniss geben. Dieselbe . . . dem bundestreuen, vaterländischen Sinne, von dem sie eingegeben sind, Gerechtigkeit zu leisten sicher nicht ermangeln und sich, wie bisher, gern an den Kaiserhof anschliessen, der für sich nichts will, sondern nur *gleiches Recht* — und durch verbündete Kraft — *gleichen Schutz* für *alle Theile* unseres grossen, ruhmreichen Deutschen Vaterlandes.

Empfangen Dieselben die Versicherung meiner vollkommenen Hochachtung.

† L'assemblée préliminaire (Vorparlament) arrâtée par la réunion de Heidelberg (V. plus haut) s'est ouverte à Francfort. le 31 mars 1848. M. Mittermaier a été élu président; M.M. Dahlmann, Itzstein, Robert Blum et Jordan viceprésidents, M. M. Bauer, Schwarzenberg, Müller, Varrentrapp, Briegleb et Simon de Breslau secrétaires. La commission des Sept présenta son projet de constitution, dont les traits principaux étaient :

1. Un chef de la confédération, gouvernant par des ministres responsables.

2. Une chambre de représentants des Etats composant la confédération.

3. Une chambre de représentants du peuple, sortant d'élections primaires et directes à raison d'un sur 70,000 ames.

4. Attributions fédérales resultants de la renonciation de la part des gouvernements particuliers, en faveur du pouvoir central, à telles nécessaires pour produire l'unité de l'armée, de la représentation politique à l'étranger, du système de commerce, de navigation, de douanes, monnaies, poids et mesures, des postes, communications fluviales et routes des fer, et de codes civil, pénal et de procédure; une cour suprême fédérale; garantie des libertés nationales.

5. La Diète fédérale, renforcée des hommes de confiance, convoquera l'assemblée nationale constituante.

6. L'assemblée préliminaire nommera une commission de douze de ses membres pour surveiller la convocation de l'assemblée constituante, et si elle n'aura pas eu lieu dans le délai d'un mois, elle rappellera l'assemblée préliminaire pour le 4 de mai, ou plutôt si besoin sera.

† Cette commission, par une résolution subséquente, devait être composée de 50 membres, dont l'élection a eu lieu le 3 avril. Ont été élus M.M. Wiesner (Autriche), Itzstein (Bade), Robert Blum (R. de Saxe), Jacobi (Königsberg), Kolb (Bavière Rhénane), Abegg (Breslau), Soiron (Bade), Simon (Breslau), Schott (Wurtemberg), Murschel (idem), Raveaux (Prusse Rhénane), Spatz (Bavière Rhénane), Eisenmann (Bavière), Schleiden (Schleswig), Mathy (Baden), Gülich (Schleswig-Holstein), Freudentheil (Hanovre), comte Bissingen (Autriche), Stedtmann (Prusse Rhénane), Venedey (idem), Schnell (Mecklenbourg), Siemens (Hanovre), Jürgens (Brunsvic), Zachariae (Hanovre), Wippermann (Cassel), Hergenbahn (Nassau), Lehne (Hesse Rhénane), Biedermann (R. de Saxe), Rüder (Oldenbourg), Buhl (Bade), Nonne (Hildburghausen), Kierulff (Mecklenbourg), Heckscher (Hambourg), Cotta (Prusse Rhénane) Dutkowitz (Breme), Böhn (Lübeck), Schwarzenberg (Cassel), Brunk (Hesse Rhénane), Mappes (Frankfort), Pagenstecher (Prusse), Wilhelmi (Prusse), Briegleb (Cobourg), Blachière (Hesse Electorale), de Closen (Bavière), Paur (Bavière), Reh (Darmstadt), Mack (Wurtemberg), Mayer (Prusse), Wedemeyer (Prusse), Wächter (Wurtemberg.)

L'assemblée préparatoire pour l'établissement d'un parlement national a pris le 1er d'avril les résolutions suivantes: 1^o Il doit être laissé en général aux différents

états, et sous la réserve d'établir des principes à ce sujet, de faire les élections d'après le mode qui existe chez eux ou qui est ordonné par les circonstances; 2^o les élections ne dépendent point de la confession religieuse, d'un cens électoral ou de privilèges quelconques; 3^o le principe des élections directes pour l'assemblée constituante nationale doit être celui de l'assemblée, sans cependant que ce principe ait force de loi; 4^o chaque citoyen majeur est électeur et éligible; 5^o chaque citoyen allemand peut être élu député sans qu'il appartienne à l'état fédéral dans lequel il a été élu. Quant à la question de savoir dans quel endroit l'assemblée constituante nationale doit être tenue, l'assemblée a décidé par acclamation que ce sera dans la ville de Francfort.

† Le 4 avril les membres du parlement préliminaire se séparèrent. Le même jour les 50 se réunirent et nommèrent leur président M. Soiron de Mannheim, et viceprésidents M.M. Abegg et Blum.

XIII.

Arrêtés de la Diète fédérale du 2 et 7 avril 1848.

(Traduction.)

A.

Extrait du protocole de la 27^e séance de la Diète germanique du 2 avril 1848.

Considérant que les lois dites exceptionnelles de la Confédération germanique, rendues depuis l'année 1819, ont déjà, à la suite des changements survenus dans ces derniers temps, cessé partout d'être en vigueur; considérant que la Diète germanique a formellement déclaré que ces lois étaient abrogées et supprimées, arrête, sur la motion des quatre villes libres:

Les dites lois et résolutions exceptionnelles sont supprimées pour tous les états fédéraux et doivent être considérées comme ayant cessé d'être en vigueur; si cela est jugé nécessaire, il sera publié un avis à cet sujet.

B.

Extrait du protocole de la 29^e séance de la Diète germanique, tenue le 7 avril 1848.

La diète arrête:

° La publication des discussions de la Diète aura lieu de nouveau comme cela se faisait avant l'année 1824.

2^o Le président de la Diète est invité à prendre à ce sujet les dispositions nécessaires.

XIV.

*Arrêté de la Diète fédérale du 7 avril 1848
relatif à la révision de la constitution fédérale.*

*Extrait du protocole de la 29^e séance de la diète,
tenue le 7 avril 1848.*

La commission pour la révision de la constitution fédérale a présenté le rapport suivant :

Si la commission de révision propose aujourd'hui à la haute Diète germanique de changer l'arrêté qu'elle a pris sur la motion qu'elle lui a présentée dans sa séance du 30 du mois dernier, et qui sur ces entrefaites a déjà servi de base à des projets de loi soumis par des gouvernemens fédéraux, elle se croit obligée avant tout de rappeler les négociations et les événemens qui ont précédé cet arrêté, ainsi que ceux qui ont eu lieu depuis qu'il a été rendu.

Après que la Diète eut reconnu qu'il fallait sans tarder donner un point d'appui légal aux désirs si vivement exprimés relativement à l'union de toutes les forces nationales et que ce point d'appui devait se trouver principalement dans la Diète, en sa qualité d'organe central légal commun pour tous les gouvernemens allemands, elle a déclaré, dans son appel du 1^{er} mars de cette année, qu'elle ferait tous ses efforts pour veiller avec une égale ardeur à la sécurité de l'Allemagne au dehors et au développement des intérêts nationaux et de la vie nationale à l'intérieur, et immédiatement après elle a, par son arrêté du 3 mars, prononcé l'abolition de la censure et la liberté de la presse dans tous les états fédéraux.

En même tems, après avoir examiné consciencieusement les causes fondées dans la constitution actuelle de la confédération germanique et dans son développement contraire à l'opinion publique, lesquelles, depuis une série d'années, avaient paralysé de plus en plus et rendu impossible l'action efficace de la diète, elle a déclaré aux gouvernemens allemands qu'il était indispensable de procéder à une révision de la constitution sur une base nationale et entièrement en rapport avec l'esprit du siècle.

Aussi a-t-elle immédiatement discuté la question de savoir comment cette révision devait avoir lieu en tenant compte autant que possible de l'opinion publique et en inspirant la confiance générale.

Convaincue que les travaux préparatoires d'une pareille révision de la constitution fédérale, que l'article 7 de l'acte fédéral assigne aux 17 curies de la Diète, ne pouvaient pas être entrepris avec succès sur la base désignée, si elle ne s'associait immédiatement des hommes qui jouissent de la confiance publique, elle a décidé, déjà à la date du 10 mars dernier, d'inviter tous les gouvernemens allemands à envoyer ici, au plus tard jusqu'à la fin de mars, des hommes investis de la confiance générale, un pour chacune des 17 voix du petit conseil, avec la mission de prêter leur concours à la diète et à ses commissions.

Des circonstances qu'il n'était pas au pouvoir de la Diète d'écarter ont retardé l'entière exécution de cet arrêté jusqu'à l'époque où allait avoir lieu ici, par suite de l'invitation de patriotes allemands, la réunion de députés de diètes allemandes pour discuter les bases d'un parlement allemand.

Sûre du consentement des gouvernemens allemands pour la convocation d'une assemblée nationale allemande, la Diète a cru ne pas devoir tarder à montrer la ferme volonté de hâter, autant que possible, les travaux d'organisation. En conséquence, elle a non seulement invité les hommes de confiance publique*), délégués ici, à élaborer un nouveau projet de constitution fédérale, et

*) Ce sont:

Pour la Prusse	MM. Dahlmann.
„ la Bavière	Kirchgesser.
„ la Saxe royale . . .	Todt.
„ le Hanovre	Wangenheim.
„ le Wurtemberg . . .	Uhland.
„ le Bade	Bassermann.
„ la Hesse électorale .	Jordan.
„ la Hesse grand-ducale	Langen.
„ le Holstein	Troysen.
„ le Luxembourg . . .	Willmar.
„ les duchés de Saxe .	Gabelenz.
„ Brunswic et Nassau .	de Gagern.
„ le Meklembourg . .	Stewer.
„ la 15e voix	Albrecht.
„ la 16e voix	Jaup.
„ les villes libres . . .	Gervinus.

laissé de la sorte, avec une entière confiance, l'initiative à ces hommes, mais encore à l'effet d'accélérer cette importante affaire, et convaincue que cette dernière exige nécessairement le libre consentement du peuple allemand, elle a indiqué la voie qui lui paraissait à cet égard la seule convenable et la seule admissible, à savoir que le projet d'une nouvelle constitution fédérale, émanant de la diète et des hommes qui lui ont été adjoints, sera soumis à l'adoption d'une assemblée nationale constituante, choisie parmi tous les états de la confédération.

Elle a consigné ses raisons dans le protocole du 30 du mois dernier et rendu l'arrêté de la teneur suivante, qui a été publié alors :

„Pour hâter l'élaboration des bases d'une nouvelle constitution fédérale, la diète germanique a déjà commencé les travaux préparatoires y relatifs, en s'adjoignant des hommes investis de la confiance publique.“

Pour accélérer encore davantage cette importante affaire, la diète arrête :

„Les gouvernemens fédéraux seront invités à faire procéder dans toutes leurs provinces faisant partie du système des états allemands, et cela par les voies constitutionnelles ou par d'autres, à organiser immédiatement, à l'élection de représentants nationaux, qui devront se réunir au siège de la diète dans le plus bref délai, à fixer le plus promptement possible, pour travailler à l'oeuvre de la constitution allemande qui doit unir les gouvernemens et le peuple.

„Comme l'urgence des circonstances exige l'adoption provisoire d'un chiffre de la population d'après lequel devra se faire dans chaque état fédéral l'élection des dits représentants du peuple, il paraît convenable de prendre pour base les rapports existants fixés par la matricule de la diète, d'inviter les états fédéraux à élire un représentant sur 70,000 âmes de la population de chaque état fédéral et d'accorder aussi aux états qui n'ont pas une population de 70,000 âmes la faculté d'élire un représentant.“

La diète avait réalisé jusqu'à ce point l'assurance qu'elle avait donnée dans sa déclaration du 1er mars d'aviser au développement de la vie nationale, lorsque l'assemblée de délégués pour la création d'un parlement national allemand se réunit ici le 31 mars.

Cette assemblée a émis plusieurs vœux et plusieurs

opinions touchant l'assemblée constituante à convoquer; notamment elle n'a pas reconnu comme exact le chiffre d'un député sur 70,000 âmes, elle a désiré qu'on admît le chiffre de 1 sur 50,000 âmes.

On a sans doute pensé que la représentation serait d'autant plus complète plus la voix de chaque individu exercerait d'influence sur l'élection des représentants. Comme chaque représentation n'est qu'un expédient commandé par l'impossibilité de connaître autrement la volonté du peuple, on désire étendre cet expédient le moins possible, c'est-à-dire, on désire une représentation aussi complète que possible.

En général, si l'on veut décider quel doit être le chiffre des membres d'une assemblée constituante, il faut résoudre la question d'après le point de vue des états particuliers et de celui de la totalité; cependant il faut convenir d'avance qu'on ne peut jamais prouver l'exactitude d'un chiffre à adopter, mais qu'il faut toujours s'en rapporter à cet égard à l'opinion individuelle, qu'on ne peut reconnaître avec sûreté qu'après le résultat.

Toutefois les différents états de la confédération, et en particulier ceux qui sont de moindre étendue, doivent désirer que les intérêts de l'état et de la population soient représentés par un plus grand nombre de personnes; ils pourront être alors plus sûrs d'être représentés en nombre suffisant; quant à la totalité, il lui importe seulement que l'assemblée constituante soit assez nombreuse pour n'être accessible à aucune influence étrangère, mais d'un autre côté qu'elle ne soit pas si démesurément grande pour rendre impossibles ou du moins très difficiles une discussion réglée et calme et des résolutions sûres.

La commission doit donc reconnaître qu'elle ne peut affirmer que le chiffre de 1 sur 70,000, pas plus que celui de 1 sur 50,000, soit véritablement exact. Néanmoins, vu l'ordre de choses actuel, elle doit se prononcer pour le dernier chiffre par les raisons que voici:

Il résulte de ce qui a été dit plus haut qu'on ne peut pas attacher une très grande importance à ce point, soumis à une appréciation si diverse. Cependant les gouvernements allemands seront très disposés à se conformer à l'opinion publique toutes les fois qu'il n'y aura pas de préjudice évident à redouter.

Lorsque la haute Diète germanique a rendu son ar-

rété du 30 du mois dernier, elle a cru se conformer à la voix publique en adoptant le chiffre de 1 sur 70,000 âmes; mais une nombreuse assemblée d'hommes qui avaient l'intention de faire connaître l'opinion publique, a déclaré que le chiffre de 1 sur 50,000 lui paraissait plus convenable, et les hommes adjoints à la Diète partagent cette opinion.

Que l'assemblée constituante soit élue d'après ce chiffre ou d'après l'autre, elle sera toujours si nombreuse que la discussion et l'adoption d'arrêtés rencontrera des difficultés. Ces difficultés ne seront pas moindres si le chiffre n'est réduit que de $\frac{2}{7}$ et même alors elles ne pourront être écartées que par une sérieuse volonté et par une énergique et habile direction.

On pourra déjà introduire beaucoup d'ordre dans la discussion par une organisation convenable de la marche des affaires, par la nomination de commissions, par la division en sections, etc., mais on peut dire avec confiance que, si une représentation populaire aussi nombreuse peut répondre à son but, une assemblée allemande y réussira beaucoup mieux qu'une autre de telle ou telle nation, maintenant surtout que la grande majorité sent la nécessité de la concorde et de l'union.

Il ne faut pas oublier non plus qu'il ne s'agit que de l'assemblée constituante et non de la future représentation du peuple; s'il se présente des inconvénients, ils ne seront que passagers; les expériences que l'on fait ne seront pas perdues, elles exerceront sans doute quelque influence sur la fixation du chiffre de la future assemblée du peuple.

Enfin, et cela paraît être la raison principale, il serait possible que par suite des résolutions de la dite assemblée libre et des vœux assez généralement manifestes, on eût déjà dans quelques états organisé les élections dans la proportion de 1 sur 50,000, ou du moins qu'elles fussent faites dans cette proportion, si la diète germanique ne persiste pas formellement dans sa résolution antérieure. Or, il en résulterait une grande confusion, car la première condition d'une véritable représentation, c'est l'uniformité, quant au rapport numérique, des élus à la population qui élit.

La commission croit, en considération de ces motifs, devoir proposer à la diète de modifier l'arrêté du 30 du mois dernier dans ce sens que cette dernière invitera

les gouvernemens allemands à faire élire, en prenant pour base la matricule de la Diète, un député sur 50,000 habitants.

La commission a cru devoir en outre examiner jusqu'à quel point on pourrait se conformer aux autres vœux exprimés par l'assemblée libre tenue ici relativement aux principes de l'élection et aux qualités requises pour cette dernière, tels qu'ils ont été communiqués le 2 de ce mois au président de la dite assemblée. La commission s'est mise en rapport à ce sujet avec les hommes de confiance publique adjoints à la diète, et leur a demandé leur avis.

Voici quels sont ces vœux:

1^o Les élections des représentans du peuple à l'assemblée constituante de la nation allemande auront lieu de telle sorte qu'il en sera élu 1 sur une population de 50,000 ames; si l'excédant de la population dépasse 25,000 ames, il en sera élu un second: chaque état dont la population n'atteindra pas le chiffre de 50,000 ames élira un représentant.

2^o Pour ce qui est de l'élection des députés à l'assemblée constituante l'éligibilité ne devra dans aucun cas être limitée par des dispositions sur certaines qualités concernant le cens d'éligibilité ou une croyance religieuse déterminée; l'élection ne devra pas se faire non plus d'après des classes déterminées;

Chaque ressortissant des pays respectifs qui est indépendant et qui a atteint la majorité, pourra être électeur et éligible;

Tout Allemand qui aura les qualités susdites sera éligible; il n'est pas nécessaire qu'il appartienne à l'état qu'il doit représenter à l'assemblée;

Les réfugiés politiques, s'ils reviennent en Allemagne et qu'ils aient repris l'exercice de leurs droits politiques, sont électeurs et éligibles;

3^o L'assemblée nationale devra être convoquée de telle sorte qu'elle puisse tenir sa première séance le 1^{er} mai.

Si le premier vœu concernant la réduction du chiffre pour la représentation de 1 sur 50,000 a déjà obtenu l'assentiment de la Diète, la commission n'hésite pas non plus à proposer que pour tout excédant de population de 25,000 ames on choisisse un nouveau député. La commission joint ici, en prenant pour base la

matricule, une annexe où est exposé le résultat tel qu'il doit être d'après le chiffre proposé.

A N N E X E.

Matricule de la confédération germanique,

telle qu'elle a été fixée dans la séance de la diète du 14 avril 1842, et qui est restée en vigueur depuis.

Etats de la confédération.	Population	Députés 1 : 50,000.
Autriche	9,482,227	190
Prusse	7,948,430	159
Royaume de Saxe	1,200,000	24
Bavière	3,560,000	71
Hanovre	1,305,351	26
Wurtemberg	1,395,462	28
Bade	1,000,000	20
Hesse électorale	567,868	11
Hesse grand-ducale	619,500	12
Holstein-Lapenbourg	360,000	7
Luxembourg-Limbourg	253,583	5
Brunswic	209,609	4
Mecklenbourg-Schwerin	358,000	7
Nassau	302,769	6
Saxe-Weimar	201,000	4
Saxe-Cobourg-Gotha	111,600	2
Saxe-Meiningen	115,000	2
Saxe-Altenbourg	98,200	2
Mecklenbourg-Strelitz	71,769	1
Oldenbourg	220,718	4
Anhalt-Dessau	52,947	1
Anhalt-Bernbourg	37,046	1
Anhalt-Cöthen	32,454	1
Schwarzbourg-Sondershausen	45,117	0
Schwarzbourg-Rudolstadt	53,937	0
Hohenzollern-Hechingen	14,500	1
Lichtenstein	5,546	1
Hohenzollern-Sigmaringen	85,560	1
Waldeck	51,877	1
Reuss, branche cadette	22,255	1
Reuss, branche aînée	52,205	1
Schaumburg-Lippe	21,000	1
Lippe	72,062	1
Hesse-Homburg	20,000	1

Lübeck	40,650	1
Francfort	47,850	1
Brême	58,500	1
Hambourg	129,800	3
Total 30,164,393		605

Quant aux autres vœux concernant les qualités requises pour l'élection, la commission croit devoir se dispenser d'entrer à ce sujet dans un examen ultérieur, car il paraît suffisant de s'en rapporter relativement à ces points, dont il n'a été fait aucune mention dans l'arrêté de la Diète, à l'avis unanime des hommes de la confiance publique. Or, ces derniers sont d'avis qu'il est urgent de conseiller aux gouvernemens de se conformer le plus possible, dans les élections qui vont avoir lieu, aux vœux exprimés par l'assemblée libre qui a été réunie ici; la commission propose à la Diète de les adopter par un arrêté.

Si la Diète germanique adhère aux vues qui viennent d'être brièvement développées et qu'elle soit convaincue avec la commission qu'il faut, relativement aux élections, s'en rapporter tout-à-fait à l'avis des hommes investis de la confiance publique, elle devra décider:

Qu'en considération des vœux de l'opinion publique qui se sont manifestés sur ces entrefaites, et s'appuyant sur l'avis unanime des hommes de la confiance publique qui lui ont été adjoints, elle modifie son arrêté du 30 mars dernier relatif au chiffre de la représentation et le complète comme suit:

1^o Les élections des représentans du peuple à l'assemblée constituante de la nation allemande auront lieu de telle sorte qu'il en sera élu 1 sur une population de 50,000 âmes; si l'excédant de la population dépasse 25,000 âmes, il en sera élu un second; chaque état dont la population n'atteindra pas le chiffre de 50,000 âmes élira un représentant.

2^o Pour ce qui est de l'élection des députés à l'assemblée constituante, l'éligibilité ne devra dans aucun cas être limitée par des dispositions sur certaines qualités concernant le cas d'éligibilité ou une croyance religieuse déterminée; l'élection ne devra pas se faire non plus d'après des classes déterminées.

3^o Chaque ressortissant des pays respectifs qui est

indépendant et qui a atteint la majorité, pourra être électeur et éligible.

4^o Tout Allemand qui aura les qualités susdites sera éligible; il n'est pas nécessaire qu'il appartienne à l'état qu'il doit représenter à l'assemblée.

5^o Les réfugiés politiques, s'ils reviennent en Allemagne et qu'ils aient repris l'exercice de leurs droits politiques, sont électeurs et éligibles.

6^o L'assemblée nationale devra être convoquée de telle sorte qu'elle puisse tenir sa première séance le 1^{er} mai.

(Suit l'arrêté de la Diète, lequel reproduit textuellement les propositions ci-dessus énoncées de la commission et qui ont été adoptées par la Diète.)

† Par arrêté du 10 mars, dans la 17^e séance de 1848, la Diète, sur le rapport du plénipotentiaire du grand-duché de Bade, a invité tous les gouvernements fédéraux, à déléguer des *hommes de confiance*, à raison d'un pour chacune des dix-sept voix du conseil restreint, pour se rendre, au plus tard à la fin du même mois, à Francfort à l'effet d'aider de leurs conseils l'assemblée fédérale et ses comités à préparer la révision de la constitution fédérale. (*Bundes Prot. §. 140. p. 237*).

† Cette invitation a été renouvelée par arrêté de la Diète, rendu sur la proposition de l'Autriche et de la Prusse dans la séance du 25 du même mois (23^e). (*B. Prot. §. 180. p. 278*).

† Dans la 23^e séance, du 29 mars, la Diète, sur la demande de l'envoyé du grand-duché d'Oldenbourg et des principautés d'Anhalt et de Schwarzbourg, appuyée par ceux de Wurtemberg, de Bade et du grand-duché de Hesse, ainsi que sur la proposition formulée en conséquence par le président, résolut de nommer une commission de *sept* membres et d'un membre suppléant, pour communiquer avec les hommes de confiance sur la révision de la constitution fédérale et présenter des propositions réglementaires à cet égard. Furent de suite nommés membres de cette commission M. M. les envoyés d'Autriche, de Prusse, de Bavière, de Saxe royale, de Hanovre, de Bade et de Brême. M. l'envoyé du grand-duché de Hesse leur fut adjoint comme suppléant (*B. Prot. §. 193. p. 303*).

XV.

Arrêté de la Diète fédérale, rendu dans la séance du 30 mars, 26. de 1848, sur le rapport de la commission de révision, présenté par l'envoyé de Saxe royale, relativement à la révision de la constitution fédérale et particulièrement à l'élection de représentants nationaux.

(Bundes-Protocol §. 209. p. 313.)

Zu beschleunigter Entwerfung der Grundlagen einer neuen Bundesverfassung hat die Bundesversammlung mit einleitenden Arbeiten zu diesem Zwecke unter Zuziehung von Männern des öffentlichen Vertrauens bereits begonnen.

Zu weiterer Förderung dieser wichtigen Angelegenheit beschliesst dieselbe, die Bundesregierungen aufzufordern, in ihren sämtlichen, dem deutschen Staatensysteme angehörigen Provinzen auf verfassungsmässig bestehendem oder sofort einzuführendem Wege Wahlen von Nationalvertretern anzuordnen, welche am Sitze der Bundesversammlung an einem schleunigst festzustellenden, möglichst kurzen Termine zusammenzutreten haben, um zwischen den Regierungen und dem Volke das deutsche Verfassungswerk zu Stande zu bringen. Da der Drang der Umstände die einstweilige Annahme eines bestimmten Maassstabes der Bevölkerung, nach welchem die gedachten Volksvertreter in jedem Bundesstaate zu erwählen sind, erforderlich macht, so erscheint es zweckmässig, in Bezug auf die bisherigen Bestandtheile des Bundes das bestehende Bundesmatrikularverhältniss dabei zum Grunde zu legen, und die Aufforderung dahin zu richten, dass auf 70,000 Seelen der Bevölkerung jedes Bundesstaates ein Vertreter zu wählen, auch denjenigen Staaten, deren Bevölkerung nicht 70,000 Seelen beträgt, die Wahl eines Vertreters zuzugestehen sei.

(Il fut convenu en même temps de faire publier cet arrêté par les journaux).

XVI.

Extrait du Protocole de la Diète fédérale germanique, 30. séance, du 10 avril 1848, concernant ses communications avec la commission des cinquante et avec les dix-sept hommes de confiance.

(Bundes Protocol §. 254. p. 367.)

L'envoyé du Grand-duché de Hesse, au nom du comité de révision, fit part à l'assemblée que le président de la commission des cinquante avait, par lettre du 7 de ce mois, donné communication à l'assemblée des débats des cinquante sur les propositions qui avaient été formulées dans son sein pour régler ses rapports avec les 17 et avec la Diète et qu'il y avait été arrêté 1^o de demander à entrer en communication directe avec la Diète; 2^o d'inviter la Diète à admettre dans son sein les 17 hommes de confiance et, ensuite, de nommer une commission pour ses communications avec les cinquante; 3^o d'engager les 17 de demander leur admission au sein de la Diète; 4^o d'engager la Diète de déclarer immédiatement jusqu'à quel point elle adhère aux résolutions de l'assemblée préparatoire et ce qu'elle a fait pour leur exécution.

La Diète arrêta d'y faire la réponse qui suit (en texte original):

„Das Präsidium der Bundesversammlung erwidert Namens derselben auf das Schreiben des von der vorbereitenden Versammlung zur Begründung eines neuen verfassungsmässigen Zustandes in Deutschland gewählten Ausschusses:

1) dass die Bundesversammlung die ihr mitgetheilten und ferner noch mitgetheilt werdenden Ansichten und Wünsche des Ausschusses seither schon beachtet hat und auch ferner beachten wird; 2) dass die Form der fortlaufenden Berathungen und Verhandlungen mit den siebenzehn Männern des Vertrauens schon zur gegenseitigen Zufriedenheit geregelt ist, und dass die Bundesversammlung auch in den Fällen, in welchen der Zustand und das Bedürfniss eines leichteren und sparenderen Geschäftsganges es wünschenswerth gemeinschaftlich mit jenen Männern berat dass anliegend die Beschlüsse der B

vom 4ten und 7ten d. Mts., betreffend die Schleswig-Holsteinische Angelegenheit und die Wahlen zur konstituierenden Nationalversammlung, mitgetheilt werden, und 4) dass ähnliche weitere Mittheilungen vorbehalten bleiben“.

XVII.

Proposition de l'envoyé fédéral de Prusse, relative à l'admission de la province de Prusse (orientale et occidentale) dans la confédération germanique, et arrêté y relatif de la Diète, rendu dans la 31. séance de 1848 du 11 avril.

(Bundes-Protocol §. 257. p. 376.)

Preussen. Nachdem in dem k. Patente vom 17ten März die Bereitwilligkeit ausgesprochen war, mit den bisher nicht zum deutschen Bunde gehörigen Provinzen Preussens dem Bunde beizutreten, wenn die Vertreter dieser Provinzen es wünschten, und nachdem die Vertreter der Provinz Preussen (Ost- und Westpreussen) in der nachstehenden Erklärung vom 3ten d. Mts. jenen Wunsch entschieden ausgesprochen haben:

„Allerdurchlauchtigster etc. Ew. Königliche Majestät haben in der Verordnung vom 18ten März d. Js. wegen beschleunigter Einberufung des vereinigten Landtages zu erklären geruht, dass Sie mit Freuden den deutschen Bund durch Einverleibung Ihrer nicht zu demselben gehörigen Provinzen verstärken wollen, wenn deren berufene Vertreter diesen Wunsch theilen und der Bund sie aufzunehmen bereit ist. — Das Königreich Preussen bildet eine der Provinzen Ew. k. Majestät Staaten, welche noch nicht zum deutschen Bunde gehören. In dieser Provinz ist es seit der Gründung des deutschen Bundes tief beklagt worden, dass dieselbe, von Deutschland ausgeschlossen, in eine isolirte Lage gebracht sei, in der sie, vermöge ihrer innigen Verbindung mit Ew. k. Majestät übrigen Staaten, alle Nachtheile empfand, welche den deutschen Bund berührten, ohne berechtigt zu sein, dessen Schutz staatsrechtlich zu fordern. Die Provinz Preussen, als Deutschlands Grenzwächter gegen Osten, kann diese vorgeschobene gefährliche Stellung mit unbeschränkter Hingebung nur in dem Bewusstsein behaupten, dass sie auch staatsrechtlich dem grossen deutschen Vaterlande angehöre, mit welchem sie durch Spra-

che, Bildung und Gesinnung in der weit überwiegenden Mehrzahl ihrer Bewohner geistig schon vereinigt ist. Das Königreich Preussen ist deutsch und will deutsch bleiben. In dieser Gesinnung halten es die gesetzmässigen Vertreter der Provinz Preussen für unerlässliche Pflicht, Ew. k. Majestät unterthänigst zu bitten:

„die Aufnahme der Provinz Preussen in ihren gegenwärtigen Gränzen ganz und ohne irgend eine Schmälerung in den deutschen Bund zu veranlassen.“

„Es ist dringend nöthig, dass die Aufnahme unserer Provinz in den deutschen Bund ohne Zeitverlust erfolge, um durch diesen Akt jeden Zweifel über unsere Lage zu beseitigen, um die unter allen Bewohnern in einer oder der andern Richtung nicht zu leugnende Aufregung zu dämpfen, um die Vertreter der Provinz an der Umgestaltung des deutschen Bundes Antheil nehmen zu lassen, um der Provinz Preussen gesetzlich und staatsrechtlich den Schutz und Hülfe in nahen oder entfernteren Gefahren zu sichern und ihre Aufopferungen zu vergelten, welche sie in den Befreiungskriegen Deutschlands gebracht hat, und die sie zu erneuern immer bereit sein wird.“ Berlin den 3ten April 1848.

„Ew. Königl. Majestät treu gehorsamste Provinzial-Stände des Königreichs Preussen.“ (Folgen die Unterschriften).

ist nachstehende Königliche Botschaft an die Stände der Provinz Preussen unterm 6ten d. Mts. erlassen worden:

„Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Preussen etc. etc., haben aus der Erklärung Unserer getreuen Stände der Provinz Preussen vom 3ten d. Mts. mit Wohlgefallen ersehen, dass dieselben, in Uebereinstimmung mit Unserem in dem Patente vom 18ten v. Mts. ausgesprochenen Wunsche, die Einverleibung der Provinz Preussen in ihrer gegenwärtigen Begrenzung in den deutschen Bund beantragen. Wir haben in Folge dieser Erklärung Unser Staatsministerium beauftragt, schleunigst die zur Aufnahme der gedachten Provinz in den deutschen Bund erforderlichen Einleitungen zu treffen, was Wir Unseren getreuen Ständen hierdurch vorläufig eröffnen. Gegeben Potsdam, den 6ten April 1848. Friedrich Wilhelm.

*Camphausen. Graf v. Schwerin. v. Auerswald.
Bornemann. Arnim. Hanseemann. v. Reyher.“*

Demzufolge hat der Gesandte nunmehr die Weisung erhalten, die sofortige Einverleibung der Provinz Preussen (Ost- und Westpreussen) in den deutschen Bund zu beantragen.

Bei der Umfrage traten sämtliche Gesandtschaften dem Namens S. Maj. des Königs von Preussen gestellten Anträge wegen Aufnahme der Provinz Preussen in den deutschen Bund bei, und nachdem hiernächst der Gegenstand noch weiter besprochen worden war, wurde beschlossen:

1) Der Beitritt der Provinz Preussen (Ost- und Westpreussen) zum deutschen Bunde wird mit freudiger Anerkennung der dem Antrage zu Grunde liegenden nationalen und föderalen Gesinnung einstimmig angenommen und somit Ost- und Westpreussen in den Bund aufgenommen.

2) Preussen wird ersucht, *a.* die Matrikularbevölkerung von Ost- und Westpreussen in der Weise zu ermitteln, dass deren jetzige wirkliche Bevölkerung in demselben Verhältnisse reduzirt wird, als die Matrikularbevölkerung aller übrigen Preussischen bisher schon zum deutschen Bunde gehörigen Provinzen geringer ist, als deren jetzige wirkliche Bevölkerung; *b.* nach Maassgabe der so ermittelten Matrikular-Bevölkerung die Wahlen zu der konstituierenden Nationalversammlung in Gemässheit des Bundesbeschlusses vom 7ten April möglichst beschleunigt zu veranlassen, und *c.* von der in dieser Weise festgestellten Matrikular-Bevölkerung, so wie der sich daraus ergebenden Anzahl von Abgeordneten von Ost- und Westpreussen sofort hieher Anzeige zu machen.

Extrait des délibérations de la Diète germanique du 12 avril 1848 relatives aux affaires des duchés de Schleswig-Holstein. *Voir Tome XII. No 10. XIII. p. 263.*

Admission d'un envoyé du gouvernement provisoire du Holstein à la Diète *Ibid.* p. 266.

Lettre au président de la Diète germanique à Lord Palmerston en conformité de la résolution de la Diète du 22 avril. *Ibid.* p. 273.

† Un article de la Gazette de Vienne No 107 de l'an 1848 porte que des ordres ont été donnés, en date du 15 avril, aux chefs d'administration des provinces autrichiennes appartenant à la confédération germanique à l'effet de faire procéder, conformément aux vœux du parlement préliminaire de Francfort du 21 mars et à la résolution de la Diète du 7 d'avril, aux élections des représentants du peuple pour l'assemblée nationale.

† Un rescrit du baron Talasco de Gestietien, président de la régence de la Basse-Autriche, du 18 avril, porte que d'après le recensement de la commission des cinquante, qui évalue à 9 millions 432,227 âmes la population des provinces allemandes de l'Autriche, elles auraient à élire 190 députés à l'assemblée nationale, dont 24 pour l'Autriche proprement dite avec un nombre égal de suppléants. Suivent les dispositions de détail sur le mode à observer pour les élections. (*Gas. de Vienne* 1848 No 110).

† Une loi, émanée du roi de Bavière, en date du 15 avril 1848, statue, le conseil d'Etat entendu et du consentement des états du Royaume, sur le mode à suivre pour les élections à l'assemblée nationale. (*Gesetzblatt f. d. Königr. Bayern*. 1848. No 1. du 17 avril).

XVIII.

Projet de constitution pour l'Allemagne présenté par la gouvernement de Bavière.

(Edition particulière. Francfort 1848. — *Quellensammlung des deutschen Off. Rechts von Roth und Merk* I. p. 385)

I. Von den Zwecken des deutschen Bundesstaates.

§. 1. Es wird ein Bundesstaat aus den bisherigen deutschen Bundesstaaten errichtet, dem auch alle diejenigen deutschen Länder oder Provinzen beigelegt werden, welche bisher noch durch Preussen, Oesterreich und Dänemark von dem Verbande des deutschen Bundes getrennt waren.

§. 2. Der Zweck des neuen deutschen Bundesstaates ist die Vertheidigung und Vertretung Deutschlands als politischer Einheit nach Aussen und die Einigung Deutschlands in seinen gemeinsamen Interessen und Rechten nach Innen.

§. 3 Die Hauptorgane für die Erreichung der Zwecke des deutschen Bundesstaates sind: 1. Der Reichstag mit einem Direktorium an der Spitze. 2. Das Nationalparlament Deutschlands, bestehend aus den Abgeordneten der deutschen Nation in den einzelnen Staaten, in zwei Kammern getheilt.

§. 4. Damit diesen Organen ihre bestimmten Rechte und Gewalten zuertheilt werden können, sind die einzelnen Zwecke des Bundesstaates näher zu bezeichnen, und die Geschäftskreise und Rechte der Organe nach ihnen zu bemessen.

Es soll die nothwendige Einheit in der Organisation der deutschen Heere, der allgemeinen Wehrpflicht (der Eintheilung der bewaffneten Macht), den Vertheidigungsanstalten Deutschlands, der Ausübung des Kriegs- und Friedensrechtes, der diplomatischen Vertretung des deutschen Bundesstaates und seiner Gesamt-Interessen unverzüglich hergestellt werden.

§. 5. Alle deutschen souveränen Regierungen verzichten auf ihr besonderes Kriegs- und Friedensrecht, sie dürfen für diese Staaten keinerlei besondere Bündnisse, Kriegs- oder Friedens-Verträge gegen den Willen der Gesamttorgane des deutschen Bundesstaates schliessen. Oesterreich wird daher die Verwaltung und internationale Vertretung seiner ausserdeutschen Länder, so lange diese nicht in den deutschen Bundesstaat aufgenommen sind, von denen seiner deutschen Länder trennen, weil jene ausserdeutschen Länder im deutschen Bundesstaate nicht mitvertreten sind.

In derselben Art werden sich Dänemark und Holland für ihre deutschen Besitzungen der Gesamt-Vertretung und Verfassung des deutschen Bundesstaates anschliessen.

Alle zur Zeit bestehenden Verträge der einzelnen deutschen Regierungen mit auswärtigen Staaten bleiben nur bis zum nächsten Ablaufstermine derselben in Kraft und dürfen nur mit der Bewilligung des deutschen Bundesstaates erneuert werden.

§. 6. Dagegen verbürgt sich der gesammte deutsche Bundesstaat für alle zu ihm gehörigen Territorien. Er übernimmt für alle seine Theile die Gesamtgarantie.

§. 7. Ferner ist es der Zweck des deutschen Bundesstaates, die verschiedenen Interessen, Rechtsinstitute und Verfassungen der einzelnen deutschen Länder, soviel wie möglich und nothwendig erachtet werden wird, mit einander in den wichtigsten Grundsätzen zu vereinigen, zu versöhnen und auszugleichen.

§. 8. Die deutschen konstitutionellen Verfassungen sollen daher auf gleichartigen Grundsätzen ruhen, in so weit jedoch nur, als diess zur Garantie der einzelnen deutschen staatsbürgerlichen Rechte und des monarchischen Prinzipes nothwendig erscheint.

§. 9. Es soll ein oberstes deutsches Bundesgericht errichtet werden.

§. 10. Die deutschen Regierungen und Völker wer-

den ein Handels- und Wechselrecht in ihren Territorien zur Geltung bringen, wie dasselbe mit dem National-Parlamente vereinbart werden wird.

§. 11. Dieselben werden sich auf dieselbe Weise über ein möglichst gleichartiges Steuersystem, ein die allgemeinen Interessen des Handels vermittelndes Eisenbahn-Netz, eine Münz-Einheit, über ein gleichartiges Maass- und Gewichts-System in den Zentralorganen des deutschen Bundesstaates verständigen und den definitiven Vertrag mit dem National-Parlamente vereinbaren.

§. 12. Gleichartige Posteinrichtungen werden durch ganz Deutschland nach dem Beschlusse des deutschen Bundesstaates eingeführt werden.

§. 13. Es soll ein deutscher Handels- und Zollverein, der alle deutschen Territorien umfasst, auf gleichmässigen Grundlagen der Verzollung errichtet, oder, wenn diess nicht unverzüglich zu erreichen ist, so sollen annähernd gleiche Grundsätze für die Zoll-, Handels- und Schifffahrts-Verträge der deutschen Staaten untereinander aufgestellt werden. Es soll eine deutsche Schifffahrtsakte nach den Grundsätzen der Reziprozität ausgearbeitet werden, so jedoch, dass nicht nur die Hansestädte und Triest, sondern auch mehrere Nordsee-Häfen zu Freihäfen erklärt werden. Die deutschen Land- und Wasser-Strassen sollen allmählig ganz von den die Kommunikation hindernden Zöllen befreit werden. Die Centralorgane des deutschen Bundesstaates werden unverzüglich die Grundsätze darüber aufstellen. Auch soll eine deutsche Kriegsmarine aus den Beiträgen aller deutschen Staaten errichtet, unter den Befehl eines eigenen Bundes-Admirales gestellt, und zum Schutze der deutschen Seeküsten den einzelnen Hafenplätzen zugetheilt werden.

§. 14. Eine eigene Abtheilung der Central-Exekutiv-Behörden wird die gemeinsame Leitung des deutschen Auswanderungswesens übernehmen.

§. 15. Die Centralorgane des deutschen Bundesstaates, Direktorium, Reichstag und Nationalparlament, übernehmen ferner die Garantie der gemeinsamen Staatsrechte aller deutschen Fürsten und Staatsbürger.

Diese Rechte sind: Freizügigkeit aller Deutschen, Petitionsrecht, Oeffentlichkeit und Mündlichkeit der Rechtspflege mit Geschwornen für alle Kriminalsachen; Vollziehbarkeit der rechtskräftigen Erkenntnisse deutscher

Gerichte im ganzen Gebiete des Bundesstaates; Unabsetzbarkeit der Richter ausser nach Urtheil und Recht; Gleichheit aller Stände in Betreff der Staats- und Gemeindelasten und der Amtsfähigkeit; freie Gemeindeversammlung auf der Grundlage selbstständiger Vertretung in Gemeindeangelegenheiten; das Beschwerderecht jedes Betheiligten über gesetzwidriges Verfahren einer Behörde nach vergeblichem Anrufen der vorgesetzten Behörden bei den Landständen und, sofern eine Verletzung von Reichs-Gesetzen behauptet wird, bei einem der Häuser des Nationalparlamentes. Unverbrüchlichkeit des Briefgeheimnisses, Freiheit volksthümlicher Entwicklung, insbesondere auch der nichtdeutschen Volksstämme durch Gleichberechtigung ihrer Sprache in Rücksicht auf Unterricht und innere Verwaltung. Religionsfreiheit, Schutz gegen willkürliche Verhaftungen, Aufrechterhaltung der Landesverfassungen, Lehr- und Lernfreiheit auf allen deutschen Akademien und Universitäten und Pressfreiheit auf weiter vom Bundesstaate zu erlassenden, allgemein verbindenden Grundlagen.

II. Von der Bildung der Hauptorgane des deutschen Bundes-Staates, ihren Staatsgewalten, Rechten und Geschäftskreisen.

§. 16. Die Repräsentation der Regierungen und das Nationalparlament sind die beiden Elemente, aus denen das deutsche einige Staatsleben besteht, unter welche Gesetzgebung und ausübende Regierung getheilt wird; so jedoch, dass die nöthige Einheit, Kraft und Freiheit des gesammten Deutschlands auch in Einem Direktorium seine Darstellung findet, zugleich aber das eigenthümliche Recht und die nothwendige Selbstregierung der einzelnen Staaten und Volksstämme nicht erstickt oder verwischt wird. Es sollen daher ebensowohl die Regierungen wie die Volksstämme der einzelnen Staaten ihre Vertretung und ihre Gewalt in den Centralorganen des deutschen Bundesstaates finden.

§. 17. Die Centralregierung des deutschen Bundesstaates wird durch die verwaltenden Centralbehörden des deutschen Bundesstaates oder das Ministerium geübt. Die deutschen Regierungen werden sich über die Anstellung und Besoldung sowohl der eigentlich diplomatischen Gesandtschafts-Behörden als der Konsuln und Handelsagenten des deutschen Gesamtstaates bei fremden Höfen

und Mächten untereinander einigen, und je nachdem es ihre Mittel gestatten und ihre Verbindungen und Beziehungen zu fremden Staaten erfordern, die Vertretung der deutschen Interessen und Rechte so wie ihre Kosten unter sich theilen. Es steht aber jedem einzelnen Staate frei, neben den deutschen Bundesstaatsgesandten und Konsuln noch eigene Vertreter, ausserordentliche Gesandte, Geschäftsträger, Konsuln oder Handelsagenten zu ernennen. Ebenso werden sich die einzelnen Regierungen über die Besetzung der anderen verwaltenden Central- wie der Inspektions-Behörden des Bundesstaates, über die Besetzung des Bundesgerichtes, der Zoll-Administration der Strassen- und Eisenbahn-Administration, der Administration des Auswanderungswesens und des statistischen Büreaus nach eigenem Besetzungsmodus einigen. Sämmtliche Chefs und Beamten der verwaltenden Central-Ministerien sind dem Direktorium und dem Nationalparlamente verantwortlich und haben ihnen von ihrer Verwaltung Rechenschaft abzulegen.

§. 18. Die Bevollmächtigten aller einzelnen Regierungen Deutschlands bilden den Reichstag des deutschen Bundesstaates. Von ihm, beziehungsweise von dem Direktorium, empfängt das Ministerium seine Instruktion über die dem Parlamente vorzulegenden Gesetzentwürfe. Der Reichstag vermittelt die Verbindung der Central-Regierung mit den Regierungen der einzelnen deutschen Staaten. Er übt das Recht der Sanktion der Gesetze nach Stimmenmehrheit aus, und stellt in der Gesamtheit der Bevollmächtigten der einzelnen Staaten als Vollmachtsträger derselben mit dem Direktorium die Kollektiv-Souveränität des deutschen Bundesstaates dar. Diese Bevollmächtigten sind an die Instruktionen ihrer Regierungen gebunden. Die Art ihrer Beschlussfassung und Abstimmung wird durch Vereinbarung der Einzelregierungen geordnet.

§. 19. An der Spitze des Reichstages als Vorsitzender seines Plenums steht das Direktorium.

§. 20. Das Direktorium kann sich in allen seinen Funktionen durch einen eigens dazu Bevollmächtigten vertreten lassen.

§. 21. Das Direktorium ist der Ausdruck und Repräsentant der Einigkeit der deutschen Fürsten und Völker gegen Aussen und der Vertreter und Förderer der

Einigung der deutschen gemeinsamen Interessen und Rechte nach Innen.

§. 22. Im Namen der deutschen Fürsten und des deutschen Gesamtvolkes, also im Namen des deutschen Bundesstaates, werden alle Befehle der Centralorgane erlassen, und von den betreffenden Reichstags-Kommissionen und Ministerien abgefasst, alle Friedensverträge und Handelsverträge, sowie Schiffahrts- und Zollverträge, alle Gesetze und Kriegserklärungen erlassen. Ueber diese selbst entscheidet jedoch der Reichstag nach der näher zu bestimmenden Stimmenmehrheit.

§. 23. Das Direktorium ernennt die Mitglieder des Ministeriums und sämtliche Centralbehörden aus der Kandidatenliste der einzelnen Regierungen. Es ernennt ferner die Präsidenten der anderen Exekutivbehörden aus deren Mitte.

§. 24. Das Direktorium oder dessen Bevollmächtigter leitet in dem Gremium des Reichstages die formelle Beantragung und Abfassung der Beschlüsse, Gesetze und Gesetzentwürfe.

§. 25. Das Direktorium leitet und führt aus mit freigewählten und von ihm bestimmten Heeresabtheilungen und Beamten der einzelnen Staaten die Exekution gegen irgend ein renitentes Bundesmitglied, das vom Nationalparlamente wegen Nichtvollziehung der Bundesgesetze belangt und deshalb vom Bundesgerichte verurtheilt ist.

§. 26. Vom Direktorium werden in den bestimmten Terminen im Namen des deutschen Bundesstaates die Abgeordneten des deutschen Volkes zum Nationalparlamente berufen. Es eröffnet und schliesst, vertagt und löst auf nach näher zu bestimmenden Gesetzen das deutsche Parlament, oder lässt diese Funktionen durch einen bevollmächtigten Minister vollziehen. Es schreibt mit der Zustimmung des Reichstages im Namen des deutschen Bundesstaates die Wahlen aus.

§. 27. Das Direktorium wird nicht erwählt, es ist nicht erblich oder permanent einer bestimmten Regierung angehörig, sondern es wechselt entweder nach einem festen Cyklus, so dass von sechs zu sechs Jahren eine bestimmte Regierung (Norddeutschlands, dann eine Regierung Süddeutschlands, dann eine Regierung des deutschen Ostens) — in das Direktorium des deutschen Bundesstaates eintritt, oder es wird mit der Beibehaltung der obigen Grundsätze in Bezug auf die Nichterblichkeit

und der Ausschliessung der Wahl des Direktoriums ein permanentes Direktorium also gebildet, dass drei grössere Staaten Deutschlands an dem Direktorium zugleich Theil nehmen, und sich über dessen Geschäfte und Geschäftskreise einigen und unter sich das Präsidium des Senates je Einer Macht übertragen.

§. 28. Ein eigener Oberfeldherr des deutschen Bundesheeres, nebst den nöthigen Feldhern für die deutschen Hauptarmeen werden nach verhältnissmässiger Stimmenmehrheit, welche Stimmenvertheilung sich nach der Zahl der Heeresabtheilungen der einzelnen Staaten richtet, von den einzelnen Regierungen gemeinsam für Kriege- und Friedenszeiten ernannt.

§. 29. Der Oberfeldherr des deutschen Bundesstaates ist nur den Centralorganen des deutschen Bundesstaates verantwortlich.

§. 30. Das deutsche Nationalparlament bildet sich aus den unmittelbaren Wahlen des deutschen Volkes oder aus den mittelbaren Wahlen der deutschen Ständekammern, und zwar so, dass die erste Kammer aus den ersten Kammern der einzelnen Staaten, oder aus den ihnen analogen Elementen gebildet wird, die zweite Kammer aus der Wahl des Volkes hervorgeht.

§. 31. Die Zahl der Mitglieder für die zweite Kammer, die jeder einzelne Staat sendet, richtet sich im Allgemeinen nach dem Verhältnisse der Einwohnerzahl jedes Staates. Dieses Verhältniss mag sein: 1 Abgeordneter auf 100,000 oder 150,000 Einwohner.

§. 32. Der Reichstag (Bundestag) wird mit dem ersten deutschen Nationalparlamente ein eigenes Wahlgesetz für die Zukunft vereinbaren, und sich über die wesentlichen Grundzüge der Verfassung des deutschen Bundesstaates einigen. Diese Verfassung wird als ein Vertrag zwischen den Fürsten und Völkern des Bundesstaates errichtet.

§. 33. Die Funktionen des deutschen Parlamentes bestehen in der Aufrechthaltung der deutschen staatsbürgerlichen Rechte und der deutschen Reichsverfassung, der Einigung der Nationalinteressen und der Wahrung der Volksfreiheiten.

§. 34. Das deutsche Parlament als eine nationale Korporation hat folgende Rechte: 1) Es beräth oder beschliesst über die vom Reichstage und Direktorium ihm vorzulegenden Gesetzentwürfe und Verträge, welche ge-

gemeinsame Rechtsinstitute, Rechte, Interessen und Freiheiten des deutschen Volkes betreffen. 2) Es hat das Recht, wie auch der Reichstag und das Direktorium, Petitionen deutscher Staatsbürger in Bezug auf die dem Bundesstaate zugewiesenen Interessen und Rechte entgegenzunehmen, und diese durch ihre Vertretung an den Reichstag und vermittelst seiner betreffenden Organe an die einzelnen Regierungen zu bringen. 3) Es hat das Recht, selbst Anträge, Petitionen und Wünsche in unbestimmter Art und Weise auszusprechen, sie in bestimmter Form zu stellen, und die Antwort des Reichstages durch Vermittelung des Ministeriums darauf zu verlangen; doch dürfen diese Anträge, Petitionen und Wünsche niemals die Verfassungen und verfassungsmässigen Rechte der einzelnen Staaten beeinträchtigen. 4) Es hat das Recht der Beschwerde und Anklage gegen die verwaltenden und inspizirenden Central-executivbehörden wegen Verletzung der Bundesstaatsgesetze. 5) Es bewilligt oder verwirft die Steuern und Beiträge, die für die Bedürfnisse des Bundesstaates von den einzelnen Staaten verlangt werden. Ihm wird deshalb ein offener Nachweis des Bundesstaatsbudgets vorgelegt werden. 6) Es hat alle im Bundesstaate garantirten, gemeinsamen staatsbürgerlichen Rechte und Freiheiten der Deutschen zu wahren, über ihre Vollziehung oder Verletzung zu wachen, und die Klagen deshalb an die betreffende Abtheilung des Bundesgerichts (Staatsgerichtshof) zur Entscheidung zu bringen.

§. 35. Das Parlament entwirft selbst seine Geschäftsordnung (s. §. 26).

§. 36. Veränderungen der Bundesstaatsverfassung sollen an erschwerende Formen geknüpft werden.

XIX.

*Déclaration officielle du ministère d'Autriche
à l'égard des rapports de l'Autriche avec la
confédération germanique, en date du 21
avril 1848.*

(Wiener Zeitung 1848 N. 112 — Traduction).

Loin de vouloir imprimer une direction particulière aux élections pour le parlement allemand ou d'y exercer une influence quelconque, le ministère se trouve toute-

fois dans le cas de se prononcer sur la question déjà agitée de savoir, si l'Allemagne dorénavant doit être un *état fédératif* ou une *fédération d'états*. Pénétré du désir d'une union intime avec l'Allemagne, l'Autriche saisira avec joie toute occasion pour faire foi de son attachement à la cause commune allemande. Jamais cependant elle ne saurait trouver compatible avec sa situation particulière d'abandonner les intérêts particuliers des différentes parties de son territoire appartenant à la confédération, de les subordonner d'une manière absolue à l'assemblée fédérale et de renoncer à l'indépendance de son administration intérieure; elle doit donc pleinement se réserver son assentiment particulier pour chaque résolution de la Diète.

En tant que cette réserve serait reconnue incompatible avec l'essence d'un *état fédératif*, l'Autriche ne se trouverait pas dans le cas d'y accéder.

XX.

Proposition de l'envoyé fédéral de Prusse pour l'admission d'une partie du Grand-duché de Posen dans la confédération germanique, et résolution y relative de la Diète, prise dans la 30 séance de 1848, du 22 avril.

(Bundes-Protocol § 819. p. 447.)

Preussen. Die deutsche Bevölkerung des Grossherzogthums Posen hat den dringenden Wunsch ausgesprochen, eben so, wie solches in Betreff Ost- und West-Preussens geschehen ist, in die Gemeinschaft des deutschen Bundes aufgenommen zu werden. Zahlreiche Petitionen sind in diesem Sinne eingegangen und namentlich haben sich die Einwohner der Kreise Birnbaum, Meseritz, Buck, Bomst, Fraustadt, Kröben, Bromberg, Wirsitz, Chodziesen, Czernikau, Wongrowitz, Schubni, Inowracław und Mogilnow mit den dringendsten, von zahllosen Unterschriften bedekten Vorstellungen zu dem gedachten Zwecke an das k. Gouvernement gewendet. Die zum zweiten Vereinigten Landtage in Berlin versammelt gewesenen Provinzialstände von Posen haben die Frage wegen Aufnahme des Grossherzogthums in den deutschen Bund mit 26 gegen 17 Stimmen ablehnend beantwortet. In der That lässt sich auch nicht verken-

nen, dass die Aufnahme der ganzen Provinz namentlich aus dem Grunde eigenthümlichen Schwierigkeiten unterliegen würde, weil sich hauptsächlich in dem östlichen und südöstlichen Theile des Landes eine, die grössere Hälfte der Gesamtzahl der Provinz bildende polnische Bevölkerung vorfindet.

Um diese Schwierigkeiten in einem Sinne auszugleichen, welcher den Wünschen der deutschen sowohl als der polnischen Bevölkerung, sowie der Natur der Sache selbst, zu entsprechen geeignet ist, hat die Regierung des Königs beschlossen, einer Seits die der polnischen Bevölkerung verheissene nationale Reorganisation auf diejenigen Landestheile des Grossherzogthums, in welchen die polnische Nationalität vorherrschend ist, zu beschränken, anderer Seits für diejenigen Landestheile, in welchen die deutsche Nationalität vorwiegt, die von denselben dringend gewünschte Aufnahme in den deutschen Bund bei der Bundesversammlung unverweilt zu beantragen.

Derjenige Theil des Grossherzogthums, um welchen es sich hierbei handelt, besteht in dem, nach den angrenzenden, dem deutschen Bundesgebiete schon angehörigen Provinzen der Monarchie zu liegenden Gränzgürtel. Dieser umfasst:

I. Das Gebiet des ehemaligen Netzdistriktes, so weit solcher nicht zu Westpreussen gehört und mit letzterem bereits dem deutschen Bundesgebiete einverleibt ist, und zwar die Kreise: 1) Inowraclaw, 2) Schubni, 3) Bromberg, 4) Wirsitz, 5) Czernikau, mit Ausnahme der Südost-Spitze mit den Gütern Lubasz, Stawno, Staykowo, Browo, Krucz und Gembice, 6) Chodziesen, mit Ausnahme der Wischiner Güter an der südlichen Gränze; 7) vom Wongrowiecer Kreise Stadt und Herrschaft Golanecz; 8) vom Mogilnower Kreise die nördliche Hälfte, abgegränzt durch eine Linie vom südlichsten Punkte auf der Gränze des Schubiner Kreises nach den Städten Moyslnow, Wilatowo und Gembice, einschliesslich dieser Städte.

II. Die Kreise Birnbaum, Meseritz, Bomst und Frau-stadt, und

III. einen Theil der Kreise Buck und Kröben, der zum deutschen Bundesgebiete geschlagen zu werden wünscht; er enthält die Ortschaften Kröben, Rawie und

Jutroschei; von dem Kreise Buck ist es der südwestliche Theil mit der Stadt Grätz.

Die Gesamtzahl der Bevölkerung der vorstehend bezeichneten Ländertheile, welche zum deutschen Bundesgebiete hinzutreten wünscht, beläuft sich nach der Zählung von 1846 auf 593,390 Köpfe. Der grössere Theil des fraglichen Gebietes hat schon im Laufe des Mittelalters zeitweise zu den deutschen Ländern — theils zur Neumark, theils zu Schlesien — gehört und stets als Gränzland den Uebergang des deutschen Elementes in die Polnischen Lande vermittelt. Im Laufe der Zeit hat sich in demselben eine überwiegend deutsche Bevölkerung gebildet, und sind deutsche Sitte und deutsche Kultur in demselben durchaus vorherrschend, wenn gleich auch zerstreut Einwohner Polnischer Zunge darin ansässig sind, die übrigens nicht minder zu Preussen und Deutschland halten wollen. Unter diesen Umständen und bei dem dringenden Wunsche der Bevölkerung glaubt die diesseitige Regierung auf die Zustimmung der Bundesversammlung mit Sicherheit rechnen zu dürfen, wenn sie die Aufnahme der eben näher bezeichneten Ländertheile in den deutschen Bund beantragt.

Deutschland kann und wird auch diese, an das Bundesgebiet angränzende, deutsche Bevölkerung nur mit Freuden in sich aufnehmen und an dem grossartigen nationalen Leben und der einheitlichen Entwicklung Theil nehmen lassen wollen, die dem gesammten Vaterlande bevorstehen. In dieser Voraussetzung werden inzwischen die erforderlichen Einleitungen schon getroffen werden, damit die Wahlen zu der in Frankfurt im nächsten Monate zusammentretenden Versammlung auch in diesen neuen Theilen des Bundesgebietes gleichzeitig mit den übrigen zum Bunde gehörigen Provinzen der Monarchie vorgenommen werden. Da, wie bereits erwähnt, die Gesamtbevölkerung des in Rede stehenden Gebietes nach der Zählung von 1846 sich auf 593,390 Köpfe beläuft, so ergibt sich hieraus, reduziert auf den Maassstab der übrigen Preussischen Matrikular-Bevölkerung, eine Zahl von 385,056 Seelen; es werden mithin nach Maassgabe des Bundesbeschlusses vom 7ten d. Mts. die in den Bund aufzunehmenden Theile Posens die Nationalversammlung mit 8 Abgeordneten zu beschicken haben, so dass, diese zu der bereits auf Preussen fallenden Zahl von 191 hinzugefügt, aus den diesseitigen zum

Bunde gehörigen Landestheilen im Ganzen 199 Abgeordnete zu erscheinen haben.

Nach Erörterung des vorstehenden Antrages, pflichteten sämtliche Gesandtschaften demselben bei und es erfolgte sonach der Beschluss:

1) der Beitritt des in dem k. Preussischen Antrage bezeichneten Theiles des Grossherzogthums Posen zum deutschen Bunde wird, unter voller Anerkennung der bundesfreundlichen Gesinnungen, welche denselben veranlasst haben, angenommen, und sonach besagter Theil des Grossherzogthums Posen dem deutschen Bundesgebiete einverleibt.

2) Preussen wird ersucht a) die Matrikularbevölkerung der dem deutschen Bunde beitretenden Gebiete theile des Grossherzogthums Posen genau zu ermitteln, und bei Abgabe der in Gemässheit des Bundesbeschlusses vom 11ten d. Mts. hinsichtlich Ost- und West-Preussens zu erstattenden Auskünfte zugleich auch hierüber Mittheilung machen zu wollen, damit die Bundesmatrikel hiernach berichtigt werden könne; b) nach Maassgabe der vorläufig zu ermittelnden Matrikularbevölkerung die Wahlen zu der konstituierenden Versammlung, dem Bundesbeschlusse vom 7ten April d. J. gemäss, mit möglichster Beschleunigung vornehmen zu lassen.

Baden. Der Gesandte geht bei seiner Zustimmung zu dem k. Preussischen Antrage davon aus, dass die Bewohner der bezeichneten Distrikte diese Verbindung wünschen, und dass eine weitere definitive Regulirung zwischen der deutschen und polnischen Nationalität, insbesondere auch rücksichtlich der Stadt und Festung Posen, in einer nicht entfernten Zeit den betreffenden Regierungen vorbehalten bleibe.

Extrait des délibérations de la Diète dans la séance du 27 avril 1848 relatif à l'annexion proposée du duché de Schleswig.

Lettre et déclaration de M. de Pechlin, envoyé de Danemark pour le duché de Holstein, relatives à la proposition ci-dessus mentionnée. Voir Tome XII. No 10; XXI, p. 274 et XXI, p. 277.

XXI.

Projet d'une Loi fondamentale de l'Empire d'Allemagne, présenté à la Diète fédérale le 26 avril par le conseil des 17 hommes de confiance adjoints à la Diète.

A force de fidèles et constants efforts, nous avons achevé un travail qui, s'il doit contribuer en quelque chose au salut de la patrie, a grandement besoin d'une culture attentive et réfléchie et d'un soleil de printemps pour le mûrir. Outre que nous sentions la grande hardiesse, pour ne pas dire la témérité, de vouloir guérir par quelques paragraphes fortement incisifs des maux et des infirmités qui remontent à plus de dix siècles, il s'est manifesté encore, avouons-le franchement, lorsque nous avons réfléchi aux principaux organes du nouvel édifice politique, des divergences d'opinions, et nous avons pris des décisions d'une haute importance seulement par des majorités, quoique très décisives, quant au nombre. Toutefois, ce qui a toujours réveillé en nous un nouveau zèle, c'a été notre unanimité complète et enthousiaste sur *un* point. Cette Allemagne, qui a porté pendant plusieurs siècles la peine de sa désunion, doit atteindre maintenant à une unité de peuple et de politique, et cela immédiatement, encore avant que n'expire le second siècle depuis cette paix qui consacre sa faiblesse. Personne au monde n'est assez puissant pour empêcher un peuple de 40 millions d'hommes, qui a formé le dessein de n'appartenir désormais qu'à lui seul de réaliser ce projet; personne même ne devrait désirer de l'être, et si par des événements dans lesquels nous respectons tous l'action d'une main supérieure, nous voyons maintenant tout près de nous bien des choses qui n'existaient auparavant que dans les rêves de l'ami de la patrie, malheur à la politique qui voudrait, dans un pareil moment, tendre de nouveau les anciens pièges: elle creuserait elle-même son tombeau. Aussi les articles sur l'importance de l'empire, sur les droits fondamentaux du peuple allemand, sur la compétence du tribunal de l'empire ont-ils été adoptés à une grande unanimité.

Toutefois la nécessité, qui gît dans les choses, a fait faire à la majorité de l'assemblée un pas encore plus décisif. Aucun de ses membres ne s'est dissimulé que dans

ce démembrement, qui a eu pour notre patrie de si déplorables conséquences, il se trouve encore de nombreux germes, qui doivent rester intacts, si notre avenir doit être prospère. L'importance de nos dynasties n'a rien perdu par les orages de quelques semaines, et une noble pudeur nous a empêchés, nous autres Allemands, d'imiter ceux qui, par l'abus de la puissance, auquel chaque homme n'est que trop tenté de céder, veulent en conclure nécessairement qu'il faut écarter toute grandeur prépondérante comme un obstacle à la liberté. Aux maisons de nos souverains se rattache non seulement l'habitude de l'obéissance, qui ne se laisse pas à volonté transporter ailleurs, mais encore la seule possibilité de réunir peu à peu cette Allemagne aux nombreuses tribus, aux nombreuses formes, dans cette unité politique, dont, par des considérations d'un ordre supérieur, on ne peut se passer plus longtemps.

S'il est certain qu'une unité telle qu'elle existe dans d'autres pays de l'Europe ne peut être réalisée sur le sol germanique que par une série interminable de violences et de forfaits, dont aucun véritable ami de la patrie ne voudrait assumer la responsabilité, il n'est pas moins certain qu'une fois le but atteint, un sentiment de complet isolement et de découragement s'emparerait des esprits allemands; car ce serait une rupture subite et imprudente avec tout notre passé.

Si l'hérédité a de profondes racines non seulement dans la conscience et les dispositions des Allemands, l'assemblée des 17 membres adjoints à la diète n'a pas été unanime sur la question de savoir si la dignité du futur chef suprême de l'Allemagne devait être héréditaire. Cependant voici quelle a été l'opinion de la majorité, qui n'a fait qu'augmenter dans le cours de la discussion. Du moment qu'une loi fondamentale de l'empire garantit au peuple allemand l'unité de l'empire et à ses différens états les plus nobles libertés en nombre tel que n'en a conquis aucun peuple de la terre en une aussi courte lutte, libertés dont rien, à moins que ce ne soit la propre réflexion, n'empêchera le développement ultérieur, dès ce moment tout ami de la patrie doit regarder comme la chose essentielle de préserver des biens aussi précieux contre toute tendance subversive. Si notre vie nationale, qui a tant de ramifications, se rattache essentiellement au maintien des dynasties de l'Allemagne,

le chef suprême de l'empire, qui est appelé à le diriger dans sa totalité, ne peut être également investi que d'une dignité héréditaire. Privé de cette qualité, qui est le fondement de tout pouvoir humain, il n'aurait pas les mêmes droits que les princes qui, pour concourir à la prospérité du tout, ont pris l'engagement de subordonner leur pouvoir héréditaire à sa souveraineté. Par cette raison, s'il était issu d'une maison puissante, il n'envisagerait le gouvernement de l'empire que comme une mission passagère et secondaire, utile tout au plus pour des buts domestiques; mais si, sans posséder des états héréditaires, il était appelé à la première place, comment un pareil chef suprême de l'empire, investi seulement d'un pouvoir fictif, pourrait-il s'empêcher de voir autre chose que des adversaires nés dans les dynasties héréditaires? Plus un pareil chef suprême de l'empire tiendrait fortement aux droits qui lui ont été conférés, plus le peuple allemand se verrait avec certitude entraîné dans la plus pernicieuse des dissensions intestines, la lutte la plus dangereuse des devoirs. Il ne serait pas invraisemblable que la république une et indivisible, avec un président à sa tête, l'emporterait, mais ce ne serait certainement que par un chemin arrosé du sang des citoyens allemands; car c'est un conte, qui n'a pu trouver une croyance passagère que dans l'inquiétude dévorante des dernières semaines, que de croire que les Allemands aient perdu tout d'un coup le souvenir de l'importance de leurs maisons princières. Bien au contraire, celles-ci trouveront dans la conscience du peuple un asile d'autant plus prévenant qu'elles ont fait de douloureux sacrifices pour le bien général.

C'est pourquoi nous ne devons point commencer notre nouvel ordre de choses en nommant un chef suprême électif, et la majorité de notre assemblée, en adoptant le paragraphe 5, a écarté avec une pleine conviction toute tendance vers ce but, car la pensée qu'on pourra plus tard rentrer dans une voie, où, irrésolu dans une époque d'indécision, l'on redoute d'entrer dans ce moment, est une des illusions les plus funestes. Ce qui doit réussir dans cette direction doit s'accomplir immédiatement. Si les princes de l'Allemagne tombent d'accord pour soumettre à la sanction de la grande réunion de mai à Francfort s. M. un prince allemand de leur choix comme chef suprême héréditaire de l'empire,

la liberté et l'ordre se tendront une main réconciliatrices sur le sol de l'Allemagne pour ne plus se séparer. *).

*Projet de la loi fondamentale de l'empire
d'Allemagne.*

L'expérience de tout un âge d'hommes ayant démontré que le manque d'unité dans la vie politique de l'Allemagne a amené pour la nation allemande une désorganisation intérieure et une dépréciation de la liberté du peuple, ainsi que l'impuissance au dehors, la confédération germanique sera remplacée par une constitution, basée sur l'unité nationale.

Article I.

Bases.

§. 1er. Les pays qui ont appartenu jusqu'ici à la confédération germanique, y compris les provinces prussiennes qui viennent d'y être incorporées et le duché de Schleswig, forment désormais un empire (état fédéré)**).

§. 2. L'indépendance des différents états allemands formant la confédération est maintenue, mais limitée pour autant que l'exige l'unité de l'Allemagne. Cette limitation consiste en partie en ce que quelques affaires d'état particulières seront désormais du domaine exclusif du pouvoir impérial (voir art. II), en partie en ce qu'il sera

*) Liste des hommes de confiance adjoints à la diète qui ont pris part à la discussion du projet ci-dessus. Pour l'Autriche: MM. de Schmerling, de Vienne, et de Sommaruga, de Vienne. Pour la Prusse: le docteur Dahlmann, de Bonn. Pour la Bavière: (elle n'était pas représentée). Pour le royaume de Saxe: Todt, d'Adorf. Pour le Hanovre le docteur Zachariae, de Göttingue. Pour le Wurtemberg: le docteur Ubland, de Tübingue. Pour le grandduché de Bade: Bassermann, de Mannheim. Pour la Hesse électorale: le docteur Bergk, de Marbourg. Pour le grand duché de Hesse: le docteur Langen, de la Hesse rhénane. Pour le Holstein: le professeur Droysen, de Kiel. Pour le Luxembourg: Willmar, de Luxembourg. Pour les maisons ducales de Saxe: von der Gabelentz, d'Altenbourg, et Luther, de Meiningen. Pour Brunswick et Nassau: de Gagern, de Wiesbade. Pour le Mecklembourg: Stever de Mecklembourg. Pour Oldenbourg, etc.: le docteur Albrecht, de Leipzig. Pour la 16e voix: Jaup, de Darmstadt, et Petri, de Detmold. Pour les villes libres: le docteur Gervinus, de Heidelberg.

**) On se réserve de rendre une disposition pour le grand-duché de Posen et le cercle de l'Istrie.

garanti au peuple certains droits fondamentaux et certaines institutions (voir art. IV).

Article II.

Attributions de l'empire.

§. 3. Le pouvoir impérial comprendra désormais exclusivement:

a) La représentation internationale de l'Allemagne et de ses états particuliers à l'étranger, par conséquent le droit des traités et de tous les rapports diplomatiques à cet effet, ainsi que la surveillance à exercer sur les traités que les états particuliers de l'empire passent entr'eux ou avec l'étranger; (Les légations permanentes entre les divers états seront supprimées.)

b) Le droit de paix et de guerre;

c) L'armée, composée de troupes actives et de landwehr et basée sur le principe de l'obligation du service sans remplacement:

d) Les forteresses;

e) La sécurité de l'Allemagne sur mer au moyen d'une flotte de guerre et de ports de guerre;

f) Les douanes, de telle sorte que tout l'empire ne forme qu'un seul territoire de douane;

g) Les administrations postales;

h) La législation et la haute surveillance sur les voies fluviales, les chemins de fer et les télégraphes:

i) Concession de brevets pour des inventions, qui s'étendent à tout l'empire;

k) La législation dans le domaine du droit public et privé, pour autant qu'elle est nécessaire au complet développement de l'unité de l'Allemagne, en particulier une loi sur le droit d'indigénat et de nationalité allemande, ainsi qu'une loi sur un système uniforme de monnaie, mesures et poids pour toute l'Allemagne;

l) La juridiction, dans l'étendue indiquée plus bas au paragraphe 24;

m) Le droit de disposer de tous les revenus des douanes et des postes, et si ces revenus et d'autres recettes de l'empire (les taxes, les sommes provenant de concessions, etc.) ne suffisent pas, celui d'imposer des taxes de l'empire aux différents états.

Article III.

Constitution de l'empire.

§. 4. Tout le pouvoir impérial est réuni dans le chef suprême de l'empire et dans la Diète de l'empire. L'administration des différentes branches de ce pouvoir s'effectue par des autorités impériales spéciales, à la tête desquelles sont placés des ministres de l'empire; la justice est administrée par une cour impériale.

A. *Le chef suprême de l'empire.*

§. 5. La dignité de chef suprême de l'empire (empereur d'Allemagne) sera héréditaire pour assurer la véritable prospérité et liberté du peuple allemand.

§. 6. Le chef suprême de l'empire réside à Francfort s. M.; il touchera une liste civile à fixer conjointement avec la Diète de l'empire.

§. 7. L'empereur exerce le pouvoir exécutif dans toutes les affaires de l'empire; il nomme les fonctionnaires de l'empire et les officiers de l'armée active et de la marine, ainsi que les officiers supérieurs de la landwehr; il fixe la répartition des troupes de l'armée active. La concession de brevets (§ 3 z) peut avoir lieu aussi sans le consentement de la Diète.

§. 8. L'empereur convoque extraordinairement (voir § 18) la Diète de l'empire; il l'ajourne, la clôt et la dissout. Les résolutions de la Diète, promulguées par lui, sont obligatoires pour toutes les parties de l'empire. Il rend les ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois de l'empire. Il partage avec la Diète de l'empire le droit de proposer et d'approuver les lois.

§. 9. L'empereur exerce la représentation internationale de l'Allemagne et des différens états qui composent l'empire. Il nomme et accrédite auprès de lui les envoyés et les consuls. Il conclut les traités avec les états étrangers et surveille les traités des Allemands (§ 3 a). Il décide de la guerre et de la paix.

§. 10. L'empereur est inviolable et irresponsable; en revanche, toutes les dispositions qui manent de lui doivent être, pour leur efficacité et leur légalité, signées au moins par un ministre de l'empire, en témoignage de sa responsabilité. Une disposition qui n'est pas revêtue d'une pareille signature n'a force obligatoire.

B. La Diète de l'empire.

§. 11. La Diète de l'empire se compose de deux chambres, d'une chambre haute et d'une chambre basse.

§. 12. La chambre haute se compose de 200 membres au plus, à savoir :

1^o Des princes régnants. Ils ont la faculté d'envoyer un substitut, mais qui ne peut être révoqué dans le courant d'une session;

2^o D'un délégué de chacune des quatre villes libres, que les gouvernements y envoient au moins pour la durée d'une session;

3^o Des conseillers de l'empire, choisis par les différents états parmi les hommes qui ont le mieux mérité de la patrie, pour la durée de douze ans, de telle manière qu'un tiers d'entr'eux sera renouvelé tous les quatre ans. Le droit d'élection est réparti parmi les différents états suivant le chiffre de leur population. Dans les états qui ne délèguent qu'un conseiller de l'empire, ce sont les diètes qui le nomment, et dans les quatre villes libres, les corps législatifs; dans les états qui envoient plusieurs, une moitié sera nommée par les diètes, l'autre par les gouvernements *); les conseillers de l'empire doivent appartenir à l'état qui les a nommés et avoir accompli leur 40^e année.

§. 13. La chambre basse se compose de députés du peuple, élus pour 6 ans et dont un tiers sera renouvelé tous les deux ans. On élira un député pour 100,000 âmes de population réelle; toutefois les états qui ont moins de 100,000 âmes enverront aussi un député; pour tout excédant de 50,000 âmes au moins, on pourra élire encore un député. L'élection a lieu par le peuple (non par les

*) Répartition des conseillers de l'empire parmi les différents états allemands: L'Autriche en envoie 24; la Prusse 24; la Bavière 12; la Saxe, le Hanovre, le Wurtemberg et Bade, chacun 8, en tout 32; la Hesse électorale, le grand-duché de Hesse, le Schleswig-Holstein et Mecklenbourg-Schwérin, chacun 6, en tout 24; Luxembourg, Brunswick, Nassau, Saxe-Weimar et Oldenbourg, chacun 4, en tout 20; Saxe-Cobourg-Gotha, Saxe-Meiningen et Saxe-Altenbourg, chacun 2, en tout 6; Mecklenbourg-Strelitz, Anhalt-Dessau, Anhalt-Bernbourg, Schwarzbourg-Sondershausen, Hohenzollern-Sigmaringen, Hohenzollern-Hechingen, Waldeck, Reuss, branche aînée, Reuss, branche cadette, Lippe-Schaumbourg, Hesse-Hombourg, Lichtenstein, Lauenbourg, Lubeck, Francfort, Brême, Hambourg, chacun 1, en tout 19. Total 161.

diètes); la législation de chaque état aura à décider si l'élection doit se faire directement ou indirectement. Tout citoyen indépendant et qui a atteint l'âge de majorité, à l'exception de ceux qui sont sous le poids d'une condamnation infamante, peut concourir à l'élection; sont éligibles tous ceux qui ont les conditions requises pour l'être et qui ont accompli leur 30^e année, sans distinction de l'état allemand, auquel ils appartiennent. Un règlement électoral, à promulguer par la diète de l'empire, fixera les dispositions ultérieures. Les fonctionnaires qui auront été élus n'ont pas besoin d'autorisation pour accepter l'élection.

§. 14. Les conseillers de l'empire et les membres de la chambre basse toucheront un traitement et seront indemnisés de leurs frais de voyage sur la caisse de l'empire;

§. 15. Chaque membre de la diète, y compris les substituts et les députés, indiqués aux numéros 1 et 2 du §. 12, représente toute l'Allemagne et n'est tenu à aucune instruction.

§. 16. Pour qu'une résolution de la diète ait force de loi, il faut le consentement des deux chambres. Le droit de proposer des lois, d'adresser des plaintes et des pétitions, de même que celui de mettre en accusation les ministres, appartient à chaque chambre en particulier. Le budget de l'empire doit être soumis d'abord à la chambre basse; le résultat du vote de cette dernière ne peut être rejeté que totalement par la chambre haute, qui ne peut changer les chiffres des différents chapitres.

§. 17. Pour que chaque chambre puisse prendre une résolution, il faut la présence d'un tiers au moins des membres et la majorité absolue des voix.

§. 18. La diète de l'empire doit se réunir une fois annuellement à Francfort s. M. pour une session ordinaire, qui ouvrira le... L'empereur peut convoquer en tout temps des sessions extraordinaires (§. 8). La diète de l'empire ne peut pas être ajournée par l'empereur au delà de six semaines. Après une dissolution, les nouvelles élections devront être ordonnées dans l'espace de 15 jours; dans le cas contraire, la diète de l'empire se réunira dans son ancienne composition trois mois après la dissolution, si l'époque de la session ordinaire n'a pas lieu plus tôt. Les séances des deux chambres sont publiques.

§. 19. Les membres de la diète de l'empire ne peuvent être dispensés de l'obligation de prendre part à ses tra-

vaux que par la chambre à laquelle ils appartiennent.

§. 20. Ils ne peuvent, à moins d'être surpris en flagrant délit à un acte criminel, être arrêtés pendant leur présence à la diète et pendant leur voyage pour s'y rendre ou à leur retour dans leurs foyers qu'avec l'autorisation de la chambre dont ils font partie. Ils n'ont à se justifier à aucun autre endroit des opinions émises par eux dans la chambre.

§. 21. Les ministres de l'empire n'ont le droit de voter dans l'une ou l'autre chambre que s'ils en sont membres. Ils peuvent assister aux débats de l'une et de l'autre chambre et doivent être entendus dès qu'ils en font la demande. Chacune des deux chambres peut exiger la présence des ministres.

C. La cour de justice de l'empire.

§. 22. La cour de justice de l'empire se compose de 21 membres. Ils sont nommés à vie, un tiers par le chef suprême de l'empire, un tiers par la chambre haute, un tiers par la chambre basse; ils choisissent dans leur sein le président et le vice-président. Un juge de l'empire ne peut remplir aucune autre fonction ni être membre de l'une ou de l'autre chambre.

§. 23. La cour de justice de l'empire siégera à Nuremberg. Les séances sont publiques.

§. 24. La compétence de la cour de justice de l'empire s'étend aux points suivants:

a) Les contestations politiques et juridiques de toute espèce entre différents états allemands ou entre des princes régnants, pour autant qu'elles ne sont pas du domaine des affaires gouvernementales de l'empire, et sous réserve des *austrègues* arbitraires;

b) Les contestations sur l'ordre de succession, sur la capacité requise pour gouverner et sur la régence dans les pays allemands sous la même réserve;

c) Les plaintes élevées par des particuliers contre des princes allemands régnants pour autant qu'il n'existera pas de tribunal compétent;

d) Les plaintes de particuliers contre des états allemands, où l'obligation de satisfaire aux engagements est douteuse ou contestée entre plusieurs états;

e) Les contestations entre le gouvernement d'un état

particulier et la diète de ce dernier sur la validité ou l'interprétation de la constitution du pays ;

f) Toutes les plaintes entre le fisc de l'empire et ses différentes branches ;

g) Les jugements rendus en dernière instance sur les griefs à juger d'après la constitution de chaque pays, relativement à un refus de rendre justice ou à des obstacles pour en paralyser la marche ;

h) Les accusations dirigées contre les ministres de l'empire ou les ministres d'état particuliers par une des deux chambres de la diète de l'empire, de même que les accusations intentées contre les ministres par les diètes des différents états du chef d'avoir violé les lois fondamentales de l'empire et respectivement celles du pays. La question relative à l'extension du droit d'accusation à d'autres cas est réservée à la décision de la diète de l'empire ;

i) La juridiction criminelle avec le jury pour les cas de haute trahison envers l'empire et de lèse-majesté envers l'empereur. La grace que le chef suprême de l'empire a le droit d'accorder en pareil cas ne peut avoir lieu qu'après que la cour de justice de l'empire aura fait connaître son avis. La cour de justice de l'empire est autorisée, en outre, sur la demande du gouvernement impérial, à rédiger des consultations sur de prétendues atteintes portées par des lois ou des actes gouvernementaux des différents états à des droits garantis en vertu de la constitution de l'empire. Une loi fixera ultérieurement l'exécution des jugements rendus par la cour de justice de l'empire.

Article IV.

Droits fondamentaux du peuple allemand.

§. 25. L'empire garantit au peuple allemand les droits fondamentaux suivants, qui doivent en même temps servir de base à la constitution de chaque état allemand :

a) Une représentation populaire avec voix délibérative pour la législation et les impôts, et avec la responsabilité des ministres vis-à-vis des représentants du peuple ;

b) La publicité des séances des diètes ;

c) Une constitution municipale libre, basée sur une administration indépendante en affaires communales ;

d) L'indépendance des tribunaux, l'immovibilité des

juges, si ce n'est en vertu d'une sentence; oralité et publicité des débats en matière judiciaire avec le jury pour les causes criminelles et pour tous les délits politiques; l'exécution dans toute l'étendue de l'empire des sentences rendues par les tribunaux allemands;

e) L'égalité de toutes les classes, pour ce qui concerne les charges de l'état et des communes, et l'aptitude à remplir des fonctions publiques;

f) L'établissement de la garde nationale;

g) Le droit de tenir librement des réunions, sous réserve d'une loi contre les abus qui en pourraient découler;

h) Le droit de pétition illimité, tant pour les particuliers que pour les corporations;

i) Le droit de porter plainte contre la conduite illégale de tel ou tel fonctionnaire devant la diète du pays, après s'être adressé inutilement aux autorités établies et devant une des deux chambres de la diète, s'il y a violation des lois de l'empire, avec la demande d'obtenir leur intervention pour le redressement des griefs articulés;

k) La liberté de la presse, affranchie de toute censure, de privilèges et de cautionnements; les jugements des délits de presse par le jury;

l) L'inviolabilité du secret des lettres et la fixation, au moyen d'une loi, des restrictions nécessaires dans les enquêtes criminelles et dans le cas d'une guerre;

m) La garantie des personnes contre une arrestation arbitraire et les visites domiciliaires par un acte d'*Arbeas corpus*.

n) La faculté pour tout citoyen de l'empire d'Allemagne de fixer son domicile dans chaque état et à chaque endroit, d'y acquérir des propriétés foncières et exercer une profession aux mêmes conditions que les ressortissants du pays;

o) La liberté d'émigrer;

p) La liberté de choisir une profession et de s'y former dans le pays, ainsi qu'à l'étranger;

q) La liberté de la science;

r) La liberté religieuse et celle de pratiquer le culte public et privé; l'égalité de toutes les confessions, quant aux droits civiques et politiques;

s) La liberté d'avancer le développement du peuple, ainsi que celui des tribus non germaniques, en accordant

à leur langue les mêmes droits pour ce qui concerne l'enseignement et l'administration intérieure.

Article V.

Garantie de la loi fondamentale de l'empire.

§. 26. Le chef suprême de l'empire promet par serment à son avènement de maintenir la loi fondamentale de l'empire; il fait ce serment devant la diète, qui à chaque nouvel avènement se réunit immédiatement sans attendre de convocation, telle qu'elle était composée dans sa dernière session.

§. 27. Les ministres et les autres fonctionnaires de l'empire, de même que l'armée impériale, prêtent serment sur la constitution.

§. 28. Au serment à prêter sur la constitution du pays dans les différents états, on ajoutera celui à prêter sur la loi fondamentale de l'empire.

§. 29. Pour changer cette dernière, il faut le consentement de la diète et du chef suprême de l'empire, et dans chaque chambre la présence des trois quarts au moins des membres et une majorité des trois quarts des membres présents.

§. 30. Toutes les résolutions de la diète germanique, les lois du pays et les traités entre les différents états allemands sont supprimés, pour autant qu'ils sont contraires à une des dispositions de la loi fondamentale de l'empire.

XXII.

Proposition de l'envoyé fédéral de Prusse pour l'admission d'une autre partie du grand-duché de Posen dans la confédération germanique, présentée dans la 44e séance de la Diète, du 1. mai 1848, et résolution y relative, prise dans la 45e séance du 2 mai de la même année.

(Bundes-Protocoll §§. 378 et 89. p. 507 et 521.)

Preussen. Die Bewohner mehrerer solcher Bestandtheile des Grossherzogthums Posen, welche durch den Bundesbeschluss vom 23ten April d. J.*) noch nicht in die Gemeinschaft des deutschen Bundes aufgenommen worden waren, sammentlich die Stadt Posen, haben drin-

gend und vielfach ihren lebhaften Wunsch ausgedrückt, gleichfalls dem deutschen Bundesgebiete einverleibt zu werden. Es sprechen hiefür grösstentheils dieselben Gründe, welche bereits die Aufnahme der schon zum deutschen Bunde geschlagenen Distrikte Posens entschieden haben; ganz besonders aber ist die Aufnahme von Stadt und Festung Posen sowohl im Interesse der Wahrung deutscher Nationalität, als in dem der Sicherheit des deutschen Bundesgebietes räthlich, und sind, wie der Gesandte nicht verfehlt hat, seinem Gouvernement zu melden, die Wünsche hoher Bundesversammlung in der Sitzung vom 22 April d. J. vorzugsweise hierauf gerichtet gewesen.

In Folge dessen ist nunmehr der Gesandte beauftragt, die Aufnahme folgender weiteren Gebietstheile des Grossherzogthums Posen in den Bund bei hoher Bundesversammlung zu beantragen:

- I. Stadt und Festung Posen und ein Theil der Kreise Posen und Obornick,
- II. der Kreis Samter,
- III. der noch nicht aufgenommene Theil des Kreises Buck,
- IV. die südlichen Theile der Kreise Kröben und Krotoschin und die Stadt Kempen.

Die Bevölkerung vorstehender Distrikte beträgt circa 273,500 Köpfe; doch muss die genaue Angabe der Gränzlinie noch vorbehalten bleiben. Diese Bevölkerung, auf den matrikulärmässigen Maasstab reduziert, ergibt circa 177,600 Köpfe, und würden diese Distrikte auf den Grund des Bundesbeschlusses vom 7ten April vier Vertreter zur Nationalversammlung zu entsenden haben; wonach sich dann die Anzahl sämtlicher Preussischen Abgeordneten für die Nationalversammlung auf 203 stellen würde.

Es wurde demnach mit Stimmeneinhelligkeit *beschlossen*:

1) Nach der durch Bundesbeschluss vom 22ten v. Mts. erfolgten Einverleibung eines Theiles des Grossherzogthums Posen in den deutschen Bund, wird auch der Beitritt des von der k. Preussischen Regierung in ihrem zum Protokolle der 44ten diesjährigen Sitzung abgegebenen Antrage bezeichneten weiteren Theiles des gedachten Grossherzogthums in Berücksichtigung der dafür dargelegten Gründe angenommen, und somit der

bezeichnete Theil des Grossherzogthums Posen dem deutschen Bundesgebiete einverleibt.

2) Preussen wird ersucht:

a) die Matrikularbevölkerung auch dieser Gebietstheile des Grossherzogthums Posen genau zu ermitteln, und darüber, zugleich mit den gemäss Bundesbeschlusses vom 11. und 22. v. Mts. hinsichtlich Ost- und West-Preussens und der bereits dem Bundesgebiete einverlebten Theile des Grossherzogthums Posen zu machenden Mittheilungen, Auskunft zu geben, damit die Berichtigung der Matrikel darnach erfolgen könne; b) nach Verhältniss der vorläufig ermittelten Matrikularbevölkerung auch in den durch den gegenwärtigen Beschluss dem Bundesgebiete einverlebten Distrikten die Wahlen zur Nationalversammlung, in Gemässheit des Bundesbeschlusses vom 7ten v. Mts., mit möglichster Beschleunigung bewirken zu lassen.

XXIII.

Extrait du rapport de l'envoyé fédéral du royaume de Hanovre, au nom du comité de révision de la Diète, sur l'établissement provisoire d'un pouvoir exécutif fédéral, présenté dans la 46e séance de la Diète, le 3 mai 1848, et arrêté y relatif.

(Bundes-Protoc. §. 406 S. 532.)

Obschon die Lage der Dinge seit dem 18ten April wo Seitens des grossherzoglich Badischen Herrn. Bundestagsgesandten der Antrag auf provisorische Begründung einer exekutiven Bundesgewalt bis zur Beendigung des Verfassungswerkes und der konstituierenden Versammlung gestellt wurde, für wesentlich verändert wird angesehen werden müssen, seitdem in Folge der eingetretenen Verzögerung der Berathung über jenen Antrag die hohe Bundesversammlung es für nothwendig erachtet hat, mittelst Beschlusses vom 27ten April die Ernennung eines Bundesoberfeldherrn schon jetzt einzuleiten, daneben aber auch die Ausübung des aktiven Gesandtschaftsrechtes des Bundes bereits selbst in Hand zu nehmen, und damit zwei Aufgaben der proponirten Vollziehungsgewalt bereits zu lösen: so hat dennoch der

Ausschuss die Ueberzeugung gefasst, dass die Begründung einer konzentrirten und durch Konzentration gekräftigten Bundesvollziehungsgewalt jetzt mehr als je ein dringendes Bedürfniss sei. Die Verhältnisse der Bundesversammlung neben der nun bald zusammentretenden konstituierenden Versammlung und die Nothwendigkeit, ein Organ zu finden, welches den zwischen dem Bundestage und den hohen Bundesregierungen einerseits und dieser Versammlung andererseits stattfindenden Verkehr auf eine leichtere und energischere Weise vermitteln kann, ist bei dieser Auffassung der Sache maassgebend gewesen, und durch die im ähnlichen Sinne ausgesprochenen Ansichten der siebenzehn Vertrauensmänner und des Fünfzigerausschusses findet diese Auffassung ihre Bestätigung.

Dass die Ernennung eines Ausschusses aus der Mitte der Bundesversammlung und die Bekleidung derselben mit der proponirten exekutiven Gewalt nicht ausreichend sein dürfte, scheint unzweifelhaft. Eben so gewiss ist es aber auch, dass die Theilnahme von Oesterreich und Preussen durch Bevollmächtigung eines Mitgliedes für jede dieser beiden Grossmächte in der proponirten provisorischen Vollziehungsbehörde eine Nothwendigkeit sein wird, da in dem einmüthigen Zusammenwirken dieser beiden Mächte allein die Hoffnung auf eine gedeihliche und allseitige Förderung des grossen deutschen Einigungs- und Verfassungswerkes gefunden werden mag. Verschiedener und zweifelhafter kann die Ansicht darüber sein, auf welche Weise die übrigen deutschen Bundesstaaten in der proponirten Vollziehungsbehörde zu vertreten sind, um ihnen die Allen gemeinsam zustehende Mitwirkung und die Gewähr für Erhaltung ihrer Selbstständigkeit bei einer etwa grösseren Ausdehnung der Machtvollkommenheit der Vollziehungsbehörde zu sichern. Es wurde in dieser Beziehung im Ausschusse die Ansicht geltend zu machen versucht, dass, wenn auf der einen Seite eine möglichste Ausdehnung der Vollmachten der quäestionirten Vollziehungsbehörde im Hinblick auf die Gefahren des deutschen Vaterlandes nothwendig erschien, auf der anderen Seite die sehr verschiedenen allgemeinen Interessen des Gesammtvaterlandes, welche zum Theile an bestimmte Oertlichkeiten gebunden sind, wie die Interessen der Schifffahrt und des Handels, besonders der auf den Verbindungen der Nordseestaaten mit den aussereuropäischen Ländern beruhende

Antheil Deutschlands am Welthandel, eine Vermehrung der Zahl der Mitglieder der Vollziehungsbehörde wünschenswerth machen dürften, und wurde in dieser Beziehung ein bestimmt formulirter Antrag gestellt auf Ernennung einer provisorischen Vollziehungsbehörde, bestehend aus sieben Mitgliedern, einschliesslich des Bundesoberfeldherrn, nämlich für Oesterreich, Preussen und Bayern je ein Mitglied, und für die Staaten des 8ten, 9ten und 10ten Armeekorps ebenfalls je ein Mitglied, von den zu jedem Armeekorps gehörigen Staaten und den nach den geographischen Rücksichten ihnen zuzutheilenden kleineren Bundesstaaten der Reservedivision ernannt.

Dieser Antrag konnte jedoch im Ausschusse eine mehrseitige Zustimmung nicht finden, indem vielmehr hauptsächlich dagegen geltend gemacht wurde, dass eine Ueberschreitung der Zahl drei bei Bestimmung der Mitglieder der proponirten Vollziehungsbehörde die Beschlussfassung in derselben zu schwerfällig machen und derselben bei Entwicklung ihrer Thatkraft und Energie hinderlich sein würde; dass auch durch eine Theilnahme der sämmtlichen Bundesregierungen ausser Oesterreich und Preussen an der Ernennung des dritten Mitgliedes um so mehr das Interesse derselben vollkommen gesichert erscheine, als die der zu schaffenden Vollziehungsbehörde zu übertragende Gewalt keine Diktatur involviren, sondern sich lediglich auf das Bestehende gründen solle, und daher auch der Bundesoberfeldherr nicht Mitglied dieser Behörde sein dürfe, sondern derselben, eben so wie dem Bundestage, dessen integrirenden Theil jene Behörde ausmachen werde, untergeordnet bleiben müsse.

Nach allen diesen Erwägungen glaubt der Ausschuss, auf den ursprünglichen Antrag des grossherzoglich Badischen Herrn Bundestagsgesandten zurückkommen zu müssen, und denselben, unter den Modifikationen, welche die oben erwähnten inmittelst eingetretenen Umstände erheischen, der hohen Bundesversammlung zur Annahme empfehlen zu müssen.

Der Ausschuss stellt daher seinen Antrag dahin, hohe Bundesversammlung wolle beschliessen:

In Erwägung des allgemein gefühlten, namentlich auch von den siebenzehn Männern des Vertrauens wie von denen des Fünfziger-Ausschusses anerkannten Bedürfnisses, dass in den gegenwärtigen

wichtigen und schwierigen Verhältnissen des Vaterlandes die bisherigen bundes- und landesverfassungsmässigen Vollziehungsrechte in der innigsten Vereinigung der Regierungen unter sich wie mit der deutschen Bundesversammlung und auf die heilsamste Weise für die grossen vaterländischen Aufgaben und Bundeszwecke ausgeübt würden, — beschliesst die Bundesversammlung:

den sämmtlichen Bundesregierungen vorzuschlagen, dass sie, zunächst zu dem oben bezeichneten Endzwecke,

- 1) bis zu der nach Beendigung der konstituierenden Versammlung ins Leben tretenden Neugestaltung des deutschen Bundes, der Bundesversammlung drei weitere besondere Abgesandte anschliessen, und
- 2) diese Abgesandten in der Art erwählen, dass die beiden grössten Bundesstaaten Oesterreich und Preussen je Einen derselben, die übrigen Bundesstaaten ebenfalls Einen ernennen, wobei die letzteren in der Art zu verfahren hätten, dass Bayern drei Männer aus drei verschiedenen Bundesstaaten vorschlägt, aus welchen die übrigen Staaten durch Stimmenmehrheit der 4ten bis 17ten Stimme der engeren Versammlung des Bundestages Einen erwählen.
- 3) Diese drei Abgesandten behalten vorzugsweise zu ihrer Aufgabe: a) die für innere und äussere Sicherung und Wohlfahrt des Gesamtvaterlandes nöthigen Unterhandlungen und Maassregeln, b) eine gemeinschaftliche Oberleitung der gesammten Vertheidigungseinrichtungen, und insbesondere auch die Volksbewaffnung, c) die Vermittelung und Vereinbarung der Ansichten und Wünsche der Regierungen unter einander und mit der konstituierenden Versammlung in Beziehung auf die im gemeinschaftlichen Vereine in das Leben zu rufende neue deutsche Verfassung.
- 4) Die drei Abgesandten werden in eiligen Fällen nach eigener Entschliessung, in anderen Fällen aber nach dem Rathe der Bundesversammlung handeln. Sie sind der Nation wie den Regierungen verantwortlich.
- 5) Die betreffenden Regierungen werden demnach gesucht, baldmöglichst jene Abgesandten zu ernennen, und hierher an den Sitz des Bundestags, wie auch

der konstituierenden Versammlung, zu senden, Bayern insbesondere aber, die drei Vorgeschlagnen der Bundesversammlung zu nennen, damit diese die durch die betreffenden Bundestagsgesandten vorzunehmende Wahl des dritten Abgesandten alsbaldigst veranlassen könne.

(Ces propositions ont été, à l'unanimité des voix, converties en arrêté fédéral).

† Par suite de cet arrêté le gouvernement de Bavière proposa M.M. le comte d'Armansperg, ministre d'état de Bavière, de Pfordten, ministre des affaires étrangères de Saxe, et Mathy, conseiller d'état et chef du ministère de l'intérieur de Bade.

XXIV.

Mémoire de l'envoyé fédéral du grand-duché de Hesse sur le projet de constitution de l'Allemagne des 17 hommes de confiance, et conclusions du comite de révision et arrête de la Diète y relatifs, présentées et rendu dans la 47^e séance de la Diète, du 4 mai 1848.

(Separat-Protocol. Nr 5. p. 546.)

Dem Revisionsausschusse ist von seinem Referenten, dem grossherzoglich Hessischen Bundestagsgesandten folgendes Promemoria verlesen worden, welches er auch zur Kenntnissnahme hoher Bundesversammlung bringen zu dürfen glaubt:

„Nachdem die Vertrauensmänner in der Sitzung hoher Bundesversammlung vom 27ten v. Mts. den von ihnen ausgearbeiteten Entwurf zur Verfassung für Deutschland eingereicht haben, ist es durchaus nöthig, dass hohe Bundesversammlung einen Beschluss fasse, ob sie 1) vorerst Instruktionen der einzelnen Regierungen abwarten, oder 2) gleich zur Prüfung der in dem Entwurfe enthaltenen Bestimmungen übergehen und versuchen wolle, über die den einzelnen Gesandten angemessenen scheinenden Modifikationen sich zu verständigen, in welchem Falle weiter zu beschliessen wäre, — a) ob der Revisionsausschuss zunächst jene Prüfung und resp. Begutachtung vorzunehmen hätte, oder etwa b) für diesen Fall die gewöhnliche Geschäftsordnung zu verlas-

sen und wegen der hohen Wichtigkeit und grossen Eile der Sache eine andere, etwa die Einrichtung zu belieben wäre, dass die hohe Bundesversammlung sich in zwei oder drei Sektionen theilte, und in diesen erst den Entwurf beriethe, das Resultat dieser vorläufigen Prüfung aber in einer vollen Versammlung von den Referenten der einzelnen Sektionen gegenseitig mitgetheilt und dann weiter berathen würde, wenn nicht hohe Bundesversammlung vorziehen sollte, gleich im Pleno zu verhandeln, weil, wie bemerkt, die Zeit so ausserordentlich sparsam zugemessen ist. Leider kann nicht verkannt werden, dass, es möge prozedirt werden wie da wolle, es ganz unthunlich erscheint, die Resultate der Verständigung hoher Bundesversammlung noch so zeitig zur Kenntniss der einzelnen Regierungen zu bringen, dass diese ennoch sich über einen im Namen der Regierungen der Nationalversammlung vorzulegenden Entwurf zu einer im Vertragswege zu vereinbarenden Verfassung verständigen könnten; ohne spezielle Autorisation aber wird hohe Bundesversammlung nicht dazu sich verstehen wollen, einen von ihr gefertigten oder emendirten Entwurf der Nationalversammlung hinzugeben. Verhalten sich aber die Regierungen ganz unthätig, so ist vorauszusehen, dass die bevorstehende Versammlung eine rein konstituierende sein und den Regierungen eine Konstitution oktroyiren, wenigstens dieses zu thun versuchen werde, auch den mächtigsten gegenüber.

Selbst übrigens, wenn — wie augenfällig — die Regierungen in ihrer Gesamtheit nicht im Stande sein sollten, mit einem ihnen genehmen Verfassungsentwurfe hervortreten, würden ihre Rechte und Interessen noch sich wahren lassen, sofern sie die geeigneten Organe der Nationalversammlung gegenüber zu stellen vermöchten. Allein hier wirft sich gleich das Bedenken auf: wird die konstituierende Versammlung solche Organe, also eigentliche Regierungskommissäre, wenn sie ausserhalb ihr stehen, zulassen? Und könnte nicht durch den Versuch der Formirung einer solchen Ministerbank sofort ein Prinzipienkampf hervorgerufen werden, dessen Ausgang für die Regierungen leicht gefährlich werden könnte? Handelten die Regierungen deshalb nicht vorsichtiger, wenn sie zu bewirken suchten, dass die Männer ihres Vertrauens in die Nationalversammlung gewählt würden, oder wenn sie diese Männer in den Reihen der Abge-

ordneten selbst suchten, und — ohne ihnen einen offiziellen Charakter beizulegen — mit ihnen sich verständigten, was in dem zu identifizirenden Interesse der Regierungen und Völker über die gegenseitigen Rechte und Pflichten, sowohl in Beziehung auf ganz Deutschland, als auch auf die einzelnen Theile des Bundesstaates, verfassungsmässig festzusetzen wäre? Es ist wohl denkbar, dass die Regierungen beabsichtigen, die Nationalversammlung ganz frei gewähren zu lassen und ruhig abzuwarten, welche Verfassung von derselben werde zu Stande gebracht werden — in der Hoffnung etwa, dass die Versammlung das beendigte Werk nicht als bindendes Gesetz sogleich dekretiren und promulgiren, sondern zunächst den Regierungen als Vertragsentwurf zur Annahme und resp. weiteren Verhandlung vorlegen werde. Diess wird voraussichtlich nicht geschehen, sondern wie schon bemerkt, es ist zu erwarten, dass die Versammlung, selbst wenn sie in einer grossen Mehrzahl aus Angehörigen der sogenannten konstitutionellen Monarchie besteht, das ihr nun einmal eingeräumte und fortwährend zu gefährlichen Konsequenzen ausgebeutet werdende Prädikat „konstituirende“ wird realisiren, und folgeweise in eine förmliche Verhandlung und vertragsweise Vereinbarung mit den Regierungen nicht sich wird einlassen wollen. Gerade um an dieser Klippe nicht zu scheitern, ist es wünschenswerth, dass die Verfassung dem Schoosse der Nationalversammlung der Form und dem Inhalte nach so entsteige, dass die Regierungen der Einzelstaaten sie annehmen können, ohne hierdurch den Bedingungen ihrer Existenz zu entsagen und in dem Bundesstaate auf- oder eigentlich unterzugehen. Das ist aber eher zu hoffen, wenn den Regierungen gelingt, Organe zu finden, welche nicht von Aussen nach Innen, sondern umgekehrt zu wirken den Willen und die Kraft haben, damit durch Gründe der Vernunft, des Rechtes und der Erfahrung die Ueberzeugung neu begründet und gestärkt werde, dass Deutschland seinem Partikularismus auch die allerwohlthätigsten Folgen verdanke, und noch künftig derselbe edle Blüten und Früchte treiben könne, die Nachtheile jenes Partikularismus aber sich beseitigen, eine wahre Einheit und Grösse Deutschlands sich herstellen lassen, ohne gewaltsame Vernichtung der Staaten-Individualitäten.

Gegen den Vorschlag, die Organe der Regierungen

in der Versammlung selbst zu suchen, wird zwar eingewendet werden, dass davon zu besorgen sei, es werde sofort das Vertrauen der öffentlichen Meinung, welche jene Männer gewählt hat, wieder geschwächt und diesen hierdurch der nöthige Einfluss, um den Zweck erreichen zu können, entzogen werden. Allein diesem Einwande lässt sich durch die Bemerkung begegnen, dass eben desshalb die fraglichen Organe keine offiziellen sein sollen, dass einer förmlichen Ministerbank noch mehr Bedenken der Art entgegenzutreten würden, dass überhaupt sich das Bilden einer rechten und linken Seite und eines Centrums gar nicht verhindern lässt, weil die Verschiedenheit der Ansichten und Ueberzeugungen mit Nothwendigkeit dazu führt, und Verdächtigungen überhaupt weder Gesammtheiten noch Individuen sich entziehen können, alle Parteien ohne Unterschied ihnen ausgesetzt sind.

Ausserdem ist nicht zu verkennen, dass es für die Regierungen äusserst schwierig sein würde, unter ihren Beamten und zwar denjenigen, welche den neuen Zeitrichtungen durchaus ergeben sind, eine genügende Anzahl von Männern zu finden, welche die erforderlichen physischen, geistigen und moralischen Eigenschaften besitzen, um mit Erfolg von einer Regierungsbank aus auf eine so zahlreiche Versammlung zu wirken. Und sind die Regierungen so glücklich, solche Männer zu haben, so bedürfen sie ihrer auch zu Hause in den gegenwärtigen anarchischen Zuständen, und weil in jedem einzelnen Lande auf legislative Abänderungen des Bestehenden gedrungen wird, ohne erst die Resultate der konstituierenden Nationalversammlung abzuwarten. Die Bundesversammlung selbst, in ihrer Gesammtheit oder durch Deputationen, kann die Regierungen in der Versammlung nicht vertreten. Von anderen, nicht entfernt liegenden Gründen abgesehen, genügt die Erwägung, dass die Bundesversammlung, als Repräsentantin der Regierungen, der Nationalversammlung gewissermaassen gegenüber steht, und es nicht wohl angeht, dass beide direkt mit einander verhandeln, wie diess sonst in Vertragsverhältnissen wohl geschieht, sondern es vermittelnder Organe bedarf, wenn gleich diese ebenfalls von den Regierungen gewählt werden. — Offenbar sind auch in dem Verhältnisse der Regierungen verschiedene Gesichtspunkte festzuhalten: einmal haben nämlich die Regie-

rungen ein solidarisches Interesse, dem Volke in seiner Totalität gegenüber, bei Festsetzung also der gegenseitigen Volks- und Regierungsrechte und Pflichten; es dann haben die Regierungen ein besonderes Interesse gegen einander, bezüglich des Verhältnisses zu der konstituierenden obersten Reichsgewalt; und endlich haben die einzelnen Staaten, Regierung und Volk vereinigt, gewisse Partikularinteressen den allgemeinen Interessen von ganz Deutschland gegenüber zu wahren. Die verschiedenen und zum Theile einander widerstrebenden Rücksichten einem höheren Gesichtspunkte unterzuordnen, oder in diesem zu vereinigen, wäre zwar eine würdige Aufgabe für die Bundesversammlung, allein sie wird sie unter den gegebenen Verhältnissen nicht zu lösen vermögen. — Es dürften aber die Regierungen auf die angedeuteten Momente aufmerksam zu machen sein, selbst auf die Gefahr hin, dass dieses überflüssig sein könnte, weil sie von selbst schon solche in Betracht gezogen und möglicher Weise geeignete Maassregeln ergriffen haben können.

Wenn übrigens die so lange schon (auch im relativen und den gegenwärtigen Verhältnissen angemessenen Sinne) besprochene, aber noch immer nicht in Ausführung gebrachte Schaffung einer Bundes-Central- resp. Exekutivbehörde noch zu Stande gebracht werden sollte, ehe die Nationalversammlung zusammentritt, (und die Nothwendigkeit einer solchen Maassregel im Interesse aller Regierungen, der grössten wie der kleinsten, dürfte wahrhaftig nicht verkannt werden, wenn man nicht fortwährend beklagenswerthen Illusionen sich hingeben würde,) — so möchte wohl jene Behörde auch als die geeignetste erscheinen, um der Nationalversammlung gegenüber zu treten, Namens der Regierungen mit ihr zu verkehren, und für diesen Verkehr die passendsten Organe zu suchen. Selbst aber, wenn es nicht gelingen sollte, die fragliche Behörde ins Leben zu rufen, — wenn hohe Bundesversammlung oder die einzelnen Regierungen an den buchstäblichen Bestimmungen der Bundesakte festhalten wollten, während hiervon doch in anderen Fällen so häufig schon in der neuesten Zeit abgegangen und überhaupt der Boden betreten worden ist, auf welchem instinktmässig nur die Nothwendigkeit, das Bedürfnisse des Tages, Qualität und Quantität des Handelns bestimmt wird, so würde doch unter allen Um-

etünden es nöthig sein, dass die Regierungen eine Kommission von 3—5 Mitgliedern unverzüglich bestellten und in Frankfurt zusammentreten liessen, um eine einheitliche Leitung in die Verhältnisse zur Nationalversammlung zu bringen. Jene Kommission würde die formelle Vermittlung zwischen den Regierungen in ihrer Gesamtheit und der Nationalversammlung wahren, mit den einflussreichsten Mitgliedern dieser Versammlung stets sich benehmen, und je nach den Umständen die geeignetsten Maassregeln zur Wahrung der Regierungen's Interessen vorsehen.“

Der Ausschuss ist der Ansicht, dass dieses Promemoria den Regierungen einzusenden sei, weil dasselbe theilweise wenigstens, Bemerkungen und Andeutungen enthält, deren Berücksichtigung sich empfehlen dürfte.

Der Hauptgegenstand findet zwar seine Erledigung durch den gestern gefassten Beschluss wegen Bildung einer Bundes-Centralbehörde zur Ausübung der Exekutivgewalt. Allein demungeachtet glaubt der Revisionsausschuss den Antrag stellen zu müssen:

Die Bundesversammlung wolle den allerhöchsten und höchsten Regierungen das von ihrem Revisionsausschuss eingeseichte Promemoria, unter Bezugnahme auf den Beschluss vom Gestrigen wegen Anordnung einer Bundes-Centralbehörde, zur gutfindenden Kenntnissnahme einsenden, mit dem Antrage jedoch, nicht nur ihre Gesandten bezüglich des bereits zu ihrer Kenntniss gebrachten, von den siebenzehn Männern des Vertrauens ausgearbeiteten Verfassungsentwurfes mit Instruktion zu versehen, sondern auch den Gesandten ausgedehnte Vollmachten, in Beziehung auf die Verhältnisse der Regierungen zu der Nationalversammlung und die Verhandlungen mit derselben zu ertheilen.

(Cette résolution a été unanimement adoptée).

XXV.

Note confidentielle du ministère des affaires étrangères de Hanovre, adressée, en date du 6 mai 1848, à plusieurs gouvernements allemands.

(Actenstücke zur neuesten Gesch. Deutschlands N. XX.)

Der etc. (tit.) wird ohne Zweifel nähere Kenntniss von demjenigen Entwürfe eines Deutschen Reichs-Grundgesetzes genommen haben, welches der Deutschen Bundesversammlung von dem in Gemässheit des Bundesbeschlusses vom 10. März ihr zugeordnetem Beirathe unter dem 26. v. M. gutachtlich vorgelegt worden ist.

Bei der hohen Wichtigkeit, welche dieser, zur Grundlage für die Berathungen der constituirenden Versammlung bestimmten Arbeit zuerkannt werden muss, hat die hiesige Regierung selbige zu dem Gegenstande ihrer ernstesten Aufmerksamkeit gemacht, und hat keinen Anstand genommen, den Entwurf vorläufig einer Prüfung zu unterwerfen, obgleich ihr bislang eine Kenntniss von denjenigen Verhandlungen fehlt, zu welchen derselbe in der Bundesversammlung unterdessen Veranlassung gegeben haben wird. Die Königliche Regierung ist hiezu zunächst durch die Rücksicht auf die thunlichste Vorbereitung einer bezüglichen Instruction für die diesseitige Bundestagesgesandtschaft behuf derjenigen Beschlussnahme der Bundesversammlung geleitet worden, deren es bedürfen wird, damit der Verfassungsentwurf von der Letztern im Sinne der Bundestags-Verhandlungen vom 30. März und 7. April d. J. der constituirenden Versammlung „zur Annahme“ vorgelegt werden könne.

Bei solcher Prüfung hat allhier der Entwurf, auch von dem darin angenommenen Standpuncte einer neu zu begründenden erblichen Deutschen Reichsgewalt, für befriedigend im Allgemeinen nicht erkannt werden können. Mag dieser Standpunct zur Lösung der, der begutachtenden Commission gestellten bedeutungsvollen Aufgabe den minder schwierigen Weg dargeboten haben, so scheint doch der daneben (§. 2) aufgestellte Grundsatz einer fortdauernden „Selbstständigkeit der einzelnen Deutschen Staaten“ eine hinreichende Geltung durchgehends nicht erlangt zu haben, eine Geltung, die gleichwohl, den von dem diesseitigen Beirathe gegebenen Erläuterungen zufolge, von den 17 Männern des Vertrauens in dem

Maasse beabsichtigt gewesen ist, dass für die Freiheit der Einzelstaaten eine rechtliche Vermuthung werde streiten müssen. Abgesehen von minder erheblichen Punkten dürfte dieser Mangel sich darin zunächst zu Tage legen, dass ungeachtet des Fortbestehens jener Selbstständigkeit den Deutschen Regierungen (§. 3 lit. a.) ein Recht der Verträge und der Gesandtschaften nicht verbleiben soll, eine Bestimmung, mit welcher sogar die der Reichsgewalt vorzubehaltende Ueberwachung der von den einzelnen Staaten abzuschliessenden Verträge im Widerspruche zu stehen scheint. Die im §. 3 unter lit. c. proponirte Vorschrift wegen des Heerwesens dürfte für Staaten mit Gebietstheilen, die nicht dem Reiche angehören, für ausführbar kaum zu halten sein, und wenn diese Vorschrift über die der Reichsgewalt zu überlassende Organisation des Heers und über den Oberbefehl in Fällen, wo über das Heer oder über einzelne Theile desselben von Reichswegen verfügt wird, hinaus das gesammte Heerwesen mit Einschluss jeglicher Anführung und der Ausbildung der Truppen der Mitwirkung der einzelnen Regierungen entzieht, so möchte dadurch, ganz abgesehen von den lebendigen Sympathien mit denen Heer wie Volk den Deutschen Regierungen und Fürstenhäusern nach wie vor anhängen werden, für den praktischen Zweck einer gehörigen Ausbildung und Aufstellung eines tüchtigen und allezeit schlagfertigen Heers kaum genügend gesorgt sein. Bei den Bestimmungen wegen des Zollwesens (§. 3 lit. f.) und wegen des Postwesens (§. 3 lit. g.) ist eine billige Rücksicht auf die Entschädigung bestehender besonderer Rechte und auf eine beruhigende Sicherstellung der Küsten- (Handels- und Schifffahrts-) Interessen eben so dringend vermisst, wie die Bedachtnahme auf Anordnung einer zweckmässigen Verwaltung, welche ohne Gefahr der nachtheiligsten Conflicte und Verwirrungen einer anderen Hand als der der einzelnen Regierungen niemals wird anvertraut werden dürfen. Auch die Vorschläge wegen der Wasserstrassen, Eisenbahnen und Telegraphen (lit. h.) werden Modificationen erheischen. Wenn aber (unter lit. k.) die Gesetzgebung im Gebiete des öffentlichen und Privatrechts statt auf einzelne, genau bestimmte Gegenstände beschränkt zu werden, der Reichsgewalt in einer Allgemeinheit und Dehnbarkeit der Ausdrücke vorbehalten ist, die eine jede Concurrrenz der Einzelstaaten auf die-

sein Gebiete nach und nach zu vernichten droht, so hat hierzu ebensowenig ein genügender Anlass in den vorhandenen Bedürfnissen des Volks als eine richtige Festhaltung des vorhin erwähnten Selbstständigkeitsprincips erkannt werden können. Statt der Vorschläge unter lit. m. dürfte eine Verfügung über die Rein-Einkünfte der Zölle und Posten mit dem Rechte der Einforderung von Matricularbeiträgen zur Bestreitung überschüssender Bedürfnisse dem unterliegenden Zwecke in gleichem Masse mehr entsprechen, wie eine Berechtigung zur Contrahirung von Reichsschulden u. s. w. für diesen Zweck unentbehrlich bleiben möchte. Der §. 5 des Entwurfs (das Reichs-Oberhaupt betreffend) lässt die Frage noch einer Anordnung offen, mittelst welcher bis zur erfolgten Einigung wegen eines erblichen Oberhauptes Fürsorge hinsichtlich der Reichsregierung zu treffen sein würde, eine Ergänzung, die vielleicht in einer aus einer geringen Zahl der Reichsfürsten zusammengesetzten ausserordentlichen Behörde mit Executiv-Gewalt gefunden werden könnte. Dass (zu §. 6) über die Residenz des Reichs-Oberhauptes eine bindende Bestimmung nicht getroffen werde, darauf scheint rücksichtlich der Ausführbarkeit des Entwurfs ein eben so grosses Gewicht gelegt werden zu müssen, wie rücksichtlich einer angemessenen Vertheilung des Einflusses der Reichsgewalt darauf, dass diese Residenz nicht mit dem Sitze des Reichsgerichts (§. 23) zusammen in das südliche Deutschland verlegt werde. Da eine zwiefache Vertretung des Volks am Reichstage nicht beabsichtigt sein kann, so dürfte (§. 12.) das Recht zur Wahl der Reichsräthe den Regierungen beizulegen, und da den Regierungen ein begründetes Interesse wird zuerkannt werden müssen, ein besonderes Organ zur Vertretung ihrer Ansichten am Reichstage zu besitzen, so werden die im §. 12 unter Nr. I erwähnten Stellvertreter von der Bestimmung des §. 15 auszunehmen sein, nach welcher die Mitglieder des Reichstags an Instructionen nicht gebunden sein sollen.

Die vorstehenden Bemerkungen werden genügen, um im Allgemeinen den Gesichtspunct anzudeuten, aus welchem die hiesige Regierung den fraglichen Entwurf vorläufig aufgefasst hat. Je grösser der Werth ist, welcher behuf thunlichster Herbeiführung eines allerseitigen Einverständnisses der Deutschen Regierungen hiesiger Seits darauf gelegt wird, von der Beurtheilung in Kenntniss

gesetzt zu werden, die der Entwurf bei dem etc. (tit.) gefunden, umsomehr hat man zu der vorstehenden vertraulichen Mittheilung sich verpflichtet gehalten. Indem Wir damit den Ausdruck des angelegentlichen Wunsches einer bezüglich gleichartigen Rückäusserung verbinden, ergreifen Wir etc. Hannover, den 6. Mai 1848.

Königliches Ministerium der auswärtigen
Angelegenheiten.
(gez.) *Bennigsen.*

XXVI.

Lettre de la commission des Cinquante, adressée, en date du 5 mai, à l'Assemblée fédérale, relativement à son protocole séparé du 4 du même mois et au mémoire de l'envoyé de Hesse grandducale, et réponse y relative de la Diète en date du 5 mai 1848.

(Bundes-Protoc. §. 435. p. 559.)

A. Lettre de la commission des Cinquante.

Durch das Frankfurter Journal vom heutigen Tage ist der Beschluss einer hohen Bundesversammlung vom 3ten Mai veröffentlicht, bezüglich der Begründung einer neuen, durch drei Personen auszuübenden exekutiven Gewalt im Bundestage. Dieser Beschluss weicht in den wesentlichsten Punkten ab sowohl von dem ursprünglichen Antrage, als von unserem Beschlusse vom 27ten v. Mts. Während ein betreffender Antrag nicht, wie es nach gedachtem Bundesbeschlusse den Anschein gewinnen dürfte, zunächst von dem Fünzigerausschusse ausgegangen, kann insbesondere von einem Anschlusse dreier von den Bundesregierungen vorzuschlagenden Abgesandten an die Bundesversammlung nicht wohl gesprochen werden, ohne gleichzeitig der beschlossenen vorgängig nothwendigen Vereinbarung über diese Personen mit dem Fünzigerausschusse zu gedenken.

Nicht minder ist das Provisorische der ganzen Maassegel für den Fall, dass letztere nicht die Zustimmung der konstituierenden Versammlung erhält, unerwähnt geblieben, dieselbe vielmehr als eine bleibende Maassregel hingestellt; endlich aber ist dieser neuen Exekutivgewalt eine Aufgabe der Vermittelung der Regimi-

malansichten und Wünsche gegenüber der konstituierenden Versammlung zugewiesen.

Diesse widerstreitet, da dieser Versammlung nach den Beschlüssen des Vorparlamentes und des Fünfzigerausschusses ausschliesslich die Begründung der Verfassung überlassen werden soll, entschieden den gedachten Beschlüssen, wie diesen denn überhaupt sowohl durch den Wortlaut als durch den Geist des Bundesbeschlusses widersprochen wird.

Der Fünfzigerausschuss hat in Folge des Antrages eines seiner Mitglieder durch Acclamation beschlossen, Einer hohen Bundesversammlung sein Befremden über den gedachten Bundesbeschluss auszusprechen, und gegen denselben in Betreff aller Abweichungen von unserem Beschlusse vom 27ten April unsere entschiedenste Verwahrung einzulegen etc.

B. Réponse arrêtée par la Diète dans sa séance du 8 mai.

Die Bundesversammlung hätte erwarten dürfen, dass der Fünfziger Ausschuss, bevor er den Bundesbeschluss vom 3ten Mai über die vollziehende Gewalt des Bundestages zum Gegenstande neuer Berathung machte und eine Mittheilung darüber an die Bundesversammlung beschloss, die Veröffentlichung des amtlichen Bundesprotokolles oder eine vollständige Mittheilung desselben, zu welcher bereits Einleitung getroffen war, abgewartet und nicht auf einen ausseroffiziellen Zeitungsartikel seine Einsprache gebaut hätte. Die Bundesversammlung hat den fraglichen Beschluss, zu welchem der erste Vorschlag aus ihrer Mitte hervorging, im reinsten Gefühle, dem deutschen Vaterlande einen Dienst zu leisten, selbstständig gefasst und als Motiv hiezu angeführt, dass auch der Fünfzigerausschuss das Bedürfniss eines konzentrirten und — wo es nöthig ist — beschleunigte Thätigkeit entwickelnden Organes anerkannt habe. Zur vorläufigen Einsetzung dieses Organes die erforderlichen Einleitungen zu treffen, fand sich die Bundesversammlung — da solches lediglich ein Ausfluss ihrer gesetzlich bestehenden Autorität sein soll, und da demselben keine anderen Befugnisse übertragen werden sollen, als solche, welche ihr nach der allseitig anerkannten, gegenwärtig bestehenden gesetzlichen Ordnung zustehen — vollkommen befugt. Wenn der Fünfzigerausschuss von

der Voraussetzung ausgeht, dass die Bundesversammlung hiebei an den von ihm unterm 27ten April gefassten Beschluss irgendwie gebunden sei, so kann man hierin nur eine Verkennung der Stellung des Fünfzigerausschusses und der der Bundesversammlung gegenüber den Regierungen zukommenden Befugnisse erblicken, und indem die Bundesversammlung ihr Bedauern ausspricht, dass bei den nach ausdrücklichem Beschlusse des Fünfzigerausschusses veröffentlichten Verhandlungen desselben so maasslose Angriffe eines seiner Mitglieder vorkommen konnten, wie solche in öffentlichen Blättern zu lesen sind, — muss sie die Protestation des Fünfzigerausschusses gegen den gesetzmässigen Gang dieser Angelegenheit entschieden zurückweisen.

XXVII.

*Lettre de la commission des Cinquante, adressée à la Diète par rapport au Séparat-Protocoll du 4 mai *) en date du 10. et réponse de la Diète en date du 12 mai 1848.*

(Bundes-Protocoll §. 463. p. 283.)

A. *Lettre de la commission des Cinquante.*

Hoher Bundesversammlung übergeben wir in der Anlage die Abschrift eines uns zugekommenen Beschlusses der hohen Bundesversammlung vom 4ten Mai d. J., mit dem Ersuchen, uns mitzutheilen, ob dieser Beschluss als authentisch zu betrachten sei, und bemerken, dass dieser Beschluss auf die Berathung eines Kommissionsberichtes, den wir in unserer am 12ten d. Mts. Vornachmittags 9 Uhr zu haltenden Sitzung zu berathen gedenken, von bedeutendem Einflusse sein wird.

B. *Réponse adoptée par la Diète.*

Die Bundesversammlung nimmt keinen Anstand, in Erwiderung auf das Schreiben des Herrn Vorsitzenden des Fünfziger-Ausschusses vom gestrigen Tage, demselben hieneben einen Abdruck des §. 3 des Séparatprotokolles der 47ten Bundestagsitzung vom 4ten d. Mts. zukommen zu lassen, indem dieselbe dabei die Bemerkungen

*) Voir Nr. XIV.

kung nicht unterdrücken mag, dass nur durch Missbrauch von Vertrauen die Mittheilung eines Separatprotokolles mit dem darin enthaltenen Promemoria eines einzelnen Mitgliedes erfolgt sein kann, welches an sich zwar das Licht der Oeffentlichkeit nicht zu scheuen hat, aber darum für die Oeffentlichkeit nicht bestimmt war, weil dasselbe nur bei Gelegenheit einer Instruktionseinholung in der deutschen Verfassungsangelegenheit den Bundesregierungen, als *theilweise* der Beachtung werth, mitgetheilt wurde.“

† Dans un rapport adressé à son gouvernement en date du 11 mai, l'envoyé fédéral du Grand-duché de Hesse, M. de Lapel, déclare qu'il n'avait rédigé le mémoire en question que pour s'en aider dans la discussion au sein du comité; qu'on avait désiré d'en donner confidentiellement connaissance à la Diète, qui n'en fit aucun sujet de discussion et résolut seulement de le communiquer aux gouvernements pour en tenir tel compte qu'ils jugeraient bon. C'est pour cela qu'il en a été dressé un protocole séparé et qui n'était pas destiné à la publicité.

XXVIII.

Lettre du Baron de Gagern, président du conseil des ministres du Grand-duc de Hesse, au président de la commission des Cinquante à Francfort, en date de Darmstadt, le 13 mai 1848.

(Verhandlungen des deutschen Parlamentes. Frankfurt a. M. 1848. II. S. 356.)

Der Unterzeichnete, Mitglied des Vorparlamentes, hat Kenntniss erhalten von den Verhandlungen, welche der Fünzigerausschuss über das Separatprotokoll der 47ten Sitzung der deutschen Bundesversammlung gestern gepflogen hat. Er findet sich dadurch zu folgender Mittheilung veranlasst:

- 1) Dem Herrn Präsidenten ist als meine Absicht bekannt, dass ich den am 3ten Mai gefassten Bundesbeschluss wegen Bildung einer Bundes-Centralbehörde zur Ausübung der Executivgewalt, abgesehen von der Modalität dieses Beschlusses, für verapötet ansehe. Dessen Ausführung könnte vermuthlich und im günstigsten Falle der Beeilung nur mit der Konstituierung der Nationalversammlung zusammenfallen; dann aber

darf eine solche Maassregel nur im Einverständnisse mit der Nationalversammlung getroffen werden.

Die grossherzoglich Hessische Regierung wird in diesem Sinne die Ausführung jenes Beschlusses ablehnend instruiren.

2) Das Promemoria des grossherzoglich Hessischen Bundestagsgesandten, welches in der 47ten Sitzung der Bundesversammlung verlesen wurde, ist an diese, und vorher an den Revisionsausschuss gelangt, ohne dass die grossherzoglich Hessische Regierung davon Kenntniss hatte, ohne Instruktion also von ihrer Seite. Die darin ausgesprochenen Ansichten, sowohl über den Beruf und die Kompetenz der konstituierenden Nationalversammlung, als über die Stellung der Regierungen zu derselben, sind keineswegs die Ansichten der Hessischen Regierung, welche sie vielmehr missbilligt, und von welcher eine offizielle Erklärung darüber ohne Zweifel sofort erfolgen wird.

3) Aus ad 1) geht hervor, dass die Bundesbeschlüsse vom 3ten und 4ten Mai keinerlei absichtliche und sich ergänzende Beziehung im Sinne der grossherzoglich Hessischen Regierung zu einander haben können.

Genehmigen Ew. Hochwohlgeboren etc.

(gez.) *H. Gagern.*

XXIX.

Déclaration publique de la Diète fédérale, arrêtée sur la proposition de l'envoyé fédéral de Wurtemberg dans sa 53. séance, du 16 mai 1848, relative à son Protocole séparé du 4 mai.

(Bundes-Protocoll. §. 506. p. 606. — Journal de Francfort. — Traduction.)

La Diète germanique croit qu'il est de son devoir de ne pas passer sous silence, dans l'intérêt de la chose même, les malentendus auxquels a donné lieu, par suite des débats du comité des 50, la conduite qu'elle a tenue relativement au protocole séparé du 4 mai.

La Diète repousse de la manière la plus franche et la plus solennelle tout soupçon par lequel on voudrait faire accroire qu'elle cherche à entraver le libre développement d'une Allemagne unie et forte.

Le *pro memoria* qui avait été soumis à la Diète a été communiqué par celle-ci, comme l'opinion d'un de

ses membres, sans qu'elle l'accompagnât d'aucune décision, aux différents gouvernements de la confédération pour qu'ils en prissent connaissance (et non pas, comme on a altéré le sens de l'expression, pour l'approuver ou en faire l'usage qu'ils jugeraient convenable); attendu que suivant l'avis de la commission, de révision, il contient, du moins en partie, des observations et des indications qui mériteraient d'être prises en considération.

La Diète n'a pas cru devoir insérer dans le protocole public le *pro memoria*, parce qu'il a été présenté à l'occasion d'instructions que les envoyés à la Diète avaient demandées aux gouvernements.

Dans cette affaire comme dans toutes les autres, la Diète soumet avec confiance tous ses actes au jugement impartil du peuple allemand et de ses représentants, et en accepte toute la responsabilité.

Les documents relatifs à l'affaire en question feront l'objet d'une publication spéciale.

XXX.

Extrait d'une note de M. de Könnertitz, chargé d'affaires du Roi de Saxe à Berlin, adressée en date du 12 mai 1848 au ministre des affaires étrangères de Prusse relativement au projet de constitution rédigé par les hommes de confiance.

(Stenogr. Berichte über die Verhandlungen der zur Vereinbarung der Preussischen Verfassung berufenen Versammlung. Berlin 1848. p. 189 — Traduction.)

Le gouvernement royal de Saxe ne doute pas, que ce projet, dans ses termes actuels, ne saurait obtenir l'approbation des gouvernements puisqu'il efface complètement les états particuliers et leurs gouvernements, et ce sont surtout les points ci-après dénommés qui, de l'avis de la Saxe, demanderaient modification; savoir: 1^o *Concernant la limitation du pouvoir de l'empire (central) d'avec les pouvoirs territoriaux.* Il faudrait statuer que tous pouvoirs que la loi fondamentale de l'empire n'attribue point au gouvernement central, sont réservés aux gouvernements territoriaux; que les traités et conventions des états particuliers entre eux seraient seulement *communiqués* au gouvernement impérial qui pourrait les annuler pour le cas qu'ils se

trouveraient contraires au statut fondamental; les états particuliers devraient conserver le droit des missions politiques entre eux; le gouvernement impérial n'aurait, pour l'organisation des forces militaires de l'Empire, qu'à émettre les lois générales, à diriger les établissements organiques, à nommer le généralissime, peut-être aussi les généraux commandant les corps d'armée, lesquels seraient formés par *cercles* d'empire, dont chacun, s'il n'est formé par un seul état, serait dirigé par l'état le plus considérable et dont le souverain surveillerait la formation du corps d'armée et en nommerait les généraux; les autres états nommeraient aux autres places d'officiers etc. Les états particuliers conserveraient plusieurs de leurs places fortes pour des buts de justice pénale, de police et d'administration; il faudrait leur laisser aussi le détail de l'administration des douanes et des postes. Quant à la législation générale il serait nécessaire d'écarter du projet toutes les dispositions qui préjudicient nonseulement les droits des princes, mais aussi ceux des états de leurs pays etc.; il faudrait, sous ce rapport, faire la part de chaque pouvoir et attribuer à celui de l'empire la législation commerciale et monétaire, celle des poids et mesures, celle de *l'incolat* etc. Pour les finances il serait à désirer, que le prélèvement des contributions de l'empire reste dans les attributions des gouvernements particuliers et que l'excédent du revenu des postes et des douanes leur soit restitué. 2^o Quant à la question du chef de l'empire, le rétablissement d'une dignité impériale héréditaire, toute désirable qu'elle est, ne paraît pas pouvoir être effectué de suite; de l'autre côté un Empire électif devrait être rejeté pour toujours. Le gouvernement de Saxe se déclare également contre une autorité suprême collective, qu'elle s'appelle Diète ou triumvirat; il demande un chef unique avec des ministres responsables, un pouvoir central monarchique offrant seul une garantie suffisante pour la constitution monarchique des états particuliers. Il propose de placer alternativement de cinq à cinq années, à la tête de l'Allemagne l'empereur d'Autriche et les rois allemands, selon leur rang accoutumé; les membres de la Confédération en conseil restreint éliraient, à la majorité, des rois, le premier chef de l'Empire, auquel dans tous les cas, l'Empereur d'Autriche, succéderait, s'il n'est pas actuellement élu. 3^o Quant à la formation

de la première chambre, ses membres devraient exclusivement être nommés par les gouvernements. 40^e Garantie des constitutions des états particuliers. Le projet n'en offrant qu'au profit des peuples vis-à-vis des gouvernements et non en sens contraire ou vis-à-vis du pouvoir central, il faudrait encore statuer que l'Empire garantît chaque constitution contre toute modification illégitime, que le chef de l'Empire se trouve investi du droit et du devoir de maintenir la tranquillité dans les états particuliers et que le tribunal suprême de l'Empire aura à connaître des contestations qui s'élèveraient soit entre le chef de l'Empire et l'une ou l'autre des chambres par rapport à l'interprétation des lois impériales, soit entre le pouvoir central et les Gouvernements particuliers sur les limites des attributions du premier. Le chargé d'affaires de Saxe, à la fin, demande à connaître à l'égard des points ci-dessus exposés, les sentiments du gouvernement prussien.

XXXI.

Extrait de la réponse de M. d'Arnim, ministre des affaires étrangères de Prusse, à la note du chargé d'affaires de Saxe, du 12 mai, en date du 14 mai 1848.

(Stenogr. Bericht etc., p. 189. — Traduction.)

La Prusse, comme les autres états les plus puissants de la confédération, et, par des motifs faciles à saisir, hésite de faire à ses confédérés allemands des ouvertures par rapport au projet en question; dans la situation actuelle des affaires il lui paraît plus convenable, si toutefois ce projet doit servir de base et de point de départ aux délibérations communes sur l'œuvre constitutionnelle, d'en laisser le jugement de chaque état fédéral se développer au sein de l'assemblée nationale de l'Allemagne elle-même. Pour à présent la Prusse ne saurait s'approprier ce projet qu'en tant qu'il est en harmonie avec ce dont on est convenu le 23 mars avec les délégués de plusieurs états de l'Allemagne méridionale par rapport à une réorganisation vigoureuse de la Constitution fédérale, auquel a aussi accédé le gouvernement de Saxe en conséquence d'une communication avec M. de Jordan;

ministre de Prusse à Dresde, dont l'instruction en date du 25 Mars se trouve rapportée dans la note du ministère prussien à M. de Minkwitz, envoyé de Saxe, du 1. avril. Dans le sens de ces abouchements (*Verabredungen*) et en tant qu'ils concernent la direction unitaire de la confédération par un chef (unique) l'établissement de deux chambres de parlement, ses attributions et l'établissement d'un tribunal fédéral, le gouvernement prussien croit devoir provisoirement adhérer aux amendements moyennant lesquels celui de Saxe a, par la note du 12 courant, jugé convenables et pratiques les dispositions du projet en question. Le ministre cependant doit s'abstenir de discuter en détail les questions qui se présentent à cet égard, puisque le temps manque pour pouvoir s'entendre sous ce rapport avant l'ouverture des débats de l'assemblée nationale à Francfort, fixée pour le 18 de ce mois.

XXXII.

Avis donnés par plusieurs plénipotentiaires fédéraux dans la séance du 17 Mai 1848, 24^e de cette année, relativement au projet de constitution rédigé par les hommes de confiance.

(Runder-Protocoll §, 513. p. 611.)

Königreich Sachsen. Der Gesandte zeigt an, dass er von seiner höchsten Regierung Bemerkungen zu dem von den Vertrauensmännern ausgearbeiteten Verfassungsentwürfe zugefertigt erhalten habe, er daher zur Abgabe der nöthigen Erklärung über den letzteren, sobald die Discussion darüber eröffnet werde, instruiert sei.

Hannover. Der Gesandte zeigt an, dass S. Maj. der König von Hannover, nach vernommenem Vortrage Ihres Gesamtministeriums, bezüglich des von den siebenzehn Vertrauensmännern übergebenen Entwurfes eines deutschen Reichsgesetzes, folgende allerhöchste Entschliessungen gefasst haben. S. Maj. erklären sich mit den in den §§. 1 und 2 des Entwurfes bezeichneten Grundlagen der Verfassung insoweit einverstanden, als allerhöchst Dieselben zur Begründung der nothwendigen inneren Einheit Deutschlands, wie der ihm gebührenden äusseren Macht, die Vereinigung der sämtlichen deutschen Bundeslande in einen Bundesstaat eben so sehr

für zweckmässig erachten, als Se. Majestät die Beibehaltung der wenn auch gegen früher beschränkten Selbstständigkeit der einzelnen deutschen Staaten im Interesse einer heilbringenden Lösung der Verfassungsfrage für unerlässlich halten. Nach der hiedurch gegebenen Nothwendigkeit einer Berücksichtigung des in Deutschland dermalen bestehenden öffentlichen Rechtszustandes betrachten Se. Maj. zur Vereinbarung der neuen Verfassung die Festhaltung gewisser leitender Gesichtspunkte oder Grundsätze als unentbehrlich, welche zugleich den Massstab zur Beurtheilung der vorliegenden Entwürfe, bestimmungen darbieten. Diese Grundsätze sind:

1) Für Deutschlands innere Einheit und äussere Macht ist eine Centralgewalt von erweitertem Umfange und verstärkter Wirksamkeit erforderlich, welche durch besondere Organe (Oberhaupt, Reichstag, Reichsgericht) sich äussert.

2) Der Umfang dieser Centralgewalt wird, den Gegenständen ihrer Wirksamkeit (Staatsangelegenheiten) nach, genau bestimmt. Diese Bestimmung, wie die ihres Organe (Oberhaupt, Reichstag, Reichsgericht), ist Aufgabe der Verfassung des Bundesstaates.

3) Die Centralgewalt äussert sich innerhalb ihres Umfanges in der Regel als gesetzgebende Gewalt mit der oberen Aufsicht, Leitung und Entscheidung.

4) Die Ausführung der von der Centralgewalt getroffenen Anordnungen und die Vollziehung ihrer Entscheidungen verbleibt als selbstständiges Verwaltungsrecht den Regierungen der einzelnen Staaten, soweit nicht die Verfassung ein Anderes für Heerwesen, Marine und Vertretung nach Aussen ausdrücklich festsetzt.

5) Wohlerworbene Rechte der einzelnen Staaten, die der Reichsgewalt im Interesse des Gemeinwohls zum Opfer gebracht werden, sind nach ihrem ermittelten Werthe zu entschädigen.

6) Gleichzeitig mit der Feststellung der neuen Verfassung werden Uebergangs- (transitorische) Bestimmungen getroffen, bei welchen die in den einzelnen deutschen Staaten bestehende Gesetzgebung und die von denselben abgeschlossenen Verträge eine vorzügliche Berücksichtigung finden.

Von diesem Standpunkte aus ist der vorgelegte Entwurf eines Reichsverfassungsgesetzes einer Prüfung unterzogen und sind darnach einige Modificationen einge-
 2

ner Bestimmungen desselben, nach Ansicht der k. Hannoverschen Regierung, für nothwendig zu erachten. Insofern nun der Entwurf selbst noch Gegenstand der weiteren Verhandlung in der Bundesversammlung, oder Gegenstand der Berathung und Beschlussnahme der konstituierenden Versammlung werden sollte, ist der k. Hannoversche Gesandte bereit, diese Wünsche seiner Regierung zu den einzelnen Paragraphen jenes Entwurfes zur Kenntniss des hohen Bundesversammlung zu bringen.

Grossherzoglich- und Herzoglich-Sächsische Häuser für Sachsen-Weimar und Sachsen-Altenburg. Der Gesandte ist zu der Anzeige beauftragt, dass die beiden genannten höchsten Regierungen zwar im Allgemeinen mit dem fraglichen Verfassungsentwurfe einverstanden seien, sich jedoch für den Fall, als derselbe in seinen einzelnen Theilen einer Erörterung unterzogen werden sollte, vorbehalten, über mehrere Punkte ihre abweichenden Ansichten zu entwickeln.

Braunschweig und Nassau für Braunschweig. Der Gesandte ist ermächtigt, anzuzeigen, dass Se. Hoheit der Herzog von Braunschweig mit den wesentlichen Grundzügen des von den Vertrauensmännern vorgelegten Verfassungsentwurfes, namentlich auch mit den zur Herstellung der Einheit Deutschlands nöthigen Beschränkungen der Souveränität der einzelnen Staaten einverstanden sei.

Fünfzehnte Stimme für Oldenburg und Schwarzbourg-Sondershausen. Der Gesandte schliesst sich im Allgemeinen der Aeusserung von Braunschweig über den Entwurf der siebenzehn Vertrauensmänner, namentlich über den ausgesprochenen Grundsatz der Herstellung einer kräftigen Centralgewalt, an, während die gedachten höchsten Regierungen ihre Bemerkungen und Anträge über manche einzelne Punkte gelegentlich der zu erwartenden Diskussion sich vorbehalten.

(Ces avis ont été renvoyés au comité de revision).

XXXIII.

Extrait des minutes de la Diète fédérale Germanique, 61^e séance, du 5 juin 1848, relatif à la dissolution du conseil des 17 hommes de confiance.

(Bundes-Protokolle §. 601 p. 666 — Traduction.)

Où il le rapport verbal du rapporteur du comité de

250 *Actes et documents concernant les affaires*

révision sur la lettre du président des hommes de confiance adjoints à la Diète en date du 23 du mois dernier, exprimant le désir, que la Diète veuille explicitement prononcer la dissolution du conseil desdits hommes de confiance et en décharger les membres des devoirs de leur mission;

La Diète, conformément à la proposition du comité et eu égard à l'accomplissement de la tâche du conseil des hommes de confiance,

arrête d'en prononcer la dissolution, d'en décharger les membres des obligations que leur imposait leur mission, et de prier le président de leur exprimer les remerciements de l'assemblée fédérale pour le zèle actif avec lequel ils s'étaient livrés aux affaires difficiles dont ils se trouvaient chargés.

18.

Documents relatifs aux actes et relations politiques de la Diète fédérale, de l'Assemblée nationale et du pouvoir central de l'Allemagne jusqu'à la conclusion du travail constituant.

I.

Lettre de félicitation de la Haute Diète fédérale adressée à l'assemblée nationale constituante en date du 18 mai 1848.

La force des événements extraordinaires, le désir qui s'est hautement manifesté dans toute notre patrie et, ce qui en a été le résultat, l'appel des gouvernements, ont conduit ici dans cette heure solennelle une assemblée telle qu'il n'en existe pas de pareille dans l'histoire de notre pays.

L'ancienne vie politique a été ébranlée dans ses fondements, et il s'élève un nouveau pouvoir, salué par les acclamations et la confiance de tout le peuple allemand: *le parlement allemand.*

Les gouvernements allemands et leur organe commun, la Diète, unis avec le peuple allemand dans un égal amour pour notre grande patrie et sincèrement attachés à l'esprit nouveau du siècle, tendent la main, en témoignage de bien-venue, aux représentants de la nation et désirent que leurs travaux aient des résultats prospères.

Francfort s. M., le 18 mai 1848.

La Diète.

En son nom:

Le président, *Collredo.*

II.

Décision de l'Assemblée nationale allemande, arrêtée à la presque unanimité dans la séance de Samedi 27 mai 1848, sur la proposition de M. Werner, de Vienne.

(Verhandlungen der verfassunggebenden Reichsversammlung. Frankfurt 1849
1er cah. p. 13.)

Die deutsche Nationalversammlung, als das aus dem Willen und den Wahlen der deutschen Nation hervorgegangene Organ zur Begründung der Einheit und politischen Freiheit Deutschlands, erklärt: dass alle Bestimmungen einzelner deutscher Verfassungen, welche mit dem von ihr zu gründenden allgemeinen Verfassungswerke nicht übereinstimmen, nur nach Massgabe des letztern, als gültig zu betrachten sind, — ihrer bis dahin bestandenen Wirksamkeit unbeschadet.

III.

Communication de M. de Gager, président de l'Assemblée nationale allemande, dans la séance du 29 Mai, concernant la protestation des représentants du Grand-Duché de Luxembourg.

(Stenogr. Berichte üb. d. Verhdl. d. deutsch. constit. Nat.-Versammlg. Frankfurt a. M.)

Die Abgeordneten von Luxemburg sind zu mir gekommen und haben mir die Gründe auseinandergesetzt, die sie bewogen haben, diesen Protest ins Protokoll niederzulegen. Sie haben mir einen Entwurf der luxemburgischen Verfassungs-Urkunde übergeben, der gegenwärtig in Berathung bei den Ständen in Luxemburg steht. In diesem Entwurf ist, was das Band von Luxemburg zu Deutschland betrifft, in den Artikeln 1, 40 und 103 Folgendes enthalten: Art. 1. „Das Grossherzogthum Luxemburg bildet einen unabhängigen, untheilbaren und unveräusserlichen Staat; dasselbe macht einen Bestandtheil des deutschen Bundes aus.“ Im Artikel 40 heisst es am Schlusse: „Alles ohne Beeinträchtigung des Verhältnisses des Grossherzogthums zum deutschen Bunde.“ Es bezieht sich der letztere Artikel namentlich auf die Handelsverträge, die etwa im Interesse des Grossherzogthums abgeschlossen werden könnten. Art. 103. „Von

der öffentlichen Macht“ sagt: „Alles, was die bewaffnete Macht betrifft, ist durch das Gesetz geordnet, vorbehaltlich der Bundespflichten.“ Diese sind die Bestimmungen, die das Verfassungsproject, das gegenwärtig in Berathung steht, enthält. Die Abgeordneten von Luxemburg haben mir zu gleicher Zeit aus dem Verordnungs- und Verwaltungsblatt des Grossherzogthums Luxemburg ein Gesetz mitgetheilt in Betreff der Wahlen für die bevorstehende constituirende Nationalversammlung. Dieses Gesetz enthält folgende Bestimmungen (ich muss ausdrücklich dabei bemerken, dass die Herrn Abgeordneten von Luxemburg mir dabei gesagt haben, dass diese Bestimmungen nicht von der Regierung von Luxemburg vorgelegt, sondern durch die Stände in dieser Art amendirt worden sind): „Unsere nach Frankfurt abzuschickenden Abgeordneten werden protestiren 1) gegen alle Beschlüsse der constituirenden Nationalversammlung Deutschlands, welche der Nationalität, der Existenz des Grossherzogthums als eines unabhängigen Staates, oder der Ausübung aller seiner politischen oder bürgerlichen Rechte den geringsten Eintrag thun könnten; 2) gegen jeden Beschluss, welcher dem Grossherzogthum das Recht nehmen könnte, nach seinem Gutdünken Handelsverträge zu schliessen, vorbehaltlich der bestehenden Verträge. Sodann sollen die Entscheidungen der constituirenden Versammlung der Genehmigung des Königs Grossherzogs und der Stände des Landes unterliegen.“ Die Abgeordneten von Luxemburg haben geglaubt, dass ihnen hier ein so beschränktes Mandat durch diese Artikel des Wahlgesetzes gegeben sei, dass sie fernerhin nach dem Beschlusse, der am Samstag von der Nationalversammlung gefasst worden ist, an den Verhandlungen derselben keinen Theil nehmen könnten, bis sie anderweite Instructionen erhalten haben. Sie haben gesagt, dass sie sich zu diesem Zweck an die Regierung wenden werden, sie haben also factisch angezeigt, dass sie zunächst nicht mehr Antheil an unsern Berathungen nehmen werden.

(La protestation a été renvoyée à la commission de la constitution.)

IV.

Rapport de M. Dahlmann de Bonn sur la proposition de Mareck, relative aux nationalités. Présenté dans la séance de l'Assemblée nationale allemande du 31 Mai.

(Stenogr. Berichte etc.)

Der Marecksche Antrag lautet: „Deutschland erklärt hiermit durch seine Vertreter feierlich, dass es zur Unterdrückung irgend einer Nationalität nie die Hand bieten werde. Zweitens, dass allen jenen Staatsbürgern eines mit Deutschland verbundenen Staates, welche nicht zum deutschen Volksstamme gehören, alle Rechte der Staatsbürger zukommen, und dass ihnen die Aufrechthaltung und Achtung ihrer Nationalität garantirt sei. Drittens, die deutsche Sprache ist zwar Staatsprache, jedoch soll in jenen Kreisen, wo der grössere Theil eine andere Sprache als die deutsche spricht, diese andere Sprache sowohl in Communal-Angelegenheiten, im Unterrichtswesen, als auch als Gerichtssprache eingeführt werden“. — Der Verfassungs-Ausschuss lässt der Grundrichtung des Antrags volle Gerechtigkeit widerfahren; auch er ist der Ansicht, dass Deutschland sich selbst ehrt, wenn es diejenigen Ansprüche ehrt, welche die verschiedenen Nationalitäten Deutschlands, die seine Gesamtverfassung verbinden soll, in gerechter Weise erheben. Es hat aber der Verfassungs-Ausschuss geglaubt, dem wahren Sinne des Mareck'schen Antrags mehr zu entsprechen, wenn er demselben eine veränderte Fassung gäbe. Die Fassung, über welche sich der Verfassungs-Ausschuss einstimmig vereinigt hat, um dieselbe als Protokollerklärung in Antrag zu bringen, ist folgende:

„Die Verfassung-gebende deutsche Nationalversammlung erklärt feierlich:

dass sie im vollen Maasse das Recht anerkenne, welches die nichtdeutschen Volksstämme auf deutschem Bundesboden haben, den Weg ihrer volksthümlichen Entwicklung ungehindert zu gehen, und in Hinsicht auf das Kirchenwesen, den Unterricht, die Literatur und die innere Verwaltung und Rechtspflege sich der Gleichberechtigung ihrer Sprache, so weit deren Gebiete reichen, zu erfreuen, wie es sich denn auch von selbst verstehe, dass jedes der Rechte, welche die im

Bau begriffene Gesamtverfassung dem deutschen Volk gewährleisten wird, ihnen gleichmässig zusteht.

Das fortan einige und freie Deutschland ist gross und mächtig genug, um den in seinem Schoosse erwachsenen andersredenden Stämmen eifersuchtlos in vollem Maasse gewähren zu können, was Natur und Geschichte ihnen zuspricht; und niemals soll auf seinem Boden weder der Slave, noch der dänisch redende Nordschleswiger, noch der italienisch redende Bewohner Süddeutschlands, noch wer sonst, uns angehörig, in fremder Zunge spricht, zu klagen haben, dass ihm seine Stammesart verkümmert werde, oder die deutsche Bruderhand sich ihm entziehe, wo es gilt“.

Der Verfassungs-Ausschuss verbindet hiermit den Antrag, dass die hohe Nationalversammlung diese Angelegenheit als eine dringende anerkennen und daher in Bezug auf §. 32 der Geschäftsordnung ihre sofortige Berathung und Erledigung beschliessen möge.

(Cette conclusion a été adoptée à la presque'unanimité.)

† Dans la séance de l'Assemblée nationale du 2 juin 1848, le président baron de Gagern lui fit part de deux pétitions, adressées à l'assemblée par plusieurs habitants de la Pologne. Par la première l'assemblée est priée de s'approprier l'arrêté du *Vorparlament* relatif au rétablissement de la Pologne et de chercher avant tout à rendre leur indépendance à la Pologne prussienne et à la Pologne autrichienne; puis de ne consommer aucun acte qui préjudicierait la délimitation des frontières de l'Allemagne d'avec celles de la Pologne, laquelle, une fois réintégrée dans son état d'indépendance, n'hésiterait pas de céder à l'Allemagne toutes les parties de son territoire, dont la majorité de la population en aurait exprimé le vœu par un suffrage libre et universel. La seconde pétition contient une protestation motivée, au nom de la population polonaise dont les signataires disent représenter les intérêts comme membres d'un comité national polonais, contre l'admission dans le sein du parlement allemand de députés du grand-duché de Posen, nommés pour y représenter les intérêts des parties de ce grand-duché incorporées dans la confédération par le gouvernement prussien et la Diète fédérale.

Les deux pétitions sont signées: Jean *Ledochowski*, ancien député à la Diète de Pologne, député de Cracovie; *Trentowski*, député de Cracovie; Casimir *Wodzicki*, député de Cracovie; Jean Guill. *Cassius*, professeur et ministre du culte réformé, député du Comité national de Posen; W. *Niegolowski*, Docteur en droit, député du Comité national de Pologne; Ch. *Libelt*, membre du comité national de Posen; Jos. *Chosłowski*, docteur en droit, membre du comité national de Posen; Ignace *Lyskowski*, député du comité national pour les districts polonais de la Prusse occidentale.

V.

Pouvoirs de M. M. Pazmány et Szalay, comme délégués de la Hongrie pour établir des relations politiques et commerciales avec l'Allemagne, expédiées par S. A. I. l'Archiduc Palatin de Hongrie en date du 14 mai, communiqués à l'Assemblée nationale par son Président dans la séance du 31 mai 1848.

(Stenogr. Berichte etc.)

Ich Stephan Franz Victor, kaiserlich königlicher Prinz und Erzherzog von Oesterreich, Palatin und königlicher Statthalter von Ungarn, und das gesammte ungarische Ministerium, haben die Herren Dionis Pazmány den jüngeren, und Ladislaus Szalay, beauftragt, sich in Betreff dessen, dass die Verhältnisse Deutschlands zu Oesterreich, mit welch' letzterem Ungarn im Sinne der pragmatischen Sanction enge verbunden ist, durch das im Laufe des Monates Mai 1848 zu Frankfurt am Main zu eröffnende deutsche Parlament auf einer neuen constitutionellen Basis geregelt werden sollen, mit dem ungarischen Minister in Wien, Fürsten Esterhazy, und durch ihn auch mit dem österreichischen Ministerium, über alle obigen Verhältnisse, inwieferne sie Ungarn betreffen, zu besprechen; hierauf sich nach Frankfurt zu begeben, und dort über die Erhaltung und Kräftigung der zwischen den ungarischen und deutschen Staaten obwaltenden freundschaftlichen Verhältnisse, deren Fortbestand wir innig wünschen, sowohl in politischer als commercieller Beziehung, im Interesse der gegenseitigen Selbstständigkeit, Freiheit und des materiellen Wohlstandes beider Nationen zu wachen, und was zur Erreichung des obigen Zweckes dienlich und förderlich ist, einzuleiten und zu fördern.

Ofen am 14. Mai 1848.

(L. S.)

Fr. Stephan,

Palatin, königl. Statthalter. mp.

Ludwig Batthany. mp.

† Par arrêté du 5 de juin 1848 l'Assemblée nationale, sur la proposition de M. Höffken, résolut de nommer une commission d'enquête relativement aux élections de la Bohême et de lui déléguer des pouvoirs étendus.

VI.

Rapport de M. de Lindenau, au nom de la commission de l'Assemblée nationale constituante pour les légitimations, sur l'admission de M. de Scherpenzeel comme représentant du Duché de Limbourg, lu à la séance du 6 juin 1848.

(Stenogr. Berichte etc.)

Der im Herzogthum Limburg zum Abgeordneten für die deutsche Nationalversammlung erwählte Freiherr v. Scherpenzeel glaubt seinen Platz in letzterer erst dann einnehmen zu können, wenn über die staatsrechtliche Eigenschaft des Herzogthums, oder mit andern Worten darüber entschieden worden, ob letzteres als Theil des niederländischen Königreichs, oder als deutsches Bundesland zu betrachten sei. — In einer unterm 24. Mai l. J. bei der Nationalversammlung eingereichten Vorstellung wird dieses Verlangen in folgender Weise motivirt: „Bekanntlich sei wegen eines an Belgien abgegebenen Theils des Grossherzogthums Luxemburg das neugebildete Herzogthum Limburg deutsches Bundesland geworden, und in Folge des darauf bezüglichen Londoner Tractats vom 15. April 1839 habe der niederländische Bundesgesandte erklärt, dass Seine Majestät der König der Niederlande gemeint sei, mit dem ganzen Herzogthum Limburg dem deutschen Bund beizutreten; von Seiten des Bundestags sei darauf in der Sitzung vom 5. Septb. 1839 erwidert worden, dass man sich mit dieser Erklärung einverstehe und darinnen eine Entschädigung für den an Belgien abgetretenen Theil von Luxemburg finde. Die somit ausgesprochene Angehörigkeit des Herzogthums Limburg zum deutschen Bunde sei aber bald dadurch gestört worden, dass man bei der im Jahr 1840 eingetretenen Revision der niederländischen Verfassung das Herzogthum Limburg als niederländische Provinz aufgeführt, und dadurch das anomale Verhältniss herbeigeführt habe, und dadurch das anzugehören: einmal deutsches Bundesland, dann niederländische Provinz zu sein, und gleichzeitig Abgeordnete zur hiesigen Nationalversammlung und zu den Generalstaaten im Haag schicken zu müssen. Limburg wünsche deutsches Bundesland zu sein, und die im Jahre 1840 ausgesprochene Vereinigung mit den Nie-

derlanden werde als eine illegale betrachtet, da hierzu eine Beistimmung der betreffenden Staatsangehörigen nicht erfolgt sei“. Auf diese Thatsachen gründet Freiherr v. Scherpenzeel den Wunsch: „Die Nationalversammlung möge das Herzogthum Limburg für deutsches Bundesland erklären, und dasselbe gegen eine Betheiligung an niederländischen Staats-Ausgaben, namentlich des Budgets für Schulden, Krieg, Marine, Colonieen und auswärtige Departements schützen“. Zur Beurtheilung und Begutachtung dieses Antrags wird es erforderlich, des geschichtlichen Hergangs der Einverleibung Limburgs in den deutschen Bund in der Kürze zu erwähnen. In Folge der mehrjährigen Londoner Verhandlungen (1831 bis 1835) und dadurch bedingten Abtretung eines Theils von Luxemburg an Belgien war als Ersatz für diese Territorialverminderung des deutschen Bundes Limburgs Einverleibung in letztern zugesagt worden. Die hundertstägige Zustimmung zu diesem Austausch wurde durch Beschluss vom 18. August 1836 im Allgemeinen ausgesprochen, dabei aber bemerkt, dass die nähere Ermittlung und Feststellung der dem Bunde im Limburgischen zu gewährenden Gebietsentschädigung Sache einer besondern Unterhandlung zwischen dem Bunde und dem König der Niederlande sein solle. Letztere erfolgte, und auf deren Grund in der Bundestags-Sitzung vom 5. September 1839 die niederländische Erklärung, „dass Seine Majestät der König der Niederlande an die Stelle des durch den Art. II des Londoner Vertrags abgetretenen Theils des Grossherzogthums Luxemburg mit dem ganzen Herzogthum Limburg dem deutschen Bunde beitreten wolle“, jedoch mit dem Vorbehalt: „das Herzogthum Limburg unter dieselbe Verfassung und Verwaltung mit dem Königreich der Niederlande zu stellen“, womit die Zusicherung verbunden wurde, „dass dieser Umstand die Anwendung der deutschen Bundesverfassung auf das erwähnte Herzogthum in keiner Weise hindern solle“. Diese Erklärung wurde angenommen, und darauf in derselben Sitzung folgender bundestägiger Beschluss gefasst: (Mayer, Staatsacten des deutschen Bundes, S. 602, 3.) „Sowie daher der deutsche Bund von nun an das Herzogthum Limburg als zum Bundesgebiete gehörend betrachten wird, so bleiben auch dem nunmehrigen Grossherzogthum Luxemburg und Herzogthum Limburg collectiv alle diejenigen Rechte und Vor-

züge vorbehalten, welche bisher mit dem Grossherzogthum Luxemburg allein verbunden waren. Belangend das matricularmässige Verhältniss für Mannschafstellung und Geldleistungen, so ist dasselbe verfassungsmässig durch die von den Bundesgliedern angegebene Volkzahl bedingt, und es wird daher nach dem von Seiner Majestät dem König Grossherzog in der Erklärung vom 16. August 1839 angegebenen Zahlenverhältniss der Bundesmatrikel berichtigt werden. Die Bundesversammlung findet übrigens in der Erklärung Sr. Majestät, dass, unbeschadet der mit dem Königreich der Niederlande gleichen Verfassung und Verwaltung des Herzogthums Limburg die Anwendung der Bundesgesetze auf das Herzogthum Limburg in keiner Weise beeinträchtigt werden solle, die sicherste Bürgschaft dafür, dass die Weisheit Sr. Königl. Majestät Massregeln treffen werde, welche geeignet sind, den Unzuträglichkeiten vorzubeugen, die sonst möglicherweise aus diesen Verhältnissen entstehen könnten“. Abgetretene Bevölkerung in Luxemburg: 149,572, überwiesen in Limburg: 147,527. — Durch diese Erklärungen und Beschlüsse finden sich die staatsrechtlichen Verhältnisse des Herzogthums Limburg festgestellt, ohne dass darinnen durch die Bestimmungen der revidirten Verfassungsurkunde vom Jahre 1840 eine Veränderung hätte bewirkt werden können. Der hierher gehörige Art. 1 der fraglichen Urkunde lautet so: „Das Königreich der Niederlande besteht aus folgenden Provinzen: Nord-Brabant, sowie aus dem Herzogthum Limburg mit Vorbehalt der Beziehungen des Herzogthums zum deutschen Bunde“. Bei diesen Bestimmungen hat es bis zum Jahr 1848 sein ungestörtes Bewenden gehabt; das Herzogthum Limburg wurde nebst Luxemburg durch den königl. niederländischen Gesandten am Bundestag vertreten, und leistete seine matricularmässigen Beiträge, während es aber auch andererseits durch Abgeordnete bei den Generalstaaten an der niederländischen Verfassung und Verwaltung fortwährend Antheil nahm. Ueber die zur hiesigen Nationalversammlung in allen Bundeslanden angeordneten Wahlen liegen zwei königlich niederländische Decrete vom 28. April dieses Jahres vor, mittelst deren zur Bewirkung dieser Wahlen besondere Commissarien ernannt, und dann in einer Art vollzogen wurden, die zu keiner Reclamation Veranlassung gegeben haben scheint. Geht man nach Darlegung des seit-

herigen Sachverhältnisses zur Beurtheilung des vom limburgischen Abgeordneten ausgesprochenen Wunsches über, „dass die deutsche Nationalversammlung das Herzogthum Limburg als ein vom Königreich der Niederlande abgesondertes deutsches Bundesland erklären und namentlich seiner finanziellen Beziehung zu ersterm entbinden möge“; so wird dabei zwischen den jetzt bestehenden staatsrechtlichen Verhältnissen und denjenigen zu unterscheiden sein, die künftig zwischen dem Herzogthum Limburg und einem neuen deutschen Bundesstaat stattfinden werden; allein ohne dem letztern irgend zu präjudiciren, wird nach unserer Ansicht die vorliegende Frage nur nach dem jetzt bestehenden Zustand zu beurtheilen und auf eine doppelte Unterlage zu begründen sein: Einmal auf die Erklärungen und Beschlüsse, in deren Folge das Herzogthum Limburg Bestandtheil des deutschen Bundes wurde, und dann auf das analoge Verhältniss einiger Bundesstaaten. In der Erklärung des Königs der Niederlande vom 5. September 1839 heisst es: „dass Sr. Majestät mit dem ganzen Herzogthum Limburg dem deutschen Bunde beizutreten beabsichtige, jedoch mit dem Vorbehalt, ersteres unter dieselbe Verfassung und Verwaltung mit dem Königreich der Niederlande zu stellen“. Damit wurde die Zusicherung verbunden, dass dieser Umstand die Anwendung der deutschen Bundesverfassung auf das erwähnte Herzogthum in keiner Weise hindern solle. In dem darauf folgenden gleichzeitigen Bundesbeschluss wurde diese Erklärung angenommen, und dabei die Erwartung ausgesprochen: „Die Bundesversammlung findet übrigens in der Erklärung Sr. Majestät, dass, unbeschadet der mit dem Königreich der Niederlande gleichen Verfassung und Verwaltung des Herzogthums Limburg, die Anwendung der Bundesgesetze auf das Herzogthum Limburg in keiner Weise beeinträchtigt werden solle, die sicherste Bürgschaft dafür, dass die Weisheit Sr. königl. Majestät Massregeln treffen werde, welche geeignet sind, den Unzukömmlichkeiten vorzubeugen, die sonst möglicherweise aus diesen Verhältnissen entstehen könnten.“ Nach Maassgabe dieses vertragsmässigen Uebereinkommens ist das staatsrechtliche Verhältniss des Herzogthums Limburg allerdings ein doppeltes: einmal als Bestandtheil des deutschen Bundes, und dann als Bestandtheil des Königreichs der Niederlande; allein die Erwartung, dass die desshalb von

der niederländischen Regierung zu treffenden Einrichtungen eine angemessene Vereinigung dieser doppelten Beziehungen bezwecken werde, scheint sich verwirklicht zu haben, indem nach den darüber eingezogenen Erkundigungen während der vergangenen acht Jahre dieser Zustand ungestört fortgedauert, und zu öffentliche Beschwerden und Reclamationen keine Veranlassung gegeben hat. Analogisch wird aber auch die Statthaftigkeit eines solchen Verhältnisses dadurch beurkundet, dass in Dänemark, Preussen und Oesterreich Gleiches stattfand und zum Theil noch stattfindet. Denn die Länder dieser drei Staaten gehörten zeither nur theilweise zum deutschen Bunde, ohne dass dadurch in deren Verfassung und Verwaltung irgend eine wesentliche Verschiedenheit oder Absonderung für nothwendig erachtet worden wäre. Hiernach wird nicht anzunehmen sein, dass durch die theilweise Einverleibung eines Landes in den deutschen Bund dessen Beziehungen zur Staatsgesamtheit aufgehoben wurden, und dass daher der Freiherr v. Scherpenzeel als limburgischer Abgeordneter zwar sofort zur Theilnahme an der deutschen Nationalversammlung zuzulassen, und vom Central-Ausschuss dazu aufzufordern ist, über seinen Wunsch aber, eine neue Regulirung der staatsrechtlichen Verhältnisse des Herzogthums Limburg zum Königreich der Niederlande vorher ausgesprochen zu sehen, der Nationalversammlung Vortrag zu machen, und dessen Verweisung an den betreffenden Ausschuss zu beantragen ist.

Central-Ausschuss für Prüfung der Wähler.
v. Lindenau, Berichterstatter.

† (Après une courte discussion, un amendement présenté par M.M. Ziegert, tendant à inviter le duc de Limbourg de donner des explications sur les mauvais procédés exercés contre des Allemands dans le Limbourg, ayant été écarté, les conclusions du rapport ci-dessus ont été adoptées.)

Extrait du Rapport de M. Heckscher au nom de la commission pour les questions internationales sur les propositions de M.M. Dahlmann et autres relatives à la situation des duchés de Schleswig Holstein, présenté à l'Assemblée nationale constituante dans la séance du 9 juin 1848.

(Voir Tome XII. p. 219.)

VII.

Rapport fait dans la séance de l'Assemblée nationale constituante du 8 juin 1848, par M. Mittermaier au nom de la commission de la constitution sur la protestation des députés Luxembourgeois.

(Ibid.)

Die Abgeordneten von Luxemburg haben, nach der von dem Herrn Präsidenten in der Sitzung vom 29. Mai gemachten Anzeige, eine Verwahrung gegen den von der Nationalversammlung über den Antrag von Raveaux gefassten Beschluss zu Protocoll niedergelegt, und auf den Grund des über die Anordnung der Wahlen für die Nationalversammlung ergangenen luxemburgischen Gesetzes ihre Ueberzeugung ausgesprochen, dass ihnen durch die Artikel des Wahlgesetzes ein so beschränktes Mandat gegeben wäre, dass sie fernerhin nach dem von der Nationalversammlung gefassten Beschlusse über den Antrag von Raveaux an den Verhandlungen der Versammlung keinen Antheil nehmen könnten, bis sie anderweite Instructionen erhalten hätten. Die Abgeordneten haben zugleich erklärt, dass sie zu diesem Zwecke an ihre Regierung sich wenden würden, und haben angezeigt, dass sie zunächst nicht mehr Antheil an den Berathungen der Versammlung nehmen könnten. Die Nationalversammlung hat hierauf die Begutachtung der Verwahrung der luxemburger Abgeordneten an den Verfassungs-Ausschuss gewiesen. Nach mündlich gegebenen Erklärungen der luxemburger Abgeordneten hat die Regierung noch keine endliche Antwort gegeben, und erwartet vorerst die Entscheidung der Nationalversammlung. Der Verfassungs-Ausschuss hält es für nothwendig, die verehrliche Versammlung zu erinnern, wie Luxemburg, das nach der Theilung von Verdun als Theil von Lothringen zuerst als eigene Grafschaft, seit 1354 als Herzogthum bestand, seit 1451 bis 1477 mit Burgund vereinigt, nach dem Aussterben des burgundischen Hauses an Spanien (1482), mit Unterbrechung während der Unabhängigkeit der Niederlande wieder an die spanische Herrschaft, 1715 an Oesterreich und 1793 an Frankreich gelangte. (Huyttens discussions du congrès national de Belgique vol. V. p. 310 332.) Nach dem Siege der

Verbündeten kam Luxemburg wieder zu Deutschland, und der Art. 67 der Wiener Congressacte bestimmt, dass Luxemburg an den König der Niederlande als Entschädigung für die Fürstenthümer Nassau, Dillenburg, Siegen, Hadamar gelangen, und der König als Grossherzog von Luxemburg das Land besitzen, das Grossherzogthum Luxemburg einen Theil des deutschen Bundes bilden, und der König als Grossherzog von Luxemburg wie ein anderer deutscher Bundesfürst in das System des Bundes eintreten sollte. Die Stadt Luxemburg wurde als Bundesfestung erklärt. Der Grossherzog soll nur den Militärcommandanten und Gouverneur ernennen, vorbehaltlich der Bestätigung der Bundes-Centralgewalt. Durch den Recess von Frankfurt vom 20. Juli 1819 (Huytens discussions p. 353) trat der König der Niederlande dem König von Preussen die Ernennung des Gouverneurs ab. Nach Art. 70 verzichtete der König der Niederlande zu Gunsten des Königs von Preussen auf die Besitzungen, welche das Haus Nassau-Oranien in Deutschland besass; nach Art. 71 wurde der nassauische Erbverein von 1783 (*Martens recueil des actes etc.* p. 405) aufrecht erhalten und auf das Grossherzogthum Luxemburg übertragen. Die deutsche Bundesacte, Art. 4, führt die Niederlande wegen des Grossherzogthums Luxemburg als Mitglied des deutschen Bundes auf. Die niederländische Verfassung, Art. 1, erklärt, dass das Grossherzogthum Luxemburg nach der niederländischen Verfassung beherrscht werde, vorbehaltlich seiner Beziehungen zum deutschen Bunde. Die belgische Verfassung, nachdem Luxemburg von 1830 bis 1839 mit Belgien vereinigt war, stellte Art. 1 ebenso diese Beziehungen an die Spitze. Durch den Londoner Vertrag vom 19. April 1839 erfolgte eine Theilung von Luxemburg. Der König der Niederlande trat einen Theil der luxemburgischen Besitzungen an Belgien ab, erhielt dafür eine Entschädigung in einem Theile von Limburg, welches nun in den deutschen Bund statt der abgetretenen Theile von Luxemburg trat, während der übrige Theil von Luxemburg an den König der Niederlande als Grossherzog von Luxemburg gelangte. Durch Vertrag vom 27. Juni 1839 wurden die Rechte der Agnaten auf den abgetretenen Theil von Luxemburg abgekauft. Auf diese Weise bildet das Grossherzogthum Luxemburg einen Theil des deutschen Bundes, während es in seinen Hauptbeziehungen dem Kö-

nigreiche der Niederlande einverleibt ist. Niemand, der es weiss, wie Luxemburg neben dem deutschen Stamme, der das Land von jeher bevölkert, in einem Theile von der wallonischen Bevölkerung bewohnt ist, und durch den Wechsel seiner politischen Schicksale vielfach unter fremden Herrschaften, der Burgunder, der Spanier, stand, lange Zeit mit Frankreich vereinigt, mehrere Jahre hindurch mit Belgien verbunden war, wird verkennen, dass das fremde Element mit dem deutschen in Luxemburg gemischt ist, und diese Mischung auf Sitten, Gebräuche, Sprache, politische Ansichten und Gesetze Einfluss übt, aber auch manche politische Kämpfe der deutschen und wallonischen Bevölkerung veranlasst. Von Deutschland hatte Luxemburg wenig Vorthail erlangt, und der deutsche Bund hatte durch die Ausnahmsgesetze, welche er brachte, und deren Druck in dem an Freiheiten und an französische und belgische freisinnige Einrichtungen gewöhnten Lande doppelt gefühlt wurde, keine Sympathieen für sich erweckt; die Versuche seit 1839, mit Gewalt das zu zerstören, was an die Vereinigung mit Frankreich und Belgien erinnerte, erweckte begreiflich eine Reaction von Seiten der Bevölkerung, und das eigenthümliche Verhältniss der Stadt Luxemburg, die als Bundesfestung unter militärischen und vielfach die freie bürgerliche Verwaltung lähmender Festungsgewalt stand, und unter den Folgen mannigfaltiger Conflictte zu leiden hatte, erzeugte im Grosseherzogthum Luxemburg eine gewisse Kälte, einen Mangel des Vertrauens zu Deutschland, eine Unbekanntschaft mit deutschen Verhältnissen, und selbst eine ungerechte Beurtheilung Deutschlands, dessen politischer Aufschwung seit März d. J. in Luxemburg nicht genügend gewürdigt wurde. Unter solchen Verhältnissen nahte die Zeit, in welcher nach der Aufforderung der deutschen Bundesversammlung vom 7. April die Wahlen für die constituirende Versammlung auch von Luxemburg stattfinden sollten. Die Regierung forderte hierzu auf, und die Stände erklärten nun am 28. April wörtlich: Unsere nach Frankfurt zu sendenden Abgeordneten werden protestiren 1) gegen alle Beschlüsse der constituirenden Versammlung Deutschlands, welche der Nationalität oder der Existenz des Grosseherzogthums, als eines unabhängigen Staats, oder der Ausübung aller seiner politischen oder bürgerlichen Rechte den geringsten Eintrag thun könnten; ferner 2) gegen jeden Beschluss,

der dem Grossherzogthum das Recht entziehen könnte, nach seinem Gutdünken Handelsverträge zu schliessen, vorbehaltlich der bestehenden Verträge. Endlich sollen die Beschlüsse der Nationalversammlung der Genehmigung des Königs-Grossherzogs und der Stände des Landes unterliegen. Das Gesetz vom 2. Mai, welches die Wahlen anordnet, hat in dem Eingang als Erwägungsgründe die obenangeführten Beschlüsse angeführt, und der Art. 14 bestimmt, dass die Abgeordneten von ihrer Wahl und den Vorbehalten in Kenntniss zu setzen sind, nach welchen sie sich kraft der Beschlüsse der Stände zu richten haben (auxquelles ils devront se conformer). Bemerkt muss übrigens werden, dass in dem Entwurf der Verfassung für Luxemburg vom 27. April §. 2 im Art. 1 ausdrücklich erklärt ist: Das Grossherzogthum macht einen Bestandtheil des deutschen Bundes aus. Im Art. 103: Alles, was die bewaffnete Macht betrifft, ist durch das Gesetz geordnet, vorbehaltlich der Bundespflichten. — Nach dieser Darstellung spricht der Verfassungs-Ausschuss, indem er die Erklärung und die Vorbehalte der luxemburgischen Abgeordneten beurtheilt, seine Ueberzeugung aus, dass er den von den luxemburgischen Ständen beschlossenen Aufträgen ebenso wenig, als dem Vorbehalte der Abgeordneten eine rechtliche Wirksamkeit zugestehen könne. Die Nationalversammlung wird nie der Ansicht Raum geben, dass die in den verschiedenen Theilen des deutschen Vaterlandes gewählten Abgeordneten nur kraft besonderer Instructionen oder Aufträge in dieser Versammlung abzustimmen haben. So wenig es darauf ankommen kann, wenn die Wahlmänner eines Bezirks ihrem Abgeordneten den Auftrag ertheilen, dass er dahin zu wirken verpflichtet sei, dass gewisse Landeseinrichtungen, confessionelle oder Standesinteressen durch die Nationalversammlung nicht verletzt werden dürfen, so wenig ausgesprochene Wünsche oder Aufträge eines Regenten oder eines Ministeriums die Abgeordneten jenes Landes binden können, ebenso wenig können die Stände eines Landes, wenn sie das Wahlgesetz in Beziehung auf die Wahlen der Abgeordneten zur Nationalversammlung berathen, Aufträge oder Beschränkungen beifügen, nach welchen die Abgeordneten sich richten sollten. Die Nationalversammlung wird voraussetzen, dass jeder hier erscheinende Abgeordnete nur nach seiner innersten Ueberzeugung von

Demjenigen, was er für Deutschlands Wohl als nothwendig erkennt, abstimme und durch keine Instructionen sich gebunden erachte. Der Abgeordnete wird als freier Mann, der nicht als Abgeordneter seines bestimmten Wahlbezirks, sondern des grossen Gesamt-Vaterlandes, nur die heiligen Interessen desselben zu berathen hat, abstimmen, zwar die Wünsche seiner Wähler, ebenso wie ihm bekannte Ansichten und Bedürfnisse seiner Gegend, beachten, aber selbstständig prüfen, und mit der Ueberzeugung, dass das Nothwendige geschehen muss, und ohne Opfer von individuellen Interessen der Zweck der Einheit Deutschlands nicht erreicht werden kann, nur von seinem Gewissen bei den Abstimmungen sich leiten lassen. In diesem Sinne werden die luxemburgischen Abgeordneten, erwägend, dass ihre besondere Heimath nur ein Theil des grossen deutschen Vaterlandes ist, bei ihren Abstimmungen sich richten. Jede Beschränkung ihres Mandats ist rechtlich als nicht beigefügt zu betrachten, und kann ebensowenig von ihnen beachtet, als von der Nationalversammlung berücksichtigt werden. Eine Verwahrung von Abgeordneten gegen einen gefassten Beschluss dieser Versammlung kann keinen rechtlichen Werth haben, da er nur einer abweichenden Abstimmung gleichzustellen ist, und die abweichende Minorität durch Verwahrungen die rechtliche Wirksamkeit eines zu Stande gekommenen Beschlusses nicht ändern kann. Der von der Nationalversammlung am 26. Mai gefasste Beschluss, nach welchem die Bestimmungen einzelner deutscher Verfassungen, welche mit dem von ihr zu gründenden allgemeinen Verfassungswerke nicht übereinstimmen, nur nach Maassgabe des letzteren als gültig zu betrachten sind, war ein folgerichtiger Ausfluss der Stellung der aus dem Gesamtwillen des deutschen Volkes hervorgegangenen Nationalversammlung zur Gründung der Einheit und politischen Freiheit Deutschlands. Nie kann zugegeben werden, dass einzelne deutsche Staaten erst darüber markten können, was sie von dem durch die Nationalversammlung beschlossenen Verfassungswerke anerkennen wollen. An einer solchen Beschlussnahme der einzelnen Staaten könnte leicht das Gelingen des ganzen Werkes scheitern. Das Grossherzogthum Luxemburg, als Theil des deutschen Bundes, kann in keiner andern Stellung zu den Beschlüssen der Nationalversammlung stehen, als jeder andere deutsche Staat; der

Verfassungs-Ausschuss kann nie anerkennen, dass die luxemburgischen Abgeordneten Veranlassung hatten, gegen den Beschluss der Versammlung über den Antrag von Raveaux Verwahrung einzulegen, das sie wissen mussten, dass die von den Ständen dem Wahlgesetze beigefügten Beschränkungen sie der Nationalversammlung gegenüber nicht binden und den luxemburgischen Ständen kein grösseres Recht geben konnten. Es war aber auch um so weniger Veranlassung zur Verwahrung, da noch gar kein Fall der Collision der luxemburger Interessen mit den deutschen vorlag, der allgemein gefasste Beschluss der Nationalversammlung noch keinen Eintrag dem Grossherzogthum Luxemburg that, und es erst nach Beendigung des Verfassungswerkes sich ergeben könnte, ob irgend ein Beschluss gefasst wäre, der auch nur scheinbar Luxemburg gefährden könnte. Wir dürfen erwarten, dass Luxemburg's Regierung und Stände, wenn das grosse Werk der Einigung Deutschlands gelingt, den Werth, Deutschland anzugehören, noch lebhaft erkennen, das künftige einige, freie und mächtige Deutschland nicht dem bisherigen zerrissenen, durch Druck und Ausnahmesetze vielfach herabgewürdigten Deutschland gleichstellen, und gern bereit sein werden, selbst scheinbare Opfer zu bringen, um grössern Vortheil zu gewinnen. Nie aber konnten, nach der Ueberzeugung des Ausschusses, die luxemburgischen Abgeordneten sich veranlasst fühlen, auf den Grund des Beschlusses über Raveaux's Antrag zu erklären, dass sie an den Verhandlungen unserer Versammlung nicht Theil nehmen könnten, da sie wissen mussten, dass Mitglieder einer Versammlung, wenn sie mit den einzelnen Beschlüssen nicht zufrieden sind, sich der Majorität unterwerfen, aber nicht aus der Versammlung ausscheiden können, da sie genug gethan haben, wenn sie gegen den Beschluss stimmten, sofern sie ihn nach ihrer Ueberzeugung nicht billigen konnten, da die ihrem Wahlmandate beigefügten Beschränkungen keine rechtliche Wirksamkeit äussern, an ihrer Stellung in der Versammlung nichts ändern konnten, und die gewiss von deutschem Geiste beseelten Abgeordneten nicht als luxemburgische, sondern als deutsche Abgeordnete Mitglieder unserer Versammlung sind. Der Ausschuss stellt aus diesem Grunde den Antrag, die Versammlung wolle beschliessen:

Die Nationalversammlung, in Erwägung, dass Be-

schränkungen oder Instructionen bei Wahlen der Abgeordneten als rechtlich wirksam nicht anerkannt, und Verwahrungen von Abgeordneten gegen einzelne Beschlüsse der Nationalversammlung nicht beachtet werden können, fordert die Abgeordneten von Luxemburg auf, an den Verhandlungen der Nationalversammlung wieder Theil zu nehmen.

† Dans la séance de l'Assemblée nationale du 8 juin, M. de Radowitz, au nom de la commission pour l'établissement d'une marine, présenta son rapport y relatif, concluant à inviter la Diète à rendre disponible à cet effet une somme de six millions de thalers, dont la moitié de suite et le reste selon le besoin. Cette proposition a été adoptée par l'Assemblée dans la séance du 16 juin 1848 avec un amendement de M. Eisenstuck portant que l'application et la comptabilité des sommes à allouer entraieraient de droit et exclusivement dans les attributions du futur pouvoir central de l'Allemagne.

VIII.

Extrait du rapport de l'envoyé fédéral du Hanovre au nom du comité politique de la Diète et arrêté y relatif concernant les affaires du Duché de Lauenbourg, en date du 16 juin 1848.

(Bundes-Prot. §. 623. p. 687.)

Aus den konstatirten Thatsachen geht so viel hervor, dass die Ausführung der Bundesbeschlüsse vom 20. April und 6. Mai dieses Jahres bei der herzoglich Sachsen-Lauenburgischen Regierung zu Ratzeburg hauptsächlich darum Anstand gefunden habe, weil die in Ratzeburg befindliche oberste Regierungsbehörde des Landes, wenn gleich vor Ausbruch der Feindseligkeiten mit Dänemark von Seiten des Königs von Dänemark als Herzogs von Sachsen-Lauenburg mit erweiterten Befugnissen hinsichtlich ihrer Stellung zur Person des Landesherren versehen, dennoch, ihrer eigenen Anzeige vom 13ten Mai zufolge, später aus der Schleswig-Holstein-Lauenburgischen Kanzlei zu Kopenhagen die ausdrückliche Weisung erhalten hat, dass Se. Majestät der König von Dänemark als Herzog von Lauenburg der Bundesversammlung das Recht nicht zugestehen könne, irgendwelche das Herzogthum Lauenburg betreffende Anordnungen einseitig und eigenmächtig zu treffen. Hierdurch ist die herzoglich Sachsen-Lauenburgische Regierung zu Ratzeburg nun freilich in das eigenthümliche Dilemma ge-

bracht, entweder den Beschlüssen der Bundesversammlung auf das ausdrückliche Gebot des rechtmässigen Landesherrn, in dessen Dienst sie steht, und von welchem ihr Mandat ausgeht, den Gehorsam zu verweigern, oder, gegen das ausdrückliche Verbot des Landesherrn, den Bundesbeschlüssen Folge zu leisten und damit dem ersten gegenüber in Opposition zu treten, wozu in dem Verhältnisse des Königs-Herzogs zum Herzogthum Lauenburg eine direkte Veranlassung nicht gegeben ist, da ein Zerwürfniß zwischen dem Landesherrn und dem Lande hier bis jetzt nicht existirte.

Zugleich verdient der Umstand bei Beurtheilung des Benehmens der Regierung zu Ratzeburg Berücksichtigung, dass dieselbe bisher wesentlich die Stelle einer Provinzialverwaltungsbehörde einnahm, während die eigentliche Staatsregierung von Seite des Landesherrn mittelst der in Kopenhagen befindlichen Schleswig-Holstein-Lauenburgischen Kanzlei wahrgenommen wurde, und dass bisher die Vollziehung der Bundesbeschlüsse von dieser Stelle aus auch im Herzogthum Lauenburg angeordnet zu werden pflegte, dass aber durch den Ausbruch der Feindseligkeiten mit Dänemark jeder unmittelbare Verkehr des Bundestages mit Sr. Majestät dem Könige von Dänemark aufgehört hat, und ein Gesandter desselben beim Bundestage sich nicht mehr befindet, weshalb denn auch für die Publizirung der Bundesbeschlüsse für das Herzogthum Lauenburg ein neuer Modus aufgefunden werden muss.

Kann es nun keinem Zweifel unterliegen, dass für das Herzogthum Lauenburg in seinem Verhältnisse zum deutschen Bunde durch die wegen der Schleswig-Holsteinischen Frage zwischen der Krone Dänemark und dem deutschen Bunde entstandenen Feindseligkeiten eine Aenderung nicht eingetreten ist, und kann das Herzogthum Lauenburg darum, weil sein Landesherr zugleich König von Dänemark und Herzog von Schleswig-Holstein, als solcher aber mit seinem Herzogthume Holstein und mit dem deutschen Bunde im Streite ist, sich seiner Bundespflicht nicht entziehen, so kann die Schleswig-Holstein-Lauenburgische Kanzlei zu Kopenhagen auch durchaus nicht befugt sein, der Lauenburgischen Regierungsbehörde die Vollziehung von Bundesbeschlüssen zu untersagen, und ein deutsches Bundesland in die Lage zu setzen, seiner Bundespflicht nicht zu genügen.

Da die gedachte Kanzlei, als oberstes Regierungsorgan des Königs von Dänemark und Herzogs von Lauenburg, jedoch Namens desselben einen solchen Schritt gethan, und der König von Dänemark als Bundesfürst also offenbar bundeswidrig gehandelt hat, so ist derselbe damit auch als Herzog von Lauenburg mit dem deutschen Bunde in einen Zwiespalt gerathen, welcher freilich ganz anderer Natur als die Holstein-Schleswigische Frage ist, indem es sich dort um eine Streitigkeit zwischen dem Lande und dem Landesherrn wegen der von diesem verletzten Rechte des Landes, hier aber lediglich um Verweigerung der übernommenen Bundespflicht handelt, und ein Streit zwischen dem Landesherrn und dem Lande eigentlich nicht weiter existirt, als in so weit, dass das Land bereit und geneigt ist, als deutsches Bundesland seine Pflicht gegen den Bund zu erfüllen, die Landesregierung aber Anstände dagegen erhebt, weil die Leistungen, welche der Bund zunächst verlangt, direkt gegen die Krone Dänemark gerichtet sind, und die Landesregierung dieselben daher nicht ohne Verletzung ihrer beschworenen Pflichten gegen den Landesherrn erfüllen zu können glaubt; wobei jedoch auch ferner ein Streitpunkt zwischen Landesherrn und Land darüber entstehen dürfte, wenn auf der einen Seite der deutsche Bund das Herzogthum Lauenburg zur Mittragung der Kriegslasten des jetzigen dänischen Krieges anhält, auf der anderen Seite aber von Seiten des Königs eine gleiche Mitleidenschaft des Landes in Beziehung auf die von Dänemark aufzuwendenden Kriegskosten verlangt werden sollte, — ein Fall, gegen welchen das Herzogthum Lauenburg zu schützen, wesentlich in den Pflichten des deutschen Bundes liegt, und den die hier anwesende ständische Deputation ganz besonders ins Auge gefasst hat.

Wenn unter solchen Verhältnissen einerseits die bestehende Regierungsbehörde in eine durchaus unhaltbare Lage gekommen ist, und selbst ihre Entlassung beim Landesherrn beantragt hat, andererseits aber der Landesausschuss wie die Ritter- und Landschaft als legale Organe des Herzogthums und seiner Bevölkerung dringend das Einschreiten des Bundes beantragt haben, und solches zur Aufrechthaltung der inneren Ruhe und Ordnung nicht allein, sondern auch zur Ausführung der ergangenen Bundesbeschlüsse vom 20ten April und 6ten Mai d. J. unabweislich und nothwendig erscheint, dane-

ben aber auch, so lange Se. Majestät der König von Dänemark in offenen Feindseligkeiten gegen den deutschen Bund begriffen ist, derselbe im Herzogthume Lauenburg ebensowohl wie im Herzogthume Holstein rechtlich und faktisch behindert in Ausführung seiner landesherrlichen Rechte sich zeigt: so dürfte, unbeschadet der Rechte Sr. Maj. des Königs von Dänemark, für die Dauer des Kriegszustandes mit Dänemark eine Sequestration des Herzogthums Lauenburg von Seiten des deutschen Bundes sich als unvermeidlich darstellen, und zu deren Einleitung, nach Analogie des in der Wiener Schlussakte vom 15ten Mai 1820 im Artikel 33 und 34 vorgeschriebenen Verfahrens, eine benachbarte Bundesregierung mit Auftrag zu versehen und zur Absendung eines Zivilkommissarius behufs Einrichtung der interimistischen Verwaltung, unter Berücksichtigung der desfallsigen Wünsche des Landes, aufzufordern sein, insoferne die hohe Bundesversammlung nicht die Ernennung einer Immediatkommission zu diesem Ende für zweckmässiger halten sollte, — eine Ansicht, welcher der Ausschuss einstimmig sich zuwenden zu müssen glaubt.

Der Ausschuss glaubt demnach seinen Antrag auf folgende Beschlussnahme der hohen Bundesversammlung richten zu müssen:

Hohe Bundesversammlung wolle beschliessen:

- 1) In Erwägung der zwischen Seiner Majestät dem Könige von Dänemark und dem deutschen Bunde eingetretenen Feindseligkeiten,
der von dem Könige als Herzog von Lauenburg stattfindenden Weigerung der Leistung seiner Bundespflicht,
der dadurch herbeigeführten, vom Könige aber nicht angenommenen Abdankung der Lauenburgischen Regierung, woraus eine Verwirrung der Landesverhältnisse droht, zu deren Abwendung die verfassungsmässigen Organe des Herzogthums die Dazwischenkunft des deutschen Bundes angesprochen haben, soll eine interimistische Verwaltung des Herzogthums Lauenburg eintreten;
- 2) das Herzogthum Lauenburg wird daher, unbeschadet der Rechte Sr. Majestät des Königs von Dänemark, bis zur Einstellung der von Dänemark gegen den deutschen Bund geübten Feindseligkeiten und bis zur

Herstellung des Friedens von Seiten des deutschen Bundes in Administration genommen und wird

- 3) vom deutschen Bunde sofort ein Kommissarius ins Herzogthum Lauenburg entsendet, um demgemäss die nöthigen Anordnungen zu treffen, und eine für den deutschen Bund (unbeschadet der Rechte des Landesherrn) zu verpflichtende interimistische Verwaltung unter Berücksichtigung der Wünsche des Landes einzurichten, über die Ausführung dieses Auftrages aber demnächst Bericht zu erstatten.

(Ces conclusions ont été adoptées. La Saxe royale à cette occasion a seulement rappelé ses reserves déclarées lors la première séance de l'an 1847 et reiterées dans la première séance de 1848. Les envoyés du grand-duché et des duchés de Saxe, ainsi que ceux des maisons de Mecklenbourg et d'Anhalt, ont fait les mêmes déclarations.)

IX.

Proposition du Comité des affaires militaires et arrêté de la Diète y relatif concernant l'entretien des contingents fédéraux appelés sous les armes, en date du 17 juin 1848.

(Bundes-Protocoll §. 632. p. 696.)

Der Bundestagsgesandte der fünfzehnten Stimme erstattet Namens des Ausschusses in Militärangelegenheiten nachstehenden Vortrag: Ueber den in der 40ten diesjährigen Sitzung von Seiten der grossherzoglich Badischen Gesandtschaft gestellten Antrag auf Erlassung eines Bundesgesetzes über gleichmässige Verpflegung der durch Bundesbeschlüsse aufgegebenen Kontingente hat die Militärkommission unter dem 27ten v. Mts Bericht erstattet, aus welchem sich ergibt, dass der baldigen Erlassung eines allgemeinen Verpflegungsreglements für sämtliche Bundestruppen noch immer grosse Schwierigkeiten entgegenstehen.

Bei der Dringlichkeit der Sache unter den gegenwärtigen Zeitumständen wird aber eine vorläufige Bestimmung, welche über das Maass der Verpflegung und der demnächstigen Abrechnung einen festen Anhaltspunkt gewährt, nicht länger zu umgehen sein.

In Uebereinstimmung mit der Militärkommission stellt

daher der Ausschuss den Antrag, hohe Bundesversammlung wolle beschliessen:

so lange ein allgemeines Militärverpflegungsreglement vom Bunde nicht vereinbart ist, und soferne besondere Verträge unter den theilhaftigen Staaten nicht bestehen, soll Verpflegung und Transport für Bundes-
truppen auf anderem Bundesgebiete nach den Gesetzen und Gebräuchen des Landes geschehen, in welchem sich die Bundestruppen aufhalten, und die Vergütung dafür nach demselben Maasstabe erfolgen, wie er gesetzlich für die eigenen Truppen des betreffenden Landes bei Märschen und Einquartierungen bestimmt ist. Der Ausschussantrag wurde zum Beschlusse erhoben.

X.

Rapport de la Commission de l'Assemblée nationale constituante sur l'établissement d'un pouvoir central provisoire, présenté par M. Dahlmann de Bonne, lu et distribué à la séance du 17 juin 1848.

(Stenogr. Berichte etc.)

Bereits seit manchem Jahrzehend lebt im deutschen Volke die Ueberzeugung, die bisherige Bundesverfassung sei ungenügend für die Sicherstellung Deutschlands vor innern und äusseren Gefahren, und nach den grossen Umwälzungen vom März d. J. hat der Fünfziger-Ausschuss in seinen Sitzungen vom 18., 26. und 27. April die wunde Seite unseres Gemeinwesens vollends aufgedeckt. Man stellte hier, im Einverständnisse mit einem Ausschusse der XVII Vertrauensmänner, den Antrag auf eine executive Gewalt, welche in eilenden Fällen unter eigener Verantwortlichkeit handle, in allen anderen Fällen aber nach dem Rathe der Bundesversammlung verfare. Man lehnte somit den Plan an die bestehenden Gewalten an, ja die drei Männer, welchen man die executive Gewalt vertraut wissen will, werden lediglich als eine Verstärkung der Bundesversammlung betrachtet, in welcher sie mit berathender Stimme Platz nehmen. Sie sollen von der Bundesversammlung im Einverständnisse mit den Vertrauensmännern und den Fünfzigern den Re-

gierungen vorgeschlagen werden. Von da an ist der Plan häufigst in kleineren und grösseren Kreisen, bei den deutschen Höfen und in der Bundesversammlung, allein und in Verbindung mit den XVII Vertrauensmännern, besprochen; man fühlte das gesteigerte Bedürfniss, aber die Erledigung blieb aus. Dieselben Uebel, welche man durch eine Verstärkung des Vollziehungs-Organs heilen wollte, waren vermuthlich die Ursache, dass diese nicht zur Vollziehung kam. Seit dem Zusammentritt der constituirenden Nationalversammlung häuften sich die dringendsten Anträge in dieser Richtung. Es liegen deren eine grosse Anzahl, zum Theil von einer bedeutenden Zahl von Abgeordneten unterzeichnet, dem Ausschusse vor und eine Beilage zu diesem Berichte wird solche, nebst einer Anzeige vom Inhalte der vielen Bittschriften dieses Gegenstandes, zur Kenntniss der hohen Versammlung bringen. Mochten die Ansichten der verschiedenen Antragsteller noch so sehr auseinanderlaufen, und würde es ermüdend sein, in ihre Unterschiede hier einzugehen, die hohe Versammlung hat augenscheinlich einem in ganz Deutschland tiefgefühlten Bedürfnisse entsprochen, als sie am 3. dieses Monats den Ausschuss von 15 Mitgliedern, aus den Abtheilungen zu erwählen, niedersetzte, welcher sich heute beehrt, derselben von dem Ergebniss seiner vielfachen Berathungen, vom 3. bis zum 16. dieses Monats gepflogen, Bericht zu erstatten. Alles beruhte hier auf dem System, welchem Ihr Ausschuss folgen wollte. Die einander am schroffsten entgegenstehenden politischen Parteien möchten zu demselben Ziele auf entgegengesetzten Wegen gelangen; die einen laden vielleicht bei ihren politischen Gegnern den Vorwurf der bedenklichsten Neuerung auf sich, erhalten dagegen von diesen den Vorwurf zurück, dass sie auf dem alten morschen Grunde das neue Gebäude aufführen wollen und somit nichts ausrichten werden. Allein es lassen sich die beiden extremen Systeme schon darum schärfer bezeichnen, weil sie inmitten unseres Ausschusses ihre lebendigen Vertreter gefunden. Das erste System erblickt, vermöge des Grundsatzes der Volkssouveränität, in der Nationalversammlung die erste und alleinige Quelle der Exekutivgewalt. Es verlangt eine Vollziehungsgewalt, von der Nationalversammlung allein ernannt und aus ihrem Schoosse entspringend; ihre Aufgabe ist, die Beschlüsse

der Nationalversammlung zu vollziehen. Dieses System nimmt keine Rücksicht auf die Rechte der deutschen Regierungen, keine auf ihr Organ, die Bundesversammlung. Wird es angenommen, so hat die Nationalversammlung die Regierung über Deutschland thatsächlich angetreten: es kann sein, dass sie sich ihres Rechts mit Mässigung bedient und die bestehenden Regierungen fortbestehen lässt; allein die vollziehende Gewalt ist dem Grundsatz nach ihr, als der wahren und einzigen Centralgewalt, untergeordnet und so der Weg zur Republik praktisch angebahnt. Es ist hier nicht die Stelle für die Untersuchung, ob die Republik denn wirklich dem Volke, und einem Volke von 45 Millionen, mehr Freiheit und mehr Freiheits sicherstellung und mehr Macht nach Aussen gewähre, als die monarchische Verfassung. Hier genügt die einfache Thatsache, dass die überwiegend grosse Mehrzahl unseres Volkes der Monarchie anhängt, wovon die Folge, dass die Republik allein durch blutigen Bürgerkrieg und auf dem Wege langer Anarchie auf deutschem Boden errichtet werden könnte. Der Geist dieses republikanischen Systems zeichnet sich schon in verschiedenen Anträgen und Petitionen ab, welche in der Beilage aufgeführt werden, am entwickeltesten aber in dem Antrage der Ausschussmitglieder Robert Blum und v. Trützschler. Ihr Ausschuss erklärte sich gegen dieses System, mit einer Majorität von 13 gegen 2. Das entgegengesetzte System schliesst sich um so fester an die gegebenen Verhältnisse an. Es will die (immerhin 3) mit der Executivgewalt betrauten Männer von den Regierungen ernannt und als Minister der Regierungen oder auch der Bundesversammlung angesehen wissen; sie sollen der Nationalversammlung verantwortlich sein. Diesem Plane aber tritt ein Haupteinwand entgegen. Gleich in der ersten Ausschußsitzung vom 4. d. waren nämlich alle Mitglieder darin einverstanden, dass die Errichtung einer provisorischen Executivgewalt für Deutschland nothwendig sei, weil ohne sie man schwerlich hoffen könne, die mannigfachen Gefahren, die dem Vaterlande von Innen und von Aussen drohen, zu überwinden. Wenn aber diese Wahrheit mit so grosser Uebereinstimmung anerkannt wird, so kommt es auch gewiss darauf an, eine Gewalt einzusetzen, die es wirklich und nicht bloss dem Namen nach sei. Dass die deutsche Bundesversammlung neuerdings

durch eine bedeutende Zahl verdienstvoller und vaterländisch bewährter Mitglieder verstärkt worden ist, wer möchte das in Abrede stellen? Von der andern Seite aber wer möchte behaupten, dass durch diese veränderte Besetzung das Unmögliche möglich gemacht und es gelungen sei, die Uebel hinwegzutilgen, welche unvermeidlich an dieser ganzen Institution haften — die Uebel der Vielherrschaft und in Folge davon der streitenden, mithin gefährlich verzögernden Interessen. Daher die politische Thatlosigkeit und völlige Unbeholfenheit eines Gemeinwesens von so vielen Millionen Deutschen, in allen Fällen, wo im raschen einheitlichen Zusammenwirken das einzige Heil zu finden ist. Fragt es sich nun aber, ob durch die Zuordnung eines verantwortlichen Ministeriums diesem Uebel gesteuert werde, so liegt das Nein darauf in nächster Nähe. Es ist im hohen Grade thunlich, der constitutionelle Minister *einer einzigen* Regierung zu sein: ein solcher Minister wird aus allen Kräften die Würde seiner Regierung aufrecht halten; sobald er aber einen übermächtigen Willen aufkommen sieht, der mit seiner gewissenhaften Ueberzeugung im Widerspruche steht, tritt er von seinem Amte zurück, und ein anders überzeugter Minister tritt an seine Stelle. So bleibt Alles in ungestörter Ordnung. Wie es aber möglich sein könne, zu gleicher Zeit Minister von mehr als dreissig Regierungen zu sein, von welchen der Natur der Dinge nach die eine hierhin, die andere dorthin will, und wie man in solcher Einrichtung eine Verbesserung der bisherigen Executivgewalt entdecken könne, das ist schwer zu begreifen. Blicken wir auf ganz neue Ereignisse. Es ist allbekannt, dass in dem obwaltenden dänischen Kriege gegen Deutschland die Krone Preussen ihre Bundespflicht treulich erfüllt hat, dass aber andere norddeutsche Regierungen sich in Stellung ihrer Contingente nachlässig bewiesen haben. Nun liegt es in der Natur der Verhältnisse, dass ein Ministerium seine Regierung vertrete und für ihre Beschlüsse verantwortlich sei; wie eines aber zugleich für Ja und für Nein, für Thun und für Unterlassen verantwortlich sein könne, das ist schwer zu begreifen. Dieses zweite System rühmt gern von sich, dass es in der bestehenden Ordnung an der Bundesversammlung halte, indem es sie zugleich verbessere. Wie es mit der Verbesserung bewandt sei, davon war soeben die Rede, und

es liegt das so klar vor Augen, dass die eifrigsten Vertheidiger des Systems sich gedrungen fühlen, um es zu halten, einen starken Schritt weiter zu gehen. Sie sagen: „Die Bundesversammlung ist durch die letzten schwierigen Zeitläufte bereits gewöhnt, ohne Instruction zu handeln; sie wird eine ähnliche Befugniss fortan den Triumvirn beilegen, oder die Bundesregierungen veranlassen, es zu thun, also, dass die Triumvirn in allen eiligen Fällen aus eigener Macht handeln dürfen“. Was aber hat man hiermit bewirkt? Man hat die Bundesversammlung hiermit in ein Schattenbild verwandelt, indem man die eiligen Fälle, dass heisst, alle Fälle wichtigerer Art ihrer Mitwirkung entzieht, und man hat zu gleicher Zeit Zwittergestalt aus den Triumvirn gemacht. Denn für die gewöhnlichen Fälle sind sie Minister (Minister der Bundesversammlung oder auch der Bundesregierungen, wie sich denn Jeder das in seiner Weise ausmalt), und als solche der Nationalversammlung verantwortlich: für die eiligen Fälle aber sind sie die Centralgewalt. Sollen sie nun auch als letztere der Nationalversammlung verantwortlich sein, so steht die Nationalversammlung über der sogenannten Centralgewalt, und die Triumvirn sind in allen Hauptsachen lediglich Vollzieher der Befehle der Nationalversammlung. Dergestalt treten alle Bedenken des ersten Systems in dem zweiten hervor, sobald dieses nämlich den Versuch macht, etwas mehr zu leisten, als ein fünftes Rad thut, welches einem zerbrochenen Wagen aufhelfen soll. Ein Ausschussmitglied, v. Lindenau, hat ein gemischtes System aufgestellt, welches sich am meisten dem zweiten anschliessen scheint. In dem Ausschusse fand dasselbe keine Unterstützung. In der Mitte zwischen beiden Systemen steht ein drittes, welchem die Mehrzahl des Ausschusses ihren Beifall gibt. Es legt dasselbe eine wirkliche Regierungsgewalt in die Hände von drei Männern des Vertrauens provisorisch nieder und hat dessen kein Hehl; aber die Gewalt dieser Drei beschränkt sich auf Alles, was die allgemeine Sicherheit und Wohlfahrt des deutschen Bundesstaates angeht, und greift somit weder in die Befugnisse der einzelnen Regierungen, noch in die Rechte ein, welche der Nationalversammlung als einer constituirenden in Hinsicht auf das deutsche Verfassungswerk zustehen. Das Bundesdirectorium (denn diesen Namen

würde die Gesammtheit dieser drei Männer führen) ~~er-~~nennt die erforderlichen Minister, die der Nationalversammlung für ihr Thun und Lassen verantwortlich sind; von der andern Seite werden aber auch die Bundesregierungen vor jedem gefährlichen Uebergriffe der Bundesdirectoren sicher gestellt, und zwar zunächst durch die beschränkte Dauer ihrer Gewalt; denn diese nimmt mit der Vollendung der Reichsverfassung und ihrem Eintritt in das Leben durch die vollbrachte Einsetzung der künftigen deutschen Reichsregierung, augenblicklich ein Ende. Aber auch in anderer Beziehung kann diese Einrichtung den bestehenden deutschen Regierungen keine Sorge einflößen, da sie, weit entfernt, in die besondern Kreise derselben störend einzugreifen, vielmehr ihre Erfolge sicher stellt durch Bekämpfung jeder anarchischen Gewalt, welche in den einzelnen Bundesgebieten dem Ziele wahrer Freiheit störend entgegenreten möchte. Endlich drittens stammt ja der Gedanke dieser ganzen Einrichtung aus einem von den deutschen Regierungen ebenso tief als vom deutschen Volke empfundenen Bedürfnisse grösserer Einheitskraft her; die zu ernennenden drei Männer sind die Männer ihres eigenen Vertrauens, sie gehören durch Pflicht und Treue und durch mannigfache Bande der Zuneigung Jeder seinem Staate, und vielleicht sogar (denn jeder Weg der Bezeichnung bleibt offen) den regierenden Häusern als Mitglieder an. Alle diese Erwägungen lassen den Gedanken an einen Missbrauch der provisorisch übertragenen Gewalt zum Nachtheile der bestehenden Regierungen an sich nicht aufkommen. Ueberdies aber wird diese hohe Versammlung darauf wachen, dass den jungen Boden deutscher Freiheit die gesetzliche Ordnung fest umhege, indem sie die Verantwortlichkeit der Minister in vollstem Maasse zur Anwendung bringt. Der wahre Zweck aber jeder weisen Staatseinrichtung ist das Wohl des Volks, und wer auch die Rechte der Erbregierungen noch so hoch hält, weil er in ihnen die Sicherstellung des Volkswohles erblickt, darf dieselben doch so weit nicht ausdehnen wollen, dass er den erblichen Regierungen auch das Recht beilegte, ihre Befugnisse beliebig anderswohin zu übertragen. Eine solche Uebertragung von Regierungsrechten giebt es aber hier, wenn ein Bundesdirectorium eingesetzt wird, immerhin nur auf vielleicht wenig Monate, gleichwohl unvermeidlich durch einen Act der Re-

gierungs-Uebertragung. Darum konnte Ihr Ausschuss nicht einen Augenblick zweifelhaft sein, dass die Uebertragung unter Zustimmung der Nationalversammlung geschehen müsse. Lediglich die dabei zu beobachtende Form konnte Bedenken erregen. Wo es auf Personen ankommt, denen eine so hohe Stellung zugedacht ist, und die darum der Nationalversammlung gegenüber als unverantwortlich dastehen müssen, thut eine jede Discussion über ihren Charakter und das Maass ihrer Verdienste in öffentlicher Versammlung dem Zwecke der Unantastbarkeit ihrer Stellung unvermeidlichen Eintrag. Der Ausschuss glaubte eine Weile der hohen Versammlung vorschlagen zu dürfen, sie möge ihr Recht für diesen Fall in die Hände eines Ausschusses von dreissig Personen niederlegen, der zu dem Ende aus Ihrer Mitte gewählt würde. Diese Dreissig würden über die von den Regierungen bezeichneten Personen discutiren, aber nicht öffentlich, insoweit ein Geheimniss unter solcher Zahl zu bewahren steht. Unser Ausschuss entschied sich am Ende dahin, das Recht der gesammten Nationalversammlung ungeschmälert aufrecht zu erhalten, jedoch die hohe Versammlung zugleich zu ersuchen, ihr Recht der Genehmigung oder Nichtgenehmigung in diesem Ausnahmefalle auf dem Wege der Abstimmung ohne vorhergehende Discussion üben zu wollen. — Gelingt auf solchem Wege die Vereinbarung, wozu bei einem Entgegenkommen der Regierungen alle Hoffnung ist, so wird die Nationalversammlung fortan sich mit verdoppeltem Vertrauen ihrem hohen Werke der Constituirung Deutschlands widmen können; denn durch die Thätigkeit des Bundesdirectoriums über die allgemeinen Verhältnisse des Vaterlandes beruhigt, wird sie minder Störung in ihrer Hauptaufgabe erfahren. An dem Verfassungswerke nimmt das Bundesdirectorium keinen Antheil, und die Stellung der Nationalversammlung den Bundesregierungen gegenüber bleibt in diesem Betracht unverändert. Sollte es sich aber von den wichtigsten Staatsinteressen, von Verträgen mit auswärtigen Mächten, oder vollends von Krieg und Frieden handeln, so liegt dem Bundesdirectorium ob, sich, bevor es beschliesst, durch seine Minister des Einverständnisses der Nationalversammlung zu versichern. Es ist diesem System, welchem die Mehrheit Ihres Ausschusses sich anschliesst, manchmal seine Verzweigkeit zum Vorwurfe gemacht,

weil es nämlich schon jetzt Minister und Gesandte fordert, die sich, meint man, allein für schon schliesslich festgestellte, nicht für blos provisorische Verhältnisse passen sollen. Allein die grossen Verhältnisse der Geschichte richten sich nach keinem deutschen Provisorium, und um nur Eines herauszuheben, schwerlich hätte in der neuerlichen Discussion über Schleswig-Holstein und den dänischen Krieg eine getheilte Meinung in Bezug auf die Ratification des Friedens von Seiten der Nationalversammlung auftauchen können, hätte Deutschland schon jetzt seine auswärtigen Gesandten. Auch ist es wohl kein Vorwurf gegen das erwählte System, wenn man ihm nachsagen muss, dass es in die bevorstehende, nothwendig einheitlichere Ordnung der deutschen Dinge bereits sich hineinlebe. Denn ächte Staatsweisheit gebietet, alle jähen Sprünge in den staatlichen Dingen möglichst zu vermeiden. Mit um so mehr Vertrauen empfiehlt Ihnen der Ausschuss dieses System, weil es den Forderungen der Gegenwart entspricht und zugleich die Einleitung bildet in eine hoffentlich gehobene Zukunft unseres Vaterlandes. Ihr Ausschuss empfiehlt Ihnen, die Annahme folgender 8 Punkte zu beschliessen, über welche die Majorität, bestehend aus den Mitgliedern Claussen, Dahlmann, Duncker, v. Gagern, v. Mayern, v. Raumer, v. Saucken, Wippermann, v. Würth, v. Zenetti, übereingekommen ist.

Die Nationalversammlung beschliesst:

- 1) Bis zur definitiven Begründung einer Regierungsgewalt für Deutschland soll ein Bundesdirectorium zur Ausübung dieser obersten Gewalt in allen gemeinsamen Angelegenheiten der deutschen Nation bestellt werden.
- 2) Dasselbe soll aus drei Männern bestehen, welche von den deutschen Regierungen bezeichnet und, nachdem die Nationalversammlung ihre zustimmende Erklärung durch eine einfache Abstimmung ohne Discussion abgegeben haben wird, von denselben ernannt werden.
- 3) Das Bundesdirectorium hat provisorisch
 - a) die vollziehende Gewalt zu üben in allen Angelegenheiten, welche die allgemeine Sicherheit und Wohlfahrt des deutschen Bundesstaats betreffen;
 - b) die Oberleitung des gesammten Heerwesens zu übernehmen und namentlich den Oberfeldherrn der Bundestruppen zu ernennen;

- c) die völkerrechtliche Vertretung Deutschlands auszuüben und zu diesem Ende Gesandte und Consuln zu ernennen.
 - 4) Ueber Krieg und Frieden und über Verträge mit auswärtigen Mächten beschliesst das Bundesdirectorium im Einverständniss mit der Nationalversammlung.
 - 5) Die Errichtung des Verfassungswerkes bleibt von der Wirksamkeit des Bundesdirectoriums ausgeschlossen.
 - 6) Das Bundesdirectorium übt seine Gewalt durch von ihm ernannte, der Nationalversammlung verantwortliche Minister aus. Alle Anordnungen derselben bedürfen zu ihrer Gültigkeit der Gegenzeichnung wenigstens eines verantwortlichen Ministers.
 - 7) Die Minister haben das Recht, den Berathungen der Nationalversammlung beizuwohnen und von derselben jederzeit gehört zu werden; sie haben jedoch das Stimmrecht in der Nationalversammlung nur dann, wenn sie als Mitglieder derselben gewählt sind. Dagegen ist die Stellung eines Mitgliedes des Bundesdirectoriums mit der eines Abgeordneten zur Nationalversammlung unvereinbar.
 - 8) Sobald das Verfassungswerk für Deutschland *vollendet* und in Ausführung gebracht ist, hört die Thätigkeit des Directoriums und seiner Minister auf.
- Der Plan, wie er Ihnen hiermit vorliegt, macht keinen Anspruch auf Idealität, es bilden sich vielmehr in ihm die concreten Verhältnisse Deutschlands getreulich ab. Die Aufstellung eines einzigen Bundesdirectors oder Reichsverwesers würde den Ansprüchen der Theorie mehr genügt, schwerlich aber den Anforderungen der Gegenwart besser entsprochen haben. Wie es bis dahin steht, theilen nun einmal die streitenden Interessen unserer Deutschland in drei grosse politische Massen, die wir als Oesterreich, Preussen und die minder mächtigen Staaten bezeichnen. Die Aufstellung eines einzigen Individuums würde in solcher Lage der Dinge grosse, gefährlich verzögernde Schwierigkeiten finden, und der vielleicht aufgefunden Mann eines zusammenstimmenden dreifachen Vertrauens würde gleichwohl in seiner Wirksamkeit unvermeidlich mit allen den Missdeutungen zu kämpfen haben, welche aus der bisherigen Lage unseres Vaterlandes stammen. Man würde in kurzer Frist von seinen Hinneigungen zu irgend *einem* dieser drei Theile reden. Möge ein baldiges Hineinleben in eine noch ein-

heitlichere Ordnung solche Verdächtigungen für immer auf dem vaterländischen Boden beseitigen; aber einen solchen Zustand vorwegnehmen zu wollen, schien nicht rathsam. Auch in anderer Weise beachtet der Ihnen vorliegende Plan die bestehenden Verhältnisse, ohne sich ihnen dienstbar zu machen. Ohne Zweifel wird durch ihn die deutsche Bundesversammlung in ihrem bisherigen bedeutsamsten Verhältniss, vielleicht sogar in ihrem Namen bedroht, und es gehörte nicht nothwendig in unsern Plan, den Platz für ihre künftige Wirksamkeit zu ermitteln. Nichtsdestoweniger ist es unverkennbar, dass das Bundesdirectorium einer steten lebendigen Mittheilung mit den einzelnen Bundesstaaten bedarf, und vermuthlich wird dasselbe in den Abgeordneten der einzelnen Staaten einen für die fortlaufende Kenntniss der innern Angelegenheiten unseres deutschen Bundesstaats unentbehrlichen Staatsrath erblicken, dessen Gutachten einzuziehen, mit Ausnahme besonders eiliger Fälle, ihm von Wichtigkeit sein mus. Es ist ein grosses und schwieriges Werk, welches die hohe Versammlung unternimmt, indem sie den Grund zu einer deutschen Centralgewalt legt; wenn aber innere Klarheit und Besonnenheit ihre Schritte zum rechten staatsgemässen Ziele lenken, wird der Dank des vom langem Zwist der Interessen genesenen Vaterlands Ihr Bemühen lohnen.

Dahlmann, Berichterstatte.

† Dans la séance de la Diète fédérale du 17 juin 1848, sur le rapport de l'envoyé du grand-duché d'Oldenbourg sur le taux matriculaire de la population de la Prusse par suite de l'annexion des provinces de Prusse orientale et occidentale à la confédération, le chiffre du contingent prussien, précédemment établi à 79,484 h. a été porté à 95,703 hommes.

XI.

Rapport fait à l'Assemblée nationale constituante de l'Allemagne, au nom de la commission pour les affaires internationales, par M. Zachariae, de Göttingen, sur les relations diplomatiques des Etats allemands, dans la séance du 22 juin 1848.

(Ibid.)

Die Nationalversammlung hat die Dringlichkeit

dieses Antrags zu begründen gestattet, und nachdem dieses geschehen, ist der Beschluss gefasst worden, diesen Antrag dem internationalen Ausschuss zur schleunigen Berichterstattung zu überweisen. Ich habe die Ehre, im Namen des internationalen Ausschusses diesen Bericht über den bezeichneten Antrag zu erstatten. In der 17. Sitzung vom 17 Juni haben die Herren Abgeordneten Vogt aus Giessen und Zimmermann aus Spandau einen Antrag, betreffend die diplomatischen Beziehungen der deutschen Staaten gestellt. Derselbe lautet dahin:

„Bis die Regelung der diplomatischen Beziehungen im In- und Auslande durch die Nationalversammlung erfolgt sein wird, macht dieselbe sämtliche Regierungen der Einzelstaaten Deutschlands für die Schritte und Handlungen ihrer Gesandten verantwortlich, und verlangt, dass die Gesandten einzig und allein mit den verantwortlichen Ministern der Einzelstaaten diplomatischen Verkehr pflegen.“

Es ist theils in den diesem Antrage vorausgeschickten Motiven, theils bei Gelegenheit der Begründung der Dringlichkeit in factischer und rechtlicher Hinsicht von dem Abgeordneten Vogt nachzuweisen versucht worden, dass eine Verletzung des constitutionellen Principes, was hier in Bezug genommen wird, vorliege, und dass dieses constitutionelle Princip selbst darin bestehe, dass die Gesandten durchaus nur durch das Organ der verantwortlichen Minister mit dem Regenten zu verhandeln hätten, oder umgekehrt, dass der Regent bei den Verhandlungen über die auswärtigen Angelegenheiten auch nur durch das Organ seiner verantwortlichen Minister verfahren könne. Meine Herren! Was diesen rechtlichen Grundsatz betrifft, so wird er von Ihrem Ausschuss auf das Vollständigste anerkannt, und wenn wohl früher in Deutschland Fälle vorgekommen sind, wo man den Versuch gemacht hat, die auswärtigen Beziehungen diesem Principe zu entziehen, so kann doch gegenwärtig von der Zulässigkeit einer solchen Verletzung nicht mehr die Rede sein. Der Ausschuss also erkennt das rechtliche Princip vollständig an; es fragt sich aber, ob zur Begründung des Antrags eine Verletzung dieses Principes wirklich nachgewiesen sei. Es ist in dieser Hinsicht darauf Bezug genommen worden, dass bei der Entfernung des Kaisers von Oesterreich aus Wien, von wo er

sich nach Innsbruck begeben hat, die Gesandten anderer Staaten, wozu namentlich auch die Gesandten deutscher Staaten gehören, Wien ebenfalls verlassen, und dem Kaiser nach Innsbruck gefolgt seien; es ist ferner noch die andere Thatsache in Bezug genommen worden, dass in der Berliner Reichsversammlung, als wegen dieser Thatsache eine Interpellation erfolgte, von Seiten eines Ministers die Aeusserung gefallen sei, dass eben die Gesandten bei dem Staatsoberhaupt oder bei dem Regenten accreditirt seien. Der Ausschuss glaubt indessen, dass von einer wirklich factischen Verletzung des oben erwähnten Principis durchaus keine Rede sein könne; denn erstens ist durchaus nicht einmal von dem Antragsteller behauptet worden, dass im Widerspruch mit jenem Princip ein Verkehr zwischen deutschen Gesandten und dem Staatsoberhaupt von Oesterreich in Innsbruck stattgefunden habe, und daraus, dass die Gesandten dem Kaiser nach Innsbruck folgten, folgt eine Verletzung dieses Principis an sich durchaus noch nicht; die Gesandten können ja nicht gerade an den Ort, wo sie accreditirt sind, als fest gebunden betrachtet werden, und im vorliegenden Fall könnten sie ja dem Kaiser in der sehr guten Absicht gefolgt sein, um Seine Majestät zur Rückkehr nach Wien zu bewegen. Zweitens ist aber auch bekannt, dass dem Kaiser in Innsbruck constitutionelle Minister zur Seite gestanden haben: und wenn es auch wahr sein sollte, dass der Kaiser, ohne Wissen des Ministeriums in Wien, die Haupt- und Residenzstadt verlassen, so ist das eine Thatsache, die hier und für die Begründung des Antrags weiter nicht in Betracht kommt. Es liegt mithin nach Ansicht Ihres Ausschusses durchaus keine faktische Verletzung jenes constitutionellen Principis vor. — Liesse sich aber auch wirklich eine solche Verletzung in irgend einer Weise begründen, so hat sich die deutsche Nationalversammlung bis jetzt noch nicht zur oberaufsehenden Behörde für ganz Deutschland constituirt, und es kann unmöglich das Princip aufgestellt werden, dass sie unaufgefordert (wozu aber auch gehört, wenn es bloss in Folge eines in Mitte dieser Versammlung gestellten Antrags geschieht), dass sie, sage ich, unaufgefordert sich überall einzumischen habe, wo von der Verletzung irgend eines Rechtsprincips oder insbesondere des oben erwähnten constitutionellen Principis die Rede sein könnte. Dazu kommt, dass die Gesandten einzel-

ner deutscher Staaten bis jetzt noch nicht die Gesandten von ganz Deutschland sind; die einzelnen deutschen Staaten haben bis jetzt noch vollständig das active und passive Gesandtschaftsrecht, wenn es auch höchst wünschenswerth ist, und, wie wir hoffen, erreicht werden wird, dass in dieser Hinsicht durch die zukünftige Verfassung Deutschlands und vielleicht schon durch die jetzt zu begründende Centralgewalt eine Aenderung eintrete, so lässt sich doch durchaus nicht behaupten, dass es im Berufe der Nationalversammlung liege, über die Ausübung dieses activen und passiven Gesandtschaftsrechts von Seiten der einzelnen Staaten jetzt schon eine Oberaufsicht zu führen; es könnte nur dann ein Beruf der Nationalversammlung in dieser Hinsicht behauptet und begründet werden, wenn ein Factum vorläge, wodurch wirklich die allgemeine Sicherheit und Wohlfahrt von Deutschland beeinträchtigt würde. Sonstige Missbräuche, die sich in der Administration überhaupt, oder in dieser speciellen Beziehung in den einzelnen deutschen Staaten ereignen können, gehören zunächst zur Rüge vor das Forum der Volksvertreter in den einzelnen deutschen Staaten; und wenn wir nicht von vornherein aussprechen wollen, dass die Selbstständigkeit der einzelnen deutschen Staaten aufgehoben sei, so können wir nichts Anderes annehmen, als dass die Competenz der Nationalversammlung nur darauf sich beziehe, was einen unmittelbaren Einfluss auf die allgemeine Wohlfahrt und Sicherheit von ganz Deutschland hat, und ein solcher Fall liegt hier nicht vor. Dass übrigens wünschenswerth sei, dass durch die zu schaffende Centralgewalt, auch was den diplomatischen Weg betrifft, eine Regelung eintrete, habe ich mir schon vorhin auszusprechen erlaubt. Der Antrag Ihres Ausschusses geht demnach dahin: Die Nationalversammlung möge beschliessen:

über den Antrag der Herrn Vogt von Giessen und des Herrn Zimmermann von Spandau zur Tagesordnung überzugehen.

XII.

Extrait du discours du baron de Gagern, président de l'Assemblée nationale constituante de l'Allemagne, sur l'établissement d'un pouvoir central fédéral, dans la séance du 24 juin 1848.

(Traduction.)

Messieurs ! J'aborde immédiatement sa question. Je n'ai pas besoin d'établir la nécessité d'un pouvoir central provisoire, le pouvoir qui jusqu'ici a représenté toute l'Allemagne n'étant plus à la hauteur de sa tâche.

Il n'y a pas de doute que la majorité de la commission, ainsi que tous les amendemens qui ont été présentés, n'avaient en vue que le pouvoir exécutif qu'on veut confier à l'autorité à créer. J'indiquerai d'abord qui devra exercer le pouvoir législatif à côté de ce pouvoir exécutif ; s'il est vrai que nous ne voulions confier que le pouvoir exécutif à l'autorité qui doit être créée, alors je ne comprends pas le reproche que l'on fait aux conclusions de la commission, à savoir que l'établissement d'une pareille autorité avec de simples attributions exécutives, laquelle doit exister et subsister à côté de nous, est le despotisme ou la dictature ; car, comme il n'y a pas d'autre autorité qui puisse maintenant exercer encore à côté de nous le pouvoir législatif pour toute l'Allemagne, c'est l'assemblée constituante seule qui doit exercer le droit de législation, et dans aucune des motions il n'est dit qu'elle veuille renoncer à ce droit et le confier à quelqu'un autre. C'est donc à tort que ceux qui veulent confier le pouvoir exécutif à un pouvoir central provisoire, qu'il soit composé de 5, de 3 ou d'une seule personne, ont été accusés d'avoir voulu la dictature ou le despotisme. De nos jours, la dictature et le despotisme ne sont plus possibles, tant que l'esprit qui se manifeste dans cette assemblée régnera en Allemagne. L'assemblée ne possède le droit législatif que d'une manière extraordinaire, si vous voulez, car le principal but pour lequel la nation nous a envoyés ici, c'est de donner une nouvelle constitution à l'Allemagne ; mais on n'a encore jamais vu qu'à côté d'une assemblée constituante il ait existé une autre autorité qui ait prétendu exercer le droit législatif ; ainsi le droit

législatif ordinaire est passé entre nos mains, parce qu'il n'existe pas une autre autorité qui pourrait l'exercer. Si donc le pouvoir législatif réside en nous, et que pour le pouvoir exécutif il nous faille nécessairement une nouvelle autorité, à quoi bon se quereller inutilement au sujet de l'exécution et de la promulgation de nos résolutions? Je suis convaincu que la majorité de la commission et son illustre rapporteur n'ont pas douté un instant que le pouvoir exécutif à créer devait exécuter les résolutions de l'Assemblée nationale. Si les conclusions de la commission ne contiennent rien à cet égard, c'est sans doute parce qu'il y a un point qui mérite d'être pris en considération.

Il n'est pas douteux que nos résolutions doivent être promulguées et exécutées, il ne l'est pas moins qu'elles doivent l'être par le pouvoir exécutif; mais la question est de savoir s'il ne peut pas survenir des cas où il serait dangereux et momentanément préjudiciable pour les intérêts de la patrie de faire promulguer et exécuter les résolutions de l'assemblée par le pouvoir que nous nous proposons de créer. Si nous n'étions pas une assemblée constituante, mais si les pouvoirs étaient exercés régulièrement pour toujours, cette question ne ferait pas le sujet de nos délibérations; nous aurions une chambre des représentans pour les différents états (*Staatenthaus*), où les résolutions de l'assemblée nationale seraient soumises à une révision, ou bien nous aurions, comme en Angleterre, une institution suivant laquelle aucune loi ne peut être promulguée si l'on n'en a fait la lecture du moins pour l'ordinaire, à trois reprises différentes, de sorte qu'on a le tems de songer à la portée d'une pareille résolution. Mais nous ne sommes pas encore dans une situation aussi régulière, nous avons encore à fonder ce qui doit nous donner l'ordre, et je vous demande si, pour cette transition, on doit blâmer la prudence qui pourrait rappeler encore une fois à l'Assemblée nationale qu'il vaudrait peut-être mieux qu'une résolution telle qu'elle l'a prise ne l'eût pas été ou qu'elle l'eût été d'une autre manière. Voilà ce qui me paraît être, messieurs, le seul côté pratique de toute cette querelle. Pour ce qui est de la compétence du futur pouvoir central, les conclusions de la commission portent qu'il doit être exclu de la coopération à l'œuvre de la constitution. On a parlé hier et aujourd'hui de

la portée de cette exclusion. Je crois pouvoir expliquer cette disposition. Lorsque la diète germanique s'était mise en rapport avec le comité des 50 pour discuter la question de l'établissement d'un pouvoir central, ces négociations ont donné lieu à bien des soupçons; aussi a-t-on été obligé de les abandonner. On a prétendu que ce serait un nouveau moyen pour les gouvernements de faire valoir de nouveau leur influence; on disait que ces derniers voulaient créer un banc des ministres dans l'Assemblée nationale et chercher à faire de la sorte prévaloir leurs vues. Messieurs, pour moi, je n'ai jamais partagé ces craintes; je croyais pouvoir supposer que les gouvernements ne se seraient pas entendus sur un projet de constitution jusqu'à l'ouverture de l'assemblée constituante, que par conséquent le pouvoir central projeté alors n'aurait point pu représenter un projet de constitution commun. Mais les soupçons dirigés contre ce projet étaient un moyen, et comme tel je ne veux pas le soumettre à la critique. Voilà pourquoi la commission a proposé d'exclure le pouvoir central de la participation à l'œuvre de la constitution, tandis que toutes les mesures du pouvoir exécutif devront être représentées dans l'assemblée nationale. On a voulu prévenir le reproche que les gouvernements n'avaient pas voulu reconnaître dans toute son étendue le caractère constituant de l'Assemblée nationale, afin que celle-ci fût libre de toute influence extérieure dans l'accomplissement de la principale tâche qui lui a été imposée, la fondation d'une constitution pour toute l'Allemagne.

Les conclusions de la commission portent encore qu'il faut nommer un directoire central avec *un ministère responsable*. Ce que nous nommons responsabilité politique, c'est la question légale du contre-seing. On a voulu exprimer cette responsabilité de la manière la plus positive. Mais qu'indépendamment de ce contre-seing et de ses conséquences légales il existe encore une autre responsabilité politique c'est ce qui est évident pour tout le monde. Quelle que soit la personne qui sera placée à la tête du pouvoir central futur, elle devra, dans le temps où nous vivons, répondre de ses actes, bien qu'ils ne soient pas dévolus à la loi pénale. Après avoir discuté les points qui regardent la compétence du pouvoir central futur, je dois aborder la question de savoir si la *diète germanique* peut encore subsister à côté du

pouvoir central de l'Assemblée nationale et à côté du pouvoir exécutif à créer. Je dois me prononcer pour la négative. La diète, comme représentante du pouvoir législatif et exécutif de toute l'Allemagne, ne peut exister à côté d'un nouveau pouvoir législatif et exécutif; je ne sache pas quelles fonctions elle aurait encore à remplir. Une autre question, c'est de savoir si cette conséquence nécessaire de notre situation actuelle détruit aussi le besoin d'une représentation politique. Je ne le crois; je suis convaincu que si nous décrétions aujourd'hui que la diète a cessé d'exister, un des premiers actes que le pouvoir central à créer soumettrait au pouvoir législatif de l'assemblée serait un acte qui exprimerait de nouveau le besoin d'une représentation politique et qui demanderait notre consentement pour une nouvelle institution de ce genre, que maintenant nous pouvons créer au moyen d'amendements. Attendu la tâche provisoire qui sera assignée au pouvoir central, il n'est ni possible ni désirable qu'il crée des organes exécutifs indépendants, que des organes de l'empire se rendent dans les différents pays. Il nous faut laisser l'exécution entre les mains des gouvernements. Je viens à la question de savoir: *qui doit créer le pouvoir central?* Messieurs, j'ai entendu discuter cette question au point de vue du droit et de l'opportunité; je regretterais de voir adopter pour principe que les gouvernements n'ont rien à dire dans cette question; mais pour ce qui est de l'opportunité, nous devons créer nous mêmes le pouvoir central provisoire. Puisque nous devons le créer nous-mêmes, il faut qu'il soit fort, qu'il inspire de la confiance. Nous devons le créer nous-mêmes, parce que nous en avons un besoin pressant et que nous ne sommes pas certains qu'il sera promptement créé, si nous demandons le concours des gouvernements. Il n'est pas indifférent que le pouvoir exécutif se compose de trois personnes ou d'une seule; si la majorité se prononçait pour trois personnes et pour le concours des gouvernements, les difficultés ne seraient pas si grandes; peut-être se serait-on déjà entendu où l'on serait près de s'entendre; je ne croirais pas non plus porter par-là atteinte à la souveraineté du peuple; mais la majorité de l'assemblée me paraît incliner de plus en plus vers l'opinion que je partage aussi, c'est que le pouvoir central soit confié à un *administrateur de l'empire* avec des ministres responsables. Mes-

sieurs, il pourrait s'élever sur la nomination de cet administrateur des difficultés telles que nous tirerions les gouvernements d'un grand embarras, si nous ne nous adressions pas à eux pour les inviter à choisir et à proposer un candidat, attendu que nous pouvons compter *qu'ils ratifieront notre choix*. Messieurs, on l'a déjà dit, ce ne sont ni les princes, ni même les gouvernements seuls, comme tels, qui peuvent proposer des candidats; dans quelques états, les gouvernements ne sont pas assez forts pour faire un pareil acte politique sans le concours des diètes; il se pourrait que quelques diètes eussent une autre opinion que la nôtre, et pourquoi n'en serait-il pas ainsi? Cela s'est produit au milieu de nous pendant plusieurs jours, jusqu'à ce que nous acqûmes la conviction qu'il fallait préférer un chef à trois, et qu'il n'y avait presque *qu'une seule personne* qui fût en état de résoudre la question. Je dis, donc, messieurs, que nous délivrons les gouvernements d'un grand embarras, et je crois qu'ils nous sauront gré de nommer l'administrateur de l'empire.

Ces observations m'ont conduit à une autre question, à savoir si le pouvoir central doit être confié à trois personnes ou à une seule. Si, comme il est presque hors de doute, nous voulons une seule personne, il existe un homme *haut placé* qui s'est montré digne de l'appui de la nation pour ce poste suprême et qui continuera de s'en montrer digne. Il nous faut choisir l'administrateur de l'empire dans les sphères les plus élevées; car il n'y a pas un seul homme privé qui pût se charger de ces fonctions dans les circonstances présentes, comme l'ont peut-être pensé quelques-uns et même des partis entiers. Je n'aborde pas la question de notre future constitution; je m'en tiens uniquement à la situation présente et aux besoins actuels. Je ne vous parle ni de la monarchie ni de la république; mais je dis que maintenant nous avons besoin d'un homme qui soit haut placé et qui puisse compter sur l'appui de tous les états sans exception, s'il doit accepter les fonctions que vous lui destinez.

Messieurs, on ne me fera plus le reproche (se tournant vers la gauche) d'avoir abandonné le principe de la souveraineté de la nation, attendu que je revendique précisément dans cette assemblée, pour la nation et ses

représentants le droit de procéder à cette élection par des motifs tirés du droit non moins que de la sécurité et de la prospérité nationales; je crois qu'on ne peut pas reconnaître plus largement ce principe. "L'on ne pourra pas dire non plus que j'aie renié mes principes, si je prétends que l'administrateur de l'empire doit être un prince, non *parce que*, mais *quoique* prince." (Applaudissements.) Messieurs, on vous a dit auparavant beaucoup de mal des princes; je ne nourris pas cette haine contre les princes; j'ai toujours ressenti de l'amour pour les hommes. Mais, messieurs, porter de la haine à des générations entières sans désigner les personnes qui pourraient la mériter, cela n'est pas magnanime.

Messieurs, je n'ai plus que quelques mots à ajouter et ce qui me reste à vous dire vous a déjà été dit par des personnes plus éloquentes que moi. Unissons-nous autant que cela nous est possible. Sacrifions ce que nous pouvons pour maintenir ce que nous avons et pour faciliter le passage à une meilleure situation. Si nous avançons la prospérité du pays sans recourir à des sophismes, que certaines personnes regardent comme des principes; si nous agissons dans la conviction que le principe que nous érigerons en loi exige l'obéissance, nous ferons notre devoir et la nation applaudira à notre conquête. Nous ne compromettons pas la liberté, nous fondons l'unité de notre peuple et de notre patrie, unité qui est depuis si longtemps le but de tous nos desirs.

XIII.

Loi du 28 juin 1848 sur l'établissement d'un pouvoir central provisoire.

(Reichsgesetzblatt 1848, 1^{er} cahier p. 28. Traduction.)

1^o Jusqu'à l'établissement définitif d'un pouvoir gouvernemental pour l'Allemagne, il sera nommé un pouvoir central provisoire pour toutes les affaires communes de la patrie allemande.

2^o Il devra :

a) Exercer le pouvoir exécutif dans toutes les affaires qui concernent la sécurité et la prospérité générale de l'état fédéré allemand;

b) Etre chargé de la direction supérieure de toute

la force armée et en nommer le généralissime;

c) Pouvoir à la représentation internationale et politico-commerciale de l'Allemagne, et à cet effet nommer des envoyés et des consuls.

3^o Le pouvoir central ne pourra pas concourir à l'oeuvre de la constitution.

4^o Le pouvoir central décide, conjointement avec l'Assemblée nationale, de la paix et de la guerre et conclut les traités avec les puissances étrangères.

5^o Le pouvoir central sera confié à un vicaire de l'empire (Reichsverweser), élu librement par l'Assemblée nationale.

6^o Le vicaire de l'empire exerce son pouvoir par des ministres qu'il nomme et qui sont responsables à l'Assemblée nationale. Toutes les ordonnances qui émanent de lui ont besoin, pour être valables, du contre-seing d'au moins un ministre responsable.

7^o Le vicaire de l'empire est irresponsable.

8^o L'Assemblée nationale rendra une loi spéciale sur la responsabilité des ministres.

9^o Les ministres ont le droit d'assister aux discussions de l'Assemblée nationale et d'être entendus par elle.

10^o Les ministres sont tenus de se rendre dans le sein de l'Assemblée nationale, si celle-ci l'exige, pour lui donner les renseignemens qu'elle pourra demander.

11^o Les ministres n'ont le droit de voter dans l'Assemblée nationale que s'ils en sont membres.

12^o Les fonctions de vicaire de l'empire sont incompatibles avec celles de député de l'Assemblée nationale.

13^o Du moment que le pouvoir central sera établi, la diète germanique cessera ses fonctions.

14^o Le pouvoir central devra, autant que cela sera possible, s'entendre sur les mesures exécutives avec les plénipotentiaires des différents gouvernemens.

15^o Dès que la constitution allemande sera achevée et mise à exécution, le pouvoir central provisoire cessera ses fonctions.

† L'Assemblée nationale, dans sa séance du 30 juin 1848 a élu vicaire de l'Empire S. A. I. l'archiduc Jean d'Autriche. Le président baron de Gagern en a fait de suite la proclamation.

XIV.

Adresse de l'Assemblée nationale constituante de l'Allemagne à S. A. I. l'archiduc Jean d'Autriche, pour lui annoncer son élection aux fonctions de Vicaire de l'Empire, en date du 29 juin 1848.

Altesse impériale!

L'Assemblée nationale constituante a adopté, dans sa séance du 28 juin dernier, une loi sur l'établissement d'un pouvoir central provisoire pour l'Allemagne, loi dont l'original est ci-joint, et a procédé aujourd'hui à son exécution en élisant un vicaire de l'empire.

Que V. A. I., qui a été élue vicaire de l'empire et proclamée aux vives et joyeuses acclamations de l'assemblée, veuille bien permettre de l'informer que, conformément à l'extrait du protocole ci-joint, l'Assemblée nationale a chargé sept de ses membres, savoir:

Son vice-président, le baron d'*Andrian*, de l'Autriche, son premier secrétaire, le docteur *Jucho*, de Francfort sur Mein, les députés: *Franke* du Schleswig-Holstein, le docteur *Heckscher* de Hambourg, *Raveaux* de la Prusse rhénane; de *Rotenhan* de la Bavière, de *Saucken-Tarputschen* de la Prusse, de porter respectueusement à la connaissance de V. A. I. ces événements.

Le président de l'Assemblée nationale s'acquitte de la mission qui lui a été confiée en remettant à la députation sus-nommée, pour les offrir à V. A. I., les présentes et leur annexe. Il ne fait qu'obéir à la voix de son cœur en exprimant à cette occasion la joyeuse confiance qu'il éprouve de voir confiée pour l'avenir le plus prochain la direction des affaires de l'Allemagne à un prince qui, plus que tous les autres, a su exprimer publiquement, par des paroles dont le souvenir est ineffaçable, le besoin de l'unité et de la concorde pour notre patrie allemande.

Que V. A. I. daigne agréer nos respectueux hommages avec sa bienveillance accoutumée. Francfort s. M. le 29 juin 1848.

Le président de l'Assemblée nationale constituante,

H. Gagern.
Soiron. *Andrian.*

XV.

*Adresse de la Diète fédérale germanique, à
S. A. I. l'archiduc Jean d'Autriche à l'occasion
de son élection aux fonctions de vicaire de
l'Empire, en date du 29 juin 1848.*

(Traduction).

*67e séance de la Diète germanique, tenue le 29
juin 1848.*

Par suite de l'élection d'un vicaire de l'Empire, à laquelle a procédé aujourd'hui l'Assemblée nationale, la Diète a décidé d'adresser la lettre suivante à S. A. I. l'archiduc Jean d'Autriche :

„Sérénissime archiduc,

„V. A. I. vient d'être élu solennellement par l'Assemblée nationale allemande vicaire de l'empire d'Allemagne, notre grande patrie.

„La Diète germanique partage avec toute la nation le respect pour V. A. I. et les généreux sentimens patriotiques qui se rattachent à ce grand événement, ainsi que la ferme confiance que ce choix sera une source de prospérité et la meilleure garantie pour l'unité, la force, l'honneur et la liberté de toute notre patrie. Elle s'empresse d'exprimer à V. A. I. cette conviction et ces sentimens à titre de félicitations.

„Les plénipotentiaires des gouvernemens allemands réunis à la Diète éprouvent une satisfaction toute particulière de pouvoir donner à V. A. I. l'assurance que, déjà avant la clôture de la discussion sur l'établissement d'un pouvoir central provisoire, ils avaient été autorisés par leurs gouvernemens à se déclarer pour l'élection de V. A. I. à d'aussi hautes fonctions.

„Dans cette époque aussi mémorable que grave, la Diète germanique désire ardemment que V. A. I. réponde le plus tôt possible à la confiance qui lui est témoignée de toute part en acceptant la haute dignité à laquelle elle a été appelée, et qu'elle nous confirme dans l'espoir que la Providence va ouvrir pour la grande nation allemande une nouvelle ère de salut et de grandeur.

La Diète germanique, et en son nom :

Le président, Chevalier de Schmerling.
Francfort, 29 juin 1848.“

† L'Assemblée nationale, dans sa séance du 1er juillet, arrêta d'inviter le gouvernement autrichien d'ordonner les élections arriérées de Bohême pour l'Assemblée nationale constituante de l'Allemagne et d'assurer ce gouvernement de tout l'appui de l'Assemblée pour consolider les intérêts l'Allemagne.

XVI.

Réponse de l'Archiduc Vicaire à l'adresse de la Diète fédérale, communiquée dans sa séance du 6 juillet 1848.

(Traduction.)

M. le président chevalier de Schmerling!

J'ai à Vous présenter mes sincères remerciements pour l'ouverture que Vous m'avez adressée en date du 29 dernier au nom de la Diète fédérale allemande, et à Vous prier de vouloir bien être l'interprète de mes sentiments auprès de cette illustre Assemblée. La confiance dont tous les gouvernements allemands, en vertu des autorisations délivrées à leurs plénipotentiaires à Francfort, ont honoré ma personne, ce dont j'apprécie parfaitement l'expression, m'élève et me fortifie pour mon entrée dans la difficile mission que m'attribuent, dans une si belle entente, les princes et les peuples de l'Allemagne. S'il m'était donné pendant l'exercice de mes fonctions, de pouvoir concourir à jeter les fondements d'une Allemagne unie à l'intérieur et forte vers l'extérieur et de ne voir s'attacher à mon vicariat de l'Empire que des souvenirs de paix morale et matérielle et d'heureuse concorde dans toutes les contrées de notre chère et grande patrie commune, je regarderais comme le plus beau jour de ma vie celui, où, non sans un grave combat en réfléchissant à mes forces défectueuses, je me suis décidé à les accepter. Recevez, M. le président, pour Vous et pour tous vos collègues à la Diète, l'assurance de ma haute et sincère estime. Vienne le 6 juillet 1848.

Signé: *Jean,*

XVII.

*Inauguration de l'archiduc vicair le 12
juillet 1848.*

A. Allocution de M. de Gagern, président de l'Assemblée nationale à S. A. I. l'archiduc vicair lors de sa reception à l'hôtel de sa résidence à Francfort.

(Traduction.)

Monseigneur l'archiduc-vicair! L'Assemblée nationale m' a chargé de saluer V. A. I. en son nom à la tête de cette deputation pour votre arrivée. Il m'est permis de donner des paroles au sentiment universel de reconnaissance qu'inspire la resolution heureusement accélérée de V. A. I. de vouloir se charger du pouvoir executif provisoire de l'Allemagne, qui lui a été légalement transmis. Toute l'Allemagne se réunit dans ce sentiment. Elle voit dans la magnanime résolution de V. A. I. immédiatement suivie par sa mise en oeuvre, le gage d'un glorieux avenir. Nous devons supposer, qu'il est dans l'intention de V. A. I. de se présenter à l'Assemblée et de s'y inaugurer par un acte solennel dans la haute dignité de vicair de l'Empire; il est aussi dans les fins de notre mission, de venir entendre respectueusement à cet égard les vœux de V. A. I.

S. A. I. L'archiduc répondit:

„Je vous remercie, Messieurs, de votre accueil. Lorsque je reçus la nouvelle du choix du peuple allemand, j'étais étonné de ce que ma grande patrie, la grande Allemagne, avait pensé à moi, simple particulier, dans mes vieux jours. Il est des appels qui ne permettent pas qu'on hésite, dans quelque situation ou relation qu'on se trouve. A l'appel de la patrie, il faut lui devouer ses dernières forces, ses derniers jours. C'est pourquoi j'ai accepté la vocation d'achever avec vous votre grande et sainte oeuvre. Me voilà donc, je suis des vôtres!“

B. Allocution du président de l'Assemblée à l'archiduc vicair, dans le sein de l'Assemblée.

A partir de ce jour, où s'unissent les nouveaux pouvoirs constitués de l'Allemagne, commence une nouvelle ère pour notre histoire.

Illustrissime archiduc! Soyez le bien-venu dans le sein de cette assemblée, qui a promis à la patrie de seconder par tous les moyens en son pouvoir V. A. I. dans l'importante mission qui Vous a été confiée. Le gouvernement du Vicaire de l'Empire peut compter sur l'appui de l'Assemblée nationale dans tout ce qui sera de nature à fortifier la lien de l'unité, à assurer la liberté du peuple, à rétablir l'ordre public, à relever la confiance, à augmenter la prospérité publique. Le peuple allemand reconnaît avec gratitude le patriotisme et le dévouement de V. A. I. Mais il désire aussi que Vous Vous consacriez tout entier et sans réserve à ses intérêts. Que V. A. I. me permette de faire donner lecture de la loi sur l'établissement du pouvoir central provisoire.

(M. le secrétaire Biedermann donne lecture de la loi; M. le président continue.)

Je prie V. A. I., au nom de l'Assemblée nationale, de déclarer au sein de cette assemblée que Vous voulez observer et faire observer cette loi pour la gloire et le bonheur de la patrie.

Le vicaire de l'Empire a répondu :

„Messieurs,

L'empressement que j'ai mis à venir au milieu de vous, vous prouvera de la manière la plus évidente tout le prix que j'attache à la dignité de vicaire de l'Empire, qui m'a été conférée, ainsi qu'à la confiance que m'ont témoignée à cette occasion les représentants du peuple allemand. En commençant les fonctions de vicaire, je déclare d'office que j'observerai et ferai observer pour la gloire et le bonheur de la patrie allemande, la loi sur l'établissement d'un pouvoir central provisoire, dont il vient de m'être donné lecture. Je déclare en même temps que je me vouerai tout entier et sans réserve à ce poste et que je prierai sans tarder l'empereur de me décharger du poste de substitut de S. M. après l'ouverture de la diète à Vienne, fonctions que j'ai promis de remplir.

(Ces paroles ont été couvertes d'acclamations, qui se sont renouvelées lorsque S. A. I. ajouta : Une fois qu'on a pris la résolution, il faut s'y devouer entièrement, c'est à dire à la nation allemande.)

XVIII.

Protokoll der 71. und letzten Sitzung der Bundes-Versammlung vom 12ten Juli 1848, behufs Uebertragung der Befugnisse und Pflichten derselben an die provisorische Centralgewalt.

(Bundes-Protoc. p. 753.)

Präsidium eröffnete die heutige Plenar-Versammlung mit der Anzeige dass Se. Kais. Hoh. der durchlauchtigste Herr Erzherzog Reichsverweser die hohe Würde eines Regenten Deutschlands in einer diesen Vermittag stattfindenden feierlichen Sitzung der deutschen National-Versammlung antreten werde und die Bundes-Versammlung in Folge dessen Se. Kais. Hoheit durch eine an Höchst dieselben zu entsendende Deputation geziemend einzuladen hätte, nach Beendigung jener Feierlichkeit in ihrer Mitte erscheinen zu wollen, um die Ausübung der verfassungsmässigen Befugnisse und Verpflichtungen, welche der Bundes-Versammlung zugestanden haben und nunmehr Namens der deutschen Regierungen auf die provisorische Centralgewalt zu übertragen, beziehungsweise in die Hände Sr. kaiserl. Hoheit als Verweser des deutschen Reiches zu legen sein werden, mit der von der Bundes-Versammlung als Organ dieser Regierungen gleichzeitig abzugebenden Zusicherung entgegenzunehmen, dass dieselben der Centralgewalt ihre Mitwirkung zu allen Verfügungen, welche Deutschlands Macht im Innern, wie nach Aussen begründen und befestigen sollen, freudig bieten werden.

Diesem Präsidial-Antrage wurde *allseitig* beigestimmt und sonach *beschlossen*:

Zu geeigneter Stunde eine Deputation an Se. kaiserl. Hoh. den Herrn Erzherzog Reichsverweser zu senden.

Hierauf wurden die Einleitungen besprochen, welche behufs der Geschäfts-Uebergabe an die Organe der provisorischen Reichs-Central-Gewalt erforderlich sein werden, und ward in Folge dieser Berathung der *einhellige Beschluss* gefasst:

Das Präsidium zu ermächtigen, nicht nur bezüglich dieser Uebergabe, sondern auch bis zur Beendigung derselben alle nöthigen Verfügungen zu treffen, welche ein ununterbrochener Gang der bisherigen laufenden Verwaltungs-Geschäfte der Bundes-Versammlung nöthig machen wird.

XVIII.

Protocole de la 71^e et dernière Séance de la Diète germanique de 1848, tenue le 12 juillet de cette année, à l'effet de la transmission de ses droits et devoirs au pouvoir central provisoire.

(Traduction.)

A l'ouverture de la séance de ce jour le président annonça que S. A. I. Mgr. l'archiduc vicaire de l'Empire devant, dans une séance solennelle de l'Assemblée nationale de ce matin, assumer les hautes fonctions de Vicaire de l'Empire, la Diète, en conséquence, aurait à inviter S. A. I., par une députation, de vouloir, à l'issue de cette solennité, se rendre dans son sein à l'effet de recevoir l'exercice des attributions et devoirs constitutionnels appartenant à la Diète et qui dès-ce moment doivent, au nom des gouvernements allemands, être transmis au pouvoir central provisoire et placés dans les mains de S. A. I. comme vicaire de l'Empire allemand, et de l'assurer en même temps, comme organe de ces gouvernements, de leur sincère concours à toutes les dispositions du pouvoir central qui tendront à fonder la puissance de l'Allemagne à l'intérieur comme à l'extérieur.

Cette proposition présidentielle ayant réuni tous les suffrages, il fut *arrêté* :

D'envoyer à l'heure convenable une députation à S. A. I. le vicaire de l'Empire.

Passant ensuite à la discussion des préparatifs nécessaires pour le transfert des affaires aux agents du Pouvoir central provisoire, on *arrêta* de même :

d'autoriser le président de prendre toutes dispositions nécessaires nonseulement pour opérer ledit transfert, mais aussi pour que jusqu'à ce qu'il ait été consommé, ne pas laisser en souffrance le cours des affaires d'administration ordinaires de la Diète.

Nachdem die Sitzung für eine Stunde unterbrochen worden war, wurde dieselbe um 11½ Uhr fortgesetzt, wo Se. kaiserl. Hoheit, von der Bundestage-Deputation geführt, in festlichem Geleite erschienen, und von der Bundes-Versammlung und der Militair-Kommission feierlich empfangen wurden.

Der durchlauchtigste Reichsverweser nahmen hierauf den für Höchstdieselben bestimmten Platz ein und wurden durch nachstehende Anrede des Herrn Präsidirenden der Bundesversammlung begrüßt:

„Durchlauchtigster Herr Erzherzog Reichsverweser! Die National-Versammlung, die Vertreter des Volkes, hat E. k. H. dem ihr erwählten Reichsverweser eben erst in feierlicher Stunde ihre Huldigung dargebracht. Mit lautem Jubel hat sie ausgesprochen, dass sie Deutschlands Recht und Deutschlands Freiheit, die Unabhängigkeit, die Ehre und die Macht des deutschen Volkes Ew. kais. Hoheit vertraue. Die Bundes-Versammlung war es, die Sie, erlauchter Prinz, an dem denkwürdigen Tage Ihrer Wahl auch im Namen der deutschen Regierungen als Reichsverweser freudig begrüste. Sie sah ihre Wünsche erfüllt, indem Ew. kais. Hoheit das Amt eines Reichsverwesers anzunehmen erklärt haben, und mit grosser Befriedigung hat sie es vernommen, dass Sie, hoher Fürst, auf den Ausdruck des Vertrauens, womit sämmtliche deutsche Regierungen Ihnen entgegen kamen, den entschiedensten Werth legten. Ew. kaiserl. Hoheit treten an die Spitze der provisorischen Centralgewalt, jener Gewalt, geschaffen auf den Wunsch des deutschen Volkes, um für die allgemeine Sicherheit und Wohlfahrt des deutschen Bundesstaates zu sorgen, seine bewaffnete Macht zu leiten und seine völkerrechtliche Vertretung auszuüben. Nach der Verfassung Deutschlands war die Bundesversammlung berufen und verpflichtet, die Sicherheit und Unabhängigkeit Deutschlands zu wahren, den Bund in seiner Gesamtheit vorzustellen und das beständige Organ seines Willens und Handelns zu sein; sie war berechtigt, für die Aufrechterhaltung friedlicher und freundschaftlicher Verhältnisse mit den auswärtigen Staaten Sorge zu tragen, Gesandte von fremden Mächten anzunehmen und an sie im Namen des Bundes Gesandte abzuordnen, Unterhandlungen für den Bund zu führen und Verträge für denselben abzuschliessen. Der Bundes-Versammlung war es übertra-

Après une interruption d'une heure, la séance a été reprise à 11 h. et demie et S. A. I., conduite par la députation de la Diète *) en grand cortège, fut reçu par l'Assemblée fédérale et par la commission militaire.

Le sérénissime vicaire de l'Empire alla occuper la place qui lui était réservée et M. le président lui adressa la discours qui suit :

„Illustrissime seigneur archiduc vicaire de l'empire!

„L'Assemblée nationale, représentant le peuple allemand, vient d'offrir solennellement ses hommages à V. A. I. qu'elle a élue vicaire de l'empire. Elle a déclaré avec une vive allégresse qu'elle remettait entre vos mains les droits, la liberté de l'Allemagne, l'indépendance, l'honneur et la puissance du peuple allemand.

„Illustrissime prince! C'est avec joie que, le jour mémorable de votre élection, la diète vous a salué vicaire de l'empire au nom de tous les gouvernements allemands. Elle a vu ses vœux se réaliser quand elle a su que V. A. I. avait déclaré vouloir accepter les fonctions de vicaire de l'empire, et elle a été vivement satisfaite d'apprendre que V. A. I. attachait un très grand prix à la confiance que tous les gouvernements allemands vous ont témoignée. V. A. I. est placée à la tête du pouvoir central provisoire, de ce pouvoir créé sur le vœu du peuple allemand pour veiller à la sûreté et à la prospérité générale de l'état fédéré allemand, pour diriger sa force armée et pourvoir à la représentation internationale de l'Allemagne.

„D'après la constitution de l'Allemagne, la diète avait pour mission de sauvegarder la sécurité et indépendance de notre patrie, de représenter la confédération dans sa totalité et d'être l'organe constant de sa volonté et de ses actes; elle était autorisée à maintenir des relations pacifiques et amicales avec les états étrangers, à admettre auprès d'elle des ministres de puissances étrangères, à déléguer auprès de ces dernières des envoyés au nom de la confédération, à conduire des négociations et à conclure des traités pour celle-ci.

„La diète était chargée de prendre et de surveiller les dispositions concernant les affaires militaires de la

*) C'était le président et M. M. les envoyés de Saxe, de Hanovre, de Wurtemberg et des villes libres.

gen, die auf das Militärwesen des Bundes Bezug habenden militärischen Einrichtungen und die zur Sicherstellung seines Gebietes erforderlichen Vertheidigungs-Anstalten zu beschliessen und zu überwachen, über Krieg und Frieden zu entscheiden. Die Bundes-Versammlung überträgt Namens der deutschen Regierungen die Ausübung dieser ihrer verfassungsmässigen Befugnisse und Verpflichtungen an die provisorische Centralgewalt, sie legt sie insbesondere mit dem Vertrauen in die Hände Ew. kaiserl. Hoheit, als des deutschen Reichs-Verweser, dass für die Einheit, die Macht und die Freiheit Deutschlands Grosses und Erfolgreiches erzielt werde, dass Ordnung und Gesetzlichkeit bei allen deutschen Stämmen wiederkehre und dass das deutsche Volk der Segnungen des Friedens und der Eintracht dauernd sich erfreue. Die deutschen Regierungen, die nur das wohlverstandene Interesse des Volkes kennen und beachten, sie bieten freudig die Mitwirkung zu allen Verfügungen der Centralgewalt, die Deutschlands Macht nach Aussen und im Innern begründen und befestigen sollen. Mit diesen Erklärungen sieht die Bundes-Versammlung ihre bisherige Thätigkeit als beendet an, und die Gesandten erneuern den Ausdruck ihrer persönlichen Huldigung für Ew. kais. Hoheit den deutschen Reichsverweser. Frankfurt, 12. Juli 1848.

Diese Anrede geruhten Sr. kais. Hoheit in nachstehenden Worten zu erwidern;

„Hochgeehrte Versammlung! Indem ich heute das wichtige Amt eines Reichsverwesers antrete, kann ich nicht umhin, in Gegenwart dieser hohen Versammlung meinen Dank auszudrücken für das Vertrauen, welches mir sämtliche deutsche Regierungen durch ihr Organ bei dem Anlasse meiner Wahl zu diesem wichtigen Amte zu erkennen gegeben haben. Die Art und Weise, mit welcher die hohe Bundes-Versammlung mich an dem denkwürdigen Tage meiner Wahl im Namen der deutschen Regierungen als Reichsverweser zu begrüßen sich beeilt hat, verdient meine besondere dankbare Anerkennung. Ich übernehme nunmehr die von der Bundes-Versammlung Namens der deutschen Regierungen an die provisorische Centralgewalt übertragene Ausübung ihrer bisherigen verfassungsmässigen Befugnisse und Verpflichtungen mit dem Vertrauen auf die thätige Mitwirkung der Regierungen zu allen Verfügungen der Centralge-

confédération et les mesures de défense nécessaires pour la sauvegarde de son territoire, de décider de la guerre et de la paix.

„La diète remet, au nom des gouvernemens allemands, au pouvoir central provisoire l'exercice de ces attributions constitutionnelles; elle les remet entre les mains de V. A. I. avec le ferme espoir que de grands résultats seront obtenus pour l'unité, la puissance et la liberté de l'Allemagne, que l'ordre et la légalité renaîtront dans tous les états allemands et que le peuple allemand jouira d'une manière durable de la paix et de la concorde.

„Les gouvernemens allemands, qui ne connaissent et n'apprécient que les intérêts bien entendus du peuple, s'empressent d'offrir leur concours pour toutes les dispositions du pouvoir central, qui doit fonder et consolider la puissance de l'Allemagne au dedans et au dehors.

„Cette déclaration est le dernier acte de la Diète germanique, qui cesse maintenant ses fonctions. Les envoyés réitérent l'expression de leur hommage personnel pour V. A. I. vicair de l'empire.

„Francfort, le 12 juillet 1848.“

L'archiduc a fait à cette adresse la réponse suivante:

„Haute assemblée: En commençant aujourd'hui les importantes fonctions de vicair de l'Empire, je ne puis m'empêcher d'exprimer en présence de cette haute assemblée mes remerciemens pour la confiance que m'ont témoignée par son organe tous les gouvernemens allemands à l'occasion de mon élection à cette importante dignité. L'empressement qu'a mis la Diète à me féliciter au nom des gouvernemens allemands le jour mémorable de mon élection mérite toute ma gratitude. J'accepte les attributions constitutionnelles dont a été chargée jusqu'ici la Diète et qu'elle vient de remettre au pouvoir central au nom des gouvernemens allemands; en les acceptant, je compte sur le concours actif des gouvernemens pour toutes les mesures du pouvoir central, qui doit consolider la puissance de l'Allemagne au dedans et au dehors. Je vois dans cette confiance une sûre garantie pour la prospérité future de l'Allemagne.

304. *Actes relatifs aux relations politiques etc.*

walt, die Deutschlands Macht nach Aussen und im Innern erstarken und befestigen soll. In diesem Vertrauen erblicke ich eine sichere Bürgschaft für Deutschlands künftige Wohlfahrt.“

XIX.

Lettre de S. M. le roi de Hanovre à S. A. I. l'archiduc Jean d'Autriche, en date de Hanovre le 7 juillet 1848.

(Archiv. u. neuest. Gesch. Deutschlands. Hannover 1848 I. n. XLV. p. 215.)

Durchlauchtigster Fürst, freundlich lieber Vetter!
Die von der Deutschen Nationalversammlung zu Frankfurt a. M. den 29. des verwichenen Monats vorgenommene und auf Eure Kaiserliche Hoheit gefallene, von der Bundesversammlung bereitwillig genehmigte Wahl eines Reichsverwesers für Deutschland gewährt mir die Veranlassung, Eurer Kaiserlichen Hoheit mit Meinem aufrichtigsten Glückwunsche zu dem in dieser Wahl niedergelegten Beweise der Liebe und des Vertrauens des Deutschen Vaterlandes zugleich die angelegentliche Bitte auszusprechen, dass Eure Kaiserliche Hoheit durch die Ihrerseits dem Vaterlande bewährten Gesinnungen der Anhänglichkeit und Hingebung Sich bestimmt sehen mögen, jene Meinen persönlichen Wünschen wie der E. Kaiserl. Hoh. Meinerseits gewidmeten aufrichtigsten Hochachtung und Freundschaft völlig entsprechende Wahl anzunehmen, und durch die Uebernahme dieses hochwichtigen Reichsverweser-Amtes dem gesammten Deutschlande eine Beruhigung zu gewähren, deren dasselbe nach einer alle seine Theile berührenden tiefen Erschütterung so dringend bedarf. Um Eur. Kaiserl. Hoh. näher darzulegen, wie aufrichtig dieser Wunsch mich beseelt, habe ich den Vorstand Meines Kriegs-Ministerii und Chef des General-Stabs, General-Major Prott, beauftragt, E. Kais. Hoh. das gegenwärtige Schreiben persönlich zu überbringen, und bitte Eu. Kais. Hoh. Meinem genannten ausserordentlichen Abgesandten und Bevollmächtigten in allen Stücken vollen Glauben, vornehmlich aber in der von ihm zu erneuernden Versicherung den aufrichtigsten Ergebenheit und vollkommensten Hochachtung beizumessen, mit welcher ich verbleibe Eurer Kaiserlichen Hoheit
freundwilliger Vetter
Ernst August.

Réponse de S. A. I. l'archiduc Vicaire de l'Empire à S. M. le Roi de Hanovre en date de Francfort le 13 juillet 1848.

(Ibid. p. 216.)

Eure Majestät! Im Königlichen Schlosse zu Dresden auf meiner Durchreise daselbst habe ich aus den Händen des General-Majors Prött das Schreiben vom 7. d. M. zu erhalten die Ehre gehabt, worin Eur. Maj. Höchst-dero wohlwollende Beistimmung zu der auf mich gefallenen Wahl eines Deutschen Reichsverweisers und den Wunsch auszusprechen geruheten, dass ich diesem Rufe Folge leisten möge. Es wird bereits zu Eur. Maj. Kenntniss gekommen sein, dass ich — gestützt auf die durch das Organ der Bundesversammlung an mich gelangte Versicherung, wonach sämtliche Deutsche Fürsten den gleichen Wunsch hegen, — keinen Augenblick gezögert habe, der an mich ergangenen Aufforderung zu entsprechen, so wenig ich mir auch verhehlen konnte, dass das von mir übernommene und so eben angetretene Amt ein hoch verantwortliches und unter den dermaligen Zeit-Verhältnissen höchst schwieriges sei. Es erübrigt mir daher nur, Eu. Maj. Meinen tiefgefühlten Dank für Höchst-dero wohlwollende Gesinnungen mit der ergebensten Versicherung auszudrücken, dass ich im Vertrauen auf Eu. Maj. und der übrigen Deutschen Fürsten thatkräftige Mitwirkung an dem glücklichen Vollbringen des grossen Werkes, das unternommen werden soll, nicht zweifle, und den Erwartungen zu entsprechen hoffe, welche die Fürsten und Völker Deutschlands von Meiner zeitweiligen Amtsführung hegen. Genehmigen Eu. Maj. nebst dem Ausdrücke dieser Gesinnungen auch die Versicherung der tiefsten Verehrung, mit welcher ich zu beharren die Ehre habe

Eurer Majestät dienstwilliger Freund und Vetter
Johann.

XX.

Proclamation de l'archiduc Vicaire de l'Empire au peuple allemand, du 15 juillet 1848.

(Traduction.)

Allemands! Vos représentants, réunis à Francfort, m'ont élu vicaire de l'empire d'Allemagne.

C'est au milieu d'acclamations pleines de confiance,

de cordiales salutations que j'ai reçues partout et qui m'ont profondément touché, que j'ai pris la direction du pouvoir central provisoire pour notre patrie. Allemands! Après des années d'oppression, vous allez jouir d'une liberté pleine et entière. Vous la méritez, car vous y avez aspiré avec courage et avec persévérance. Elle ne vous sera jamais ravie, car vous saurez la sauvegarder.

Vos représentants achèveront l'oeuvre de la constitution de l'Allemagne. Attendez-la avec confiance. C'est un édifice dont la construction exige beaucoup de circonspection et un véritable patriotisme. Il durera alors ferme et solide comme vos montagnes.

Allemands! Notre patrie a de graves épreuves à subir. Elle saura en triompher. Vos routes, vos fleuves reprendront de la vie, votre amour du travail retrouvera une sphère d'activité, votre bien-être augmentera si vous avez confiance dans vos représentants, si vous avez confiance en moi que vous avez élu pour rendre avec votre concours l'Allemagne unie, libre et puissante! Mais n'oubliez pas que la liberté, pour prendre racine, doit être protégée par l'ordre et la légalité. Joignez-vous à moi pour les faire renaître partout où ils ont reçu des atteintes. J'opposerai tout le poids des lois aux tentatives criminelles et à l'anarchie. Le citoyen allemand doit être protégé contre tout acte coupable.

Allemands! Laissez-moi espérer que l'Allemagne jouira d'une paix non-interrompue. La conserver, c'est là mon devoir le plus sacré. Mais si l'honneur allemand, si le droit allemand devait courir quelque danger, la brave armée allemande saura combattre et vaincre pour la patrie.

Francfort s. M., le 15 juillet 1848.

Le vicaire de l'empire, Archiduc Jean.

Les ministres de l'empire,

Schmerling. Peucker. Heckscher.

XXI.

Circulaire de l'envoyé président de la Diète fédérale adressée, aux ministres et chargés d'affaires étrangers accredités près la Diète, relative à la clôture de l'activité de la Diète, en date du 12 juillet 1848.

(Quellensamml. d. deutsch. öffentl. Rechts. II. 4. p. 17)

Die auf Veranlassung der deutschen Regierungen aus freier Volkswahl hervorgegangene und in Frankfurt a. M. versamelte Nationalversammlung hat durch das hier im Abdruck mitfolgende Gesetz eine provisorische Centralgewalt gegründet, welcher bis zur Einführung einer gemeinsamen Verfassung für die Gesamtheit der zu Deutschland gehörigen Staaten die Leitung der öffentlichen Angelegenheiten nach Maassgabe des erwähnten Gesetzes anvertraut worden ist. Durch die hierauf von der deutschen Nationalversammlung in ihrer Sitzung vom 20. v. M. vorgenommene Wahl eines Reichsverwesers wurde Sr. Kaiserl. Hoheit der durchlauchtigste Herr Erzherzog Johann von Oesterreich zu dieser hohen Würde berufen, welcher dieselbe auch nach ihm zugesicherter Zustimmung sämtlicher deutschen Regierungen angenommen und am heutigen Tage in feierlicher Sitzung der Nationalversammlung angetreten hat. Die über den Akt der Wahl, sowie über die erfolgte Uebernahme der Centralgewalt, stattgefundenen Veröffentlichungen liegen hier bei. In Folge dieses letztern Aktes hat auch die Bundesversammlung die ihr verfassungsmässig zustehenden Befugnisse und Verpflichtungen Namens der von ihr vertretenen Regierungen auf die für Deutschland eingesetzte provisorische Centralgewalt übertragen, beziehungsweise in die Hände Sr. Kaiserl. Hoheit des Herrn Erzherzog-Reichsverwesers niedergelegt, womit sie ihre bisherige Thätigkeit als beendet ansieht. Indem der Unterzeichnete sich beehrt, Sr. Excellenz dem ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister einen Abdruck des über diesen feierlichen Vorgang aufgenommenen Protokolls zu überreichen, verbindet er damit die erneuerte Versicherung seiner ausgezeichneten Hochachtung, etc.

XXII.

*Circulaire de l'archiduc Vicaire de l'Empire
aux Gouvernements de la confédération ger-
manique, du 15. juillet 1848.*

(Ibid. p. 5. — Traduction.)

Le vicaire de l'empire, archiduc Jean d'Autriche, élu, aux termes de la loi du 28 juin 1848, par l'assemblée nationale à Francfort s. M., a pris, à partir du 12 juillet 1848, la direction du pouvoir central provisoire, et a procédé le 15 du même mois à la formation du ministère de l'empire, et en premier lieu à celui: 1^o pour les affaires étrangères; 2^o pour les affaires de l'intérieur; 3^o pour le département de la guerre et 4^o pour celui de la justice.

En conséquence, le pouvoir central provisoire a commencé, en vertu de la susdite loi, l'exercice des attributions indiquées dans la loi du 28 juin 1848. Le pouvoir central provisoire connaît exactement les limites des droits et des pouvoirs qui lui sont conférés; il se renfermera dans ces limites, en n'exerçant le pouvoir exécutif que dans les affaires qui se rattachent à la sécurité et à la prospérité générale de l'état fédéré allemand. Le pouvoir central provisoire reconnaît qu'il a pour tâche de travailler à ce que l'unité allemande soit établie par voie pacifique et que l'Allemagne devienne forte et indépendante au dehors. En tendant vers ce but, il compte fermement sur la coopération active de tous les gouvernements qui s'uniront à lui dans le vif désir d'assurer au peuple allemand les bienfaits de la liberté, de l'indépendance et de la paix. Pour ce qui est des mesures exécutives, le pouvoir central provisoire agira, autant que possible, de concert avec les plénipotentiaires des gouvernements respectifs. Il désire que ces plénipotentiaires près le pouvoir central provisoire soient nommés le plus tôt possible pour pouvoir se mettre en rapport avec eux.

Le pouvoir central provisoire désire être instruit de la manière la plus étendue des besoins des gouvernements et des peuples allemands, pour autant qu'ils rentrent dans sa sphère d'action fixée par la loi du 28 juin

1848; il compte en ceci sur de franches communications que lui, de son côté, s'attachera à faire dans ses actes.

Francfort s. M., le 15 juillet 1848.

Archiduc Jean,

Signé: *Schmerling*,

ministre de l'empire pour l'intérieur.

XXIII.

Circulaire du Ministère de la guerre du pouvoir central, adressée, en date du 16 juillet 1848, aux ministères de la guerre respectifs des gouvernements allemands.

(Ib. p. 9. — Traduction.)

Le vicaire de l'empire, archiduc Jean d'Autriche, appelé à ces hautes fonctions par l'assemblée constituante allemande aux termes de la loi du 28 juin 1848, a pris le 12 de ce mois la direction du pouvoir central provisoire pour l'Allemagne. Le 15, il a formé son ministère et nommé ministre de la guerre le sousigné général-major prussien Edouard de Peucker. L'archiduc vicaire de l'empire a déjà adressé une lettre de notification relative à la constitution du pouvoir central provisoire à tous les gouvernements allemands. Mais comme l'expédition de cette lettre pourrait éprouver quelque retard par l'absence actuelle du vicaire de l'empire, le sousigné ministre de l'empire pour le département de la guerre a l'honneur de porter sa nomination à la connaissance du ministère de la guerre, et d'y ajouter que le pouvoir central provisoire pour l'Allemagne compte dans l'exercice de ses fonctions, qui lui ont été assignées par la loi du 28 juin 1848, sur la coopération franche et active de tous les gouvernements allemands.

Le sousigné ministre de la guerre a par conséquent l'honneur d'inviter dès à présent les ministères de la guerre respectifs à se mettre immédiatement en rapport avec lui pour toutes les affaires rentrant dans la sphère du ministère de la guerre de l'empire, à en joindre aux troupes relevant de leur département d'exécuter de suite les ordres qui, dans des cas pressants, leur seront transmis directement par le ministère de la guerre de l'empire. Ce dernier recevra avec la plus sincère gratitude toutes les communications qui le mettront à

même de connaître aussi exactement que possible la situation et les besoins respectifs des divers corps des troupes allemandes fédérales, et désire qu'on réponde à l'entière et franche confiance avec laquelle il commence par la présente ses relations officielles. Comme l'archiduc vicaire de l'empire a pris aussi avec le pouvoir central provisoire la direction supérieure de toute la force armée allemande, le ministre de la guerre de l'empire se trouve dans l'obligation de demander que toutes les troupes fédérales allemandes soient informées solennellement de l'appel ci-joint, adressé au peuple allemand, et qu'il leur soit donné en même tems occasion à rendre publiquement hommage au vicaire de l'empire. Dans ce but, toutes les troupes allemandes fédérales devront être réunies sous les armes dans leurs garnisons respectives le dimanche, 6 août 1848, pour entendre la lecture de l'appel susmentionné, puis porter un triple vivat en signe d'hommage en l'honneur du vicaire de l'empire, et enfin tirer, s'il est possible, une triple salve d'artillerie.

A partir de ce jour, partout où la chose n'aurait pas encore eu lieu, les troupes fédérales porteront les couleurs allemandes, à savoir par des cocardes aux shakôs, des banderoles aux drapeaux.

Francfort s. M. le 16 juillet 1848.

Le ministre de la guerre de l'empire,
de Prucker.

† L'assemblée nationale, dans la séance du 19 juillet, arrête relativement au duché de Limbourg, que la réunion de ce pays au royaume des Pays-bas dans une même constitution et administration était incompatible avec la constitution fédérale; que l'arrêté de l'Assemblée nationale qui déclare toutes les constitutions particulières des pays allemands valables seulement en tant qu'elles se trouvent en harmonie avec la constitution générale de l'Allemagne, se rapporte aussi au Limbourg.

XXIV.

Propositions de la Prusse pour l'exécution des résolutions de l'Assemblée nationale du 28 juin 1848, concernant les plénipotentiaires des gouvernements particuliers résidant au siège du Pouvoir central provisoire, en date de Berlin le 17 juillet 1848.

(Actenst. z. N. G. D. p. 225.)

I. Um ein provisorisches Organ für die Verbindung zu schaffen, welche nach §. 14 des Beschlusses der Deutschen Nationalversammlung vom 28. Juni d. J. zwischen dem provisorischen Reichsverweser und den Regierungen Deutschlands bestehen soll, bestellen die letztern einen Rath von Bevollmächtigten, der seinen Sitz in Frankfurt a. M. haben wird.

II. Die Bestimmung dieses provisorischen Organs der Regierungen ist, sich mit dem Reichsverweser über alle in Folge des obgedachten Beschlusses vom 28. Juni zu treffenden Maassregeln zu verständigen und deren Ausführung durch die Einzelstaaten zu vermitteln.

III. Die Mitglieder dieses Collegiums heissen „Staaten-Bevollmächtigte“. Ihre Zahl beläuft sich in der Regel auf *Sieben*; unter Umständen (conf. §. VIII) *höchstens* auf *Elf*.

IV. In dem gedachten Collegium sind als Einheiten vertreten:

1) *Oestreich*, 2) *Preussen*, 3) *Baiern*, 4) *Königreich Sachsen* mit *Sachsen-Weimar*, sowie mit den Herzoglich Sächsischen, Fürstlich Schwarzburgischen und Fürstlich Reussischen Landen. 5) *Württemberg und Baden* mit den Fürstlich Hohenzollernschen Landen. 6) *Hannover* mit Oldenburg, Mecklenburg, Braunschweig, Holstein und Lauenburg, Schaumburg-Lippe und den freien Hansestädten Lübeck, Bremen und Hamburg. 7) *Die beiden Hessischen Hauptstaaten* mit *Hessen-Homburg*, *Nassau* und der freien Stadt *Frankfurt a. M.*

V. Die Frage mit welchen grösseren Staaten, unter den im vorhergehenden Paragraphen genannten, die Herzoglich Luxemburgsche und Herzoglich Limburgsche Regierung, die Herzoglich Anhaltischen und die Fürstlichen Regierungen von Lippe und Waldeck eine Einheit zu bilden haben, bleibt näherer Besprechung vorbehalten.

zu deren Herbeiführung die Erklärung dieser Regierungen sofort erwartet wird.

VI. Innerhalb der im §. IV von 4—7 aufgeführten Staaten-Einheiten wird dem an der Spitze stehenden grössten Staate von den übrigen ihre Vertretung durch einen gemeinschaftlichen Bevollmächtigten delegirt, insofern es für den Fall längerer Dauer dieser provisorischen Einrichtung nicht vorgezogen werden sollte, die Bestellung des Bevollmächtigten Zeitweise alterniren zu lassen, worüber eventuell eine nähere Verständigung unter den Betheiligten Statt zu finden hätte.

VII. Die Vertreter der gedachten Sieben-Staaten-Einheiten bilden einen Rath, welcher über die gemeinsamen, mit der provisorischen Centralgewalt zu verhandelnden Angelegenheiten der von ihnen vertretenen Regierungen nach Stimmenmehrheit Beschlüsse fasst.

VIII. Bei dergleichen Beschlussfassungen haben Oestreich und Preussen, jedes für Sich, drei Stimmen abzugeben, und können Sich, wenn Sie es nöthig finden, durch eben so viele Bevollmächtigte im Rathe vertreten lassen. Jede von den übrigen Kurien führt eine Stimme.

XXV.

Réponse du gouvernement de Hanovre aux demandes de plusieurs gouvernements du Nord de l'Allemagne relativement aux propositions en VIII Articles de la Prusse.

(Ibid. p. 227.)

Wir beehren Uns in Erwiderung auf das gewögentliche Schreiben vom 21. d. M. ergebenst zu bemerken, dass über die, auch hierher ergangenen Vorschläge der Königlich Preussischen Regierung, wegen Organisation eines provisorischen Rathes von Staaten-Bevollmächtigten, behuf der Verbindung zwischen der provisorischen Centralgewalt und den einzelnen Deutschen Bundesregierungen eine bestimmte Entschliessung von der hiesigen Regierung bislang nicht gefasst ist. Theils werden die in dem geehrten Schreiben angedeuteten Besorgnisse vor etwaigen Verwicklungen mit der Reichs-Executiv-Gewalt mehr oder minder auch hier getheilt, theils hat man über die in dem Projecte der hiesigen Regierung zugewissene Vertretung eines Theils der Norddeutschen

Staat eine Erklärung nicht abzugeben gewünscht, ohne des völligen Einverständnisses des Letztern hierunter zu-
vor versichert zu sein etc.

XXVI.

*Extrait d'une dépêche diplomatique adressée,
en date du 20 juillet 1848 au gouvernement
de Hanovre.*

(Ibid. p. 228.)

— — — Les autres Gouvernements restent hors de
question, et quoiqu'on n'osé pas encore le prononcer ou-
vertement, il est peu probable qu'aucun des Ducs et
même des Grandducs de l'Allemagne résistera au choc,
qui a failli bouleverser tout l'ordre politique de la pa-
trie. Comme le Hanovre est entouré d'un grand nom-
bre d'états d'un ordre inférieur il se pourra bien, que
Votre Majesté aura une bonne chance d'agrandir ses
états. — — —

XXVII.

*Réponse du gouvernement de Hanovre à la
dépêche ci-dessus, en date du 28 juillet.*

(Ibid.)

Se. Maj. der König haben von dem Inhalte des Be-
richts vom 20. d. M. mit Interesse Kenntniss zu nehmen
geruht. Allerhöchstieselben sind geneigt, in den dort
mitgetheilten Thatsachen einen neuen Grund zur Be-
lebung Ihrer Hoffnung zu finden, dass bei Begrün-
dung einer neuen Verfassung und Gesetzgebung für
Deutschland, wie die Zeit sie gebieterisch fordert, der
durch die bestehende Verfassung und durch die vor-
handenen Gesetze vorgezeichnete Weg nicht werde aus
den Augen verloren, und dass dabei insbesondere eine,
in dem Berichte vom 20. d. M. als *möglich bezeich-
nete unfreiwillige Beseitigung der Selbstständig-
keit der kleinern Deutschen Staaten* werde *vermie-
den werden*. Je bestimmter Se. Maj. für die Erhaltung
der Selbstständigkeit der Königlichen Lande, in dem
durch das Wohl der letzteren gebotenen Umfange Sich
ausgesprochen haben, und je gewisser Allerhöchstieselben
voraussetzen, dass die dem Gesamt-Interesse von
Deutschland hierunter darzubringenden Opfer nur im
Wege vertragmässiger Einigung werden herbeigeführt

werden dürfen, um so bereitwilliger erkennt der König an, dass *von den kleinern Deutschen Staaten der Fortbestand ihrer politischen Existenz mit gleichem Rechte verlangt werden darf*, und der König wird Seinerseits *nie* geneigt sein, in einschlagende Veränderungen zu willigen, die einen andern Grund als die freiwillige Zustimmung der Betheiligten haben möchten. Es wird den Absichten des Königs gemäss sein, wenn der Herr etc. ohne die Gelegenheit dazu geflissentlich hervorzurufen, vorkommenden Falls in diesem Sinne sich ausspricht.

Hannover etc.

Königliches Ministerium der auswärtigen
Angelegenheiten.

(gez.) *Bennigsen.*

† Dans la séance du 22 juillet 1848 l'Assemblée constituante arrêta, sur plusieurs propositions de la commission des affaires étrangères :

1^o Que le principe de la politique étrangère de l'Allemagne, de placer l'honneur et le droit de l'Allemagne au dessus de toute autre considérations, n'a pas besoin d'une reconnaissance particulière, puisqu'il le trouve gravé dans le coeur du peuple.

2^o De renvoyer au pouvoir central l'exécution de la proposition de porter sur la frontière des forces militaires pour, pouvoir tenir en échec les forces vis-à-vis desquelles elles pourraient se trouver placées ;

3^o De passer à l'ordre du jour sur les propositions d'alliances offensives et défensives à contracter.

4^o Que la reconnaissance de la république Française et l'envoi d'une mission diplomatique auprès d'elle s'entend de soi-même.

† Dans la séance de l'Assemblée nationale du 27 juillet 1848 elle arrêta, avec 342 contre 31 voix, sur les conclusions de sa commission :

1^o De reconnaître itérativement l'admission des parties du grand-duché de Posen dans la confédération, désignées par la Prusse, ainsi que celle de ses douze députés ;

2^o D'approuver provisoirement la ligne de démarcation établie par le général prussien de Pfuel à la réserve du résultat de recherches ultérieures à ordonner par le pouvoir central ;

3^o (Sur la proposition du Prince de Lichnowski) de déclarer au gouvernement prussien qu'on suppose qu'il garantirait dans toutes circonstances la nationalité des Allemands qui habitent la partie polonaise du grand-duché ;

4^o De passer à l'ordre du jour sur la 4^{ième} proposition de la commission, relative à la garantie des nationalités étrangères.

XXVIII.

Décret du Pouvoir central provisoire du 30 août 1848 relatif à ses rapports avec les gouvernements particuliers.

(Quellensammlung z. d. o. R. II. p. 5. — Traduction.)

La loi du 28 juin 1848 sur le pouvoir central provisoire fixe la sphère d'activité de ce dernier, tant pour ce qui concerne la direction supérieure de l'armée, que pour ce qui a trait aux rapports internationaux et à l'exécution du pouvoir exécutif dans toutes les affaires qui regardent la sécurité et la prospérité de l'état fédéré allemand.

Le paragraphe 14 de cette loi contient la disposition que pour ce qui est des mesures exécutives, le pouvoir central provisoire s'entendra, autant que possible, avec les plénipotentiaires des états particuliers.

Déjà le 15 juillet 1848, le pouvoir central a déclaré que dans l'exercice de ses attributions, il comptait fermement sur le concours de tous les gouvernements allemands, avec lesquels il ne poursuivait qu'un but commun, et que, comme il espérait à cet égard de franches communications, il chercherait toujours à s'y conformer.

Fidèle à cette déclaration, il croit devoir, maintenant que presque tous les gouvernements ont nommé des plénipotentiaires près le pouvoir central, se prononcer sur ses rapports vis-à-vis de ces derniers.

Le pouvoir central reconnaît toute l'importance de sa tâche; il sait qu'il ne peut s'en acquitter qu'en se montrant énergique et ferme dans ses dispositions, et que, tout en ayant égard aux prétentions légitimes des états particuliers, il doit aspirer avant tout à l'unité de l'Allemagne et la sauvegarder.

Les rapports du pouvoir central vis-à-vis des plénipotentiaires accrédités auprès de lui sont définis par ces principes. On y reconnaît que les plénipotentiaires peuvent avancer et faciliter l'exécution des décrets du pouvoir central, sans toutefois avoir la faculté d'exercer une action décisive sur les résolutions de ce dernier ou de diriger collectivement les affaires.

Par conséquent, le pouvoir central se réserve de se mettre, suivant les circonstances, en rapport immédiat avec les gouvernements des états particuliers et les or-

316 *Actes relatifs aux relations politiques etc.*

ganes qui les dirigent, et il compte que les gouvernements, à leur tour, agiront de même à son égard. Le pouvoir central s'adressera aussi dans d'autres circonstances aux plénipotentiaires seuls pour la mise en vigueur de mesures exécutives et recevra leurs communications par des voies convenables, quand cette marche lui paraîtra propre à accélérer les affaires.

Le pouvoir central aura soin de s'informer sans cesse, dans les rapports qu'il entretiendra avec les plénipotentiaires, des vœux et des besoins des différents états allemands et d'y avoir égard autant que cela sera compatible avec les intérêts généraux de l'Allemagne.

Francfort s. M., le 30 août 1848.

Le vicaire de l'empire, Archiduc Jean.

Le ministre de l'intérieur, *Schmerling*.

XXIX.

Note du conseil des ministres de Bavière, adressée au ministère de l'Empire, en date du 8 septembre 1848, portant appui du pouvoir central provisoire.

(Quellensammlung II. 1. p. 13.)

Das Gesamt-Staatsministerium des Königreichs Bayern erkennt in einer möglicherweise aus den Verhandlungen der Nationalversammlung über den Waffenstillstand mit Dänemark hervorgehenden Spaltung zwischen der Centralgewalt und einzelnen deutschen Regierungen die grösste Gefahr für das gesammte Vaterland, zu deren Abwendung Alles aufgeboten werden muss. Die bayerische Regierung erklärt demnach feierlich, dass sie nicht nur die Centralgewalt anerkenne und bereit sei, den Beschluss der Nationalversammlung vom 28ten Juni d. J. in allen Punkten zu vollziehen, sondern dass sie auch ausserdem alle ihre Kräfte aufbieten werde, um die Einheit Deutschlands in Verbindung mit dem constitutionell-monarchischen Princip der Einzelstaaten herzustellen, zu befestigen, und zur friedlichen Vermittelung der widerstrebenden Interessen auf jede mögliche Weise beizutragen. Die Centralgewalt möge zu diesem doppelten

Zwecke der aufrichtigsten Mitwirkung und kräftigsten Unterstützung Bayerns versichert sein.

München den 8ten September 1848.

Königl. bayerisch. Gesamt-Staatsministerium.

*Thon-Dittmar. Heintz. Lerchenfeld. Graf
Bray, Freiherr von Hohenhausen. Strauss.*

*Réponse du ministère de l'Empire à la note du
ministère de Bavière, ci-dessus, en date du 20
sept. 1848.*

(Ibid. p. 14.)

Das Reichsministerium hat mit ungetheilter Befriedigung die Erklärung des k. bayerischen Gesamt-Staatsministeriums vom 8ten September 1848 empfangen, worin dasselbe die Anerkennung der Centralgewalt und die Bereitwilligkeit, den Beschluss der Nationalversammlung vom 28ten Juni d. J. zu vollziehen, ausspricht, und beifügt, dass die k. bayerische Regierung alle ihre Kräfte aufbieten werde, um die Einheit Deutschlands in Verbindung mit dem constitutionell-monarchischen Princip der Einzelstaaten herzustellen, zu befestigen, und zur friedlichen Vermittelung der widerstrebenden Interessen auf jede mögliche Weise beizutragen. Das Reichsministerium erkennt in diesen Aussprüchen eine grosse Bürgschaft für die Gestaltung Deutschlands zu einem grossen mächtigen Reiche, es erwiedert die offene Erklärung mit der Zusicherung, dass das constitutionell-monarchische Princip der Einzelstaaten immer gewahrt sein werde. Das Reichsministerium ist erfreut, bei der grossen Aufgabe, die ihm geworden, der unterstützenden Mitwirkung der königlich bayerischen Regierung sicher zu sein.

Frankfurt am 20ten September 1848.

Das Reichsministerium.

XXX.

*Circulaire du ministre des relations extérieures
du pouvoir central provisoire de l'Allemagne
aux ministères des affaires étrangères des Etats
allemands, en date du 20 septembre 1848.*

(Actenst. z. N. S. H. Gesch. II, N. III. Heft. Beil. 9.)

Die Umstände, unter welchen der Waffenstillstand von Malmö zu Stande kam, die Zerwürfnisse, die er

zur Folge hatte, und andere nachtheilige Erfahrungen der jüngsten Zeit haben den Beweis geliefert, dass eine wirksame und würdige Vertretung der Gesamt-Interessen Deutschlands im Auslande nicht erreichbar ist, so lange die Gesandtschaften der Einzelstaaten mit Anspruch auf politische Geltung fortdauern. Auswärtige Mächte haben ihre völkerrechtlichen Verbindungen mit deutschen Einzelstaaten, sowie die Unmöglichkeit, sich von dem Verhältniss der Vertretung des Ganzen zu einer unabhängigen Vertretung der Theile eine klare Vorstellung zu machen, geradezu als Bedenken gegen die Anerkennung der Reichsgesandtschaften geltend gemacht. Die Centralgewalt ist im Begriff, die Stellung ihrer Gesandten auf regelmässigen Fuss zu bringen. Sie darf den Bestimmungen der künftigen Verfassung über die Vertretung Deutschlands im Auslande nicht vorgreifen, sie ist überzeugt, dass es in dem gegenwärtigen wichtigen und schwierigen Zeitpunkte ein gemeinsames dringendes Anliegen aller deutschen Staaten ist, die Wirkung der Vertretung der Nation im Auslande gegen alle Zweifel sicher zu stellen und zu bestärken, sowie dass kein wahres Interesse der Einzelstaaten die Fortdauer ihrer Gesandtschaften in dem jetzigen Zustande verlangt. Der Reichsverweser hat daher, nach Anhörung des Ministerraths, den unterzeichneten interimistischen Reichsminister der auswärtigen Angelegenheiten beauftragt, an sämtliche im Auslande gesandtschaftlich vertretene Deutsche Regierungen das Ansinnen zu stellen, nunmehr ihre Repräsentanten zurückzuberufen und deren Geschäfte einstweilen durch Consuln oder Agenten ohne politischen Character fortbesorgen zu lassen, oder — falls ein solcher Entschluss mit zu grossen augenblicklichen Nachtheilen verbunden wäre — durch ihre Gesandtschaften in denjenigen auswärtigen Staaten, in welchen ein Reichsgesandter beglaubigt wird, sofort die ausdrückliche Erklärung abzugeben, dass die politische Vertretung Deutschlands in den Gesamt-Angelegenheiten der Nation, namentlich in Fragen des Kriegs und Friedens, ausschliesslich in den Händen der Reichsgesandten liege, und dass alle politischen Handlungen der letztern auch für den einzelnen Staat unbedingt verpflichtend seien. Der Unterzeichnete beehrt sich, die Ministerien der auswärtigen Angelegenheiten der betreffenden Staaten zu ersuchen, ihr in möglichst kurzer Frist von den in der an-

geregten Beziehung gefassten Beschlüssen in Kenntniss zu setzen.

Frankfurt a. M. am 20 September 1848.

Schmerling.

Cette circulaire a été envoyée à M. de Brück, plénipotentiaire de l'Autriche près le Pouvoir Central provisoire, accompagnée de la lettre qui suit.

(Ibid.)

Frankfurt den 20. September 1848.

Der Unterzeichnete interimistische Reichsminister der auswärtigen Angelegenheiten beehrt sich, das anliegende Rundschreiben an sämtliche im Auslande vertretene Deutsche Staaten, dem kais. Oesterr. Bevollmächtigten, Herrn v. Brück, zu gefälliger Beförderung an die kais. Regierung mitzutheilen. Indem die Regierung des Reichsverwesers nach ernstlichen Erwägungen der Entschluss fasste, die Frage der Vertretung Deutschlands im Auslande in solcher Weise während des Provisoriums in Anregung zu bringen, konnte sie den bedeutsamsten Theil dieser Frage, das Verhältniss zu Oestreich und Preussen, nicht unberührt lassen. Es kommt ihr dabei nicht in den Sinn, die eigenthümliche Weltstellung Oesterreichs zu verkennen, und in der gegenwärtigen Epoche der Gährung und des Uebergangs eine Entscheidung vorrücken zu wollen, welche viel zu tief in den Organismus, ja das Lebensprincip des Kaiserstaats eingreift; als dass sie nicht der künftigen definitiven Verfassung Deutschlands und der unter der Oesterreichischen Krone vereinigten Länder vorbehalten bleiben müsste. Aber diese grosse Rücksicht darf weder die Centralgewalt noch Oesterreich abhalten, dasjenige bestimmt ins Auge zu fassen, was bereits vollendete Thatsache ist. Das Recht der auswärtigen Vertretung des gesammten Reiches, einschliesslich der Oesterreichischen Reichsländer, wird bereits anerkanntermaassen von der provisorischen Centralgewalt auf Grund des Gesetzes vom 28 Juni d.J. ausgeübt. Gesandte des Reichs sind in auswärtigen Staaten neben dem kaiserl. Oesterreichischen Gesandten beglädigt. Das Oesterreichische Reichsgebiet ist also doppelt vertreten. Verfassungsmässig war ein ähnliches Verhältniss schon nach dem Bundesrechte möglich, da der Art. 50 der Wiener Schluss-Acte dem Bunde das Recht der Gesandtschaften zuschreibt, und die Instructionen und Handlungen der Gesandten des Bundes für das deutsche Gebiet

Oestreich verpflichtend waren, auch in Fällen, die nicht Stimmeneinheit erforderten. Der Bund liess aber dieses Verhältniss nicht in die Wirklichkeit übergehen. Jetzt ist dasselbe sehr practisch geworden, und verlangt eine practische Durchführung. Es ist nicht thunlich, die Zweifel und Ungewissheiten, die sich an die Stellung der Reichsgesandtschaften knüpfen, und sogar ihre Anerkennung erschweren, während der ganzen Dauer des Provisoriums ohne alle Lösung zu lassen. Das Reichsministerium wünscht hierüber die Ansichten der kaiserl. Oesterreichischen Regierung zu erfahren, und wo möglich zu einer, den Zustand während des Provisoriums klarstellenden Verständigung zu gelangen. Vom Standpunkte der Centralgewalt aus erschienen vorzüglich zwei Punkte wünschenswerth, einmal dass Oesterreich überall, wo die Anerkennung der Reichsgesandtschaften beanstandet wird, dieselbe ausdrücklich und mit Entschiedenheit verlange; zweitens, dass Oesterreich überall, wo ein Reichsgesandter beglaubigt ist, ausdrücklich die Gültigkeit seiner Erklärungen und Handlungen anerkenne; etwa mit Vorbehalt des von Oesterreich zu erhebenden Conflictfalles. Dieser Conflictfall würde dann eine Verhandlung und Vereinbarung zwischen Oesterreich und der Centralgewalt erforderlich machen. In einem derartigen Vorbehalte würde eine sachgemässe Vermittlung zwischen den, der Centralgewalt zustehenden Befugnissen und jener völkerrechtlichen Selbstständigkeit liegen, welche Oesterreich während des Provisoriums aufzugeben nicht gesonnen sein wird. Ferner giebt das Reichsministerium der kaiserl. Regierung ebenso wie der kön. Preussischen etwaige Vorschläge anheim, welche die Verschmelzung der Vertretung des Reichs mit den Oesterreichischen Gesandtschaften an einzelnen dazu geeigneten Punkten des Auslandes zum Gegenstande hätten. Zugleich verbindet der Unterzeichnete mit dem gegenwärtigen Ersuchen die nachrichtliche Mittheilung einer Note, welche der Reichsministerrath, bewogen durch die Folgen des Waffenstillstandes von Malmoe, heute an die kön. Preussische Regierung richtete. Es würde ihm erwünscht sein, wenn Oesterreich von dieser Mittheilung Anlass nehmen wollte, sich über die Stellung des kaiserl. Gesandten in Kopenhagen während des Kriegesustandes, gegenüber der Centralgewalt auszusprechen, jedenfalls aber denselben mit der Anweisung zu versehen, die auf

rigste und rückhaltloseste Mitwirkung für die Zwecke Deutschlands im Sinne jener Note eintreten zu lassen. Der Unterzeichnete ergreift etc.

Schmerling.

XXXI.

*Rescrit du Vicaire de l'empire d'Allemagne à
tous les gouvernements allemands, du 2
octobre 1848.*

(Traduction.)

Dans sa circulaire du 22 septembre 1848, le pouvoir central provisoire a déclaré qu'il prendrait, de concert avec les gouvernements allemands, des mesures à l'effet d'aviser à ce que l'action des lois, paralysée et arrêtée dans plusieurs parties de l'Allemagne, soit remise en vigueur et qu'on lui restitue toute son efficacité. Il a invité en même temps les gouvernements à exhorter sérieusement leurs fonctionnaires et tous ceux qui sont préposés aux établissements dont le but est la défense de l'ordre et des lois, à redoubler de zèle dans l'exercice de leurs fonctions. Or, on sait que les fonctionnaires ont été souvent exposés à des menaces et même à de mauvais traitements dans l'accomplissement de leurs devoirs et que les forces ordinaires ne suffisent pas toujours pour remédier à la licence subversive de tout ordre. Dans cet état de choses, il est du devoir du pouvoir central de faire cesser de suite un pareil inconvénient.

Une des mesures qui a paru le plus convenable à cet effet, c'est la concentration de forces militaires assez considérables sur différents points de l'Allemagne, à savoir à Francfort, Kreuznach, Fribourg sur l'Illér et dans la Thuringe, ainsi que l'envoi de commissaires spéciaux de l'empire avec des pouvoirs étendus dans les contrées où ont éclaté des troubles et dans celles où il est à craindre qu'il n'en éclate. La tâche de ces commissaires de l'empire sera de seconder énergiquement, par le crédit du pouvoir central et par les vastes moyens matériels dont il dispose, les efforts actifs des gouvernements particuliers pour faire exécuter les lois; les troupes de l'empire n'ont pour but que de concourir à cet ap-pui, et de combattre les tentatives de ceux qui cherchent à bouleverser l'ordre de choses existant (dont la transformation légale et pacifique s'opère partout), qui por-

tent atteinte à la sûreté personnelle ou à la propriété des citoyens allemands et qui voudraient amener une situation anarchique qu'on ne saurait tolérer.

L'empressement avec lequel on s'est conformé aux ordonnances rendues jusqu'ici, la conduite exemplaire des troupes de l'empire, l'accueil cordial qu'elles ont reçu de la part des populations de toutes les contrées, et les relations amicales qui existent entre les bourgeois et les troupes, prouvent que le peuple et les gouvernements allemands ne se méprennent pas sur la tendance des mesures qui ont été prises, qu'ils y voient une garantie pour la sauvegarde de leur liberté, qui ne peut prospérer que sous la protection de l'ordre et de la légalité, et que dans l'exécution unitaire et énergique de ces ordonnances, qui n'ont pour but que la prospérité de l'Allemagne, ils ne voient que le gage rassurant d'un heureux avenir et du perfectionnement de tous les rapports politiques.

En conséquence, le pouvoir central provisoire, assuré qu'il peut compter sur l'adhésion de tous les vrais amis de la patrie, maintiendra ces mesures jusqu'au moment où la paix intérieure, partiellement troublée, sera consolidée, que l'esprit d'ordre sera complètement revenu, et qu'on aura acquis l'entière conviction que l'exécution des lois ne rencontre plus le moindre obstacle. Une partie des troupes de l'empire, cantonnées dans le sud-ouest de l'Allemagne, servira en outre à appuyer énergiquement au besoin les légitimes et pressantes demandes de l'Allemagne, adressées par le pouvoir central provisoire à un état voisin, qui déjà deux fois dans le courant de cette année a permis que des bandes dévastatrices se rassemblaient sur son territoire pour faire de là des invasions dans une partie de l'Allemagne et y allumer la guerre civile avec toutes ses horreurs.

Francfort s. M., le 2 octobre 1848.

Le vicaire de l'empire, *archiduc Jean*.

Le ministre de l'empire pour le département de l'intérieur,

Schmerling.

XXXII.

Loi concernant la protection de l'Assemblée nationale d'Allemagne et des employés du pouvoir central, discutée le 6 octobre 1848 à Francfort.

(Traduction.)

Art. 1. Une tentative d'attaque contre l'Assemblée nationale dans la vue de la dissoudre de force, d'en éloigner des membres ou de contraindre l'assemblée à prendre ou à ne pas prendre une résolution, constitue le crime de haute trahison et entraîne une réclusion dans une maison de correction à partir de 10 ans jusqu'à perpétuité.

Art. 2. La participation à des rassemblements qui se forment aux environs du lieu des séances pendant le temps fixé pour ces dernières, et qui ne se dispersent pas à la première sommation des autorités compétentes ou sur l'ordre du président de l'Assemblée nationale, sera punie, si les chefs ou ceux qui y ont pris part sont armés, d'un emprisonnement de trois mois jusqu'à un an.

Art. 3. Il est défendu pendant toute la durée de l'assemblée nationale de tenir une assemblée populaire en plein air dans un rayon de cinq milles d'Allemagne autour du siège de l'Assemblée nationale. Ceux qui auront adressé publiquement des invitations pour assister à une pareille assemblée, ceux qui l'auront présidée ou qui y auront tenu des discours seront passibles d'un emprisonnement de six mois.

Art. 4. Ceux qui, sans en avoir le droit, tenteront de pénétrer de force dans le lieu des séances de l'Assemblée nationale, ou qui s'opposeront par des voies de fait à ceux chargés d'en faire sortir les personnes qui s'y trouvent, enfin ceux qui proféreront une menace ou une insulte dans le local des séances contre l'Assemblée, contre un de ses membres, fonctionnaires ou serviteurs, seront passibles, indépendamment des peines fixées par la loi, d'un emprisonnement dont la durée pourra être portée jusqu'à cinq ans.

Art. 5. Des insultes publiques faites aux membres de l'Assemblée nationale hors du local des séances seront punies d'un emprisonnement qui pourra durer deux ans.

Art. 6. Des voies de fait exercées contre un mem-

bre de l'Assemblée nationale comme tel ou par suite de son attitude dans les séances de l'Assemblée seront punies, indépendamment des peines fixées par la loi, d'un emprisonnement qui pourra durer trois ans. En cas de menaces dangereuses ou d'insultes publiques de cette espèce, il y aura un emprisonnement de un jusqu'à six mois.

Art. 7. Est considérée comme insulte publique celle qui a eu lieu dans des endroits publics ou dans des réunions publiques, ou qui est consignée dans des écrits imprimés ou non imprimés qui sont vendus, distribués, colportés ou exposés au public.

Art. 8. Les dispositions des articles 4 et 6 sont applicables aux menaces, insultes et voies de fait contre des employés du pouvoir central.

Article additionnel.

La présente loi entrera en vigueur dans le territoire de la ville libre de Francfort trois jours après qu'aura été publié à Francfort le numéro du Bulletin des Lois qui la renfermera; dans l'électorat, dans le grand-duché et dans le landgraviat de Hesse, ainsi que dans le duché de Nassau et le cercle prussien de Wetzlar dix jours, et dans toutes les autres parties de l'Allemagne vingt jours après cette publication.

XXXIII.

Loi promulguée par le pouvoir central provisoire concernant la promulgation des lois de l'Empire et des arrêtés du pouvoir central provisoire, en date du 27 sept. 1848.

(Quellensammlung etc. II. 1. p. 42.)

Der Reichsverweser, in Ausführung des Beschlusses der Reichsversammlung vom 23 September 1848, verkündet als Gesetz:

Art. 1. Die Verkündigung der Reichsgesetze geschieht durch den Reichsverweser. Er vollzieht dieselbe durch die Reichsminister.

Art. 2. Der betreffende Minister macht das Gesetz durch Abdruck in dem Reichsgesetzblatt bekannt, und theilt es zugleich den Einzelregierungen zum Zwecke der örtlichen Veröffentlichung mit.

Art. 3. Die verbindende Kraft eines Gesetzes beginnt — falls es nicht selbst einen andern Zeitpunkt feststellt, — für ganz Deutschland mit dem 20ten Tage nach dem Ablaufe desjenigen Tages, an welchem das betreffende Stück des Reichsgesetzblattes in Frankfurt ausgegeben wird. Der Tag der Herausgabe in Frankfurt wird auf dem Blatte angegeben.

Art. 4. Das Reichsgesetzblatt ist auch das amtliche Organ zur Veröffentlichung der Vollziehungsverordnungen der provisorischen Centralgewalt. Frankfurt den 27. September 1848.

Der Reichsverweser: Erzherzog Johann.

Die Reichsminister:

*Schmerling. Peucker. v. Beckerath.
Duckwitz. R. Mohl.*

XXXIV.

Note du ministre de la Justice de l'Empereur d'Autriche en date du 6 décembre 1848, concernant la force de loi des lois de l'Empire en Autriche et nommément de celle du 29 septembre 1848.

(Quellensammlung etc. II. p. 43.)

Der k. k. bevollmächtigte Minister bei der freien Stadt Frankfurt hat in Dienstesabwesenheit des damaligen k. k. Bevollmächtigten bei der provisorischen Centralgewalt Deutschlands, Herrn Ritters von Bruck, dem österreichischen Justizministerium eine Zuschrift des Reichsministeriums der Justiz zugesendet, in welcher letzteres mit Beziehung auf die in Wien stattgefundene Verhaftung der beiden Mitglieder des deutschen verfassungsgebenden Reichstages, Robert Blum und Julius Fröbel, die genaue Handhabung des Reichsgesetzes vom 29. September d. J. in Anspruch nimmt.

Diese Zuschrift, welche erst am 20. November d. J., also 11 Tage nach der in Folge standrechtlichen Erkenntnisses vollzogenen Justifikation des Robert Blum an das Justizministerium gelangte, ist auf die Voraussetzung gegründet, dass das erwähnte — dem Justizministerium zuvor officiell nicht mitgetheilte Reichsgesetz in Oesterreich kundgemacht und zur Gesetzeskraft gebracht worden sei, eine Voraussetzung, die sich aus der vorerwähn-

zen Bemerkung als nicht richtig darstellt. Bald darauf erschienen die Herren Abgeordneten der deutschen Reichsversammlung, Adolph Paur und Joseph Pözl, und nahmen, als laut der Vollmacht vom 14. November d. J. ausgewiesene Bevollmächtigte des Herrn Reichsministers der Justiz, die Einsicht der gegen Robert Blum und Julius Fröbel aufgenommenen Untersuchungsakten in Anspruch, welche ihnen auch durch das k. k. Justizministerium alsogleich verschafft wurde. Laut des Schreibens vom 22. November d. J. erklären die genannten beiden Herren Bevollmächtigten, aus den eingesehenen Untersuchungsakten die Ueberzeugung gewonnen zu haben, dass bei dem standrechtlichen Verfahren gegen Blum und Fröbel das mehrerwähnte Reichsgesetz vollkommen unbeachtet gelassen worden sei; die beiden Herren Bevollmächtigten legen gegen dieses Verfahren feierliche Protestation ein, behalten ausdrücklich der provisorischen Centralgewalt alles Weitere bevor und stellen das Verlangen, dass das österreichische Justizministerium sogleich die erforderlichen Verfügungen treffe, welche dem erwähnten Gesetze sofort den bestimmten Vollzug von Seiten der Behörde und Gerichte aller Art zu sichern geeignet wären.

Das k. k. Justizministerium erachtet nun zuvörderst bemerken zu sollen, dass das Reichsgesetz vom 28. September 1848 von den k. k. Militärgerichten in der fraglichen Untersuchungsangelegenheit schon deshalb nicht beachtet werden konnte, weil dasselbe in Oesterreich nicht als ein rechtsverbindliches Gesetz kund gemacht worden ist. Die genannten Gerichte konnten daher bei der Behandlung der Abgeordneten Blum und Fröbel keinerlei Ausnahme als zu Gunsten derselben bestehend anerkennen, sondern waren verpflichtet, dieselben mit Rücksicht auf das kundgemachte Standrecht nach den allgemeinen Kriegsgesetzen zu behandeln. Das Justizministerium, welchem zwar seiner Stellung nach eine Würdigung der Amtshandlungen der Militärbehörden nicht zusteht, hat gleichwohl durch Einsicht der diefallsigen Untersuchungsakten die Ueberzeugung gewonnen, dass bei der Aburtheilung der beiden Abgeordneten Blum und Fröbel das zur Anwendung gekommene österreichische Kriegsgesetz weder in formeller noch materieller Rücksicht verletzt worden sei, sondern in beiden Beziehungen das Militärgericht seiner Pflicht getreu

geurtheilt und gehandelt habe. Diese Thatsache wird auch in dem Protestationsschreiben der Herren Bevollmächtigten des Reichsministers der Justiz nicht in Abrede gestellt, sondern ihre Verwahrung beruht einzig und allein auf der hiebei unterlaufenen Nichtbeachtung des Gesetzes vom 29. September 1848, was, abgesehen von jedem anderen inneren Grunde thatsächlich schon durch den Umstand, dass die offizielle Mittheilung dieses Gesetzes an die österreichische Regierung erst nach der Verurtheilung der genannten Individuen erfolgte und daher eine Kundmachung desselben an die österreichischen Civil- und Militärgerichte in gesetzlicher Weise gar nicht möglich war, genügend aufgeklärt ist.

Hierdurch fällt der Grund des fraglichen Protestes von selbst weg. Was aber das weiter gestellte Ansuchen betrifft, dass dem gedachten Gesetze sofort in Oesterreich volle gesetzliche Kraft ertheilt, und dessen Beobachtung den österreichischen Behörden zur Pflicht gemacht werden solle, so kann ich nicht umhin, darauf hinzuweisen, dass die von der Nationalversammlung in Frankfurt ausgehenden Gesetze keineswegs sofort als für die deutschösterreichischen Länder verbindlich erachtet werden können, da die Anerkennung des Gesetzgebungsrechtes der gedachten Versammlung bezüglich der österreichischen Monarchie wesentlich von der Vorfrage abhängig ist, auf welche Weise überhaupt in Hinkunft die Verbindung Oesterreichs mit Deutschland staatlich gestaltet werden solle, daher wohl, insolange dieses Verhältniss nicht fest geordnet ist, auch die Frage wegen der Wirksammachung der von der deutschen Reichversammlung ausgehenden Beschlüsse für Oesterreich in der Schwebe zu bleiben haben dürfte.

Indem es hiernach dem löblichen k. k. Ministerium anheimgestellt bleibt, in welchem Wege Wohldasselbe diese Mittheilung zur Kenntniss der provisorischen deutschen Centralgewalt zu bringen für angemessen erachtet, kann ich nur das Bedauern ausdrücken, dass österreichische Gerichte in die Lage kommen mussten, die Strenge des Gesetzes gegen Männer in Anwendung zu bringen, welche gerade durch ihre Stellung berufen gewesen wären, dem Gesetze und der staatlichen Ordnung die gebührende Geltung zu verschaffen, statt denselben im offenen Aufruhr entgegenzutreten und sich zu Mitschuldigen einer, gegen den Bestand nicht bloß Oesterreichs,

sondern überhaupt der gesellschaftlichen Ordnung gerichteten anarchischen Bewegungen zu machen, für welche kein persönliches Privilegium irgend welcher Art einen Freibrief gewähren konnte.

Kremsier, den 6. December 1848.

(gez.) *Bach.*

XXXV.

Note du plénipotentiaire autrichien auprès du pouvoir central provisoire, adressée en date du 10 février 1849, au ministère de la justice de l'Empire, concernant la publication des lois de l'Empire en Autriche.

(Ibid. p. 47.)

Der Gefertigte beehrt sich die Mittheilung zu machen, dass er die verehrliche Zuschrift des Reichsministeriums der Justiz vom 17. Januar 1849 wegen Kundmachung der Reichsgesetze in Oesterreich seiner Regierung vorgelegt hat, und ihm hierauf der Auftrag geworden ist, Folgendes zu erwidern:

Die k. k. Regierung hat bereits in der Ministerialerklärung vom 17. April 1848 ausgesprochen, dass sie sich die Zustimmung zu den Beschlüssen der Nationalversammlung vorbehalte, und hat in dem Rescripte vom 28. Dezember 1848 wiederholt, dass Oesterreich das deutsche Verfassungswerk nur im Wege der Verständigung in Wirksamkeit treten zu lassen, erkläre. Wenn sonach die Zustimmung oder Verständigung für Beschlüsse der deutschen Nationalversammlung und für die Verfassung selbst vorbehalten wurde, so muss das bei Reichsgesetzen um so mehr der Fall sein, als manche von ihnen die Constituirung Deutschlands gar nicht oder sehr entfernt berühren.

Ohne in den Umfang der gesetzlichen Gewalt der Nationalversammlung und ihres Rechtes, die Verfassung allein hinzustellen, einzugehen, muss es doch anerkannt werden, dass Oesterreich sich das Recht der Zustimmung zu allen Beschlüssen vorbehalten müsse, weil sein Gebiet theils deutsches, theils nichtdeutsches ist, letzteres aber bei seiner staatlichen Verbindung mit ersterem von allen Aenderungen wesentlich berührt wird, welche die deutschen Gebietstheile in ihrer Verfassung oder Legis-

lation erfahren. Die Vertretung der ausserdeutschen Provinzen muss durch die k. k. Regierung geübt werden.

Der Unterzeichnete ist aber angewiesen, zu erklären, dass seine Regierung, von dem Wunsche beaeelt, das große Einheitswerk nach Möglichkeit zu fördern, es gewiss nicht unterlassen wird, jene Beschlüsse und Reichsgesetze, welche sich den dortigen so complicirten Verhältnissen und Bedürfnissen aneignen lassen, auch zur gesetzlichen Richtschnur für die österreichischen Behörden und Unterthanen kund zu machen — so wie sie nun auch namentlich keinen Anstand genommen hat, die Promulgirung der von dem Reichsministerium der Justiz mitgetheilten allgemeinen deutschen Wechselordnung, bei welcher die oben angedeuteten Bedingungen für Oesterreich eintreten, als nunmehrige gültige Norm in Wechselsachen für die deutschen Länder der österreichischen Monarchie zu beschliessen und anzuordnen, welcher Maassregel jene der gleichmässigen Einführung der gedachten Ordnung auch in den nichtdeutschen Gebieththeilen des Reiches unter geringen Modifikationen demnächst folgen wird.

Frankfurt a. M. den 10. Februar 1849.

(gez.) *Schumacher*.

XXXVI.

Depêche du Ministre des affaires étrangères du roi de Hanovre adressée en date du 4 novembre 1848 au plenipotentiaire hanovrien près le pouvoir central provisoire.

(Ibid. 49.)

Wir eröffnen dem Herrn Bevollmächtigten, dass die königliche Regierung auf die unter dem 11. bis 13. V. M. hierher übermittelte Anfrage des Herrn Reichsministers der Justiz vom 6. v. M. den Beschluss gefasst hat, die örtliche Veröffentlichung der Reichsgesetze für das Königreich Hannover in dem Masse eintreten zu lassen, dass das zu deren Aufnahme bestimmte Reichsgesetzblatt auf gleiche Art, wie die behufs Verkündigung der hiesigen Landesgesetze dienende erste Abtheilung der Gesetzsammlung im Lande vertheilt werde. Diese erste Abtheilung der Gesetzsammlung, mittelst welcher vorschriftsmässig alle allgemeinen Gesetze und diejenigen Verfügungen der oberen Landesbehörden zur öffentlichen

Kenntniss gebracht werden müssen, welche sämmtliche Unterthanen des Königreichs verbinden, wird den sämmtlichen Gemeinden, Obrigkeiten und Behörden unentgeltlich zugesandt. Für diesen Zweck ist, den eingezogenen Nachrichten zufolge, eine Anzahl von 6500 der jedesmal zu vertheilenden Exemplare erforderlich. Es wird daher einer gleichen Anzahl von Exemplaren des Reichsgesetzblattes bedürfen, die Wir durch die Vermittelung des Herrn Bevollmächtigten an uns eingesandt zu sehen wünschen, damit sodann, wenn deren Distribuirung an die oben gedachten Empfänger erfolgt, Unsererseits das Nöthige verfügt werden könne.

Indem wir den Herrn Bevollmächtigten ersuchen, an den Reichsminister der Justiz eine entsprechende Eröffnung gelangen zu lassen, und die Mittheilung des Reichsgesetzblattes nach Massgabe des vorstehend erwähnten Bedarfs zu beantragen, können wir nicht umhin, einige Bemerkungen über die lebhaften Besorgnisse für den Rechtszustand der hiesigen Lande hinzuzufügen, welche durch die eingeleitete Verkündung von Reichsgesetzen durch die provisorische Centralgewalt bei der hiesigen Regierung haben rege gemacht werden müssen. Diese Besorgnisse beruhen in der Unvereinbarkeit des Gesetzes vom 27. September d. J. (die Verkündung der Reichsgesetze und der Verfügungen der provisorischen Centralgewalt betreffend) mit den Bestimmungen der hiesigen Landesverfassung, deren Wirksamkeit schon durch den Beschluss der Nationalversammlung vom 27. Mai d. J. bis zur Gründung des allgemeinen Verfassungswerkes, mithin, unter Berücksichtigung der Bestimmung der §§. 1 und 15 des Gesetzes vom 28. Juni d. J. für die Zeit ausser Zweifel gesetzt ist, wo die Thätigkeit der provisorischen Centralgewalt nicht aufgehört hat. Die hiesigen Verfassungsgesetze vom 6. August 1840 und 5 September 1848, von denen eine übersichtliche Zusammenstellung in zwei Abdrücken anliegt, machen die Gültigkeit eines jeglichen Gesetzes von der vom Könige vorzunehmenden Verkündung desselben abhängig (§. 7 des Landesverfassungsgesetzes vom 6. Aug. 1840). Die Verkündung muss unter Beobachtung der vorgeschriebenen Formen (§. 73 des Gesetzes vom 5ten September 1848) geschehen, unter denen die Zustimmung der allgemeinen Ständeversammlung (§. 65 ibidem) voransteht. In zwei Fällen gestatten die Verfassungsge-

setze eine Abweichung von dieser sonst unverrücklichen Vorschrift. Jene Fälle sind die im §. 2 des Landesverfassungsgesetzes von 1840 und im §. 72 des Gesetzes von 1848 genannten. Unter den im §. 2 des Landesverfassungsgesetzes gedachten Beschlüssen der deutschen Bundesversammlung können aber die von der provisorischen Centralgewalt zu verkündenden Reichsgesetze nicht ohne Weiteres verstanden werden. Ihre örtliche Veröffentlichung auf den Grund jenes Paragraphen würde nach hiesiger Ansicht eine vorgängige Publication des Bundesbeschlusses vom 10ten Juli d. J. erheischen, auf dem die Erklärung der vormaligen Bundesversammlung vom 12ten Juli wegen Uebertragung ihrer verfassungsmässigen Befugnisse und Verpflichtungen an die provisorische Centralgewalt beruht. Die königliche Regierung, welche sich im Besitze einer authentischen Ausfertigung jenes Protokolles nicht befindet, würde aber zu einer solchen Publication durch eine entsprechende Mittheilung aus dem Bundesarchive durch die provisorische Centralgewalt in den Stand gesetzt werden müssen, und würde dazu überhaupt nicht anders als im Einverständnisse mit der letzteren zu schreiten geneigt sein.

Was hingegen die Ausnahme des §. 72 des Gesetzes vom 5ten September 1848 betrifft, so kann selbige diesmal schon deshalb nicht in Frage kommen, weil in diesem Paragraphen eine Abänderung der Verfassung, wie das Gesetz vom 27ten September d. J. sie für das Königreich Hannover in Aussicht stellt, ausdrücklich als Hinderniss einer sonst etwa zulässigen Gesetzverkündung ohne ständische Zustimmung bezeichnet wird. Von der nach hiesiger Verfassung für alle übrigen Gesetzverkündigungen mithin unerlässlich bleibenden Zustimmung der diesseitigen Stände kann gleichwohl die Rechtsverbindlichkeit der von der provisorischen Centralgewalt zu publizirenden Reichsgesetze nicht haben abhängig bleiben sollen, während hinwiederum auch in dem die provisorische Centralgewalt begründenden Gesetze vom 28. Juni d. J. keine Vorschrift anzutreffen ist, welche die Regierung ermächtigt, bei der örtlichen Veröffentlichung jener Verkündigungen von dem Requisite der ständischen Zustimmung abzusehen.

Welche verwirrende Folgen unter diesen Umständen für die rechtliche Ueberzeugung der Landesgerichte von der verbindlichen Kraft der nicht vom Könige verkün-

deten Reichsgesetze, für die durch verschiedene Interessen und entgegengesetzte politische Meinung abweichend bestimmten desfallsigen Rechtsansichten der Individuen und in Verbindung damit für die gesammten sozialen Zustände des Landes befürchtet werden müssen, dies bedarf kaum einer näheren Andeutung. Diese Befürchtungen bezielen nichts Geringeres, als eine völlige Rechtsunsicherheit, welche das hiesige Land in allen den Fällen bedroht, wo vor definitiver Begründung des allgemeinen Verfassungswerkes Beschlüsse der Nationalversammlung von der provisorischen Centralgewalt allein als Reichsgesetze verkündet und in Ausübung gebracht werden sollen. Die Wirkungen dieser Verwirrung der Rechtsbegriffe würden um so verderblicher sein, wenn die Verkündigungen solche Beschlüsse zum Gegenstande haben sollten, welche, wie die im Rundschreiben des Reichsministers des Inneren vom 22ten Oktob. d. J. erwähnten, die wichtigsten unter dem Schutze der Landesgesetze stehenden Rechte und Interessen einer grossen Anzahl von Besitzenden auflösend und vernichtend berühren. Ein durch keine formelle Vermittelung gelöster materieller Widerstreit zwischen beiden Gesetzgebungen droht einen Zustand herbeizuführen, welcher die bestehende und als wirksam anerkannte Landesverfassung den ihr gebührenden Schutz in den Ansprüchen der Gerichte nicht mehr finden lässt. Es fehlt im Lande schon dormalen weder an richterlichen Erkenntnissen über die Unverbindlichkeit der von der provisorischen Regierung verkündeten Reichsgesetze, noch an bezüglichen Anfragen und Vorstellungen bei der Regierung, welche jene Besorgnisse rechtfertigen. Die in Abschrift beigefügten Aktenstücke und die auf anderweiten Anlass heute mitgetheilte Anfrage des Universitätsgerichts zu Göttingen mögen hiezu weitere Belege liefern. Aber die Regierung befindet sich Angesichts der Gefahren eines Widerstreits zwischen beiden Gesetzgebungen in der peinlichen Lage, für den Augenblick eine Abhülfe ihrerseits um so weniger treffen zu können, da die verfassungsmässige Unabhängigkeit der Landesgerichte (§. 9. des Landesverfassungsgesetzes, pag. 5 der gedruckten Anlage), verbunden mit deren Befugnisse, über die Grenzen ihrer Zuständigkeit selbst zu entscheiden (§. 10 des Gesetzes vom 5ten Sept. pag. 14 der Anlage), eine gerichtliche Cognition über die Stattnehmigkeit der im

Wege der Verwaltung hierunter etwa zu treffenden Verfügung nicht ausschliessen würde. Andererseits dagegen von der Nothwendigkeit durchdrungen, den Anordnungen der provisorischen Centralgewalt jede Berücksichtigung zu gewähren, welche mit der ausgesprochenen Anerkennung des Gesetzes vom 28. Juni d. J. irgend im Einklang zu erhalten steht, hat die königl. Regierung geglaubt, behufs der begehrten örtlichen Veröffentlichung der fraglichen Verkündigungen dem oben erwähnten Verfahren den Vorzug geben zu müssen.

Die Regierung verhehlt sich nicht, dass der damit unvermeidlich eintretende Zustand von Rechtsunsicherheit der thunlichsten Abkürzung dringend bedarf. Sie wird, so viel an ihr ist, ihr eifriges Bemühen darauf gerichtet sein lassen, und wird in dieser Absicht auf möglichst baldigste Einberufung der allgemeinen Ständeverammlung des Königreichs behufs entsprechender Vereinbarung mit derselben Bedacht nehmen. Vor Ablauf der nächsten zwei Monate wird solche gleichwohl nicht erfolgen können, theils weil die umfangreichen Vorarbeiten zu den den Ständen anderweit zu machenden Vorlagen in einer kürzeren Zeit sich nicht werden beschaffen lassen, theils weil die allgemeine Ständeverammlung des Königreichs nach den Bestimmungen des Verfassungsgesetzes vom 5ten September und auf den Grund eines eben erlassenen Wahlgesetzes erst neu gewählt und berufen werden muss. Unterdessen, und weil vor Eintritt dieses Zeitpunktes auf eine schliessliche Begründung des allgemeinen Verfassungswerkes kaum zu zählen sein dürfte, bleibt der Regierung nur der Wunsch und die zuversichtliche Hoffnung übrig, dass die materiellen Bestimmungen der etwa ferner als Reichsgesetze zu promulgirenden Beschlüsse der Nationalversammlung geeignet sein mögen, die drohende Gefahr einer unheilbaren Rechtsverwirrung der angedeuteten Art von den hiesigen Landen bis dahin fern zu halten, bis Regierung und Stände über die Ergänzung der in der Landesverfassung für die Formen der Veröffentlichung der Reichsgesetze hervorgetretenen Lücke sich werden verständigt haben.

Erfüllt von dem gern gehegten Vertrauen, dass die provisorische Centralgewalt, in umsichtiger Würdigung der Lage des hiesigen Königreichs und mit bewährter Fürsorge für das Wohl des gemeinsamen Vaterlandes,

geneigt sein werde, der diesseitigen Regierung in ihren Bemühungen um thunlichste Erleichterung des Ueberganges zu dem neu zu begründenden Verfassungsverhältnisse kräftig zu Hülfe zu kommen, wünschen Wir auch obige Bemerkungen zur Kenntniss des Reichsministeriums gebracht, und für diesen Zweck demselben etwa eine Abschrift der gegenwärtigen Eröffnung mitgetheilt zu sehen.

Hannover den 4ten November 1848.

Königlich hannöverisches Ministerium der
auswärtigen Angelegenheiten.

Graf von Bennigsen.

† A la séance de l'Assemblée nationale du 13 Octobre (101e) M. de Schmerling, ministre des affaires étrangères de l'archiduc-vicaire, en répondant à une interpellation de M. Francke, fit part à l'assemblée, que le Danemark a refusé de reconnaître aux navires du Schleswig-Holstein le droit de porter le pavillon allemand, aussi longtemps qu'il n'aurait pas consenti à l'annexion du duché de Schleswig à la confédération et qu'en conséquence le ministère de l'Empire a décidé que ces navires porteront pavillon neutre. Il communique également, sur une interpellation de M. Mölling, que le pouvoir central provisoire a été formellement reconnue par Bavière, le Hanovre et plusieurs états particuliers, et par le fait par un plus grand nombre encore, ce qui s'est confirmé par la direction supérieure de l'armée de la part du pouvoir central dans les duchés de Schleswig Holstein et dans les événements de Bade et de Francfort. La Prusse avait, il est vrai, manifesté quelques scrupules, mais cette question a reçu une solution satisfaisante et dans une déclaration récente du plénipotentiaire prussien, M. de Camphausen, il est dit textuellement que le Gouvernement prussien regarde toute son armée de campagne comme troupes de l'Empire. Si l'Autriche n'a pas encore exprimé son adhésion d'une manière aussi complète, il faudrait l'attribuer aux événements de ce pays etc.

† Le 21 Octobre 1848 il a été présenté au vicaire de l'empire, en réponse à la notification de l'établissement du pouvoir central allemand, une lettre de S. M. la reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, datée du château de Balmoral en Ecosse, le 18 septembre. Cette lettre est conçue dans des termes conformes tant aux rapports d'amitié et d'estime existants entre les deux nations qu'aux sentimens personnels que la reine avait déjà exprimés au vicaire de l'empire au mois de juillet de cette année.

† Le journal français „la Presse“ du mois de novembre donne un précis des relations diplomatiques du pouvoir central de la confédération germanique avec la république française. D'après cette note, M. de Raumer s'était trouvé pendant plusieurs mois à Paris sans pouvoir obtenir du général Cavaignac, chef du pouvoir exé-

citif de la république, une audience pour présenter la lettre de notification de l'avènement de l'archiduc vicair (voir Tome XII. p. 142). Le gouvernement de l'archiduc vicair lui intima de demander des explications catégoriques relativement à ces procédés. M. Bastide donna pour motif que le pouvoir central allemand n'était pas encore reconnu par l'Angleterre et que la constitution allemande n'était pas encore achevée. M. de Raumer fut ensuite chargé de répondre que le baron d'Andrian, envoyé du pouvoir central en Angleterre, avait été nonseulement reçu par la reine d'Angleterre immédiatement après son retour de l'île de Wight le 4 septembre, mais que la reine avait aussi fait à la lettre de notification de l'archiduc vicair une réponse conçue dans les termes les plus amicaux. Quant à l'achèvement de la constitution allemande, M. de Raumer devait faire valoir que les puissances européennes n'avaient pas attendu, pour reconnaître la république française, que sa constitution fût terminée. M. Bastide aurait répondu que la république se trouve dans le cas d'ajourner cette reconnaissance, parce qu'aucune autre puissance non allemande du premier ordre n'a encore officiellement reconnu le vicair de l'empire, M. d'Andrian n'ayant été présenté à la reine d'Angleterre qu'en qualité purement officieuse, et que la constitution de l'Empire n'étant pas encore convertie en loi, la forme de gouvernement central de d'Allemagne est encore trop indéfinie pour que les puissances étrangères puissent la reconnaître. D'ailleurs l'élection définitive du président de la république pourrait amener un changement de ministère et celui actuellement en exercice voudrait à cet égard laisser les mains libres à ses successeurs éventuels. Le ministère du pouvoir central de l'Allemagne aurait alors ordonné à M. de Raumer de rester à Paris jusqu'à ce que le président de la république fût nommé, et de quitter cette capitale, si après cette époque on hésitait encore à reconnaître le pouvoir central allemand, laissant au temps et à la réflexion de faire comprendre à la France, combien une étroite et franche union avec l'Allemagne, qui renferme une population de 70 millions d'ames, se trouve dans l'intérêt des deux pays.

XXXVII.

Programme du ministère autrichien dit de Kremsier, en date du 27 novembre 1848.

(Quellensammlung z. d. öf. R. seit 1848. II. 1. p. 67).

Meine Herren! Zufolge der Berufung Sr. Majestät ist der constituirende Reichstag zur Fortsetzung der Beratungen über die Verfassung hier zusammengetreten. Als das Vertrauen des Kaisers uns in den Rath der Krone berief, verkannten wir nicht die Schwierigkeit der Aufgabe, die Grösse der Verantwortlichkeit gegenüber dem Throne, wie dem Volke. Wunden aus der

Vergangenheit sind zu heilen, Verlegenheiten des Augenblicks zu beseitigen, eine neue Ordnung der Dinge in der nächsten Zukunft aufzubauen. Das Bewusstsein eines redlichen Strebens für das Wohl des Staates, des Volkes und für die Freiheit, das Vertrauen auf Ihre Mitwirkung bei dem grossen Werke, bestimmten uns, persönliche Rücksichten der Liebe für das Vaterland zu opfern und dem Rufe des Monarchen zu folgen.

Wir übernehmen die Handhabung der Regierungsgewalt aus den Händen Sr. Majestät zugleich mit der Verantwortlichkeit, fest entschlossen, jeden unverfassungsmässigen Einfluss fern zu halten, aber eben so wenig Eingriffe in die vollziehende Gewalt zu gestatten. Einig in den Grundsätzen, werden die Worte und Handlungen eines Jeden von uns der Ausdruck der Politik des Gesamtministeriums sein. Wir wollen die constitutionelle Monarchie aufrichtig und ohne Rückhalt. Wir wollen diese Staatsform, deren Wesen und gesicherten Bestand wir in der gemeinschaftlichen Ausübung der gesetzgebenden Gewalt durch den Monarchen und die Repräsentantivkörper Oesterreichs anerkennen, — wir wollen sie begründet auf der gleichen Berechtigung und unbehinderten Entwicklung aller Nationalitäten, so wie auf der Gleichheit aller Staatsbürger vor dem Gesetze, gewährleistet durch Oeffentlichkeit in allen Zweigen des Staatslebens, getragen von der freien Gemeinde und der freien Gestaltung der Ländertheile in allen inneren Angelegenheiten, umschlungen von dem gemeinsamen Bande einer kräftigen Centralgewalt. Wir hoffen, das Ergebniss Ihrer Berathungen über die Verfassung möglichst bald der Sanction Sr. Majestät des Kaisers unterlegen zu können. Das Ministerium wird die Verwaltung nach den Bedürfnissen der Zeit umzuformen bemüht sein und, bis hierfür im Wege der Gesetzgebung bleibende Bestimmungen getroffen sind, die nöthigen Verordnungen erlassen.

Ein zweifaches Ziel wird uns hierbei vorschweben: ungeschmälerte Erhaltung der den Völkern Oesterreich's zugesicherten Freiheit, Sicherstellung der Bedingungen, ohne welche die Freiheit nicht bestehen kann. Dass diese zur lebendigen Wahrheit, dass ihren Bedingungen Erfüllung werde, dahin gedenken wir mit Ernst und Nachdruck zu wirken.

Das Ministerium will nicht hinter den Bestrebungen nach freisinnigen und volksthümlichen Einrichtungen zurückbleiben, es hält vielmehr für seine Pflicht, sich an die Spitze dieser Bewegung zu stellen.

Die Landbevölkerung, eben erst befreit von den Grundlasten, harrt mit Ungeduld der gesetzlichen Bestimmungen über Maassstab und Art der Entschädigung, so wie den von ihr zu tragenden, nach den Grundsätzen der Billigkeit zu bemessenden Antheil.

Die Grundlage des freien Staates bildet die freie Gemeinde; dass dieser durch ein freisinniges Gemeindegesetz die selbstständige Bestimmung und Verwaltung innerhalb der durch die Rücksicht auf das Gesamtwohl gezogenen Grenzen gesichert werde, ist dringendes Bedürfniss.

Als eine nothwendige und unabwiesbare Folgerung der Selbstständigkeit der Gemeinden ergibt sich die Vereinfachung der Staatsverwaltung und eine dem Bedürfnisse der Zeit entsprechende Regelung der Behörden.

Ueber diese Gegenstände, so wie über Umgestaltung der Rechtspflege im konstitutionellen Geiste, Einrichtung landesfürstlicher Gerichte, statt der Patrimonial- und Kommunalgerichte, und durchgreifende Trennung der Verwaltung von der Justiz, werden Ihnen, meine Herren, die geeigneten Vorlagen gemacht werden. Eben so auch über Hintanhaltung des Missbrauches der Presse durch Repressivmaassregeln, über Regelung des Vereinsrechtes, auf einer mit den Staatszwecken verträglichen Grundlage, und über die Einrichtungen der Nationalgarden. Denn eben weil das Ministerium die Sache der Freiheit zu der seinigen macht, hält es die Wiederherstellung eines gesicherten Rechtszustandes für eine heilige Pflicht. Das Ministerium verspricht sich das thätige und pflichtgetreue Zusammenwirken aller Behörden. Die Regierungsorgane im Mittelpunkte der Monarchie, so wie in den Provinzen, in der Ausübung ihrer amtlichen Obliegenheiten auf das Nachdrücklichste zu kräftigen, wird seine vorzüglichste Sorge sein. Beklagenswerthe Ereignisse haben stattgefunden. Die Gewalt der Waffen musste zur Anwendung kommen gegen eine Fraktion, welche die Haupt- und Residenzstadt in einen Schauplatz anarchischer Wirren verwandelt hatte. Tiefe Wunden sind geschlagen worden. Sie zu lindern und zu heilen, so weit dies möglich, Wien, das Hera des Reichs.

ches, seinem früheren Wohlstande zurückzugeben und dafür zu sorgen, dass dem durch das Gebot der Nothwendigkeit herbeigeführten Ausnahmezustande, sobald es die Verhältnisse gestatten, ein Ende gemacht werde, wird unser eifriges Bestreben sein. In Italien hat unser glorreiches Heer über Treubruch und Verrath gesiegt, und die alten Tugenden der österreichischen Armee, die brüderliche Eintracht aller Stämme, die todesmuthige Hingebung für Oesterreich's Ehre, Ruhm und Grösse, auf das Glänzendste bewährt. Noch muss es dort gerüstet stehen, um die Integrität des Reiches zu wahren. In der organischen Verbindung mit dem konstitutionellen Oesterreich wird das lombardisch-venetianische Königreich nach Abschluss des Friedens die sicherste Bürgschaft finden für die Wahrung seiner Nationalität. Die verantwortlichen Räthe der Krone werden feststehen auf dem Boden der Verträge. Sie geben sich der Hoffnung hin, dass in nicht ferner Zukunft auch das italienische Volk die Wohlthaten einer Verfassung geniessen werde, welche die verschiedenen Stämme in voller Gleichberechtigung umschliessen soll. Die Verletzung dieses ersten Rechtes der Nation entzündete den Bürgerkrieg in Ungarn. Gegen eine Partei, deren letztes Ziel der Umsturz und die Lossagung von Oesterreich ist, erhoben sich dort die in ihren unveräusserlichen Rechten gekränkten Völker. Nicht der Freiheit gilt der Krieg, sondern denjenigen, die sie der Freiheit berauben wollen. Aufrechthaltung der Gesamtmonarchie, ein engerer Verband mit uns, Anerkennung und Gewährleistung ihrer Nationalität sind der Gegenstand ihrer Bestrebungen. Das Ministerium wird sie unterstützen mit allen ihm zu Gebote stehenden Mitteln. Mit Gewalt der Waffen wird, da leider alle Wege der Versöhnung fruchtlos eingeschlagen worden, die Schreckensherrschaft einer verbrecherischen Partei bekämpft und der innere Frieden wieder hergestellt werden.

Meine Herren! Das grosse Werk, welches uns im Einverständnisse mit den Völkern obliegt, ist die Begründung eines neuen Bandes, das alle Lande und Stämme der Monarchie zu Einem grossen Staatskörper vereinigen soll. Dieser Standpunkt zeigt zugleich den Weg, den das Ministerium in der deutschen Frage verfolgen wird. Nicht in dem Zerreißen der Monarchie liegt die Grösse, nicht in ihrer Schwächung die Kräftigung Deutsch-

lands. Oesterreich's Fortbestand in staatlicher Einheit ist ein deutsches, wie europäisches Bedürfniss. Von dieser Ueberzeugung durchdrungen, sehen wir der natürlichen Entwicklung des noch nicht vollendeten Umgestaltungsprozesses entgegen. Erst wenn das verjüngte Oesterreich und das verjüngte Deutschland zu neuen und festen Formen gelangt sind, wird es möglich sein, ihre gegenseitigen Beziehungen staatlich zu bestimmen. Bis dahin wird Oesterreich fortfahren, seine Bundespflichten treulich zu erfüllen. In allen äusseren Beziehungen des Reiches werden wir die Interessen und die Würde Oesterreichs zu wahren wissen und keinerlei beirrenden Einfluss von aussen auf die unabhängige Gestaltung unserer inneren Verhältnisse zulassen. Dies sind die Hauptgrundzüge unserer Politik. Wir haben sie mit unumwundener Offenheit dargelegt, weil ohne Wahrheit kein Vertrauen, und Vertrauen die erste Bedingung eines geächtlichen Zusammenwirkens zwischen Regierung und Reichstag ist.

XXXVIII.

Rescrit du président du conseil des ministres d'Autriche au plénipotentiaire d'Autriche près le Pouvoir central provisoire, relatif au programme de Kremsier, en date du 28 novembre 1848.

Hochwohlgeborner Freiherr! Das deutsche Reichsministerium hat in den letzten Vorgängen zu Wien Veranlassung gefunden, in einem Schreiben an das k. k. Ministerium Bedenken verschiedener Art auszusprechen und auf die in Deutschland entstandenen Befürchtungen reaktionärer Tendenzen in Oesterreich hinzuweisen.

Obgleich für das, was vor unserem Amtsantritte geschehen ist, nicht verantwortlich, müssen wir doch erkennen, dass die in Wien getroffenen Massregeln zur Bekämpfung der Anarchie und Wiederherstellung der gesetzlichen Ordnung, mithin im Interesse der wahren Freiheit geboten waren. Sie haben ihren Zweck erreicht. Der Kaiser hat ein neues Ministerium ernannt.

Die unumwundene Darlegung der Grundsätze, welche dasselbe zu befolgen entschlossen ist, und welche Eure Hochwohlgebornen in dem beigeschlossenen gestern

im konstituierenden Reichstage unter allgemeiner Zustimmung des Hauses verlesenen Programme des Ministeriums verzeichnet finden, dürfte ein Eingehen in die einzelnen Punkte der bezogenen Zuschrift des Reichsministeriums überflüssig machen und alle Besorgnisse desselben über unsere Politik beseitigen.

Weit entfernt, Oesterreich Deutschland entfremden zu wollen, sind wir vielmehr bereit, mit der Reichs-Centralgewalt Hand in Hand zu gehen, und was das künftige staatliche Verhältniss zu Deutschland anbelangt, der Entwicklung der beiderseitigen inneren Zustände in keiner Weise vorzugreifen. Unser Programm soll kein todter Buchstabe bleiben, sondern zur lebendigen Wahrheit werden. Das Reichsministerium wird bei allen Gelegenheiten, wie eben erst in der Schweizerfrage, auf unsere Bereitwilligkeit zum gemeinsamen Handeln rechnen können, so wie wir uns von demselben ein vertrauensvolles Entgegenkommen und Berücksichtigung der eigentlichen Verhältnisse der Monarchie versprechen zu können glauben.

Euer Hochwohlgeboren sind beauftragt, gegenwärtige Depesche als Antwort auf das Eingangs erwähnte Schreiben dem Reichsministerium mitzutheilen. Empfangen etc. etc.

(gez.) Fürst Schwarzenberg.

XXXIX.

Note du plénipotentiaire de Bavière près le Pouvoir central provisoire, concernant les droits fondamentaux, en date du 5 décembre 1848.

(Quellensammlung etc. II. 1. p. 147.)

Der unterzeichnete interimistische königl. bayerische Bevollmächtigte hat hinsichtlich der bei dem Zusammentritte mit dem Gesamtministerium am 23. v. M. an die Bevollmächtigten der deutschen Staaten ergangenen Aufforderung, sich rücksichtlich der Verkündigung und des Vollzuges der Grundrechte des deutschen Volkes zu äussern, seiner allerhöchsten Regierung Bericht erstattet, und ist nunmehr ermächtigt, Nachstehendes zu eröffnen:

In wenigen deutschen Ländern sind auf dem Wege der Gesetzgebung dem Volke so frühzeitig ausgedehnte Rechte verliehen worden, als in Bayern, und hier be-

stehen bereits im Wesentlichen jene Einrichtungen in Kraft, welche die Grundrechte zu begründen und zu gewährleisten bezwecken. In Bayern ist die grundherrliche Gerichtsbarkeit aufgehoben, der Unterthans- und Hörigkeitsverband für immer gelöst, das Jagdrecht auf fremdem Grund und Boden unterdrückt, der Lehensverband für auflösbar erklärt, das Versammlungs- und Vereinsrecht gestattet, die Pressfreiheit im grössten Umfange gewährt, und ist der Weg angebahnt, die übrigen Grundrechte nach Massgabe der Landesverfassung zur Geltung zu bringen. Demnach wird eine materielle Differenz mit den von der Nationalversammlung ausgesprochenen Grundrechten kaum als bestehend anzusehen sein. Dass aber formelle Aenderungen nur auf verfassungsmässigem Wege und in Uebereinstimmung zwischen Krone und Ständen herbeigeführt werden können, liegt am Tage, ist begründet im Wesen der konstitutionellen Regierungsform und bedingt durch den auf die Verfassung des Königreiches geleisteten Eid. Das Staatsministerium erkennt die Grundrechte als die Grundlage an, auf welcher die allen Deutschen gemeinschaftlichen Rechte einheitlich aufgebaut und zu diesem Zwecke in der vaterländischen Verfassung und in den betreffenden Gesetzen die nöthigen Abänderungen vorgenommen werden sollen, um die Gesetzgebung Bayerns mit der des deutschen Reiches in Einklang zu setzen.

XL.

Extrait d'une Dépêche du ministère des affaires étrangères de Hanovre, adressée au plénipotentiaire hanovrien près le Pouvoir central provisoire relativement à la publication des droits fondamentaux, en date du 17 décembre 1848.

(Ibid. p. 148.)

Die tief eingreifenden Wirkungen, welche die Verkündigung der Grundrechte auf die gesammte Verfassung des Landes äussern muss, legen der königl. Regierung die unabweisliche Nothwendigkeit auf, sich die Folgen einer Publikation derselben deutlich und bestimmt vor Augen zu stellen. Sie hat es sich zur Pflicht gemacht, in ihrer Verfügung vom 11. v. M. zu erörtern, welche Nachtheile das Königreich treffen werden, wenn die

Grundrechte in der damals allein vorgelegenen ersten Abfassung zur Geltung gelangen sollten.

Zuerst muss sich hier die königl. Regierung die Verpflichtung vergegenwärtigen, den Rechtszustand vor Ungewissheit und Unsicherheit zu bewahren. Dass dieses aber bei einer getrennten Verkündigung so tief greifender Bestimmungen unmöglich sei, wird sich bereits aus demjenigen ergeben, was wir unter dem 4. v. M. bei Gelegenheit der Frage über die Publikation der Reichsgesetze darzulegen Veranlassung gehabt haben. Abgesehen aber auch von dieser moralischen Verpflichtung einer jeden Regierung, sind Wir in Gemässheit der Art. 65, 71, 102 und 103 des Gesetzes vom 5. September, so wie des Art. 2 des Gesetzes vom 10. April d. J. verpflichtet, darauf zu halten und verantwortlich dafür, dass Abänderungen der Gesetze und der Verfassung des Königreiches nicht ohne Zustimmung der Stände vorgenommen werden. Die königl. Regierung hegt das unerschütterliche Vertrauen, dass die Centralgewalt, weit entfernt, irgend eine Landesregierung in Erfüllung ihrer verfassungsmässigen Obliegenheiten zu bedrängen, es vielmehr als ihre Pflicht erkenne, jeden Angriff auf die gültig bestehenden Verfassungen abzuwehren. Nur das Zustandekommen des neuen Verfassungswerkes — welches nach den sowohl von den Regierungen, als den Völkern Deutschlands durch Anordnung und Vollzug der Wahlen zur deutschen Nationalversammlung anerkannten Bundesbeschlüssen vom 30. März und 7. April d. J. allein auf dem Wege der Vereinbarung möglich ist, — kann diese Stellung ändern. Gewiss wird aber die Centralgewalt auch in dem Beschlusse der Nationalversammlung vom 27. Mai, nach welchem alle Bestimmungen der deutschen Verfassungen bis zur Gründung des allgemeinen Verfassungswerkes in Kraft bleiben sollen, und in dem ihre eigene Existenz begründenden Beschlusse vom 28. Juni, welcher alle Einwirkung der Centralgewalt auf dasselbe ausschliesst, eine noch dringendere Veranlassung finden, Verhältnisse unverletzt zu erhalten, an deren unsanfter Berührung das ganze Verfassungswerk scheitern könnte. Je lebhafter die königl. Regierung die Vermeidung eines so traurigen und für Deutschland so gefahrdrohenden Ereignisses wünscht, und je mehr sie zu der Weisheit der provisorischen Centralgewalt vertraut, dass dieselbe auch hier die richtigen

Wege einschlagen werde, um so mehr hält sie sich überzeugt, dass es derselben nicht entgangen sein könnte, wie bedenklich sich die Stellung der deutsch-österreichischen Landestheile namentlich zu dieser Frage gestalte. Nicht nur dürften bei den geringen Majoritäten, mit welchen diese an sich so zweifelhaften Grundrechte beschlossen sind, und dem entscheidenden Einflusse, den die österreichischen Deputirten auf dieselben gehabt haben, in dem unglücklichen Falle, wenn Oesterreich sich von dem neuen Verfassungswerke zurückzöge, die Stimmung der Versammlung in Bezug auf dieselben eine wesentlich verschiedene und sonach die verfrühte Publikation eine sehr unerwünschte Erschwerung der ganzen Einigung werden — sondern es ist auch nicht minder zu besorgen, dass eine solche ohne Rücksicht auf jenen grossen Staat und dessen besondere Stellung beschaffte Verkündigung eines Theiles der Verfassung dem Beitritte desselben zu dem Ganzen, den jeder wahrhaft deutsch gesinnte und die Interessen des Vaterlandes klar erkennende Mann mit allen Kräften erstreben muss, unübersteigliche Hindernisse in den Weg wälzen könnte. Unter diesen Umständen erachtet die Regierung nach ihren gesetz- und verfassungsmässigen Verpflichtungen gegen das Königreich und im Interesse des Einigungswerkes selbst sich verbunden, der provisorischen Centralgewalt den dringenden Wunsch auszusprechen, dass diese Anstand nehmen möge, mit einer theilweisen Verkündigung der Beschlüsse der Nationalversammlung über das Verfassungswerk nach Andeutung des Rundschreibens vom 22. Oktober vorzuschreiten. Die Regierung erachtet sich zugleich verpflichtet, die einschlagenden Rechte des Königreichs Hannover, insbesondere die der hiesigen Landesvertretung, ausdrücklich vorzubehalten.

† Dans la 154^{me} séance de l'Assemblée nationale, du 18 janvier 1849, M. de Gagern, président du conseil des ministres, entre dans des explications fort détaillées sur les relations du pouvoir central avec le gouvernement hanovrien par rapport à la publication des droits fondamentaux dans le royaume de Hanovre. Il résulte de ces explications que les dispositions des droits fondam entaux qui paraissent inspirer des inquiétudes au gouvernement hanovrien sont surtout celles du §. 33, concernant la divisibilité du sol. M. de Gagern déclare, de son côté, que le pouvoir central ne saurait mettre en doute la force obligatoire des droits fondamentaux dans le royaume de Hanovre, et qu'il agirait dans le

sens de cette conviction aussitôt que des réclamations par rapport à la non-exécution de ces droits seraient portées à sa connaissance.

XLI.

Programme du ministère du Pouvoir central, formé par M. Henri de Gagern, présenté à l'Assemblée constituante dans la séance du 17 décembre 1848.

(Trad. — Journ. de Francfort.)

Le peuple désire ardemment que l'oeuvre de la constitution soit bientôt terminée. L'assemblée nationale a reconnu ce besoin et s'approche du terme de sa grande tâche. Il est vrai que *l'établissement* de la constitution n'est pas dévolu au pouvoir central; cependant, frayer la voie pour mettre en vigueur la constitution quand elle sera achevée, chercher à prévenir les obstacles qui peuvent être prévus et écarter ceux qui peuvent surgir, un pareil travail de la part du Pouvoir central est, aux yeux du ministère, une condition si essentielle de la prospérité publique, que ce dernier l'envisage comme le plus important et celui qui doit avant tout autre fixer son attention. La position prise par l'Autriche vis-à-vis de l'assemblée nationale allemande et du Pouvoir central provisoire pour l'Allemagne impose au ministère de l'empire le devoir de soumettre des propositions à l'assemblée nationale, qui s'est déjà occupée à plusieurs reprises de cette importante question.

Il est dit dans le programme du ministère autrichien du 27 novembre:

1^o Que tous les pays de l'Autriche continueront de former une unité politique;

2^o Que les rapports politiques de l'Autriche vis-à-vis de l'Allemagne ne pourront être réglés que quand l'organisation intérieure de l'un et de l'autre état sera achevée.

Cette manière d'envisager la position de l'Autriche vis-à-vis de l'Allemagne a été non seulement approuvée par la diète d'Autriche, mais elle paraît être encore conforme aux désirs et aux vues de la grande majorité des habitants des provinces austro-allemandes. Elle contient la réponse de l'Autriche à la question qui lui avait été faite par suite de la résolution qu'avait prise l'assemblée

nationale touchant le chapitre de la constitution intitulé: „De l'empire et du pouvoir central“, nommément les paragraphes 1, 2 et 3.

Pour apprécier la position du pouvoir central vis-à-vis de l'Autriche, il faut, selon l'avis du ministère de l'empire, partir des points suivants:

1^o Vu la nature de l'union de l'Autriche avec des pays situés hors de l'Allemagne, les obligations du pouvoir central se bornent, pour le moment et pendant le provisoire, à maintenir en général les rapports fédéraux existants de l'Autriche avec l'Allemagne. Mais il faut reconnaître la situation spéciale en vertu de laquelle l'Autriche prétend ne pouvoir entrer dans le futur état fédéré allemand à des conditions qui altèrent l'union politique des provinces austro-allemandes avec les provinces autrichiennes non-allemandes.

2^o L'Autriche, par conséquent, doit être considérée, d'après les résolutions de l'Assemblée nationale, qui fixent la nature de l'état fédéré comme ne voulant pas faire partie du futur état fédéré allemand.

3^o On règlera dans un prochain avenir les rapports d'union de l'Autriche vis-à-vis de l'Allemagne au moyen d'un acte d'union spécial, et on cherchera à satisfaire, autant que possible, les besoins intellectuels, politiques et matériels qui ont uni de tout temps l'Allemagne et l'Autriche et qui peuvent les unir encore davantage.

4^o Comme l'Autriche se trouve, il est vrai, dans une union indissoluble avec l'Allemagne, représentée par le Pouvoir central, mais qu'elle ne fait pas partie de l'état fédéré, il faut ouvrir des négociations par voie diplomatique pour s'entendre sur toutes les obligations et les droits fédéraux réciproques, tant sur ceux qui existent déjà, que sur ceux qu'il s'agit de fixer dorénavant.

5^o La constitution de l'état fédéré allemand, que sans doute, il est dans l'intérêt des deux pays de terminer promptement, ne peut cependant pas faire le sujet des négociations avec l'Autriche.

En soumettant ces points à l'examen de l'Assemblée nationale, je demande pour le ministère de l'empire l'autorisation d'ouvrir au nom du pouvoir central des négociations diplomatiques avec le gouvernement autrichien pour régler les rapports ci-dessus mentionnés. Je prie l'Assemblée de vouloir, vu l'importance de cette demande,

la renvoyer à une commission et charger cette dernière de présenter son rapport dans le plus court délai.

† Après un débat animé, l'Assemblée résolut de faire nommer par les bureaux une commission chargée de faire rapport sur cette proposition.

XLII.

Note du Prince de Schwarzenberg, président du conseil des ministres d'Autriche, à l'envoyé d'Autriche près le Pouvoir central de l'Allemagne à Francfort, en date du 28 décembre 1848.

(Traduction. — J. de Francfort.)

Sans entrer dans une discussion approfondie du programme présenté par M. le ministre de Gagern à l'Assemblée nationale allemande, ce que nous nous réservons de faire à une autre époque, je crois devoir, déjà aujourd'hui, fixer l'attention du ministère sur les points suivants. On part dans ce programme de la supposition que l'Autriche prétend ne pas vouloir faire partie du futur état fédéré, c'est-à-dire de s'en exclure. Cependant, dans l'exposé de la politique du cabinet autrichien tel qu'il a été fait le 27 novembre à Kremsier, il est dit expressément que la régularisation des affaires allemandes fera l'objet de négociations ultérieures et on n'y a point exprimé des vues comme celles que nous attribue le programme de M. de Gagern. Il suit de là que si nous n'accordons pas les prémisses, il est impossible que nous admettions la conséquence. L'Autriche est encore une puissance fédérale allemande. Cette position, qui résulte du développement naturel de rapports existants depuis un millier d'années, elle ne songe pas à y renoncer. Si, comme nous le désirons sincèrement, on parvient à confondre plus intimement les intérêts des différentes parties de l'Allemagne, si l'oeuvre de la constitution, à laquelle concourt l'Autriche, est menée à bonne fin, l'Autriche saura tenir sa place dans ce nouveau corps politique. Dans tous les cas on préjugerait essentiellement l'organisation future de la confédération germanique telle qu'elle a existé jusqu'à présent, si l'on regardait déjà comme un fait accompli la non accession de l'Autriche à „l'état fédéré qui va être créé“, ainsi

qu'il est dit dans le programme en question. L'autorisation d'ouvrir des rapports diplomatiques avec l'empire d'Autriche que M. de Gagern a sollicitée de l'Assemblée nationale est une conséquence de cette supposition que nous avons repoussée. Nous avons, ainsi que tous les autres états fédéraux de l'Allemagne, un plénipotentiaire au siège du pouvoir central. Cela suffira, comme par le passé, pour entretenir les relations d'affaires avec le ministère.

Je vous invite par conséquent à intervenir auprès de M. de Gagern pour l'engager à renoncer par les motifs ci-dessus énoncés à son projet d'ouvrir des rapports diplomatiques avec l'Autriche. Ce que nous voulons, c'est une solution satisfaisante de la grande question. On cherchera à l'obtenir, ce dont M. le ministre peut être convaincu, par voie d'arrangement et d'entente avec les gouvernements allemands, parmi lesquels celui d'Autriche occupe la première place.

Nous sommes très disposés à lui tendre la main pour l'aider dans sa tâche difficile, mais nous espérons aussi, et cet espoir est justifié par les rares qualités de cet homme d'état, qu'il saura apprécier exactement toutes les circonstances et cette prévenance empressée qui peuvent seules amener une solution satisfaisante.

Recevez, etc.

Schwarzenberg.

XLIII.

Convention conclue le 28 Novembre 1848 entre la Hesse Electorale, le Grand-duché de Hesse, le Duché de Nassau, le Landgraviat de Hesse-Hombourg et la ville libre de Francfort pour la protection de l'Assemblée nationale constituante et du Pouvoir central provisoire.

(Frankf. P. Ztg. — J. de Fr.)

Les plénipotentiaires ci-dessous nommés près le pouvoir central provisoire de l'Allemagne:

1^o Le conseiller intime de légation Jordan pour l'électorat de Hesse;

2^o Le conseiller ministériel Eigenbrodt pour le grand-duché de Hesse:

3^o Le conseiller de régence Schepp, substitut du plénipotentiaire pour le duché de Nassau;

4^o Le conseiller privé actuel de Holzhausen pour le landgraviat de Hesse-Hombourg ;

5^o L'échevin et docteur Souchay pour la ville libre de Francfort.

Se sont réunis aujourd'hui par suite d'une invitation à eux adressée par le ministre de l'empire pour le département de l'intérieur et des instructions qu'ils ont reçues à ce sujet par leurs gouvernements respectifs et ont échangé une déclaration réciproque, stipulant que les gardes de sûreté, portant uniforme, de l'électorat de Hesse, du grand-duché de Hesse, du duché de Nassau, du landgraviat de Hesse-Hombourg et de la ville libre de Francfort, seront autorisés, en cas d'urgence et s'il était à craindre qu'un individu ne voulût se soustraire par la fuite à son arrestation, à procéder dans chacun des cinq états voisins susnommés à cette arrestation de la même manière que cela a lieu dans le pays auquel ressortissent les employés respectifs, et cela sans y être requis par les autorités de l'endroit où doit s'effectuer l'arrestation.

Toutefois, en pareil cas, les individus arrêtés devront être livrés immédiatement aux autorités compétentes de l'endroit, soit de la police, soit de l'ordre judiciaire.

Les employés qui ont opéré l'arrestation devront, pour transporter les individus arrêtés, réclamer l'aide et l'assistance des autorités de police de l'endroit le plus prochain, accompagner ceux-ci jusqu'au lieu de leur extradition et y donner aux autorités compétentes les renseignements nécessaires.

Fait à Francfort, le 28 novembre 1848.

Jordan, Eigenbrodt, Schepp, Holzhausen, Souchay.

XLIV.

Droits fondamentaux du peuple allemand promulgués par le Pouvoir central provisoire le 27 décembre 1848.

Introduction.

Les droits fondamentaux suivans sont garantis au peuple allemand. Ils serviront de base aux constitutions des états allemands particuliers; aucune constitution ni aucune législature d'un état allemand particulier ne pourra les supprimer ou les restreindre.

Art. I. — §. 1. Le peuple allemand se compose des

ressortissants des états qui forment l'empire allemand. — §. 2. Chaque Allemand jouit du droit de citoyen de l'empire allemand. Les prérogatives que lui confère ce droit, il peut les exercer dans chaque état allemand. La loi électorale de l'empire décide du droit d'élection pour l'assemblée nationale. — §. 3. Chaque Allemand a le droit d'établir son séjour et son domicile dans chaque endroit du territoire de l'empire, d'y acquérir des propriétés foncières de toute espèce et d'en disposer, d'exercer chaque profession et d'y obtenir le droit de bourgeoisie. Les conditions de séjour et de domicile seront déterminées par une loi sur le pays natal (*Heimathgesetz*;) celles pour l'exercice des professions par un règlement pour toute l'Allemagne, lequel émanera du pouvoir de l'empire. — §. 4. Aucun état allemand ne peut, à l'égard du droit civil, du droit pénal et de la procédure, établir entre ses ressortissants et les citoyens allemands d'un autre état une différence par suite de laquelle ces derniers sont traités comme des étrangers. — §. 5. La peine de la mort civile est abolie; ses effets doivent cesser dans le cas où elle a été prononcée antérieurement pour autant qu'il ne sera pas porté atteinte à des droits privés acquis. — §. 6. La liberté d'émigrer ne peut être limitée par l'état; il ne sera pas prélevé des droits de détraction. — L'émigration est placée sous la protection et la sollicitude de l'empire.

Art. II. §. 7. Il n'y a devant la loi aucune différence entre les conditions. Tous les privilèges de rang sont abolis. La noblesse, comme classe distincte, est abolie. Les Allemands sont égaux devant la loi. Tous les titres, pour autant qu'ils ne se rattachent pas à un emploi, sont supprimés et ne pourront jamais être rétablis. Aucun ressortissant de l'empire allemand ne pourra accepter des décorations d'un état étranger. Tous ceux qui sont aptes aux emplois publics y sont également admissibles. Chacun est astreint au service militaire; personne ne peut s'y faire remplacer.

Art. III. — §. 8. La liberté individuelle est garantie. Hors le cas de flagrant délit, nul ne peut être arrêté qu'en vertu de l'ordonnance motivée du juge. Cette ordonnance doit être remise au détenu au moment de son arrestation ou dans les 24 heures. Quiconque a été arrêté par les autorités de la police doit être le lendemain ou relâché ou remis entre les mains des autorités judi-

ciaires. Tout prévenu doit être mis en liberté contre une caution ou une garantie à fixer par le tribunal, à moins qu'il n'existe contre lui de puissants indices d'un crime grave. Dans le cas d'une détention illégalement décrétée ou prolongée, le coupable, et au besoin l'état, est tenu de donner satisfaction et d'accorder une indemnité à celui qui a été l'objet de ce traitement illégal. Les modifications qu'on jugera nécessaire d'apporter à ces dispositions, pour ce qui concerne l'armée et la marine, feront l'objet de lois spéciales. — §. 9. La peine de mort, excepté les cas où elle est prescrite par le code militaire ou admise par le droit maritime en cas de rébellion, ainsi que la peine du *pilori*, de la marque et des châtimens corporels, est abolie. §. 10. Le domicile est inviolable. Une visite domiciliaire ne peut avoir lieu: 1^o Qu'en vertu d'une ordonnance motivée du juge, qui devra être remise à la partie intéressée au moment de la perquisition ou dans les 24 heures. — 2^o Que dans le cas de la poursuite pour flagrant délit par le fonctionnaire compétent. — 3^o Que dans les cas et les formes où la loi accorde exceptionnellement aux fonctionnaires spéciaux le droit de procéder à une perquisition sans une ordonnance du juge. La perquisition doit se faire, si possible, en présence de co-loca-taires. L'inviolabilité du domicile n'est pas un obstacle à l'arrestation d'une personne poursuivie juridiquement, — §. 11. Hors les cas d'arrestation et de visite domiciliaire, on ne peut saisir des lettres et des papiers qu'en vertu d'une ordonnance motivée du juge qui doit être remise à la partie intéressée au moment même de la saisie ou dans les 24 heures. — §. 12. Le secret des lettres est garanti. Les restrictions nécessaires dans les cas d'enquête criminelle et de guerre seront déterminées par la législation.

Art. IV. — §. 13. Chaque Allemand a le droit de faire connaître librement ses opinions par la parole, par des écrits, par la voie de la presse et par le dessin. La liberté de la presse ne peut être limitée, suspendue ou supprimée dans aucune circonstance ni d'aucune manière par des mesures préventives notamment par la censure, par des concessions, par des privilèges, par des taxes, des restrictions apportées aux imprimeries et aux librairies, par des prohibitions postales et d'autres obstacles mis à la liberté des communications. Les délits de

presse, poursuivis par les autorités devront être jugés par le jury. Une loi sur la presse sera publiée par l'empire.

Art. V. §. 14. Chaque Allemand jouit d'une entière liberté de croyance et de conscience. Personne n'est tenu de manifester ses convictions religieuses. — §. 15. Aucun Allemand ne peut être gêné dans l'exercice privé et public de son culte. Les crimes et délits commis dans l'exercice de cette liberté seront punis d'après les lois. — §. 16. La croyance religieuse ne peut restreindre la jouissance des droits civils et politiques. Elle ne doit porter aucune atteinte aux devoirs politiques. — §. 17. Chaque communauté religieuse règle et administre elle-même ses propres affaires, mais elle reste soumise aux lois générales de l'état. Aucune communauté religieuse ne jouira de privilèges exclusifs; il n'existera plus d'église de l'état. Il peut se former de nouvelles communautés religieuses; leur croyance n'a pas besoin d'être reconnue par l'état. — §. 18. Personne ne sera astreint à une cérémonie ou à un acte religieux. — §. 19. La formule du serment sera désormais: „Ainsi Dieu me soit en aide.“ — §. 20. La validité civile du mariage ne dépend que de l'accomplissement de l'acte civil; la cérémonie religieuse ne peut avoir lieu qu'après l'accomplissement de l'acte civil. La différence des religions n'est pas un obstacle au mariage civil. — §. 21. Ce sont les autorités civiles qui tiennent les registres de l'état civil.

Art. VI. — §. 22. La science et l'enseignement sont libres. — §. 23. L'enseignement et l'éducation sont placés sous le contrôle de l'état et soustraits à la surveillance du clergé comme tel, excepté pour l'enseignement religieux. — §. 24. Tout Allemand a le droit de fonder et de diriger des établissements d'enseignement et d'éducation, et d'y enseigner, après avoir justifié de sa capacité devant l'autorité compétente. L'enseignement domestique est affranchi de toute entrave. — §. 25. Pour assurer l'éducation de la jeunesse allemande, il sera établi partout des écoles publiques en nombre suffisant. Les parents ou ceux qui le remplacent ne pourront priver les enfants confiés à leurs soins de l'enseignement prescrit pour les écoles élémentaires. — §. 26. Les instituteurs des écoles publiques jouiront des droits des employés de l'état. L'état conjointement avec les communes, nommera les instituteurs des écoles publiques. — §. 27.

L'enseignement dans les écoles élémentaires et dans les écoles des arts et métiers de rang inférieur sera gratuit. Les pauvres jouiront de l'enseignement gratuit dans tous les établissements publics. — §. 28. Chacun est libre de choisir son état et de s'y préparer de la manière et dans l'endroit où bon lui semblera.

Art. VII. — §. 29. Les Allemands ont le droit de se réunir paisiblement et sans armes; ils n'ont besoin pour cela d'aucune autorisation spéciale. Les assemblées en plein air pourront être défendues en cas de danger imminent pour l'ordre et la sécurité publics. — §. 30. Les Allemands ont le droit de former des associations. Ce droit ne pourra être restreint par aucune mesure préventive. — §. 31. Les dispositions contenues dans les §§. 28 et 29 sont applicables à l'armée de terre et à la flotte en tant que les règlements disciplinaires ne s'y opposeront pas.

Art. VIII. — §. 32. La propriété est inviolable. Une expropriation ne peut avoir lieu que pour des causes d'utilité publique, en vertu d'une loi et moyennant une juste indemnité. La propriété littéraire sera protégée par la législation de l'empire. — §. 33. Tout propriétaire foncier peut se dessaisir de sa propriété, soit en entier, soit en partie, entre vivants comme pour le cas de décès. Le soin de régler l'application du principe de la divisibilité de toute propriété foncière est abandonné aux états particuliers. Pour ce qui est de la main-morte, le droit d'acquérir des biens-fonds et d'en disposer pourra être restreint par voie de législation pour des raisons d'utilité publique. — §. 34. Tout rapport de sujétion et de servage est aboli pour toujours. — §. 35. Sont abolis sans indemnité: 1^o La juridiction patrimoniale et la police seigneuriale, ainsi que les droits, exécutions et redevances qui en découlent; 2^o Les redevances et prestations personnelles découlant des rapports seigneuriaux et territoriaux. Avec ces droits sont abolies les prestations et charges imposées aux ayant-droits. — §. 36. Toutes les redevances et prestations inhérentes au sol, notamment les dîmes, sont rachetables; la législation des états particuliers décidera si le rachat pourra avoir lieu seulement sur la demande de la partie payante, ou bien aussi sur celle de l'ayant-droit; elle fixera en même temps le mode d'exécution. A l'avenir, aucune propriété foncière ne pourra être chargée d'une

redevance ou prestation non rachetable. — §. 37. Tout propriétaire foncier a le droit de chasser sur son propre terrain. Le droit de chasse sur le terrain d'autrui, les servitudes et corvées de chasse, etc., sont abolis sans indemnité. Le droit de chasse acquis à titre onéreux devra être racheté. La législation des états particuliers réglera l'exercice de la chasse, eu égard à la sûreté publique et au droit commun. Le droit de chasse sur le terrain d'autrui inhérent à la propriété ne pourra jamais être rétabli. — §. 38. Les fidéi-commis de famille seront abolis. Le mode et les conditions de leur abolition seront réglés par la législation des états particuliers. Les dispositions sur les fidéi-commis des maisons princières régnautes sont réservées à la législation des états particuliers. — §. 39. Tous les fiefs sont abolis. La législation des états particuliers déterminera le mode de cette abolition. — §. 40. La peine de la confiscation est abolie.

Art. IX. §. 41. Toute juridiction émane de l'état. Il n'y aura point de juridiction patrimoniale. — §. 42. Le pouvoir judiciaire est confié à des juges indépendants. La justice de cabinet et de ministère est inadmissible. Personne ne pourra être distrait de son juge naturel. Les tribunaux exceptionnels sont abolis pour toujours. — §. 43. Il n'y aura point de juridictions privilégiées pour certaines classes de personnes ou de biens. La juridiction militaire est restreinte aux crimes et délits militaires et aux contraventions de discipline, sauf les dispositions sur l'état de guerre. — §. 44. Les juges ne pourront être destitués, à moins d'un arrêt judiciaire. Leur rang et leur traitement leur sont également garantis. Leur suspension ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une sentence judiciaire. — §. 45. La procédure devant les tribunaux sera publique et orale. Des exceptions à la publicité, dans l'intérêt de la moralité, seront déterminées par une loi. — §. 46. Les affaires criminelles et les délits politiques seront jugés par des jurys. — §. 47. La juridiction dans les affaires civiles, pour ce qui concerne les vocations spéciales, sera exercée par des juges experts choisis librement par leurs collègues. — §. 48. La justice et l'administration seront séparées et indépendantes l'une de l'autre. Les conflits sur la compétence seront décidés par un tribunal que la loi déterminera. — §. 49. La justice administrative sera

354 *Actes relatifs aux relations politiques etc.*

abolie. Les tribunaux connaîtront de toutes les atteintes portées au droit. La police n'exercera aucune juridiction pénale. — §. 50. Les arrêts définitifs des tribunaux allemands seront également valables et exécutoires dans tous les pays allemands. Une loi de l'empire fixera à ce sujet les dispositions ultérieures.

Loi relative à l'introduction des droits fondamentaux.

Les droits fondamentaux du peuple allemand devront être introduits dans toute l'étendue de l'empire d'Allemagne sous les dispositions suivantes :

Art. I. Avec cette loi de l'empire entrent en vigueur les dispositions : 1^o Des paragraphes 1 et 2; 2^o du paragraphe 3, toutefois pour ce qui concerne le séjour, le domicile et la profession, sous réserve des lois de l'empire qui seront rendues plus tard; 3^o des paragraphes 4, 5 et 6; 4^o du paragraphe 7, sous réserve des restrictions contenues aux articles III et VIII de la présente loi; 5^o du paragraphe 8, à l'égard du dernier alinéa, concernant l'armée et la marine; 6^o du paragraphe 10, sous réserve des dispositions contenues aux articles III et VII; 7^o des paragraphes 11 et 12; 8^o du paragraphe 13; dans les états où il n'y aura pas encore de jurés, les tribunaux existants connaîtront, jusqu'à l'établissement du jury, des délits de presse; 9^o des paragraphes 14, 15 et 16, ainsi que des 2^e et 3^e alinéas du paragraphe 17 et du paragraphe 18; 10^o des paragraphes 22, 24, 25 et 28; 11^o des paragraphes 29, 30 et 31; 12^o du paragraphe 32; du 2^e alinéa du paragraphe 33; des paragraphes 34, 35, à l'exception du premier alinéa (art. III, VIII); du 2^e alinéa du paragraphe 36; du paragraphe 37, sous réserve des lois à rendre sur le rachat des privilèges de chasse et sur l'exercice du droit de chasse (art. IV); 13^o du paragraphe 32 et du premier alinéa du paragraphe 44. Toutes les dispositions de droits d'état particuliers lesquelles sont contraires à celles contenues dans les paragraphes susnommés cessent d'être en vigueur.

Art. II. Pour ce qui est du principe énoncé dans le paragraphe 17, de l'indépendance des communautés religieuses, les états particuliers rendront le plus tôt possible les lois organiques nécessaires pour mettre à exécution ce principe à l'égard des églises existantes.

Art. III. Les modifications à apporter à la législation des états particuliers, pour autant qu'elles sont commandées par les dispositions suivantes des droits fondamentaux, devront être effectuées sans tarder par voie constitutionnelle, à savoir: 1^o Au lieu de l'abolition décrétée aux paragraphes 9 et 40 de la peine de mort, du pilori, de la marque, des peines corporelles et de la confiscation, on fixera au moyen d'une loi un autre mode de punition pour les crimes auxquels étaient applicables les peines susnommées, 2^o On comblera les lacunes que laissera dans le droit public l'abolition des privilèges, décrétée au paragraphe 7. 3^o On régularisera le service militaire sur la base des prescriptions contenues dans le paragraphe 7. 4^o On fixera les modifications du paragraphe 8, réservées pour l'armée et la marine. 5^o On rendra des lois, qui régleront le troisième point touchant les visites domiciliaires, dont il est fait mention au paragraphe 10. 6^o On promulguera les prescriptions nécessaires sur le serment, le mariage et les registres de l'état civil d'après les paragraphes 19, 20 et 21. 7^o On organisera l'enseignement public en conformité des paragraphes 23, 26 et 27. 8^o On modifiera la justice et l'administration conformément aux dispositions du premier alinéa du paragraphe 35, des paragraphes 41, 43, du deuxième et troisième alinéa du paragraphe 44, ainsi que des paragraphes 45 jusqu'à 49 inclusivement.

Art. IV. Il sera également procédé de suite dans les états particuliers à la fixation des rapports de propriété indiqués aux paragraphes 33, 36 jusqu'à 39 inclusivement.

Art. V. Le pouvoir central veillera à la promulgation et à l'exécution des nouvelles lois mentionnées plus haut.

Art. VI. Jusqu'à la promulgation des lois de l'empire dont il est question dans les paragraphes 3, 13, 32 et 50, les rapports auxquels ceux-ci font allusion sont soumis à la législation des états particuliers.

Art. VII. Pour les cas qui, d'après ce qui a été dit plus haut, exigeront de nouvelles lois, on maintiendra jusqu'à la publication de ces dernières les lois jusqu'ici en vigueur. Quant à la faculté de faire des visites domiciliaires, elle sera laissée provisoirement aux employés publics qui sont autorisés à y procéder pour la protection du recouvrement de l'impôt et de la propriété forestière.

Art. VIII. Les changements à faire à la constitution fondamentale de quelques états allemands particuliers par suite de l'abolition des privilèges de rang devront être effectués dans l'espace de six mois par les organes actuels de la législature de ces états d'après les dispositions suivantes: 1^o Les conditions prescrites par la constitution pour prendre un arrêté relativement au changement de cette dernière ne seront pas applicables dans le cas en question; il sera procédé dans les formes de la législation ordinaire. 2^o Si dans les états qui ont deux chambres on ne parvient pas à s'entendre par cette voie, les deux chambres se réuniront pour prendre dans une *seule* assemblée, à la simple majorité des voix, les résolutions nécessaires. Au reste, les organes actuels de la législation des états particuliers auront la faculté de s'entendre entr'eux pour que les changements à effectuer dans la constitution soient faits par une nouvelle représentation du pays, arrangement qui devra avoir lieu conformément aux dispositions indiquées aux numéros 1er et 2. Si les nouvelles lois ne sont pas rendues dans le délai fixé, le pouvoir central invitera le gouvernement de l'état particulier à convoquer immédiatement, en vertu de la loi électorale de l'empire, une diète, composée d'une seule chambre, pour réviser la constitution et les autres lois du pays conformément aux résolutions de l'Assemblée nationale. Francfort, le 27 décembre 1848.

Le vicaire de l'empire:

Archiduc Jean.

Les ministres de l'empire:

*H. de Gagern. de Peucker. de Beckerath.
Duckwitz. R. Mohl.*

XLV.

*Lettre du président du ministère de l'Empire
du 5. janvier 1849, adressée au président de
la commission de l'Assemblée nationale pour la
question autrichienne.*

(Trad. — Journ. de Francf.)

Francfort, 5 janvier 1849.

Le ministère de l'empire, en transmettant à la commission une copie de la communication qui lui a été faite de la part du gouvernement autrichien par le pré-

nipotentiaire de ce dernier près le pouvoir central, croit devoir la faire suivre des observations suivantes :

I. En soumettant le 18 décembre à l'Assemblée nationale la première de ses propositions, le ministère de l'Empire a pensé que le devoir du pouvoir central était de maintenir les rapports fédéraux existants entre l'Autriche et l'Allemagne. Ainsi il n'a pas révoqué en doute que l'Autriche ne fût une puissance fédérale et qu'elle n'eût le droit de rester dans la confédération.

II. Il est incontestable que la majorité du peuple allemand veut que l'ancienne constitution fédérale soit transformée de manière que les affaires collectives de la nation soient administrées souverainement par un gouvernement collectif avec une représentation du peuple, tout en maintenant, autant que faire se peut, l'indépendance des états particuliers. Le caractère de ce futur état fédéré est tracé préalablement dans les chapitres de la constitution de l'Empire, qui traitent de l'empire, du pouvoir central, du tribunal de l'empire, de la diète de l'empire et dont la première lecture a déjà eu lieu. Il n'est pas probable qu'à une seconde lecture l'Assemblée nationale adopte des changements qui modifient essentiellement le caractère du futur état fédéré.

III. Aucun état *purement allemand* ne pourra refuser d'accéder à un état fédéré qui sera organisé de la sorte. Pour ce qui est de l'Autriche, le ministère de l'Empire a cru et croit encore que, vu la nature de son union avec des pays non allemands, elle devait avoir une position à part.

IV. Quand même l'Autriche n'aurait pas antérieurement déclaré d'une manière expresse ne pas vouloir accéder à l'état fédéré allemand tel qu'il serait constitué d'après les résolutions qui ont été prises, et si maintenant elle se réserve une déclaration ultérieure, le ministère de l'Empire croit avoir le droit de supposer, d'après le programme de Kremsier, sanctionné par l'opinion publique en Autriche, et d'après l'attitude du gouvernement autrichien vis-à-vis des dispositions du pouvoir central, ainsi que les résolutions de l'Assemblée nationale, que l'intention du gouvernement autrichien est de ne pas vouloir faire partie de l'état allemand fédéré. Il est dit dans ce programme : *Le maintien de l'unité politique de l'Autriche est une nécessité pour l'Allemagne comme pour l'Europe.*

Le maintien de l'unité politique de l'Autriche est incompatible avec la subordination *d'une partie* à un état fédéré allemand, indépendant de toute la monarchie, fort, gouverné unitairement, conforme en un mot à la volonté de la nation. Le nouveau plénipotentiaire autrichien près le pouvoir central vient déclarer maintenant que le ministère autrichien a essentiellement modifié les vues politiques qui servaient de base au programme de Kremsier. Le gouvernement autrichien pense qu'il est libre encore dans la réponse que l'Autriche a à faire à la question qui lui a été posée par la projet de constitution de l'Allemagne. Le pouvoir central ne saurait lui contester cette liberté. Mais même après les explications qu'a données de la note du 28 décembre le plénipotentiaire autrichien, le ministère de l'Empire pense que le résultat justifiera ses vues.

V. Il est dit dans la cinquième proposition, soumise le 18 du mois dernier à l'Assemblée nationale par le ministère de l'Empire, que la constitution de l'état fédéré ne pouvait pas faire l'objet des négociations. Dans la note du 28 décembre, on fait observer à ce sujet que la solution de la grande question ne peut être obtenue que par voie d'arrangement et d'entente avec les gouvernements allemands, parmi lesquels celui d'Autriche occupe la première place.

Les voies d'arrangement ne doivent jamais être négligées, quand elles peuvent conduire au but; mais il faut repousser formellement le principe général de l'arrangement et de l'entente pour ce qui concerne l'oeuvre de la constitution, principe incompatible avec l'attitude prise par l'Assemblée nationale. L'espoir de voir étouffé à sa naissance l'état fédéré, investi d'un pouvoir durable et gouverné par un chef unique et de le voir remplacé par une institution plus ou moins semblable à l'ancienne diète germanique, cet espoir, supposé qu'on s'y livrât, sera déçu.

VI. Mais, abstraction faite de l'oeuvre de la constitution et malgré la note du 28 décembre, ainsi que les explications du nouveau plénipotentiaire autrichien, il est indispensable d'ouvrir des négociations avec le gouvernement autrichien, non seulement pour hâter la mise en oeuvre de la constitution de l'Allemagne en préparant une déclaration réciproque sur la position de l'Autriche non allemande vis-à-vis de toute l'Allemagne, ou

éventuellement l'union de toute la monarchie autrichienne avec le reste de l'Allemagne, mais encore pour atteindre le but gouvernemental immédiat du pouvoir central et pour le mettre en mesure d'accomplir ses devoirs, ce qui nécessite la présence d'un plénipotentiaire à l'endroit où s'élabore la nouvelle organisation d'un empire, lequel appartient en grande partie à l'Allemagne et qui forme le centre des grands intérêts européens.

Quant à la forme dans laquelle doivent avoir lieu les négociations, c'est là un point secondaire. Si le ministère de l'Empire a sollicité l'autorisation d'établir des rapports *diplomatiques* avec l'Autriche, c'est que l'envoi de commissaires de l'empire de la part du pouvoir central implique des prétentions à un pouvoir exécutif, qui ont été formellement contestées en Autriche.

VII. Le ministère de l'Empire réitère par conséquent sa motion du 18 décembre, tendante à être autorisé à ouvrir, au nom du pouvoir central, en temps opportun et dans les formes convenables, des négociations avec le gouvernement autrichien touchant les rapports de l'Autriche vis-à-vis de l'Allemagne.

Gagern.

† L'Assemblée nationale constituante a dans sa séance du 8 janvier 1849, sur la proposition de M. Mohl, ministre de la Justice l'Empire, adopté la loi qui suit:

Article unique. A partir du 1. mai 1849 toutes les banques publiques de jeu dans toute l'Allemagne sont et demeurent closes et les contrats de bail des jeux sont révoqués.

Elle a en outre, sur la proposition de sa commission d'économie politique, arrêté ce qui suit:

1) Les loteries de classes pourront pour le présent être maintenues avec les améliorations recommandées en 1845 par la commission de la Diète; toutefois le Pouvoir-Central provisoire sera chargé d'en obtenir, autant que possible, la suppression dans les états particuliers.

2) Les loteries privées ne pourront avoir lieu que sur concessions des gouvernements des états particuliers et seulement à des fins d'utilité publique.

3) L'établissement de nouvelles loteries de classes est prohibée.

4) La loterie de chiffres (Lotto) est supprimée dans tous les états allemands où elle aura encore été maintenue et le Pouvoir-Central provisoire est chargé d'en effectuer la suppression dans le plus court délai. (V. Nr. L.)

XLVI.

Résolution de l'Assemblée nationale constituante de Francfort du 13 janvier 1849.

Arrêtée à 8 h. du soir par 261 contre 224 voix sur la proposition de M. de Wulffen.

„L'Assemblée nationale accorde au ministère de l'Empire l'autorisation sollicitée par lui dans son programme du 18 décembre 1848, lequel a été modifié par la communication du 5 janvier 1849 et commenté par la déclaration du président du ministère dans la séance du 11 janvier.“

(Avant qu'on procédât au vote, les députés autrichiens ont remis au président de l'assemblée une protestation dirigée contre la compétence de l'assemblée dans des questions concernant le partage de l'Allemagne, et dans laquelle ils déclarent ne pas vouloir abandonner leurs sièges à l'Assemblée nationale et ne céder qu'à la force. Après le vote, qui a eu lieu par appel nominal, une protestation dirigée contre la résolution de l'Assemblée a été remise au président par d'autres membres non-autrichiens.)

† Dans la séance de l'Assemblée nationale Allemande du 19 janvier la discussion sur la forme du gouvernement ayant été close, la proposition de M. Rotenhan, tendant à l'établissement d'un *Directoire* a été rejetée à la majorité de 361 voix contre 97.

La proposition de la majorité de la commission :

La dignité de chef de l'Empire sera transmise à un des Princes allemands regnants
a été adoptée par appel nominal à la majorité de 258 contre 211.

XLVII.

Note du ministère de l'Empire, adressée au plénipotentiaire autrichien près le pouvoir central provisoire en réponse à la note du 28 décembre 1848, en date du 22. janvier 1849.

(*Quellensammlung etc. II 1. p. 28.*)

Herr Bevollmächtigter! Das gegenwärtige Ministerium des Reichsverwesers hatte am 18. December v. J. bei der deutschen verfassunggebenden Nationalversammlung um die Ermächtigung angesucht:

„Die gesandtschaftliche Verbindung mit der Regie-

rung des österreichischen Kaiserreiches Namens der deutschen Centralgewalt anknüpfen zu dürfen, zu dem Zwecke, die Verständigung über die gegenseitigen, sowohl bereits bestehenden, als künftigen Bundespflichten und Rechte einzuleiten und zu unterhalten.

Ein ähnlicher Antrag war schon von dem Ministerium des Reichsverwesers, als noch Sie an der Spitze desselben standen, vorbereitet worden. Es war nämlich unter Ihrer Mitwirkung beabsichtigt gewesen, den in folgender Weise formulirten Antrag an die Nationalversammlung zu bringen:

Die Reichsversammlung — in Erwägung, dass nach der Natur der Verbindung Oesterreichs mit ausserdeutschen Ländern und nach den vorliegenden Erklärungen der österreichischen Regierungen der Eintritt der deutsch-österreichischen Provinzen in den deutschen Bundesstaat auf den Grund der von der deutschen Nationalversammlung angenommenen Verfassungsbestimmungen nicht erwartet werden kann; dass das österreichische Ministerium die Ansicht feierlich ausgesprochen hat, es seien die Verfassungen Deutschlands und des österreichischen Kaiserstaates unabhängig von einander zu begründen, und erst nachdem beide Staatencomplexe feste Gestalt gewonnen, die Bedingungen des Anschlusses zu verabreden; dass zwar die Verabredung der Verfassung des deutschen Bundesstaates nicht aufgehalten werden darf, dass aber eine gänzlich getrennte Feststellung beider Verfassungen ohne Verständigung über die möglichen Grundlagen des künftigen Verbandes Oesterreichs mit Deutschland, diesen Verband selbst und mit ihm die höchsten Interessen der gesammten Nation gefährden könnte, dass ein Anlass zur Verständigung mit Oesterreich auch in der unabweisbaren Nothwendigkeit liegt, den Umfang jener Bundespflichten näher zu bestimmen, zu deren Erfüllung Oesterreich auch in den gegenwärtigen Verhältnissen sich bereit erklärt hat; dass endlich Berathungen mit der österreichischen Regierung in den erwähnten Beziehungen zweckmässig nur durch die Centralgewalt gepflogen werden können, das Gesetz vom 28. Juni aber diesen Fall nicht vorgesehen hat, beschliesst:

„Dem Reichsministerium die Ermächtigung zu ertheilen, mit der österreichischen Regierung in Ver-

handlung zu dem Zwecke vorbereitender Verständigung über die möglichen Grundlagen der künftigen Verbindung Oesterreichs mit Deutschland einzutreten.“

Beide Anträge hatten ihren Grund in der Ueberzeugung, dass die in Oesterreich bestehende Verbindung deutscher und nichtdeutscher Lande zu einer Staatseinheit von so grosser Festigkeit und Macht, wie der Fortbestand der österreichischen Monarchie sie erheischt, mit einer gleichförmigen, über das ganze deutsche Bundesgebiet, also auch über die deutsch-österreichischen Provinzen, sich erstreckenden Verfassung eines Bundesstaates nicht vereinbar sei. Beide jene Anträge beruhten auf der Voraussetzung, dass diejenigen Souveränitätsrechte, welche als unveräusserliche Rechte der österreichischen Centralgewalt über die sämtlichen österreichischen Lande österreichischer Seits betrachtet werden, im Wesentlichen auch als der Inbegriff der Rechte gelten würden, welche der deutsche Bundesstaat ansprechen müsse, damit die Staaten umschlungen seien von dem gemeinsamen Bande einer kräftigen Centralgewalt. Es erschien als ein Widerspruch, die deutsch-österreichischen Provinzen rücksichtlich derselben staatsrechtlichen Berechtigungen und Verpflichtungen beiden, in Beziehung auf diese Provinzen für gleichberechtigt erachteten und mit denselben Befugnissen ausgerüsteten, Centralgewalten untergeordnet zu denken.

Die Lösung dieses Widerspruches zu suchen durch Gefährdung des Fortbestandes der Monarchie, ist nicht der Gedanke, mit welchem der Unterzeichnete die Führung der Geschäfte im Reichsministerium übernahm; sie zu suchen durch Verzicht auf das nothwendige Maass der Einigung Deutschlands, diesem anderen Gedanken darf und kann er nicht Raum geben. Es blieb nur die Lösung übrig, anzunehmen, dass Oesterreich in den zu errichtenden deutschen Bundesstaat nicht eintrete; mit demselben aber sich so enge als möglich — enger, wenn möglich, als bisher im Staatenbunde, — verbinden werde. In dieser Auffassung des Verhältnisses Oesterreichs zu Deutschland durfte das Reichsministerium mehr als eine blosse Ansicht, es durfte darin den eigenen Wunsch und Anspruch der Kaiserlichen Regierung erkennen. Oesterreich hatte sich durch Wort und That der Zumuthung erwehrt, als seien seine deutschen Gebiete einer an die

Stelle des früheren Bundestages tretenden obersten Vollziehungsgewalt unterzuordnen. „Wir wollen die konstitutionelle Monarchie aufrichtig und ohne Rückhalt —“, so heisst es im Programme von Kremsier d. d. 27. November 1848, „Wir wollen diese Staatsform, deren Wesen und gesicherten Bestand wir in der gemeinschaftlichen Ausübung der gesetzgebenden Gewalt durch den Monarchen und die Repräsentantenkörper Oesterreichs erkennen — „wir wollen sie“ etc. „getragen von der freien Gemeinde und der freien Gestaltung der Länderteile in allen inneren Angelegenheiten, umschlungen von dem gemeinsamen Bande einer kräftigen Centralgewalt“ etc. etc. „In allen äusseren Beziehungen des Reiches werden wir die Interessen und die Würde Oesterreichs zu wahren wissen, und keinerlei beirrenden Einfluss von aussen auf die unabhängige Stellung unserer inneren Verhältnisse zulassen.“

Zwar lag Oesterreichs Zustimmung vor zur Gründung der durch das Gesetz vom 28. Juni v. J. geschaffenen provisorischen Centralgewalt über Deutschland; aber die Wirksamkeit, die dieses Gesetz derselben überwies, hatte Oesterreich ihr nicht einzuräumen vermocht. Das erwähnte ministerielle Programm von Kremsier hatte den Fortbestand der Monarchie in staatlicher Einheit verkündet und die Verbindung Oesterreichs mit Deutschland dem Zeitpunkte vorbehalten, in welchem beide Staatenkörper zu neuen und festen Formen gelangt sein würden. Die gegenseitige Unabhängigkeit der inneren Gestaltung schien hiermit ausgesprochen; Oesterreich hatte sie für sich auch thatsächlich geltend gemacht, indem es ohne Vorbehalt bezüglich der Verfassung des deutschen Bundes den gemeinschaftlichen österreichischen Reichstag für deutsche und nicht-deutsche Provinzen berufen hatte. Der Natur der künftigen Verbindung konnte das Reichsministerium nicht vorzugreifen glauben, indem es unter diesen Umständen einerseits und andererseits nach den bis jetzt vorliegenden Beschlüssen der deutschen Nationalversammlung bezüglich des Verfassungswerkes; worin das System des Bundesstaates mit einer gemeinschaftlichen Regierung und Volksvertretung für die gemeinsamen Interessen der Nation festgehalten wird, die Sonderstellung Oesterreichs neben dem deutschen Bundesstaate als bereits entschieden annahm.

Diese Voraussetzung mit ihren Folgerungen wird in

dem Schreiben des k. k. Herrn Ministerpräsidenten Fürsten von Schwarzenberg, welches der Unterzeichnete durch Vermittelung des Herrn Bevollmächtigten für Oesterreich am 4. d. M. zu empfangen die Ehre hatte, als statthaft bezeichnet. Der Herr Ministerpräsident erklärt, dass in jener zu Kremsier geschehenen Darlegung der Politik des österreichischen Kabinetts die Absicht, sich von dem zu errichtenden deutschen Bundesstaate auszuschiessen, keineswegs ausgesprochen sei, dass vielmehr Oesterreich seine Stellung als deutsche Bundesmacht nicht aufzugeben gedenke.

Der Unterzeichnete hat sich bei Erwägung dieser Erklärung von dem Vertrauen leiten lassen, dass die österreichische Regierung nicht gewillt sein könne, der Lage Deutschlands diejenige Rücksicht zu versagen, die sie für die ihrige mit Recht in Anspruch nimmt. Eine stark ausgerüstete Einheitsgewalt in Deutschland zu verhindern, die Ursachen der Revolution im deutschen Volke zu verewigen, dies wird Oesterreich weder als ein Recht behaupten, noch als das richtige Mittel betrachten, zu seiner eigenen, inneren Festigung zu gelangen. Die kaiserliche Regierung besitzt eine zu genaue Kenntniss von den Zuständen Deutschlands und hat in den revolutionären Bewegungen, die auch in Oesterreich stattgefunden haben, zu viel eigene Erfahrungen gesammelt, um nicht dem Entwicklungsgange Rechnung zu tragen, wodurch die Nationalversammlung veranlasst worden ist, abweichend von dem Principe der Vereinbarung zwischen der Volksvertretung und den Regierungen bezüglich des Verfassungswerkes, wie dieses Princip gegenüber den konstituierenden Versammlungen und für die Verfassungen der Einzelstaaten festgehalten worden ist, die endgültige Entscheidung über das Reichsverfassungswerk sich vorzubehalten. — Es ist Thatsache, dass die deutschen Regierungen nach den Märzbewegungen, während der Versammlung des Fünfzigerausschusses und bis zur Eröffnung der Nationalversammlung, vielfacher Anregungen ungeachtet, sich nicht über einen vorzulegenden Verfassungsentwurf und den bezüglich des Verfassungswerkes einzuschlagenden Gang haben einigen können.

Dass eine solche allgemeine Einigung aller Regierungen jetzt sicherer in Aussicht stehe, ist schwer zu glauben. Die Nationalversammlung konnte also nicht

innerhalb der Consequenzen eines Prinzips bleiben; wolle die Möglichkeit des Zustandekommens des doch so dringenden Verfassungswerkes in Frage stellen. Aber gleich der kaiserlichen Regierung erblickt auch der Unterzeichnete die sicherste Hoffnung des Gelingens des Verfassungswerkes in der Verständigung mit den Regierungen, wo und insoweit sie Schwierigkeiten beseitigen und zum Ziele führen kann. — In der Hinweisung auf diese Verständigung von Seiten des kaiserlichen Ministeriums wird also der Unterzeichnete mit gleich festem Vertrauen eine Absicht oder Begünstigung der Hinausschiebung des Verfassungswerkes entfernt nicht voraussetzen, sondern nur eine im Bewusstsein der Grösse und Schwierigkeit der Aufgabe gefasste Ueberzeugung erkennen über das nothwendige und erreichbare Maass der politischen Einigung Deutschlands, und er hat die Frage dieses Maasses als eine offene anzuerkennen; so lange keine endgültigen Verfassungsbeschlüsse vorliegen. Die mündlichen Aeusserungen, mit welchen der kaiserliche Herr Bevollmächtigte das Schreiben vom 28. Dezember begleitete, deuteten darauf hin, dass dieses Schreiben eine Aenderung der politischen Ansicht ausdrücken solle, welche dem Programme von Krensmier zu Grunde liegt. Bestünde diese Aenderung darin, dass Oesterreich, früher entschlossen, den deutschen Bundesstaat neben sich entstehen zu lassen, nunmehr ein Veto gegen denselben aus seinem Rechte als Bundesmacht ableiten wollte, Oesterreich befände sich dann im Widerspruche nicht nur mit dem vorwaltenden Verlangen der Nation, sondern auch mit dem gegenwärtigen Staats- und Bundesrechte Deutschlands. Das Gesetz vom 28. Juni v. J., wodurch eine provisorische Centralgewalt für Deutschland unter Zustimmung aller deutschen Regierungen konstituiert worden ist, hat das Staats- und Bundesrecht Deutschlands wesentlich modifiziert, den Bundesstaat berichtigt, und es können die Rechte und Pflichten des Bundes nicht mehr ausschliesslich nach den Grundgesetzen von 1815 und 1820 erkannt werden.

Die Räte des Reichsverwehrs müssten daher die letzte Erklärung Oesterreichs in dem andern Sinne verstehen, dass dadurch die Aussicht eröffnet sei, es werde sich die neue Konstitution der österreichischen Gesamtmonarchie mit der Unterordnung des österreichischen Bundesgebietes unter eine das Wesen des Bundesstaates

festhaltende, deutsche Reichsverfassung und Reichsregierung vereinigen lassen. Diese Aussicht ist es, auf welche das Reichsministerium, wie im Eingange bemerkt, früher verzichten zu müssen glaubte. Sich ihr zu verschliessen, kann ihm nicht in den Sinn kommen. Das Verfassungswerk in unbestimmte Ferne zu rücken, steht nicht in seiner Macht und würde seiner Pflicht widerstreben.

Das hier in Abschrift beigefügte Schreiben des Unterzeichneten vom 5. d. M. an den zur Begutachtung der Vorlage vom 18. Dezember niedergesetzten Ausschuss der Nationalversammlung gibt Rechenschaft über die durch das unterm 28. Dezember erlassene Schreiben des k. k. Herrn Ministerpräsidenten an den Herrn Bevollmächtigten für Oesterreich erforderlich gewordene Modifikation dieser Vorlage. Dieselbe ist von dem Unterzeichneten nach eingeholtem Beschlusse des Ministerrathes in der Berathung noch näher dahin bestimmt worden:

„dass die Mittheilung vom 5. d. M. an den Ausschuss auf dem Vorbehalte der Erklärung Oesterreichs beruht, ob und wie es in den Bundesstaat oder überhaupt die Staatsform, die hier gefunden werden soll, eintreten könne und wolle; — dass diese Erklärung nicht mehr, wie in der Vorlage vom 18. December als ertheilt vorausgesetzt wird.“

Damit trat die Frage der Ausdehnung der von der deutschen Nationalversammlung ausgehenden Verfassungsbeschlüsse und Gesetze auf das Bundesgebiet Oesterreichs wieder an die vorderste Stelle, und eine Folgerung hieraus war, dass das Reichsministerium den früher in Voraussetzung des Unionsverhältnisses auf die gesandtschaftliche Form der Verhandlung beschränkten Antrag nunmehr erweiterte, um für die Entscheidung der Vorfrage Raum zu lassen.

Die Nationalversammlung hat durch Beschluss vom 13 d. M. dem Reichsministerium die verlangte allgemeine Ermächtigung ertheilt:

„zu geeigneter Zeit und in geeigneter Weise mit der k. k. Regierung, Namens der provisorischen Centralgewalt für Deutschland, über das Verhältniss Oesterreichs zu Deutschland in Verhandlung zu treten.“

und das Reichsministerium hat in Betracht der sich an-

hernden Entscheidung nicht gesäumt, bei S. Kaiserl. Hoheit dem Reichsverweser den Antrag zu stellen, dass von jener Ermächtigung sofort Gebrauch gemacht werde.

Was die Verhandlung derjenigen Punkte betrifft, in welchen das Verhältniss der provisorischen Centralgewalt zu Oesterreich bisher nicht geregelt und die ihr übertragenen Vollziehungsbefugnisse nicht ausgeübt werden konnten, so werden die einzelnen Reichsministerien wegen der in ihren Bereich gehörenden Gegenstände mit dem k. k. Herrn Bevollmächtigten sich zu benehmen die Ehre haben.

Der Unterzeichnete hält jedoch diesen Weg nicht für ausreichend, um die Erfüllung einer der wichtigsten Pflichten der Centralgewalt, die Leitung der auswärtigen Angelegenheiten Deutschlands ermöglicht zu sehen. Die Stellung Oesterreichs als europäische Grossmacht, und die Natur der gegenwärtigen politischen Fragen, deren Fäden fast alle in Wien zusammenlaufen, bringt es mit sich, dass die Centralgewalt eines am Sitze der österreichischen Regierung verweilenden Vertreters nicht entbehren kann. Es ist für sie unerlässlich, von den dortigen Verhandlungen und Entschlüssen schleunige und umfassende Kenntniss zu erhalten, und sie wird nur unter dieser Bedingung im Stande sein, den von ihr wie von Oesterreich ausgesprochenen Wunsch und Willen, in den Fragen der äusseren Politik Hand in Hand zu gehen, wirksam in Ausübung bringen. Sie bedarf eines Organes, welches ihr gleich wie dies für die k. k. Regierung durch Anwesenheit des Herrn Bevollmächtigten dahier der Fall ist, die Möglichkeit bietet, auch ihrerseits am Hofe Sr. Majestät des Kaisers und dem österreichischen Ministerium gegenüber durch mündliche, von Person zu Person gehende Erörterungen dem Verkehre diejenige Vollständigkeit und Lebendigkeit zu verleihen, welche nur durch wechselseitige Sendung vertrauter erprobter Männer zu erreichen ist. Es wird sich das Bedürfniss, Bevollmächtigte der Centralgewalt auch in anderen deutschen Regierungssitzen verweilen zu lassen, wahrscheinlich, wenn auch aus minder dringenden und entscheidenden Ursachen, ergeben. Auch hinsichtlich des Hauptzweckes der dem Ministerium ertheilten Ermächtigung, der baldigen Klarstellung des gesammten Verhältnisses Oesterreichs zu Deutschland hält der Unterzeichnete einen Agenten der Centralgewalt in Wien nicht für ent-

behrlich. Wenn auch nach der von dem kaiserlichen Ministerium früher geäusserten und von dem Herrn Bevollmächtigten mündlich als fortbestehend bestätigten Ansicht der Zeitpunkt noch nicht gekommen sein sollte, die gegenseitigen Beziehungen Oesterreichs zu Deutschland staatlich zu bestimmen, so muss doch der Unterzeichnete den grössten Werth darauf legen, über den Entwicklungsgang der dortigen Verfassungsfragen aus unmittelbarer Auffassung unterrichtet zu werden, das Verständniss der hiesigen durch unmittelbare Erklärung fördern zu können, und die Gegenseitigkeit der Einwirkung auch in Betreff des Verfassungswerkes herzustellen. Dies sind die auch bei öffentlichen Anlässen ausgesprochenen Gründe, welche der k. k. Herr Bevollmächtigte und das k. Ministerium würdigen werden, welche das Reichsministerium veranlassen, sich ohne Verzug mit der Aufgabe einer Sendung an den k. k. Hof zu beschäftigen. Zu diesem Zwecke muss dasselbe zunächst wünschen, durch gneigte Verwendung des Bevollmächtigten mit möglichster Beschleunigung zu erfahren, ob hinsichtlich einer solchen Sendung und ihrer Modalitäten die kaiserliche Regierung sich zur Aeusserung bestimmter Wünsche oder Vorschläge veranlasst finde. Das Reichsministerium hofft auf deren Zustimmung, indem es sowohl den Charakter eines diplomatischen, als den eines aus der Exekutivgewalt abgeleiteten Auftrages ausschliesst, und für den Bevollmächtigten der Centralgewalt, ähnlich wie für die Bevollmächtigten bei derselben, nur die äussere Rangstellung eines Gesandten als ihr angemessen erscheinend bezeichnet.

Mit dem vorstehenden, die Form der Verhandlung betreffenden Ersuchen, verbindet der Unterzeichnete die vorbereitende Anknüpfung der Unterhandlung selbst, für welche der Ausgangspunkt nur in den bis jetzt in erster Lesung vorliegenden Verfassungsbeschlüssen der deutschen Nationalversammlung gefunden werden kann. Er glaubt daher die kaiserliche Regierung, wie hiermit geschieht, ersuchen zu müssen, die hier in beweisender Form beigefügten, vorläufig angenommenen Theile der Verfassung (vom Reiche, von der Reichsgewalt, vom Reichsgerichte, vom Reichstage) amtlich zur Kenntnis zu nehmen. Das bereits früher mitgetheilte Kapitel von den Grundrechten hat jetzt, nach gehöriger Publikation, Gesetzeskraft. Zu welchen Erwägungen die Regierung

des Kaiserstaates in diesen Mittheilungen Anlass findet, in welcher Weise sie die Feststellung des Verhältnisses der österreichischen Gesamtmonarchie und ihrer Bestandtheile zu dem in der Gestaltung begriffenen deutschen Bundesstaate auf dem Grunde jener Beschlüsse, oder auf welcher anderen Grundlage herbeizuführen gedenkt, darüber darf der Unterzeichnete im beiderseitigen höchsten Interesse einer baldgefälligen Rückäußerung entgegensehen.

Frankfurt a. M., den 22. Januar 1849.

(gez.) *H. Gagern.*

XLVIII.

Note du gouvernement autrichien en date du 4 février 1849 adressée au ministère du pouvoir central de l'Allemagne.

(Journal de Francfort.)

Lorsqu'au printemps de l'année dernière le sentiment national allemand, qui aspirait à une union politique plus étroite, se manifesta dans le désir de réformer, d'une manière conforme à l'esprit de l'époque, les rapports politiques de la patrie, les princes de l'Allemagne s'empressèrent de répondre aux vœux et aux tendances de leurs peuples. Le 30 mars, la diète germanique décida de procéder aux travaux préparatoires pour les élections des représentants de la nation, qui devaient avoir pour mission „de fonder l'oeuvre de la constitution allemande entre les gouvernements et le peuple“. Les élections eurent lieu sans le moindre obstacle et avec une entière liberté. L'assemblée nationale ne tarda pas à se réunir à Francfort et commença sa grande tâche. L'Autriche n'a point cherché à exercer la moindre influence sur ses délibérations et sur ses résolutions. Le point de vue auquel s'est placé le gouvernement impérial le jour où son plénipotentiaire à la diète a signé l'arrêté susmentionné, est resté invariablement le même. Fidèle à l'opinion exprimée alors dans toute l'Allemagne, qu'il fallait tenir compte du désir que témoignait l'Allemagne de former une union plus intime, non moins qu'au principe de l'entente entre les princes et le peuple, principe proclamé dans la séance de la diète du 30 mars dernier, le gouvernement de S. M. a cru devoir attendre les ré-

sultats des délibérations des représentants du peuple réunis à Francfort, à l'effet d'achever, d'accord avec les autres gouvernements allemands, et d'une manière pleinement satisfaisante pour tous, la grande oeuvre de la régénération de l'Allemagne.

Le gouvernement de S. M., qui a continué de remplir fidèlement ses obligations fédérales, n'a pas hésité non plus à reconnaître le pouvoir central créé par l'assemblée nationale en remplacement de la diète, et à manifester par cela même son empressement à déférer aux vœux exprimés par les représentants légaux de la nation allemande. La nouvelle autorité fédérale, en tenant équitablement compte de la difficulté des rapports intérieurs, ne pourra s'empêcher de confirmer que le gouvernement de S. M. s'est attaché, même au milieu des événements les plus graves et les plus critiques, à satisfaire à toutes les exigences qui ne touchaient pas au domaine de la législation. Le cabinet impérial a suivi attentivement les délibérations de l'assemblée nationale, et en présence de la demande exprimée en Allemagne de se prononcer sur ses opinions, il ne veut pas avoir l'air de se retrancher dans une politique équivoque et artificieuse. Le gouvernement impérial partage entièrement avec les tribus allemandes en deçà et au delà des limites de l'Autriche le besoin vivement senti de la régénération de l'Allemagne, et il reconnaît avec elles que la première condition pour cela, c'est une association plus étroite des états particuliers. Fonder cette association plus étroite, réaliser une union et une fusion plus intimes, c'est là, à son avis, la tâche commune des princes et des peuples de l'Allemagne. *Bien loin de vouloir s'exclure, il est prêt, au contraire, à y concourir sérieusement et sincèrement, dans la supposition toutefois qu'il s'agisse d'union et non d'une transformation complète des rapports existants, du maintien des divers membres vitaux de l'Allemagne et non de suppression et de destruction.*

La forme d'un état unitaire ne paraît, aux yeux du cabinet impérial, ni réalisable pour l'Autriche, ni désirable pour l'Allemagne. Il ne paraît pas, disons-nous, réalisable pour nous, car le gouvernement autrichien ne peut pas, pour la place que l'Autriche occupe dans la confédération, perdre de vue ses droits et ses devoirs vis-à-vis des parties non allemandes de la monarchie.

Comme il ne peut pas rompre le lien qui unit entre eux depuis nombre de siècles les pays allemands et les pays non allemands de l'Autriche, de même il ne peut permettre qu'on déroge unilatéralement aux rapports de la confédération germanique, lesquels constituent une partie essentielle des traités européens. Nous avons ajouté qu'un pareil état unitaire ne nous paraît pas non plus désirable pour l'Allemagne, car non seulement il blesserait profondément et de toute manière les besoins, dont les formes sont si diverses, ainsi que les intérêts moraux et matériels les plus prochains, les traditions du passé et les exigences de l'avenir, mais encore il paralyserait le développement, désiré avec ardeur et surveillé avec jalousie, de la liberté politique et personnelle des Allemands.

Qu'on n'objecte pas qu'on ne veut pas fonder un pareil état unitaire, mais qu'il ne s'agit que d'un état fédéré. Nous ne pouvons admettre ni cette assertion ni cette dénomination. La majorité de l'assemblée nationale s'est formellement prononcée pour le programme de M. le ministre de Gagern. Si ce programme pouvait être réalisé, on fonderait le soi-disant *état fédéré plus étroitement uni*, c'est-à-dire l'état unitaire, dont nous avons fait mention plus haut, peu importe que le point de gravitation restât à Francfort ou qu'on le plaçât dans une autre partie de l'Allemagne. Sous quelque point de vue qu'on envisage une telle entreprise, elle présente de tous côtés de grands, d'insurmontables obstacles. Pour l'Allemagne d'abord, parce que, si nous ne nous trompons, on ravirait aux membres particuliers, contrairement à l'histoire et aux besoins de l'époque actuelle, toute existence indépendante pour la transporter vers un foyer artificiel; pour l'Autriche ensuite, parce qu'un pareil état nous excluerait entièrement de la nouvelle Allemagne, ou qu'il romprait les liens qui unissent les états allemands héréditaires aux provinces non-allemandes, c'est-à-dire qu'il réaliserait les paragraphes 2 et 3 du chapitre de la constitution, relatif à l'empire. On se souvient que ces deux paragraphes ont provoqué dans toute l'Autriche, y compris les pays allemands, un cri d'indignation, et qu'à l'église de St-Paul un grand nombre de députés autrichiens, et particulièrement le président actuel du ministère de l'empire, ont fait ressortir dans la 103^e séance les objections et les scrupules qu'on faisait

valoir contre ces paragraphes. Ainsi, exclusion des pays allemands de l'Autriche, en d'autres mots *démembrement de l'Allemagne ou séparation des parties de l'Autriche*, si étroitement unies et confondues entre elles, et qui dorénavant ne seraient plus jointes ensemble que par le faible lien de l'union personnelle.

Voilà les deux points extrêmes auxquels la création du soi-disant état fédéré, qui est précisément tout autre chose plutôt qu'un état fédéré, mènerait inévitablement l'Allemagne et l'Autriche.

Le devoir que nous impose notre propre conservation, comme Allemands non moins que comme Autrichiens, nous détermine à décliner les dispositions contenues dans ces deux paragraphes. Nous le répétons, un pareil état fédéré n'avancerait pas le développement de l'Autriche et de l'Allemagne, mais affaiblirait l'une et l'autre, les mettrait en péril et porterait une atteinte grave, peut-être incurable, à leur vie politique intérieure; car, comme nous avons été dans le cas de le dire à une autre occasion: „La grandeur de l'Allemagne ne gît pas dans le démembrement de l'Autriche, ni sa consolidation dans l'affaiblissement de cette dernière: le maintien de l'unité politique de l'Autriche est un besoin pour l'Allemagne comme pour l'Europe.“ Convaincu qu'il n'existe pas une contradiction intérieure entre les intérêts si diversement confondus, bien que parfois divergents en apparence, des provinces allemandes et non allemandes de la monarchie d'une part, et entre ceux-ci et les intérêts du reste de l'Allemagne d'autre part, cependant le gouvernement ne méconnaît pas les difficultés d'une union intérieure; mais il ne doute pas qu'on ne parvienne à résoudre heureusement cette grave question, pourvu qu'on se mette à l'oeuvre franchement et sans arrière-pensées.

Ce que le gouvernement impérial a en vue, c'est une Allemagne ferme et puissante à l'extérieur, forte et libre à l'intérieur, et composée de parties organiques, étroitement unies entre elles. Nous pensons que plus la ligne de démarcation sera nettement tracée entre les intérêts communs à toute l'Allemagne et ceux des états particuliers, plus on préviendra sûrement la prépondérance des intérêts particuliers, et plus on pourra reculer les jalons qui fixeront les limites du grand empire. En poursuivant la voie dans laquelle on est entré, au lieu d'arriver à l'unité de l'Allemagne, on

se verrait forcé d'exclure l'Autriche, la première puissance de l'Allemagne, et d'assimiler les rapports futurs vis-à-vis de nous à ceux vis-à-vis des Pays-Bas et du Danemark. Sur la base qu'a en perspective le gouvernement impérial, *tous les états allemands et tous ses états situés hors de l'Allemagne, trouveront place.* Le gouvernement impérial ne craint pas qu'il résulte un préjudice réciproque, une lutte de races du rapprochement entre l'Allemagne et les provinces non allemandes de l'Autriche; au contraire, il n'y découvre qu'une source d'immenses avantages pour l'une comme pour les autres. Sans doute de grands obstacles s'opposent à la réalisation de cette idée, mais nous ne les tenons pas pour insurmontables.

Une marche progressive pour arriver à un rapprochement, laquelle commence par une bonne volonté et qui conduit insensiblement à une étroite association réelle, ne nous paraît pas être dans le domaine des illusions. Intimement convaincu que pour fonder réellement l'unité de l'Allemagne, il est absolument nécessaire que l'Autriche et la Prusse soient d'accord dans la marche à suivre à cet effet, nous avons regardé comme notre premier soin de communiquer nos vues au cabinet de Berlin. Nous avons agi en cela avec une parfaite sincérité et sans manifester l'intention de réclamer pour l'Autriche une plus grande part à la direction des affaires de l'Allemagne que celle que lui ont assurée de fait les traités et sa position de première puissance allemande et de grande puissance européenne. Nous avons proposé en même temps de commencer à Francfort l'oeuvre de l'entente conjointement avec les princes et en premier lieu avec les rois de l'Allemagne. Toutefois nous n'avons pu, comme c'était notre intention, arriver à une complète entente préalable avec le gouvernement prussien, ce qui nous décide à ouvrir seul la voie de l'arrangement avec Francfort ou de le faire conjointement avec la Prusse, ainsi que nous l'aurions désiré. S. M. l'empereur et son gouvernement font les vœux les plus sincères pour la réussite des efforts qui tendent à la consolidation et à l'union de l'Allemagne. Ils sont prêts à y concourir autant que le permettent les rapports particuliers de la monarchie. Ils espèrent, comme ils le désirent, que la présente communication sera favorablement accueillie dans l'église de Saint-Paul non moins

que hors de cette enceinte, et que dans tous les cas on appréciera entièrement la sincérité et la bonne volonté de l'Autriche.

Nous aimons à croire que la voie des arrangements ne sera pas fermée par les dernières résolutions de l'assemblée nationale, par ces votes qui ont eu lieu sous l'impression qu'il s'agissait d'autre chose que de ce qui était renfermé dans les propositions sur lesquelles l'assemblée était appelée à voter. Nous aimons à croire que, quand la constitution qu'aura adoptée l'assemblée sera soumise à la sanction des gouvernements allemands, on parviendra à s'entendre d'une manière qui satisfera toutes les parties. Mais quelles que soient les phases qu'ait encore à parcourir l'oeuvre de la constitution, il est un fait certain et positif, c'est que S. M. l'empereur et son gouvernement voient dans l'établissement d'un état central unitaire la source de funestes scissions, et un motif de démembrement et non d'union pour l'Allemagne. S. M. l'empereur et son gouvernement déclarent de la manière la plus solennelle que S. M. l'empereur ne se soumettra pas à un pouvoir central exercé par un autre souverain allemand. Ils se le doivent à eux-mêmes, ils le doivent à l'Autriche, ils le doivent à l'Allemagne.

XLIX.

Memorandum de M. Duckwitz, ministre du commerce de l'Empire, sur les rapports entre l'Autriche et l'Allemagne, en date du 12 février 1849.

(Quellensammlung etc. p. 614.)

Die vorliegende Ausführung kann sich nur auf dem Boden des Programmes des Reichsministeriums vom 18. December v. J., welches die Reichsversammlung gebilligt hat, bewegen. Dass Deutschland um jeden Preis, auch um den einer Verfassung, welche im Wesentlichen nur den alten lockeren Staatenbund für seinen ganzen Länderbestand erneuern würde, den Beitritt Deutschösterreichs erkaufen müsse, ist eine mit diesem Programme unvereinbare Ansicht. Nicht minder verläugnet dasselbe den entgegengesetzten Gesichtspunkt, nach welchem die deutsch-österreichischen Lande, wenn sie die neue Verfassung Deutschlands nicht annehmen können, aus dem bestehenden deutschen Bunde auszuschliessen und damit

ganz von dem zu errichtenden engeren Bunde abzulösen sein würden. Es bleiben nach dem Programme nur zwei Voraussetzungen als zulässige übrig: entweder dass die deutsch-österreichischen Provinzen wirklich in den neuen Bundesstaat eintreten, oder dass sie in ein weiteres Bundesverhältniss zu dem deutschen Bundesstaat gestellt werden, welches auf der Grundlage des alten deutschen Bundes mit den von Zeit und Umständen geforderten Aenderungen desselben, einen zum Mindesten eben so engen Verband, als der alte Bund gewährte, für Deutschland und Oesterreich begründe.

Nachdem nun aber Oesterreich in der Note vom 4. Februar den Eintritt seiner deutschen Lande in einen Bundesstaat, wie die deutsche Reichsversammlung ihn gründen muss, wenn sie ihre Aufgabe erfüllen will, dadurch zurückgewiesen hat, dass es die im Abschnitte des Verfassungsentwurfes von der Reichsgewalt enthaltenen Grundbestimmungen dieses Bundesstaates als Einheitsstaat bezeichnet, in welchen es nie eintreten werde, — ist es nicht länger nothwendig, die Folgen in Betracht zu ziehen, welche ein Eintritt der deutsch-österreichischen Provinzen in den deutschen Bundesstaat für die Stellung Oesterreichs zu Deutschland haben würde. Es mag dies von Seiten des Reichsministeriums um so eher unterbleiben, als sowohl dessen Programm vom 18. December v. J., als die zweite Erklärung vom 5. Januar d. J. vorausgesehen haben, dass Oesterreich nicht in jenen Bundesstaat eintreten könne und werde.

Somit ist jetzt nur noch der weitere Bund einer Erörterung zu unterwerfen, in welchen nach der immer festgehaltenen Ansicht des Reichsministeriums Oesterreich und Deutschland zu treten haben. Unter diesem weiteren Bunde kann bei reiflicher Erwägung Niemand eine solche Verbindung Beider verstehen, dass die kaiserliche Regierung aller unlösbar zu einer Gesamtmonarchie verbundenen Staaten von Oesterreich zugleich zur Centralgewalt von Deutschland würde und dass in einem Völkerparlamente die Abgeordneten von den Ländern der unteren Donau bis zur Nord- und Ostsee gemeinsam Gesetze beschlössen. Erwägt man nämlich die ungeheure Verschiedenheit der Kultur, der Industrie, des Bodenbaues, der socialen und kommerziellen Verhältnisse aller dieser Völkerstämme, so muss es einleuchten, wie undenkbar es ist, dass in einem solchen Par-

lamente Gesetze und Bestimmungen vereinbar werden können, die nur einigermaassen die Bedürfnisse der Völker befriedigen. Mit Zuversicht lässt sich voraussagen, dass ein solches Reich der Mitte, wenn die europäischen Mächte seine Bildung überhaupt zulassen würden, in sehr kurzer Zeit einer natürlichen oder gewaltsamen Auflösung entgegengehen müsste.

Ein anderer Weg muss eingeschlagen werden, um die Interessen der österreichischen Monarchie und des deutschen Bundesstaates in einen solchen Einklang zu setzen, dass beiden Völkern dauernde Befriedigung geschafft und zugleich zu ihrer eigenthümlichen Entwicklung Raum gelassen ist. Es wird uns nicht schwer fallen, diesen Weg zu weisen und klar zu zeigen, wie beide Staatenkomplexe gemeinsam und Hand in Hand, gleichsam wie zwei Associés einer Handelsfirma, die Bahn der materiellen Entwicklung und des brüderlichen Verkehrs betreten können, wie dabei ihre Interessen von Jahr zu Jahr mehr sich in einander weben und sich als ein gemeinsames Gut darstellen werden, welches gemeinsamen Schutz verlangt und erhalten muss. Daraus wird sich denn von selbst, auch wenn man keine bestimmte Form dafür feststellen wollte, die politische Gemeinsamkeit entwickeln, eine gewisse ungleich haltbarere und entschiedenere, als sie jemals das alte Bundesverhältniss hätte geben können.

Oesterreich hat sein eigenes Zollwesen, und diesem gemäss haben sich dessen Verkehr, Handel, Bodenbau und Industrie entwickelt. Theile des Kaiserstaates sind von anderen Theilen durch besondere Zolllinien getrennt, welche letztere jedoch in der Regel zum Hauptzweck haben, die Staatseinkünfte zu vermehren. Es ist zu erwarten, dass die mehr konzentrirte Monarchie zunächst darauf bedacht sein wird, diese trennenden, den Verkehr und die Befreundung der einzelnen Volkstämme hindernden Schranken zu beseitigen; denn die Folge davon würde unfehlbar ein Aufschwung des gegenseitigen Austausches aller Erzeugnisse, eine Vermehrung des Nationalvermögens und Wohlstandes, eine Vergrösserung des Verbrauches von Gegenständen der Industrie, und daher auch eine gesteigerte Blüthe der letzteren sein. Nach Maassgabe dieser Veränderung wird auch das ganze österreichische Grenzzollwesen und manche innere Besteuerungsweise eine gründliche Aenderung erfahren müssen,

wobei, wenn nicht viele wichtige Interessen auf das Spiel gesetzt werden sollen, lediglich nach den Verhältnissen, die in der Gesammtheit der österreichischen Staaten zum Vorschein kommen, verfahren werden kann. Wahrhaft unverantwortlich würde es sein, wenn über eine so folgenreiche, so sorgfältig zu prüfende Umwandlung nicht durch die eigene österreichische Regierung, und durch österreichische, der Dinge kundige Volksvertreter, sondern durch die ferne Centralgewalt in Frankfurt und durch einen Reichstag beschlossen werden sollte, dessen Mitglieder der Mehrzahl nach Länder vertreten, in welchen völlig andere Verhältnisse Beachtung fordern.

Der österreichische Gesamtstaat wird daher seinen eigenthümlichen Entwicklungsgang nehmen müssen, und dessen Regierung wird volllauf zu thun haben, nur diesen zu übersehen. Sowie diese Entwicklung vorschreitet, wird sich ergeben, bis zu welchem Maasse die Zollschranken zwischen Oesterreich und dem Bundesstaate gemildert oder entfernt werden können. Ein erstes Erforderniss wird sein, dass beide Staatenverbände sich verständigen über ein möglichst gleiches Zolltarifsystem gegen das beiden gemeinsame Ausland, so wie über gleich strenge und correkte Erhebungsnormen. Erst nachdem dieses Ziel erreicht ist, können unbedenklich für die beiderseitigen Erzeugnisse Erleichterungen des Austausches eintreten, anfänglich unter Begleitung von Ursprungsattesten; Letzteres, um zu vermeiden, dass nicht die fremdländischen Erzeugnisse dieses Vortheiles theilhaftig werden, deren Versteuerung vielleicht nicht in demjenigen Staate stattfände, in welchem dieselben verbraucht werden. Bei Erzeugnissen, welche in beiden Staaten einer Mitbewerbung des Auslandes gleicherweise entzogen sind, indem ein gleicher Gränzzoll in beiden stattfindet, würde bis zu völliger Zollfreiheit an der deutsch-österreichischen Grenze geschritten werden können. Solche Gegenstände, deren alsbaldige Freigebung bedeutende Interessen zerstören würde, kann man von diesem Austausche ausschliessen. Es versteht sich dabei von selbst, dass hinsichtlich derjenigen Waaren eigenen Erzeugnisses, welchen freier Zugang gegenwärtig gewährt werden wird, die Zölle auf die gleichartigen Waaren des Auslandes wenigstens im Minimalbetrage vertragsmässig festgestellt sein und bleiben müssen, weil sonst der eine oder der andere der beiden Staaten seine Eingangsrechte

so mässig stellen könnte, dass über seine Grenzen und mittelst Besteuerung zu Gunsten seiner Kassen die fremde Einfuhr in beide Staatsverbände stattfinden würde. Indem in dieser Art beide Staatenkomplexe ihr Steuerwesen gehörig und gleichmässig ordnen, lässt sich durch Vereinbarung ein grosser Verkehr unter denselben zu beiderseitiger Bereicherung herbeiführen. Es lässt sich der Handels- und Verkehrsbund anbahnen, wie es den Umständen angemessen ist und wie es den Wünschen der beiderseitigen Bevölkerung entspricht, ohne Umsturz bestehender Erwerbszweige, ohne Gefährdung der so sehr eine Berücksichtigung heischenden Finanzen. Von Jahr zu Jahr würde der Verkehr unter den beiden Bundesstaaten sich ausdehnen und einem einheitlichen freien Handelsgebiete für alle heimischen Erzeugnisse sich nähern, ungeachtet für ausländische Erzeugnisse die Zollgrenzen in ihrer vollen Strenge auch an der Grenze zwischen Oesterreich und dem Bundesstaate beibehalten würden, und jeder Theil sein eigenes Finanzwesen behielte. Dass künftig auch eine Gemeinschaftlichkeit der Zolleinkünfte und Rückvertheilung derselben stattfinden könnte, gehört nicht unter die Unmöglichkeiten; allein der Zeitpunkt, bei welchem davon die Rede sein könnte, liegt noch fern und daher mag diese Frage einstweilen der Zukunft überlassen bleiben.

Zur Erwirkung eines Einverständnisses über diese Frage des Zollwesens und des gegenseitigen Verkehrs, wird es, unter Festhaltung selbstständiger freier Beschlussnahme beider Verbündeter, erforderlich sein, dass jährlich, vielleicht zweimal, Kommissionen Sachverständiger, gebildet theils aus Regierungsbeamten, theils aus Industriellen, Kaufleuten und Gutsbesitzern, zusammentreten, und zwar einmal in Wien und einmal in Frankfurt, um sich über diese Verhältnisse zu berathen, und den beschliessenden Gewalten ihre gutachtlichen Aeusserungen vorzulegen. Unter den Regierungen von Gesamtösterreich und Gesamtdeutschland, bei welchen gegenseitig ständige Kommissionen für die Zoll- und Handelsfragen sich aufhalten müssten, würden weitere Verständigungen einzutreten haben. Strenge an die eben erörterten Fragen schliessen sich die Verhältnisse der Seeschifffahrt an. Die Staaten Oesterreichs und Deutschlands befolgten seither eine liberale Schifffahrtspolitik. Sie

werden das auch ferner thun, denn es liegt in ihrem alleinigen Interesse. Es wird daher kein Bedenken haben, dass die Schiffe Oesterreichs in deutschen Häfen als deutsche, und die deutschen Schiffe in österreichischen Häfen als österreichische behandelt werden. Die Gesetzgebungen über die Nationalität der Schiffe, die Art der Schiffspapiere, die Musterrollen etc. können ohne Schwierigkeit nach gleichen Grundsätzen geregelt werden. Man wird österreichische Schiffsleute für deutsche rechnen, deutsche für österreichische, so wie es keinen Unterschied machen wird, ob ein Schiff auf österreichischem Boden erbaut ist. Dabei kann eine Flaggenverschiedenheit so gut fortbestehen, als sie seither unter den drei Hansestädten bestand, ungeachtet diese vereint ihre Handels- und Schiffahrtsverträge schlossen. In weiterer Verfolgung dieser Schiffahrtsangelegenheiten wird es nöthig sein, dass in den Hauptgrundzügen beide Theile dieselben Prinzipien annehmen, welche sie ihrer Handels- und Schiffahrtspolitik zum Grunde legen wollen. Ohne eine solche Uebereinstimmung würde der eine Theil einen Schiffahrtsvertrag mit einem fremden Staate schliessen können, der im Widerspruche mit einem von dem anderen Theile geschlossenen stünde; selbst bei gemeinschaftlichen Unterhandlungen über einen Vertrag würden Meinungsverschiedenheiten unter den beiden Theilen zu überwinden sein, welche zu grossen Verzögerungen, ja zu völliger Veruneinigung führen könnten, wenn nicht das Ziel der Bestrebung ein vollkommen gleiches wäre. Wenn es auch nicht erforderlich erscheint, dass die Verpflichtung eingegangen werde, Handels- und Schiffahrtsverträge mit dem Auslande nur gemeinschaftlich zu verhandeln und abzuschliessen, so werden doch beide Theile die Verbindlichkeit nothwendig eingehen müssen, keinen Handels- und Schiffahrtsvertrag für sich mit einem fremden Staate abzuschliessen, in welchem nicht dahin vorgesehen ist, dass die besonderen Begünstigungen, welche die beiden Staaten unter sich einführen, keinen Anspruch des fremden Staates irgend welcher Art begründen sollen. Ohne solchen Vorbehalt würden die gegenseitigen Handels- und Verkehrsleichterungen auch fremden Staaten anheimfallen oder unterbleiben müssen, und ein engeres Band zwischen Deutschland und Oesterreich würde nicht begründet sein. Den bestehenden Verträgen wäre nachträglich eine solche

Klausel beizufügen, oder es würden dieselben, wenn schon und sobald kündbar, zu kündigen sein.

Hat sich in dieser Weise die Gemeinsamkeit der Interessen festgestellt, ohne der Individualität eines jeden der beiden Staaten zu nahe zu treten, so wird sich der Modus der kommerziellen Vertretung im Auslande, und die Art und Weise, wie gemeinschaftliche Verträge abzuschliessen sind, leicht finden lassen. Es sind schon Vorgänge bei mehreren deutschen Staaten vorhanden, welche gemeinsam ihre Verträge geschlossen haben, und dabei stets denjenigen Staat mit der Unterhandlung beauftragten, der nach Lage der Verhältnisse gerade das gewichtigste Wort reden konnte und in dem gegebenen Falle die grösste Sachkunde besass. Aehnlich liesse sich die Sache auch zwischen Oesterreich und Deutschland einrichten und darüber besondere Abrede treffen. Was von Verträgen gilt, trifft auch bei dem damit in Verbindung stehenden Konsulatwesen zu, sofern es sich bei diesem von blosser handelspolitischer Vertretung handelt. Hiervon wird jedoch ebenfalls erst in dem Maasse die Rede sein können, als eine wirkliche gemeinsame Ausbildung der Handels- und Schiffahrtsverhältnisse bei der Staaten voranschreitet.

Die Zahl der Dinge, welche eine vereinte Ausbildung zulassen, ist gross und wird noch stets wachsen. Es sei hier für jetzt nur auf Postwesen, Eisenbahnen, Flussbauten und Handelsstrassen, Telegraphen, Auswanderung und Colonisation, Patentwesen und Handelsrecht hingewiesen, welche schon Stoff zu vielfachen Verständigungen geben. Zur Handhabung aller dieser Beziehungen, so wie zur Besprechung und Vereinbarung der Fragen der höheren Politik, würde ein österreichisches Kollegium, an dessen Spitze ein bevollmächtigter Gesandter stände, seinen Sitz in Frankfurt bei der deutschen Centralgewalt nehmen, und andererseits würde ein gleiches Kollegium mit gleichem Vorstande von Seiten des deutschen Bundesstaates bei der österreichischen Centralgewalt zu Wien errichtet werden können. Durch Vermittelung beider würden die Kommunikationen der beiden Regierungen stattfinden, und sobald eine Veranlassung vorhanden, beide Kollegien oder deren Chefs mit den betreffenden Ministern beider Centralgewalten oder deren Delegaten Konferenzen halten, um sich über gleiche Schritte zu einigen. Es springt in die Augen, wie

leicht diese Organisation sich zu Zwecken gemeinsamer Wehrhaftigkeit nicht nur, sondern zur Anbahnung jeder Art von sachlich übereinstimmender Gesetzgebung im Inneren, zur Einleitung und Stellung nach aussen benutzen und erweitern lassen würde. Je mehr aber die Zahl der Interessen und Einrichtungen, welche gemeinschaftliche werden, steigt, und sie wird von Anfang an gross sein, desto mehr wird und muss sich das Band unter beiden Staaten befestigen, es muss, durch die vorliegende Nothwendigkeit getrieben, am Ende fester werden, als es irgend welche formelle Bestimmungen zu machen vermöchten, die übrigens — sei es in einer Unionsakte, sei es in völkerrechtlichen Verträgen — zwischen Deutschland und Oesterreich festzusetzen unbenommen, ja wünschenswerth, und zum Theil nothwendig bleibt.

Solchergestalt kann ein Bund zwischen Oesterreich und Deutschland begründet werden, der, obwohl auf das bisherige Bundesverhältniss gebaut, doch um Vortheile beider Bundesgenossen weit von ihm verschieden, eine neue und höhere Gestaltung ist. Das Feld der gemeinsamen Wirksamkeit war bisher auf wenige Gegenstände beschränkt, und Oesterreich blieb dem übrigen, dem zollvereinten Deutschland ziemlich fern. Jetzt aber handelt es sich darum, in allen Fragen des Handels, der Schifffahrt, der Industrie, der Bodenkultur, der diese fördernden Institutionen, des sie sichernden Rechtszustandes, der dieselben verbürgenden Schutzmittel wider das Ausland, also der Wehrkraft zu Wasser und zu Lande und der darauf sich stützenden höheren Politik, ein engeres Band zu knüpfen und zwar Schritt vor Schritt vorschreitend, wie es die Interessen Aller erheischen, um die beiden grossen Völker- und Staatenkomplexe zu einem Zwillingesbundesstaate, oder wenn man lieber will, zu vereinigten Staaten von Mitteleuropa zu machen, ohne dem Einen oder dem Anderen die selbstständige Wahrnehmung seiner eigenen Angelegenheiten zu nehmen, ohne das europäische Gleichgewicht zu stören und ohne Deutschland jener ihm nothwendigen engeren Einheit zu berauben, welche es im blossen Staatenbunde aller seiner Theile nicht erreichen kann.

Nur so ist es möglich, die Verschiedenheit der Interessen zu verschmelzen, allen Theilen gerecht zu werden und glücklichere Zustände für eine grosse Bevöl-

kerung herbeizuführen. Ein plötzlicher Umsturz aller bestehenden Erwerbsverhältnisse würde unfehlbar zu neuen Umwälzungen und argen Absonderungen führen. Hat man aber die Lage der wirklichen und materiellen Verhältnisse vor Augen, welche für die Gestaltung der Staatsformen von der überwiegendsten Wichtigkeit sind, so wird auf solcher Grundlage das Vereinigungswerk zwischen Oesterreich und Deutschland keine Schwierigkeit finden, und schon jetzt vor der Ausbildung und völligen Entwicklung der beiderseitigen Verfassungen und Gesetzgebungen eintreten können. Ja es ist sogar zu wünschen, dass beide Staaten, in richtiger Würdigung der Sachlage, schon jetzt sich dahin vereinigen, dass sie sich, jeder für sich, konsolidiren, und dass zugleich das Werk des engern Bundes unter ihnen vom Anfang der Neugestaltung Beider an beginne, damit in möglichster Uebereinstimmung und brüderlicher Harmonie die Formen eines bleibenden Einverständnisses sich nach Maassgabe des Erfordernisses und der Umstände ausbilden können.

Frankfurt a. M. den 12 Februar 1849.

Der Reichsminister des Handels.
(Unterz.) *Duckwitz.*

L.

Loi portant prohibition des maisons de jeu publiques promulguée par le pouvoir central de l'Allemagne en date du 24 janvier 1849).*

(Bulletin des Lois de l'Empire.)

Le vicaire de l'empire, en exécution de la résolution de l'assemblée nationale du 8 janvier 1849, promulgue ce qui suit:

Article unique. Toutes les maisons de jeu publiques seront fermées dans toute l'Allemagne à partir du 1er mai 1849, et les contrats passés avec les fermiers des jeux devront être résiliés.

Frankfurt a. M., le 20 janvier 1849.

Le vicaire de l'empire, Archiduc Jean.

Le ministre de l'intérieur,

H. de Gagern.

Le ministre de la justice,

R. Mohl.

*) Voyez p. 359.

LI.

Note circulaire du ministre des affaires étrangères de Prusse, adressée au plénipotentiaire prussien près le pouvoir central, ainsi qu'aux missions diplomatiques de Prusse auprès des gouvernements allemands, en date du 23 janvier 1849.

(Traduction).

Les délibérations de l'assemblée nationale allemande, convoquée à Francfort au mois d'avril de l'année dernière à l'effet de fonder une nouvelle constitution pour l'Allemagne, seront bientôt arrivées au point où les états allemands auront à se prononcer sur le résultat des travaux de la dite assemblée.

A l'époque où cette dernière a été convoquée, la révision de la constitution fédérale, à laquelle il venait d'être procédé, n'était pas assez avancée pour que les gouvernements allemands eussent pu présenter à l'assemblée un projet de constitution concerté entre eux. L'assemblée se vit dans la nécessité d'entreprendre elle-même l'oeuvre de la constitution, et l'attitude passive des gouvernements, dont un grand nombre étaient forcés de concentrer toute leur énergie sur des affaires d'intérieur, non moins que la difficulté d'arriver à une entente avec 37 états différents et indépendants, peuvent avoir concouru à exagérer les idées qu'on se faisait de l'étendue des attributions politiques de l'assemblée. Le gouvernement du roi a cru, lui aussi, devoir tenir fortement compte de la position où se trouvaient les états allemands vis-à-vis d'une assemblée élue légalement parmi toute la nation; il a cru devoir faire les plus grands efforts pour ne pas opposer la négation à une assemblée à laquelle les gouvernements n'avaient pas soumis un projet positif; il a cru que la nation avait le droit d'exiger qu'on protégât le plus possible contre tout obstacle extérieur la tentative de parvenir à l'unité par la voie que les gouvernements allemands avaient en partie frayée légalement, en partie autorisée. C'est sur ce point que le gouvernement du roi a porté principalement son attention, après qu'il eut vu échouer la proposition qu'il avait

faite au mois de juillet dernier de fixer les bases d'une représentation collective des gouvernements, et que d'autres tentatives, dans la vue d'arriver à un arrangement, furent également restées sans résultat; et tout en se montrant très disposé à renoncer temporairement au pouvoir exécutif de la confédération et à consentir que ce dernier fût confié à S. A. I. l'archiduc Jean d'Autriche, il a soutenu et appuyé avec un dévouement particulier, et souvent avec désintéressement, le pouvoir central de l'Allemagne au moyen des forces et des ressources de la Prusse. Le but a été atteint: l'assemblée nationale siégeant à Francfort a pu pendant près de huit mois se vouer en toute liberté aux travaux de la constitution, et au moment où cette oeuvre approche en apparence de son terme, chaque gouvernement allemand sentira qu'il est de son devoir d'aviser à ce qu'elle produise d'heureux résultats, et qu'on ne puisse pas s'en prendre aux gouvernements, s'il arrivait que cet espoir fût déçu. Le gouvernement prussien peut se flatter d'être à l'abri d'un pareil reproche; mais il sait fort bien que son consentement à lui ne suffit pas pour amener une transformation de la constitution allemande, et qu'il ne faudrait pas moins regretter la non-réussite de cette grande oeuvre, quand même il serait incontestable qu'elle n'a pas échoué par la faute de la Prusse.

Ces considérations auraient peut-être décidé le gouvernement à proposer déjà antérieurement de préparer les déclarations qu'on attend des états de la confédération germanique. Mais il est survenu une grave époque pour la monarchie prussienne en même temps qu'une crise décisive pour la situation intérieure de l'Autriche, qui, comme le membre le plus puissant de la confédération, était d'autant plus appelée à prendre l'initiative que la position qu'occupe en Europe l'empire d'Autriche et sa haute vocation, jointes à la tendance centrale-constitutionnelle dans laquelle il est entré, devaient lui démontrer l'impossibilité d'adhérer à plusieurs des dispositions fédérales prises par l'assemblée nationale allemande et dans lesquelles celle-ci croyait avoir trouvé l'expression d'un voeu commun de la nation allemande. L'Autriche est unie à l'Allemagne par des liens très anciens, que l'époque la plus agitée de l'année dernière a resserrés plus étroitement encore par cela même qu'un prince de la maison impériale d'Autriche s'est chargé de

la direction des affaires de l'Allemagne. Le reste de l'Allemagne ne peut, de son côté, renoncer à son ancienne alliance avec l'Autriche, et le gouvernement prussien, moins que tout autre, n'aurait pu appuyer un projet qui reposait sur la rupture de liens qui ont existé jusqu'ici; au contraire, il lui importait nécessairement de connaître les vues du gouvernement autrichien sur la constitution de l'Allemagne, après que la situation intérieure de l'empire d'Autriche se fut de nouveau consolidée.

C'est avec une vive satisfaction que le gouvernement du roi a acquis la conviction que l'Autriche, qui pense comme nous que la confédération germanique subsiste toujours, veut continuer d'en faire partie et concourir à son vigoureux développement, et qu'elle est disposée à s'entendre à ce sujet avec l'assemblée nationale et les autres gouvernements de l'Allemagne. Cette entente doit être telle qu'elle n'empêche pas l'empire d'Autriche de se donner une forte constitution, qui satisfasse aux besoins intérieurs de toutes les provinces dont il est composé et qu'elle ne soit pas non plus un obstacle aux tendances de l'Allemagne, qui ont pour but de former vis-à-vis l'étranger un corps politique unique, d'opérer la fusion de ses intérêts commerciaux et matériels et d'introduire la plus grande uniformité possible dans sa législation intérieure. Il faut espérer que le gouvernement autrichien concourra de toutes ses forces à la réalisation de ce but, et que dans l'organisation des rapports intérieurs de cette monarchie, il tiendra compte le plus possible de ses relations vis-à-vis de l'Allemagne. Si cependant il croyait ne pas devoir coopérer complètement au développement de l'Allemagne dans le sens, que nous venons d'indiquer, s'il ne pouvait pas permettre qu'on limitât dans la mesure exigée les droits de souveraineté en faveur d'un énergique pouvoir central de la confédération, ni que la fusion des intérêts commerciaux et matériels fût appliquée à ses provinces allemandes, il en résulterait sans doute que l'Autriche d'un côté ne demanderait pas à exercer des droits, auxquels ne correspondraient pas des obligations, et que d'un autre côté on ne pourrait exiger que les autres états allemands accordassent à une représentation sortie de la population entière de la confédération et à un gouvernement fédéral qui dirigerait les affaires de la totalité des états, et dans lequel l'Autriche conserverait sa place, l'accordassent, di-

sons-nous, relativement à la politique étrangère et commerciale, ainsi qu'à la législation intérieure et aux finances, des droits dans l'exercice desquels le territoire fédéral de l'Autriche ne serait pas soumis dans la même mesure aux décisions du pouvoir central. Mais on ne pourrait pas encore en inférer que l'Allemagne doive revenir exclusivement aux bases essentielles de l'état fédéré et qu'il faille abandonner complètement le projet, accueilli avec enthousiasme, d'une union, basée sur un état fédéré. Au contraire, l'existence non seulement et le développement de la confédération germanique (y compris l'Autriche, ainsi que le territoire allemand des Pays-Bas et du Danemark), mais encore le maintien de la position qui revient en Allemagne à la maison impériale d'Autriche, s'accordent parfaitement avec une union plus étroite des états allemands avec un état fédéré *dans les limites de la confédération*. De même que l'union douanière, qui non seulement forme une association plus étroite pour le commerce et l'industrie, mais qui porte encore en elle-même le germe d'une représentation politico-commerciale collective à l'étranger, a pu naître et subsister dans les limites de la confédération sans troubler cette dernière ni les rapports qui existent entre les membres de la confédération faisant partie du Zollverein et ceux qui n'en font pas partie, de même on peut, dans ces mêmes limites, conclure entre la majorité de ses membres une union qui comprenne des intérêts ultérieurs.

Le gouvernement du roi regarde comme un devoir de poursuivre la voie qui a été ouverte par la convocation de l'assemblée nationale allemande. A cet effet, il propose qu'avant la deuxième discussion des chapitres de la constitution qui ont pour titre: „De l'empire et du pouvoir impérial“, „de la Diète de l'empire“, „du chef de l'empire“, „du conseil de l'empire“, *les gouvernements allemands soumettent à l'examen de l'assemblée nationale allemande siégeant à Francfort*, par l'entremise du ministère, *des déclarations sur le contenu des dits chapitres*, tel qu'il a été adopté à la première discussion. Nous croyons que cette proposition sera agréée tant par les gouvernements allemands que par l'assemblée nationale, attendu que nous supposons aux premiers comme à celle-ci le désir sincère d'arriver à une loyale entente. La position qu'oc-

cupe l'assemblée nationale vis-à-vis de l'oeuvre de la constitution a été indiquée au commencement de cette note.

En revanche, la plupart des gouvernements allemands n'ont jamais renoncé au droit de donner leur assentiment: la Prusse, en particulier, n'y a jamais renoncé. Si l'on voulait encore maintenant pousser cette antithèse à ses dernières conséquences, il est évident pour tout le monde que nonseulement on ne pourrait achever l'oeuvre de la constitution, mais encore que la patrie allemande serait exposée aux crises les plus dangereuses et paralysée dans tout son développement. Plus un état allemand serait fermement décidé à maintenir son droit d'assentiment, plus il pourrait craindre de devoir refuser son assentiment, plus il devrait sentir vivement la nécessité de ne pas se borner à une négation venue après coup, mais de faire connaître à l'assemblée nationale ses scrupules et ses projets de modification au sujet des résolutions déjà prises et de lui offrir, l'occasion d'en faire avant la seconde discussion l'objet d'un examen approfondi. Et d'un autre côté, quand nous voyons les fractions mêmes de l'assemblée nationale, qui, en principe, contestent le plus énergiquement le droit d'assentiment, désirer cependant qu'on parvienne à s'entendre avec les gouvernements, il nous est permis d'espérer que l'assemblée elle-même, pénétrée de sa dignité et fidèle à ses devoirs envers la patrie commune, brisera cette dangereuse antithèse, en montrant, à son tour, la même prévenance amicale. Aussi le gouvernement croit-il que cette proposition répondra d'autant plus aux désirs des gouvernements allemands, qu'il est fermement convaincu que les vrais intérêts des gouvernements vont de pair avec les besoins et les vœux du peuple allemand. Il espère aussi que, quand même il y aura une divergence d'opinion sur quelques points, le patriotisme bien connu des gouvernements allemands et la communauté des intérêts amèneront une uniformité de vues sur les questions les plus importantes. L'avantage sera d'autant plus grand que les autres états se prononceront dans le même sens, et le gouvernement du roi, en faisant les avances à cet égard, espère que les autres gouvernements y répondront avec une entière confiance. Il a donné à cet effet, à son plénipotentiaire à Francfort s. M. des instructions épuisées, et comme il pense que cette ville formera pour tous les gouvernements le point le plus convenable pour

pour arriver promptement à un arrangement, il invite ces derniers à y faire parvenir bientôt leurs observations et leurs propositions, attendu qu'il lui paraît très désirable, dans l'intérêt de toute l'Allemagne, qu'on ouvre sans tarder des conférences à ce sujet et qu'on parvienne à s'entendre.

Vous soumettez les considérations et les propositions ici énoncées au gouvernement, et vous lui recommanderez d'y donner une attention proportionnée à l'importance du sujet. Vous ne négligerez pas non plus d'éclairer le gouvernement de S. M., qui tout récemment encore a été l'objet de nombreuses attaques. La Prusse n'aspire pour elle à aucun agrandissement de puissance, ni à aucune dignité; quelle que soit la forme que reçoive la constitution de l'Allemagne, elle ne demande pour elle d'autre part à la direction suprême du pouvoir fédéral que celle que lui assignent, suivant la nature des choses, sa position en Allemagne et l'importance des ressources intellectuelles et matérielles qu'elle peut mettre à la disposition de la commune patrie. Toute position qui lui sera offerte, elle ne l'acceptera qu'avec le libre consentement des gouvernements alliés; mais elle croit devoir déclarer qu'elle est prête, quand même il lui faudrait faire des sacrifices, à rendre à l'Allemagne les services que celle-ci pourrait exiger d'elle pour le bien de la communauté. Elle se prêtera également à tout ce qui pourra, sans qu'il soit porté atteinte au but commun, être de nature à maintenir l'indépendance des états particuliers. Conformément à ces dispositions, je puis vous dire déjà maintenant que le roi et son gouvernement ne pensent pas que la création d'un nouvel empereur d'Allemagne soit nécessaire pour arriver à une réelle et grande unité de l'Allemagne; que nous craignons plutôt que d'aspirer exclusivement à cette forme du point d'unité, si indispensable en soi, que ce serait opposer des obstacles presque insurmontables à la réalisation de ce but de l'union. On trouvera sans doute une autre forme qui puisse, sans qu'on soit forcé de sacrifier aucun besoin essentiel, satisfaire complètement au pressant et légitime désir du peuple allemand de voir toute la nation véritablement unie et prendre un vigoureux développement. Nous espérons, dans l'intérêt même de la chose, recevoir bientôt la réponse du gouvernement à cette communication.

Berlin, le 23 janvier 1849.

(signé) *Bulow.*

LII.

Note du gouvernement royal de Saxe, en réponse à la note circulaire prussienne du 23. janvier, adressée au chargé d'affaires de Prusse à Dresde, en date du 10 février 1849.

(Traduction.)

En réponse à la note du 23 du mois dernier, remise par M. le baron de Canitz chargé d'affaires de Prusse, et qui a été prise en considération par le gouvernement de la Saxe royale, le soussigné a l'honneur de faire les ouvertures suivantes. Le gouvernement de la Saxe royale a éprouvé une vive satisfaction de reconnaître dans la communication que le chargé d'affaires de Prusse a bien voulu lui faire, l'impression des efforts tentés par le gouvernement prussien dans la vue d'avancer la constitution allemande par des voies accélérées et conciliantes.

Le gouvernement de S. M. le roi de Saxe est resté invariablement attaché au principe qui lui est tracé par la constitution saxonne, et sans tenir compte des suspensions dont il a été l'objet, il a déclaré qu'il fallait que la constitution de l'Allemagne fût fondée par voie d'entente et d'arrangement entre l'assemblée nationale et les états particuliers, si on voulait que la solution de cet important problème renfermât des conditions de durée et la garantie d'une existence légale. C'est avec satisfaction qu'il voit maintenant le même principe exposé par le gouvernement prussien, et pour ce qui le concerne, il ne repoussera aucune tentative faite pour amener cette entente, d'autant plus qu'il a toujours manifesté l'intention de faire servir son droit, non pas à entraver, mais plutôt à faciliter la solution de la question dont l'assemblée nationale a à s'occuper avant tout.

S. M. le roi de Prusse et son gouvernement ne pensent pas, d'après la note circulaire susmentionnée, que la création d'une nouvelle dignité impériale en Allemagne soit nécessaire pour parvenir à une union réelle et qui embrasse toute l'Allemagne, et ils craignent au contraire que si l'on s'attache exclusivement à obtenir cette forme du point d'unité nécessaire en soi, on ne rencontre des difficultés essentielles et presque insurmontables pour atteindre réellement ce but de l'union. Le gouvernement saxon ne peut s'empêcher d'adhérer complètement

à ces vues d'autant plus qu'les tendances d'un empire héréditaire sont tout à fait de nature à représenter ou du moins à réaliser, au lieu d'un état fédéré, un état unitaire, qu'un jugement impartial ne saurait faire reconnaître conforme aux véritables besoins de l'Allemagne et aux vœux de la nation.

En conséquence, le gouvernement saxon souhaiterait volontiers aussi qu'on pût trouver une autre forme, qui, sans qu'il fallût sacrifier aucun besoin essentiel, satisfît complètement au désir ardent, pleinement justifié, qu'éprouve le peuple allemand de voir toute l'Allemagne véritablement unie et prendre un vigoureux développement. Il sera toujours disposé, autant qu'il dépend de lui, à concourir à la recherche et à l'établissement de cette forme, en particulier par des conférences entre les plénipotentiaires accrédités près le pouvoir central, et il apprendra avec intérêt les ouvertures qu'il sera dans le cas de faire le plénipotentiaire prussien conformément aux instructions étendues qui lui ont été données, ainsi qu'il est dit dans la note circulaire. Toutefois il croit devoir exprimer la conviction que, pour que ces négociations aient quelque chance de réussite, il est absolument nécessaire que le gouvernement autrichien y prenne part. Partant du même point de vue, l'assemblée nationale a autorisé le ministère de l'empire à ouvrir des négociations avec l'Autriche, et il nous paraît absolument indispensable de connaître le résultat de ces négociations avant de pouvoir prendre des résolutions ultérieures touchant une question qui, indépendamment de l'union ou du démembrement de la nation allemande, porte en elle le germe de la puissance de cette dernière au dehors et de sa prospérité à l'intérieur.

Le soussigné prie M. le baron de Canitz de porter la présente communication à la connaissance de son gouvernement, et il saisit avec plaisir l'occasion, etc.

(signé) *Dr. von der Pforten.*

LIII.

Note du ministre des affaires étrangères de Prusse, adressée à l'envoyé du roi de Hanovre à Berlin et relative à la publication des droits fondamentaux, en date du 8 février 1849.

(Traduction.)

En répondant à la note de M. le comte d'Inn-et-Knyphausen du 4 de ce mois, relative aux droits fondamentaux du peuple allemand, adoptés par l'assemblée nationale allemande, le soussigné croit pouvoir supposer que les vues du roi, son très gracieux maître, sur la compétence de ladite assemblée nationale et du pouvoir central provisoire de l'Allemagne, de rendre et de publier pendant la durée du provisoire actuel des lois d'une autorité générale, sont suffisamment connues du gouvernement hanovrien par suite des précédentes communications qui lui ont été transmises à ce sujet par le gouvernement du roi. Ces vues, d'après lesquelles le gouvernement du roi s'est réservé le droit d'examiner dans chaque cas partiel jusqu'à quel point il faut donner à de pareilles résolutions force de loi pour les états prussiens, sont les mêmes pour ce qui concerne les droits fondamentaux, attendu qu'il se réserve d'examiner si et jusqu'à quel point ils doivent être par des lois indépendantes admis dans la législation du pays, et qu'il réclame à cet effet pour lui la même compétence qui revient naturellement à chaque gouvernement allemand. Il pense en même temps, comme le gouvernement hanovrien, que les droits fondamentaux forment une partie essentielle de la future constitution de l'Allemagne. Pour autant qu'il en est ainsi, le gouvernement du roi a déjà indiqué dans sa dépêche circulaire du 23 janvier la voie par laquelle on pourra, à son avis, aplanir les différends qui pourraient exister sur l'objet en question. Les observations ci-dessus renferment tout ce que le soussigné a l'honneur de pouvoir communiquer pour le moment à M. le comte d'Inn-et-Knyphausen, en réponse à la demande exprimée dans la note du 4 décembre, relativement à l'intention qu'a son gouvernement de proposer au pouvoir central provisoire d'admettre les droits fon-

damentaux dans les chapitres de la constitution, sur lesquels les gouvernements particuliers auront à s'entendre avec l'Assemblée nationale.

Berlin, le 8. février 1849.

Bülow.

LIV.

Déclaration du plénipotentiaire du grandduc de Bade près le pouvoir central provisoire, concernant le chef de l'Empire, en date du 8 janvier 1849.

(Quellensammlung etc. II. 1. p. 179.)

Seine königl. Hoheit der Grossherzog hat vom ersten Augenblick an, wo die politische Umgestaltung Deutschlands zu einem Bundesstaat sich unaufhaltsam zu entwickeln begann, die Ueberzeugung in sich getragen, dass nur ein einiges, mächtig geführtes und zusammengehaltenes Deutschland den Bedürfnissen der Nation und den Forderungen der Zeit genügen könne. Er hat im Einklang mit seinen Ständen erklärt, wie er hier wiederholt erklären wird: dass er bereit sei, jedes gleichmässig von ihm wie von allen anderen Bundesgenossen zu verlangende Opfer zu bringen, das zur Erreichung des grossen Zieles nothwendig wäre. In getreuer Festhaltung an dieser Gesinnung wollen Seine königl. Hoheit der Grossherzog auch in dem jetzigen für die Entscheidung so bedeutenden Zeitpunkt die offene und ausdrückliche Erklärung nicht zurückhalten, dass er keinen Anstand nehmen werde, wenn ein einziges und erbliches Oberhaupt an die Spitze des deutschen Bundesstaates gestellt werden sollte, sich demselben in allen grossen gemeinsam deutschen Angelegenheiten nach den Verfassungsbestimmungen, wie sie endgültig zu Stande kommen werden, unterzuordnen. Seine königl. Hoheit glaubt mit dieser entgegenkommenden Erklärung nicht, blos als deutscher Fürst im Sinne der Zeit zu handeln, sondern auch gegen sein eigenes Volk eine der schönsten Pflichten zu erfüllen, indem er sich bemüht, seinerseits dahin mitzuwirken, dass das grosse Einigungswerk nicht scheitere, und dazu beizutragen, dass sein Volk der Wohlthaten eines grossen mächtigen Vaterlandes in vollem Maasse theilhaftig werde. Der inneren eigenthümlichen Entwicklung seiner nächsten geistigen und materiellen

Wohlfahrt vorzustehen, wird fortwährend die treue Sorge Seiner königl. Hoheit des Grossherzogs bleiben, damit das badische Volk stets als ein würdiges Glied im Zusammenhange des grossen Ganzen erscheine.

LV.

Extrait d'un rescrit du gouvernement de Mecklenbourg-Schwerin à son plénipotentiaire près le pouvoir central provisoire, concernant l'établissement d'un chef de l'Empire, en date du 9 janvier 1849.

(Ibid. p. 180.)

Am 6. d. m. wurde in der 36. Sitzung der hiesigen Abgeordnetenversammlung der nachstehende motivirte Antrag eingebracht: In „Erwägung u. s. w. beschliesst die Versammlung, der deutschen Nationalversammlung in Frankfurt eine Erklärung dahin zugehen zu lassen: die Versammlung der Abgeordneten beider Mecklenburg hieselbst anerkenne die politische Nothwendigkeit, dass die neu zu begründende deutsche Zentralgewalt an die Krone Preussen erblich übertragen werde.“ Durch Beschlussnahme der Versammlung ward dieser Antrag angenommen. Das Ministerium erlaubt sich Ihnen diesen Beschluss mit dem Hinzufügen mitzuthellen, dass S. k. Hoheit der Grossherzog mit dem materiellen Inhalte desselben vollkommen einverstanden sind, und fordert Sie auf, dies an geeignetem Orte sowohl auszusprechen, als auch mit allen Kräften im Bereiche Ihrer Stellung dahin zu wirken, dass der hier dargelegte Wunsch über die zukünftige Gestaltung Deutschlands eine Wahrheit werde. Schwerin am 9. Januar 1849.

Grossherzogl. mecklenburgisches geheimes
Staatsministerium.

Lützow.

LVI.

Extrait de la Declaration du plénipotentiaire de Mecklenbourg-Schwerin du 2 mars 1848, adressée au président du ministère de l'Empire.

(Ibid. p. 182.)

Nachdem in der königlich preussischen Circularnote

394 *Actes relatifs aux relations politiques etc.*

vom 23. Januar an der bundesstaatlichen Verfassung festgehalten war, konnten S. K. Hoheit nur mit um so viel grösserer Zuversicht Ihr Verharren in derselben erklären, aber Sie können nun auch den in jener Vollmacht vom 15. Januar in Betreff des Oberhauptes ausgesprochenen vereinten Wünschen der Abgeordneten-kammer und Ihrer Regierung nur noch um so viel lieber den freiesten Lauf lassen. Frankfurt am 2. März 1849.

Grossherzoglich-mecklenburg-schwerin'scher
Bevollmächtigter,
(gez.) *Karsten.*

LVII.

Declaration du plénipotentiaire de la Hesse-grandducale, adressée au ministère de l'Empire en date du 11. janvier 1849 relativement à l'établissement d'un chef de l'Empire.

(P. A. Z. — Trad. du J. de Francfort.)

Les vues de S. A. R. le grand-duc de Hesse relativement à la constitution sont entièrement connues, depuis le mois de mars dernier, du président actuel du ministère de l'Empire. S. A. R. croit que le moment est venu de déclarer expressément au pouvoir central provisoire que, conformément à ses vues, elle désire voir placé à la tête de l'empire fédéré allemand un chef puissant, unique et même héréditaire. S. A. R. ne doute pas qu'en faisant cette déclaration, elle n'agisse entièrement dans l'esprit de son peuple.

Le plénipotentiaire soussigné a l'honneur de transmettre, ainsi qu'il en a reçu l'ordre, la précédente déclaration à M. le président du ministère de l'Empire. Francfort, le 11 janvier 1849.

Le plénipotentiaire de la Hesse grande-ducale
près le pouvoir central,
Eigenbrodt.

LVIII.

Declaration du plénipotentiaire de Brunswic au ministère de l'Empire, en date du 19. janvier 1849.

(Traduction.)

Depuis le moment où ont commencé les délibéra-

tions sur la transformation de la confédération germanique, le duc de Brunswic a pensé que ce n'est qu'en plaçant à la tête de l'Empire *un chef héréditaire* que la nation allemande parviendra non seulement à être représentée dignement et énergiquement à l'extérieur pour être en état d'occuper parmi les états européens la place à laquelle elle a le droit d'aspirer, mais encore à réaliser, tout en maintenant l'indépendance des états particuliers, l'unité de l'Allemagne à l'intérieur. Je suis autorisé, M. le président, à vous faire connaître ces vues de S. A. le duc, auxquelles les représentants du duché ont déclaré qu'ils adhéraient complètement. Francfort, le 19 janvier 1849.

Le plénipotentiaire du duché de Brunswic près
le pouvoir central,

Liebe.

LIX.

*Declarations des plénipotentiaires d'Oldenbourg
et de Saxe-Meiningen au ministère de l'Em-
pire, en date du 24 janvier 1849.*

(Gazette des postes. — Traduction.)

A.

Déjà dans les premiers jours de cette année, S. A. R. le grand-duc d'Oldenbourg, estimant que dans les conjonctures présentes c'était un devoir impérieux pour les princes allemands de concilier leurs vues et de les faire connaître franchement, a adressé une lettre à S. M. le roi de Prusse pour le prier de vouloir bien, conformément aux intentions toujours plus manifestes du peuple allemand et aux propositions qui seront adressées probablement par ses représentants, se charger de la haute direction du futur état fédéré. Le soussigné a reçu l'ordre d'informer le ministère de l'Empire pour le département de l'intérieur de cette démarche du grand-duc.

Francfort s. M., le 24 janvier 1849.

Mosle.

B.

S. A. le duc de Saxe-Meiningen, désirant vivement que la nouvelle constitution de la patrie allemande soit bientôt et heureusement terminée sur les fondements posés jusqu'ici par l'Assemblée nationale, a chargé le plé-

396 *Actes relatifs aux relations politiques etc.*

nipotentiaire soussigné de déclarer franchement et ouvertement au ministère de l'Empire que ce n'est qu'en investissant S. M. le roi de Prusse de la dignité impériale héréditaire qu'on pourra, à son avis, clore l'oeuvre de la constitution d'une manière qui garantisse sûrement le bien-être général, et que par conséquent S. A. adopterait et sanctionnerait avec plaisir une résolution prise dans ce sens au sujet de la question encore pendante de la nomination d'un chef de l'Empire.

Francfort, 21. janvier 1849.

Le plénipotentiaire du duché de Saxe-Meiningen
près le pouvoir central provisoire,
Seebeck.

LX.

*Lettre du plénipotentiaire de la Hesse-Electorale au ministère de l'Empire en date du
24 janvier 1849.*

Le plénipotentiaire soussigné pour la Hesse électorale est chargé d'annoncer au pouvoir central provisoire, au sujet de la question du chef de l'Empire, que S. A. R. l'électeur, convaincu qu'une Allemagne fortement unie peut seule répondre aux besoins du peuple allemand, et qu'à cet effet il est nécessaire de placer à la tête de l'Empire un chef puissant et *unique*, n'hésite pas à déclarer déjà maintenant que, pour atteindre à ce grand but, il est prêt à faire, de concert avec ses alliés, les mêmes sacrifices qui pourraient être exigés comme des autres gouvernements allemands de celui de Hesse-Electorale, lorsqu'il s'agira de fixer définitivement la constitution de l'Allemagne.

Francfort s. M., le 24 janvier 1849.

Jordan.

LXI.

Lettre des huit princes de la Thuringue au roi de Prusse concernant l'acceptation de la dignité impériale.

(Ibid. p. 191. *)

Die Majorität des Verfassungsausschusses der deutschen Nationalversammlung in Frankfurt a. M. hat den Beschluss gefasst, dass an die Spitze unseres gemeinsa-

*) Le recueil, d'où nous tenons cette lettre, n'en donne ni la date, ni les signatures.

men Vaterlandes ein Kaiser gestellt werde. Wir hoffen, dass die Nationalversammlung diesen Beschluss zu dem ihrigen machen werde; denn einig und kräftig wollen auch wir das neue Deutschland, da es nur so die ihm gebührende Stellung nach aussen behaupten, da nur so die gesetzliche Freiheit gedeihen kann. Darum erkennen wir jenen Beschluss als gerechtfertigt, wenn anders, wie wir nicht zweifeln, das Ansehen darauf gerichtet ist, die neue Würde einem Fürsten zu übertragen, der mit dem Willen, auch die Kraft hat, dem hohen Berufe vollständig zu entsprechen. Wollen wir auch nicht undankbar vergessen, was die Erinnerung an frühere Jahrhunderte uns lehrt, so dürfen wir doch auch ebenso wenig unbeachtet lassen, was der Lauf der Zeiten uns gebracht hat. Die Geschichte ist der getreue Ausdruck der ewigen Gesetze, welche die Geschicke des Menschengeschlechtes leiten, und sie weist Ew. Majestät die erhabene Stelle an. Darum das göttliche Gebot ehrend, werden Ew. Majestät keinen Anstand nehmen, dem Rufe zu folgen, wenn er auf irgend einem Wege an Höchstdieselben gelangen sollte. Aber im Hinblick auf die edlen Gesinnungen, welche in einer anderen Richtung Ew. Majestät stets beseelt haben, wollen Wir, die unterzeichneten Fürsten Thüringens, nicht säumen, Allerhöchst und Höchstdemselben hierdurch noch besonders die Erklärung zu Füßen zu legen, dass wir Ew. Majestät mit Freuden an der Spitze Deutschlands sehen und anerkennen werden.

LXII.

Declaration du plénipotentiaire du duc de Nassau près le pouvoir central provisoire relative au chef de l'Empire, en date du 15 février 1849.

(Ibid. p. 192.)

Der unterzeichnete herzoglich nassauische Bevollmächtigte ist beauftragt, Ihnen, Herr Minister-Präsident, Namens seiner Regierung die nachstehende Erklärung abzugeben: S. Hoheit der Herzog, von dem innigsten Wunsche beseelt, die Einheit Deutschlands in Wahrheit verwirklicht zu sehen, erblicken in der Bildung einer starken Centralgewalt das einzige Mittel, diesen Zweck zu erreichen und zu sichern. Höchstdieselben werden Ihre

Regierung einem an die Spitze der Reichsregierung zu stellenden Reichsoberhauptes ebenso bereitwillig unterzuordnen, als die oberste Reichsgewalt mit allen denjenigen Attributen, welche zu einer starken Vertretung nach aussen, zu einem gesicherten Rechtszustande im Innern, zur Förderung und Belebung des innern Verkehrs und zur Hebung des dadurch bedingten National-Wohlstandes erforderlich sind und zweckmässig befunden werden, gern bekleidet sehen. S. Hoheit der Herzog haben zugleich die Ueberzeugung, dass in der Erbllichkeit der Würde des Reichsoberhauptes die sicherste Garantie für die einheitliche Entwicklung der Verfassung des inneren Rechtszustandes und der Regierung Deutschlands zu finden ist.

Frankfurt den 15. Februar 1848.

(Gez.) *Hergenhahn.*

LXIII.

Lettre du baron de Cetto, ministre de Bavière à Londres, adressée à Lord Palmerston en date du 22 décembre 1849.

(Ibid. p. 193.)

Je suis allé vous chercher ce matin dans Carlton-Gardens. Vous veniez de partir, et l'on m'a informé à votre porte que vous resteriez absent une quinzaine de jours. C'est un bien long terme. Permettez-moi donc de vous *écrire* ce que je m'étais proposé de vous *dire*. Le voici: à l'occasion du projet actuellement en oeuvre, de placer la Prusse à la tête de l'unité germanique, il a été répandu et l'on paraît avoir appris à Munich, que l'Angleterre ne trouverait rien à objecter contre un pareil arrangement, dans la supposition que les autres souverains allemands y donneraient leur consentement librement et de leur plein gré. Cette supposition peut avoir des suites trop graves pour la laisser s'accréditer. Aussi le Roi tient-il à ce que vous sachiez que, en ce qui le regarde, elle est sans fondement. Non seulement Sa Majesté n'a nulle intention de donner Son consentement au projet en question; mais Elle n'approuverait davantage non plus l'établissement d'une dignité Impériale héréditaire pour l'Allemagne en faveur de qui ce soit, et dût cette idée déjà avancée plus d'une fois par le comité de constitution à Francfort, être jamais

réproduite de nouveau, le Roi devrait expressément et décidément déclarer y être contraire. Il en a le droit en vertu des traités signés à Vienne sous la garantie de toutes les grandes puissances et l'obligation Lui en est imposée par les devoirs que comme Souverain il a juré de remplir. De nos jours les événements marchent si vite, que j'ai pensé ne pouvoir vous avertir un instant trop-tôt. Voilà pourquoi au lieu d'attendre votre retour, me suis-je décidé à vous envoyer la présente. Cependant me croyant autorisé seulement à communiquer avec vous en cette occasion sous forme verbale, je vous serai obligé de ne considérer ce que je vous mande, que comme si vous l'aviez appris de ma bouche dans l'entretien que nous aurions eu ensemble, vous fussiez-vous trouvé en ville. Recevez etc.

Londres, le 22. dec. 1848.

Votre tout dévoué
(signé) de Cetto.

LXIV.

Extrait de la lettre du ministre des affaires étrangères de Bavière à M. de Cetto, envoyé de Bavière à Londres, relative à la note ci-dessus communiquée.)*

(Ibid. p. 195.)

— — Il importait de ne point laisser subsister au sujet des projets d'hégémonie qui avaient été mis en avant à Francfort, les idées erronées qui, à ce qu'il paraît, avaient trouvé quelque crédit à Londres. Comme c'était surtout de la couronne impériale à offrir à la Prusse qu'il s'agissait, le Roi, notre souverain, malgré les liens d'étroite amitié qui l'unissent à cette puissance, ne pouvait que se déclarer contre un projet qui tendait à exclure l'Autriche de la Confédération germanique. D'ailleurs cet inconvénient n'était pas le seul.

Il n'a toutefois pu être question en aucune façon d'invoquer actuellement les traités de 1815. L'affaire, dont il s'agit, est avant tout une affaire intérieure et domestique de l'Allemagne. Notre intention n'est donc nullement d'y faire intervenir un gouvernement étranger quelconque, et il suffira d'avoir signalé comme fausses les suppositions d'adhésion au projet d'établissement d'un

*) La date de cette lettre ne se trouve pas indiquée dans l'extrait.

400 *Actes relatifs aux relations politiques etc.*

pouvoir central, unitaire et héréditaire, dont vous avez rendu compte, et contre lequel s'est déclaré depuis lors la majorité de l'Assemblée nationale elle même. Je profite de cette occasion etc.

LXV.

Extrait de la Déclaration du plénipotentiaire, de Mecklenbourg-Strélitz près le pouvoir central provisoire, relative au chef de l'Empire, en date du 3 mars 1849.

(Ibid. p. 196).

Bei dem Ernste der Zeit, welcher zu entscheidenden Entschlüssen mahnt, und bei der immer stattgefundenen Bereitwilligkeit S. Kön. Hoheit Regierung, die feste Begründung deutscher Einheit mit Aufopferung zu erstreben, steht dieselbe nicht länger an: die Uebertragung der erblichen deutschen Oberhauptswürde auf die in den Bundesstaat ganz eingetretene grösste politische Macht für eine nothwendige Folge der angenommenen bundesstaatlichen Verfassung mit centraler, von parlamentarischen Instructionen umgebenen Exekutivgewalt zu erklären. Eine weitere nothwendige Folge und ein gleichdringendes Bedürfniss engster Union des Bundesstaats mit der deutsch-verwandten Grossmacht erlaube ich mir nur ergebenst anzudeuten. Frankfurt a. M., am 3. März 1849.

Grossherzoglich mecklenburg-strelitzscher
Bevollmächtigter,
Karsten.

LXVI.

Note remise au gouvernement du pouvoir central provisoire par le plénipotentiaire de Bavière, en date du 10 février 1849.

(Gaz. de Francfort. — Traduction.)

Le soussigné plénipotentiaire bavarois *ad interim* a porté à la connaissance de son gouvernement la note circulaire du ministère de l'Empire du 28 du mois dernier, et a l'honneur d'exprimer à M. le président du conseil des ministres de l'Empire les remerciements de son gouvernement pour son empressement à avancer la con-

stitution de l'Allemagne et de lui adresser la réponse suivante :

Le gouvernement bavarois a reconnu dès le début des travaux de l'Assemblée nationale qu'il était nécessaire que les états allemands particuliers s'entendissent entre eux. Il a adressé à cet effet, déjà au mois de mai dernier et plus tard encore à différentes reprises, aux gouvernements alliés des invitations pressantes, qui n'avaient d'autre but que de les engager à s'accorder de bonne heure sur les points principaux de la future constitution de l'Allemagne, afin qu'eux aussi pussent seconder les efforts de l'Assemblée nationale pour hâter la mise en pratique de l'oeuvre d'unité, si ardemment désirée par toute l'Allemagne. Si la démarche qu'a cru devoir faire le ministère de l'Empire vis-à-vis de tous les états allemands a été principalement déterminée par l'état actuel des discussions touchant la question de constitution, le gouvernement bavarois ne peut qu'adhérer complètement aux vues manifestées à cet égard. L'intervalle entre la première et la seconde lecture du projet de constitution lui paraît aussi le moment le plus favorable pour arriver à une entente réciproque entre les gouvernements particuliers et l'Assemblée nationale, et la Bavière n'hésitera pas à faire parvenir à Francfort le plus tôt possible les observations qu'il croit devoir présenter à ce sujet. Les efforts faits pour arriver à cette entente si nécessaire n'empêcheront ni n'ajourneront les légitimes espérances de la nation, mais ils auront pour résultat d'asseoir l'oeuvre de la constitution sur la base la plus sûre, la plus solide et la seule durable. D'après ce qui vient d'être dit, on peut déjà actuellement exprimer la conviction qu'une constitution qui unira toute l'Allemagne en une *seule* confédération, et qui par conséquent n'exclura pas l'Autriche ni ne la placera dans la position isolée de rapports fédéraux moins étroits, pourra seule répondre aux puissants efforts tentés dans le but d'unir et de consolider toute la patrie allemande ; que par contre, comme il est dit dans la note du 23 du mois dernier, à laquelle fait allusion le rescrit du ministère de l'Empire, „la création d'une nouvelle dignité impériale en Allemagne n'est point nécessaire pour réaliser une union qui comprenne tous les états allemands“, qu'au contraire elle n'opposera qu'un obstacle insurmontable à cette union généralement désirée. On

a donné au soussigné l'assurance qu'il recevra très prochainement des instructions plus spéciales pour prendre part aux négociations qui vont s'ouvrir au sujet de la constitution. On lui a fait observer que dans la rédaction de ces instructions, le gouvernement bavarois partait du principe que pour atteindre le grand but commun, on devait être sincèrement disposé à faire des sacrifices, mais qu'il n'était pas nécessaire de porter à l'indépendance et à la libre action intérieure des membres particuliers de la grande confédération une atteinte plus grande qu'il ne fallait réellement pour arriver à une union véritable et à un vigoureux développement de toute l'Allemagne. Francfort, le 16 février 1849.

de Xylander,
Plénipotentiaire bavarois *ad interim* près le
pouvoir central provisoire de l'Allemagne.

LXVII.

*Proposition du comité international par
rapport à la délimitation définitive des fron-
tières dans le grand-duche de Posen.*

(Adoptée à la majorité de 280 contre 124 dans la 165^e séance de l'Assemblée nationale le 6 février 1849.)

L'Assemblée nationale, conformément à sa décision du 27 juillet dernier, accorde la sanction qu'elle s'était réservée pour la ligne de démarcation fixée par le commissaire de l'Empire, M. de Schaeffer-Bernstein. (Indépendamment de cette proposition, l'Assemblée était saisie dans la séance de ce jour de cinq motions ayant rapport à cet objet).

LXVIII.

*Lettre de M. de Schmerling, plénipotentiaire
de l'Autriche, adressée au ministre de l'Empire
pour le département de la justice, en date du
10 février 1849 *).*

(Traduction.)

Le soussigné a l'honneur d'informer le ministre de l'Empire pour le département de la justice qu'il a trans-

*) Communiquée à l'Assemblée nationale par M. Mohl, ministre de la justice de l'Empire, dans la séance du 15 février.

mis à son gouvernement la lettre du 17 janvier 1849, qui lui a été adressée par le ministère de l'Empire de la justice, relativement à la publication des lois de l'Empire en Autriche, et qu'il a été chargé de faire la réponse suivante :

Le gouvernement impérial et royal a dit, déjà dans la note ministérielle du 15 avril 1848, qu'il se réservait de sanctionner les résolutions de l'Assemblée nationale, et a déclaré de nouveau dans le rescrit du 28 décembre 1848 que l'Autriche n'adoptera la constitution allemande que par voie d'arrangement. Si en conséquence on s'est réservé de sanctionner les résolutions de l'Assemblée nationale allemande et la constitution elle-même, cela doit être d'autant plus le cas pour des lois de l'Empire que plusieurs d'entre elles ne concernent que fort peu ou pas du tout la constitution de l'Allemagne.

Sans entrer dans une discussion sur l'étendue du pouvoir légal de l'Assemblée nationale et son droit de confectionner à elle seule la constitution, il faut reconnaître cependant que l'Autriche a dû se réserver le droit de sanctionner toutes les résolutions de l'Assemblée, parce que son territoire est en partie allemand, en partie non allemand, et que les provinces non allemandes, étant politiquement unies aux provinces allemandes, doivent ressentir essentiellement tous les changements que ces dernières subissent dans leur constitution ou dans leur législation.

Toutefois, le soussigné est autorisé à déclarer que son gouvernement, animé du désir d'avancer autant que possible la grande oeuvre de l'unité, ne manquera pas de promulguer comme dispositions légales, auxquelles devront se conformer les autorités et les sujets de l'Autriche, celles des résolutions et des lois de l'Empire qui pourront convenir aux rapports et aux besoins si compliqués de ces pays. C'est ainsi qu'il n'a pas hésité à promulguer le droit de change général allemand, communiqué par le ministre de l'Empire pour le département de la justice, et qui remplit les conditions indiquées plus haut pour l'Autriche, et à ordonner qu'il entre maintenant en vigueur comme ayant force de loi en matière de change pour les pays allemands de la monarchie autrichienne, mesure qui sera bientôt adoptée aussi, sauf

quelques modifications peu importantes pour les territoires non allemands de l'Empire.

Francfort, le 10 février 1849.

† Dans la séance de l'Assemblée nationale (130^e) du 15 février, le ministre de la justice de l'Empire, M. Mohl, a fait part à l'Assemblée de la note de M. de Schmerling ci-dessus communiquée, concernant la publication des lois de l'Empire. M. de Gergern, ministre président, a déclaré que le pouvoir central a demandé à être admis aux conférences de Bruxelles pour autant que l'Allemagne y serait intéressée.

Le plénipotentiaire badois près le Pouvoir-Central a remis à celui-ci, au nom de son gouvernement, une protestation dans laquelle ce dernier se prononce formellement contre tout projet de médiation, de même que contre un arrangement entre les rois de l'Allemagne, duquel serait exclu par conséquent le Grand-Duc de Bade. Ce souverain déclare qu'il est prêt à faire tous les sacrifices possibles, dans l'intérêt de l'unité de l'Allemagne, mais qu'il ne consentira jamais à renoncer à ses droits au profit du particularisme. (Gaz. des Postes de Francf. du 20 fév. 1849).

LXXV.

Note du gouvernement prussien, adressée, en date du 16 février 1849, à son plénipotentiaire près le Pouvoir central provisoire, pour être remise au gouvernement de ce pouvoir.

(Traduction.)

Dans sa dépêche circulaire du 23 du mois dernier, le gouvernement du roi a indiqué la voie par laquelle on peut, à son avis, arriver à la conciliation indispensablement exigée par la situation de l'Allemagne, en sujet de la constitution qui s'élabore actuellement à Francfort. Cette voie est celle de l'entente aussi bien des gouvernements entre eux que de ceux-ci avec l'Assemblée nationale allemande.

Les propositions de la Prusse ont été approuvées par la presque totalité des gouvernements alliés, et le plus grand nombre d'entre eux ont déclaré, dans les communications qu'ils ont transmises en forme de réponses à leurs plénipotentiaires près le pouvoir central, qu'ils étaient disposés à ouvrir des délibérations en commun.

V. Exc. est munie d'instructions relativement aux principaux points de vue sous lesquels le gouvernement du

roi envisage cette question. Après que par la communication que le ministre de l'empire, M. le baron de Gergern, a adressée à V. Exc. sous la date du 28 du mois dernier, nous eûmes reçu ici dans leur teneur authentique les résolutions de l'Assemblée nationale au sujet de la constitution, le ministère du roi se fit un devoir d'en faire l'objet d'un examen attentif. Je suis, par conséquent, en demeure de transmettre à V. Exc. les scrupules que fait naître cet examen et les changements que nous proposons, à l'effet de les discuter avec les plénipotentiaires des autres gouvernements et de pouvoir les soumettre ensuite au ministère de l'empire. — Je suis très réjoui d'apprendre par les rapports de V. Exc. que ces scrupules et ces changements s'accordent dans les points principaux avec les résultats obtenus dans les entretiens qu'a eus V. Exc. avec un nombre assez considérable des plénipotentiaires accrédités près le pouvoir central. Les ministres du roi ont donné à ces délibérations toute l'attention qu'elles méritaient, et j'ose d'autant plus me flatter que par les délibérations ultérieures on parviendra, en restant fidèle aux principes indiqués, à s'entendre et à former une union plus étendue. En transmettant à V. Exc. ces scrupules et ces changements, accompagnés d'instructions spéciales, je dois encore faire connaître les points de vue qui ont guidé jusqu'ici le gouvernement du roi et qui continueront de le guider dans l'importante affaire dont il s'agit.

Le gouvernement du roi envisage comme principe fondamental que la constitution de l'Allemagne n'entre définitivement en vigueur qu'avec le libre assentiment des gouvernements qui y sont intéressés. En revendiquant complètement ce droit pour lui, il le reconnaît dans une mesure égale et sans exception à tous les autres membres de la confédération, ainsi qu'il l'a déclaré antérieurement. En outre, il ne désire rien plus sincèrement et plus vivement que de voir la nouvelle constitution de la confédération germanique embrasser dans des liens aussi étroits que forts toutes les tribus de l'Allemagne et réunir celles-ci en un grand et puissant état. Il est convaincu que le maintien de l'union intime qui existe entre l'Autriche et le reste de l'Allemagne, et qui est cimentée par les siècles, est absolument nécessaire pour les deux parties; il ne veut pas que cette union doit affaiblie, mais fortifiée et consolidée. Il partage

complètement sur ce point les vues énoncées par le gouvernement impérial dans sa dépêche du 4 de ce mois que ce dernier a adressée à son plénipotentiaire près le pouvoir central et qui a été communiquée au gouvernement du roi. — Bien qu'il ne méconnaisse pas la difficulté de faire concorder les rapports et les besoins particuliers des provinces allemandes de l'empire avec ceux de toute la monarchie et de fixer leurs rapports vis-à-vis de la nouvelle confédération à fonder, cependant il ne doute pas que cette difficulté ne puisse être heureusement surmontée, et la teneur de la note susmentionnée l'autorise à espérer que le gouvernement impérial fera à ce sujet des propositions claires et précises aux autres gouvernements alliés et à l'Assemblée nationale. Il se fera un devoir d'accueillir de son côté ces propositions dans l'esprit indiqué plus haut.

La résolution définitive que prendra le gouvernement du roi dépendra naturellement des propositions et des déclarations que donneront d'autres gouvernements alliés qui ne se sont pas encore prononcés. Toutefois, le gouvernement du roi regarde comme un devoir impérieux de faire connaître déjà maintenant ses vues sur le projet de constitution. La situation de l'Allemagne exige une prompte décision. Tous les véritables amis de la patrie reconnaissent la nécessité de mettre enfin un terme à l'incertitude de l'état de choses actuel et de créer un fort et solide point d'unité, auquel puissent s'appuyer les faibles et autour duquel puissent se rallier les éléments conservateurs. Il faut agir promptement, si l'on veut empêcher que les corps politiques plus faibles ne se dissolvent entièrement et que la destruction intérieure des éléments vitaux qui existent encore ne se propage toujours davantage; la tranquillité et la paix de l'Allemagne en dépendent. L'accomplissement de ce besoin ne peut dépendre d'éventualités incertaines ni être ajourné indéfiniment.

Le gouvernement du roi ne veut laisser subsister aucun doute sur le concours que la Prusse est disposée à prêter à cet égard. Il a déclaré spontanément par la proclamation du roi du 18 mars dernier qu'il voulait coopérer à la transformation de la confédération des états allemands en un état fédéré. Il a depuis continué d'agir dans cet esprit et il restera fidèle à cette tendance.

La Prusse n'a pas besoin pour elle-même d'un état

fédéré. Sa grandeur, sa consistance politique, ses traditions lui donnent, plus qu'à la plupart des autres états de l'Allemagne, la faculté de se suffire à elle-même, et au besoin de se reposer sur elle-même. Elle ne cherche pas à augmenter sa puissance ou son influence. Si elle veut un état fédéré, ce n'est pas pour elle qu'elle le veut, mais pour l'Allemagne; les sacrifices qu'elle fait pour cela et les charges qu'elle accepte, elle se les impose au profit de la confédération. C'est de ce point de vue que le gouvernement du roi a examiné le projet de constitution qui lui a été soumis. Il croit que ce projet renferme dans son essence les bases et les conditions d'un état fédéré puissant et qui répond aux besoins de l'époque.

Les changements qu'il propose et qu'il transmet à V. Exc. ont été dictés essentiellement par la conviction qu'il importe :

1^o De limiter plus exactement la compétence de l'autorité fédérale, mais de lui assurer aussi l'exercice d'un pouvoir énergique dans les limites de cette compétence.

2^o De maintenir autant que possible une existence indépendante aux états particuliers, et de ne pas la restreindre plus que cela n'est nécessaire pour réaliser les conditions *essentielles* de l'état fédéré.

Le gouvernement du roi est convaincu qu'il faut absolument éviter une centralisation qui ferait dépasser à la confédération les limites d'un état fédéré et qui aboutirait à un état unitaire, attendu qu'elle n'est ni nécessaire ni conforme aux vrais besoins de l'Allemagne, mais qu'elle serait un obstacle et un danger pour l'oeuvre de l'union. Par contre, le gouvernement du roi est aussi d'avis qu'on ne peut exiger des princes et des états particuliers qu'ils renoncent à une grande partie de leur indépendance pour un autre but qu'au profit d'un pouvoir central réellement fort, qui mérite par une protection énergique les sacrifices qu'il exige. Le gouvernement du roi espère que les déclarations et les propositions que vous ferez en son nom seront favorablement accueillies par les gouvernements, ainsi que par l'Assemblée nationale, qu'elles seront prises en considération par eux et qu'elles avanceront l'oeuvre de la conciliation et de l'entente.

D'accord avec le principe énoncé au commencement de la dite dépêche, le gouvernement du roi s'abstient de

faire des propositions précises sur les paragraphes 1-3 du premier chapitre, intitulé „de l'empire“. Il croit que la disposition qui doit fixer quels territoires feront partie de l'état fédéré ne pourra être formulée que quand on saura d'une manière positive quels sont les pays de l'Allemagne qui veulent adhérer à l'état fédéré. Il croit également que les rapports de ces parties de la confédération, dont l'union, actuellement existante, avec des corps politiques non allemands exige des modalités particulières, ne peuvent être réglées que quand on aura déterminé les conditions spéciales de leur accession, lesquelles doivent faire l'objet de délibérations ultérieures. Il regarde comme une chose absolument nécessaire qu'il ne soit pas pris de résolutions préjudicielles qui rendent cette union plus difficile ou impossible.

Relativement au chapitre qui traite de la formation de la suprême autorité exécutive de l'état fédéré et qui est intitulé „du chef de l'empire“, le gouvernement du roi doit aussi s'abstenir, pour le moment, de donner des déclarations précises, et cela d'autant plus que les résolutions prises à cet égard par l'Assemblée nationale n'ont pas amené un résultat complet. A son avis, cette partie de la constitution dépend en particulier des déclarations et des propositions que l'on attend des gouvernements alliés qui n'ont pas encore communiqué leurs vues à ce sujet. Le gouvernement du roi a déjà fait connaître dans sa dépêche circulaire du 23 du mois dernier quel était son point de vue.

Le gouvernement royal, en se prononçant sur les autres chapitres du projet de constitution et en soumettant les changements qu'il a à proposer, indique de la sorte sous quelles conditions et dans quelles limites il juge réalisable l'état fédéré et se trouve disposé à y adhérer. Il ne méconnaît pas que les déclarations, non encore connues, des autres gouvernements, pourront amener la nécessité de changer la constitution dans ses points essentiels.

Pour le cas où les délibérations ultérieures exigeront une pareille nécessité, le gouvernement royal n'a plus qu'à faire observer à V. Exc. qu'il a donné ses déclarations au sujet du projet comme sur un ensemble, et qui si on retire ou modifie les prémisses essentielles sur lesquelles repose cet ensemble, il devra aussi changer et se réserver ses déclarations définitives.

V. Exc. voudra bien regarder ces instructions comme

la base des déclarations qu'elle donnera sur la question de constitution, et je vous autorise à les communiquer au président du ministère de l'empire. — Berlin, le 16 février 1849. *Bismarck*

LXX.

Circulaire du président du conseil des ministres de l'Empire aux plénipotentiaires accrédités auprès du Pouvoir central, en date du 28 janvier 1849.

(Lue à la tribune de la 2^e chambre des États de Bavière, par M. le Comte de Bray, ministre des affaires étrangères. — *Quellensammlung II. 3. p. 282.* — *Journal de Francfort.* — Traduction.)

Monsieur le plénipotentiaire,

En terminant le 26 de ce mois les délibérations sur le 3^e chapitre du projet de constitution intitulé : „du chef de l'empire“, „du conseil de l'empire“, l'Assemblée nationale a achevé la première discussion des principales parties de la constitution. Le pouvoir central provisoire, qui ne doit pas concourir à l'oeuvre de la constitution, mais qui a cependant pour tâche de mettre à exécution la constitution de l'Allemagne, laquelle sera prochainement terminée, regarde comme un devoir, maintenant que les travaux de l'Assemblée nationale sont assez avancés, de préparer la voie et d'aviser à ce que les scrupules, basés sur les besoins spéciaux et essentiels des états particuliers, soient portés assez tôt à la connaissance de l'Assemblée par l'intermédiaire des gouvernements, et qu'ils soient pris en considération lors de la 2^e discussion. A cet effet, vous voudrez bien, M. le plénipotentiaire, transmettre officiellement à votre gouvernement les résolutions ci-jointes de l'Assemblée nationale, telles qu'elles ont été prises lors de la première discussion, et l'inviter au nom du vicaire de l'empire à adresser à S. A. I. ses déclarations à ce sujet d'une manière aussi explicite que possible. Veuillez surtout faire observer à votre gouvernement que l'Assemblée nationale procédera bientôt à la 2^e lecture des principaux chapitres de la constitution. — Si le point où en sont les délibérations n'obligeait déjà le ministère de l'empire à entreprendre la démarche actuelle, il trouverait un mo-

tif particulier de la faire dans la note circulaire adressée par le gouvernement prussien à tous les gouvernements allemands, et dans laquelle sont exposées les vues générales de la Prusse sur l'établissement de la constitution. Bien que le ministère de l'empire n'ait aucune raison de discuter le contenu de cette note, il se félicite cependant que la proposition faite aux gouvernements allemands, d'adresser leurs déclarations au siège de l'Assemblée nationale et du Pouvoir central provisoire soit entièrement d'accord avec ses vues. C'est avec plaisir que j'ajoute que le plénipotentiaire autrichien près le pouvoir central a proposé déjà antérieurement à son gouvernement de recommander aux autres gouvernements allemands d'adopter une marche semblable. La gravité de l'époque doit engager à prendre des résolutions décisives. Les sacrifices que des princes allemands auront à faire pour leurs peuples n'auront plus rien d'onéreux, si les deux parties trouvent bientôt dans l'organe collectif plus solide, dans la puissance collective de la nation, un dédommagement complet et une garantie pour l'avenir.

Francfort, le 28 janvier 1849.

Le président du conseil des ministres.

H. Gagern.

LXXI.

Extrait de la note du gouvernement des Pays-Bas, en date du 12 février 1849, en réponse à la circulaire prussienne du 23 janvier de la même année.

(Traduction).

Comme l'Assemblée nationale a élevé, relativement à la position actuelle du duché de Limbourg dans ses rapports vis-à-vis de l'Allemagne, des difficultés dont la solution est réservée à des négociations diplomatiques, S. M. se félicite que le gouvernement prussien ait voulu reconnaître la position exceptionnelle de ce duché, en le plaçant à certains égards sur la même ligne que l'Autriche et le Danemark, d'où il suit que le Limbourg, qui est une partie intégrante du royaume des Pays-Bas, ne peut *jamaïs* être gouverné par une autre constitution que celle de *ce royaume*, et que S. M. le roi, *qui*

ne peut pas entrer pour ce duché dans l'union proposée pour l'Allemagne d'un état fédéré, adhérerait volontiers à une union moins étroite et moins intime, telle qu'elle est proposée par la note prussienne, attendu que la réalisation de ce projet lèverait entièrement les difficultés suscitées par l'Assemblée nationale et maintiendrait les rapports du duché de Limbourg vis-à-vis de la confédération germanique, rapports suivant lesquels il resterait astreint aux obligations que la confédération a imposées à ses membres pour se garantir réciproquement leur indépendance et maintenir la sécurité intérieure des états de la confédération.

LXXII.

Note du plénipotentiaire du roi de Wurtemberg, adressée au président du ministère de l'Empire, en date du 24 février 1849.

(Traduction.)

Le gouvernement du roi a exprimé, déjà à plusieurs reprises, son empressement à reconnaître la résolution qui sera prise par l'Assemblée nationale au sujet de la constitution allemande, et maintenant encore il est animé des mêmes intentions. Le gouvernement du roi est disposé à prendre part aux conférences qui ont pour but d'amener une entente entre les gouvernemens particuliers relativement aux dispositions de la future constitution de l'Allemagne, mais il ne saurait approuver la création d'une confédération plus étroite dans la confédération; il insiste fortement pour que l'Autriche fasse partie de l'état fédéré allemand; aussi, dans le cas où l'élection d'un chef unique de l'empire entraînerait l'exclusion de l'Autriche, ainsi que le donne à entendre la dépêche autrichienne du 4 février, préférerait-il qu'à ce prix-là on renonçât à un chef unique et qu'on se contentât d'un directoire, comme on en avait fait primitivement la proposition. Le gouvernement du roi envisagerait la séparation de l'Autriche de la confédération germanique comme un démembrement volontaire de la patrie commune, comme un acte incompatible avec sa grandeur et son indépendance actuelles et futures, acte qui ne saurait être approuvé aussi longtems qu'il ne sera pas démontré

d'une manière irréfragable que le gouvernement autrichien, tant par sa position que par sa volonté, est empêché de prendre part à la régénération politique de l'Allemagne.

Cependant comme il est de la plus haute importance pour l'Allemagne que la constitution soit bientôt mise en pratique, le gouvernement du roi espère que le gouvernement autrichien s'empressera de donner des déclarations précises sur les différents paragraphes du projet de constitution pour chercher à s'entendre à ce sujet le plus tôt possible avec l'assemblée nationale.

Le soussigné, en portant la présente déclaration à la connaissance de M. le président du ministère de l'empire, se réserve de faire connaître plus tard ses observations sur les différents paragraphes de la constitution.

LXXIII.

Déclaration du gouvernement hanovrien faite à M. le baron de Brenner, ministre d'Autriche à Hanovre, en date du 13 février 1849.

(Gazette de Hanovre — Quellen. II, 3. p. 276 — Traduction.)

S. M. le roi de Hanovre et son gouvernement ont vu avec la plus sincère gratitude une nouvelle preuve flatteuse de la confiance que la cour impériale témoigne au gouvernement du roi, dans la communication faite à ce dernier par l'envoyé extraordinaire d'Autriche de la dépêche adressée sous la date du 4 février par le prince Schwarzenberg au plénipotentiaire impérial, M. le baron de Schmerling, relativement à la constitution de l'Allemagne. Le roi a été vivement satisfait que ce document important reconnaisse le besoin profondément senti de la régénération de l'Allemagne et la nécessité d'avoir une Allemagne ferme et puissante à l'extérieur, forte et libre à l'intérieur, et composée de parties organiques et cependant étroitement liées entre elles.

Dans ces vœux consacrés à l'avenir de la patrie, le Hanovre reconnaît les siens et partage la conviction de la cour d'Autriche qu'on ne peut fonder une Allemagne véritablement unie que si les grandes puissances de l'Allemagne, l'Autriche et la Prusse, concourent franchement et sincèrement à élever le nouvel édifice de la constitution. De même que le Hanovre envisage le maintien de l'unité politique de l'Autriche comme un besoin de

l'Allemagne, de l'Europe, et qu'il regarde comme une nécessité que l'assistance et le concours de l'Autriche soient conservés à la commune patrie, et que cette puissance prenne une part active à la direction de cette dernière, de même il a salué avec allégresse la déclaration faite récemment par la Prusse d'être prête à rendre à l'Allemagne tous les services que celle-ci pourrait exiger d'elle dans l'intérêt de la communauté, même si elles devaient faire de sacrifices. Une coopération unanime des deux grandes cours pour la solution des graves questions du moment, voilà ce que désire franchement le Hanovre, voilà ce qu'il regarde comme le droit imprescriptible de l'Allemagne. Le gouvernement du roi, en envisageant les choses à ce point, ose se flatter d'être d'accord avec les sentiments des deux cours. En reconnaissant expressément la haute position de l'Autriche comme étant le plus puissant membre de la confédération, la Prusse ne revendique pour elle d'autre part à la direction suprême du pouvoir fédéral que celle que lui assignent, d'après la nature des choses, sa position en Allemagne et l'importance des ressources intellectuelles et matérielles qu'elle peut mettre à la disposition de la commune patrie. La Prusse non plus ne croit pas qu'il soit nécessaire de créer une nouvelle dignité impériale pour arriver à une union véritable et qui embrasse toute l'Allemagne. Le Hanovre craint, comme la Prusse, qu'en cherchant à atteindre exclusivement à cette forme du point d'unité, nécessaire en soi, on n'oppose des obstacles essentiels et presque insurmontables à la réalisation du but de l'union. Toutefois le gouvernement du roi pense que ce danger se trouve écarté par les propres intentions de la Prusse relativement à l'acceptation d'un changement de position qui lui serait offert, ainsi que par la déclaration faite dans la dépêche du 4 de ce mois et par laquelle S. M. l'empereur d'Autriche et son gouvernement ont protesté contre la subordination à un pouvoir central exercé par un autre prince allemand.

Après les déclarations de ces deux puissances, il n'y a pas de doute que le Hanovre suivra une marche parfaitement identique. Une coopération sincère des deux grandes cours est, à son avis, une des principales conditions si l'on veut arriver à une entente, regardée comme indispensable sur la question de constitution. La tâche

que, suivant le Hanovre, on doit se proposer dans cette entente, c'est de former un gouvernement central ferme et fort, tout en laissant aux gouvernements particuliers le degré d'indépendance indispensable pour veiller à leurs besoins et à leurs intérêts divers.

Pour pouvoir résoudre l'un et l'autre problème, il faut avant tout fixer exactement l'étendue du pouvoir central d'après les objets déterminés de sa sphère d'activité. Le gouvernement du roi a vu avec une satisfaction particulière, dans la dépêche du 4 de ce mois, énoncée l'opinion entièrement conforme à la sienne, à savoir que plus la ligne de démarcation serait nettement tirée entre les intérêts communs à toute l'Allemagne et ceux des états particuliers, plus on serait sûr d'empêcher les intérêts séparatistes de se faire valoir. Quelle que soit la forme qu'obtienne la constitution de l'Allemagne sur la base des résolutions de l'assemblée réunie à Francfort, elle ne pourra, d'après les convictions invariables du gouvernement du roi et ses vues, qui concordent en ce point avec celles de l'Autriche, avoir des résultats heureux pour l'Allemagne que si on la fonde par la voie d'une libre entente avec l'assemblée nationale, et cela conformément aux résolutions de la diète germanique du 30 mars et du 7 avril 1848, sur la base desquelles l'Assemblée nationale a été convoquée pour créer la constitution de l'Allemagne entre le peuple allemand et les gouvernements allemands.

La présente communication servira de règle au plénipotentiaire hanovrien près le pouvoir central pour la déclaration qu'il donnera au sujet de la constitution. Le soussigné, en invitant M. le baron de Brenner à la porter à la connaissance de sa cour, saisit cette occasion pour, etc.

Hanovre, le 13 février 1849.

Le comte de Bennigsen.

LXXIV.

Extrait des réserves déclarées par le plénipotentiaire du grandduc Bade à l'égard d'un passage de la note du gouvernement d'Autriche du 21 février, ci dessus communiquée en date 10 du février 1849,

... Der Regierung Sr. k. Hoheit des Grossherzogs sind

diese und viele andere in ähnlicher Richtung verfasste Artikel nicht entgangen; sie hat ihnen aber keine Bedeutung beigelegt. Sie mochte nicht an das Bestehen von Sonderplanen glauben, theils aus Vertrauen auf die andern Regierungen, theils weil sie die Verwirklichung solcher Pläne in einer Zeit, wo nichts der öffentlichen Prüfung der deutschen Nation entgehen kann, und wo nur rechtlich oder natürlich wohlbegründete Ansprüche eine Anerkennung zu erwarten haben, nicht für möglich hält. Schon seit einiger Zeit ziehen sich Artikel durch die öffentlichen Blätter, welche bald auf gemachte Vorschläge einer Mediatisirung der sogenannten kleineren Staaten, beziehungsweise deren Vereinigung mit den „sechs bestehenden Königreichen“ hindeuten, bald wieder „beruhigend“ versichern, es sei von keiner Einverleibung der andern Staaten die Rede, sondern blos von einer Eintheilung Deutschlands in sechs Kreise, und die „sechs Könige“ seien nur „beispielsweise“ als die „natürlichen“ Vertreter ihrer Kreise aufgeführt; bald endlich von einem engeren Reichsrathe der „königlichen Bevollmächtigten“ und von einem grösseren Reichsrathe für die übrigen Bevollmächtigten sprechen.

Beruhigt durch diese Ueberzeugung und durch den Rückblick auf die ganze bisherige politische Handlungsweise der grossherzoglichen Regierung mussten wir gleichwohl einer Stelle in der k. k. österreichischen Note vom 4. d. an das Reichsministerium unsere besondere Aufmerksamkeit widmen, in der es heisst: „Zugleich wurde (der k. preussischen Regierung) vorgeschlagen, das Werk der Vereinbarung in Frankfurt gemeinsam mit den Fürsten, und zwar zunächst mit den Königen Deutschlands zu beginnen.“ Durch eine solche, wenn auch nur vorläufige Ausschlussung hätten sich offenbar Baden und die übrigen deutschen Staaten in ihrer Ehre und ihrem Rechte verletzt fühlen müssen, während die grosse gemeinsame Sache dadurch gefährdet werden konnte. Nachdem nun dieser Vorschlag aufgegeben worden, glauben wir uns auch der Hoffnung hingeben zu dürfen, dass die neuen Missionen an einige norddeutsche und süddeutsche Höfe nicht dazu bestimmt sind, ihn in anderer Weise wieder aufzunehmen. Wir wollen hier nicht ausführlich hervorheben, dass eine bei den königlichen Höfen gezogene Demarkationslinie, wenn überhaupt eine solche gezogen werden müsste, als eine rein willkürliche

erscheint, die auf keiner rechtlichen Grundlage beruht, — wir wollen nicht daran erinnern, dass ~~es~~ ja, wie bekannt, seiner Zeit nur von der Entschliessung des Kurfürsten von Baden abhing, gleich andern Kurfürsten den Königstitel anzunehmen, und dass er auf der Höhe stand und steht, ihn mit demselben Ansprüche, mit derselben Ehre und Kraft zu führen, *wie andere seinen Bundesgenossen*. Auch davon wollen wir nicht reden, dass, wenn man einmal eine Grenzlinie zu ziehen für nöthig fände, man ein Land wie Baden von nahezu anderthalb Millionen Bevölkerung, von solcher Bedeutung als Glied des Ganzen durch seine intensive Kraft, durch seine lebenskräftige staatliche Entwicklung, durch seine geistige, politische, industrielle und kommerzielle Kulturstufe nicht so unbeachtet bei Seite liegen lassen dürfte, weil sein Regent nicht den königlichen Titel führt. Wir legen auf einen ganz andern Grund hier alles Gewicht, nämlich darauf, dass eine Vereinbarung unter den Staaten zum Zwecke der Verständigung mit der Nationalversammlung, um das tiefgefühlte Bedürfniss der Wiedergeburt Deutschlands in der Bildung einer kräftigen Centralgewalt, nach dem ausgesprochenen Nationalverlangen zu befriedigen, sich nothwendig auf die Interessen und Rechte aller deutschen Staaten ausdehnen müsste, und daher nur eine gemeinsame von allen Staaten zugleich sein könnte. Es leuchtet ein, dass unser Ziel nur durch Opfer von allen Seiten zu erreichen ist, und dass daher eine vorläufige Vereinbarung unter einzelnen Staaten, weit entfernt, das grosse Werk zu fördern, nur neue Hindernisse der Verständigung hervorrufen müsste. Dergleichen Verhandlungen haben schon dem ehemaligen Bundestage den letzten Lebensnerv gelähmt, und sind dem Geiste, der durch die Schöpfung wehen soll, gänzlich entgegen.

Die Regierung Sr. k. Hoheit des Grossherzogs kann und will nicht voraussetzen, dass Partikular-Vereinbarungen der oben bezeichneten Art, wenn sie wirklich stattfänden, irgend etwas enthalten, das den Rechten Badens zu nahe träte, und wogegen sie den feinsten Widerspruch erheben müsste. — Wie weit bis zur äussersten Grenze alles Nothwendigen Sr. k. Hoheit der Grossherzog der gemeinsamen grossen Sache des Vaterlandes, aber auch nur dieser, gleichmässig mit allen, seine Opfer zu bringen bereit sei, das ist in der grossherzoglichen

Erklärung vom 8. v. M. bestimmt genug bezeichnet. Ebenso bestimmt müssten wir aber auch erklären, dass Se. k. Hoheit es niemals mit seiner Gesinnung und seiner Pflicht als Regent gegen sein Land vereinbarlich finden könnte, irgend einer Zumuthung die unter dem Vorgeben engerer politischer Einigung nur einem Partikularinteresse zu gut käme, ohne dass das wahre Bedürfniss der Nation befriedigt würde, oder den auf den blossen Königstitel gebauten Ansprüchen anderer, zu weichen. Der Grossherzog steht auf dem Boden der Gleichberechtigung, und wird diesen Boden bis zur Vollendung des deutschen Verfassungswerkes, zu der er mit aller Hingebung beitragen wird, nicht verlassen. Keinem Staate wird er von diesem Standpunkte aus das Recht anerkennen, durch eine Vereinbarung mit andern, an der er nicht theilgenommen und zu der er nicht zugestimmt hätte, über irgend etwas zu verfügen, das in die Sphäre seines Rechts gehört, indem er nur der Gesamtheit auf den Grund des deutschen Verfassungswerkes Opfer zu bringen bereit ist. Der Grossherzog wird, das sind wir überzeugt, in dieser geraden, gerechten und deutschen Gesinnung von der Stimme und den Kräften seines Volkes und von der öffentlichen Meinung der deutschen Nation unterstützt werden.

LXXV.

Note du ministre des affaires étrangères du Royaume de Saxe, adressée au chargé d'affaires de Prusse à Dresde, en reponse à la note prussienne du 23 janvier, en date du 10 février 1849.

(Ibid. p. 213.)

Es hat der k. sächsischen Regierung zu grosser Befriedigung gereicht, in jener geehrten Mittheilung den Ausdruck des Bestrebens zu erkennen, welches die k. preussische Regierung einer raschen und versöhnlichen Förderung des deutschen Verfassungswerkes widmet. Die Regierung Sr. Maj. des Königs von Sachsen hat unverändert den ihr durch die sächsische Verfassung vorgezeichneten Grundsatz festgehalten, und unbeirrt durch die darauf gestützten Verdächtigungen ausgesprochen, dass das deutsche Verfassungswerk im Wege der Verständi-

gung und Vereinbarung zwischen der Nationalversammlung und den Einzelstaaten gegründet werden muss, wenn eine auf Dauer berechnete und die Bürgschaft eines rechtlichen Bestandes in sich tragende Lösung der grossen Aufgabe gewonnen werden soll. Mit Genugthuung findet sie jetzt diesen Grundsatz auch von der k. preussischen Regierung dargelegt, und wird ihrerseits keinen Versuch zurückweisen, der jene Verständigung herbeizuführen geeignet ist, um so mehr, als sie immer die Absicht kundgegeben hat, von ihrem Rechte einen solchen Gebrauch zu machen, dass dadurch die Lösung der zunächst der Nationalversammlung gestellten Aufgabe nicht gehemmt, sondern vielmehr gefördert werde. Se. Maj. der König von Preussen und Höchstdessen Regierung sind nach der erwähnten Eröffnung nicht der Ansicht, dass die Aufrichtung einer neuen Kaiserwürde zu der Erlangung einer wirklichen und umfassenden deutschen Einigung nothwendig sei, und sie glauben vielmehr befürchten zu müssen, das ausschliessliche Anstreben gerade dieser Form des an und für sich nothwendigen Einheitspunktes werde der wirklichen Erreichung jenes Ziels der Einigung wesentliche und schwer zu überwindende Hindernisse in den Weg legen. Die k. sächsische Regierung kann nicht umhin, dieser Ansicht vollkommen beizutreten, um so mehr, als das Anstreben des erblichen Kaiserthums ganz geeignet ist, unter dem Namen des Bundesstaats vielmehr einen Einheitsstaat darzustellen oder doch herbeizuführen, welchen eine unbefangene Prüfung als den wahren Bedürfnissen Deutschlands und den Wünschen der Nation entsprechend nicht erkennen kann. Ganz einverstanden ist demnach die sächsische Regierung damit, dass eine andere Form gefunden werden könne, unter welcher, ohne Aufopferung irgend eines wesentlichen Bedürfnisses, das dringende und höchst gerechtfertigte Verlangen des deutschen Volkes nach einer wahrhaften Einigung und kräftigen Gesamtentwicklung vollständig befriedigt zu werden vermag. Sie wird auch stets bereit sein, so viel an ihr ist, zur Auffindung und Begründung jener Form mitzuwirken, insbesondere auch durch Besprechung und Verständigung der Bevollmächtigten zu Frankfurt a.M., und sie sieht daher mit Interesse denjenigen Eröffnungen entgegen, welche der k. preussische Bevollmächtigte nach den zufolge der geehrten Note ihm ertheilten umfassen-

den Instruktionen zu machen, in dem Falle sein wird. Dabei glaubt sie jedoch die Ueberzeugung aussprechen zu müssen, dass die unabweisliche Vorbedingung für solche Verhandlungen und deren Erfolg die Betheiligung der k. k. österreichischen Regierung ist. Von derselben Ansicht ausgehend, hat die Nationalversammlung das Reichsministerium zu Verhandlungen mit Oesterreich ermächtigt, und es scheint daher unerlässlich, das Resultat dieser Verhandlungen zu kennen, bevor weitere Entschliessungen über eine Frage gefasst werden können, welche mit der Einigung oder Zerstückelung der deutschen Nation zugleich deren Macht nach Aussen und deren Wohlfahrt im Innern in ihrem Schosse trägt. Indem der Unterzeichnete den Hrn. Frhn. v. Canitz ersucht u. s. w.

(Gez.) Dr. v. d. Pfordten.

LXXVI.

Extrait de la Declaration du plenipotentiaire de Bavière près le Pouvoir central, en réponse à la circulaire du 28 janvier, en date du 16 février 1849.

(Quellensammlung 11, 3. p. 359.)

Wenn das Reichsministerium zu dem Schritte, welchen es sämmtlichen deutschen Staaten gegenüber zu thun für gut fand, durch den augenblicklichen Stand der Verhandlungen über die Verfassungsfrage sich besonders veranlasst sah, so kann die bayerische Regierung der hierdurch kundgegebenen Ansicht nur vollkommen beipflichten. Der Zeitpunkt zwischen der ersten und der zweiten Lesung des Verfassungsentwurfes erscheint auch ihr als das Geeignetste zu der durch eine gegenseitige Verständigung zu erreichenden Vereinbarung zwischen den einzelnen Regierungen und der Nationalversammlung, und Bayern wird nicht anstehen, seine Erinnerungen zu diesem Zwecke mit möglichster Beschleunigung nach Frankfurt gelangen zu lassen.

Dieses vorausgeschickt, wird es hier genügen, die Ueberzeugung schon jetzt auszusprechen, dass nur eine, ganz Deutschland in allen seinen Bestandtheilen zu einem Bunde verbindende und daher Oesterreich weder ausschliessende noch in die Sonderstellung eines weiteren Bundesverhältnisses hinausdrängende Verfassung, dem

mächtigen Streben nach Einigung und nach Kräftigung des deutschen Gesamtvaterlandes entsprechen werde, dass dagegen, wie dieses in der Note der preussischen Regierung vom 23. v. M. ausgesprochen ist, auf welche auch der Erlass des Reichsministeriums Bezug nimmt, — „die Aufrichtung einer neuen deutschen Kaiserwürde zu der Erlangung einer wirklichen umfassenden deutschen Einigung nicht erforderlich sei“, dass vielmehr hierdurch der allseitig gewünschten Einigung ein unbesiegbares Hinderniss entgegengestellt würde. Der Unterzeichnete hat die Zusicherung erhalten, dass ihm in kürzester Zeit speziellere Instruktionen für seine Theilnahme an den über das Verfassungswerk zu pflegenden Berathungen, zugehen werden. Wobei bemerkt worden ist, wie bei Abfassung derselben die königliche Regierung von dem obersten Grundsatz ausgehe, dass zur Erreichung des gemeinsamen grossen Zweckes mit aufrichtiger Hingebung Opfer zu bringen sind, eine Beeinträchtigung der Selbstständigkeit und inneren freien Bewegung der einzelnen Glieder des grossen Ganzen aber in nicht höherem Maasse einzutreten habe, als zur Erreichung jenes Zieles einer wahrhaften Einigung und kräftigen Gesamtentwicklung in der That erforderlich ist. Frankfurt a. M., d. 16. Februar 1849.

Der königlich bayerische interimistische Bevollmächtigte bei der provisorischen Centralgewalt Deutschlands. (Gez.) v. Xylander

LXXVII.

Extrait de la Déclaration du plénipotentiaire de Bavière sur le même sujet en date du 28 février 1849.

(Ibid. p. 361.)

Die Unterzeichneten beehren sich, in Folge der in der Sitzung vom 24. d. M. gegebenen Zusicherung dem Herrn Präsidenten des Reichsministerrathes, Freiherrn v. Gagern, die Erklärung der königlich bayerischen Regierung, nach den Allerhöchst ertheilten Instruktionen verfasst, mit dem ganz ergebensten Ansuchen mitzutheilen, dieselbe baldigst an den Verfassungs-Ausschuss der Nationalversammlung gelangen zu lassen. Die seitdem den Unterzeichneten zugekommenen Erklärungen ande-

rer Regierungen haben denselben die befriedigende Ueberzeugung gewährt, dass die Bemerkungen der königlich bayerischen Regierung mit den meisten der übrigen bisher eingebrachten Anträge über die einzelnen Theile des Verfassungswerkes übereinstimmen, dass insbesondere die von der königlich preussischen und anderen deutschen Regierungen gemeinschaftlich verfassten Bemerkungen sehr berücksichtigungswerthe Vorschläge über die Abschnitte vom Reiche und der Reichsgewalt enthalten, mit welchen die königlich bayerische Regierung sich in den meisten Punkten einverstanden erklären dürfte, und auch durch ein Zusammentreffen in ihren Anträgen einverstanden erklärt hat. Die Unterzeichneten können es sich zum Schlusse nicht versagen, die weitere Bemerkung anzufügen, dass sie mit lebhaftem Interesse in dem Eingange zu den Bemerkungen des königlich sächsischen Bevollmächtigten vom 23. Februar jene Grundsätze über das Zustandekommen der deutschen Reichsverfassung kundgegeben finden, welche der bayerischen Regierung seit dem Beginne der Verhandlungen eigen gewesen, und welche sie auch jetzt als die ihrigen unbedingt erklären muss. Frankfurt a. M., den 28. Februar 1849.

(Gez.) Graf v. *Lerchenfeld.* v. *Xylander.*

(Suivent les observations du gouvernement de Bavière sur le projet de constitution).

LXXVIII.

Extrait de la déclaration du plénipotentiaire du grandduc de Saxe Weimar près le Pouvoir central sur la circulaire du ministère de l'Empire du 28 janvier, en date du 13 février 1849.

(Ib. p. 285).

I. Den Prinzipienstreit über Vereinbarung oder Nichtvereinbarung lässt die grossherzogliche Staatsregierung auf sich beruhen. Dieselbe erkennt aber an, dass nach Lage der Dinge schwerlich etwas Gemeinsames zu Stande kommen kann, wenn sich nicht die einzelnen Staatsregierungen der Verfassung, wie solche definitiv durch die Reichsversammlung festgestellt sein wird, mit Aufhebung individueller Meinungsverschiedenheiten, anschlie-

ssen. Wie sehr man daher auch die eine oder andere Bestimmung des Verfassungsentwurfes nicht angemessen finden mag, keines der Bedenken, welche erhoben werden, wird zu einer *conditio sine qua non* für die Zustimmung gemacht. Sollte jetzt nicht im Sinne unserer Zeit eine Deutschland kräftigende und engverbindende Verfassung zu Stande kommen, so wird es sehr zweifelhaft um das Wohl des gemeinsamen Vaterlandes, um den Bestand der einzelnen Staaten, der grösseren sowohl wie der kleineren, um das Aufblühen der gewerblichen Thätigkeit und um den Wohlstand der Bevölkerung stehen. Im Einzelnen bemerke ich Folgendes:

I. Rücksichtlich der Oberhauptsfrage bin ich von der durch mich vertretenen Staatsregierung beauftragt, mir eine Erklärung noch vorzubehalten.

II. Die §§. 2—4 (Abschnitt vom Reiche) haben eine sehr grosse Wichtigkeit für die Beziehungen Deutschlands zu Oesterreich, Holland, Dänemark und insbesondere zu dem Staatsverbände, in welchem Schleswig zu Holstein steht, dem einzigen Bande, wodurch jenes Land auf der Grundlage des jetzt bestehenden Staatsrechts an Deutschland gebunden ist. Will man nicht gleichsam auf einer *tabula rasa* ein neues Staatsgebäude aufführen, mit allen europäischen Verhältnissen brechen, und einen sehr bedenklichen allgemeinen europäischen Krieg herbeiführen, so scheint es sehr wünschenswerth, statt jener Paragraphen etwa folgende Bestimmung aufzunehmen:

„Kein Theil des deutschen Reiches kann mit nicht deutschen Ländern in der Weise staatlich verbunden sein, dass die Durchführung der verfassungsmässig von der Reichsgewalt ausgehenden Bestimmungen der rechtsgültigen Verwerfung einer andern Staatsgewalt unterliegen könnte; vielmehr ist, wo eine Verbindung deutscher mit nichtdeutschen Ländern vorkommt, in der Verfassung der ersteren bezüglich des gesammten Länder-Complexes eine Bestimmung aufzunehmen, welche die unbeschränkte Anwendung der deutschen Reichsverfassung in den deutschen Gebietstheilen sichert.“

Hierdurch — so glaubt die grossherzogliche Staatsregierung — ist auch das wesentliche Interesse des deutschen Bundesstaates und seine consequente Durchführung gewahrt.

III. Sehr wünschenswerth erscheint es, wenn sofort

in der Reichsverfassung ausgesprochen wird, dass die Kosten für Herstellung und Erhaltung von Wasserstraßen, aber auch nur diese durch eine entsprechende Abgabe von der Fluss-Schifffahrt zu decken sind, und dass in §. 40 des Abschnittes von der Reichsgewalt, der letzte Satz, wornach die Post nur im Interesse des allgemeinen Verkehrs ausgeübt werden soll, fallen gelassen oder modificirt wird.

IV. Die in dem Verfassungsentwurfe (Abschnitt Reichsgewalt Art. II. §. 13) enthaltene Bestimmung, nach welcher alle Staaten, deren Kontingent weniger als 6000 Mann beträgt, die Militär-Hoheit verlieren, trifft das Grossherzogthum ebenfalls und bedroht dasselbe mit dem Verlust eines der wichtigsten Hoheitsrechte. Wenn nun gleich bis jetzt die Versuche, eine staatliche Vereinigung unter mehreren benachbarten Staaten zu Stande zu bringen, gescheitert sind, so darf man doch hoffen, dass es gelingen werde, vorläufig wenigstens, rücksichtlich des Militärs eine derartige feste Vereinigung entweder mit sämmtlichen thüringischen Staaten, oder doch mit einigen derselben zu erzielen, dergestalt, dass das so gebildete Ganze eine die Normzahl von 6000 Mann übersteigende Truppenzahl stellen würde. In dieser Erwartung würde es wünschenswerth sein, den betreffenden Theil der Verfassung so abzuändern, dass die Militärhoheit, auch im Falle solche Verträge zu Stande kommen, den verbundenen Staaten erhalten werde. Dass aus einem allgemeinen Interesse die Staaten, welche nicht 6000 Mann Militär stellen, eine Beschränkung sich gefallen lassen müssen, erkennt die grossherzogliche Staatsregierung als richtig an. Allein jenes allgemeine Interesse ist vollständig erreicht, wenn mehrere jener Staaten in eine feste organische Vereinigung in Beziehung auf das Militärwesen treten. Weiter zu gehen und trotz solcher Vereinigung die Militärhoheit der betreffenden Staaten ganz aufzuheben, hiesse ohne genügenden Grund, also gegen das Wesen eines wahren Bundesstaates und mithin gegen Recht und Billigkeit, dieselben in ihrer Selbstständigkeit beschränken. Es würde übrigens gar nichts dagegen zu erinnern sein, wenn bei der Abänderung des betreffenden Paragraphen eine Frist gesetzt würde, innerhalb welcher jene Vereinigung in Betreff des Militärwesens abgeschlossen und der Zentralstelle zur Prüfung und Billigung vorgelegt werden müsse, widrigen-

falls die Bestimmung, wie solche jetzt gefasst, in Kraft trete.

V. Dem §. 2 des Art. III. vom Reichstage liegt in seinem die gemeinsame Vertretung der Thüringischen Staaten betreffenden Absatze der gewiss sehr wohl begründete Wunsch zu Grunde, dass diese Staaten zu einer möglichst innigen Vereinigung in Bezug auf Gesetzgebung und andere gemeinschaftliche Angelegenheiten zusammentreten möchten, und die Voraussetzung, dass dies geschehen werde. Die Protokolle, welche ich mir anzufragen erlaube, weisen aus, dass die grossherzogliche Staatsregierung, ohne irgend eine Prävalenz erstreben zu wollen, für die Verwirklichung jenes Gedankens eifrig bemüht gewesen ist; sie weisen aber leider auch aus, dass das Projekt an dem von anderer Seite hervorgetretenen Widerstreben gescheitert ist. An und für sich betrachtet ist das Grossherzogthum nach Stellung und Grösse mit Luxemburg und Limburg, oder Oldenburg, welche Staaten je zwei Vertreter in das Staatenhaus senden sollen, gleich zu stellen. Ganz gegen Recht und Billigkeit würde es sein, sollte das Grossherzogthum gegen diese Staaten zurückgestellt werden. Es kommt aber hinzu, dass die nach dem jetzt vorliegenden Entwurfe erforderliche Vereinigung der Stände der verschiedenen Staaten Thüringens zu einem einzigen so überaus beschränkten Zwecke, Schwierigkeiten und wiederholten Geldaufwand erfordert, welcher mit dem Zwecke gar nicht in Verhältnisse steht. Endlich ist noch zu erwähnen, dass nur unter der Voraussetzung eines Thüringischen Staatenverbandes die gemeinsame Vertretung dieser Staaten von dem allgemeinen Standpunkte des Bundesstaates aus wünschenswerth erscheint, ohne solchen Verband aber weit mehr nachtheilig als förderlich sein muss. Alles kommt doch darauf an, gute Wahlen zu treffen. Bei dieser Gelegenheit habe ich dem mir gewordenen Auftrage gemäss noch zu erwähnen, dass nach der bisherigen Observanz, namentlich auch nach der Abstimmung im Plenum des Bundestages die dem Grossherzogthume Weimar zukommende Stelle so zu regeln sein möchte, dass es unmittelbar auf Holstein folgt.

Frankfurt a. M., am 13. Februar 1849.

Der Bevollmächtigte des Grossherzogthums Sachsen-Weimar:

(Gez.) v. *Wydenbrugh*.

LXXIX.

Déclaration du plénipotentiaire du duché de Lauenbourg sur la circulaire du ministère de l'Empire du 28 janv., en date du 25 févr. 1849.

(Ibid. p. 290.)

Der Bevollmächtigte hat die Ehre, Namens seiner Regierung Nachstehendes zu erklären:

Die höchste Behörde für das Herzogthum Lauenbourg ist zwar mit den Grundsätzen, wie sie in der Zusammenstellung der in erster Lesung gefassten Beschlüsse bezüglich der deutschen Reichsverfassung vorliegen, durchaus einverstanden und deren Inkrafttreten im rein deutschen Sinne wird von ihr freudig begrüsst werden. Die Lauenburgische Landesregierung sieht sich jedoch nach dem Inhalte des bei ihrer Einsetzung am 15. November v. J. unter Leitung des Reichskommissärs, Herrn Stedtmann, und des königlich dänischen Bevollmächtigten, Herrn C. v. Plessen, vollzogenen Protokoll's, wonach sie verpflichtet ist, keine Massregel zu vollziehen, durch welche die Anerkennung der Rechte Seiner Majestät des Königs von Dänemark, als regierenden deutschen Fürsten, in Zweifel gezogen würde, ausser Stande, eine bestimmte Erklärung über die vorgedachten Beschlüsse abzugeben, — sie muss sich vielmehr darauf beschränken, den Wunsch auszusprechen, dass Seitens der Centralgewalt die jetzt obschwebenden Unterhandlungen mit Dänemark der Art geführt werden möchten, dass auch in Betreff Lauenburgs, der Geltung der genannten für die übrigen deutschen Reichslande angenommenen Verfassungsgrundsätze keine Schwierigkeiten bei dem Abschlusse des Friedens in den Weg gestellt werden.

LXXX.

Extrait de la déclaration du plénipotentiaire du prince de Anhalt-Bernbourg sur la note prussienne du 23 janvier, en date du 23 février 1849.

(Ibid. p. 291.)

Auf Befehl Sr. Hoheit des Herzogs von Anhalt-Bernbourg bin ich durch ein Schreiben des dasigen herzoglichen Staatsministeriums vom 19. d. M., welches mir heute zugegangen ist, ermächtigt worden, bei der provisorischen Centralgewalt für Deutschland, in Betreff der

königlich -preussischen Cirkularnote vom 23. v. M. eine Erklärung dahin abzugeben:

„Dass die herzogliche anhalt - bernburgische Regierung sich dem Beschlusse der Nationalversammlung, bezüglich der Konstituierung des deutschen Reiches, unterwerfe und dieselbe die Ueberzeugung habe, dass die Vorschläge Preussens, welche eine wahrhafte Einigung und kräftige Gesamtentwicklung Deutschlands bezwecken, zur Erreichung jenes Zweckes und zur Lösung der dabei vorkommenden schwierigen Fragen führen werden.“

Frankfurt a. M., den 22. Februar 1849.

Der Bevollmächtigte für Anhalt-Bernburg,
(Gez.) *Zachariae.*

LXXXI.

Extrait des instructions données au plénipotentiaire prussien près le Pouvoir central provisoire en date du 16 février 1849.

(Th. p. 292.)

Durch die Cirkulardepesche vom 23. v. M. hat die Regierung Sr. Majestät des Königs den Weg bezeichnet, auf welchem, ihrer Ueberzeugung nach, die durch die Lage Deutschlands dringend geforderte Vereinigung über das in Frankfurt berathene Verfassungswerk erreicht werden könne. Dieser Weg ist der Weg der Verständigung sowohl der Regierungen unter sich, als mit der deutschen Nationalversammlung. Der Vorschlag Preussens hat sich der fast ungetheilten Zustimmung der verbündeten Regierungen zu erfreuen gehabt, und die grosse Mehrzahl derselben hat sich in den hierher gelangten Rückäusserungen bereit erklärt, durch ihre Bevollmächtigten in Frankfurt auf eine gemeinschaftliche Berathung einzugehen. Die königliche Regierung erkennt als obersten Grundsatz an, dass das deutsche Verfassungswerk nur durch die freie Zustimmung der dabei betheiligten Regierung endgiltig zu Stande kommen könne. Indem sie dieses Recht im vollsten Maasse sich vindizirt, erkennt sie es auch für alle übrigen Bundesglieder gleichmässig und ohne Ausnahme an, wie sie dies bereits früher ausgesprochen hat. Sie wünscht ferner nichts aufrichtiger und lebhafter, als dass die neue Verfassung des deutschen Bundes alle deutschen Stämme mit einem starken und innigen Bande umschlingen und sie zu ei-

nem grossen Ganzen gestalten möge. Sie ist durchdrungen von der Ueberzeugung, dass die Erhaltung des engen, durch Jahrhunderte befestigten Bandes, welches Oesterreich mit dem übrigen Deutschland verkettet, für beide Theile ein grosses und unentbehrliches Bedürfniss sei. Sie will dasselbe in keiner Weise gelockert, vielmehr gekräftigt und befestigt wissen. Sie begegnet in diesem Punkte vollständig den Gesinnungen, welche die kaiserliche Regierung in ihrer hierher mitgetheilten Depesche vom 4. d. M. an ihren Bevollmächtigten bei der Centralgewalt ausgesprochen hat. Wenn sie zugleich nicht verkennt, welche Schwierigkeiten die eigenthümlichen Verhältnisse und Bedürfnisse der deutschen Provinzen des Kaiserstaates im Zusammenhange mit denen der Gesamtmonarchie, der Feststellung ihres Verhältnisses zu dem neu zu gründenden Bunde entgegenstellen, so zweifelt sie doch nicht an einer glücklichen Lösung derselben, und sie glaubt sich durch den Inhalt der obgedachten Note zu der Erwartung berechtigt, dass die kaiserliche Regierung mit bestimmten Vorschlägen hierüber den übrigen verbündeten Regierungen und der Nationalversammlung entgegenkommen werde. Sie wird es sich zur Pflicht machen, solchen Vorschlägen ihrerseits in dem oben angedeuteten Geiste zu begegnen. Von diesen Vorschlägen, so wie von den Erklärungen, welche andere mitverbündete Regierungen, welche sich noch nicht ausgesprochen haben, abgeben werden, muss natürlich auch die letzte Entschliessung der Regierung Sr. Majestät des Königs abhängig bleiben.

Inzwischen erachtet es dieselbe für dringend gebotene Pflicht, sich schon jetzt von ihrem Standpunkte aus über den vorliegenden Verfassungsentwurf auszusprechen. Die Lage Deutschlands fordert eine baldige Entscheidung. Alle wahren Freunde des Vaterlandes erkennen die Nothwendigkeit der endlichen Beseitigung des gegenwärtigen ungewissen Zustandes, der Errichtung eines starken Einheitspunktes, an den die Schwachen sich anlehnen, um den die erhaltenden Elemente sich schaaren können. Die Verhinderung einer gänzlichen Auflösung der schwächeren Staatskörper und des immer weiteren Umsichgreifens innerer Zerstörung jetzt noch lebensfähiger Elemente, die Ruhe und der Friede Deutschlands hängen davon ab. Die Befriedigung dieses Bedürfnisses kann nicht von ungewissen Eventualitäten abhängig gemacht, nicht

in unbestimmte Ferne hinausgeschoben werden. In wie weit Preussen dazu beizutragen bereit ist, darüber will die Regierung Sr. Majestät des Königs keinen Zweifel bestehen lassen. Sie ist aus freier Entschliessung bereits durch die Proklamation Sr. Majestät des Königs vom 18. März v. J. mit der Erklärung vorangegangen, dass sie der Umgestaltung des deutschen Staatenbundes zu einem Bundesstaate ihre Kräfte widmen wolle. Sie hat seitdem in diesem Geiste gehandelt und sie wird diesem Bestreben ferner getreu bleiben. Preussen bedarf dieses Bundesstaates nicht um seiner selbst willen. Seine Grösse, seine staatliche Konsistenz, seine Traditionen geben ihm mehr als den meisten anderen Staatskörpern Deutschlands die Fähigkeit, sich selbst genügen, nöthigenfalls für sich beharren zu können. Vergrösserung an Macht oder Einfluss sucht es nicht. Wenn es den Bundesstaat seinerseits will, so will es ihn nicht um seiner selbst, sondern um Deutschlands willen: die Opfer, die es demselben bringt, die Lasten, die es übernimmt, trägt es um der Gesamtheit willen.

Von diesem Standpunkte aus hat die Regierung Sr. Majestät des Königs den vorliegenden Verfassungsentwurf geprüft. Sie glaubt, dass derselbe im Wesentlichen die Grundlagen und Bedingungen eines kräftig und den Anforderungen der Zeit gemäss gestalteten Bundesstaates enthalte.

Die Abänderungsvorschläge, welche sie Ew. Excellenz zukommen lässt, sind wesentlich aus der Ueberzeugung hervorgegangen, dass es darauf ankomme,

- 1) die Kompetenz der Bundesgewalt genauer zu begrenzen, innerhalb dieser Kompetenz aber ihr eine kräftige Handhabung zu sichern.
- 2) Die Existenz der Einzelstaaten als selbstständige Organismen möglichst zu wahren und sie nicht weiter zu beschränken, als zur Erreichung der wesentlichen Bedingungen des Bundesstaates nöthwendig ist.

Eine Centralisation, welche über den Bundesstaat in den Einheitsstaat führen würde, muss nach der Ueberzeugung der königlichen Regierung, als weder nothwendig, noch den wahren Bedürfnissen Deutschlands entsprechend, dem Werke der Einigung aber hinderlich und gefährlich, durchaus vermieden werden. Hingegen ist die königliche Regierung aber auch der Ansicht, dass den einzelnen Fürsten und Staaten nicht zugemuthet

werden könne, einem grossen Theil ihrer Selbstständigkeit zu entsagen, anders als zu Gunsten einer wirklich starken Centralgewalt; welche durch kräftigen Schutz die Opfer vergilt, welche sie fordert.

Die königliche Regierung hofft, dass die Erklärungen und Vorschläge, welche Ew. Excell. hiernach in deren Namen abgeben werden, sowohl bei den Regierungen als bei der Nationalversammlung eine günstige Aufnahme und eingehende Erwägung finden, und dass sie das Werk der Verständigung fördern werden.

In Uebereinstimmung mit dem Eingangs ausgesprochenen Grundsatz enthält die königliche Regierung sich bestimmter Vorschläge über die §§. 1—3 des ersten Abschnittes, welcher den Titel „das Reich“ trägt. Sie glaubt, dass die Bestimmung darüber, welche Territorien den Bundesstaat bilden, erst dann formulirt werden könne, wenn festgestellt sein wird, welche Länder Deutschlands dem Bundesstaate beitreten wollen. Eben so glaubt sie, dass das Verhältniss derjenigen Bundestheile, deren bestehende Verbindung mit ausserdeutschen Staatskörpern besondere Modalitäten erfordere, erst dann geregelt werden könne, wenn die besondern Bedingungen ihres Beitritts, welche Gegenstand weiterer Verhandlungen bleiben müssen, festgestellt sein werden. Sie hält für durchaus nothwendig, dass keine präjudiziellen Beschlüsse gefasst werden, welche diese Einigung erschweren oder ausschliessen. In Betreff des Abschnitts, welcher von der Gestaltung der obersten Executivbehörde des Bundesstaats handelt und den Titel „das Reichsoberhaupt“ führt, muss sich die königliche Regierung ebenfalls bestimmter Erklärungen für jetzt noch enthalten, und zwar um so mehr, als auch die Beschlüsse der Nationalversammlung in diesem Punkte nicht zu einem vollständigen Resultate geführt haben. Sie betrachtet diesen Theil der Verfassung insbesondere als abhängig von den Erklärungen und Vorschlägen, welche von den mitverbündeten Regierungen, die sich hierüber noch nicht geäußert haben, zu erwarten sind.

Die Gesichtspunkte, von denen die königliche Regierung ausgeht, hat sie bereits in der Cirkulardepesche vom 23. v. M. angedeutet. Indem nun die königliche Regierung sich über die übrigen Verfassungsabschnitte ausspricht, und ihre Abänderungsvorschläge vorlegt, bezeichnet sie damit die Bedingungen und Grenzen, inner-

halb deren sie selbst, und von ihrem Standpunkte aus, den Bundesstaat für realisirbar erachtet und ihm beizutreten bereit ist. Sie verkennt dabei nicht, dass die noch vorbehaltenen Erklärungen der übrigen Regierungen die Nothwendigkeit herbeiführen können, das Verfassungswerk in wesentlichen Punkten umzugestalten. Insofern die ferneren Verhandlungen eine solche Nothwendigkeit ergeben sollten, hat die königliche Regierung Ew. Exc. nur noch darauf aufmerksam zu machen, dass sie ihre Erklärungen über den Entwurf als über ein Ganzes abgegeben, und dass, falls wesentliche Voraussetzungen, auf denen dieses Ganze beruht, hinweggenommen oder modificirt werden sollten, danach auch ihre schliesslichen Erklärungen sich werden ändern und vorbehalten bleiben müssen. Ew. Exc. wollen diese Instruction den von Ihnen über die Verfassungsfrage abzugebenden Erklärungen zum Grunde legen und ermächtige ich Sie, dieselbe dem Präsidenten des Reichsministeriums mitzutheilen. Berlin, 16. Febr. 1849.

Unterz. *Bülow.*

LXXXII.

Extrait de la déclaration collective du gouvernement prussien et de plusieurs autres gouvernements, au sujet du projet de Constitution allemande tel qu'il est sorti de l'adoption à la première lecture en date du 23 février 1849.

(Traduction).

Dans la discussion à laquelle ont donné lieu les observations ci-dessous à l'égard des résolutions prises à la première lecture par l'Assemblée nationale touchant la constitution, on ne s'est pas écarté de la base de ces résolutions, à savoir la base d'un état fédéré, dont l'autorité centrale sera entourée d'une représentation sortie par élection de la totalité du peuple. Au lieu de motiver chacune de ces observations, il suffira d'indiquer en général les points de vue dont on est parti. Ils se résument dans un *seul* but, à savoir diminuer les difficultés qui s'opposent à la réunion d'états souverains en un état fédéré, représenté par une autorité centrale, d'abord à cause de la renonciation nécessaire de droits de souveraineté de la part des états particuliers en faveur de la communauté, ensuite à cause de la crainte

que le pouvoir central ne limite de plus en plus ces droits.

La subordination militaire à un pouvoir central touche à un droit de souveraineté qu'on verrait avec répugnance diminuer considérablement surtout en temps de paix. Au moyen des modifications proposées aux paragraphes 12, 13, 14, 15 et 18, ces attributions, qui appartiennent au pouvoir central en sa qualité de pouvoir exécutif, sont placées dans des rapports qui sauvegardent l'indépendance des états particuliers; par contre, le droit de rendre, avec le concours de toute la représentation nationale, des lois générales relativement à l'armée, peut être regardé comme un moyen suffisant d'augmenter l'unité et la force.

A l'effet de faciliter les relations d'affaires, on réclame pour chaque état le droit de se faire représenter près du pouvoir central par un plénipotentiaire, et cela comme une conséquence et un signe du maintien de l'existence politique, et on se réserve d'appliquer le principe lors de l'examen des chapitres ultérieurs de la constitution.

On favorisera l'indépendance des états particuliers en délimitant et en bornant les attributions du pouvoir central, en particulier en lui assignant la législation générale et en lui retirant l'exécution des lois. On concourra au maintien de l'existence indépendante des états particuliers en leur confiant l'exécution des mesures et des travaux ordonnés par et pour la communauté, en ne reserrant pas leur sphère d'activité, en n'empêchant pas le contact d'une administration générale et particulière, en évitant ce qui peut nécessiter une administration centrale étendue et un grand nombre de fonctionnaires du pouvoir central.

La règle que le pouvoir central doit faire exécuter par ses propres organes les ordonnances qu'il rend, mais que par contre il n'exercera pas la haute surveillance sur ce qui est de la compétence des états particuliers, servirait, on ne saurait le méconnaître, à tirer une ligne de démarcation plus nette entre la compétence du pouvoir central et celle des états particuliers, mais on ne pourrait la faire concorder avec les institutions monarchiques et avec la situation de l'Allemagne, issue de l'ancienne indépendance politique. Les gouvernements per-

draient de leur considération à leurs propres yeux, ainsi qu'à ceux de leurs ressortissants, si dans leur propre territoire des employés du pouvoir central exerçaient des fonctions à côté de ceux du pays; il en résulterait de la résistance ou tout au moins de la mauvaise volonté, et chaque conflit se terminerait probablement par l'extension de la compétence du pouvoir central. Ces considérations acquièrent une importance particulière, si on se représente le pouvoir central délégué à un souverain puissant. Il en est autrement quant à la compétence du pouvoir central de rendre des lois générales. Une loi qui concerne tous les états en commun est accueillie plus favorablement par un état particulier, à cause de sa généralité; de tous les inconvénients de l'ancien état de choses, la difficulté de rendre des ordonnances législatives pour toute l'Allemagne est celui que la nation a peut-être le plus profondément senti, celui auquel elle a exigé qu'il fût porté remède le plus promptement; mais dans la législation ce n'est pas le pouvoir exécutif qui est exclusivement ou principalement actif, il n'occupe qu'une place secondaire, tandis qu'en première ligne se trouvent les assemblées législatives, sorties de l'universalité du peuple, auxquelles ne reviennent, pour ainsi dire, que les droits qui appartiennent ou qui appartiendraient à la représentation du peuple dans les états particuliers. Il est bien vrai qu'on est tenté de faire un usage immodéré du droit de législation, quand on a la facilité de rendre et d'introduire des lois générales; aussi est-il désirable de tracer des limites faciles à reconnaître et assez nettes.

Les changements proposés aux paragraphes 14, 25, 27, 29, 30, 32, 35, 40, 42, 46, 47 du chapitre intitulé „du pouvoir central“, répondent à ces demandes tendantes à délimiter et à restreindre l'administration et la législation.

Quand une grande assemblée est investie de la faculté de voter des fonds pour des entreprises considérables, elle résistera rarement au charme attaché à ce droit; elle y résistera d'autant moins que parmi les représentants d'un grand nombre d'états il y en aura toujours beaucoup qui appuieront des demandes locales, comme il y en aura également beaucoup qui se laisseront aller à voter une dépense à répartir entre la communauté. On s'expose par là à jeter la perturbation dans l'écono-

mie financière non seulement de l'état fédéré, mais surtout des états particuliers, puis à rapprocher l'état fédéré d'un état unitaire; car la centralisation doit augmenter dans la même mesure que les contribuables sont mis en réquisition, en proportion ascendante pour la caisse fédérale. Il paraît convenable par conséquent de limiter autant que possible le droit d'allouer des fonds pour de grandes entreprises de la communauté. Y renoncer complètement serait inadmissible, même d'après les précédents de l'ancienne constitution fédérale, qui a reconnu de fait, comme le paragraphe 19 du projet, la nécessité d'établir des forteresses fédérales. On propose de ne pas exclure non plus la possibilité de mettre le littoral en état de défense. Une seconde exception est déterminée par la suppression des droits fluviaux, car il serait extrêmement difficile, sinon impossible, de mettre à la charge des différents états l'entretien et la correction de voies fluviales communes au profit du transit qui ne produit plus de recettes. Par contre, on pourra renoncer à la faculté d'établir des chemins de fer et des routes.

Le droit assigné au pouvoir central par le paragraphe 49, d'établir des impôts et de les percevoir ou de les faire percevoir, serait reconnu nécessaire pour autant que, à l'effet de réaliser des buts fédéraux, l'autorité fédérale doit avoir le pouvoir de disposer librement des sommes nécessaires sans être restreinte, comme unique moyen, à la quote-part matriculaire. Mais il faut considérer d'un autre côté que le droit général d'établir des impôts, joint à celui de les faire prélever par des organes spéciaux, ne serait accordé qu'avec répugnance par les gouvernements particuliers, et comme le droit auquel on aspire par le paragraphe 35, relativement au produit des douanes et des impôts communs, équivalant à la faculté d'en disposer librement, on devrait se montrer d'autant plus disposé à renoncer au droit direct d'établir des impôts ultérieurs, que le budget de l'empire, comme on peut le prévoir, n'exigera qu'une petite partie du revenu des douanes et des impôts communs.

La crainte qu'après l'accession à l'état fédéré, laquelle repose sur des bases déterminées et connues, celles-ci ne puissent être changées contre la volonté des parties intéressées par les moyens qu'offre la constitution et qu'elles ne doivent dans ce cas restreindre davantage l'indépendance de ces dernières, l'emporte sur l'inconvé-

nient, que d'un autre côté on ne saurait méconnaître, de ne pouvoir, à cause des limites fixées par la constitution, satisfaire aux besoins récemment découverts ou nouvellement existants. Il faut rattacher les changements à faire à la constitution à des formes rigoureuses (entre autres au consentement du conseil de l'empire) et renoncer, contrairement au paragraphe 6, à accorder au pouvoir fédéral (§. 58) le droit indéterminé de la législation dans tous les cas où il juge nécessaire de rendre des dispositions et de prendre des mesures communes dans l'intérêt de toute l'Allemagne.

Cette déclaration est signée par MM. de *Camphausen*, pour la Prusse, *Welker* pour le grand-duché de Bade, *Jordan* pour la Hesse Electorale, *Eigenbrodt* pour le grand-duché de Hesse, *Franko* pour Schleswig-Holstein; *Mosle* pour le grand-duché d'Oldenbourg; *de Stein* pour Saxe-Cobourg-Gotha; *Cruciger* pour Saxe-Altenbourg; baron de *Holzhausen* pour Hohenzollern, Reuss et Hesse-Hombourg; *Petri* pour Lippe et Waldeck; *Karlowa* pour Schaumbourg-Lippe; *Smidt* pour Bremen; *Vierthaler* pour Anhalt-Dessau et Cöthen; *Brehmer* pour Lubeck; *Liebe* pour Brunswick; *Scherf* pour Luxembourg; *Hergenhausen* pour Nassau, et *Kirchensauer* pour Hambourg.

(Suivent les observations et les changements qu'on propose de faire aux résolutions prises par l'assemblée nationale relativement à la constitution et qui s'appuient sur le point de vue exposé plus haut.)

† Le plénipotentiaire du gouvernement de Holstein a fait communication au pouvoir central en date du 8 février des déclarations de ce gouvernement à l'égard du projet de constitution de l'Empire.

† Des déclarations et observations sur le même sujet ont été remises au gouvernement du pouvoir central de la part des gouvernements de Saxe-Altenbourg, Schaumbourg-Lippe, Anhalt-Dessau et Köthen, des villes de Francfort, de Hambourg, et Bremen, en date du 1, 8, 26, 3, 19, et 23 février 1849.

(Quellensammlung II. p. 330—341.)

† Les plénipotentiaires de Prusse et de 27 autres gouvernements ont, en date du 1er mars, remis une seconde note collective au pouvoir central, relative à la constitution de l'Empire et accompagnée de notes particulières des plénipotentiaires de Hesse grand-ducale, d'Oldenbourg, Luxembourg, Schwarzbouurg et Lubeck.

† Par notes en date du 18 et du 24 février 1849 le plénipotentiaire de Bade a remis au pouvoir central provisoire la décl-

ration et les observations et vœux de son gouvernement relativement au projet de la constitution de l'Empire.

Quellensammlung z. D. ö. R. II. 3, p. 316—23.

† Par note en date du 23 février le plénipotentiaire du grand-duc de Hesse a porté à la connaissance du pouvoir central provisoire les observations etc. de son gouvernement sur le projet de constitution de l'Empire.

Ibid. p. 325.

Le plénipotentiaire du duc de Nassau a fait la même communication au pouvoir central en date du même jour.

† Les plénipotentiaires des deux Mecklenbourg, de Luxembourg, Hohenzollern, Reuss, Hesse-Hombourg, et des villes de Hambourg, Lubeck et Bremen ont, le 2 mars 1849, déposé des observations particulières à cet égard, comme annexes à la note du 1^{er} mars. (Ib.).

† Par une note en date du 23 février le plénipotentiaire du roi de Saxe a fait part au pouvoir central provisoire des observations de son gouvernement par rapport au projet de constitution de l'Empire. Il y est ajouté que, pour le cas que ces observations devraient être soumises à une discussion entre les plénipotentiaires, le gouvernement y supposerait expressément la participation du plénipotentiaire d'Autriche, et, en outre, que ce gouvernement n'a eu en vue qu'une entente entre les plénipotentiaires et nullement une transaction avec l'Assemblée nationale, vu que sous ce rapport le gouvernement de Saxe ne s'est point départi des principes qu'il a itérativement manifestés.

LXXXIII.

*Extrait de la déclaration du plénipotentiaire
du roi de Hanovre près le pouvoir central
provisoire sur le projet de la constitution de
l'Empire en date du 7 mars 1849.*

(Quellensammlung II. 4. p. 408 et suiv.).

Die k. hannoversche Regierung hat in Ihrem Schreiben vom 28. Jan. d. J. und den von Ihnen am folgenden Tage den versammelten Regierungsbevollmächtigten gemachten Eröffnungen mit Befriedigung einen Schritt begrüsst, der geeignet erscheint, über das deutsche Verfassungswerk eine solche Vereinbarung einzuleiten, wie sie für den dauernden Bestand jenes Werkes, nach den früher ausgesprochenen Ansichten der königlichen Regierung nicht entbehrt werden kann. Sie hat sich daher gern angelegen sein lassen, die amtlich mitgetheilten bisherigen Verfassungsbeschlüsse der Nationalversammlung einer näheren Prüfung zu dem Zwecke zu unter-

ziehen, um darüber der Einladung S. kais. Hoh. des Reichsverwesers gemäss eine Erklärung abzugeben. Bei dieser Prüfung, deren Erledigung durch die bekannte Lage der hannöverschen Verhältnisse einen nicht wohl zu vermeidenden Aufschub erlitten hat, ist die Kollektiverklärung, zu welcher unter Vermittlung Preussens eine Mehrzahl deutscher Regierungen sich vereinigt; und deren Bevollmächtigte am 23. v. M. dieselbe unterzeichnet haben, auf das Aufmerksamste berücksichtigt worden.

Ausserdem hat die königl. Regierung bei diesen Erwägungen diejenigen Ansichten festgehalten, welche über die deutsche Verfassungsangelegenheit in der an den kaiserlich österreichischen Gesandten, Freiherrn von *Brenner*, unter dem 13. v. M. gerichteten, Ihnen Herr Minister-Präsident, schon früher mitgetheilten Note ausgesprochen und schon damals als Richtschnur für die von dem Unterzeichneten Namens der königlichen Regierung abzugebenden Erklärungen bezeichnet sind. Es hat der königlichen Regierung zur hohen Befriedigung gereicht, dass die sorgfältigste Prüfung ihr den Beitritt zu allen wesentlichen Punkten der Kollektiverklärung vom 23. v. M. als unbedenklich erscheinen liess. Die einzige Ausnahme besteht darin, dass nach der von der königl. Regierung gehegten, von dem Unterzeichneten in seinem Schreiben an Sie, Herr Minister-Präsident, vom 20. December v. J. näher entwickelten und in dem Schreiben des königl. Gesamtministeriums an die allgemeine Ständeversammlung vom 10. v. M., wovon ein Abdruck hier angelegt ist, in wesentlicher Uebereinstimmung mit der durch öffentliche Blätter bekannt gewordenen Note der königl. preussischen Regierung an den Grafen Knyphausen vom 8. v. M. **), festgehaltenen Ansicht vor dem Eintritte der ersten Bestimmung des §. 52 eine weitere Verständigung auch über den Inhalt der Grundrechte annoch erforderlich ist. Im Uebrigen hat der Unterzeichnete deshalb hierdurch unter wiederholter Bezugnahme auf die angeführte Note vom 13. v. M. den Beitritt der königl. Regierung zu den von Preussen und den mit diesem übereinstimmenden Regierungen, in der angezogenen Kollektivnote vom 23. v. M. abgegebenen Erklärungen auszusprechen. Die fernere Kollektiverklärung derselben Regierungen vom 1. d. M. über die Verfassungsabschnitte vom Reichsgerichte und Reichsrathe lag bis zu dem Abgange der dem Unterzeichneten geworde-

nen Instruktionen der königl. Regierung nicht vor, und muss Namens derselben der Unterzeichnete hierüber, so wie wegen der anderen in der Kollektivklärung vom 23. v. M. noch nicht behandelten Theile der Verfassung, die fernere Erklärung nebst etwaigen Nachträgen zu der gegenwärtigen vorbehalten. Wenn das grosse Gewicht, welches, wie schon hervorgehoben, die königl. Regierung auf die thunlichste Uebereinstimmung ihrer Erklärungen mit denen anderer deutscher Regierungen legt, sie vermochte, sich wesentlich auf den, nur mit dem ausgesprochenen Vorbehalte zu §. 52 verbundenen Beitritt zu der Kollektivnote vom 23. v. M. zu beschränken, so konnte es doch nicht ausbleiben, dass bei einer ins Einzelne gehenden sorgsamten Erwägung hin und wieder eine Abweichung von den in jener Note niedergelegten Ansichten hervortrat. Der Unterzeichnete, welchem die in den betreffenden Sitzungen des königl. Gesamtministeriums aufgenommenen Notata vorliegen, glaubte diese Ihnen, Herr Minister-Präsident, sowie der Nationalversammlung und deren Verfassungsausschüsse nicht vorenthalten zu sollen. Ohne einen wesentlichen Theil der Erklärung der k. hannöv. Regierung zu bilden, werden diese Notata, von denen der Unterzeichnete in der Anlage einen Auszug zu überreichen sich die Ehre gibt, vielleicht geeignet sein, bei der Erwägung anderer Erklärungen unterstützend oder auch Gegensätze vermittelnd, benutzt zu werden. Frankfurt a. M., den 7. März 1849.

Der königl. hannöverische Bevollmächtigte bei der provisorischen Zentralgewalt für Deutschland.

(Les *notata* du conseil des ministres du Hanovre sur le projet de constitution de l'Empire forment l'annexe de cette déclaration).

LXXXIV.

Communication faite, par M. de Gagern, président du conseil des ministres du pouvoir central provisoire, à l'Assemblée nationale, de la dénonciation de l'armistice de Malmö, dans la séance du 4 mars 1849.

La convention d'armistice, conclue à Malmö le 26

août 1848 entre l'Allemagne et le Danemark, a été dénoncée par le gouvernement danois et cela d'une manière inusitée et non conforme aux rapports établis. En remettant l'acte de dénonciation, le plénipotentiaire danois a déclaré, il est vrai, que le roi de Danemark se livrait à l'espoir que la résolution qu'il avait prise n'amènerait pas le retour des hostilités qui ont eu lieu l'année dernière, et il s'est attaché à représenter la dénonciation de l'armistice comme devant faciliter la conclusion de la paix. Quelqu'étrange qu'il puisse paraître de faire envisager un acte qui équivaut à une nouvelle déclaration de guerre comme devant servir à faciliter la conclusion de la paix, on doit être encore plus surpris que la dénonciation de l'armistice de Malmö de la part du Danemark ait lieu précisément à l'époque où ont été ouvertes les négociations de la paix par la médiation de l'Angleterre et où le premier secrétaire d'état de S. M. la reine d'Angleterre a exprimé le désir du gouvernement de la puissance médiatrice, à savoir que l'envoyé du pouvoir central voulût coopérer à la prolongation de l'armistice, attendu qu'une pareille prolongation était indispensable si l'on voulait obtenir un heureux résultat des négociations. Il n'est pas douteux que le même désir n'ait été exprimé également vis-à-vis du Danemark. L'envoyé du pouvoir central a immédiatement consenti à la proposition relative à la prolongation de l'armistice.

Aux différentes preuves données pendant la durée de l'armistice par le pouvoir central, à l'effet d'arriver à un arrangement pacifique avec le Danemark, celui-ci a répondu par la dénonciation de l'armistice au moment où commençaient les négociations de la paix. Il est possible, au reste, que la résolution prise avec trop de précipitation par le Danemark n'ait pas de conséquences. Mais les négociations de la paix qui avaient déjà commencé, il faut les regarder naturellement comme interrompues jusqu'à ce que le Danemark ait réparé le mal qu'il a fait par sa précipitation, jusqu'à ce qu'il ait été décidé que les hostilités ne seront pas reprises jusqu'à un délai à fixer ultérieurement et que le *satus quo* sera maintenu. C'est à atteindre ce but que sont destinées les négociations actuelles. Le ministère de l'empire doit aviser à ce que l'Allemagne soit préparée pour le cas où les hostilités seraient reprises. Il a déjà commencé à prendre les mesures nécessaires; le pouvoir central

compte sur le concours de l'assemblée nationale et des gouvernements particuliers s'il en avait besoin. Sauvegarder l'honneur de l'Allemagne pendant la paix, a été notre espoir et le but sincère de nos efforts. Si a démarche faite par le Danemark, a pour résultat le renouvellement de la guerre dans le Nord de l'Europe, la responsabilité en retombera sur le Danemark, et l'Europe saura apprécier la modération que l'Allemagne a montrée jusqu'ici. Si le Danemark s'était flatté de tirer avantage de la désunion apparente entre les états allemands, l'Allemagne attaquée lui montrera qu'elle sait borner les luttes qui proviennent de son développement; elle s'attachera sérieusement à hâter l'achèvement de la constitution et à resserrer les qui unissent ses membres entre eux.

LXXXV.

Instructions du plénipotentiaire d'Autriche près le pouvoir central provisoire, relatives à la question du chef de l'Empire, en date du 27 février 1849.

(Quellensammlung II. 4. p. 430. — Traduction.)

Unter den die künftige Verfassung Deutschlands betreffenden Fragen, rücksichtlich derer das schleunige Zustandekommen einer Vereinbarung zwischen den Regierungen und der Nationalversammlung dringendes Bedürfniss der Zeit ist, nimmt die Frage wegen Konstituierung der executiven Reichsgewalt, die Oberhauptsfrage, den ersten Platz ein.

In doppelter Hinsicht erweist sich dieses Bedürfniss als ein dringendes. Rücksichtlich des Auslandes ist es in hohem Grade wünschenswerth, dass so bald als möglich die Form, unter welcher ihm gegenüber die Einheit Deutschlands repräsentirt werden wird, feststehe, und das Reich in dem europäischen Staatensystem den ihm grundsätzlich gebührenden Platz auch faktisch einzunehmen in der Lage sei. Im Innern Deutschlands häufen sich leider wieder die Anzeichen hereinbrechender Anarchie in beunruhigendem Maasse, und es scheint daher dringend nothwendig zu sein, vor allem Andern durch Feststellung der Grundsätze, nach welcher die Reichscentralgewalt definitiv gebildet werden wird, den Faktionen das einträchtige und starke Zusammenwirken der Regierungen zum Behufe des Schutzes der Güter des

gesellschaftlichen Lebens in ununterbrochene Aussicht zu stellen.

Was Oesterreich in Bezug auf die Aufstellung eines Reichsoberhauptes nicht wolle, ist Euer Hochwohlgeborn am Schlusse meiner Weisung vom 4ten d. M. deutlich gesagt. Der Kaiser nämlich will sich nicht unterordnen unter die von einem andern deutschen Fürsten gehandhabte Centralgewalt. Es ist billig, dass wir neben jenem negativen Ausspruche auch positiv uns äussern, wie denn nach unserer Ansicht jene Centralgewalt gebildet und zusammengesetzt sein sollte. Nach unserer feststehenden und wohlbegründeten Meinung ist die Handhabung des executiven Theiles der Reichsgewalt bei dem einmal gegebenen Stande der Dinge in Deutschland anders nicht denkbar, als in der Form eines Direktoriums.

Folgendes müssen unseres Dafürhaltens die leitenden Grundsätze bei Konstituierung dieser Behörde sein:

1) Sie hätte zu bestehen aus Bevollmächtigten deutscher Regierungen, wo möglich aus Mitgliedern regierender Häuser, sieben an der Zahl, zusammen neun Stimmen bildend.

2) Die Zusammensetzung des Direktoriums wäre in der Art zu bewerkstelligen, dass Oesterreich und Preussen ein jedes zwei Stimmen, Bayern eine Stimme in der Centralbehörde zu führen hätten, die den andern deutschen Regierungen aber in dem Direktorium zuzureichenden Stimmen nach gewissen Kreisen und unter Berücksichtigung der relativen Wichtigkeit der Staaten bei der Vertretung in Kreise auszumitteln wären.

3) Die Mitglieder des Direktoriums hätten ihr Amt zwar als Delegirte ihrer Fürsten, jedoch unabhängig von speziellen Instruktionen zu üben. Die Stimmenmehrheit wäre für jede einzelne Entscheidung des Direktoriums massgebend.

4) Rücksichtlich des Präsidiums wäre eine den früheren Verhältnissen entsprechende Einrichtung zu treffen.

Euer Hochwohlgeborn sind ermächtigt, unter Zugrundlegung obiger Sätze mit denjenigen Bevollmächtigten in Frankfurt, deren Regierungen nach analogen Prinzipien voranzugehen wünschen, in näheres Einverständniss zu treten, und mit ihnen gemeinschaftlich den Entwurf eines Abschnittes, die Reichsregierung betreffend, zu fertigen, in welchem wir jedoch wünschten, dass le-

diglich die Art der Zusammensetzung jener Regierung behandelt würde, und ohne Präjudiz für dasjenige, was sich auf deren Attribute und die Grenzen und Modalitäten ihrer Wirksamkeit bezöge. Dieser Entwurf wäre sodann Seitens der über denselben einverstandenen Regierungen der Nationalversammlung als deren Gegenprojekt gegen die von dieser Versammlung in der ersten Lesung angenommenen korrespondirenden Paragraphen ihres Verfassungsentwurfes vorzulegen. Ehe dieses geschehe, hätten uns jedoch Euer Hochwohlgeboren den von Ihnen gemeinschaftlich mit anderen Kollegen festgestellten Entwurf zur Prüfung und definitiven Genehmigung einzusenden. Empfangen u. s. w.

LXXXVI.

Projet de constitution de l'empire allemand, concerté entre les plénipotentiaires d'Autriche, de Bavière, de Hanovre, de Saxe et de Wurtemberg.) du 8 mars.*

(Gaz. de Francf. du 10. mars 1849.)

Le gouvernement de l'empire.

§. 1. L'empire sera gouverné par un directoire.

§. 2. Ce directoire sera formé de 7 souverains régnants ou de leurs substituts. Il se composera :

1^o de l'empereur d'Autriche,

2^o du roi de Prusse;

3^o du roi de Bavière;

4^o d'un souverain élu par le Wurtemberg, par le grand-duché de Bade, par les principautés de Hohenzollern-Hechingen, Hohenzollern-Sigmaringen et de Liechtenstein;

5^o d'un souverain élu par le royaume de Saxe, le grand-duché de Saxe-Weimar, les duchés de Saxe-Cobourg-Gotha, de Saxe-Meiningen et Hildbourghausen, de Saxe-Altenbourg, les principautés de Reuss-Greiz et Schleitz, de Schwarzbourg-Rudolstadt, Schwarzbourg-Sondershausen, d'Anhalt-Cöthen, d'Anhalt-Bernbourg et d'Anhalt-Dessau;

*) La Gazette des postes de Francfort dans son no. du 10 mars 1849 dit pouvoir annoncer d'une manière positive que les plénipotentiaires des gouvernements ci-dessus dénomimés sont entièrement d'accord sur ce projet.

60 d'un souverain, élu par le Hanovre, le duché de Brunswic, les grands-duchés d'Oldenbourg, de Mecklembourg-Schwérin, de Mecklembourg-Strélitz, les duchés de Holstein (Schleswig) et de Lauenbourg et les villes anseatiques de Hambourg, Brême et Lubeck;

70 d'un souverain élu par la Hesse électorale, la Hesse grande-ducale, le duché de Nassau, le landgraviat de Hesse-Hombourg, le Luxembourg, le Limbourg, les principautés de Waldeck, de Lippe-Detmold, de Schaumbourg-Lippe et par la ville libre de Francfort.

§. 3. Les états qui choisissent un membre du directoire doivent se concerter sur son élection; pour le cas où ils ne parviendront pas à s'entendre, une loi de l'empire déterminera le droit de coopération des intéressés. Tant que ceux-ci ne seront pas tombés d'accord et qu'il n'aura pas été rendu une loi de l'empire, on s'en remettra à la décision du souverain de l'état qui a la plus forte population dans la confédération d'états respective; quant à l'électorat et au grand-duché de Hesse, ils alterneront.

§. 4. A la tête du gouvernement de l'empire sera placé un lieutenant de l'empire (*Reichsstatthalter*).

§. 5. La dignité de lieutenant de l'empire sera exercée alternativement une année par l'empereur d'Autriche, une année par le roi de Prusse.

§. 6. Le lieutenant de l'empire préside le gouvernement de l'empire; il dirige les affaires, représente l'état fédéré à l'intérieur et à l'extérieur, accrédite les ministres de l'empire; reçoit les ministres étrangers et promulgue les lois de l'empire.

§. 7. Le lieutenant de l'empire nomme en outre les fonctionnaires de l'empire. Toutefois cette nomination doit être agréée par le prince appelé à exercer alternativement avec lui la dignité de lieutenant de l'empire. S'il y a divergence d'opinions, c'est le directoire qui décide.

§. 8. En cas d'empêchement, la Prusse exerce pour l'Autriche et celle-ci pour la Prusse les droits du lieutenant de l'empire.

§. 9. Tous les droits gouvernementaux qui ne sont pas de la compétence unique du lieutenant de l'empire appartiennent au gouvernement entier de l'empire. Ce dernier prend ses résolutions à la majorité absolue des voix, la Prusse et l'Autriche auront chacune deux voix,

les autres membres chacun une. Les membres du directoire ne sont pas liés par des instructions spéciales. L'absence de quelques membres n'empêche pas le directoire de prendre une résolution. Si l'on n'obtient pas une majorité absolue, c'est le lieutenant de l'empire qui décidera.

§. 10. Tous les actes du gouvernement de l'empire doivent être revêtus du contre-seing d'au moins un ministre de l'empire qui en assume la responsabilité.

§. 11. Une loi de l'empire déterminera où sera le siège du gouvernement de l'empire.

LXXXVII.

Depêche circulaire du 10 mars, adressée par le gouvernement prussien à ses envoyés près les cours allemandes.

Le gouvernement autrichien a communiqué au gouvernement du roi par son envoyé près cette cour les propositions, qu'il a transmises à Francfort le 27 du mois dernier comme instructions à son plénipotentiaire relativement à la formation d'un pouvoir exécutif central suprême de la constitution fédérale de l'Allemagne sous la forme d'un directoire.

Le gouvernement du roi éprouve une vive satisfaction de ce que par ces instructions l'Autriche ait adopté la voie de l'entente, proposée par nous, avec l'assemblée nationale allemande. En conséquence nous avons pu avec plaisir déclarer que nous étions prêts à examiner attentivement ces propositions; le plénipotentiaire du roi près le pouvoir central recevra les instructions nécessaires pour prendre part aux conférences et aux délibérations, auxquelles donneront lieu ces propositions et qui nous permettent d'espérer qu'on atteindra le but, auquel nous avons toujours aspiré, l'entente des gouvernements entre eux et avec l'assemblée nationale.

Nous ne doutons pas que les autres gouvernements allemands, qui auront reçu soit directement, soit par leurs plénipotentiaires, les propositions du gouvernement autrichien, ne s'empressent de suivre la même voie.

Je vous invite à exprimer au gouvernement, auprès duquel vous êtes accrédité, le désir du cabinet du roi, qu'il veuille bien transmettre le plus-tôt possi-

444 *Actes relatifs aux relations politiques etc.*

ble à son plénipotentiaire à Francfort les instructions nécessaires, pour que ce dernier puisse prendre part aux délibérations touchant ces propositions et cela d'une manière conforme aux vues exprimées par le gouvernement autrichien.

Berlin, le 10 mars 1849.

Le comte *Arnim*.

LXXXVIII.

Rescrit du gouvernement d'Autriche à son plénipotentiaire près le pouvoir central provisoire concernant les rapports de l'Autriche avec l'Allemagne en date du 9 mars 1849.

(Quellensammlung II. 3. p. 437.)

Als die kaiserliche Regierung im Ministerialprogramme vom 27. November und in den damit im Einklange stehenden späteren Eröffnungen die Einigung des grossen Kaiserstaates in sich zu einem auf neuer Grundlage wohlgeordneten Ganzen als die naturgemäss und nothwendig der Regelung des Verhältnisses Oesterreichs zu Deutschland vorausgehende Bedingung aufstellte, gab sie nach ihrer Absicht den Beweis, wie ernstlich ihr um das Zusammenstehen mit Deutschland, um die mögliche Einigung des deutschen Gesamtvaterlandes zu einem lebensstarken, den gedachten Wünschen des denkenden Theiles des deutschen Volkes entsprechenden Körper zu thun sei. Sie hielt an dem Weg, der ihr der kürzeste, der allein zum Ziele führende schien, unbeirrt darin durch absichtlichen Missverstand, durch Entwürfe der Spaltung und durch Anforderungen, die den ersten und obersten Bedürfnissen Oesterreichs nicht Rechnung tragen wollten. Diese vorläufige Aufgabe der kaiserlichen Regierung ist heute gelöst. Die Anlage enthält das Grundgesetz, das in Erkenntniss seiner Pflicht und des Bedürfnisses seiner Völker Seine Majestät der Kaiser allen Ländern der Monarchie als eine gemeinschaftliche staatliche Grundlage, als ein alle Theile zu einem grossen, lebendigen Ganzen vereinigendes Band aus eigener Machtvollkommenheit gegeben hat, nachdem theils die unvollkommene Zusammensetzung, theils die Haltung des Reichstages Ihm die Hoffnung benehmen mussten, durch diesen Verein das grosse und heilsame Werk entsprechend zu Tage gefördert zu sehen.

Da sonach der Zeitpunkt gekommen ist, dass die kaiserlich königliche Regierung ihrem Wunsche und Versprechen gemäss sich über ihr mögliches Verhältniss zu Deutschland ausspreche, so säumt sie nicht, wenigstens ihre Grundansicht festzustellen, aus der sich alles Weitere ergibt.

Oesterreich, auf seine eigene Macht und Verfassung gestellt, kann seine deutschen Provinzen nicht aus dem innigen Verbande reissen, der die Monarchie zur Einheit gestaltet. Wenn Deutschland dieses Bedürfniss nicht anerkennt, wird die kaiserlich königliche Regierung es beklagen, aber deshalb ihre Lebensbedingung nicht aufgeben. Wer die Einheit Deutschlands wirklich will, wird den Weg suchen, der es Oesterreich möglich macht, ohne Aufgeben seiner selbst im grossen Gesammtvaterlande zu verbleiben. Die kaiserlich königliche Regierung hat ihre Ansicht über das Oberhaupt bereits ausgesprochen. Sie begreift die in langer Vergangenheit wurzelnde Eintheilung des Reiches in grosse, durch Volkswahl in sich vertretene Körper, die ihre Abgeordneten um die Centralgewalt stellen, und mit ihr die gemeinsamen Interessen berathen und pflegen. Sie begreift also ein Haus aus mittelbarer Wahl hervorgegangen, das nicht durch eine Volksvertretung über und neben ihm gelähmt wird. Oesterreich ist in diesem Falle bereit, einen dieser Körper zu bilden, durch die aus der Vereinbarung zwischen den Regierungen mit ihren Kammern hervorgegangenen Ausschüsse mitzusitzen, und die gemeinsamen Interessen mit Rath und That fördern zu helfen. Aber Oesterreich würde sich im anderen Falle den Gefahren zu entziehen verpflichtet betrachten, die aus dem Widerstreite der Gewalten nothwendig für das ganze Reich sich ergeben würden.

Die kaiserlich königliche Regierung wird willig die Hand zu Allem bieten, was innerhalb der Grenzen, über die sie nicht hinaus kann, liegt, eben weil sie aufrichtig die Einheit, die mögliche Einheit will, ausserhalb welcher nur Spaltung im Inneren und Abhängigkeit von aussen zu finden sein werden. Die kaiserlich königliche Regierung will ein grosses, ein starkes Deutschland, mit Achtung der wohlerworbenen Rechte aller, mit Berücksichtigung und Förderung der staatlichen und materiellen Interessen, mit Institutionen, welche die Ordnung nicht untergraben, sondern gewährleisten, mit ~~an~~ ^{dem}

Arme zur See und zu Land, mit gemeinsamer Vertretung nach aussen, wo sie nützlich ist, ein Deutschland an Kraft und Ehre reich. Auf dieser Grundlage wird der österreichischen Regierung jeder Vorschlag angenehm sein. Sie rechnet auf die wahrhaft deutsche Gesinnung derer, die den ihrigen beurtheilen.

LXXXIX.

Extrait des explications données par le président du ministère de l'Empire dans la 18. séance de l'Assemblée nationale, le 17 mars 1849. sur les rapports avec l'Autriche.

(Ibid. p. 440.)

Seitdem diese Interpellation des Herrn Hans von Raumer von Dinkelsbühl gestellt ist, hat der interimistische k. k. österreichische Herr Bevollmächtigte und zwar am 13. d. M. ein von der k. k. österreichischen Regierung unterm 9. desselben Monates an ihn gerichtetes Reskript dem Reichsministerium mit dem Ersuchen mitgetheilt, den Inhalt desselben zur Kenntniss der deutschen Reichsversammlung zu bringen.

Es ist diesem Ersuchen sofort entsprochen worden.

Auch nach dieser Mittheilung ist die Interpellation des Herrn v. Raumer dahin zu beantworten, dass auf die Note, welche das Reichsministerium unterm 22. Januar an den österreichischen Herrn Bevollmächtigten erlassen hat, eine direkte Antwort nicht erfolgt sei.

Wenn hiernach zwischen dem Ministerium, der provisorischen Centralgewalt und der k. k. österreichischen Regierung Verhandlungen über das Verhältniss Oesterreichs zu Deutschland in Gemässheit der unterm 13. Januar dem Reichsministerium von dem verfassungsgebenden Reichstage erteilten Ermächtigung nicht angeknüpft werden konnten, so liegt doch jetzt eine Reihe von Aeusserungen und Thatsachen vor, wodurch sich die k. k. österreichische Regierung über das mögliche Verhältniss Oesterreichs zu Deutschland ausgesprochen hat, und es ergreift daher das Gesamtreichsministerium diesen Anlass, auf sein Programm vom 18. December zurückzukommen.

Die Aeusserungen der k. k. österreichischen Regierung, die in Betracht kommen, sind:

1) das Reskript an den Herrn Freiherrn v. Mensshengen, d. d. Wien den 13. Dezember 1848;

2) das Reskript an den Herrn v. Schmerling vom 4. Februar 1849;

3) ein in den öffentlichen Blättern besprochenes weiteres Reskript an denselben, die Oberhauptsfrage betreffend, ist dem Reichsministerium nicht mitgetheilt.

4) Das Reskript vom 9. d. M. an den Herrn v. Schmerling, womit die k. k. österreichische Regierung die dem Kaiserstaate Oesterreich verliehene Verfassung mittheilt, und sich über dessen mögliches Verhältniss zu Deutschland ausspricht.

Der verfassungsgebende Reichstag hatte es als seinen unzweifelhaften Beruf betrachtet, die frühere Bundesverfassung so umzugestalten, dass die Gesamtinteressen der Nation durch eine Gesamtregierung mit Volksvertretung, unter Aufrechthaltung der Selbstständigkeit der Einzelstaaten, insoweit sie damit verträglich ist, sonverän verwaltet werden. — Dieses Bedürfniss und das Bestreben nach Befriedigung desselben hatte der Bewegung des vergangenen Jahres wesentlich den Anstoss gegeben. Von diesem seinem Lebensprinzipie konnte der verfassungsgebende Reichstag sich nicht entfernen, selbst auf die Gefahr hin, nicht sofort das ganze Deutschland unter derselben Verfassung sich konstituiren zu sehen. Jene Verfassung des Bundesstaates erschien als die Bedingung, als der Ausgangspunkt der nationalen Entwicklung. Es war mehr als zweifelhaft, ob die beiden deutschen Grossmächte, besonders aber Oesterreich mit Rücksicht auf seine so bedeutenden ausserdeutschen Besitzungen, in einen Bundesstaat eintreten würde, dessen Verfassung die Unterordnung unter eine Centralgewalt bedingt, in der nicht die Grossmacht selbst den entscheidenden Einfluss dauernd auszuüben hat. — Aber die Ausscheidung einer deutschen Grossmacht aus dem Bunde, die Trennung Deutschlands, konnte Niemand wollen. Der thatsächliche Dualismus konnte vielleicht auf anderem Wege unschädlicher gemacht werden. Es lag die Idee eines mehrfach gegliederten Bundesverhältnisses nahe, — eines weiteren Bundes, in welchem Oesterreich

entweder mit denjenigen Provinzen, die bisher zum deutschen Bunde gehörten, oder aber mit seiner Gesamtstaatenmasse sich mit dem übrigen Deutschland verbände, während die übrigen Staaten Deutschlands einen engeren Bundesstaat schliessen, wie er dem nationalen Bedürfnisse entspricht. Es ergab sich diese Idee theils aus der Berücksichtigung der Natur der Verbindung Oesterreichs mit ausserdeutschen Ländern, die bis zu einem gewissen Grade in staatlicher Einheit verbunden bleiben sollten, und jetzt durch die neue Verfassung ganz dazu verbunden sind; theils aus dem thatsächlichen Verhältnisse, dass weder Oesterreich, noch Preussen, wenn beide im Bunde sich befinden, das Opfer der Regierungsrechte, die zur nothwendigen Ausstattung der Centralgewalt gehören, wegen ihrer Stellung als Grossmächte bringen zu dürfen glauben würden. Es bedurfte in dieser Hinsicht der feierlichen Verwahrung Sein. Maj. des Kaisers und Allerhöchst Dessen Regierung gegen eine Unterordnung S. Maj. des Kaisers unter die von einem anderen deutschen Fürsten gehandhabte Centralgewalt nicht. Es lag in dem Gefühle jedes Deutschen, dass eine solche Unterordnung nicht statthaft sei. Man könnte wohl noch weiter gehen, und die Vermuthung aussprechen, dass das Projekt eines Direktoriums für die Reichsregierung, welches als von Oesterreich mit den königlichen Regierungen besprochen, zur öffentlichen Kenntniss gelangt ist, aus ähnlichen Gründen nicht für annehmbar befunden werden wird. Auch dieses Projekt fordert eine abwechselnde Unterordnung Preussens unter Oesterreich und umgekehrt, die schwerlich jemals in dem beabsichtigten, und also für unerlässlich erkannten Umfange würde praktisch durchgeführt werden können.

Daraus folgt, dass entweder die Konstituierung Deutschlands unter einer starken Centralgewalt unausführbar, folglich die dadurch bedingte grössere Einigung vorerst unerreichbar, oder dass, während die eine der beiden Grossmächte an die Spitze des Bundesstaates gestellt wird, die andere in ihren eigenthümlichen Verhältnissen entsprechender Selbstständigkeit, ihre besonderen Geschicke zu erfüllen berufen sei, womit ein weiteres Bundesverhältniss verträglich ist, in welchem immer noch wichtige Zweige des Staatslebens gemeinsame bleiben, und Deutschland dem Auslande gegenüber als ein einheitlich verbundener politischer Körper sich darstellt.

Diese Ansichten hatte das Ministerium früher vertreten, und es fragt sich nun, wie die österreichische Regierung sich dazu gestellt hat. — Diese Stellung lässt sich in folgenden Sätzen zusammenfassen:

I. Dasjenige Bundesverhältniss, in welches Oesterreich nach der Ansicht der kaiserlich königlichen Regierung eintreten zu können glaubt, befriedigt nicht das Bedürfniss des übrigen Deutschlands.

Die österreichische Regierung sagt in dem Reskripte vom 9ten d. M.:

„Oesterreich, auf seine eigene Macht und Verfassung gestellt, kann seine deutschen Provinzen nicht aus dem innigen Verbande reissen, der die Monarchie zur Einheit gestaltet. Wenn Deutschland dieses Bedürfniss nicht anerkennt, wird die kaiserlich königliche Regierung es beklagen, aber deshalb ihre Lebensbedingung nicht aufgeben. Die kaiserlich königliche Regierung hat ihre Ansicht über das Oberhaupt bereits ausgesprochen; sie begreift die in langer Vergangenheit wurzelnde Eintheilung des Reiches in grosse, durch Volkswahl in sich vertretene Körper, die ihre Abgeordneten um die Centralgewalt stellen, und mit ihr die gemeinsamen Interessen berathen und pflegen. Sie begreift also ein Haus, aus mittelbarer Wahl hervorgegangen, das nicht durch eine Volksvertretung über und neben ihm gelähmt wird. Oesterreich ist in diesem Falle bereit, einen dieser Körper zu bilden, durch die aus der Vereinbarung zwischen den Regierungen mit ihren Kammern hervorgegangenen Ausschüsse mitzusitzen, und die gemeinsamen Interessen mit Rath und That fördern zu helfen. Aber Oesterreich würde sich im anderen Falle den Gefahren zu entziehen verpflichtet betrachten, die aus dem Widerstreite der Gewalten nothwendig für das ganze Reich sich ergeben würden. Die kaiserlich königliche Regierung wird willig die Hand zu Allem bieten, was innerhalb der Grenzen, über die sie nicht hinaus kann, liegt, eben weil sie aufrichtig die Einheit, die mögliche Einheit will, ausserhalb welcher nur Spaltung im Inneren und Abhängigkeit von aussen zu finden sein werden u. s. w.

Weder das deutsche Volk, noch die deutschen Regierungen werden eine auf der, von der österreichischen Regierung gebotenen Grundlage entwickelte Verfassung,

ohne Vertretung des Volkes und ohne parlamentarische Regierung genehm halten.

II. Die dem Kaiserthume Oesterreich verliehene Verfassung, in welcher auf die Beziehungen zu Deutschland keinerlei Rücksicht genommen ist, sodann die ausgesprochene Absicht:

„die deutschen Provinzen nicht aus dem innigen Verbande zu reissen, der die Monarchie zur Einheit gestaltet“

und daher nur mit der Gesamtmonarchie in den Bundesstaat eintreten zu wollen, — zeigen, dass Oesterreich für jetzt nur in einem weiteren Bundesverhältnisse zu Deutschland stehen kann, daher in den in Aussicht gestellten Bundesstaat vorerst nicht eintreten wird.

III. Zwar hat Oesterreich ebensowohl den Bundesstaat an sich, wie er sich nach dem Verfassungsentwurfe gestalten würde, als nicht ausführbar für Oesterreich, nicht wünschenswerth für Deutschland, als auch den engeren Bundesstaat einem weiteren gegenüber abgelehnt. Die entwickelten Gründe aber beruhen theils auf irri- gen Voraussetzungen, theils scheinen manche Ansichten sich modifizirt zu haben.

Die österreichische Regierung ging davon aus, dass der Bundesstaat, wie er nach dem Verfassungsentwurfe erster Lesung im Vorschlage ist, der Einheitsstaat sei, und erklärte daher:

„Die Gestaltung eines unitarischen Staates erscheint dem kaiserlichen Kabinette nicht ausführbar für Oesterreich, nicht wünschenswerth für Deutschland.“

Es war die Forderung des Volkes, der alle Regierungen genügen zu wollen sich bereit erklärt haben, dass die höchsten Zwecke der Nation einheitlicher, als unter der alten Bundesverfassung, nämlich durch eine aus der Gesamtheit hervorgegangene, und vorzugeweise das Gesamtinteresse vertretende, mit einer Volksvertretung zusammenwirkende Regierung künftig wahrgenommen und verwaltet werden sollen. Dass eine solche Verfassung des Bundesstaates der des Einheitsstaates näher stehe, als die Verfassung des Staatenbundes, ist selbstredend. Dass der vorliegende Verfassungsentwurf ein grösseres Opfer der Selbstständigkeit der Bundesstaaten fordere, als der Zweck der Begründung und Erhaltung der nationalen Einheit unumgänglich nöthig

macht; dass der so gestaltete Bundesstaat in der That „eben alles Andere eher, als ein Bundesstaat sei“, diese Behauptung der österreichischen Regierung ist nicht näher begründet worden.

Ein einheitlicher Staat, kann aus dem Verfassungs-entwürfe, wie er uns vorliegt, nicht hervorgehen. Eine einheitliche Regierung, eine Centralgewalt muss allerdings, um als eine solche gelten zu können, einen Sitz haben, in welchem sich dann, wie in einem Brennpunkte, die Strahlen der Gesamtinteressen konzentriren. In Folge der Bundesakte wurde Frankfurt der Sitz der Bundesversammlung. Dass Frankfurt nicht Brennpunkt der nationalen Interessen während der Herrschaft der Bundesakte geworden ist, dient mit zum Beweise der Unzulässigkeit der Verfassung, der zu grossen Schwäche der Centralgewalt. Dass dieser Brennpunkt der nationalen Angelegenheiten kein künstlich geschaffener, sondern ein natürlich gegebener sei, ist allerdings eine Rücksicht, welche die vielseitige Beachtung erfordert. Der unitarische Staat, oder, was in der österreichischen Note damit irrig für gleichbedeutend genommen wird, der nach der ersten Lesung des Verfassungs-entwurfes vorgeschlagene Bundesstaat erscheint dem kaiserlichen Kabinette nicht ausführbar für Oesterreich.

„Denn die österreichische Regierung darf, über der Stellung Oesterreichs im Bunde, die ihr gegenüber den nichtdeutschen Bestandtheilen der Monarchie zustehenden Rechte und Pflichten nicht vergessen.“

Diese Rechte und Pflichten versteht die k. k. österreichische Regierung dahin, dass sie die deutschen Provinzen nicht aus dem innigen Verbande reissen dürfe, der die Monarchie zur Einheit gestalte, dass das Bundesverhältniss für Oesterreich dieser Rücksicht untergeordnet sei. Das war der Gedanke des Programmes von Kremsier. Damit ist, wie zu erwarten war, das Verhältniss der reinen Personalunion für den Zusammenhang zwischen den deutschen und nichtdeutschen österreichischen Provinzen verworfen; eben so aber auch die Unmöglichkeit für Oesterreich konstatiert, in den Bundesstaat, wie Deutschland ihn fordert und bedarf, einzutreten.

IV. Das Ministerium gibt der Besorgniss nicht Raum, dass Oesterreich die Bildung eines einzelnen Bundes-

staates, in welchen es nicht eintritt, werde verhindern wollen. — Es liegt dies weder in seinem Interesse, noch stehen ihm dabei Rechtsgründe zur Seite. — Es liegt nicht in seinem Interesse. Oesterreichs Einfluss im früheren Bundesverhältnisse war wegen des thatsächlichen Dualismus im Bunde kein überwiegender, daher brachte ihm auch sein Bundesverhältniss wenig Vorthail. Die nationale Politik des geeinigten Deutschlands kann nicht allein keine Oesterreich feindliche sein; die natürliche Politik Deutschlands und die natürliche Politik des österreichischen Gesamtreiches ist eine und dieselbe. Nur die unglücklichste Verkettung von Umständen konnte die natürlichsten Bande augenblicklich lockern, unnatürliche Bündnisse möglich machen.

Es stehen Oesterreich keine Rechtsgründe zur Seite die Bildung des engeren Bundesstaates zu hindern.

Es wird in dieser Hinsicht in der Note vom 4. Februar bemerkt:

„So wie sie das Band, welches die deutschen und nicht-deutschen Lande Oesterreichs seit Jahrhunderten zusammenhält, eben so wenig vermag sie eine einseitige Aufhebung des deutschen Bundesverhältnisses zuzugeben, welches einen wesentlichen Bestandtheil der europäischen Verträge bildet.“

Deutschland will das unauflösliche Bundesverhältniss mit Oesterreich, dessen nothwendige Umgestaltung Oesterreich anerkennt, aufrecht erhalten. Es ist also nicht Deutschland, welches die Verträge verletzt.

Betrachtet man sodann die Vorschläge Oesterreichs bezüglich der künftigen deutschen Verfassung: den Vorschlag der Eintheilung des Reiches in grosse Körper, auf der Grundlage der Volksstimme; den Wunsch, mit der gesammten österreichischen Monarchie in den deutschen Bund einzutreten; — so sind diese Vorschläge wenigstens nicht auf die Verträge von 1815 basirt. In der Note vom 4. Februar ist ferner gesagt: „Die Pflicht der Selbsterhaltung als Deutsche nicht minder als Oesterreicher bestimmt uns in gleicher Weise solche Bestimmungen (des Bundesstaates und engeren Bundes) abzulehnen.“

Dagegen heisst es in der Note vom 9. d. M.: „Oesterreich, auf seine eigene Macht und Verfassung gestellt, kann seine deutschen Provinzen nicht aus dem innigen Verbande reissen, der die Monarchie zur Einheit

gestaltet. Wenn Deutschland dieses Bedürfniss nicht anerkennt, wird die k. k. Regierung es beklagen, aber desshalb ihre Lebensbedingung nicht aufgeben.“

Die gleiche Pflicht der Selbsterhaltung wird Oesterreich für Deutschland anerkennen. Der starke Bundesstaat ist seine Lebensbedingung. Deutschland ist noch nicht, wie Oesterreich, „auf seine eigene Macht und Verfassung gestellt“, es will sich, es muss sich erst darauf stellen, um, hoffentlich mit Oesterreich vereint, die nationalen Geschicke zu erfüllen.

V. Ich sage: „hoffentlich mit Oesterreich vereint.“ Die kaiserliche Regierung erklärt in der neuesten Note, die Zeit sei für Oesterreich, nachdem es in sich konstituiert, gekommen, sein mögliches Verhältniss zu Deutschland zu ordnen. Es wird nicht allein darauf ankommen, was für Oesterreich möglich, sondern auch, was für Deutschland nothwendig ist. Die k. k. Regierung erklärt ferner, es werde ihr, auf den von ihr angedeuteten Grundlagen, jeder Vorschlag angenehm sein.

Das Ministerium erachtet also die ihm ertheilte Ermächtigung für fortbestehend an; es wird „in deutschem Sinne“ davon, auf der Grundlage, die allein jetzt noch die gegebene ist, Gebrauch machen, so wie ihm der Zeitpunkt dazu gekommen zu sein scheint.

XC.

Extrait d'une dépêche du prince de Schwarzenburg, président du conseil des ministres d'Autriche, au plénipotentiaire de ce gouvernement près le pouvoir central provisoire, concernant l'offre de la démission de ce dernier, en date du 17 mars 1849.

...Ew. Hochwohlgeboren gehen von der Voraussetzung aus, dass Oesterreichs deutsche Provinzen in Folge der dem Kaiserstaate soeben gegebenen Verfassung sich an dem deutschen Bundesstaate nicht betheiligen können. Dieses ist aber eben, was ich in Abrede stelle. Freilich in einen Bundesstaat, der die innere freie Bewegung und die Selbständigkeit der Einzelstaaten vernichtet, hätte Oesterreich unmöglich treten können. Ein solches Extrem ist aber meines Erachtens mit dem Begriffe des Bundesstaates nicht nothwendig verknüpft. Man konnte sich leicht einen solchen denken, mit einer mit ausgedehnter

ten Attributen ausgerüsteten und stark organisirten Centralgewalt, mit einer ihr zur Seite stehenden Vertretung der Einzelstaaten und ihrer Stämme, mit einer solchen Organisation des Vereines endlich, welche dem Auslande gegenüber ein grosses, starkes, einiges und einheitliches Deutschland dargestellt, und im Inneren den verschiedenen deutschen Staaten und Stämmen eine vernünftige Gemeinsamkeit der materiellen Interessen und nationalen Rechts-Institutionen gewährt haben würde. In einen solchen Bundesstaat einzutreten, wäre Oesterreich jeden Augenblick bereit. Der neueste Frankfurter „kühne Griff“ stellt freilich Alles aufs neue in Frage. Wir können für heute bloss noch die weitere Entwicklung abwarten. Sie falle übrigens aus, wie sie wolle, so wird sie Oestreich auf seinem Posten finden.“ Wir erwarten übrigens von dem Patriotismus der dieses Gefühles empfänglichen österreichischen Deputirten, dass sie ihren Posten in Frankfurt nicht verlassen werden, so lange als ihnen dieses durch die äussern Umstände nur immer möglich gemacht sein wird.

† L'Assemblée nationale décida, dans sa séance du 27 mars 1849, que la dignité de chef de l'empire sera conférée *héréditairement* à un prince souverain de l'Allemagne, que le chef de l'empire prendra le titre *d'Empereur des Allemands*; elle rejeta en outre la création d'un conseil de l'empire et adopta à l'unanimité la loi électorale telle qu'elle l'avait votée à la première lecture.

† Constitution promulguée par l'Assemblée nationale voir *Reichsgesetzblatt* publié à Francfort le 28 mars 1848.

XCI.

Extrait des Délibérations de l'Assemblée Nationale constituante de l'Allemagne, siégeant à Francfort, dans sa 196^e séance, du 28 mars 1849.

(Traduction).

L'assemblée a adopté les conclusions de la commission. Les voici:

L'assemblée nationale décide:

I. Touchant la mise à exécution et la promulgation de la constitution: 1^o La constitution sera signée par le bureau. 2^o Elle sera promulguée par l'assemblée nationale.

II. Touchant l'élection de l'empereur: 1^o L'assemblée nationale procédera immédiatement à l'élection de l'empereur. 2^o L'élection a lieu à la majorité absolue des voix. 3^o Chaque membre de l'assemblée nationale sera invité par appel nominal à indiquer le prince souverain de l'Allemagne, auquel il donne sa voix. 4^o L'élection de l'empereur sera promulguée publiquement par le président de l'assemblée nationale au nom de cette dernière. 5^o L'empereur qui aura été élu sera invité par une députation de l'assemblée nationale à accepter l'élection en conformité de la constitution de l'empire. 6^o L'assemblée nationale exprime la ferme confiance que les princes et les tribus de l'Allemagne concourront généreusement et patriotiquement et de tout leur pouvoir avec l'assemblée nationale à mettre en pratique les résolutions prises par elle.

III. L'assemblée nationale restera en permanence jusqu'à ce que la prochaine diète soit convoquée et réunie d'après les dispositions de la constitution de l'empire.

(En conséquence, le président a proclamé la publication de la constitution; ensuite on a ouvert le scrutin pour l'élection de l'empereur. L'élection a eu lieu par appel nominal. 290 membres ont voté pour le roi de Prusse; 248 membres se sont abstenus. Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV a été proclamé empereur des Allemands aux acclamations d'une grande partie de l'assemblée).

XCH.

Déclaration publiée par la Gazette Allemande.

(Traduction.)

Les soussignés ont pris part à l'élection de l'empereur, parce qu'ils ne croyaient pas pouvoir s'abstenir après que l'assemblée nationale eut décidé contre leur avis de procéder à cette élection. Fidèles aux convictions qui les ont dirigés dès le commencement des travaux de l'assemblée nationale, ils déclarent à la face de la nation qu'ils ne reconnaissent pas à l'assemblée le droit d'adopter définitivement la constitution de l'empire et de disposer de la couronne de ce dernier, mais que la validité de ces actes dépend du libre consentement des gouvernements allemands. Ils font insérer cette protestation expresse au protocole de la séance d'aujourd'hui.

d'hui de l'assemblée nationale, afin qu'on sache positivement que le bon droit des gouvernements a été définitivement rendu à l'assemblée nationale.

de Radowitz, Naumann, de Treskow, Deetz, Merck, de Schrötter, de Wedemeyer, Grävell, Schulze de Potsdam, de Boddien, Schlüter, de Selasinsky, Oertel, Kutzen, de Selchow.

† A la séance de l'Ass. nationale du 29 le président annonça que S. A. I. l'archiduc vicairé a déclaré se démettre de ses fonctions dès qu'il pourrait le faire sans danger pour la paix publique de l'Allemagne. Ont été nommés à la députation qui devait se rendre à Berlin pour annoncer au Roi de Prusse son élection à la couronne impériale M. M. Arndt, Barth, Bauer de Bamberg, Beseler de Greifswalde, Biedermann, Briegleb, Cnyriem, Dahlmann, Deetz, Federer, Freudentheil, Göden, de Hartmann, Hollandt, Krafft, Löwe de Calbe, Merck, Mittermaier, Pannier, de Raumer de Berlin, Reh, Riesser, Rüder, Rümelin, Schepp, de Scherpenzeel, Schoder, de Soiron, Sprengel, Stenzel, Stieber, Zachariae de Goettingue, Zell.

XCIII.

Allocution de M. Simson, président de l'Assemblée Nationale allemande, à la tête de la députation de cette assemblée, à S. M. de Roi de Prusse, à Berlin le 3 Avril 1849, pour l'annonce officielle de l'élection de S. M. à la dignité d'Empereur des Allemands.

(Traduction.)

L'assemblée nationale allemande, appelée au printemps de l'année dernière, par la volonté conjointe des princes et des tribus allemands, à doter l'Allemagne d'une constitution, a décerné, mercredi 28 Mars 1849, après avoir proclamé la constitution de l'Empire d'Allemagne, adoptée après une seconde lecture, à S. M. le roi de Prusse la dignité d'empereur héréditaire des Allemands, basée sur cette constitution. Elle a exprimé en même temps le ferme espoir que les princes et tribus de l'Allemagne concourront généreusement et patriotiquement, de concert avec l'Assemblée nationale, à l'exécution des résolutions qu'elle a prises.

Elle a enfin décidé d'inviter respectueusement, par une députation choisie dans son sein, l'empereur qu'elle

a élu à vouloir bien accepter l'élection sur la base de la constitution.

C'est pour s'acquitter de cette mission que le président de l'Assemblée nationale allemande et 32 de ses membres se présentent devant V. M. dans la respectueuse attente que V. M. voudra bien, par une favorable résolution, remplir les grandes espérances de la patrie, qui a choisi V. M. pour être le chef de l'empire, le soutien et le protecteur de son unité, de sa liberté et de sa puissance.

XCIV.

*Réponse de S. M. le roi de Prusse à l'allocution que lui a adressée la députation de l'assemblée nationale allemande *).*

(Traduction.)

Le roi a reçu aujourd'hui à 11 heures la députation de l'assemblée nationale allemande et a fait la réponse suivante à l'allocution qu'elle lui a adressée :

„Messieurs,

„Le message que vous êtes chargés de m'annoncer m'a profondément touché. Il m'a fait porter les regards vers le roi des rois et sur les devoirs sacrés et imprescriptibles qui m'incombent comme roi de mon peuple et l'un des plus puissants princes de l'Allemagne ; messieurs, ces regards rendent la vue claire et inspirent de la confiance au cœur.

„Messieurs, je reconnais dans la résolution de l'assemblée nationale allemande que vous m'apportez la voix des représentants du peuple allemand. Cet appel me donne un droit, dont je sais apprécier tout le prix. Il exige de ma part, si j'y réponds, d'immenses sacrifices. Il m'impose les plus graves devoirs. L'assemblée nationale allemande a compté principalement sur moi quand il s'agit de fonder l'unité de l'Allemagne et la force de la Prusse. J'honore sa confiance ; veuillez lui en exprimer ma gratitude. Je suis prêt à prouver par des actes que ces hommes ne se sont pas trompés qui placent leur ferme espoir dans mon dévouement, ma fidélité et mon amour pour la commune patrie allemande. Mais, messieurs, je ne justifierais pas votre confiance, je

*) Communiquée télégraphiquement à Francfort le même jour à 9 h. du soir.

ne répondrais pas à l'attente du peuple allemand, je ne fonderais pas l'unité de l'Allemagne si, violant des droits sacrés et les assurances expresses et solennelles que j'ai données antérieurement, je prenais, sans le libre consentement des têtes couronnées, des princes et des états libres de l'Allemagne, une résolution qui aurait les plus graves conséquences pour eux, ainsi que pour les tribus allemandes gouvernées par eux. C'est maintenant aux gouvernements des états allemands particuliers à examiner, dans des délibérations communes, si la constitution satisfait chaque membre en particulier et la confédération entière, si les droits qui me sont conférés me mettraient en état de diriger d'une main forte, ainsi que l'exige une pareille vocation, les destinées de la grande patrie allemande et de réaliser les espérances de ses peuples. Mais l'Allemagne peut être sûre, et c'est ce que je vous invite, messieurs, à proclamer d'un bout du pays à l'autre, que, si l'on a besoin du glaive et du bouclier de la Prusse contre des ennemis extérieurs ou intérieurs, je serai à mon poste, même sans y être appelé, que je suivrai en toute confiance la route de ma maison et de mon peuple, la route de la fidélité allemande."

XCV.

Déclaration remise au ministère Prussien, en date du 4 avril, par la députation de l'Assemblée Nationale constituante de l'Allemagne envoyée à Berlin.

(Deutsche Zeitung. — Traduction.)

L'assemblée nationale allemande avait chargé la députation soussignée d'inviter respectueusement S. M. d'accepter la couronne impériale héréditaire, qui lui avait été conférée par l'assemblée nationale allemande.

Le roi, d'après les ouvertures faites à la députation dans l'audience d'hier, n'a pas cru devoir se rendre à cette respectueuse invitation et a jugé à propos de motiver son refus par les considérations portées à la connaissance publique.

L'assemblée nationale allemande n'avait pu procéder le 28 mars à l'achèvement d'une partie de la constitution, à savoir l'élection du chef de l'empire, qu'après la promulgation de la constitution entière, adoptée par elle;

l'élection d'un prince souverain allemand, auquel devait être conférée la dignité impériale héréditaire, supposait l'existence légale de la constitution.

S. M., par contre, n'envisage point dans sa déclaration la dite constitution comme un tout achevé et qui ait déjà force obligatoire pour une partie plus ou moins grande de l'Allemagne.

Cette déclaration ne regarde pas même, à l'instar des ouvertures faites le 2 avril aux chambres prussiennes par M. le président du conseil des ministres, la constitution comme valable et obligatoire pour les états allemands, dont les gouvernements voudraient y accéder spontanément. Elle ne reconnaît pas seulement, comme les ouvertures du président du conseil des ministres, aux gouvernements particuliers le droit d'adopter la constitution *comme un tout* et par cela même d'accéder au nouvel état fédéré ou de se refuser à l'accession et de s'exclure par là du nouvel état fédéré. Au contraire, la déclaration du roi, en se prononçant sur ce point de la manière suivante: („C'est maintenant aux gouvernements," etc., jusqu'aux mots „réaliser les espérances de ses peuples." *Voir le nro précédent*) fait de la constitution, proclamée par l'assemblée nationale allemande, un projet à soumettre aux délibérations communes des gouvernements allemands et sur lequel devra se prononcer aussi une majorité ou une minorité.

La tâche de la députation n'est pas de défendre par des raisons politiques ou autres la justesse d'un pareil point de vue si diamétralement opposé à celui de toutes les fractions de l'assemblée nationale allemande; mais elle croit devoir, pour prévenir toute méprise ultérieure, écarter immédiatement et avant de retourner à Francfort, le malentendu au sujet de la déclaration lequel s'est présenté à la députation de différentes parts, comme si le point de vue sous lequel est envisagé dans la dite déclaration la constitution adoptée par l'assemblée nationale allemande pourrait être regardé comme compatible avec l'acceptation ou seulement même avec le non refus de l'invitation adressée à S. M. par l'assemblée nationale allemande. L'invitation d'accepter l'élection sur la base de la constitution de l'empire a dû être regardée comme ayant été déclinée par le roi du moment que S. M. a donné à entendre que la constitution adoptée par l'as-

semblée nationale après une seconde lecture, n'avait pas encore partout une existence et une validité légales, et qu'elle ne pouvait obtenir force obligatoire qu'après une résolution commune des gouvernements allemands. Dans cette supposition la constitution pourrait former la base de délibérations ultérieures de la part des gouvernements, mais non point celle du pouvoir légal d'un chef de l'empire.

Berlin, le 4 avril 1848. *(suivent les signatures.)*

XCVI.

Réponse du ministère prussien à la lettre que lui avient adressée les membres de la députation de l'Assemblée nationale allemande envoyée à Berlin, en date du 5 avril.

Nous avons reçu la lettre que la députation de l'assemblée nationale allemande nous a fait l'honneur de nous adresser hier. La députation comprendra, nous n'en doutons pas, que nous ne pouvons pas entrer avec elle dans une discussion ultérieure sur la teneur de cette lettre, mais que nous devons attendre les résolutions que l'assemblée nationale allemande jugera à propos de prendre par suite de la réponse faite par S. M. à la députation.

Nous saisissons cette occasion pour remettre à la députation copie de la note circulaire qui a été transmise par suite de cette réponse de S. M. aux agents diplomatiques de Prusse près les gouvernements allemands.

Berlin, le 5 avril 1849.

(Suivent les signatures des ministres.)

† A la séance de l'assemblée nationale du 4 avril 1849 le président annonça la démission de 4 membres.

† A la séance du 11 avril le président annonça la démission de 5 membres. M. Simson rendit aussi compte de la mission de la députation revenue de Berlin. L'assemblée, sur la proposition de M. M. Kierulf et consorts, arrêta par 219 contre 159 de déclarer solennellement qu'elle entend maintenir invariablement la constitution adoptée et publiée après la 2e lecture, ainsi que la loi électorale; une députation de 30 membres devait présenter sans délai un rapport et préparer les mesures nécessaires pour l'exécution de cette déclaration.

Ont été nommés par les bureaux membres de la commission de trente M. M. Engel, Waits, de Wydenbrugk, Eckert, Plathner, Vogt, Wurm, Fehrenbach, Böckler, Eisenstuck, Droysen, Spatz, Umbscheiden, Welker, de Breusing, Hagen, Stahl, Fröbel, Tafel de Stuttgart, Langerfeldt, Wernher, Raveaux, Tafel de Deux-Ponts, Dunker de Halle, Reichensperger, Detmold, Fischer, Venedey, Kierulf, Simon de Treves.

XCVII.

Ordonnance de l'Archiduc-vicaire de l'Empire du 22 avril 1849, portant défense d'exporter pour le Danemark des objets de munition etc.

(Reichsgesetzblatt).

Le vicaire de l'Empire, sur le rapport des ministres de la guerre et du commerce, ordonne:

1^o Pendant la guerre actuelle avec le Danemark, il est défendu dans toute l'étendue du territoire allemand de vendre, d'exporter et de faire passer en transit pour le Danemark des armes, de la poudre, des munitions de toute espèce, des chevaux et des bois de construction.

2^o La présente ordonnance entrera en vigueur immédiatement après sa publication.

3^o Les ministres de l'Empire pour les départements de la guerre et du commerce sont chargés de l'exécution de cette ordonnance.

Francfort, le 22 avril 1849.

Le vicaire de l'Empire,
Archiduc Jean.

Le ministre intérimaire de la guerre,
Peucker.

Le ministre intérimaire du commerce,
Duckwitz.

XCVIII.

Extrait de la Déclaration du plénipotentiaire du roi de Saxe près le Pouvoir Central relative au projet de Constitution de l'Empire, en date du 23 février 1849.

(Quellensammlung etc. II. 8. p. 389.)

Die Beilage welche der Unterzeichnete dem Herrn Präsidenten des Reichsministerrathes zu überreichen sich beehrt, enthält eine Zusammenstellung der Bemerkungen, auf welche die königlich sächsische Regierung bei Prü-

fung der vorliegenden, in erster Lesung angenommenen Verfassungsabschnitte hingeführt worden ist.

Insoweit es die Absicht sein sollte, diese Bemerkungen in Verbindung mit den von anderen Seiten her zu gewärtigenden Auslassungen, zur Grundlage einer weiteren gemeinsamen Vernehmung und Berathung mit den Regierungs-Bevollmächtigten zu machen, so ist es zwar eine durch den Zweck dieser Verhandlung bedingte und insofern sich von selbst verstehende Voraussetzung, dass insbesondere auch die kaiserlich österreichische Regierung an ersterer Theil nehme. Der Unterzeichnete befindet sich jedoch in dem Falle, diese Voraussetzung hier noch besonders aussprechen zu sollen.

Im Uebrigen geht die königlich sächsische Regierung davon aus, dass die auf Anlass des Cirkularschreibens vom 28. v. M. abzugebenden Erklärungen, so wie die nach Befinden darauf zu gründenden Verhandlungen nur den Zweck der Verständigung haben, nicht aber die Vereinbarung mit der Nationalversammlung bezielen können, an welcher die königlich sächsische Regierung den von ihr mehrfach kundgegebenen Grundsätzen gemäss festhält.

Die definitive und bindende Erklärung über die Verfassung wird von der königlichen Regierung erst nach der zweiten Lesung abgegeben werden können, weil sie nach §. 2. der sächsischen Verfassungsurkunde gebunden ist, vor Abgabe einer solchen Erklärung die Zustimmung der Kammern einzuholen.

Frankfurt den 23. Februar 1849.

(Gez.) *Kohlschütter.*

(Suit une serie d'observations sur le projet de l'assemblée.)

XCIX.

*Déclaration du plénipotentiaire de Wurtemberg
près le Pouvoir central en réponse à la lettre
du ministère de l'Empire du 28 janvier 1849,
en date du 24 février de la même année.*

(Ibid. p. 417.)

Die Aufforderung des Herrn Präsidenten des Reichsministerraths Freihern von Gagern vom 28. Januar d.J., welche die Abgabe der Erklärungen der deutschen Regierungen über die Abschnitte der Verfassung, wie solche

sich nach der erstmaligen Berathung der Nationalversammlung gestaltet haben, bezweckte, hat der Unterzeichnete alsbald zur Kenntniss seiner Regierung gebracht und hierauf den Auftrag erhalten, gegen das Reichsministerium einstweilen Nachstehendes auszusprechen:

Die königliche Regierung hat schon wiederholt ihre Bereitwilligkeit erklärt, den Beschluss anzuerkennen, welcher von der Nationalversammlung zu Frankfurt hinsichtlich der deutschen Verfassung wird gefasst werden, und hält auch gegenwärtig noch an diesem Grundsatz fest. Die königliche Regierung ist übrigens gern bereit, an einer vorgängigen Verständigung über die Bestimmungen der künftigen deutschen Verfassung durch ihren Bevollmächtigten Antheil zu nehmen, vermöchte jedoch der Bildung eines engeren Bundes im Bunde nicht das Wort zu reden, sie legt auf das Verbleiben Oesterreichs im deutschen Bundesstaate den grössten Werth und müsste deshalb — wenn die Wahl eines einzigen Oberhauptes für denselben den Austritt Oesterreichs zur Folge haben sollte, (wie dies nach der österreichischen Depesche vom 4. Februar der Fall zu sein scheint —) ihrer Seits vorziehen, dass auf ein nur um diesen Preis zu erlangendes einziges Oberhaupt verzichtet werde, und man an dessen Statt mit dem früher vorgeschlagenen Direktorium sich begnüge. Eine Lostrennung Oesterreichs von dem deutschen Staatsverbande müsste die königliche Regierung als eine freiwillige Selbstverstümmelung des gemeinsamen Vaterlandes, als einen mit dessen jetziger und künftiger Grösse und Selbstständigkeit unverträglichen Akt betrachten, welcher durchaus nicht gebilligt werden könnte, so lange nicht unumstösslich bewiesen ist, dass die kaiserlich österreichische Regierung durch ihre Lage sowohl, als durch ihren Willen davon abgehalten werde, sich an dem politischen Neubau von Deutschland zu betheiligen. Da es indessen für Deutschland vom höchsten Interesse ist, dass das Verfassungswerk in kürzester Frist zu Stande komme, so glaubt die diesseitige Regierung die Hoffnung aussprechen zu dürfen, dass die kaiserlich österreichische Regierung durch bestimmte Erklärungen über die einzelnen Theile des vorliegenden Verfassungsentwurfes die angebahnte Verständigung darüber mit der deutschen Nationalversammlung so viel immer möglich beschleunigen werde. Indem der Unterzeichnete dies zur Kenntniss des Herrn Präsidenten des Reichs-

ministerraths bringt, behält er sich vor, über die einzelnen Punkte der Verfassung nachträglich sich zu äussern. Frankfurt a. M., den 24. Februar 1849.

Der königlich württembergische Bevollmächtigte.

(Gez.) *Sternenfels.*

C.

Déclaration du plénipotentiaire de Wurtemberg près le Pouvoir central concernant le projet de la constitution de l'Empire, en date du 4 mars 1849.

(Ibid. p. 419.)

Herr Minister! In meinem Schreiben vom 24. v. M. habe ich mir vorbehalten, die Aeusserungen der königlich-württembergischen Regierung über einzelne Punkte der von der Nationalversammlung erstmals berathenen Verfassung nachzutragen.

Schon wiederholt hat die württembergische Regierung ausgesprochen, dass sie den Beruf der deutschen Nationalversammlung, die künftige Verfassung Deutschlands festzustellen, anerkenne und dass sie sich ihren Beschlüssen zu fügen bereit sei. Dies hindert nicht, ihre Ansichten und Wünsche über Gestaltung dieser Verfassung noch vor deren endlicher Begründung darzulegen, und je loyaler hierbei die königliche Regierung verfährt, um so zuverlässiger erwartet sie, dass ihre Erinnerungen Berücksichtigung finden werden. Indem ich die angeschlossenen Bemerkungen mit dem Ersuchen zu übergeben mich beehre, solche zur Kenntniss der Nationalversammlung zu bringen, glaube ich die weiteren Erörterungen über Bestandtheile der Verfassung auf fernere Mittheilungen aussetzen zu müssen. Frankfurt a. M., den 4. März 1849.

Der königlich-württembergische Bevollmächtigte

(Gez.) *Sternenfels.*

(L'annexe à cette déclaration contient une série d'observations et de propositions relatives au projet de l'Assemblée nationale).

CI.

*Dépêche du gouvernement autrichien adressée
à M. de Schmerling, ministre d'Autriche près
le pouvoir central de l'Allemagne, en date du
5 avril 1849.*

(Traduction.)

Bien que S. M. l'empereur approuve les raisons qui ont déterminé S. A. I. l'archiduc Jean de résigner dans les conjonctures actuelles la dignité de vicaire de l'empire d'Allemagne, il juge cependant à propos d'inviter S. A. I. de continuer, dans l'intérêt de l'Allemagne comme dans celui de l'Autriche, les fonctions qui lui ont été confiées, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à la direction du pouvoir central d'une manière conforme à sa destination. L'annexe ci-jointe contient la lettre par laquelle S. M. l'empereur exprime lui-même ce vœu à son auguste grand-oncle, tout en appréciant les services qu'il a rendus à l'Allemagne.

Lorsque l'année dernière les princes et les peuples allemands désirèrent confier à ce prince autrichien le pouvoir central créé provisoirement pour l'Allemagne, le gouvernement autrichien a favorisé l'accomplissement de ce vœu en subordonnant les intérêts de ses propres peuples à ceux de la commune patrie allemande et en facilitant à ce prince les moyens d'accepter le poste auquel l'appelait la confiance de l'Allemagne entière. L'archiduc Jean a répondu à cette confiance autant qu'il était en son pouvoir et il a accompli la grande tâche à laquelle il s'était voué avec tant d'abnégation et avec tant d'amour. Il s'est opposé résolument et avec succès à l'anarchie qui se propageait de plus en plus, il a rétabli l'empire des lois et assuré par elles l'ordre et la tranquillité, indispensables pour mener à bonne fin, par les voies légales, l'œuvre commencée de la reconstruction de l'Allemagne.

En revanche, l'assemblée nationale allemande n'a pas répondu à ce qu'on attendait d'elle. Au lieu de fonder une Allemagne unie, puissante et par conséquent riche d'avenir, elle s'est attachée à créer un empire idéal, tentative qui ne pouvait avoir d'autre résultat que d'affaiblir, de rompre peut-être les liens qui depuis des siècles

ont uni entre elles les différentes tribus germaniques. Je n'ai pas l'intention d'exposer ici la marche qu'a suivie depuis son origine l'assemblée nationale allemande, ni de signaler les inconvénients qui devaient résulter nécessairement de ses continuelles indécisions et de ses fréquents empiètements sur les attributions du pouvoir exécutif central. Je me bornerai à examiner les résolutions qui nous concernent directement et qui doivent déterminer la position que nous sommes forcés de prendre pas suite de ces dernières.

Depuis que le ministère actuel a exprimé, dans son programme du 27 novembre de l'année dernière, l'intention de réunir en un grand corps politique, par le lien solide d'une constitution commune, tous les pays et les tribus de la monarchie autrichienne, il s'est formé dans l'assemblée nationale un parti qui a tout fait pour rendre impossible notre union ultérieure avec l'Allemagne. Elle a cru atteindre ce but en faisant adopter les dispositions du §. 2 de la constitution discutée à Erfordt, dispositions qui portent que des états allemands qui ont le même souverain que des états non allemands auront une constitution, un gouvernement et une administration spéciales et séparées. Il était facile de prévoir par conséquent que de pareilles dispositions étaient incompatibles avec le principe de l'unité de la monarchie autrichienne, principe non seulement proclamé par nous, mais encore suffisamment motivé et depuis mis complètement en pratique. Que ceux donc qui, malgré cela, ont provoqué une résolution qui n'était point nécessaire en soi-même aussi la responsabilité! En outre, l'assemblée nationale, en décidant, dans sa séance du 27 mars dernier, l'élection d'un empereur héréditaire, s'est écartée des formes de l'état fédéré projeté et rapproché de celles de l'état unitaire d'une manière qui est incompatible avec l'indépendance des états allemands particuliers, laquelle ne doit être limitée que dans des buts fédéraux essentiels. Enfin, par ses résolutions du 28 mars dernier, qui ordonnent de mettre à exécution et de promulguer comme loi la constitution de l'empire, qu'elle a votée seule, l'assemblée nationale a abandonné la voie de l'entente, la seule qu'elle dût adopter et que s'étaient réservée expressément les gouvernements. En se déclarant en même temps en permanence jusqu'à la convocation de la diète, elle s'est placée sur un terrain illégal.

sur lequel les gouvernements ne croient pas devoir la suivre.

L'Autriche, étroitement et depuis si longtemps unie à l'Allemagne par des intérêts inséparables et par les traités qui incontestablement sont encore en vigueur, ne peut ni ne veut jamais rompre de pareils liens. La confédération germanique telle que l'ont créée les traités n'est pas encore dissoute; les droits et les obligations de ses membres subsistent encore. Si par conséquent nous ne pouvons, par suite des circonstances que nous venons de signaler, accéder pour le moment à un état fédéré tel qu'on se propose de le créer d'après les résolutions de l'assemblée nationale, en nous réservant toutefois les droits que nous assurent l'histoire et les traités, nous n'en continuerons pas moins de porter un intérêt sincère à nos anciens confédérés, intérêt que nous nous empresserons de manifester dès que les circonstances auront changé.

Voilà quelles sont les intentions de S. M. I., auxquelles elle restera invariablement fidèle. Si l'empereur, ainsi que je vous l'annonçai dans ma dépêche du 4 février, a formellement déclaré qu'il ne se soumettrait pas à un pouvoir central, exercé par un autre prince allemand, il n'est pas moins fermement décidé de ne jamais subordonner à une assemblée législative étrangère le pouvoir législatif qu'il exerce constitutionnellement de concert avec les corps représentants de l'Autriche.

S. M. ayant, comme je vous l'ai déjà notifié, accepté votre démission du poste de plénipotentiaire près le pouvoir central et M. le comte de Rechberg, destiné à vous remplacer, étant parti pour Francfort, rien ne s'oppose plus à votre retour.

Quant aux députés autrichiens de l'assemblée nationale allemande, ils doivent regarder leur mission comme terminée par suite de la clôture de la discussion sur la constitution et retourner dans leurs foyers, attendu qu'ils ne peuvent plus prendre part aux travaux d'une assemblée, qui, ainsi que je l'ai dit plus haut, a abandonné le terrain du droit et de la loi par la résolution qu'elle a prise le 28 mars dernier. Vous êtes chargé de communiquer cette décision à ces messieurs.

Recevez, etc.

CII.

Dépêche circulaire du ministère des affaires étrangères de Prusse adressée aux missions prussiennes près des gouvernements allemands, relative à la direction provisoire des affaires de l'Allemagne, en date du 3 avril 1849.

(Quellensammlung etc. II. p. 458.)

Welche Eröffnung Se. Majestät der König der Deputation der deutschen Nationalversammlung heute gemacht haben, die hieher gekommen war, um auf Grund der gefassten Beschlüsse Allerhöchstdemselben die Kaiserkrone Deutschlands anzutragen, wollen Ew. etc. aus den Anlagen entnehmen *). Diese Rede bedarf keiner weiteren Deutung. Während auf der einen Seite die Bedeutung der in Frankfurt getroffenen Wahl anerkannt und in Folge derselben die Bereitwilligkeit, an die Spitze Deutschlands zu treten, erklärt wird, haben Se. Majestät auf der andern Seite festgehalten daran, dass die Verfassung Deutschlands nur im Wege der Vereinbarung festgestellt werden und dass die getroffene Wahl nur durch das freie Einverständniss der Regierungen zur vollen Rechtsgültigkeit gelangen kann. Um diesem Einverständnisse in keiner Weise vorzugreifen, um selbst den Schein eines indirekten Zwanges zu vermeiden, ist auch nicht, wie es von mehreren Seiten erwartet wurde, unter Vorbehalt oder unter Voraussetzung des nachfolgenden Einverständnisses der Einzelstaaten, die Annahme der Wahl ausgesprochen worden.

Je grössere Gewissenhaftigkeit und Zurückhaltung in dieser Beziehung bewiesen worden, um so mehr ist aber auch die Regierung Sr. Majestät der Verpflichtung sich bewusst, soviel an ihr ist, die Geschichte Deutschlands auf der Bahn jener Entwicklung zu fördern und der ersehnten Vollendung entgegenzuführen. Sie hält sich daher jetzt für eben so verbunden, als berechtigt, in dieser Angelegenheit ein offenes Wort an die übrigen deutschen Regierungen zu richten.

In Betracht, dass der Erzherzog-Reichsverweser den Entschluss gefasst hat, seine Stelle niederzulegen, und in Betracht der grossen Gefahren, welche Deutschland aus der Verwirklichung dieses Entschlusses erwachsen kön-

*) Voir plus haut Nr. XCIV. p. 457 et suiv.

nen, sind Se. Majestät der König bereit, auf den Antrag der deutschen Regierungen und unter Zustimmung der deutschen Nationalversammlung die provisorische Leitung der deutschen Angelegenheiten zu übernehmen.

Se. Majestät sind, dem ergangenen Rufe Folge leistend, und eingedenk der Ansprüche, welche ihm Preussens Stellung in Deutschland gewährt, entschlossen, an die Spitze eines deutschen Bundesstaates zu treten, der aus denjenigen Staaten sich bildet, welche demselben aus freiem Willen sich anschliessen möchten. Die Formen dieses Bundesstaates werden wesentlich davon abhängen, wie viel und welche Staaten sich demselben anschliessen.

Mit Rücksicht aber auf die politischen Zustände von ganz Deutschland und auf die Lage, in welcher die deutsche Nationalversammlung sich befindet, darf der zu fassende Beschluss nicht aufgehalten werden. Ew. etc. wollen demnach an diejenigen deutschen Regierungen, bei welchen Sie beglaubigt sind, die dringende Aufforderung richten, ohne allen Verzug besondere Bevollmächtigte in Frankfurt a. M. zu bestellen, welche bindende Erklärungen abzugeben im Stande sind:

- 1) über den Beitritt zum Bundesstaate und die Bedingungen, unter denen er erfolgt;
- 2) über die Stellung, welche die solchergestalt zu einem Bundesstaate zu vereinigenden Regierungen demnächst zu der deutschen Nationalversammlung und den von ihr bereits gefassten Beschlüssen einzunehmen haben, mit der Maassgabe, dass das Werk der Vereinbarung über die Verfassung unverzüglich in Angriff genommen wird;
- 3) über das Verhältniss zu denjenigen deutschen Staaten, welche diesem Bundesstaate beizutreten Anstand nehmen, wobei es wünschenswerth und anzustreben ist, die noch bestehenden Bundesverhältnisse der neuen Staatsform anzupassen.

Die Regierung Sr. Majestät wird binnen längstens 8 Tagen einen Bevollmächtigten in Frankfurt mit der erforderlichen Instruktion und Autorisation versehen haben, und darf sich der Hoffnung hingeben, dass die übrigen Regierungen mit gleichem Eifer diese wichtige Angelegenheit behandeln und wenigstens ungesäumt ihre Erklärungen sowie über das Provisorium eben so über die übrigen Vorschläge hierher gelangen lassen werden.

Wir sind hiernach der zuversichtlichen Ueberzeugung,

dass wir in den Stand gesetzt sein werden, binnen längstens 14 Tagen eine definitive Erklärung über die deutsche Sache abzugeben.

CIII.

Extrait de la note du ministère des affaires étrangères de Hanovre adressée à l'envoyé du roi à Berlin en réponse à la note circulaire prussienne du 3 avril 1849, en date du 7 du même mois.

(Ibid. p. 464).

In Beziehung auf die zuvörderst gewünschte Erklärung über den Beitritt zum Bundesstaate und die Bedingungen, unter denen er statt findet, ist vor Allem nothwendig zu wissen, was dort unter dem „Bundesstaat“ verstanden wird; ob man dabei vorzugswise eine Vereinigung der sämtlichen deutschen Bundesstaaten, welche durch die „noch bestehenden Bundes-Verhältnisse“ mit einander verknüpft sind, oder einen engeren Verein vor Augen hat, wie er sich bilden könnte, wenn auch nur ein Theil jener Staaten mit einander in einer derartigen Gemeinschaft bliebe. Man glaubt auf eine Klarstellung dieses Punktes hiesigerseits ein besonderes Gewicht um deswillen legen zu müssen, weil davon eine Erklärung über die beiden anderen Punkte wesentlich abhängt. Vorzugswise wird unter dem neu zu bildenden Bundesstaate zwar eine Vereinigung der sämtlichen deutschen Regierungen verstanden sein; theils weil ein engerer Verband die im Interesse der Einheit, Macht und Grösse Deutschlands unstatthafte Ausschliessung Oesterreichs bedingen, und je nach dem Aussehen noch anderer Staaten sich verschieden gestalten; theils weil der engere Bundesstaat eine weitere Vereinbarung mit der jetzigen National-Versammlung, zusammengesetzt aus den Vertretern sämtlicher deutschen Volkstämme, dem Anscheine nach ausschliessen, mithin eine Erklärung über die Stellung der zu vereinigenden Regierungen zu der deutschen National-Versammlung und den von ihr bereits gefassten Beschlüssen kaum übrig lassen würde.

Sollte man aber von königlich preussischer Seite einen solchen engeren Bundesstaat mit im Auge gehabt und dabei eine, eventuell anscheinend unentbehrliche Modification des bisherigen auf die Theilnahme sämtlicher deutscher Staaten berechneten Verfassungsentwurfes mit

berücksichtigt haben, so würde die königliche Regierung mit besonderem Danke eine Aeusserung entgegennehmen, welche sowohl die bei dieser Vereinsform zu verfolgenden Zwecke, als auch den Weg deutlicher erkennen liesse, auf welchem dieselbe zu bilden sein möchte. Erst mit Hülfe solcher Aufklärungen würde die königliche Regierung glauben, eine bestimmte Ansicht über das Verhältniss zu denjenigen deutschen Staaten fassen zu können, welche diesem Bundesstaate beizutreten Anstand nehmen möchten.

Endlich wird, sofern Se. kaiserliche Hoheit der Reichsverweser bei dem Beschlusse, von der provisorischen Centralgewalt zurückzutreten, beharren sollte, die Uebernahme der provisorischen Leitung der deutschen Angelegenheiten abseiten Sr. Majestät des Königs von Preussen den hiesigen, aus dem Bedürfnisse des Augenblickes geschöpften Wünschen allerdings entsprechen.

Hannover, den 7. April 1849.

Königliches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

(Gez.) *Bennigsen.*

CIV.

Note du ministre des affaires étrangères de Prusse adressée à l'envoyé de Hanovre à Berlin en reponse a la note ci-dessus relatée, en date du 11 avril 1849.

(Ibid. p. 467.)

Ew. etc. drücken im Auftrage Ihrer Regierung den Wunsch aus, nähere Erläuterung in Betreff der Punkte zu erhalten, über welche unsererseits durch die Cirkulardepesche vom 3. d. von den deutschen Regierungen definitive Erklärungen erbeten worden waren, und ich ersehe aus dem Erlasse des Herrn Grafen von Bennigsen an Ew. Hochgeboren, dass die Zweifel der königlich hannöverischen Regierung hauptsächlich den Punkt betreffen, ob Preussen vorzugsweise eine Vereinigung der sämtlichen deutschen Bundesstaaten, welche durch die noch bestehenden Bundesverhältnisse mit einander verknüpft sind, oder einen engeren Verein vor Augen habe, wie er sich bilden könnte, wenn auch nur ein Theil jener Staaten mit einander in eine derartige Gemeinschaft träte.

In Erwiderung darauf kann ich Ew. etc. nur zunächst daran erinnern, wie es auch der königlich hannöverischen Regierung nicht unbekannt geblieben, dass es fortwährend Preussens innigster Wunsch gewesen, die deutschen Verhältnisse so gestaltet zu sehen, dass sich alle deutschen Bundesglieder gleichmässig daran betheiligen könnten, und dass es uns ebensowenig in den Sinn gekommen, irgend jemand von der neuen Gestaltung auszuschliessen, als zur Theilnahme an derselben durch irgendwelche Einwirkung zu veranlassen. Ebensowenig aber ist es der königlich hannöverischen Regierung unbekannt geblieben, dass wir schon in der Cirkulardepesche vom 23. Januar die Eventualität eines engeren Bundes, welcher innerhalb des Staatenbundes einen Bundesstaat bilde, ins Auge fassen mussten, und dass wir zugleich erklärten, Preussen werde in einem solchen Bundesstaate die Stellung in Anspruch nehmen, welche ihm nach seiner thatsächlich vorhandenen Bedeutung in Deutschland und Europa gebühre. Wir können nicht umhin, diese Eventualität als nunmehr eingetreten anzusehen. Es ist daher erforderlich, dass die deutschen Regierungen sich eben über die Sr. Majestät dem Könige zugedachte Stellung äussern, und die königliche Regierung muss daher ihrerseits zunächst die Erklärungen über den Beitritt zum Bundesstaate erwarten, d. h. die Erklärung über die Bereitwilligkeit, in einen Bundesstaat einzutreten, an dessen Spitze die Krone Preussen stehen soll. Dass die königliche Regierung zunächst und direkt zu einer solchen Erklärung auffordert, dazu schöpft dieselbe die Berechtigung in der Stellung, welche sie in Deutschland einnimmt, in dem Beschlusse der National-Versammlung, welcher Se. Majestät den König an die Spitze Deutschlands beruft und in den vielfach an Sie gelangten Aufforderungen deutscher Fürsten und Regierungen, sich diesem Rufe nicht zu entziehen.

Der weitere oder engere Umfang dieses Bundesstaates aber kann lediglich erst durch die Erklärungen der Regierungen selbst festgestellt werden. Die Erklärung über diesen Punkt also, welche Staaten bereit seien, in einen Bundesstaat, mit Preussen an der Spitze, eintreten zu wollen, bildet die nothwendige Vorfrage für jede weitere Verhandlung über den Inhalt der Verfassung des Bundesstaates. Die königliche Regierung hat daher auch schon in ihrer Cirkulardepesche vom 3. d. M. jenen

Punkt vorangestellt, und zugleich ausgesprochen, dass die Formen dieses Bundesstaates sich erst bestimmen lassen würden, wenn feststehe, wieviel und welche Staaten denselben zu bilden bereit sind. Ebenso wird sich dann auch erst das ebenfalls in dem Schreiben des Herrn Grafen von Bennisgen berührte Verhältniss zu der für ganz Deutschland berufenen und noch bestehenden National-Versammlung in Frankfurt bestimmen lassen. Es lässt sich in Bezug auf die Bedingungen, unter welchen deutsche Regierungen in diesen Bundesstaat, mit Preussen an der Spitze, eintreten möchten, die doppelte Voraussetzung machen: entweder, dass sie beizutreten bereit sind unter Annahme der von der Nationalversammlung berathenen Verfassung, oder dass sie eintreten wollen mit dem Wunsche bestimmter Modifikationen der Verfassung. Ersteres ist schon von mehreren Regierungen erklärt worden. Für eine Verhandlung über das letztere dagegen ist es klar, dass eine bestimmte und feste Basis erst erlangt werden kann durch die Beitritts-Erklärungen der Regierungen. Denn es ist unverkennbar, dass zu einer Verhandlung oder Vereinbarung mit den Regierungen, welche in einen Bundesstaat, mit Preussen an der Spitze, nicht eintreten wollen, in dem gegenwärtigen Falle die Veranlassung nicht vorliegt, und dass eben nur in jener Voraussetzung der Grund zu derjenigen Initiative liegen konnte, welche wir in der Cirkulardepesche vom 3. d. M. ergriffen haben.

Indem ich Ew. etc. ersuche, die hier ausgesprochenen Ansichten der königlichen Regierung zur Kenntniss des königlich hannöverischen Kabinettes zu bringen, darf ich mich der Hoffnung hingeben, dass das Letztere nunmehr nicht säumen werde, diejenige Erklärung abzugeben, welche dem Willen Sr. Majestät des Königs von Hannover und den Absichten von Allerhöchst Dessen Regierung entsprechen wird. Ich ergreife etc.

Berlin, den 11. April 1849.

(Gez.) *Graf Arnim.*

CV.

Extrait de la Note du ministre des affaires étrangères de Hanovre, adressée à l'envoyé hanovrien à Berlin en réponse à la note précédente, en date du 24 avril 1849.

(Ibid. p. 471.)

Die auf eine entsprechende Mittheilung dem Herrn Gesandten zugegangene Erwiderung des Herrn Grafen von Arnim vom 11. d. M. hat zwar die allhier gewünschte Auskunft über Preussens Ansichten von dem Zwecke und der Bedeutung eines engeren Bundesstaates, dessen Bildung in der Cirkulardepesche als Haupterklärungs punkt vorangestellt worden, insofern nicht dargeboten, als, jener Erwiderung zufolge, der weitere oder engere Umfang dieses Bundesstaates, der Inhalt seiner künftigen Verfassung wie dessen Formen erst durch die, bis dahin ermangelnden Beitrittserklärungen der Regierungen selbst bedingt erscheinen. Die Mittheilung des Herrn Grafen Arnim hat indess der königlichen Regierung eine lebhaftere Befriedigung durch die darin ausgesprochene Fortdauer der innigsten Wünsche Preussens gewährt, die deutschen Verhältnisse so gestaltet zu sehen, dass sich alle deutschen Bundesglieder gleichmässig daran betheiligen könnten. Wie sehr diese Wünsche mit denen der königlichen Regierung übereinstimmen, bedarf kaum der Erwähnung. Es liegt ihren Wünschen insbesondere die Ueberzeugung zum Grunde, dass weder eine im Interesse der Einheit, Macht und Grösse Deutschlands gedeihliche Umgestaltung seiner Gesamtverfassung ohne eine einhellige Verständigung der deutschen Regierungen und namentlich ohne ein Einvernehmen der beiden deutschen Grossmächte über die Oberhauptsfrage zu erreichen, noch dass auf einem andern Wege den von Seiten Preussens wie Oesterreichs neuerlich wiederholt als bestehend anerkannten Bundesverhältnissen zu genügen sein werde.

Das von der Nationalversammlung zu Frankfurt inne gehaltene Verfahren bei zweiter Lesung der Verfassung; der einseitige Beschluss derselben über die Oberhauptsfrage; die dadurch hervorgerufenen, von einander abweichenden Erklärungen Oesterreichs und Preussens; endlich der frankfurter Beschluss vom 11. d. M., an der

in zweiter Lesung beschlossenen Verfassung unwandelbar festzuhalten, haben allerdings als geeignet betrachtet werden können, ein einhelliges Zusammenwirken der beiden deutschen Grossmächte in der Verfassungsangelegenheit in Zweifel zu stellen. Je tiefer die königliche Regierung die Verwirklichung einer derartigen Besorgniss beklagt haben würde, zu um so grösserer Beruhigung hat derselben diejenige Erklärung gereicht, welche unter dem 21. d. M. von dem königlich preussischen Ministerpräsidenten, Herrn Grafen von Brandenburg, in der zweiten Kammer der dortigen Ständeversammlung über die Ansichten Preussens in Betreff der deutschen Verfassung ertheilt worden ist. Das auch in dieser Erklärung angedeutete Rechtsgültigkeitserforderniss einer Vereinbarung mit den Regierungen der deutschen Staaten über die von der Nationalversammlung beschlossene Verfassung; die gegründete Bemerkung über die Nichtberücksichtigung der von den Regierungen aufgestellten Erinnerungen bei zweiter Lesung der Verfassung; die Darlegung der dringenden Nothwendigkeit einer Abänderung der frankfurter Verfassungsbeschlüsse, deren Aufrechthaltung auch nach hiesiger Ansicht mit dem Wohle Deutschlands unvereinbar sein würde: — diese Aeusserungen lassen, dem erwähnten frankfurter Beschlüsse vom 11. d. M. gegenüber, die Absicht Preussens erkennen, gegen die deutsche Nationalversammlung eine Stellung zu behaupten, welche eine Annäherung gegen Oesterreich und eine Verständigung mit dem wienner Kabinette über die deutsche Verfassungsangelegenheit ermöglichen würde.

Mit einer solchen Verständigung dürfte das Verbleiben Oesterreichs innerhalb des neu und inniger zu gestaltenden Vereines der deutschen Staaten gesichert und damit diejenige Eventualität entfernt erscheinen, deren Eintritt oder Fortdauer die Begründung eines engeren Bundesstaates auch nach der Erklärung des Herrn Grafen Brandenburg alleiu zur Frage gebracht haben kann. Die hiesige Regierung legt auf eine Lösung der Verfassungsfrage in dieser Richtung einen zu grossen Werth, als dass sie dermalen einen Verlauf der Sache näher ins Auge fassen dürfte, der auf entgegengesetzten Annahmen beruhen würde. Im Hinblick auf den ausgesprochenen eigenen innigen Wunsch des königlich preussischen Kabinetes glaubt die königliche Regierung vielmehr der Bil-

ligung desselben sich versichert halten zu dürfen, wenn sie bei der gegenwärtig veränderten Sachlage ihre Erwiderung auf die Cirkulardepesche vom 3. d. M. auf die wiederholte Aeusserung des dringenden Wunsches beschränkt, dass die königlich preussische Regierung sich bewogen finden möge, eine bundesfreundliche Verständigung mit dem kaiserlich österreichischen Kabinette, wie mit den übrigen deutschen Regierungen über das deutsche Verfassungswerk eintreten zu lassen. Für die Gewährung dieses Wunsches bürgen die Gesinnungen patriotischer, nur Deutschlands rechtverstandenes Wohl bezielender Hingebung, welche Preussen wiederholt und namentlich am Schlusse der Cirkulardepesche vom 23. Januar d. J. auf das Bestimmteste ausgesprochen hat. Wir beauftragen den Herrn Gesandten, den Inhalt dieser Depesche durch abschriftliche Mittheilung zur Kenntniss des königlich preussischen Herrn Ministers der auswärtigen Angelegenheiten zu bringen.

Hannover, den 24. April 1849.

Königliches Ministerium der auswärtigen
Angelegenheiten.

(Gez.) *Bennigsen.*

CVL

*Dépêche du gouvernement autrichien adressée
à M. de Prokesch, ministre d'Autriche à Ber-
lin, en date du 8 avril 1849, concernant la
note circulaire prussienne du 3 avril.*

(Gazette de Vienne. — Traduction.)

M. le comte de Bernstorff m'a communiqué une dépêche circulaire, adressée à tous les envoyés de Prusse accrédités près les cours allemandes, et dans laquelle S. M. le roi de Prusse déclare, par suite de l'intention manifestée par l'archiduc vicair de l'empire de résigner ses fonctions, qu'il est disposé à se charger provisoirement de la direction des affaires de l'Allemagne, sur la demande des gouvernements allemands et avec le consentement de l'assemblée nationale allemande, et à se placer, comme on le lui a proposé, à la tête d'un état fédéré allemand, composé des états qui y accéderaient spontanément.

A ces déclarations se rattache l'invitation faite à tous

les gouvernements d'envoyer sans tarder à Francfort des plénipotentiaires spéciaux, chargés de donner des déclarations obligatoires: 1^o sur l'accession à l'état fédéré et sur les conditions auxquelles elle aura lieu; 2^o sur l'attitude que devront prendre les gouvernements à réunir de la sorte en un état fédéré vis-à-vis de l'assemblée nationale allemande et des résolutions prises antérieurement par elle pour pouvoir être en mesure de commencer immédiatement l'oeuvre de l'entente; 3^o sur les rapports à établir vis-à-vis des états allemands qui ne croiront pas devoir accéder à cet état fédéré.

Avec quel empressement nous aurions accueilli des propositions qui nous auraient été faites par la Prusse en sa qualité de membre de la confédération germanique, basée sur des traités et qui existe encore de fait, pour arriver par la voie de la législation à une entente au sujet de la reconstitution de l'Allemagne sur la base d'un projet de constitution discuté par l'assemblée nationale allemande, c'est ce que prouvent nos déclarations explicites, c'est ce que prouvent les démarches décisives que nous avons faites à plusieurs reprises dans ce but auprès du cabinet de Berlin.

En revanche, nous ne pouvons pas consentir à l'exécution des vues exprimées par le cabinet prussien dans sa note circulaire du 3 de ce mois et moins encore favoriser ces dernières. L'assemblée nationale, convoquée seulement pour créer une constitution conjointement avec les princes, a prononcé elle même la clôture de ses travaux en déclarant la constitution achevée, et, dépassant ses attributions, elle a non seulement mis à exécution et promulgué comme loi la constitution qu'elle a décrétée spontanément, mais elle a eu encore l'intention de donner un empereur héréditaire à l'Allemagne sans en avoir reçu l'autorisation.

Comme c'étaient là autant d'actes illégaux, cette assemblée a complètement abandonné le terrain du droit en se déclarant permanente. En conséquence, nous ne pouvons pas plus reconnaître la validité des résolutions prises par l'assemblée nationale en dehors de ses attributions que nous sommes disposés à lui accorder le droit de siéger plus longtemps. Pour nous, l'assemblée nationale allemande n'existe plus, et ne peut par cela même exercer aucune influence sur les dispositions relatives à l'établis-

sement d'un nouveau pouvoir central provisoire, ni prendre part aux négociations dans le but d'arriver à une entente au sujet de la constitution qu'elle même a déclarée achevée.

Si l'archiduc vicair de l'empire, auquel S. M. l'empereur a adressé la pressante invitation de continuer ses fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu légalement à la direction des affaires de l'Allemagne, ne pouvait pas, par des raisons imprévues, déférer à ce vœu, nous nous verrions dans la nécessité de protester formellement contre l'exercice de ce pouvoir par *un seul* des gouvernements allemands, et d'insister pour qu'il soit organisé de manière à ce que tous les gouvernements y soient équitablement représentés.

Comme dans de pareilles circonstances on ne saurait ouvrir des négociations ultérieures sur la constitution avec l'assemblée nationale allemande, que le pouvoir central, en sa qualité d'autorité purement exécutive, n'aurait pas la mission de le faire, et que S. M. l'empereur doit tenir fermement au principe qu'il a énoncé antérieurement de ne pouvoir se soumettre lui et ses états au pouvoir central exercé par un autre prince allemand, nous ne pouvons par conséquent entrer en négociations à Francfort sur les bases énoncées dans la circulaire prussienne du 3 avril, ni avec le plénipotentiaire prussien, ni avec aucun autre prince allemand, et nous sommes hors d'état de répondre à l'invitation qui nous a été adressée et d'envoyer un plénipotentiaire pour prendre part aux négociations projetées.

Notre gracieux souverain croit devoir ajouter qu'il proteste solennellement contre toutes les résolutions qui pourraient émaner de ces négociations, ainsi que contre leurs conséquences, et cela sous réserve des droits que les traités encore existants assurent à S. M. l'empereur, à son gouvernement et à ses provinces allemandes.

Vous voudrez bien remettre au cabinet prussien une copie de la présente dépêche en réponse à la communication qui nous a été faite par M. le comte de Bernstorff.

Recevez, etc.

CVII.

*Note du plénipotentiaire du Grand-duc de
Bade près le pouvoir central concernant la va-
lidité de la constitution de l'Empire, en date
du 11 avril 1849.*

(Quellensammlung etc. p. 478.)

Se. k. Hoheit der Grossherzog, im Einklange mit seinen Ständen von dem fortdauernden Bestreben geleitet, dem Zustandekommen des deutschen Verfassungswerkes keinerlei Schwierigkeiten zu bereiten, erkennt die aus den Verhandlungen der Nationalversammlung vom 27ten und 28ten März hervorgegangene Reichsverfassung und Wahl des Oberhauptes beistimmend an, hofft auf eine baldige Vereinbarung hinsichtlich der vorbehaltenen hochwichtigen Verhältnisse mit Oesterreich, und vertraut die allerdings wünschenswerthen wesentlichen Verbesserungen der deutschen Verfassung einer nachfolgenden Revision. Der Grossherzog würde glücklich sein, wenn er einer allseitigen Uebereinstimmung begegnete, in welcher die grosse politische Bewegung des verflossenen Jahres ihren sichern Ruhepunkt finden könnte. Sollte aber wider Hoffen der Fall eintreten, dass ausser Oesterreich, für welches die Beschlüsse der Versammlung Vorbehalte machen, auch noch hinsichtlich anderer deutscher Staaten ein Anschluss durchaus nicht zu erwirken wäre, und somit die Beschlüsse der Nationalversammlung als solche nicht zum Vollzuge kämen, so würden Se. königliche Hoheit unter Vorbehalt der Zustimmung ihrer Stände zu weiteren Schritten und Erklärungen sich veranlasst sehen, in welcher Beziehung dem grossherzoglichen Bevollmächtigten noch besondere Instruktionen zugehen werden.

CVIII.

Note remise le 14 avril 1849 au substitut du plénipotentiaire prussien près le pouvoir central de l'Allemagne par les plénipotentiaires des gouvernements de Bade, Hesse-Darmstadt, Hesse-Electorale, Oldenbourg, Mecklenbourg, Holstein, Lauenbourg, Brunswic, Nassau, Saxe-Weimar, Saxe-Cobourg - Gotha, Altenbourg, Meiningen, Anhalt-Bernbourg, Dessau, Schwarzbourg-Rudolstadt, Sondershausen, Reuss, Hohenzollern, Waldeck, Hambourg, Bremen, Lübeck et Francfort.

(Journ. de Francfort. — Trad.)

Les soussignés, convaincus qu'une prompte entente contribuera essentiellement à hâter la mise en pratique de la constitution allemande, ont ouvert des négociations préalables, conformément à l'invitation renfermée dans la note prussienne du 3 avril 1849, et ont l'honneur d'en communiquer ci-après le résultat à M. le plénipotentiaire de Prusse.

Les hauts gouvernements représentés par les soussignés ont vu avec une vive satisfaction par ladite note et son annexe que S. M. le roi de Prusse est disposé à se mettre à la tête de l'état fédéré allemand. Si S. M. fait dépendre la validité de l'élection faite par l'assemblée nationale allemande de l'assentiment des gouvernements qui y sont intéressés, les vues qui ont dirigé S. M. dans cette détermination, non seulement méritent d'être entièrement approuvées, mais elles renferment encore, eu égard aux expériences des derniers temps, la tendance à obtenir les garanties qui sont de nature à assurer la durée de l'oeuvre de la constitution allemande. Convaincus que la patrie commune ne peut prospérer que dans l'établissement d'un état fédéré fort et vigoureux, et qu'à cet effet il est nécessaire que les états particuliers fassent des sacrifices, les soussignés n'hésitent pas à exprimer au nom des hauts gouvernements qu'ils représentent leur entière adhésion à l'élection faite par l'assemblée nationale allemande.

Pour ce qui est de la constitution de l'Empire d'Allemagne, elle ne répond pas, telle qu'elle a été adoptée

à la 2e lecture par l'assemblée nationale, en tous points aux vues entretenues par les hauts gouvernements des sous-signés et qu'on a déjà fait connaître antérieurement; mais outre que quelques-uns de ces gouvernements ont reconnu d'avance comme obligatoires les résolutions de l'assemblée nationale, et que le point de vue de l'entente, auquel se sont arrêtés d'autres gouvernements, ainsi que celui de Prusse, pourrait facilement, si on le réalisait d'une manière conséquente, rendre impossible tout favorable résultat, ils ne regardent pas leurs scrupules comme étant dans une exacte proportion avec les grands dangers qu'un plus long retard de la mise en pratique de la constitution entraînerait nécessairement pour la commune patrie.

Ainsi, en reconnaissant et en adoptant au nom de leurs hauts gouvernements la constitution de l'Empire d'Allemagne, votée par l'assemblée nationale, les sous-signés espèrent que le gouvernement prussien, eu égard aux motifs qui sont d'une urgence égale pour toutes les parties de l'Allemagne, se conformera aux mêmes principes, et qu'il acquerra la conviction que de la sorte il sera à même de remplir la haute mission que lui assigne la régénération de l'Allemagne. Ils se flattent que dans cette supposition tous les gouvernements allemands qui ne sont pas empêchés par leurs rapports particuliers d'entrer dans le futur état fédéré, guidés par les mêmes sentiments patriotiques, accèderont à une union complète et grandiose, et que par conséquent il n'est pas nécessaire de s'entendre avec eux en dehors de la constitution.

CIX.

Lettre de M. de Camphausen, plénipotentiaire de Prusse près le pouvoir central, adressée à M. de Gagern, président du ministère du pouvoir central, en date du 17 avril 1849.

(Lue à la séance de l'assemblée du 19 avril de la même année. — Traduction.)

Monsieur! Dans la réponse que le roi a faite le 3 de ce mois à la députation de l'assemblée nationale, S. M. a fait dépendre, conformément aux déclarations antérieures de son gouvernement, l'acceptation de la dignité de chef de l'état fédéré allemand du libre consentement des gouvernements allemands comme étant une condition

préalable. Que le gouvernement autrichien, abstraction faite de la question du chef de l'Empire, n'accéderait pas à un état fédéré avec une constitution représentative, c'est à quoi on devait s'attendre, et la chose a été de nouveau confirmée récemment par lui. Le gouvernement du roi ne croit pas que pour cela l'état fédéré ne puisse être établi dans les limites de la confédération germanique, d'autant moins que cette exception a été prévue par l'assemblée nationale. Des autres états allemands, il y en a 28 qui ont déclaré qu'ils approuvent l'élection faite par l'assemblée nationale, parce qu'ils sont convaincus que tous les gouvernements allemands qui ne sont pas empêchés par leurs rapports particuliers d'entrer dans le futur état fédéré, accèderont à une union complète. Le gouvernement badois, en particulier, s'est réservé de faire des démarches ultérieures pour le cas où, indépendamment de l'Autriche, d'autres états allemands n'accèderaient pas à l'état fédéré et où l'on ne pourrait par conséquent mettre en pratique les résolutions de l'assemblée nationale.

Plusieurs des principaux états de l'Allemagne n'ont pas encore fait connaître leur consentement. Ainsi la condition préalable de la résolution de S. M. le roi n'existe pas pour le moment. Toutefois, eu égard à l'importance du moment actuel pour les futures destinées de l'Allemagne, le gouvernement du roi juge convenable d'attendre encore quelque peu de temps avant de baser ses résolutions ultérieures sur le fait que S. M. n'a pas le consentement des principaux états allemands pour le poste qui lui a été assigné par l'assemblée nationale.

Je vous laisse, M. le ministre, faculté pleine et entière de porter la présente ouverture à la connaissance de l'assemblée nationale. Francfort, le 17 avril 1849.

Le plénipotentiaire de Prusse près
le pouvoir central.

Camphausen.

† Dans sa séance du 26 Avril 1849 l'assemblée nationale résolut ce qui suit:

1^o L'assemblée nationale allemande déclare, d'accord avec sa députation envoyée à Berlin, que l'acceptation de la dignité de chef de l'empire d'Allemagne, conférée au roi de Prusse par l'assemblée nationale allemande, suppose la reconnaissance de la constitution de l'empire,

2^o Elle décide: a) De sommer les gouvernements allemands

qui n'ont pas encore accédé à la constitution de l'empire de déclarer qu'ils reconnaissent cette constitution, ainsi que l'élection du chef de l'empire et la loi électorale; b) D'inviter ces gouvernements à s'abstenir de toute disposition tendant à restreindre ou à ravir au peuple dans une époque aussi décisive les moyens constitutionnels et légaux dont il dispose pour manifester sa volonté; en particulier à ne pas faire usage de leur droit de proroger ou de dissoudre les chambres.

3^o Elle décide d'inviter le pouvoir central provisoire, dans l'intérêt de la sécurité et de la prospérité de l'Allemagne, d'exécuter les résolutions ci-dessus, et elle attend que le ministère lui rendra compte jusqu'au 3 mai du résultat des démarches qu'il aura faites à ce sujet.

4^o La commission des 30 demeure en permanence pour préparer suivant l'état des choses des mesures ultérieures et les proposer à l'assemblée nationale.

(La plus grande partie de la droite et de l'extrême gauche a voté contre cette résolution.)

CX.

Déclaration du gouvernement de Bavière sur le projet de constitution de l'Empire, en date du 23 avril 1849.

(Quellensammlung etc. II 3. p. 371. — Traduction.)

La tournure qu'a prise dans les dernières semaines le développement de la constitution fédérale allemande, lequel a commencé l'année passée, impose au gouvernement de S. M. le roi de Bavière le devoir d'indiquer avec franchise et d'une manière précise le point de vue où il se place relativement à une question dont la solution peut décider pour longtemps, peut-être pour toujours, des destinées de l'Allemagne.

Le gouvernement bavarois n'a jamais reconnu à l'assemblée nationale convoquée à Francfort le droit de fonder à elle seule la constitution de l'Allemagne à l'exclusion des gouvernements. Il faut, à son avis, chercher la base légale de l'assemblée nationale dans les résolutions de la diète germanique du 30 mars et du 7 avril de l'année dernière, lesquelles portent qu'il sera élu des représentants de la nation pour fonder la constitution de l'Allemagne par la voie de l'entente entre les gouvernements et le peuple. "C'est sur cette base que les lois électorales ont été rendues et qu'il a été procédé aux élections dans les états particuliers. C'est sur cette base que l'assemblée nationale a été convoquée, et c'est d'après elle qu'il faut mesurer l'étendue des droits de cette

dernière, lesquels ne sauraient être élargis par les résolutions unilatérales de l'assemblée nationale.

En revendiquant, ainsi que l'ont fait d'autres gouvernements allemands, dans toute son étendue, le droit de consentir librement aux résolutions de l'assemblée nationale, le gouvernement bavarois déclare en même temps qu'il ne peut sanctionner la constitution de l'empire telle qu'elle a été votée à la seconde lecture par l'assemblée nationale, ni l'élection d'un empereur héréditaire basée sur cette constitution.

Cette constitution et cette élection excluraient l'Autriche de l'Allemagne. Or, cette exclusion serait une atteinte non seulement à des droits et à des devoirs qui en vertu de traités unissent entr'eux tous les états allemands faisant partie de la confédération germanique, mais encore à la grande pensée d'unir le peuple allemand par une forte constitution fédérale, pensée à laquelle doit son origine l'assemblée nationale, qui n'est pas appelée à démembler, mais à consolider l'Allemagne. Exclure l'Autriche, ce serait renier toute l'histoire d'Allemagne, ce serait un acte d'ingratitude envers un pays qui a été toujours fidèle à la cause allemande; ce serait enfin compromettre l'avenir du peuple allemand, dont la puissance et la prospérité ne peuvent se développer que pour autant qu'elles s'appuient sur la communauté des forces que permet de développer l'union avec l'Autriche.

La constitution adoptée à Francfort, indépendamment des limites qu'elle assigne à l'empire d'Allemagne, fait naître encore par son contenu les plus grands scrupules. Elle ne crée pas un état fédéré, mais un état unitaire. Elle concentre non seulement la représentation internationale, le droit de faire la guerre et la paix, la faculté de disposer de la force armée, mais encore les ressources financières, la législation et même de nombreuses branches importantes de l'administration intérieure, elle les concentre, disons-nous, au point d'enlever toute indépendance aux états particuliers et de les transformer en simples districts d'administration.

Ce caractère de la constitution est aussi clairement tracé dans l'élection d'un empereur héréditaire placé à la tête de l'empire, et par cela même la centralisation de tout le pouvoir gouvernemental est indiquée d'une manière d'autant plus tranchante qu'à la seconde lecture on

a rejeté le conseil de l'empire qui avait été adopté à la première.

Centraliser de la sorte un grand peuple, c'est, d'après le témoignage de l'histoire tant ancienne que moderne, détruire sa culture et son développement, sa tranquillité intérieure et même sa liberté; c'est ravir la volonté à tout un peuple, le soumettre à un point central et l'exposer aux orages que provoquent sans relâche les passions et l'ambition des partis qui se combattent dans la capitale.

Enfin, une pareille centralisation est tout-à-fait contraire à l'essence intime du peuple allemand, qui doit principalement son importance morale à sa vie de tribus, largement développée.

Rien n'est plus dangereux que de donner à un peuple une constitution qui répugne à son essence, car alors de deux choses l'une, ou cette constitution ne peut être mise en pratique ou elle anéantira la vie et l'énergie intellectuelle du peuple.

Sans doute, le gouvernement bavaïse reconnaît que la nation allemande doit être plus fortement unie qu'elle ne l'a été jusqu'ici, et il est persuadé qu'elle est susceptible de l'être. Mais il ne faut pas oublier que chaque peuple a sa vocation spéciale, que la puissance politique a l'extérieur n'est ni l'unique ni la plus noble tâche que doive se proposer un peuple, que la mesure de cette puissance n'est pas seulement déterminée par la constitution, mais par le territoire et l'esprit du peuple, et qu'elle est souvent en raison inverse de la prospérité intérieure de ce dernier. Maintenant que, malgré sa défectuosité, la constitution collective actuelle de l'Allemagne s'est trouvée depuis une année assez forte pour combattre victorieusement les ennemis extérieurs et intérieurs, on a pu se convaincre que l'Allemagne n'a pas besoin d'être complètement centralisée pour avoir un fort gouvernement collectif.

La constitution adoptée à Francfort n'est d'ailleurs pas propre à fonder un gouvernement fort. Issue du rapprochement de principes opposés, elle manque d'harmonie. Elle place au-dessus des états particuliers un empereur héréditaire avec un pouvoir illimité, et lui ôte cependant en principe le caractère monarchique en ne lui accordant qu'un *veto* suspensif vis-à-vis de la diète. Elle adopte pour celle-ci le système des deux chambres,

et toutefois on n'y trouve suffisamment représentés ni les éléments conservateurs ni les intérêts bien fondés des différentes tribus.

Cette constitution ne calmerait pas la lutte passionnée des partis, mais elle les exciterait à tenter de nouveaux efforts. Un parti à l'effet de consolider le trône de l'empereur héréditaire travaillerait de toutes ses forces à changer immédiatement la constitution, un autre combattrait pour le maintien de la constitution jusqu'à l'anéantissement des états particuliers, à l'effet de renverser ensuite l'empereur héréditaire et d'écarter de la sorte le système monarchique.

Contre ces partis on verrait réagir l'esprit de tribu qui n'a pas été immédiatement détruit par la constitution, surtout dès que se ferait sentir l'augmentation inévitable des impôts, et la constitution, qui n'aurait pas suffisamment tenu compte des rapports existants, succomberait bientôt sous le poids de ces mêmes rapports et exposerait l'Allemagne à de nouveaux orages.

Voilà les raisons, également applicables à toute l'Allemagne, qui doivent déterminer le gouvernement bavirois à ne pas reconnaître la constitution votée par l'assemblée nationale. Leur importance est encore augmentée par la situation spéciale de la Bavière.

Aucun pays allemand ne ressentirait plus douloureusement la séparation de l'Autriche d'avec l'Allemagne que la Bavière, qui, par sa position, ainsi que par la communauté d'origine d'une grande partie des habitants, entretient les rapports les plus directs avec l'Autriche. En outre, aucun autre pays ne serait plus gravement atteint par cet anéantissement de toute indépendance, résultat de la dignité impériale héréditaire, que la Bavière, qui, quand même on ne tiendrait pas compte de tout son passé, a le droit d'exiger, eu égard à sa grandeur et à sa situation actuelle particulière, que ces dernières soient suffisamment appréciées dans la fixation de la constitution allemande. On ne l'a pas fait à Francfort, attendu que, pour ne citer qu'un exemple, les dispositions relatives aux droits de production et de consommation sont de nature à diminuer de plusieurs millions les revenus de la Bavière et à anéantir le crédit de l'état, dont la garantie spéciale repose sur ces impôts. Toute la constitution telle qu'elle a été votée à Francfort aboutirait en définitif à subordonner le Sud de l'Allemagne au Nord

et à compromettre par cela même au plus haut degré les intérêts matériels du Sud.

Toutes ces considérations imposent au gouvernement bavarois le devoir, tant vis-à-vis de l'Allemagne que de la Bavière, de ne pas sanctionner la constitution adoptée à Francfort, et il est convaincu qu'il est soutenu dans cette détermination par la grande majorité du peuple bavarois, d'autant plus que tout récemment les deux chambres du royaume se sont prononcées à la presque unanimité contre l'exclusion de l'Autriche et contre la nomination d'un empereur héréditaire.

Cependant le gouvernement bavarois croit devoir en même temps indiquer la voie par laquelle on pourrait, à son avis, résoudre d'une manière durable la question ardue du moment.

Si l'assemblée nationale consent à s'entendre avec les gouvernements au sujet de la constitution, ce sera alors à ces derniers à se réunir pour se mettre d'accord sur cette constitution et la mener à bonne fin de concert avec l'assemblée nationale. Le gouvernement bavarois prouvera alors que, fidèle à ses précédentes déclarations, il est prêt à concourir à l'établissement d'une constitution collective vraiment forte et salutaire. Quant à son opinion sur la constitution, il l'a déjà fait connaître d'une manière si précise dans le jugement qu'il a porté sur le projet de constitution après la première lecture, qu'il peut se dispenser d'y revenir.

Mais si l'assemblée nationale ne veut pas adopter la voie de l'entente, le gouvernement bavarois ne saurait regarder comme obligatoires les résolutions de l'assemblée nationale, et il repousse toute la responsabilité des conséquences qui en pourraient résulter.

De ces deux alternatives, quelle que soit celle qui s'accomplisse, l'indissolubilité de la confédération germanique, telle qu'elle a été proclamée par l'article 5 de l'acte final de Vienne, subsiste encore, et le pouvoir central provisoire, tel qu'il a été fondé par l'accord de l'assemblée nationale avec les gouvernements, existe de droit. C'est à lui qu'a passé le pouvoir exécutif de la diète dans la mesure des traités fédéraux, et par cela même le gouvernement bavarois continuera de lui prêter un énergique concours.

C'est conformément aux dispositions de ce pouvoir central que des troupes bavaroises combattent dans les

rangs de l'armée allemande et que des sommes considérables ont été versées encore ces jours derniers dans les caisses de l'empire. Invariablement attachée aux principes du droit et de l'honneur, la Bavière restera fidèle à l'Allemagne et emploiera tout son crédit pour empêcher le démembrement.

Munich 23 avril 1849.

† Dans sa séance du 30 avril, sur la proposition de M. Simon de Trèves, l'assemblée nationale a décidé : „Le président est autorisé à convoquer l'assemblée nationale à telle époque et en tel endroit qu'il jugera convenable.“ Elle accepta ensuite la proposition de M. Goltz, tendante à réduire de 200 à 150 le nombre des membres nécessaires pour valider un vote de l'assemblée nationale.

CXI.

Lettre du président du conseil des ministres du roi de Prusse, adressée au plénipotentiaire du roi près le pouvoir central relativement à la non-acceptation de la part du roi de la couronne impériale, en date du 28 avril 1849.

(Traduction.)

Lorsque le roi apprit, le 3 de ce mois, de la députation de l'assemblée nationale allemande, qu'il avait été élu par cette dernière empereur des Allemands, S. M., pénétrée de la haute importance du moment pour tout l'avenir de l'Allemagne, déclara solennellement qu'elle reconnaissait dans l'appel qui lui était adressé la voix des représentants du peuple allemand et qu'elle savait apprécier toute la valeur des droits que lui donnait cette confiance, mais qu'elle ne pouvait prendre, sans le libre consentement des princes et des villes libres de l'Allemagne, une résolution qui aurait les conséquences les plus décisives pour ces souverains et les tribus allemandes gouvernées par eux.

Conformément à cette réponse du roi, le gouvernement de S. M. a invité le même jour tous les gouvernements allemands à faire connaître franchement et explicitement leurs desseins et leurs désirs.

Il les a engagés à donner des explications précises, tant sur la dignité destinée à S. M. que sur toute la constitution telle qu'elle est sortie des délibérations de l'assemblée nationale allemande; il n'a pas dissimulé à cette occasion qu'il soumettrait lui-même cette consti-

tion, qu'à son avis on venait d'achever avec trop de précipitation, à un examen sérieux et approfondi avant d'en conseiller l'acceptation au roi.

En adoptant cette voie, le gouvernement du roi est resté fidèle aux principes que dès le commencement il s'était proposé de suivre dans la grande question de la reconstruction de l'Allemagne; il peut se rendre le témoignage de les avoir exposés franchement et clairement et de s'y être conformé sérieusement et sincèrement. Ces principes sont énoncés dans la note du 23 janvier. Ils reposent sur le maintien consciencieux de tous les droits des gouvernements, ainsi que de l'assemblée nationale, et sur la profonde conviction que c'est la Prusse principalement qui a pour mission d'avancer par des voies légales et pacifiques l'union, la liberté et la force de l'Allemagne, que la nation appelle de tous ses vœux. C'est cette conviction qui a fait dire au gouvernement que la constitution de l'Allemagne ne devait être fixée qu'au moyen de l'entente entre les gouvernements et l'assemblée nationale, et qui l'a décidé à prendre l'initiative à ce sujet. En se montrant disposée à rendre à la patrie allemande tous les services qu'elle pouvait désirer dans l'intérêt de la communauté, et en exprimant en même temps sa ferme intention de n'accepter une position quelconque qui lui serait offerte qu'avec le libre consentement des gouvernements alliés, la Prusse pouvait espérer, comme récompense de ses efforts désintéressés, voir se réaliser, par l'action commune et efficace des gouvernements, la grande oeuvre de la constitution de l'Allemagne.

C'était donc avec une entière confiance que le gouvernement du roi entra dans la voie de l'entente, où la plupart des autres états se réunirent à lui avec la même confiance. Il reconnut toute l'importance de l'oeuvre sortie d'une première délibération de l'assemblée nationale, en exprimant la conviction que le projet renfermait en substance les bases d'un état fédéré, solidement établi et approprié aux besoins de l'époque; mais après l'avoir mûrement examiné, il dut déclarer qu'il lui paraissait indispensable, dans l'intérêt du corps entier, comme des particuliers que ce projet fût modifié. Les points de vue qui l'ont guidé en proposant ces modifications sont exposés dans les instructions du 16 février, où il est dit qu'il importe :

1^o De fixer, plus exactement la compétence de l'autorité fédérale, mais de lui assurer l'exercice d'un pouvoir énergique dans les limites de cette compétence;

2^o De sauvegarder autant que possible l'indépendance des états particuliers et de ne pas la restreindre plus qu'il n'est nécessaire pour réaliser les conditions essentielles de l'état fédéré.

Ces points de vue n'étaient pas calculés pour les besoins du moment, mais ils sont si essentiellement fondés dans la nature des choses et des rapports particuliers de l'Allemagne que le gouvernement du roi devait y tenir dans toutes les circonstances et qu'il ne pouvait s'en écarter sans menacer de la manière la plus grave le développement de l'Allemagne entière. Une constitution qui ne reposerait pas sur ces bases ne saurait être profitable à l'Allemagne.

La plupart des gouvernements allemands ont adhéré aux changements proposés par la Prusse et qui se bornaient à ce qui découlait nécessairement des principes exposés plus haut; d'autres ont transmis au ministère de l'empire des propositions spéciales, mais qui, quant à l'essentiel, portaient des mêmes points de vue. Les gouvernements ont soumis ces propositions à l'assemblée nationale dans la ferme confiance qu'elle en ferait l'objet d'un examen sérieux et approfondi. Nous persistons à croire que si cet examen avait eu lieu de la manière que l'espéraient les gouvernements, on serait parvenu à s'entendre. Des travaux communs de l'assemblée nationale et des gouvernements aurait pu naître une constitution qui aurait assuré à toutes les tribus allemandes un développement commun et vigoureux. Et si quelques états particuliers avaient été empêchés pour le moment d'y accéder par suite de leurs rapports spéciaux, il aurait pu cependant se former, avec le concours de l'assemblée nationale et par une loyale entente des gouvernements entr'eux, une communauté plus étroite dans les limites de la grande confédération qui existe toujours et qu'il faut maintenir inviolablement dans toutes les circonstances, communauté qui aurait offert à ceux qui y seraient entrés l'occasion et les conditions d'un développement plus énergique au dedans comme au dehors.

La Prusse avait fait tout ce qui avait dépendu d'elle pour arriver à une entente. Elle attendait avec calme et avec confiance les résolutions de l'assemblée nationale;

elle n'a point cherché à exercer une influence ultérieure quelconque sur les délibérations de cette dernière; mais elle s'est confiée dans le patriotisme et dans la sagesse des représentants du peuple allemand. Le gouvernement du roi tenait d'autant plus fermement à la politique adoptée par lui, que l'opinion publique en Prusse y avait adhéré d'une manière non équivoque.

C'est dans cette position que se trouvait le gouvernement du roi, fort de la loyauté et de la fidélité avec lesquelles il maintenait les principes de droit et de conciliation avancés par lui-même, lorsque l'assemblée nationale adopta à la seconde lecture la constitution et qu'eut lieu l'élection du roi de Prusse. — Cette double résolution prouva que l'assemblée nationale n'avait pas voulu entrer dans la voie de l'entente proposée par nous. Les propositions du gouvernement du roi, pas plus que celles des autres gouvernements, n'avaient été discutées, ni même prises en considération par l'assemblée nationale; en revanche, l'on a supprimé, lors du vote fait avec beaucoup de précipitation, des dispositions essentielles du projet primitif, on y en a admis d'autres qui ont imprimé à l'oeuvre entière un caractère complètement nouveau. La clef de voûte de ce nouvel ouvrage a été l'élection de S. M. le roi de Prusse à la dignité d'empereur des Allemands, et l'oeuvre ainsi achevée a été adoptée comme un ensemble auquel on ne pouvait rien changer et soumise à l'acceptation du roi.

Dans un moment aussi grave, le gouvernement du roi a dû se demander s'il lui paraissait nécessaire, par suite de ces résolutions, de dévier de la route qu'il avait suivie jusqu'ici et de conseiller au roi d'accepter sans réserve et sans condition l'offre qui lui était faite. Il a répondu à cette question comme l'exigeaient son devoir et sa conscience. La voie qu'il aurait dû abandonner était celle du droit et de la paix, de la conséquence et de la fidélité. Le roi lui-même n'a pu douter un instant que c'était la seule voie salutaire et glorieuse pour l'Allemagne, pour la Prusse, pour lui-même et pour sa maison. C'est aussi conformément à ce point de vue que le roi a répondu à la députation et qu'a été rédigée la circulaire adressée le même jour par le gouvernement.

C'est d'après ce même point de vue que le roi peut faire connaître sa résolution définitive au sujet de l'offre

qui lui a été faite par l'assemblée nationale, maintenant que nous avons reçu les déclarations des gouvernements alliés, demandées dans cette circulaire, et que nous avons examiné de la manière la plus approfondie et la plus scrupuleuse les dispositions de la constitution adoptée à la 2e lecture. — Les déclarations des princes et des gouvernements allemands ont montré quelle divergence d'opinions régnait entre eux, surtout par rapport à la question du chef de l'empire, et combien il fallait peu compter sur une entente générale. Tandis que quelques princes ont exprimé avec une confiance, à laquelle le roi n'a pu être que très sensible, le vœu que S. M. acceptât la couronne qui lui était offerte; d'autres n'ont vu dans l'établissement d'un empire héréditaire que la source des plus grands malheurs pour l'Allemagne, et ont déclaré formellement ne pas vouloir se soumettre à un autre prince allemand qui serait investi de la dignité impériale héréditaire. Les principaux gouvernements allemands ont dit qu'ils ne pouvaient accepter la constitution telle qu'elle avait été votée par l'assemblée nationale. En revanche, un grand nombre de gouvernements allemands ont cru devoir, vu l'urgence des circonstances, abandonner des scrupules qu'ils avaient partagés antérieurement avec nous, et, avant même qu'il nous fût possible d'ouvrir des délibérations avec eux, ils ont déclaré au ministère de l'empire qu'ils étaient disposés à accepter la constitution sans réserve et à n'admettre des changements que par la voie indiquée dans la constitution elle-même. Ils supposaient, ce qui n'a pas été confirmé par les événements, qu'elle serait adoptée alors par tous les autres états de l'Allemagne.

Nous avons dit plus haut que cette constitution avait été si essentiellement modifiée à la seconde lecture que le gouvernement du roi se vit dans l'impossibilité d'en conseiller l'adoption à S. M. C'est ce que le ministère a déjà déclaré aux chambres prussiennes. Les dispositions du projet primitif sur le droit accordé au pouvoir central, d'empiéter sur presque tous les rapports intérieurs des états particuliers, auxquels on ravissait toute administration indépendante et qui finiraient par être absorbés par le pouvoir impérial, ont été maintenues. Les droits fondamentaux du peuple allemand, admis dans la constitution, renferment des principes d'une nature si radicale et d'une application si douteuse sous plus d'un

rapport qu'il est dangereux de les imposer pour toujours aux états particuliers. En outre, la suppression du chapitre entier du conseil de l'empire prive ces derniers de tout concours à un pouvoir exécutif qui les touche de si près, et cependant, par l'acceptation du veto suspensif, étendu même aux changements de la constitution, on a fait au chef de l'empire, si isolé et investi d'une omnipotence apparente, une position qui ne lui confère ni la dignité, ni le pouvoir nécessaire pour avancer le bien-être de l'ensemble comme des états particuliers. Le principe de la monarchie constitutionnelle, auquel tient avec amour et avec confiance la majorité du peuple allemand, est menacé dans son essence par une pareille position; de plus, la loi électorale, qui ne laisse subsister aucune barrière, imprime à toute la constitution un caractère qui ne la représente que comme un moyen d'écarter peu à peu et avec une apparence de l'égalité le pouvoir suprême et d'y substituer la république.

En acceptant cette constitution, le gouvernement du roi, non seulement abandonnerait complètement les points de vue indiqués plus haut et qui servent de base à sa politique, mais il porterait atteinte dans leur essence la plus intime aux éléments vraiment libéraux et conservateurs de la Prusse et de l'Allemagne. — Les difficultés et les dangers du moment ne sauraient déterminer le gouvernement à perdre de vue ces graves considérations, d'autant moins qu'il ne s'agit pas de répondre à un besoin momentané, mais de créer une œuvre dont l'essence la plus intime doit renfermer la garantie de sa durée et sauvegarder l'avenir de l'Allemagne.

S. M. n'a pu par conséquent se dissimuler que la constitution ne contient pas les conditions qui seules pourraient la décider à accepter l'élection d'empereur des Allemands. Après avoir examiné consciencieusement les devoirs qu'il a à remplir vis-à-vis de l'Allemagne entière et de son propre pays, et de la responsabilité qui pèserait personnellement sur lui, le roi ne s'est pas cru autorisé à réclamer de son pays et de son peuple les exigences nécessitées par cette nouvelle position, et il s'est décidé, d'après les conseils de son ministère, à refuser la dignité impériale qui lui a été offerte sur la base de la constitution votée à Francfort. Le roi ne recule pas devant les graves devoirs, devant les sacrifices que lui imposerait cette dignité. L'Allemagne peut

exiger de ses princes tous les sacrifices, excepté celui du droit, de la vérité et de la fidélité; un pareil sacrifice ne pourrait jamais tourner au profit de la commune patrie. Aussi S. M. espère-t-elle avec une entière confiance que l'assemblée nationale, ainsi que toute la nation allemande, apprécieront les motifs qui ont dicté sa résolution.

Comme le roi a été un des premiers à prêter spontanément son concours pour la création d'un fort et énergique état fédéré en Allemagne, il sera aussi le dernier à désespérer de la réussite de cette grande oeuvre. La Prusse ne cessera dans aucune circonstance de travailler à l'union de l'Allemagne; elle emploiera, au contraire, toutes ses forces pour la favoriser et l'avancer. C'est le gouvernement du roi qui a ouvert le premier la voie de l'entente, et si jusqu'à présent ses efforts sont restés infructueux, sans qu'il y ait eu de sa faute, il se déclare cependant disposé à poursuivre cette voie et à prêter la main à tout ce qui pourrait amener un arrangement. Nous avons dit dans la note du 23 janvier que la création d'une nouvelle dignité impériale ne nous paraissait pas nécessaire pour réaliser l'unité de l'Allemagne; maintenant nous ne pouvons que déclarer, d'après notre conviction, que le refus de cette dignité de la part du roi, loin de porter atteinte à cette unité, ne pourra que l'avancer. Si l'assemblée nationale veut réellement nous faire des avances dans le même esprit de patriotisme qui a dicté les nôtres, il dépend encore d'elle de donner à l'affaire de la constitution une tournure qui mette les gouvernements à même de s'entendre avec elle, et qui permette, avec son concours et par la voie de l'entente, de réaliser les modifications dont un examen réfléchi et calme des rapports de l'Allemagne aura fait reconnaître la nécessité.

L'assemblée nationale ne méconnaîtra pas, nous l'espérons, qu'on peut reprendre la discussion de la constitution et y introduire des modifications, ne fût-ce déjà que parce qu'elle ne saurait se dissimuler que le 1er paragraphe de la constitution ne pourrait être mis en pratique que par la voie de la guerre et des révolutions, tâche que l'assemblée nationale ne se proposera pas plus qu'un prince allemand quelconque.

En vous transmettant la communication ci-dessus au sujet de la résolution définitive du roi, je vous invite à en remettre, au nom du gouvernement du roi, une

copie au pouvoir central provisoire et à la porter par celui-ci à la connaissance de l'assemblée nationale.

Berlin, le 28. avril 1849.

Le président du conseil des ministres,
Comte de *Brandenburg*.

CXII.

Depêche circulaire du président du ministère de Prusse adressée aux missions du roi près les gouvernements allemands, relative à la non-acceptation de la couronne impériale de la part du roi de Prusse, en date du 28 avril 1849.

(Preuss. Staats-Anzeiger. — Traduction.)

La circulaire du 3 de ce mois exprime l'espoir que le gouvernement du roi sera à même de donner au bout d'une quinzaine de jours une déclaration définitive sur la question allemande.

Ce délai étant expiré, le ministère, pour ne laisser subsister aucun doute sur ses vues et sur la sincérité de ses intentions, a cru de son devoir de déclarer aux chambres prussiennes déjà les 21 et 23 de ce mois qu'il ne pouvait conseiller au roi d'accepter la constitution votée sans aucun changement par l'assemblée nationale allemande. Toutefois, la résolution définitive de S. M. a dû être différée de quelques jours, parce que les gouvernements allemands ne s'étaient pas tous encore prononcés sur cette question. Actuellement le roi a pris une décision, et je vous transmets ci-joint une copie de la déclaration qui a été adressée en date d'aujourd'hui au plénipotentiaire prussien près le pouvoir central provisoire pour être communiquée par ce dernier à l'assemblée nationale allemande.

En portant cette déclaration à la connaissance des gouvernements allemands, nous pensons qu'il n'est pas nécessaire de motiver plus amplement les raisons qui ont dicté la résolution de S. M., et nous ne doutons pas que chaque gouvernement allemand rendra justice aux généreux sentiments de S. M., à sa fidélité à l'égard des états allemands, ses confédérés, et à ses vues désintéressées. Le gouvernement du roi est loin de méconnaître la gravité et les dangers du moment actuel; il espère que les autres gouvernements allemands les apprécieront

aussi dans toute leur étendue. Que le besoin qu'éprouve la nation d'être plus étroitement unie et plus fortement consolidée doive être satisfait, même après que la forme à laquelle a aspiré l'assemblée nationale allemande a été reconnu impossible, c'est ce que tout homme sensé et réfléchi regardera comme une indispensable nécessité; le gouvernement du roi se flatte qu'à cet effet les autres gouvernements allemands lui prêteront leur concours. Dans la déclaration qu'il a transmise à Francfort, il a laissé entrevoir encore une fois la possibilité de voir l'assemblée nationale elle-même quitter la voie où elle est entrée et prêter la main à des changements de la constitution, de sorte qu'on pourrait espérer de réaliser encore avec elle l'oeuvre de l'entente. Personne ne doute que cela ne fût très désirable pour calmer la nation et par cela même dans l'intérêt des gouvernements. — Mais il ne se dissimule pas combien il est peu probable que cet espoir se réalise, et tous les gouvernements allemands doivent être préparés pour le cas contraire, mais s'attendre en même temps à ce que le maintien invariable des résolutions prises jusqu'ici par l'assemblée provoquera peut-être des crises dangereuses dans plusieurs pays. La tâche et le devoir des gouvernements de l'Allemagne est de s'y opposer en commun, sérieusement et vigoureusement, mais aussi de les prévenir, si possible, par une conduite énergique et une marche progressive. Le gouvernement du roi y est entièrement disposé. Fort du concours qu'il tirera de la population saine et loyale du propre pays, il est décidé à combattre avec vigueur toutes les tendances destructives et révolutionnaires, et il prendra ses mesures de manière à pouvoir donner assez tôt aux gouvernements les secours qu'ils lui demanderaient et dont ils pourraient avoir besoin. Le danger est commun et la Prusse ne manquera pas à sa mission de prêter son appui dans les jours du danger partout où cela sera nécessaire. Il faut, et cette nécessité est reconnue par tout ce qu'il y a d'hommes sages et bien intentionnés, mettre un terme à la révolution en Allemagne. Mais on ne peut en briser la force qu'en lui ôtant tout prétexte de tromper la partie saine de la population sur ses véritables intentions et ses fins. Or, ce but ne peut être atteint par une attitude passive et par une résistance partielle, mais seulement par des actes fermes et énergiques.

Le gouvernement du roi avait indiqué dans sa dépêche circulaire du 3 de ce mois la voie par laquelle il espérait alors arriver au but désiré au moyen de délibérations communes avec l'assemblée nationale allemande. On a reconnu qu'il n'était plus possible d'adopter cette voie, non seulement parce que plusieurs des principaux états allemands ont refusé d'ouvrir des délibérations avec l'assemblée nationale et d'y prendre part, mais encore parce que la plupart des autres gouvernements, écartant les scrupules qu'ils avaient eus jusqu'alors, se sont empressés d'adhérer complètement aux résolutions de l'assemblée nationale et de déclarer qu'ils acceptaient la constitution votée par celle-ci. — Nous désirons maintenant que ceux des gouvernements allemands qui se sont joints à la Prusse pour entrer ultérieurement en délibération sur la marche à suivre actuellement et sur le développement de la constitution, s'adressent directement à Berlin et y envoient des plénipotentiaires spéciaux ou transmettent à leurs représentants près la cour de Prusse les instructions nécessaires pour s'entendre avec le gouvernement du roi, qui, dans ce dernier cas, est prêt à exposer amplement ses vues et à soumettre des propositions.

L'attitude de l'assemblée nationale et les résolutions qu'elle prendra ultérieurement, maintenant qu'elle connaît la décision de S. M., prouveront bientôt si l'on peut encore espérer de s'entendre avec elle et compter sur sa coopération pour arriver au but qu'on se propose d'atteindre. Le gouvernement du roi a toujours pensé que si la constitution de l'Allemagne doit renfermer les germes d'un développement prospère et la garantie de sa durée, il faut qu'elle soit le résultat de l'action commune des gouvernements et des représentants de la nation allemande. Il restera fidèle à ce principe. S'il faut renoncer à tout espoir de s'entendre avec l'assemblée nationale dans sa forme actuelle, le gouvernement du roi croit qu'il est du devoir des gouvernements allemands de satisfaire bientôt complètement aux besoins de la nation allemande, en lui offrant une constitution qui réponde à l'idée de l'état fédéré, et qui, au moyen d'une véritable représentation du peuple, assure à ce dernier un concours légal. Le projet d'une pareille constitution reprendrait l'ouvrage de l'assemblée nationale et n'écarterait que les éléments destructeurs qui s'y sont glissés par un

concours de circonstances malheureuses; cette constitution devra être basée dans tous les cas sur la création d'un pouvoir exécutif ferme unitaire, sur une chambre des états et sur une chambre des représentants du peuple avec le droit de législation. En nous tenant à ces points fondamentaux, nous pouvons abandonner les détails à la discussion ultérieure, et nous ne doutons pas que les efforts dirigés unanimement vers ce grand but, ainsi que la connaissance certaine des besoins de la nation, ne produisent une oeuvre à laquelle ne refuseront pas leur sanction les deux chambres de la diète de l'Allemagne, qui seront alors convoquées dans le plus court délai pour réviser cette constitution. — En conséquence, nous désirons vivement que les gouvernements allemands envoient des plénipotentiaires ou adressent des instructions à leurs représentants près la cour de Prusse, afin que nous soyons bientôt à même d'ouvrir des délibérations suivies. Berlin, le 28 avril 1849.

Le président du conseil des ministres,
Comte de *Brandenburg*.

CXIII.

Lettre du ministre des affaires étrangères du Roi de Saxe, au gouvernement prussien pour en solliciter le secours fédéral à l'effet de la repression des troubles éclatés à Dresde, en date du 3 mai 1849.

(Traduction.)

Depuis plusieurs jours, le roi avait reçu de communes et de corporations du pays des adresses où on le priait de reconnaître la constitution de l'empire votée à la seconde lecture par l'assemblée nationale allemande. Mais S. M., convaincu de la nécessité de modifier cette constitution et complètement d'accord avec les vues exprimées à ce sujet par S. M. le roi de Prusse, n'avait pu se décider de déférer à cette demande, d'autant plus que le gouvernement avait témoigné à différentes reprises son intention de prendre part aux négociations ultérieures relatives à une nouvelle constitution de l'empire modifiée. — Sur ces entrefaites, l'agitation qui s'était manifestée dans le pays par suite de ce refus et qui avait été entretenue par des malveillants, avait pris des

proportions menaçantes, et ce matin il a éclaté dans cette ville des désordres qui ont nécessité à plusieurs reprises l'emploi des armes à feu. Comme le nombre des insurgés augmente d'heure en heure, il est à craindre que les désordres ne prennent bientôt une plus grande extension et ne dégénèrent en un mouvement qui a évidemment de nombreuses ramifications.

Dans des pareilles conjonctures, et comme par suite de l'envoi d'une brigade de troupes saxonnes dans le duché de Schleswig-Holstein, les forces militaires du pays sont considérablement réduites, il importe au gouvernement saxon de pouvoir compter sûrement sur les secours amis d'un allié pour être même de rétablir promptement l'ordre troublé dans le pays. En conséquence, le ministre soussigné est chargé par son souverain de prier le gouvernement prussien de vouloir bien diriger le plus promptement possible sur cette résidence quelques bataillons de bonnes troupes et d'en tenir prêtes un plus grand nombre pour qu'on puisse en faire usage le cas échéant.

Le gouvernement du roi croit pouvoir, d'après les intentions manifestées par le gouvernement prussien dans la note circulaire du 28 avril, compter entièrement sur ce service, attendu que sa demande est suffisamment motivée par les dispositions de l'article IX de l'acte fédéral et des articles XXV et XXVI de l'acte final de Vienne.

Le soussigné, en réclamant dans le but ci-dessus indiqué l'obligeante intervention du ministère prussien et en attendant une prompte et favorable réponse, saisit avec empressement l'occasion de lui réitérer l'assurance de sa considération distinguée.

Dresde, le 3 mai 1849.

de Beust,
ministre des affaires étrangères.
(Gaz. de Leipzig).

† Dans la séance de l'assemblée nationale du 4 mai elle arrêta : de sommer les gouvernements, les corps législatifs, les communes des états particuliers, tout le peuple allemand de reconnaître et d'adopter la constitution de l'empire d'Allemagne, votée le 28 mars dernier. — 2) Elle fixa au 15 août 1849 le jour où la première diète se réunira à Francfort s. M. en vertu de la constitution. — 3) Elle fixa au 15 juillet 1849 le jour où il sera procédé dans toute l'Allemagne aux élections pour la chambre des représentants du peuple. — 4) Si, indépendamment de l'Autriche

allemande, de la non accession éventuelle de laquelle il a été tenu compte à l'article 87 de la constitution, tel ou tel état ne serait pas représenté à la diète, et que par conséquent telle ou telle disposition de la constitution donnée pour toute l'Allemagne semblerait ne pouvoir être exécutée, elle sera modifiée provisoirement par la voie que prescrit la constitution elle-même jusqu'à l'époque où cette dernière sera mise en pratique dans toute l'Allemagne. — 5) Si la Prusse en particulier n'était pas représentée à la diète et qu'ainsi elle n'eût reconnu jusqu'alors la constitution ni expressément ni de fait, le souverain de l'état qui possède la plus grande population entre ceux qui sont représentés à la chambre des états sera investi, avec le titre de lieutenant de l'empire, des droits et des obligations du chef de l'empire. — 6) Mais dès que la Prusse aura adopté la constitution, la dignité de chef de l'empire passera, en vertu du paragraphe 68 de la constitution, au souverain qui régnera sur la Prusse à l'époque où la constitution aura été reconnue. — 7) Le chef de l'empire jurera devant l'assemblée nationale de maintenir la constitution et ouvrira ensuite la diète de l'empire. L'assemblée nationale sera dissoute à l'ouverture de la diète. — Cette proposition a été adoptée (moyennant l'appel nominal) par 190 voix contre 188.

CXIV.

Lettre du président intérimaire du ministère du pouvoir central, adressée au président de l'Assemblée nationale, portant réserve à l'égard de la note précédente, en date du 4 mai 1849.

(Quellensammlung etc. H. p. 499.)

Am 28. v. Mts. hat die königlich preussische Regierung, ausser der Note, welche bezüglich der Verfassung des deutschen Reiches und bezüglich der auf Seine Majestät den König von Preussen auf Grund dieser Verfassung gefallenen Wahl zum Reichsoberhaupt an den königlichen Bevollmächtigten bei der Centralgewalt erlassen und in officiellern Wege zur Kenntniss der provisorischen Centralgewalt und der Nationalversammlung gebracht worden ist, eine weitere, denselben Gegenstand betreffende Circularnote an die königlich preussischen Missionen bei den deutschen Regierungen gerichtet. Von dieser Circularnote ist zwar die provisorische Centralgewalt nicht in officieller Weise in Kenntniss gesetzt worden; sie ist aber durch den preussischen Staatsanzeiger zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Das Reichsministerium beehrt sich, ein Exemplar des betreffenden preussischen Staatsanzeigers an den Herrn Präsidenten der verfassungsgebenden Reichsversammlung

zur Vervollständigung des Materiales zu den bevorstehenden Verhandlungen, gelangen zu lassen.

Mit Bezug auf die Stelle der Note aber, welche sagt :

„Im festen Vertrauen auf die Zustimmung, die ihr von allen gesunden und redlichen Elementen im eigenen Lande zu Theil werden wird, ist sie darauf gefasst, den zerstörenden und revolutionären Bestrebungen nach allen Seiten hin mit Kraft und Energie entgegenzutreten, und wird ihre Maassregeln so treffen, dass sie den verbündeten Regierungen die etwa gewünschte und erforderliche Hülfe rechtzeitig leisten könne. Die Gefahr ist eine gemeinsame, und Preussen wird seinen Beruf nicht verläugnen, in den Tagen der Gefahr einzutreten, wo und wie es Noth thut.“

Erklärt das Reichministerium, Namens der Centralgewalt, dass, nachdem das Gesetz vom 28. Juni 1848 über Einführung einer provisorischen Centralgewalt für Deutschland die vollziehende Gewalt in allen Angelegenheiten, welche die allgemeine Sicherheit und Wohlfahrt des deutschen Bundesstaates betreffen, der provisorischen Centralgewalt übertragen hat, sie der Rechte wie der Pflichten, die ihr demnach obliegen, eingedenk, bei der Erfüllung derselben auf die Unterstützung der Einzelstaaten, eines jeden nach seinen Kräften, rechnet, einen Anspruch aber auf allgemeine Leitung gemeinsamer Maassregeln zur Erhaltung der öffentlichen Ordnung und des Reichsfriedens, insofern dieser in der angeführten Stelle liegen sollte, einem Einzelstaate nicht zustehen könnte.

CXV.

Extrait d'une note du ministère des affaires étrangères de Hanovre adressée à l'envoyé hanovrien à Berlin en reponse à la note circulaire prussienne du 28 avril, en date du 3 mai 1849.

(Ibid. p. 501.)

... Mit besonderer Genugthuung haben Se. Majestät der König in der zu Ihrer Kenntniss gelangten Circulardepesche des königl. preussischen Herrn Ministerpräsidenten, Grafen Brandenburg, vom 28. v. M., den Ausdruck der hierunter von Ihnen selbst gehegten Wünsche angetroffen, und haben gern den Beschluss gefasst, der

bezüglichen Einladung gemäss, Bevollmächtigte nach Berlin zu entsenden, um sich mit den Bevollmächtigten Preussens und der übrigen deutschen Bundesstaaten über eine Verfassung zu verständigen, welche, an die Arbeiten der Nationalversammlung in dem durch die Circulardepesche näher bezeichneten Sinne anschliessend, wenn irgend möglich durch versöhnendes Zusammenwirken der Regierungen und der Vertreter des deutschen Volkes zu Stande zu bringen, oder dem letzteren von den Regierungen darzubieten sein wird. Se. Majestät überlassen Sich dabei der auf entsprechende Mittheilungen des königlich preussischen Cabinetes gegründeten Hoffnung, dass auch die kaiserl. österreichische Regierung, in gleicher Sorge für die Ruhe und das Wohl Deutschlands einen derartigen Schritt beifällig betrachte und selbst in dem Falle unterstützen werde, wenn Umstände obwalten sollten, welche eine unmittelbare Betheiligung Oesterreichs bei der eingeleiteten Verständigung zeitweilig erschweren. — Von dieser Hoffnung und der obigen Ansicht geleitet, haben Se. Majestät ferner zu bestimmen geruhet, dass nach Beendigung der über die Verfassung bei dem königlichen Gesamt-Ministerio unverzüglich eingeleiteten Berathungen, der Herr Ministerial-Vorstand Dr. Stüve sich, in Begleitung des Herrn Klosterrathes von Wangenheim, nach Berlin begeben, um an den dort zu eröffnenden einschlagenden Verhandlungen Theil zu nehmen. Hannover, den 3. Mai 1849.

Königliches Ministerium der auswärtigen
Angelegenheiten.

(Gez.) Bennigsen.

CXVI.

Extrait d'une Dépêche du ministère des affaires étrangères de Bavière, adressée aux missions du roi à Vienne et à Berlin, concernant l'établissement d'un nouveau pouvoir central, en date du 3 mai 1849.

(Th. p. 503.)

Es droht die Gefahr, dass sich die provisorische Centralgewalt auflöse, bevor es den Regierungen auch bei dem besten Willen möglich ist, sich über die deutsche Verfassung zu einigen. Es muss aber alles aufgeboten werden, diese Gefahr abzuwenden, weil sie der Revo-

lution neue Kraft zuführen würde. Dazu ist erforderlich, dass sich die Regierungen der grösseren Staaten unverzüglich über die Bildung einer provisorischen Centralgewalt einigen, welche in demselben Augenblicke ins Leben zu treten hätte, in dem der Reichsverweser etwa zurücktritt. Hierüber müssen sich zunächst die Regierungen von Oesterreich und Preussen einigen, und ihren Vorschlag den k. Höfen vorlegen. Bayern wird bereitwillig darauf eingehen, wenn seine Stellung dabei nicht gefährdet wird. Das Zweckmässigste scheint, dass man dieser provisorischen Centralgewalt schon jetzt diejenige Form gebe, welche für die definitive Gestaltung als die nothwendige sich darstellt, nämlich die kollegiale. Um die gefährliche Erinnerung an den Bundestag zu vermeiden, empfiehlt sich ein Directorium von drei Mitgliedern. Oesterreich und Preussen hätten je eines, das dritte könnte man billig für jetzt Bayern ernennen lassen, oder auf den schon früher beliebten Modus eingehen, dass Bayern drei Candidaten vorschläge, aus welchen die übrigen Regierungen zu wählen hätten. Dieses Directorium hätte seinen Sitz in Frankfurt zu nehmen, einige Reichsminister zu ernennen, und durch diese auf Grund des Gesetzes vom 28. Juni v. J. über die Centralgewalt und des Bundestagsbeschlusses vom 12. Juli v. J. die Centralgewalt auszuüben. Jedoch wäre zu seiner Competenz auch die Leitung der Verhandlungen über die Verfassung selbst zu verweisen. Zu seiner Sicherstellung würde ein Armeekorps bei Frankfurt aufzustellen sein. Dabei wäre noch zu erwägen, ob man die Nationalversammlung auffordern solle, einen Ausschuss zu bestellen, um mit der so gebildeten provisorischen Centralgewalt das Verfassungswerk zum Abschlusse zu bringen. Es wäre dafür aber freilich vorzusetzen, dass sich die Nationalversammlung bis dahin nicht so vollständig auf den Weg der Revolution begeben habe, dass es den Regierungen unmöglich ist, mit ihr zu verhandeln. Dieser Vorschlag schliesst sich möglichst an das Bestehende an, und ist viel leichter auszuführen, als die Verlegung der ganzen Centralgewalt an einen andern Ort. Er würde auch die Zustimmung des Volkes leichter erlangen. Die Mitglieder des Directoriums wären wohl am besten aus Prinzen der regierenden Häuser zu wählen, ohne dass jedoch die betreffenden nicht auch andere Personen dazu wählen

könnten. Es versteht sich übrigens von selbst, dass hiedurch das Bedürfniss nicht erledigt wäre, so schnell als möglich sich über die Verfassung selbst definitiv zu einigen, und auch hierfür bereitet die königl. Regierung die Darlegung ihrer Ansichten bereits vor.

CXVII.

Note du ministre des affaires étrangères de Bavière, adressée à M. Mathy, commissaire du pouvoir central, concernant la reconnaissance de la constitution de l'Empire, en date du 3 mai 1849.

(Traduction.)

Le gouvernement de S. M. le roi de Bavière a pris en considération les communications que vous lui avez faites au nom de S. A. I. le vicaire de l'empire, en partie verbalement dans la séance du conseil des ministres du 1er de ce mois, en partie par écrit dans une lettre que vous m'avez adressée le 2 de ce mois; mais il n'a pas trouvé dans ces communications des motifs suffisants pour conseiller au roi de modifier la déclaration qui a été faite le 23 du mois dernier au sujet de la constitution de l'empire, votée par l'assemblée nationale allemande. Bien plus, aux raisons sur lesquelles s'appuyait cette déclaration est venue se joindre une circonstance importante, savoir que le gouvernement prussien a déclaré définitivement, à la date du 28 avril, qu'il ne pouvait accepter la constitution si elle n'était modifiée. Le soussigné en vous en informant, n'a plus qu'à ajouter qu'il envisage comme terminée la mission dont vous avez été chargé par S. A. I. le vicaire de l'empire.

Munich le 3 Mai 1849.

Signé: *von der Pfordten*,

CXVIII.

Déclaration de M. le comte de Bennigsen, ministre des affaires étrangères du roi de Hanovre, adressée, à M. de Seebeck, commissaire du pouvoir central.

(Traduction.)

Le gouvernement de S. M. le roi de Hanovre a reçu

de M. le conseiller d'état Seebeck les ouvertures qu'il a été chargé de lui faire de la part du vicairé de l'empire, en exécution du décret rendu le 26 avril de cette année par l'assemblée nationale allemande touchant la reconnaissance de la constitution. Le gouvernement du roi, après avoir examiné ces ouvertures avec toute l'attention qu'exigeait un objet aussi grave, croit devoir faire la déclaration suivante :

Dans une note circulaire adressée le 28 avril dernier au plénipotentiaire de Prusse près le pouvoir central provisoire et publiée par les journaux, le gouvernement prussien a déclaré que S. M. le roi de Prusse s'était décidé à refuser la dignité impériale qui lui avait été offerte en vertu de la constitution votée à Francfort. D'après cette déclaration, qui n'était pas encore connue du pouvoir central provisoire lorsque vous avez été chargé de la mission qui vous a conduit ici, la constitution serait privée de son principal point d'appui sans le chef de l'empire. Indépendamment des scrupules que font naître les dispositions de la constitution et de la loi électorale, et que d'après ses convictions le gouvernement du roi doit faire valoir dans toutes les circonstances, ce dernier espère que l'assemblée nationale conviendra avec lui que cette affaire est entrée dans une phase qui exige nécessairement la révision de la constitution et qui rend impossible son adoption de la part des gouvernements. En vous invitant, M. le commissaire, à porter les observations ci-dessus à la connaissance de S. A. I. le vicairé de l'empire, le gouvernement du roi ne peut s'empêcher de désirer bien vivement que dans l'état actuel de cette question, et en présence des dangers dont l'Allemagne est menacée, on parvienne, au moyen d'une entente, guidée par l'amour de la commune patrie, entre les représentants du peuple allemand et les gouvernements des états allemands, à fonder une constitution propre à sauvegarder d'une manière durable l'avenir de l'Allemagne, en assurant sa puissance au dehors, son bien-être à l'intérieur, et en unissant étroitement entre eux les états qui la composent.

Si par cette voie on parvenait à un arrangement avec l'assemblée nationale et les gouvernements allemands relativement à la constitution, le gouvernement du roi, animé des dispositions les plus sincères pour augmenter l'union et la force de l'Allemagne, s'empres-
serait, de son

côté, de concourir à une entente, légalement indispensable entre le gouvernement et la diète du royaume, pour l'acceptation de la constitution, et cela d'autant plus que le gouvernement procédera à la convocation de la diète dès que les circonstances le permettront. Hanovre, le 4 mai 1849.

Le ministère hanovrien
Signé: Le comte de *Bennigsen*.

CXIX.

Lettre de M. Bassermann, plénipotentiaire du pouvoir central près le roi de Prusse, adressée au ministre président du ministère prussien, en date du 2 mai 1849.

(Traduction.)

J'ai l'honneur de présenter ci-joint à V. Exc. les pleins-pouvoirs qui m'ont été conférés par S. A. I. l'archiduc vicaire de l'empire et en vertu desquels je suis chargé d'inviter le gouvernement du roi à faire exécuter la résolution prise par l'assemblée nationale allemande dans sa séance du 26 avril dernier et dont voici la teneur:

1^o Prononcer la reconnaissance de la constitution de l'empire, de l'élection du chef de l'empire et de la loi électorale.

2^o S'abstenir de rendre des ordonnances propres à restreindre ou à ravir au peuple, dans ce moment décisif, les moyens constitutionnels et légaux de manifester sa volonté, en particulier ne pas faire usage du droit d'ajourner ou de dissoudre les diètes, mais plutôt les convoquer ou les laisser continuer leurs travaux jusqu'à ce que la constitution de l'empire soit reconnue.

Je n'ai plus à m'occuper de la première partie de ma mission depuis qu'à mon arrivée dans cette ville j'ai lu dans le numéro 117 du *Moniteur prussien* la lettre adressée le 28 avril dernier au plénipotentiaire prussien près le pouvoir central provisoire, et dans laquelle le gouvernement du roi déclare qu'il refuse de reconnaître la constitution et l'élection du chef de l'empire, ainsi que la loi électorale*).

La circulaire publiée dans le No 119 du *Moniteur prussien*, et par laquelle on invite les gouvernements allemands à faire discuter par des plénipotentiaires au

*) V. Nr. CXII p. 495.

nouveau projet de constitution et en leur offre des coura militaires pour combattre les crises que ce projet pourrait amener dans les états particuliers, prouvant une détermination, trop fortement arrêtée tout au moins, de persister dans le refus de sanctionner la constitution votée à Francfort, pour que je puisse espérer en qui j'essaie de détourner le gouvernement du roi de la voie où il est entré, quelque éloigné que je sois de croire qu'elle est propre à satisfaire les véritables besoins de la nation.

Si la seconde partie de ma mission exprime la sommation de ne pas ôter au peuple, dans un moment qui doit décider de l'avenir du peuple allemand, la faculté de manifester sa volonté par la décision de ses organes constitutionnels, cette mission concerne la dissolution de la 2e chambre de Prusse et le maintien de l'état de siège de Berlin et d'Erfurt. S'il ne m'appartient pas d'examiner les raisons par lesquelles le ministère cherche à justifier cette dissolution, je ne puis que regretter, en ma qualité de plénipotentiaire du pouvoir central, qui s'est proposé pour tâche de mettre en pratique la constitution de l'empire, que la dissolution ait eu lieu après que la 2e chambre, à l'instar des chambres du presque-tout les autres états allemands, se fut prononcée pour l'adoption de la dite constitution et que cette décision soit indiquée dans le rescrit ministériel du 27 du mois dernier comme un des motifs qui doit justifier cette dissolution.

Maintenant que la dite mesure a été prise, il ne me reste pour m'acquitter de ma mission qu'à prier le gouvernement de hâter le plus possible la convocation de la nouvelle chambre.

De même que la dissolution de la 2e chambre et l'ajournement de la 1re privent dans ce moment le pays des principaux organes du moyen auxquels il peut faire connaître sa volonté, de même l'état de siège, qui pèse toujours sur la capitale, empêche d'autre part l'opinion publique de se prononcer, attendu qu'il existe au centre de la monarchie la liberté de la presse, ainsi que le droit d'association et de réunion. Si je suis assez convaincu personnellement au mois de novembre dernier qu'il était nécessaire alors d'adopter des mesures exceptionnelles passagères pour remédier aux troubles actuels de l'ordre légal dans la capitale, et si à cette époque j'ai exprimé publiquement cette conviction, oh quand la

berté de déclarer maintenant qu'on ne saurait justifier plus longtemps la continuation de ces mesures. Dans tous les cas il s'acquitte de sa mission en invitant le ministère à lever l'état de siège.

V. Exc. obligerait le soussigné si elle voulait bien lui faire parvenir une prompte réponse.

Berlin, le 2 mai 1849.

Bassermann,
plénipotentiaire du pouvoir central provisoire
pour l'Allemagne.

CXX.

*Reponse du comte de Brandenburg, président
du ministère prussien, à la note précédente, en
date du 3 mai 1849.*

(Traduction.)

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre en date d'hier ainsi que les pleins-pouvoirs y annexés qui vous ont été conférés par S. A. I. l'archiduc vicair de l'empire; après les avoir soumis au ministère du roi, j'ai l'honneur de de vous adresser la réponse suivante.

Vous annoncez au gouvernement du roi que vous êtes chargé en exécution de la résolution prise par l'assemblée nationale allemande dans sa séance du 26 de ce mois, d'inviter le gouvernement d'une part à reconnaître la constitution, discutée à Francfort, y compris l'élection du chef de l'empire et la loi électorale, d'autre part à hâter le plus possible la convocation des nouvelles chambres et à lever l'état de siège de Berlin et d'Erfurt.

La première partie de votre mission concerne une affaire, qui regarde toute l'Allemagne et dans laquelle le gouvernement du roi ne révoque pas en doute le droit du pouvoir central provisoire d'exiger une réponse précise. Mais vous faites observer vous-même que vous n'avez plus à vous occuper de cette partie de votre mission, attendu que le gouvernement du roi a envoyé à Francfort déjà avant votre arrivée, sa déclaration expresse à ce sujet. Le gouvernement ne saurait reconnaître pour le moment la constitution, qui ne peut être mise en pratique que par le consentement des gouvernements allemands, ni y adhérer dans la forme où elle a été adoptée par l'assemblée nationale, sans que celle-ci ait tenu compte des changements, proposés par les gou-

vernements allemands. Il a déjà fait connaître les raisons, qui l'ont guidé dans cette détermination ainsi que la voie par laquelle il est décidé à continuer de consacrer ses forces à l'union de l'Allemagne. Il invite encore une fois l'assemblée nationale à prêter la main à cette entente, mais rien ne pourra l'empêcher de recourir à tous les moyens pour satisfaire les vrais besoins de la nation allemande et lui assurer en même temps un concours légal à la reconstruction de l'édifice politique de l'Allemagne.

La seconde partie de votre mission est d'une autre nature. Elle se rapporte aux affaires intérieures de la monarchie prussienne et aux mesures prises par le gouvernement du roi pour protéger la sécurité et l'ordre publics dans son propre pays.

Le gouvernement du roi est convaincu que le pouvoir central provisoire n'a pas l'intention de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Prusse. Aussi ne croit-il pas devoir exposer ici les raisons, qui justifient ces mesures. Dans toutes les mesures que prend le gouvernement du roi il n'a égard qu'aux devoirs qu'il a à remplir vis-à-vis du pays. Ses devoirs envers le pays lui imposent l'obligation de sauvegarder et de maintenir vigoureusement l'ordre et la tranquillité et d'empêcher, autant que possible, toute agitation, venant du dehors. Fort de la pensée qu'il est sur le terrain du droit et qu'il est soutenu par toute la partie saine de la population, il se sent à la hauteur de cette importante tâche, dont il assume toute la responsabilité. Il ne pourra que se féliciter si le pouvoir central lui facilite cette tâche en s'opposant énergiquement à la même agitation qu'on a cherché à provoquer à plusieurs reprises dans son voisinage et qui recommence à se manifester d'une manière inquiétante, ainsi qu'en employant tout le poids de son crédit et de son influence pour le maintien de l'ordre et de la liberté légale. Le pouvoir central rendra de la sorte à la commune patrie un service, dont lui sauront gré tous les amis de la vraie liberté et avec l'appui de la Prusse, qui ne lui fera pas défaut, il avancera de la manière la plus sûre l'union de l'Allemagne, qui ne peut-être fondée que sur le respect des lois.

Le gouvernement du roi se flatte que le pouvoir central provisoire lui rendra justice pleine et entière, et il espère ne pas être dans la nécessité de sauvegarder ses

510 Actes relatifs aux relations politiques etc.

droits autrement qu'en en présentant le simple exposé. Berlin, le 3 mai 1849.

Le président du conseil des ministres
Comte de Brandenburg.

CXXI.

Rescrit du ministère prussien adressé, en date du 7 mai 1849, aux présidents en chef des provinces.

(Staats-Anzeiger. — Traduction.)

L'assemblée nationale allemande a pris, dans sa séance du 4 de ce mois, entre autres résolutions, celles que voici :

1^o L'assemblée nationale somme les gouvernements, les corps législatifs, les communes des états particuliers, tout le peuple allemand, de reconnaître la constitution de l'empire d'Allemagne, votée le 28 mars dernier ;

2^o Elle fixe au 22 août 1849 le jour où la première diète se réunira à Francfort s. M. en vertu de la constitution ;

3^o Elle fixe au 1^{er} août 1849 le jour où il sera procédé dans toute l'Allemagne aux élections pour la chambre des représentants du peuple.

Par ces résolutions, qui d'une part empiètent ouvertement sur le domaine du pouvoir exécutif et qui d'autre part impliquent la validité de la constitution avant qu'elle n'ait été adoptée et mise en pratique par les gouvernements, l'assemblée nationale dépasse décidément ses attributions et perd complètement de vue sa tâche, qui est de donner une constitution à l'Allemagne de concert avec les gouvernements.

Le gouvernement du roi regarde comme une mesure indispensable de ne point laisser les autorités ni les citoyens de l'état dans l'incertitude sur son attitude en présence de ces résolutions.

En fixant de sa propre autorité un terme pour la convocation de la diète et pour les élections de la chambre des représentants du peuple, l'assemblée nationale s'arroge évidemment un droit qui ne pourrait pas même lui être accordé par les états qui ont déclaré être disposés à accepter la constitution votée par elle, attendu qu'en vertu de cette dernière le chef de l'empire a seul le droit de convoquer la diète. Mais cette disposition arbitraire de l'assemblée nationale a moins encore un effet

légal quelconque sur les états qui n'ont ni adopté ni mis en pratique la dite constitution. Tout ordre serait troublé en Allemagne si l'assemblée nationale pouvait mettre partiellement en pratique la constitution. Aussi le gouvernement du roi n'hésite-t-il pas à déclarer qu'il ne peut ni reconnaître ni exécuter ces résolutions.

En sommant, indépendamment des gouvernements, les corps législatifs, les communes des états particuliers et tout le peuple allemand de reconnaître et d'adopter la constitution votée par elle, l'assemblée nationale semble vouloir éluder le concours légalement nécessaire des gouvernements, et s'expose à être soupçonnée d'engager les corporations et le peuple à mettre en pratique la constitution sans la sanction des gouvernements, c'est-à-dire par la voie de la force et des révolutions.

Le gouvernement du roi est fermement décidé à s'opposer avec toute la rigueur des lois à toutes les tendances illégales, de quelque côté qu'elles viennent, qui résulteraient directement ou indirectement de cette sommation. Depuis que dans des états voisins on s'est ouvertement insurgé contre le gouvernement légitime, il ne peut se faire illusion sur la possibilité de voir provoquer en Prusse par de pareilles influences une agitation qui égarerait bien des personnes et aurait les plus déplorables conséquences. Aussi ne croit-il pas superflu d'exprimer sa ferme intention de faire respecter partout les lois du pays; il attend de vous que dans la province confiée à votre administration, vous prendrez sans aucun délai, avec prudence et circonspection, ainsi qu'avec énergie et fermeté, toutes les mesures qui seront jugées nécessaires, et il vous charge en même temps de notifier ses intentions à vos subordonnés et de leur enjoindre sévèrement de prévenir avec la plus grande promptitude et avec toute l'énergie possible les tentatives illégales que l'on pourrait faire pour mettre en pratique la constitution discutée à Francfort.

Toutefois, le gouvernement du roi attend de l'esprit sain et légal, manifesté si souvent par le peuple prussien, qu'il reconnaitra le droit clair et patent et qu'il ne se laissera pas entraîner à des démarches contraires aux lois.

Le roi a déclaré qu'il était prêt à faire tous les sacrifices pour la cause allemande et qu'il consacrerait toutes ses forces à l'union de l'Allemagne et à l'achèvement

512 *Actes relatifs aux relations politiques etc.*

d'une constitution qui satisfasse les vœux et les besoins de la nation allemande. Le gouvernement du roi est fermement résolu d'exécuter ces intentions royales. Il se flatte que le but sera bientôt atteint, et il espère que le peuple prussien le soutiendra dans ses efforts par son ferme attachement aux lois, ce qui seul peut en garantir le succès.

Berlin, le 7 mai 1849.

(*Suivent les signatures des ministres.*)

† A la séance de l'Assemblée nationale du 11 Mai 1849, M. Reb, président, annonce la démission de 12 députés (prussiens).

CXXII.

Ordonnance du roi de Prusse du 14 mai 1849 portant extinction des pouvoirs des députés prussiens à l'assemblée nationale allemande.

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preussen etc. verordnen auf den Antrag Unseres Staatsministeriums hiermit, was folgt:

§. 1. Das Mandat der auf Grund der Bundesbeschlüsse vom 30. März und 7. April 1848 und Unserer Verordnung vom 11. des letzten Monates im preussischen Staate gewählten Abgeordneten zur deutschen Nationalversammlung ist erloschen.

§. 2. Den Abgeordneten ist gegenwärtige Unsere Verordnung durch Unseren Bevollmächtigten in Frankfurt am Main zur Nachachtung und mit der Weisung zuzustellen, sich jeder Theilnahme an den weiteren Verhandlungen der Versammlung zu enthalten. Gegeben Charlottenburg, den 14. Mai 1849.

(Gez. Friedrich Wilhelm.)

Graf v. Brandenburg. v. Ladenberg. v. Manteuffel.
v. Strotha. v. d. Heydt. v. Rabe. Simons.

CXXIII.

Rescrit du président du ministère de Prusse adressé au plénipotentiaire du Roi près le pouvoir central, relatif au rappel des députés prussiens, en date du 14 mai.

(Ibid. p. 528.)

Die letzten Beschlüsse der Nationalversammlung haben die königl. Regierung in die Nothwendigkeit versetzt, eine Entschliessung zu fassen, deren überhoben zu sein sie lange gehofft hatte. Die Gründe, warum sie die für jetzt noch in Frankfurt tagende Versammlung, als auf gesetzlichem Boden stehend, nicht mehr anerkennen und daher auch die Theilnahme preussischer Abgeordneter an ihren weiteren Berathungen nicht für zulässig erachten kann, sind in dem Antrage des Staatsministeriums an Se. Maj. den König kurz zusammengefasst. Ich kann es indess nicht für überflüssig halten, die Stellung der königl. Regierung zur Nationalversammlung in nachstehender Entwicklung noch näher zu beleuchten, und in eine umfassendere Motivirung der gefassten Beschlüsse einzugehen, damit über die Nothwendigkeit und Unvermeidlichkeit derselben, sowie über die Gesinnung aus welcher sie hervorgegangen, kein Zweifel bleibe. Ich stelle Ew. Hochwohlgeboren anheim, hievon jeden angemessenen Gebrauch auch für die Oeffentlichkeit zu machen, da die Beweggründe, wie die Handlungsweise der königlichen Regierung das Licht des Tages nicht zu scheuen haben.

Den gesetzlichen Boden, auf welchem die Nationalversammlung ruhte, bilden anerkanntermassen die Beschlüsse der Bundesversammlung vom 30. März und 7. April vor. Jahres. Durch diese Beschlüsse waren die Regierungen aufgefordert: „in ihren sämmtlichen, dem deutschen Staatensysteme angehörigen Provinzen, auf verfassungsmässig bestehendem, oder sofort einzuführendem Wege, Wahlen von Nationalvertretern anzuordnen, welche am Sitze der Bundesversammlung an einem schleunigst festzustellenden, möglich kurzen Termine zusammenzutreten haben, um zwischen den Regierungen und dem Volke das deutsche Verfassungswerk zu Stande zu bringen.“ Der also zusammengetretenen Versammlung war eine grosse Aufgabe zugefallen. Sie sollte die Vermittlung bilden zwischen den Regierungen und dem

Volke, und eine Ausgleichung zu Stande bringen zwischen den verschiedenen Gesichtspunkten, welche aus individuellen Verhältnissen und Bedürfnissen der einzelnen Staaten, und den Bestrebungen und Wünschen der sich als Eins fühlenden Nation hervorgehen konnten und mussten, eine Ausgleichung, die nicht schwierig erscheinen konnte, weil alle Theile von derselben Gesinnung beseelt waren und dasselbe Ziel erstrebten. Sie sollte dem Verlangen und den Bedürfnissen der deutschen Nation, welche zu befriedigen der deutschen Regierungen ernstliche Absicht war und ist, den vollen, gewichtigen gesetzlichen Ausdruck verleihen; sie sollte das Recht des deutschen Volkes auf selbstthätige Theilnahme und Mitwirkung bei der Ordnung seiner Angelegenheiten vertreten, und durch die besonnene Ausübung desselben mit den Regierungen zusammen die Grundsteine eines Baues legen, der auf den unterschütterlichen Pfeilern des Rechtes, der Wahrheit und der Treue ruhend die Zukunft der deutschen Nation und ihre reiche Entwicklung nach Innen und nach Aussen unter seinen schützenden Schirm nehmen könnte. Sie sollte die Brücke bilden helfen zwischen dem alten und neuen Deutschland, damit das neue nicht als ein Werk der Willkür, sondern des Rechtes und der inneren Nothwendigkeit sich erwiese. So war ihre Aufgabe eine grosse und herrliche, eine weitumfassende, aber auch eine bestimmte und rechtlich begrenzte.

Ein Jahr lang hat die deutsche Nation und haben die deutschen Regierungen mit Spannung und mit lebendiger Theilnahme die Verhandlungen der Nationalversammlung verfolgt, und die schönsten Hoffnungen an dieselben geknüpft. Mehrere ihrer Beschlüsse sind durch die Regierungen publizirt; so ist unter anderen durch die allgemein angenommene Wechselordnung ein erfreulicher Schritt zur innigeren Verknüpfung und Ausgleichung der materiellen Interessen der deutschen Staaten geschehen. Manches andere ist angebahnt und eingeleitet worden. Die königliche Regierung namentlich hat auf die Berathungen der Versammlung jede irgendmögliche Rücksicht genommen. Durch ihr Zusammenwirken ferner mit den Fürsten ist für die vorläufige Leitung der gemeinsamen Angelegenheiten ein provisorisches

Organ gebildet worden, dessen Wirksamkeit unter schwierigen Umständen in manchen Theilen Deutschlands segensreich empfunden worden ist; und in den Tagen einer grossen Gefahr, die das gesammte Vaterland mit Anarchie und den Gräueln der Barbarei bedrohte, hat die Versammlung selbst durch ihre muthige Haltung und die Unterstützung, die sie der Zentralgewalt angedeihen liess, schweres Unheil von der deutschen Nation abwenden geholfen. Sie hat endlich, ihrer Aufgabe gemäss, eine Verfassung berathen, in deren Entwürfe die Regierungen und die preussische Regierung zuerst die Grundzüge eines Bundesstaates anerkennen konnten, wie er den Bedürfnissen und den ausgesprochenen Wünschen der Völker wie der Fürsten entsprach. Indem auch die königliche Regierung diese Verdienste mit Freuden anerkannte, konnte sie über einzelne Ueberschreitungen der gesetzlich feststehenden Befugnisse, von welchen die Nationalversammlung schon früher sich nicht freigehalten, hinwegsehen. Indem sie die schwierigen und neuen Verhältnisse und die mächtigen Bewegungen der Zeit berücksichtigte, und der Besonnenheit des Volkes und seiner Vertreter vertraute, wollte sie nicht mit Schrofheit diesen Uebergriffen entgegentreten, und einen gefährlichen Streit über Prinzipien führen, deren Ausgleichung sie eben als die grosse Aufgabe ansah; sie wollte vielmehr den Weg der Verständigung betreten, und wie sie sich bewusst ist, an ihrem Theile redlich alles gethan zu haben, was zu einer solchen Verständigung führen könnte, so durfte sie hoffen, dass auch die Nationalversammlung ihr auf diesem Wege, den die Mehrzahl des deutschen Volkes mit Dank begrüsst, entgegenkommen würde.

Die Stellung der Nationalversammlung ist in der neuesten Zeit eine andere geworden. Durch die Berathung der Verfassung in zweiter Lesung war ein Theil ihrer Aufgabe vollendet. Zum vollen Abschlusse konnte dieselbe nun nur durch die Mitwirkung der Regierungen der Einzelstaaten kommen. Diese waren der eine pacisirende Theil, und nur durch das gegenseitige Anerkennniss war die feste Grundlage für die Zukunft der deutschen Verfassung zu gewinnen und festzustellen. Diese Feststellung durch die Mitwirkung der Nationalversammlung zu erlangen, war die Absicht auch der preussischen Regierung. Sie hat diess noch in ihrem Erlasse vom 28. v. M. ausgesprochen, und mit demselben

noch einmal der Nationalversammlung die Hand zu gemeinsamem Wirken dargeboten, obwohl schon damals Erklärungen derselben vorlagen, welche den Anspruch auf einseitige Feststellung der Reichsverfassung aus eigener Machtvollkommenheit aufstellten. Sie hoffte von der Besonnenheit der Vertreter der deutschen Nation, dass sie auf den Boden des Rechtes zurückkehren und dadurch sich selbst die volle und letzte Erfüllung ihrer Aufgabe möglich machen würden. So lange sie diese Aussicht festhalten durfte, hat sie mit Vertrauen die Theilnahme der Abgeordneten ihres eigenen Landes an den Berathungen gesehen; und wenn gleich sie die Motive einzelner, welche schon sich zum Austritte bewogen fanden, ehren musste, an das Verbleiben der Uebrigen die Hoffnung geknüpft, dass sie einen heilsamen Einfluss im Sinne der Weisheit und Mässigung in dieser Versammlung selbst ausüben können. Die neueren Beschlüsse der Nationalversammlung haben diese Hoffnung gänzlich zerstört, und mit Schmerz sieht die königliche Regierung, wie dieselbe nicht allein den gesetzlichen Boden des Rechtes gänzlich verlassen, und einen Weg eingeschlagen, auf welchem sie nur durch Hülfe der Revolution ein verderbliches Ziel erreichen könnte, sondern auch gerade zu dem preussischen Staate sich in ein offen feindseliges Verhältniss gesetzt hat. Indem die Nationalversammlung auf dem Ansprüche beharrt, aus eigener Machtvollkommenheit Deutschland seine künftige Verfassung zu geben und sie den Regierungen aufzudringen, und sich jeder Verständigung sowohl als Vereinbarung mit den Regierungen entzieht, hat sie das Prinzip verläugnet, aus welchem sie selbst durch die Berufung durch die Regierungen und die Wahl aus dem Volke hervorgegangen ist, und sich fortan die Erfüllung der Aufgabe: „das deutsche Verfassungswerk zwischen den Regierungen und dem Volk zu Stande zu bringen“, unmöglich gemacht. Indem sie neben den Regierungen auch „die Volksvertretungen, die Gemeinden der Einzelstaaten und das gesammte deutsche Volk aufgefordert hat, die Reichsverfassung zur Ausführung und Geltung zu bringen“, hat sie die Hülfe der Revolution in Anspruch zu nehmen gedacht, und das Vaterland der Gefahr ausgesetzt, durch Anarchie und blutigen Kampf auf einen Weg geführt zu werden, den die Mehrzahl der Nation verabscheut. Dass diese Befürchtungen nicht

grundlos sind, haben die Ereignisse in mehreren deutschen Ländern schon bewiesen. Durch die eigenmächtige Feststellung eines Termins für den Zusammentritt des ersten Reichstages und für die Vornahme der Wahlen zum Volkhaufe hat sie offen in die Befugnisse der verfassungsmässigen Regierungen eingegriffen, und sich selbst eine Regierungsgewalt angemassst, die ihr weder nach ihrer ursprünglichen Bedeutung noch selbst innerhalb der von ihr beschlossenen Verfassung zukommen konnte. Sie hat endlich bewiesen, dass sie in ihrem jetzigen Bestande den masslosen Einflüssen einer Partei preisgegeben ist, welche, auf den Umsturz alles Bestehenden gerichtet, in der moralischen und materiellen Kraft Preussens das Haupthinderniss für ihre Bestrebungen erblickt, und deshalb auf die Zerstörung des preussischen Staates hinarbeitet. Der Beschluss vom 10. d. M.: „„dem schweren Bruche des Reichsfriedens, welchen die preussische Regierung durch unbefugtes Einschreiten im Königreiche Sachsen sich hat zu Schulden kommen lassen, ist durch alle zu Gebot stehenden Mittel entgegenzutreten““, ist ebenso sehr ein offener Akt der Feindseligkeit gegen den preussischen Staat, als eine Verläugnung und Verletzung der bundesgesetzlich feststehenden Rechte aller Mitglieder des deutschen Bundes, jenes Bundes, welchen nicht zu zerstören, sondern auszubilden und zu kräftigen der Beruf und die Aufgabe der Nationalversammlung wie der Regierungen war.

Nach allen diesen Vorgängen sieht sich die königliche Regierung zu der Erklärung genöthigt, dass sie die Versammlung in Frankfurt nicht länger als auf gesetzlichem Boden stehend, als den berechtigten Ausdruck des wahren Willens des deutschen Volkes und als die gesetzliche Vertretung der gesammten deutschen Nation ansehen kann; dass sie jede Hoffnung aufgeben muss; noch im Vereine mit ihr die letzten Schritte zum endgültigen Abschlusse des deutschen Verfassungswerkes thun zu können, und dass sie gegen alle weiteren Berathungen und Beschlüsse derselben sich im voraus feierlich verwahren muss. Ebenso muss sie erklären, dass sie die fernere Theilnahme preussischer Abgeordneter an den weiteren Berathungen eines nicht mehr auf dem gesetzlichen Boden stehenden und in offener Feindseligkeit gegen den preussischen Staat befindlichen Körpers für durchaus ungerechtfertigt hält, dass sie das Mandat der

selben für erloschen erachtet, und von ihrer Vaterlandsliebe und ihrem Gefühle für die Ehre des preussischen Staates erwartet, dass sie aus der Versammlung austreten werden. Sie hegt das Vertrauen zu jedem Preussen, dass er sich nicht ferner an Verhandlungen betheiligen werde, welche zu offenen Akten der Feindseligkeit gegen sein Vaterland führen. Eine Anzahl von Abgeordneten ist diesem Vertrauen schon durch ihren bereits erklärten Austritt zuvorgekommen. Indem die königl. Regierung den Motiven der grossen Mehrzahl der noch zurückgebliebenen Gerechtigkeit widerfahren lässt, konnte sie indess nicht zugeben, dass über ihre Ansicht und ihren Willen irgend ein Zweifel übrig bleibe. Das Staatsministerium musste es daher für seine Pflicht halten, an Se. Maj. den König denjenigen Antrag zu richten, welcher die Ew. Hochwohlgeboren übersandte königl. Verordnung zur Folge gehabt hat. Die königl. Regierung darf hoffen, dass durch eine ruhige und besonnene Erwägung der im Vorstehenden darlegten Thatfachen ihr Verfahren und ihre Beweggründe gerechtfertigt erscheinen werden; und sie überlässt es mit Vertrauen dem reifen Urtheile eines jeden Preussen und eines jeden Deutschen, der die faktisch vorhandenen Verhältnisse zu würdigen und die Gefahren wie die Hoffnungen der Zukunft mit tiefer eingehendem Blicke aufzufassen vermag, ihr diejenige Gerechtigkeit widerfahren zu lassen, auf welche sie Anspruch zu haben glaubt.

Berlin, 14. Mai 1849.

CXXIV.

Note du plénipotentiaire du roi de Saxe près le pouvoir central relatif au rappel des députés saxons à l'assemblée nationale, en date du 19 mai 1849.

(Ibid. p. 530.)

Die nämlichen bereits der Oeffentlichkeit übergebenen Gründe und Erwägungen, welche der königlich preussischen Verordnung vom 14. d. M. unterliegen, wodurch das Mandat der auf Grund der Bundesbeschlüsse vom 30. Mai und 7. April v. J. im preuss. Staate gewählten Abgeordneten zur deutschen Nationalversammlung für erloschen erklärt worden ist, haben auch die königlich sächsische Regierung zu dem Beschlusse be-

wogen, die sächsischen Abgeordneten zur Nationalversammlung aus dieser abzuoberufen. Der mir ertheilten Anweisung entsprechend, habe ich den hier anwesenden Abgeordneten aus dem Königreiche Sachsen von dieser Entschliessung der königlichen Regierung heute, mittelst besonderer Zuschrift, Nachricht gegeben und an dieselben zugleich die Aufforderung gerichtet, die Nationalversammlung demgemäss zu verlassen. Ich unterlasse aber nicht, Ihnen, Herr Ministerialpräsident, hierüber gleichzeitig gegenwärtige ergebenste Mittheilung zu dem Zwecke zu machen, damit dieselbe durch Ihre geneigte Vermittelung, die ich mir zu dem Ende erbitte, auf offizielle Weise zur Kenntniss des Herrn Präsidenten der Nationalversammlung gelange. Frankfurt a. M. 19. Mai 1849.

Kohlschütter.

CXXV.

Déclaration de M. de Scherpenzeel, en résignant son mandat comme député du duché de Limbourg, inséré dans le protocole de la séance de l'Assemblée nationale du 13 mai 1849.

(Traduction.)

Considérant que, par suite du décret rendu le 12 juillet 1848 par l'Assemblée nationale, la confédération germanique, telle qu'elle avait été constituée par le congrès de Vienne en 1815, a cessé d'exister; considérant que le nouvel état que la dite assemblée nationale a été appelée à constituer n'a pas été fondé; considérant que jusqu'à présent les décrets de l'Assemblée nationale des 19 juillet et 25 novembre 1848 n'ont pas été mis à exécution; considérant que la double position où se trouve le duché de Limbourg, tant vis-à-vis de l'Allemagne que du royaume des pays-Bas, est une situation innaturelle où un peuple ne saurait exister; considérant que l'état politique de l'Allemagne rend tout-à-fait intolérable la situation actuelle du duché de Limbourg; considérant que l'Allemagne est menacée d'une part d'un retour à l'absolutisme et d'autre part de l'anarchie; considérant que les habitants du Limbourg ont eu une constitution libérale et qu'ils ne peuvent par conséquent s'exposer à perdre leurs libertés; considérant que la forme républicaine ne peut être goûtée des Limbourgeois; le soussigné,

seul député ici présent du duché de Limbourg, mais parlant et agissant au nom de son collègue, M. Schoenmaeckers, qui n'a en vue, comme lui, que le bien du pays qu'ils ont l'honneur de représenter, remplit le triste devoir de protester contre l'union ultérieure du duché de Limbourg avec l'Allemagne. Il résigne, ainsi que son collègue, son mandat de député, ce qu'il notifie par la présente déclaration.

Francfort, le 14 mai 1849.

Scherpenzeel.

† A la séance de l'Ass. nationale allemande du 14 mai 1849 cinq députés résignèrent. M. M. de Scherpenzeel et Schoenmaeckers font insérer leur protestation contre la réunion du Duché de Limbourg à l'Allemagne. (Voir ci-dessus Nr. CXXV). —

CXXVI.

Résolution du ministère des affaires étrangères de Hanovre portant rappel des députés hano-vriens à l'Assemblée nationale allemande, en date du 23 mai 1849.

(Quellensammlung etc. II. p. 581. — Traduction.)

La tournure qu'ont prise les délibérations de l'assemblée nationale allemande a prouvé au gouvernement du roi (ce que les événements qui se sont passés récemment dans son sein n'ont fait que confirmer) qu'il ne fallait plus espérer de fonder, conjointement avec celle-ci, l'œuvre de la constitution allemande dans l'esprit des résolutions de la diète du 30 mars et du 7 avril 1848, en vertu desquelles ont eu lieu les élections de l'assemblée nationale.

Ce qui a fait perdre cet espoir au gouvernement, qui éprouvait les plus vives sympathies pour la régénération de l'Allemagne, c'est qu'en refusant de s'entendre librement avec les gouvernements, l'assemblée nationale a abandonné définitivement la seule voie par laquelle on pouvoit, selon notre plus intime conviction, arriver le plus promptement et le plus sûrement au but auquel nous aspirons tous, l'unité et la force de l'Allemagne et le bonheur de ses peuples!

Le gouvernement du roi a constamment poursuivi ce but, tant qu'il y avait quelque perspective de succès,

c'est ce qu'il a eu occasion de prouver encore récemment dans la déclaration qu'il a faite le 4. de ce mois au délégué du pouvoir central provisoire, envoyé ici pour exiger la reconnaissance de la constitution de l'empire, votée unilatéralement par l'assemblée nationale.

Les députés autrichiens ayant reçu déjà antérieurement l'ordre de quitter l'assemblée nationale et la même injonction ayant été adressée aux députés prussiens et saxons par leurs gouvernements respectifs, il en résulte que l'assemblée nationale, par suite de cette mesure et par le départ d'un grand nombre de députés des autres parties de l'Allemagne qui ont résigné spontanément leur mandat, a subi dans sa composition des changements qui ne permettent plus au gouvernement du roi de la reconnaître comme l'organe légal des vœux de l'universalité du peuple allemand.

Les devoirs qui incombent au gouvernement du roi s'y opposent d'autant plus que l'attitude récente de l'assemblée nationale, en persistant dans la mise en pratique de la constitution votée par elle, a fait naître des tendances qui, en prenant pour prétexte le maintien et l'exécution de la dite constitution, menacent d'allumer la guerre civile et de renverser l'ordre légal dans toute la patrie et de provoquer aussi pour notre pays particulier des dangers que le gouvernement du roi est fermement décidé à détourner par tous les moyens dont il dispose.

En conséquence, et pour que les ressortissants du royaume ne conservent plus aucun doute sur la manière dont le gouvernement du roi apprécie les travaux actuels de ce qui reste de membres encore réunis de l'assemblée nationale, le gouvernement du roi a résolu de sommer les députés hanovriens de cette assemblée de ne plus prendre part aux délibérations de la dite assemblée, ni à Francfort ni à tout autre endroit où elle pourrait transférer le lieu de ses séances.

Le gouvernement du roi avisera, autant qu'il dépendra de lui, à ce que les promesses faites relativement à l'union et à la consolidation de l'Allemagne, ainsi qu'à la représentation du peuple allemand près le pouvoir central de l'Allemagne, promesses contenues dans les résolutions de la diète germanique mentionnées plus haut ou données spécialement par le roi à son peuple, soient réalisées le plus tôt possible et d'une manière qui assure au peuple allemand une action indépendante dans

l'établissement d'une nouvelle constitution pour toute l'Allemagne.

Le gouvernement du roi a ouvert à cet égard avec d'autres gouvernements allemands des négociations dont la marche fait espérer que les gouvernements seront bientôt à même de soumettre à la patrie, pour la tranquilliser, le résultat de leurs délibérations.

Nous vous chargeons, M. le plénipotentiaire, de porter la présente disposition à la connaissance de tous les députés hanovriens et de leur faire observer qu'à partir du jour où ces ouvertures leur auront été faites ils cesseront de toucher le traitement qui leur a été alloué jusqu'ici sur le trésor, et qu'il ne leur sera accordé qu'une indemnité pour frais de voyage, et cela seulement pour le cas où ils rentreront immédiatement dans le pays. Hanovre, le 23 mai 1849.

Le comte de *Bennigsen*,
ministre des affaires étrangères.

CXXVII.

Ordonnance du Grandduc de Bade en date du 12 juin 1849 portant rappel des députés Badois à l'assemblée nationale.

(Ibid. p. 534.)

Leopold, von Gottes Gnaden Grossherzog von Baden etc. etc.

Da der unlängst von Frankfurt nach Stuttgart übergesiedelte Theil der Nationalversammlung durch eben diese Uebersiedelung die Grundlage der Berufung und des rechtlichen Daseins der Nationalversammlung selbst aufgegeben hat, und jener Rest der Versammlung überdiess seitdem offen den Weg des Aufhüres eingeschlagen hat, so vermögen Wir in demselben die deutsche Nationalversammlung nicht mehr anzuerkennen, und indem Wir dieses hiedurch erklären, betrachten Wir zugleich die Vollmachten der dabei noch befindlichen badi-schen Abgeordneten als erloschen. — Beschlossen im grossherzoglichen Staatsministerium zu Mainz den 12ten Juni 1849.

Leopold.

Klüber. Stengel.

CXXVIII.

Extrait d'une dépêche du président du ministère prussien adressée au plénipotentiaire du pouvoir central, en date du 18 mai 1854.

(Ibid. p. 535.)

Das Verhältniss zu Dänemark kann nicht länger den Folgen der schwankenden und unsicheren Stellung preisgegeben werden, in welche die Centralgewalt sich hat hineindrängen lassen, und die königliche Regierung hat sich deshalb entschlossen, die Kriegführung und die Unterhandlung selbstständig in ihre Hand zu nehmen, wobei sie im Einverständnisse mit den Regierungen handeln wird, welche sich ihr anzuschliessen sich bereit erklärt haben. Ich ersuche Sie, in Gemeinschaft mit dem Oberstlieutenant Fischer, diess Sr. kaiserl. Hoheit dem Reichsverweser zu eröffnen, und ihm die Gründe darzulegen, welche die königliche Regierung bestimmen mussten, auch ohne förmliche Uebertragung von Seite der Centralgewalt zunächst in diesem Einen Punkte die Leitung zu übernehmen. Dass die wichtigen materiellen Interessen Preussens und des ganzen nördlichen Deutschlands bei einer schleunigen Beendigung dieser Angelegenheit theilhaftig sind, ist ebenso klar, als dass faktisch nur Preussen allein jetzt im Stande ist, dieselbe zu bewirken. Dass die Reichsgewalt faktisch in diesem Augenblicke kein Gewicht mehr in die Schaalē weder des Krieges noch des Friedens legen, und weder den Krieg noch die Verhandlungen mit Nachdruck führen kann, darüber wird sich das Ministerium wohl selbst nicht mehr täuschen. Aber auch formell ist die Centralgewalt in diesem Augenblicke nicht mehr im Stande die Angelegenheit weiter zu führen. Das Gesetz vom 28. Juni vorigen Jahres, welches ihre rechtliche Stellung definiert, verordnet Art. 4: „Ueber Krieg und Frieden und über Verträge mit auswärtigen Mächten beschliesst die Centralgewalt im Einverständnisse mit der Reichsversammlung.“ Nachdem die königliche Regierung sich durch die letzten Schritte der Reichsversammlung genöthigt gesehen, gegen jede Bedeutung ihrer weiteren Beschlüsse Protest einzulegen und die preussischen Deputirten abzuberufen, hat die Reichsversammlung uns gegenüber keine rechtliche Existenz mehr und ein Ein-

verständnis der in Frankfurt etwa noch forttagenden Vertreter der übrigen deutschen Länder mit der Centralgewalt würde für uns ohne alle Bedeutung sein. Von unserem Standpunkte aus müssen wir also erklären, dass der Centralgewalt für jene Fragen die Bedingung ihrer Action fehlt, und wir also weiteren Anordnungen derselben in Bezug auf Krieg und Frieden oder die Verhandlungen mit Dänemark keine Folge leisten, auch unsere Truppen in den Herzogthümern nicht länger unter den Befehlen der Centralgewalt lassen und der Gefahr aussetzen können, Anordnungen gehorchen zu müssen, welche aus dem Einverständnisse mit einer auf keinem gesetzlichen Boden stehenden Versammlung hervorgegangen wären. Diess ist umsomehr der Fall, da das Ministerium der provisorischen Centralgewalt nach eben jenem Gesetze der Reichsversammlung verantwortlich sein soll; es ist klar, dass wir den Regierungshandlungen eines Ministeriums, welches der von uns nicht mehr anerkannten Versammlung verantwortlich zu sein durch sein Verbleiben im Amte fortfährt, keine Gültigkeit mehr beilegen können. Es ist dabei aber unabweislich, dass die ganze Angelegenheit von Einer Hand geleitet werde, und die königl. Regierung hat sich daher entschlossen, unter ausdrücklich erklärter Zustimmung der zunächst beteiligten Regierungen von Hannover und Sachsen und in Erwartung des Anschlusses der norddeutschen Uferstaaten, diese Leitung für sich und die ihr verbündeten Regierungen zu übernehmen, indem sie Bayern, sowie den übrigen Staaten, welche sich noch nicht erklärt haben, den Beitritt offen erhält. Wir werden demnach den königl. Gesandten in London anweisen, dass er seine weiteren Verhaltensbefehle nur noch von der königl. Regierung zu empfangen und in ihrem und der ihr verbündeten Regierungen Namen zu unterhandeln habe. Gleichzeitig werden auch dem General v. Prittwitz entsprechende Weisungen zugehen. Ich darf hoffen, dass es Ew. Hochwohlgeboren gelingen werde, Se. kaiserl. Hoheit den Erzherzog-Reichsverweser von der Nothwendigkeit zu überzeugen, worin die königl. Regierung sich befindet, diesen Schritt zu thun, durch welchen allein noch eine befriedigende Lösung dieser verwickelten Frage möglich gemacht werden kann.

Berlin, 18. Mai 1849.

Graf von *Brandenburg*.

CXXIX.

Note du ministre de l'Intérieur de l'Empire, adressée au plénipotentiaire de Prusse, portant déclaration de l'archiduc vicaire en réponse à la dépêche prussienne du 18 mai, en date du 24 du même mois.

(Ibid. p. 538.)

Auf die dem Reichsverweser heute mitgetheilten telegraphischen Depeschen vom 18. u. 23. d. M. habe ich von Sr. kaiserlichen Hoheit den ausdrücklichen Befehl erhalten, zu erwidern: dass Seine kaiserliche Hoheit der Reichsverweser, wie bekannt, längst entschlossen ist, das ihm anvertraute Amt niederzulegen, dass er aber bei der Bestimmung des Zeitpunktes, wann dies geschehen werde, lediglich das Interesse Deutschlands consultire, und keiner Macht der Erde das Recht zustehe, ihn von dem ihm anvertrauten Posten zu verdrängen.

Frankfurt a. M., den 24. Mai 1849.

Der Reichsminister des Inneren.

(Gez.) Grävell.

† Dans sa séance du 19 mai l'Assemblée nationale arrête, sur la proposition de la minorité de la commission des 30, avec 126 contre 116: d'élire immédiatement, si faire se peut parmi les princes regnants, un lieutenant de l'Empire, qui, jusqu'à l'époque fixée par les §§. 5 et 6 du décret du 4 mai, aura à exercer les droits et attributions du chef de l'empire conformément au chap. III. de la constitution, qu'il prêterait le serment de maintenir d'après la formule prescrite par le §. 190, serment qu'à son tour il ferait prêter aux fonctionnaires de l'Empire et des états particuliers; il devrait aussi prendre les mesures nécessaires pour les élections et pour la convocation de la première diète; si la nomination du monarque du plus grand ou d'un des plus grands états de l'Allemagne au poste de chef de l'empire rencontre des obstacles, le lieutenant de l'empire continuerait de remplir ces fonctions même après la convocation de la diète; celle-ci rendrait les dispositions nécessaires pour la mise en pratique du paragraphe 69 de la constitution. Avec la mise à exécution de ce décret cesseraient les fonctions du pouvoir central et ses attributions passeraient au lieutenant de l'empire dans la mesure fixée au chapitre de la constitution intitulé: *Du pouvoir de l'empire*.

† Dans la séance de l'Assemblée nationale du 24 mai, 155 membres présents, l'assemblée arrête que les députés saxons n'aient pas à suivre l'ordre de leur gouvernement. Elle arrête aussi d'adresser une proclamation au peuple allemand. Elle arrête en-

spricht aber dabei gern das Vertrauen aus, dass Se. kaiserl. Hoheit in Ihrer Weisheit den rechten Augenblick finden werden.

Inzwischen erachtet sie es für ihre Pflicht, auch der Centralgewalt von der Eröffnung Kenntniss zu geben, welche sie heute im Vereine mit den k. Regierungen von Sachsen und Hannover den übrigen deutschen Regierungen zugehen lässt, und welche ich Ew. Hochwohlgeboren zu dem Zwecke in der Anlage übersende. Dieselbe ist aus den Berathungen hervorgegangen, welche in Folge der von uns unter dem 28. v. M. an die deutschen Regierungen ergangenen Einladung hier in Berlin stattgefunden haben. Die Dringlichkeit der gegenwärtigen Umstände hat die k. Regierung sowie die Regierungen von Sachsen und Hannover vermocht, von dem im Art. 11 der Bundesakte den Bundesgliedern vorbehaltenen „Rechte der Bündnisse aller Art“ Gebrauch zu machen, und mit einander zu dem bestimmten Zweck des Schutzes der inneren und äusseren Sicherheit ein Bündniss einzugehen, zu dem sie den Beitritt allen übrigen deutschen Staaten offen erhalten. Sie sind zugleich dahin übereingekommen, den deutschen Regierungen gemeinsam einen Entwurf zu der Verfassung des deutschen Bundesstaates zur Prüfung vorzulegen, wie sie denselben unter vollster Berücksichtigung der von der Nationalversammlung berathenen Verfassung, den Bedürfnissen der deutschen Nation für angemessen erachten. Dieses Bündniss der vereinigten k. Regierungen bewegt sich ganz innerhalb des deutschen Bundes, den es als rechtlich bestehend anerkennt und voraussetzt; es lässt die Rechte und Pflichten der Bundesglieder vollkommen intakt, und berührt die allgemeinen Verhältnisse des Bundes in keiner Weise. Die in demselben an Preussen übertragene Leitung der gemeinsamen Massregeln der verbündeten Regierungen beruht auf der freien Uebertragung von Seite der letztern, und beschränkt sich auf die bestimmten Zwecke des Bündnisses; sie greift daher auch keineswegs in die Befugnisse der Centralgewalt, als des bisherigen leitenden Organes des deutschen Bundes, ein, deren Rechte vielmehr vollständig gewahrt erscheinen, und welche zu ersetzen Preussen keinerlei Anspruch macht. Es ist daher auch in keiner Weise irgend eine rechtliche Collision zwischen beiden zu befürchten, und die k. Regierung überlässt sich mit Ver-

Angelegenheiten in die Hand nehmen müsse. Se. Maj. der König haben darauf, in voller Uebereinstimmung mit ihren früheren bekannten Erklärungen, wiederholt, dass Sie dazu bereit sein würden, soweit die Regierungen dazu ihre Zustimmung geben möchten; und Sr. kaiserl. Hoheit anheim gestellt, durch ein schriftliches Ansuchen an Se. Majestät die Veranlassung zu einer drossfälligen Erklärung zu geben. Die k. Regierung hat aber ebenso ausdrücklich ausgesprochen, dass sie der von Sr. kaiserl. Hoheit selbst ebenfalls angedeuteten Niederlegung seiner Gewalt in die Hände der Bevollmächtigten, als der augenblicklich allein vorhandenen Vertreter der Regierungen, nicht entgegen sei. In Betreff des Zeitpunktes, wann dieses zu geschehen habe, ist sie weit davon entfernt gewesen, irgend eine Forderung an Se. kaiserl. Hoheit zu richten; sie hat aber, nachdem sie von dem Reichsverweser consultirt worden, ihre Ansicht dahin ausgesprochen, dass sie allerdings den jetzigen Zeitpunkt für den richtigen halte. Sie hat sich dabei von der Erwägung des Gesetzes vom 28. Juni v. J. leiten lassen, durch welches die Stellung der Centralgewalt bedingt ist. Durch den Art. 4 dieses Gesetzes wird dieselbe für die wichtigsten Fragen der Politik an das Einverständnis der Nationalversammlung gebunden; durch den Art. 6 wird das Reichsministerium der Nationalversammlung verantwortlich gemacht. Nachdem die letztere in Folge ihrer eigenen Beschlüsse, sowie der Abberufung der österreichischen, preussischen und sächsischen Deputirten und des wirklich erfolgten Austrittes der grösseren Zahl ihrer Mitglieder nicht mehr als die gesetzliche Gesamtvertretung der deutschen Nation angesehen werden könnte, musste die Stellung der Centralgewalt und des Reichsministeriums als eine nicht mehr haltbare und der sicheren Basis entbehrende erscheinen. Dazu kam die Erwägung, dass in eben diesem Augenblicke der Kampf gegen die Anarchie in einem nicht unbedeutenden Theile Deutschlands eine Gestalt angenommen hatte, in welcher derselbe nicht mehr durch die der Centralgewalt zu Gebot stehenden Mittel durchgeführt werden konnte. Im Interesse Deutschlands, wie im Interesse des Reichsverwesers selbst, hat daher die k. Regierung ihren von dem letzteren selbst in Anspruch genommenen Rath nicht zurückhalten zu dürfen geglaubt. Sie kann nicht umhin, diese Ansicht auch jetzt noch festzuhalten; sie

spricht aber dabei gern das Vertrauen aus, dass Se. kaiserl. Hoheit in Ihrer Weisheit den rechten Augenblick finden werden.

Inzwischen erachtet sie es für ihre Pflicht, auch der Centralgewalt von der Eröffnung Kenntniss zu geben, welche sie heute im Vereine mit den k. Regierungen von Sachsen und Hannover den übrigen deutschen Regierungen zugehen lässt, und welche ich Ew. Hochwohlgeboren zu dem Zwecke in der Anlage übersende. Dieselbe ist aus den Berathungen hervorgegangen, welche in Folge der von uns unter dem 28. v. M. an die deutschen Regierungen ergangenen Einladung hier in Berlin stattgefunden haben. Die Dringlichkeit der gegenwärtigen Umstände hat die k. Regierung sowie die Regierungen von Sachsen und Hannover vermocht, von dem im Art. 11 der Bundesakte den Bundesgliedern vorbehaltenen „Rechte der Bündnisse aller Art“ Gebrauch zu machen, und mit einander zu dem bestimmten Zweck des Schutzes der inneren und äusseren Sicherheit ein Bündniss einzugehen, zu dem sie den Beitritt allen übrigen deutschen Staaten offen erhalten. Sie sind zugleich dahin übereingekommen, den deutschen Regierungen gemeinsam einen Entwurf zu der Verfassung des deutschen Bundesstaates zur Prüfung vorzulegen, wie sie denselben unter vollster Berücksichtigung der von der Nationalversammlung berathenen Verfassung, den Bedürfnissen der deutschen Nation für angemessen erachten. Dieses Bündniss der vereinigten k. Regierungen bewegt sich ganz innerhalb des deutschen Bundes, den es als rechtlich bestehend anerkennt und voraussetzt; es lässt die Rechte und Pflichten der Bundesglieder vollkommen intakt, und berührt die allgemeinen Verhältnisse des Bundes in keiner Weise. Die in demselben an Preussen übertragene Leitung der gemeinsamen Massregeln der verbündeten Regierungen beruht auf der freien Uebertragung von Seite der letztern, und beschränkt sich auf die bestimmten Zwecke des Bündnisses; sie greift daher auch keineswegs in die Befugnisse der Centralgewalt, als des bisherigen leitenden Organes des deutschen Bundes, ein, deren Rechte vielmehr vollständig gewahrt erscheinen, und welche zu ersetzen Preussen keinerlei Anspruch macht. Es ist daher auch in keiner Weise irgend eine rechtliche Collision zwischen beiden zu befürchten, und die k. Regierung überlässt sich mit Ver-

trauen der Ueberzeugung, dass die Centralgewalt dieses einfache Sachverhältnisse nicht verkennen werde. Sie glaubt aber selbst sich nicht verhehlen zu sollen, dass durch diese Vereinigung der Regierungen es Sr. kaiserl. Hoheit dem Erzherzog-Reichsverweser erleichtert werden dürfte, den von Ihm so oft ausgesprochenen Wunsch der Niederlegung Seines Amtes zu verwirklichen, indem durch dieselbe die Mittel zum Schutze der öffentlichen Sicherheit in den Staaten, welche diesem Bündnisse beitreten möchten, in hinreichender und umfassender Weise geboten werden, und dadurch die Bedenken beseitigt werden dürften, welche Se. kaiserl. Hoheit noch auf ihrem dornenvollen Posten zurückhalten. So wenig rechtlich irgend eine Collision zu befürchten sein kann, so fallen doch die Zwecke, welche Se. kaiserl. Hoheit in der treuen deutschen Gesinnung, die wir in vollem Maasse anerkennen, Sich vorgesetzt haben, und diejenigen, welche durch dieses Bündniss erreicht werden sollen, so nahe zusammen, dass Se. kaiserl. Hoheit Sich bewogen finden dürften, im Vertrauen auf die vereinigten Regierungen Sich der weiteren persönlichen Verpflichtung entbunden zu erachten, und den Regierungen die Durchführung der etwa noch nöthig werdenden Maassregeln zu überlassen. Ew. Hochwohlgeboren wollen diese Eröffnung der k. Regierung, durch abschriftliche Mittheilung dieses Erlasses, zur Kenntniss Sr. kaiserl. Hoheit des Erzherzogs-Reichsverwesers bringen.

Berlin, den 28. Mai 1849.

(Gez.) Graf v. Brandenburg.

† A la séance du 29 mai annonce de la démission de 5 membres et présentation de la part du plénipotentiaire de Hanovre de l'ordre de rappel des députés hanovriens. M. Freudentheil et 6 autres députés du Hanovre protestent contre la force obligatoire de cet acte.

† A la séance du 30 mai résignation de 3 membres et reception d'un membre remplaçant. Trois autres députés hanovriens protestent contre leur rappel. L'assemblée, sur le rapport de la commission des 30, présenté par M. Vogt, arrêta ce qui suit (par 71 contre 64 voix):

„1^o La prochaine séance de l'assemblée nationale aura lieu a Stuttgart dans le courant de la semaine prochaine sur l'invitation du bureau; 2^o Le bureau sommera de suite les membres absents, ainsi que les remplaçants de se trouver à Stuttgart pour le 4 juin; 3^o Le pouvoir central sera, en vertu de l'art. 10 de la loi du 28 juin 1848, invité à se rendre de suite à Stuttgart;

530 *Actes relatifs aux relations politiques etc.*

40 les plénipotentiaires des états qui ont reconnu la constitution seront également invités, en vertu de la résolution du 26 mai, à se rendre à Stuttgart. MM. Reh, président, Jucho et Makowitsa, secrétaires, ont alors donné leur démission.

CXXXI.

Note du président du ministère de l'Empire, adressée au plénipotentiaire de Prusse en date du 1 juin 1849, relative à la retraite du vicaire de l'Empire.

(Ib. p. 544).

Der Unterzeichnete ist von Sr. kaiserl. Hoheit dem Erzherzog-Reichsverweser beauftragt, der königl. preussischen Regierung durch die Vermittelung des interimistischen königl. Bevollmächtigten, Hrn. Geh. Legationsrath v. Kamptz, von den Ansichten und Erwägungen Kenntniss zu geben, zu welchen Se. kais. Hoheit in dem mit geehrtem Schreiben vom 1. l. M. mitgetheilten Erlasse des königlichen Ministerpräsidenten Hrn. Grafen v. Brandenburg vom 28. v. M. Anlass gefunden haben. Gern ist der Erzherzog-Reichsverweser bereit, die Aeusserungen des Schreibens vom 24. v. M., zu welchem nur dann ein Grund vorlag, wenn die königl. Regierung ihn in irgend einer Weise von seinem Posten zu verdrängen gedachte, einem blossen Missverständnisse zuzuschreiben. Beruhigt durch die Versicherung, dass ein solcher Gedanke der königl. Regierung fern gelegen habe, verzichten Se. kais. Hoheit auf eine nähere Berufung an den thatsächlichen Hergang der Verhandlungen, welche jene Aeusserung herbeigeführt haben, da eine derartige Erörterung einen Vortheil für das öffentliche Interesse nicht erwarten lässt. Für die richtige Auffassung dieser Verhandlungen genügt es, keinen Zweifel darüber entstehen zu lassen, dass der Reichsverweser, so dringend er auch Se. Maj. den König von Preussen gleich anderen Bundesfürsten auf die Nothwendigkeit aufmerksam machte, zeitige Vorsorge für den Fall seines bevorstehenden Rücktrittes zu treffen, sich doch niemals mit seiner Stellung und Ueberzeugung in Widerspruch gesetzt hat, mit welcher ein Ansuchen an Se. Maj. um Uebernahme der Centralgewalt so wenig vereinbar sein könnte, als überhaupt eine nicht von den Regierungen ausgehende Uebertragung dieser Gewalt an Preussen.

In jeder Hinsicht müssen aber Se. kaiserliche Hoheit Werth darauf legen, die Statthaftigkeit der Folgerungen auszusprechen, welche die königl. Regierung hinsichtlich der rechtlichen Stellung der Centralgewalt seit Auflösung der Nationalversammlung aus den Art. 4 und 6 des Gesetzes vom 28. Juni 1848 in der Note vom 28. v. M., sowie schon bei anderem Anlasse abgeleitet hat. Als Bewahrer der einzigen für ganz Deutschland gemeinsamen Autorität hofft der Reichsverweser seiner schweren Pflicht in erhöhtem Maasse genügt zu haben, als Brauch nach der beklagenswerthen Erschütterung, welche diese Autorität durch die Selbstauflösung der Nationalversammlung in ihrer rechtlichen Grundlage erleiden musste, den Rechtszusammenhang sowohl des grundgesetzlichen Bundesverhältnisses als der an die Stelle der Organe des Bundes getretenen gemeinsamen Executivgewalt, so viel an Ihm war, aufrecht zu halten sich entschloss. Neben diesem höchsten Interesse konnte die weit entlegene Schwierigkeit der Frage, wie es bei Unterbrechung der Gesamtvertretung der Nation mit der Verantwortlichkeit der Reichsminister und mit der Bestätigung etwa vorkommender völkerrechtlicher Verträge zu halten sei, zunächst nicht in Betracht kommen; und ohne Zweifel wird die preussische Regierung bereitwillig zugeben, dass ein vorläufig nur zwischen drei Bundesregierungen abgeschlossenes Bündniss ebensowenig für die von der Nationalversammlung errichtete Gesamt-Executive wie für das Organ des Bundesverhältnisses sofort einen Ersatz gewährte. Deutschland ist augenblicklich in mehrere Gruppen von Staaten getheilt, welche die Mittel und Wege zu neuem Aneinanderschliessen suchen, und bis diese Bestrebung gelungen sein wird, muss der Reichsverweser die Erhaltung des allein noch bestehenden gesetzlichen Einigungspunktes als den wichtigsten Gegenstand seiner Sorge betrachten. Die deutschen Regierungen haben ihn seither, ungeachtet der Verschiedenheit ihres Verhältnisses zur Verfassungsfrage, übereinstimmend in dieser Ueberzeugung bestärkt. Ausser Preussen haben noch andere Staaten die Nationalversammlung für nicht mehr rechtlich bestehend erklärt, sie haben aber an diese Nichtanerkennung nicht die Folge geknüpft, dass dadurch auch der rechtliche Bestand der Centralgewalt aufgehoben, und derselben die ihr gebührende Unterstützung nicht länger zu gewähren sei. Alle diese Regierungen,

auch Preussen selbst, haben ihre nur auf dem Grunde des Gesetzes vom 28. v. J. ruhende Vertretung durch Bevollmächtigte bei der Centralgewalt fortdauern lassen. Da endlich Preussen noch gegenwärtig ausdrücklich ausspricht, dass das von ihm geleitete Bündniss in die Befugnisse der Centralgewalt, als des bisherigen leitenden Organs des Bundes, nicht eingreifen, vielmehr deren Rechte vollständig wahren werde — der Centralgewalt aber für die Ausübung jener Befugnisse kein anderer Organismus als das Reichsministerium zu Gebote steht, so scheint dem Unterzeichneten auch aus diesem Grunde der von der Verantwortlichkeit der Reichsminister hergekommene Einwand mehr zu beweisen als in der Absicht der königlichen Regierung liegen kann.

Wenn die Note des Hrn. Grafen v. Brandenburg ferner darauf hinweist, dass die Centralgewalt faktisch nicht mehr über die Mittel zu verfügen habe, welche die Erfüllung ihres Berufs in den gegenwärtigen Kämpfen erfordert, so erachtet Se. kais. Hoh. die freimüthige Entgegnung für gestattet, dass die königl. Regierung sich hier gegenüber der Centralgewalt, deren Anspruch auf die Unterstützung der Regierungen selbst nach der jetzigen Ansicht Preussens über ihre Stellung unverloren ist, eines Argumentes bedient, welches sie sich selber geschaffen hat, und in jedem Augenblick mit der in voller Rüstung stehenden Macht Preussens zu entkräften im Stande ist.

Nur von dieser Auffassung der Verhältnisse und von der gleichen Rücksicht auf die Interessen aller Theile Deutschlands ausgehend, konnte der Reichsverweser sich die Frage stellen: ob das zwischen Preussen, Sachsen und Hannover abgeschlossene Bündniss die Niederlegung seines Amtes zu erleichtern, die entgegenstehenden Bedenken zu beseitigen geeignet sei. Es liegt unstreitig in dem Rechte Sr. kais. Hoheit, die doppelte Prüfung anzustellen, ob nach der Natur föderativer Staatseinrichtungen und nach den ausdrücklichen Bestimmungen des Art. XI der Bundesakte ein engeres Bündniss, dessen Zwecke in denjenigen der Gesammtheit enthalten sind, für berechtigt zu gelten Anspruch habe, und ob nicht die Zwecke jenes Bündnisses sicherer und allgemeiner durch entschiedenes Zusammenwirken Preussens mit der Centralgewalt hätten erreicht werden können. In der Reinheit seiner patriotischen Gesinnung und in der art-

erkennendsten Würdigung der Beweggründe Preussens findet sich jedoch der Erzherzog-Reichsverweser zu der Erklärung bestimmt, dass Er seinerseits weder die Berechtigung zu dem fraglichen Bündnisse zu bestreiten, noch der weitem Ausdehnung desselben irgend ein Hinderniss in den Weg zu legen, vielmehr diese Frage der Verhandlung zwischen Preussen, Namens der verbündeten Regierungen, und den übrigen deutschen Bundesstaaten, unbeirrt zu überlassen gesonnen ist. Welches auch der endliche Ausgang sein möge, Se. kais. Hoh. werden jederzeit auf das freudigste den Augenblick begrüßen, wo die Niederlegung des von Ihnen ausgeübten Amtes nicht wie noch gegenwärtig als ein Zeichen und vielleicht eine neue Ursache tiefergehender Spaltungen; sondern als die Bekräftigung einer neugegründeten Einigung erscheinen wird. Der Unterzeichnete bittet den k. Hrn. Bevollmächtigten gegenwärtige Mittheilung an seine hohe Regierung zu befördern, und er hat die Ehre mit diesem Ersuchen die Versicherung vorzüglicher Hochachtung zu verbinden.

Der Präsident des Reichsministerraths.

(Gez.) *Wittgenstein.*

CXXXII.

Note du ministère de l'Empire, adressée au ministère de Wurtemberg, concernant l'élection d'une soi-disant régence de l'Empire, en date du 9 juin 1849.

(Ibid. p. 548.)

Gelegentlich einer von den Bevollmächtigten mehrerer Regierungen an das Reichsministerium gerichteten Anfrage hatte der unterzeichnete Präsident des Reichsministeriums die Ehre zu erklären, dass das Reichsministerium die Befugnis der Nationalversammlung zur Verlegung nach Stuttgart nicht anerkennen könne, da in den Bundesbeschlüssen vom 30. März und 7. April v. J. Frankfurt ausdrücklich als Sitz der Nationalversammlung bezeichnet ist, und ebendeshalb, weil aus diesen Beschlüssen die legalen Befugnisse derselben entspringen, diese nicht über ihre Quelle hinausgehen und dahin führen können, letztere selbst zu alteriren.

Inzwischen ist die Sache in ein neues Stadium getreten. Ein Theil der Nationalversammlung hat nicht

nur jede Verlegung ausgeführt, sondern auch unterm 6. d. M. in Stuttgart eine Regentschaft eingesetzt, welche die Reichsverfassung mit Waffengewalt durchführen, die Beschlüsse vollziehen und im übrigen die durch das Gesetz vom 18. Juni v. J. der provisorischen Centralgewalt übertragenen Befugnisse ausüben soll. Wie man auch über die Befugnisse der ehemaligen Nationalversammlung urtheilen mag, darüber kann nicht der mindeste Zweifel obwalten dass jener nach Stuttgart übergesiedelte Theil hiermit den gesetzlichen Boden völlig verlassen, und den der offenen Anarchie betreten, und die Regierung Sr. kaiserlichen Hoheit des Reichsverwesers erfüllt, wenn auch mit dem tiefsten Schmerze, nur eine ihr obliegende Pflicht, dieses Verhalten jenes Theiles der ehemaligen Nationalversammlung geradezu für ungesetzlich und aufrehrerisch gegen die verfassungsmässige Centralgewalt zu erklären. Die Centralgewalt selbst, berufen, die vollziehende Gewalt in allen die allgemeine Sicherheit und Wohlfahrt Deutschlands betreffenden Angelegenheiten zu üben, kann nicht zugeben, dass neben ihr ein Organ entstehe, das mit frevelhafter Hand in ihre Befugnisse eingreift. Ihre Pflicht gebietet ihr, jedem derartigen verbrecherischen Bestreben, mag es ausgehen von wem es wolle, auf das Entschiedenste mit allen ihr zu Gebot stehenden Mitteln entgegen zu treten, sie ist hierbei der Mitwirkung aller deutschen Regierungen im Voraus versichert, und zählt insbesondere auf die königlich württembergische Regierung, innerhalb deren Gebiet jene aufrehrerischen Bestrebungen durch Einsetzung jener s. g. Regentschaft zunächst ans Licht getreten. Die königlich württembergische Regierung wird, dies zweifelt der Unterzeichnete nicht, schon vor Empfang dieses die geeigneten Massregeln getroffen haben, um jedes Auftreten jener s. g. Regentschaft im Voraus zu vereiteln. Auf alle Fälle aber richtet er Namens der provisorischen Centralgewalt das dessfallsige ausdrückliche Ansinnen an dieselbe, und verbindet damit die ausdrückliche Erklärung, dass die Centralgewalt, falls die dortigen Mittel zur Ausführung des Ansinnens nicht hinreichen sollten, sofort das Erforderliche anordnen wird. Einer möglichst beschleunigten Rückäusserung glaubt der Unterzeichnete bei der Dringlichkeit der Lage entgegen sehen zu dürfen.

Frankfurt am Main, den 9. Juni 1849.

(Gez.) *Wittgenstein.*

CXXXIII.

Extrait de la Lettre du ministère de l'Intérieur de Wurtemberg, adressée au président de l'Assemblée nationale relative à la transfexion de son siège, en date du 17 juin 1849.

(Ibid. p. 550.)

Geehrter Hr. Präsident! ich erfülle im Auftrage des hiesigen Gesamtministeriums eine peinliche Pflicht, indem ich Ihnen anzeige, dass die württembergische Regierung sich in der Lage befindet, das Tagen der hieher übergesiedelten Nationalversammlung und das Schalten der von ihr am 6. d. M. gewählten Reichsregentschaft in Stuttgart und Württemberg nicht mehr länger dulden zu können. Sie wissen selbst, dass die Nationalversammlung am 30. v. M. den Beschluss fasste, ihre Berathungen hier fortzusetzen, ohne dass die diesseitige Regierung vorher gefragt wurde, ob ihr eine solche Uebersiedelung erwünscht sei. Es kann Ihnen ferner nicht unbekannt sein, dass das an die Regierung gerichtete Notifikationschreiben über jenen Beschluss nicht vor dem 3. Juni in unsere Hände gelangte, und dass gleichzeitig mit demselben die Mitglieder der Nationalversammlung hier eintrafen, so dass es unmöglich war, der beschlossenen Uebersiedelung — wenn auch zunächst nur beratend — entgegenzutreten. Nachdem die Versammlung beisammen war und die Vollzähligkeit von hundert erreicht hatte, wollten wir ihr zunächst kein Hindernis in den Weg legen. Wir glaubten annehmen zu dürfen, sie werde, ihrer Schwäche und den Verhältnissen Rechnung tragend, eine vermittelnde, zuwartende Stellung einnehmen, sie werde sich als den Stamm der so sehr herabgeschraubten Nationalversammlung betrachten, und neben der Permanenz bis zu den neuen Wahlen ihr Hauptaugenmerk darauf richten, die getrennten Theile wieder an sich zu ziehen und so allmählig wieder zu einer nachhaltigen Beschlussfähigkeit zu erstarken. Wie sehr befanden wir uns im Irrthum! Die Beschlüsse vom 6/ und 16. Juni gehören zu den extremsten, die man fassen kann, und das Auftreten Ihrer Regentschaft ist so gestaltet, dass man vermuthen sollte, es stehen ihr 200,000 Bajonette zu Gebot, um Ihren Beschlüssen Geltung zu verschaffen. Ebendesshalb fanden wir uns vor einigen

Tagen veranlasst, Ihrer Exekutivgewalt zu erklären, dass wir nicht in der Lage seien, einen Ihrer Beschlüsse und Befehle zu befolgen, und dass wir sie zur alsbaldigen Entfernung aus Württemberg dringend auffordern. Die Aufforderung hat die gewünschte Wirkung nicht gehabt. Die Regentschaft hat uns erwidert, sie beharre auf ihren Verfügungen und habe am Sitze der Nationalversammlung zu verbleiben.

Herr Präsident! Ich will mit Ihnen nicht streiten. Doppelt aber ist Württemberg bei der obschwebenden Frage betheiligt, weil, mag man auch dagegen sagen was man will, die Nationalversammlung bei Durchführung ihrer Pläne zunächst nur auf Württemberg angewiesen ist. Mögen Sie in den übrigen Staaten Deutschlands Streiter und Geldbeiträge noch so entschieden einfordern, Sie werden nichts erhalten. Mit Ausnahme von Württemberg haben so ziemlich alle Staaten Deutschlands faktisch aufgehört die Reichsverfassung anerkennen; die ganze Last der Durchführung der Reichsverfassung fällt somit zunächst auf Württemberg, und dieses hätte, nach dem Plane der Reichsregentschaft, vor allem Baden und der Pfalz bewaffnet zu Hülfe zu kommen. Alle diese Rücksichten, deren Gewicht man nicht verkennen kann, wenn man statt der Leidenschaft die Vernunft und statt des Hasses die Kenntniss der menschlichen Natur zu Rathe zieht, müssen uns bestimmen, den Beschlüssen der Nationalversammlung und den Anordnungen der Regentschaft die Anerkennung zu versagen. Dann aber ist ein längeres Tagen in Württemberg nur dazu geeignet, die ohnehin vorhandene Aufregung in unserm Lande zu vermehren, eine Aufregung, welche durch die demokratischen Vereine und den hiesigen Landesausschuss auf das emsigste gepflegt wird. Ob und wie weit einzelne einflussreiche Mitglieder der Nationalversammlung und Regentschaft bei jenen aufregenden Bestrebungen betheiligt seien, will ich dahin gestellt sein lassen; verhehlen aber kann ich Ihnen nicht, dass in dieser Beziehung sehr bestimmte Anzeigen vorliegen. Indem ich Sie nun, allem Vorstehenden zufolge, geziemend ersuche, ohne Verzug dahin zu wirken, dass Nationalversammlung und Regentschaft ihren Sitz ausserhalb Württembergs verlegen und schon jetzt die Vornahme jedes weitem offiziellen Aktes unterlassen, habe ich noch die Bemerkung beizufügen, dass die Missachtung dieses ergebenen Ansinnens uns nö-

thigen würde, demselben durch Anwendung der geeigneten Mittel Geltung zu verschaffen, und dass etwaige Versuche, sich bewaffneter Zuzüge zu versichern, nur dazu dienen würden, einen blätigen, aber der uns feindlichen Partei verderblichen Konflikt herbeizuführen. Hochachtungsvoll etc. Stuttgart, 17. Juni 1849.

Römer.

19.

Mémoire du gouvernement des Pays-Bas sur les rapports internationaux, légaux, politiques, financiers etc. du duché de Limbourg. (Présenté à l'assemblée nationale allemande.)

(Quellensammlung etc. II. p. 15.).

I. *Völkerrechtliches Verhältniss.* Wie man auch über die Frage der fortdauernden Rechtsgültigkeit der Europäischen Staatsverträge von 1814 und 1815 denken möge, so ist doch von keiner Seite in Zweifel gezogen worden, dass diejenigen Tractate, welche in den Jahren 1831 und 1839 über die Scheidung Belgiens von Holland zwischen den grossen Mächten, so wie zwischen ihnen und den Königreichen der Niederlande und Belgien, geschlossen worden, noch in diesem Augenblicke in voller Rechtskraft bestehen.

Es fragt sich daher zunächst: ob durch diese Verträge ein früher nicht bestandenes Herzogthum Limburg völkerrechtlich als unabhängiger Staat geschaffen worden ist? Diese Frage muss unbedingt verneint werden.

Ein Blick auf die Bestimmungen, welche der unterm 19. April 1839 abgeschlossene Vertrag (dessen Ratificationen unterm 8. Juni ausgewechselt worden) über die Provinz Limburg enthält, wird dieses zur Genüge darthun. Dieser Vertrag bezeichnet im Artikel I. die niederländischen Provinzen, welche das belgische Grundgebiet ausmachen sollen, folgendermaassen:

Südbrabant, Lüttich, Namur, Henuegau, Westflandern, Ostflandern, Antwerpen und Limburg, so wie dieselben zu dem im Jahre 1815 errichteten Königreiche der Niederlande gehört haben, mit Ausnahme der im Artikel IV. bezeichneten Districte der Provinz Limburg. Das belgische Grundgebiet wird ausserdem den im Artikel II. angezeigten Theil des Grossherzogthums Luxemburg begreifen.

Nachdem hierauf im Artikel II. die belgischen Grenzen „in dem Grossherzogthum Luxemburg“ gezogen worden, bestimmt der Artikel III:

Dass für die in dem vorbergehenden Artikel abgetretenen Gebietstheile dem Könige der Niederlande, Grossherzoge von Luxemburg, eine Territorialentschädigung in der Provinz Limburg angewiesen werden solle.

Diese Entschädigungen werden in dem Artikel IV. folgendermassen bezeichnet:

1) Auf dem rechten Maasufer: Zu den alten holländischen Enclaven auf diesem Ufer in der Provinz Limburg sollen diejenigen Districte dieser Provinz auf demselben Ufer gefügt werden, welche den Generalstaaten im Jahr 1790 nicht gehörten, so dass der auf dem rechten Maasufer liegende Theil der jetzigen Provinz Limburg (und zwar zwischen diesem Strome westlich und dem Preussischen Grundgebiete östlich, der jetzigen Gränze der Provinz Lüttich südlich und dem Holländischen Gelderland nördlich) künftig ganz Sr. Majestät dem Könige der Niederlande gehören soll, es sei in seiner Eigenschaft als Grossherzog von Luxemburg, es sei um mit Holland wieder vereinigt zu werden. 2) Auf dem linken Maasufer: Von dem südlichsten Punkte der Holländischen Provinz Nordbrabant wird bis an die Maas unterhalb Wessem, zwischen diesem Orte und Stevenswaardt, eine Linie gezogen bis zu dem Punkte, wo auf dem linken Maasufer die Grenzen der jetzigen Arrondissements Roermonde und Maastricht sich berühren, in der Weise, dass Bèrgeret, Stambroy, Neer-Itteren, Ittervoord und Thorne mit ihren Weichbildern, so wie alle anderen Ortschaften nördlich von dieser Linie gelegen, einen Theil des holländischen Grundgebietes ausmachen sollen. Die ehemaligen holländischen Enclaven auf dem linken Ufer der Maas in der Provinz Limburg werden dagegen zu Belgien gehören, mit Ausnahme der Stadt Maastricht, welche, mit einem Rayon von 1200 Toisen, vom äussern Glacis der Festung auf dem gedachten linken Ufer an gerechnet, fortfahren wird, mit voller Souveraineté und Eigenthumsrecht von Sr. Majestät dem Könige der Niederlande besessen zu werden.

Rücksichtlich dieser Territorialentschädigungen wurden dem Könige der Niederlande im V. Artikel des Vertrags folgende Verbindlichkeiten auferlegt:

Se. Majestät der König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg, wird sich mit dem deutschen Bunde und den Agnaten des Hauses Nassau über die Aus-

führung der in den Artikeln III. und IV. enthaltenen Bestimmungen verständigen, so wie über alle Vereinbarungen, welche die erwähnten Artikel, es sei mit den oben erwähnten Agnaten des Hauses Nassau, es sei mit dem deutschen Bunde, erforderlich machen sollten.

Auf der Basis dieses Artikels sind denn auch wirklich, wie weiter unten gezeigt werden wird, die staatsrechtlichen Verhältnisse der in den angeführten Artikeln erwähnten Gebietstheile durch besondere Vereinbarungen mit den nassauischen Agnaten und dem deutschen Bunde festgestellt worden.

Nachdem in obigen Artikeln die Territorialverhältnisse zwischen Niederland, Luxemburg und Belgien geordnet waren, bestimmt der Artikel III. des Vertrags ausdrücklich folgendes:

Belgien wird, innerhalb der in den Artikeln I. II. und IV. angezeigten Grenzen, einen unabhängigen, beständig neutralen Staat bilden.

Wenn es die Absicht gewesen wäre, dass die in dem Artikel IV. bezeichneten Gebirgtheile der Provinz Limburg, welche dem Könige der Niederlande zugetheilt worden, gleichfalls (unter dessen Souverainetät) einen unabhängigen Staat im völkerrechtlichen Sinne, — ein Herzogthum Limburg — bilden sollten, so würde dieses ohne Zweifel hier ebenfalls ausdrücklich festgesetzt worden sein. Eine solche Absicht hat aber niemals bestanden; die erwähnten Gebietstheile wurden dem Könige der Niederlande, theils als alt-holländisches Territorium, theils als Entschädigung für andere Gebietstheile zugewiesen, welche Er als König der Niederlande von dem ehemaligen Territorium der niederländischen Republik, so wie als Grossherzog von Luxemburg von dem Gebiete des Grossherzogthums, an den neuerrichteten Staat Belgien abgetreten hatte. Dabei wurde es Ihm ganz freigestellt, einige dieser Gebietstheile (von anderen wurde ausdrücklich bestimmt, dass sie zum holländischen Territorium gehören sollten) entweder in Seiner Eigenschaft als König der Niederlande, oder in Seiner Eigenschaft als Grossherzog von Luxemburg, zu besitzen, — vorausgesetzt, dass er sich darüber mit den Agnaten des Hauses Nassau und dem deutschen Bunde verständigt haben werde.

Es wurden also offenbar Niederland und Luxemburg als schon bestehende Staaten betrachtet, welche sich in

die ihnen zugewiesenen Limburgischen Gebietstheile zu theilen, oder sich darüber mit Anderen zu verständigen hätten. Nirgends aber ist völkerrechtlich stipulirt, dass diese Gebietstheile einen unabhängigen Staat, und noch weniger, dass sie einen unabhängigen Bundesstaat bilden sollten. So ist es denn auch sehr natürlich, dass in dem ganzen Vertrage von einem Herzogthum Limburg nirgends die Rede ist, ein solches völkerrechtlich gar nicht existirt.

Auch über die Frage: ob der König der Niederlande die ihm im Artikel IV. des Vertrages zugewiesenen Limburgischen Gebietstheile in seiner Eigenschaft als König, oder als Grossherzog von Luxemburg, besitzen wolle, waltete nicht lange ein Zweifel ob. Gleich nach Auswechslung der Ratificationen des Vertrags wurden unterm 12. Juni zwei niederländische Commissarien ernannt, welche die gedachten Gebietstheile, im Namen Sr. Majestät des Königs der Niederlande, in Besitz nahmen. In der unterm 22. Juni 1829 zu Maastricht publicirten Proklamation der beiden Commissarien wird ausdrücklich gesagt, dass die im Artikel IV. des Vertrages bezeichneten Theile der Provinz Limburg (also alle, ohne Unterschied, ob sie auf dem rechten oder dem linken Maasufer liegen) unter die Herrschaft des Königs der Niederlande zurückkehren, dessen Eigenschaft als Grossherzog von Luxemburg in dieser Proklamation, um jedes Missverständniss zu vermeiden, gar nicht erwähnt wird. Zugleich wurde ein Königlicher Beschluss in 20 Artikeln bekannt gemacht, worin die neue Verwaltung der Provinz Limburg geordnet wurde.

Gegen diesen Act der niederländischen Regierung wurde von keiner Seite weder von den grossen Mächten, die den Tractat mit Niederland abgeschlossen, noch von dem deutschen Bunde, noch von Belgien, noch von Luxemburg, noch von Limburg selbst, je der mindeste Einspruch erhoben, und so dürfte unzweifelhaft erwiesen sein, dass sämmtliche, im Artikel IV. des Vertrages vom 19. April 1839 bezeichneten limburgischen Gebietstheile in Folge dieses Vertrages, als eine Provinz dem Königreiche der Niederlande inkorporirt worden sind.

II. *Staatsrechtliches Verhältniss.* Nachdem in vorstehend bemerkter Weise das Schicksal der unter die Herrschaft des Königs der Niederlande zurückgekehrten Theile der Provinz Limburg völkerrechtlich entschieden

war, blieb auf Sr. Majestät die Verpflichtung haften, deren staatsrechtliche Verhältnisse, nach Massgabe der im Artikel V. des Vertrages angenommenen Bedingungen, im Einverständniss mit den Agnaten des Hauses Nassau und dem deutschen Bunde zu ordnen.

Auch dieser Verpflichtung wurde von dem Könige der Niederlande sofort Genüge geleistet.

1) Was zunächst die Agnaten des Hauses Nassau betraf, so musste von denselben, da sie auf diejenigen limburgischen Gebietstheile, welche eventuell als Entschädigung für die vom Grossherzogthum Luxemburg abgetretenen Gebietstheile gelten sollten, nach dem zwischen den beiden Linien des Hauses Nassau bestehenden und durch die wienener Congressakte auf das Grossherzogthum Luxemburg anwendbar erklärten Erbverein, im Fall des Erlöschens des Mannesstammes der Walramischen Linie, ein Erbrecht hätten geltend machen können, eine Verzichtleistung hierauf erwirkt werden. Da nämlich die erwähnten limburgischen Gebietstheile nicht mit dem Grossherzogthum Luxemburg, sondern mit dem Königreich der Niederlande vereinigt worden waren, so mussten sie auch mit der niederländischen Krone, welche, nach der niederländischen Verfassungsurkunde, auf die weibliche Descendenz der gedachten Linie übergeht, vererbt werden. Dem zu Folge wurde von Sr. Majestät, dem Könige der Niederlande im Monat Juni 1839 eine eigene Gesandtschaft nach Wiesbaden abgeordnet und unterm 27. desselben Monats mit dem Herzoge von Nassau und sämmtlichen Agnaten eine Uebereinkunft abgeschlossen, wodurch dieselben auf ihre eventuellen Erbansprüche auf die mehrerwähnten limburgischen Gebietstheile verzichteten, wogegen ihnen die sofortige Auszahlung einer Summe von 750,000 fl. zugesichert und bei Auswechslung der Ratificationen des Vertrages auch wirklich aus der niederländischen Staatskasse ausgezahlt worden ist. Hierdurch erhielt also das Königreich der Niederlande einen neuen onerosen Titel auf den staatsrechtlichen Besitz der sämmtlichen im Artikel IV. erwähnten limburgischen Gebietstheile.

2) Nach Erledigung dieses Punktes wurde zur Verständigung mit dem deutschen Bunde geschritten. Dieser konnte, in Folge des Tractates vom 19. April 1830 für die von dem Grossherzogthum Luxemburg abgetretenen Gebietstheile eine Territorialentschädigung aus den

im Artikel IV. sub Nro. 1 bezeichneten Districten in Anspruch nehmen, indem die sub Nro. 2. bezeichneten Territorien, incl. der Stadt Maastricht, ausschließlich mit dem holländischen Grundgebiete vereinigt sein und bleiben sollten.

Es handelte sich daher zunächst um die Frage:
welches sind die auf dem rechten Maasufer liegenden Gebietstheile, welche als Entschädigung für das im Grossherzogthum Luxemburg abgetretene Gebiet betrachtet werden müssen?

Da in den Verhandlungen, welche der Abschliessung des Vertrages vom 19. April 1839 vorausgegangen, dem Königreich der Niederlande die Herstellung des Territorialbesitzstandes der holländischen Republik im J. 1790, wie auch die Contiguität des Territors mit der Festung Maastricht, zugesichert worden war, so mussten zunächst die altholländischen Besitzungen auf dem rechten Maasufer und eine Entschädigung für die auf dem linken Ufer abgetretenen Enclaven, so wie für die von Frankreich erworbenen 10 Cantone von niederländischer Seite in Anspruch genommen werden, wogegen der deutsche Bund in dem alsdann noch übrig bleibenden Gebiete auf der rechten Seite der Maas nur eine sehr unzureichende, unzusammenhängende Territorialentschädigung für die abgetretenen luxemburger Districte gefunden haben würde. Unter diesen Umständen entschloss sich Se. Majestät, der König der Niederlande, dem deutschen Bunde ein für beide Theile vortheilhaftes, besonders aber für die Provinz Limburg, welche mit einer erneuerten Zerstückelung ihres Gebietes bedroht war, sehr wohlthätiges Anerbieten machen zu lassen. Dieses bestand darin: dass Se. Majestät sich bereit erklärten, mit den sämtlichen im Artikel IV. bezeichneten limburgischen Gebietstheilen, also auch mit denjenigen, welche unzweifelhaft als holländisches Grundgebiet betrachtet werden mussten, mit alleiniger Ausnahme der festen Plätze Maastricht und Venlo und deren Rayons, dem deutschen Bunde unter der Bedingung beizutreten, dass diese Gebietstheile unter die Niederländische Verfassung und Verwaltung gestellt, also mit andern Worten — eine Provinz des Königreichs der Niederlande würden. Die über diesen Entschluss dem deutschen Bunde (in der 16. Sitzung am 16. August 1839) gemachte Eröffnung lautet wörtlich folgendermassen:

Wenn Se. Majestät unterm 15. Juni v. J. dieser hohen Versammlung erklären liessen, dass Allerhöchstdieselben geneigt seien, den IV. Artikel des nunmehr ratificirten londoner Vertrags vom 19. April d. J. im Sinne einer Territorialentschädigung für den deutschen Bund anzunehmen, so waren damit noch keineswegs alle Schwierigkeiten der Frage: wo und innerhalb welcher Grenzen das zur Entschädigung des deutschen Bundes bestimmte Territorium zu finden sei? beseitigt. Im Gegentheil stellten sich dieselben bei jedem Versuche einer nähern Erörterung dieser Frage nur noch mehr heraus, indem einer Seits die auf den Bestimmungen des oben erwähnten Artikels beruhenden Ansprüche des deutschen Bundes von Sr. Majestät zwar anerkannt, anderer Seits aber auch die Rechte des Königreichs der Niederlande auf altniederländische Besitzungen, welche von den übrigen geographisch nicht zu trennen waren, durch die dem Tractate vorangegangenen londoner Verhandlungen festgestellt worden waren. Hierzu kam die Betrachtung, dass eine abermalige Scheidung der unter die Herrschaft Sr. Majestät des Königs Grossherzogs zurückkehrenden Limburgischen Gebietstheile, so wie deren gänzliche Trennung von dem Königreich der Niederlande, auf die moralischen und materiellen Interessen derselben von wesentlich nachtheiligem Einflusse sein würde. Von dieser Ueberzeugung geleitet, haben Se. Majestät, zunächst in Folge der mit dem Herzoglich-Nassauischen Hause abgeschlossenen Uebereinkunft, festgesetzt, dass die obenerwähnten grossentheils schon altniederländischen, nach dem IV. Artikel des Londoner Vertrags unter Allerhöchstihre Regierung zurückkehrenden Gebietstheile für ewige Zeiten nach der für die Niederländische Krone bestehenden Successionsordnung vererbt werden sollen. Allerhöchstdieselben haben ferner beschlossen, dass jene Gebietstheile ungetrennt bleiben und als Herzogthum Limburg wieder hergestellt werden sollen, wogegen das Königreich der Niederlande im Besitz der beiden Städte und Festungen Maastricht und Venlo, mit ihren Rayons, verbleiben wird. Se. Majestät beabsichtigen, an die Stelle des durch den II. Artikel des londoner Vertrags abgetretenen Theils des Grossherzogthums Luxemburg, mit dem ganzen Herzogthum Limburg, so wie es jetzt

von Allerhöchstihnen gebildet worden, dem deutschen Bunde beizutreten, und wenn auch Allerhöchstdieselben bei dieser Erklärung Sich vorbehalten müssen, nach Massgabe der oben angedeuteten Verhältnisse, das Herzogthum Limburg unter dieselbe Verfassung und Verwaltung mit dem Königreich der Niederlande zu stellen, so verbinden Se. Majestät doch damit die Zusicherung, dass dieser Umstand die Anwendung der deutschen Bundesverfassung auf das erwähnte Herzogthum in keiner Weise hindern soll. Da zufolge der angestellten Berechnungen die Bevölkerung des abgetretenen Theils des Grossherzogthums Luxemburg 149,572 Seelen beträgt, während diejenige des Herzogthums Limburg sich auf 147,527 Seelen beläuft, so kann dieser geringe Unterschied ohne allen Einfluss auf den bisher für das Grossherzogthum Luxemburg bestandenen Matrikularansatz bleiben. Gleichwie nun Se. Majestät der König Grossherzog auf diese Weise im Stande sein werden, allen Ihren früheren Verpflichtungen als Bundesmitglied ungeschmälert nachzukommen, und Sich auch beeifern werden, nicht nur das luxemburgische, sondern auch das limburgische Bundescontingent baldmöglichst bundeskriegsverfassungsmässig herzustellen, so behalten Allerhöchstdieselben dem nunmehrigen Grossherzogthum Luxemburg und Herzogthum Limburg collectiv alle diejenigen Rechte und Vorzüge vor, welche nach der Bundesverfassung und in Folge besonderer Bundesbeschlüsse bislang dem Grossherzogthum Luxemburg allein zustanden. Schliesslich ist der Gesandte zu der Versicherung autorisirt, dass, sowie Se. Majestät Sich vertrauensvoll der Hoffnung überlassen, dass die vorstehende Eröffnung von Ihren höchsten und hohen Mitverbündeten als ein neuer Beweis Ihrer föderativen Gesinnungen entgegengenommen werden wird, Allerhöchstdieselben nicht minder bereit sein werden, auch in ihrer Eigenschaft als König der Niederlande bei vorkommenden Veranlassungen, dem deutschen Bunde Beweise Allerhöchstihrer Freundschaft und nachbarlichen Zuneigung zu ertheilen.“

In dieser Erklärung wird also ausdrücklich darauf hingewiesen:

1) wie schwierig es sei, die für die Territorial-Entschädigung des deutschen Bundes übrig bleibenden lim-

burgischen Gebietstheile von denjenigen zu trennen, welche dem Königreich der Niederlande tractatnmässig zuge-
theilt worden;

2) dass daher Se. Majestät der König der Niederlande beschlossen haben, dass jene Gebietstheile ungetrennt bleiben und als Herzogthum Limburg wieder hergestellt werden, auch, in Folge der mit dem Herzoglich-Nassauischen Hause abgeschlossenen Uebereinkunft, für ewige Zeiten nach der für die niederländische Krone bestehenden Successionsordnung vererbt werden sollen;

3) dass Allerhöchstdieselben mit dem Herzogthum Limburg, so wie es jetzt von Allerhöchstihnen gebildet worden, dem deutschen Bunde beitreten wollen, dabei Sich aber vorbehalten müssen, nach Massgabe der oben angedeuteten Verhältnisse, dasselbe unter dieselbe Verfassung und Verwaltung mit dem Königreich der Niederlande zu stellen, jedoch mit der Zusicherung, dass dieser Umstand die Anwendung der (damaligen) deutschen Bundesverfassung auf das Herzogthum in keiner Weise hindern soll;

4) dass Allerhöchstdieselben zugleich dem Grossherzogthum Luxemburg und Herzogthum Limburg (als zwei verschiedenen Ländern) diejenigen Rechte und Vorzüge collectiv vorbehalten, welche früher dem Grossherzogthum Luxemburg (nach der Bundesverfassung, an Stimmberechtigung u. s. w.) allein zustanden;

5) dass Se. Majestät, in der Erwartung, dass ihre Eröffnung von Ihrer Mitverbündeten werde angenommen werden, auch als König der Niederlande bei vorkommenden Veranlassungen dem deutschen Bunde Beweise Ihrer Freundschaft und nachbarlichen Zuneigung ertheilen werde.

In der hierauf erfolgten Erwiderung des K. K. österreichischen Präsidialgesandten trug derselbe auf Annahme sämmtlicher, von der Königlich niederländischen Gesandtschaft gemachten Anerbietungen an. Diese Erwiderung lautete wörtlich folgendermassen:

„In so fern die eben vernommene Erklärung der Königlich niederländischen Gesandtschaft für Luxemburg, unter Beistimmung der Herzoglich-nassauischen Gesandtschaft, die Entschliessung Sr. Majestät des Königs der Niederlande, Grossherzogs von Luxemburg, zur Kenntniss bringt, dass sämmtliche im Art. IV des Tractats vom 19. April l. J. bezeichneten Gebietstheile

im Limburgschen, statt des vom Grossherzogthum abgetretenen Territoriums, als Herzogthum Limburg, dem deutschen Bunde einverleibt werden sollen, insofern wird diese Erklärung von der hohen Bundesversammlung nur mit Befriedigung vernommen werden; denn es entspricht dieselbe dem in der 13ten Sitzung v. J. 1836 auf den Grund eines Gutachtens der Militärcommission und des Bundestags-Ausschusses in Militärangelegenheiten gefassten, einhelligen Beschlusse, vermöge welchem der Bund seine Einwilligung zur Abtretung des Territoriums im Luxemburgischen gegen eine Territorialentschädigung vermittelt der im Art. IV. bezeichneten Gebietsheile gegeben hat. Dass die mit dem Grossherzogthum Luxemburg in seiner Gesamtheit verbundenen Rechte und Vorzüge auf das nunmehr dem Bunde einverlebte Herzogthum Limburg und den verbleibenden Theil des Grossherzogthums Luxemburg collectiv zu übertragen seien, ist bereits, als im Rechte begründet und den föderativen Gesinnungen der Mitverbündeten für Se. Königlich niederländische Majestät entsprechend, in dem eben erwähnten Gutachten des Bundestags-Ausschusses bevorwortet worden. Es wird daher auch keinem Bedenken unterliegen, diese Zusicherung von Seiten des Bundes hiermit förmlich zu ertheilen. Was die bundesmässigen Verpflichtungen und Leistungen betrifft, so ist in dem mehrgedachten Vertrage bemerkt, dass dieselben keine andere, als die matrikularmässige Grundlage haben können; es wird daher wegen Erhaltung des in der Bundesverfassung begründeten Prinzips, wenn auch der Unterschied von 149,572 Seelen, welche vom Grossherzogthum Luxemburg entfallen, zu 147,527 Seelen, welche mit dem Herzogthum Limburg dem Bunde zugehen, nicht erheblich ist, doch eine neuerliche Berichtigung der Bundesmatrikel nicht umgangen werden können, welche daher zu verfügen sein wird.

„In der Erklärung Sr. Majestät des Königs der Niederlande, dass, unbeschadet der mit dem Königreich der Niederlande gleichen Verfassung und Verwaltung des Herzogthums Limburg, die Anwendung der Bundesgesetze auf das Herzogthum in keiner Weise beeinträchtigt werden soll, wird die Bundesversammlung die sicherste Bürgschaft dafür finden, dass die

Weisheit Sr. Majestät des Königs Massregeln treffen werde, wodurch Unzukömmlichkeiten vorgebeugt werde, die sonst möglicherweise aus diesen Verhältnissen entstehen könnten.

„Die schliesslich von Sr. Majestät bei diesem Anlasse auch in Ihrer Eigenschaft als König der Niederlande kundgegebenen wohlwollenden Gesinnungen von Freundschaft und nachbarlicher Zuneigung zu jeder Zeit zu erwidern, wird der deutsche Bund gewiss sich stets bereit verpflichtet finden. Auf einen in dieser Art motivirten Bundesbeschluss den Antrag zu machen, findet sich die Präsidialgesandtschaft beauftragt.“

Nachdem sämtliche Bundesstaaten diesem Präsidial-Antrage beigestimmt hatten, wurde in der 19ten Sitzung der Bundesversammlung am 5ten September 1839 einstimmig folgender Beschluss gefasst:

„Die Bundesversammlung erkennt mit Befriedigung in der von Sr. Majestät dem König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg, gefassten Entschliessung, an die Stelle des durch den Art. II des zu London am 19ten April l. J. abgeschlossenen Staatsvertrags an Belgien abgetretenen Gebiets im Grossherzogthum Luxemburg, mit dem ganzen eine Bevölkerung von 147,527 Seelen in sich begreifenden, neugebildeten Herzogthum Limburg dem deutschen Bunde beizutreten, eine genügende Erfüllung derjenigen Bedingung, unter welcher allein der deutsche Bund, vermöge des in der 13ten Sitzung vom Jahr 1836 gefassten Beschlusses, zu der Abtretung eines bisher demselben einverleibten Gebiets seine Einwilligung geben zu wollen, erklärt hat.

„So wie daher der deutsche Bund von nun an das Herzogthum Limburg als zum Bundesgebiete gehörig betrachten wird, so bleiben auch dem nunmehrigen Grossherzogthum Luxemburg und Herzogthum Limburg collectiv alle diejenigen Rechte und Vorzüge vorbehalten, welche bisher mit dem Grossherzogthum Luxemburg allein verbunden waren.

„Belangend das matrikularmässige Verhältniss für Mannschaffsstellung und für Geldleistungen, so ist dasselbe verfassungsmässig durch die von den Bundesgliedern angegebene Volkszahl bedingt, und es wird daher nach dem von Sr. Majestät dem König Grossherzog in der

Erklärung vom 16. August l. J. angegebenen Zahlenverhältniss die Bundesmatrikel berichtigt werden.

„Die Bundesversammlung findet übrigens in der Erklärung Sr. Majestät, dass unbeschadet der mit dem Königreich der Niederlande gleichen Verfassung und Verwaltung des Herzogthums Limburg, die Anwendung der Bundesgesetze auf das Herzogthum Limburg in keiner Weise beeinträchtigt werden solle, die sicherste Bürgschaft dafür, dass die Weisheit Sr. Königlichen Majestät Massregeln treffen werde, welche geeignet sind, den Unzukömmlichkeiten vorzubeugen, die sonst möglicherweise aus diesen Verhältnissen entstehen könnten.

„Die bei diesem für ganz Deutschland wichtigen Anlasse auch in der Eigenschaft als König der Niederlande dem deutschen Bunde kund gegebenen wohlwollenden Gesinnungen von Freundschaft und nachbarlicher Zuneigung zu jeder Zeit zu erwidern, wird der Bund sich stets so bereit als verpflichtet finden.“

Von diesem Beschlusse wurde die Königlich niederländische, Grossherzoglich-luxemburgische Gesandtschaft, auf die in das Protokoll der 16ten Sitzung niedergelegte Erklärung, noch besonders in Kenntniss zu setzen, wie auch die bisherige Bundesmatrikel darnach zu rectificiren beschlossen, welches Beides geschehen ist. —

Nach diesen Vorgängen wird es nicht auffallen können, dass das Herzogthum Limburg in der im Jahre 1840 neu revidirten Verfassungsurkunde, mit Vorbehalt seiner Beziehungen zu dem deutschen Bunde, unter den Provinzen des Königreichs aufgezählt wurde, wozu die Berechtigung hinlänglich nachgewiesen ist. Auch hat das Herzogthum Limburg gegen dieses sein staatsrechtliche Verhältniss niemals protestirt, vielmehr an den jährlichen Zusammenkünften der Generalstaaten die von ihm erwählten Deputirten unweigerlich Theil nehmen lassen.

III. *Politische Verhältnisse.* Aus der in den beiden vorigen Abschnitten enthaltenen und documentirten Darstellung geht nun wohl unzweifelhaft hervor:

1) dass das Herzogthum Limburg weder in völker- noch in staatsrechtlicher Hinsicht ein unabhängiger, für sich bestehender (deutscher Bundes-) Staat geworden ist.

2) Dass dasselbe keinen Theil des Grossherzogthums Luxemburg ausmacht, obwohl einige Theile des jetzigen Herzogthums ursprünglich als Entschädigung für von

dem Grossherzogthum abgetretene Gebietstheile bezeichnet waren.

3) Dass dasselbe vielmehr, unter ausdrücklicher und vertragmässiger Zustimmung des deutschen Bundes, unter die Verfassung und Verwaltung des Königreichs der Niederlande gestellt worden, also ein integrierender Theil desselben geworden, für welchen der König der Niederlande, als solcher, und nicht als Grossherzog von Luxemburg, dem deutschen Bunde beigetreten ist.

Dieses Verhältniss ist, wie oben erwähnt, durch die im Jahre 1840 revidirte Verfassungsurkunde des Königreichs der Niederlande sanctionirt worden, in welcher unter den Provinzen des Reichs auch das Herzogthum (ein blosser Titel) Limburg, mit Vorbehalt seiner Beziehungen zum deutschen Bunde, aufgeführt wird. Dasselbe wird auch in der gegenwärtig ganz umgestaltet werdenden Verfassungsurkunde der Fall sein, indem das Königreich der Niederlande sich nicht das Recht beilegt, in Folge innerer, wenn auch noch so grosser Umgestaltungen, Verpflichtungen einseitig zu ändern, welche es mit europäischen Mächten, worunter allerdings der deutsche Bund zu rechnen ist, für die Gesamtheit oder einzelne Theile des Reichs, vertragmässig eingegangen ist. Die Königlich niederländische Regierung ist dagegen vollkommen überzeugt, dass der deutsche Bund, im Begriffe, seine innere politische Verfassung wesentlich zu ändern, sich durch keine ungegründeten Vorstellungen bewegen lassen wird, Verhältnisse einseitig aufzuheben, über deren rechtliche Feststellung er sich mit andern Staaten vertragmässig vereinigt hat. Am wenigsten darf dieses das stammverwandte und eben durch das Herzogthum Limburg eng mit Deutschland verbundene Niederland besorgen. Auch liegt wahrlich kein politischer Grund dazu vor!

Seit das Herzogthum Limburg in obenerwähnter Weise als Theil des Königreichs der Niederlande mit dem deutschen Bunde vereinigt worden ist, hat nicht das Herzogthum, sondern das Königreich die sämmtlichen, für und von wegen des Ersteren übernommenen Bundeslasten und Pflichten, gewissenhaft und ohne dass je Klage darüber vom Bunde wäre geführt worden, geleistet und erfüllt. Die Grundgesetze und späteren Beschlüsse des Bundes sind in dem Herzogthum publicirt und ausgeführt worden; das Bundes-Contingent ist von

den aus Limburg zur Niederländischen Armee gestellten Milizpflichtigen zusammengesetzt, besonders uniformirt und ganz nach den Bestimmungen der Bundeskriegsverfassung gebildet worden, ohne dass der Provinz Limburg deshalb eine grössere Last, als den übrigen Provinzen des Reichs, wäre auferlegt worden; endlich sind alle Bundesmatrikularzahlungen für die Bundesfestungen und sonstigen Bundesbedürfnisse jeder Zeit pünktlich, ohne Beschwerde des Herzogthums Limburg, aus dem Königlich niederländischen Staatsschatze geleistet worden. Es springt in die Augen, dass der deutsche Bund durch die Vereinbarung, wodurch ein Theil des Königreichs der Niederlande mit dem Bunde vereinigt worden, mit der stammverwandten niederländischen Nation in ein enges politisches Bündniss getreten ist. Kein Angriff kann von Seite des Herzogthums Limburg her auf den deutschen Bund unternommen werden, ohne dass durch denselben zugleich niederländisches Grundgebiet verletzt würde, zu dessen Schutze ganz Niederland verpflichtet und bereit ist. Die niederländischen Garnisonen von Maastricht und Venlo sind zu diesem Zwecke an Ort und Stelle, wogegen sie — eben wegen ihrer Lage — gleich von Niederland abgeschnitten werden könnten, falls Missheiligkeiten zwischen Niederland und Deutschland auszubrechen drohen sollten, in welchem Falle auch das niederländisch-limburgische Bundescontingent vorsorglich vom Bunde aufgerufen und ganz von der niederländischen Armee getrennt werden könnte.

Während also Niederland, wegen des Verhältnisses des Herzogthums Limburg zu Deutschland, nur unter sehr erschwerenden Umständen an einen Krieg mit Deutschland denken kann, findet es sich in der Lage, fast an jedem Kriege Deutschlands gegen westliche Feinde als Verbündeter Theil nehmen zu müssen. Dass ein solches Verhältniss, um nicht zu sagen Bündniss, bei Festsetzung der Verhältnisse Limburgs zu Niederland und Deutschland, mehr oder weniger von beiden Theilen beabsichtigt wurde, deuten die am Schlusse der oben angeführten gegenseitigen Erklärungen enthaltenen Aeusserungen der Freundschaft unzweifelhaft an.

Warum sollte Deutschland nun ein solches vortheilhaftes Verhältniss zu Niederland, durch gewaltthame Loe-reissung des Herzogthums Limburg von dem Königreich und dessen Zuthheilung zu Luxemburg, welches die

natürliche und tractatenmässige Folge davon sein würde, zu stören suchen? Welchen Gewinn würde Deutschland davon ziehen, welcher die offenbar daraus entstehenden Nachtheile zu überwiegen geeignet wäre? Gewiss gar keinen! Deutschland würde durch das Verlangen der Trennung Limburgs von Niederland, welche nicht ohne die grössten Schwierigkeiten rücksichtlich der inneren Verhältnisse des Königreiches und des Herzogthumes selbst, bewerkstelligt werden kann, seinen natürlichen Allirten, Niederland, bedeutend schwächen, ohne selbst an Stärke im Mindesten zu gewinnen. Während jetzt das ganze Königreich der Niederlande die Eürgschaft für die richtige Leistung der auf Limburg fallenden Bundeslasten an Contingent und Geld übernommen hat, würde dieses zerstückelt und nur theilweise künftig mit Luxemburg vereinigt und verwaltet werden müssen, welches Letztere selbst seine Verpflichtungen gegen den Bund nur in weit geringerem Maasse als Limburg hat erfüllen können.

Es muss nämlich bei dieser Gelegenheit bemerkt werden, dass Luxemburg seit 1831 durchaus von Niederland geschieden ist, und einen eigenen, unabhängigen deutschen Bundesstaat bildet, welcher mit Niederland nur denselben Souverain gemeinschaftlich hat, so dass zwischen beiden Staaten nur eine sogenannte Personalunion besteht. Eine Vereinigung limburgischer Landestheile mit dem Grossherzogthume Luxemburg würde also deren gänzliche Trennung von dem Königreiche der Niederlande zur Folge haben. Bleibt Limburg mit Niederland vereinigt, so werden dessen Bewohner all' derjenigen liberalen Institutionen theilhaftig werden, welche die niederländische Verfassung ihnen — ohne die Beschränkungen des Bundes — schon früher gewährt hätte und welche die künftige niederländische Constitution ihnen, in voller Uebereinstimmung mit den zu erwartenden deutschen Institutionen, in noch reicherm Maasse gewähren wird, — und Deutschland kann sicher sein, dass diejenigen Verpflichtungen und Leistungen, welche Niederland für das Herzogthum Limburg, dem Bunde gegenüber, auf sich zu nehmen haben wird, und worüber allerdings eine neue Verständigung zwischen beiden Theilen nöthig werden dürfte, von demselben auch pünktlich und vollständig werden erfüllt werden. Ein solches Verhältniss wurde schon von Belgien in Anregung gebracht, als das-

selbe (in einer Note des belgischen Gesandten van de Weyer zu London, vom 4ten Februar 1839) einen letzten Versuch machte, die Rückgabe der unter die niederländische Regierung zurückkehrenden luxemburgischen und limburgischen Gebietstheile zu vermeiden, und sich bereit erklärte, für deren Beibehaltung gewisse Verpflichtungen dem deutschen Bunde gegenüber, zu übernehmen. Nach Lage der Dinge ist mit Sicherheit vorauszusehen, dass jede wesentliche Veränderung in den rechtlich bestehenden Verhältnissen des Herzogthums Limburg für alle Theile nur von nachtheiligen Folgen begleitet sein kann, — zumal für das Herzogthum selbst, wie in dem IV. Abschnitte nachgewiesen werden soll. In jedem Falle aber würde eine von Seiten Deutschlands ausgehende, einseitige Aufhebung des jetzigen Verhältnisses die Einmischung der europäischen Mächte, auf Grund des Tractates vom 19ten April 1839, zur Folge haben; denn es lässt sich voraussehen, dass weder die Theilung der limburgischen Gebietstheile zwischen Niederland und dem deutschen Bunde, resp. Luxemburg, nach Maassgabe des IV. Artikels des londoner Vertrages vom 19ten April 1839, noch die Bedingungen, unter welchen das Herzogthum Limburg theilweise von Niederland wieder getrennt werden könnte, ohne Differenzen und ohne wesentliche Interpretationen über die Auslegung verschiedener Artikel jenes Vertrages, geschehen und zu Stande kommen könnten.

IV. *Finanzielle und kommerzielle Verhältnisse.*

1. Aus obiger Darstellung der Sachverhältnisse geht hervor, dass die Behauptung, als habe die Provinz oder das Herzogthum Limburg doppelte Lasten zu tragen, einmal die niederländischen Abgaben und dann die Beiträge an den Bund für Militär- und sonstige Ausgaben, eine ganz irrige und unbegründete ist. Allerdings hat das Herzogthum an das Königreich Milizpflichtige zu stellen und die öffentlichen Abgaben zu entrichten, aber nur in demselben Verhältnisse, wie alle übrigen Provinzen des Reiches. Aus den gestellten Rekruten wird das für Limburg dem Bunde zu leistende Kontingent nach Vorschrift der Bundesbeschlüsse gebildet und ganz besonders uniformirt. Alle Geldbeiträge in die Bundeskassen werden, nicht aus einer limburgischen Provinzialkasse, sondern aus der niederländischen Staatskasse, ohne alle Beschwerde für das Herzogthum, gezahlt.

2) Wenn in dem Königreiche der Niederlande und mithin auch in dem Herzogthum Limburg Abgaben erhoben werden, welche höher sind, als die Abgaben anderer Staaten, z. B. des Grossherzogthums Luxemburg, so ist dieses möglich, da die Abgaben der Staaten sich nach ihren Bedürfnissen richten. Dagegen participirt das Herzogthum auch an allen Vorthellen, welche die niederländischen Staatseinrichtungen, die mit andern Staaten abgeschlossenen Handelsverträge, der Besitz bedeutender Kolonien und Seehäfen, dem Königreiche gewähren. Namentlich sind in dem Handelsverträge mit Belgien verschiedene Stipulationen zu Gunsten des limburgischen Handels enthalten, für welche das ganze Königreich an Belgien Konzessionen gemacht hat, welche übrigens Niederland keinen Anstand nehmen wird, auch an Deutschland zu gewähren, sobald Letzteres geneigt ist, in desfallsige Unterhandlungen mit Niederland sich einzulassen.

3) Ausserdem hat das Königreich für die speziellen Interessen des Herzogthums bedeutende Opfer aus dem Staatsschatze gebracht, wohin die Anlage einer höchst kostspieligen Chaussée und die beabsichtigte Verbindung mit Aachen durch eine Eisenbahn zu rechnen ist.

4) Es scheint wohl ausser Zweifel, dass derjenige Theil der Einwohner Limburge, welcher jetzt die gänzliche Trennung des Herzogthums von Niederland befürwortet, hieran nicht aus Anhänglichkeit an Deutschland, dessen Sprache ihm fremd ist, oder in Erwartung der durch eine Vereinigung mit Deutschland zu erlangenden, politischen oder materiellen Vorthelle bewogen wird, sondern lediglich durch die Hoffnung, von den hohen niederländischen Abgaben und implicate von der Verbindlichkeit zur Verzinsung der niederländischen Staatsschuld beizutragen, befreit zu werden. Laut gestehen die Limburger, dass ihre Sympathien für ihre ehemaligen Brüder, die Belgier, sind, — woraus folgt, dass sie künftig Alle ebenso unzufriedene Deutsche sein würden, wie sie jetzt zum theil unzufriedene Limburger oder Niederländer sind. Dieses wird um so sicherer der Fall sein, je weniger die Hoffnungen, welche sie sich von den Folgen der Separation machen, erfüllt werden können.

Was zunächst die Vorstellung betrifft; dass, im Separationsfalle, Limburg keinen Theil der holländischen Staatsschuld zu übernehmen haben werde, weil es nur

als Entschädigung für abgetretene Gebietsstrecken des Grossherzogthums Luxemburg, welchem kein Theil der gedachten Staatsschuld auferlegt worden, zu betrachten sei, so ist dieselbe eine durchaus irrige, und muss solcher von niederländischer Seite auf das Entschiedenste widersprochen werden.

Die Bestimmungen des Artikels XIII. des Tractates vom 19ten April 1839 sprechen nur von demjenigen Theile der Schuld, für welchen Belgien eine gewisse — später kapitalisirte — Rente an Holland zu bezahlen haben soll. Von Luxemburg und Limburg ist dabei keine Rede, weil diese unter derselben Souverainetät mit Niederland standen und es ihnen von den pacifizirenden Theilen überlassen werden konnte, wie sie sich in ihren inneren Verhältnissen dieserhalb verständigen wollten. Es ist eben so wenig in dem Traktate festgesetzt worden, — wie solches für Belgien geschehen — welchen Antheil Luxemburg und Limburg von dem Aktivvermögen des ehemaligen Königreichs der Niederlande anzusprechen hätten. Luxemburg und Limburg blieben, in den Augen der Konferenz, unter derselben Souverainetät mit Niederland, und für Limburg konnte um so weniger Etwas festgesetzt werden, als die Frage: welche Theile zu Niederland und welche zu Luxemburg gehören sollten, weiterer Verständigung mit dem deutschen Bunde vorbehalten blieb. Diese Verständigung hat später stattgefunden und zwar gerade dahin, dass Limburg unter die niederländische Verfassung und Verwaltung gestellt, mithin mit dem Königreiche der Niederlande vereinigt bleiben sollte, — welches mit diesem Theile seiner Staaten zugleich in den deutschen Bund trat. Es ist eine ganz falsche Vorstellung, dass Limburg, nachdem der König mit demselben in den deutschen Bund getreten, nicht mehr mit dem Königreiche hätte vereinigt werden können. Gerade die Vereinbarung mit dem deutschen Bunde hatte diese Vereinigung zur Folge. Wäre der Bund damit nicht einverstanden gewesen, so hätte zur traktatenmässigen Theilung der limburgischen Gebietstheile zwischen Niederland und Luxemburg (resp. deutschem Bunde) geschritten und dabei auch natürlich eine Auseinandersetzung der finanziellen Verhältnisse stattfinden müssen. Ob und in welcher Weise eine solche Auseinandersetzung zwischen Niederland und Luxemburg stattgefunden hat, thut hier Nichts zur Sache, und

kann für Limburg, welches unzweifelhaft vor, während und nach der belgischen Revolution einen Theil des Königreichs der Niederlande ausgemacht hat und noch jetzt ausmacht, und auf welchem also die Schulden dieses Reiches mit haften geblieben sind, in keiner Weise präjudizirlich sein. In frühern Jahren wurde die Liquidation mit Luxemburg wiederholt in den niederländischen Generalstaaten zur Sprache gebracht und von der Regierung jeder Zeit versichert, dass man damit beschäftigt sei, und weit entfernt, ihre Ansprüche auf die Antheilnahme Luxemburgs an den allgemeinen Schulden des Königreichs der Niederlande aufgegeben zu haben, dringt die Regierung fortwährend auf die Theilung dieser Schulden und es wird dieserhalb nach wie vormit dem Grossherzogthum unterhandelt. In keinem Falle aber kann der deutsche Bund berechtigt sein, über diese Frage irgend einen Ausspruch zu thun. Mit ihm hatte Niederland sich nur über eine ihm zu leistende Territorialentschädigung zu verständigen. Die finanzielle Auseinandersetzung war lediglich Sache Niederlands und Luxemburgs, wenn einige limburgische Gebietstheile luxemburgisch geworden wären, — wie allerdings nach dem Traktate möglich war. Auf diese Frage kann man aber nicht zurückkommen, ohne zugleich das mit dem Bunde über die Territorialfrage abgeschlossene Uebereinkommen wieder aufzuheben. Was die Behauptung betrifft, Limburg habe jedenfalls nur an dem belgischen und nicht an dem niederländischen Schuldentheile zu participiren gehabt, so geht (ausser demjenigen, was bereits oben über die schon bestehende allgemeine Verpflichtung dieser Provinz, ihren Antheil an der niederländischen Schuld zu tragen, bemerkt worden), deren Unhaltbarkeit noch besonders aus der Note hervor, welche der belgische Bevollmächtigte unterm 14ten Januar 1839 an die londoner Conferenz richtete, und worin Belgien sich zur Uebernahme eines grösseren Antheils an der niederländischen Schuld erbot, wenn es im Besitze der an Niederland zurückzustellenden limburgischen Gebietstheile verbleiben könnte. Dieses Anerbieten beweist, dass, wenn Limburg Belgien zugetheilt worden wäre, Niederland, wegen des Schuldantheiles dieser Provinz, von Belgien Entschädigung erhalten hätte.

5) Endlich darf nicht unerwähnt gelassen werden, dass die königlich niederländische Regierung mit einer

Reorganisation ihres Finanzwesens, Einführung grösserer Oekonomie und Aufhebung oder Verminderung derjenigen Steuern beschäftigt ist, welche in dem Herzogthum Limburg als besonders drückend angesehen werden. Dieses wird wesentlich zur Beruhigung der Provinz beitragen. Dass aber die Aufhebung der Vereinigung mit Niederland nicht überall gewünscht, ja dass sie an manchen Orten für höchst nachtheilig und als die wichtigsten Interessen des Herzogthums bedrohend angesehen wird, solches geht aus mehreren Vorstellungen hervor, welche an die königliche Regierung gerichtet worden, und in welchen um Aufrechthaltung der Vereinigung mit Niederland gebeten wird.

Resumé.

1) Durch den Tractat vom 19. April 1839 ist in völkerrechtlichem Sinne kein Herzogthum Limburg geschaffen worden.

2) Durch diesen Tractat wurden gewisse Theile der ehemaligen Provinz Limburg theils dem Königreiche der Niederlande, theils dem Grossherzogthum Luxemburg, mit welchem sie dann *eo ipso* einen Theil des deutschen Bundes ausgemacht haben würden, zugewiesen.

3) Ueber die Ausscheidung und Vertheilung dieser Gebietstheile ward Niederland verpflichtet, sich mit den Agnaten des Hauses Nassau und dem deutschen Bunde zu verständigen.

4) Diese Verständigung hat mit den Agnaten des Hauses Nassau dahin Statt gefunden, dass dieselben, mittelst Zahlung einer bedeutenden Summe, auf ihre Erbansprüche an die Luxemburg zugewiesenen limburgischen Entschädigungstheile Verzicht geleistet.

5) Mit dem deutschen Bunde hat eine Verständigung dahin Statt gehabt, dass derselbe — unter Vorbehalt der Anwendung der Bundesgesetze, — zugegeben, dass die unter 4) erwähnten Gebietstheile unter die niederländische Verfassung und Verwaltung gestellt, folglich — statt mit Luxemburg — mit Niederland vereinigt würden, welches dafür nicht nur mit diesen, sondern auch mit dem ihm privativ tractatenmässig zugewiesenen limburgischen Entschädigungsgebiete (excl. Maastricht und Venlo), unter der Gesamtbenennung: Herzogthum Limburg, dem deutschen Bunde beigetreten ist.

6) Dieses recht- und tractatenmässig eingeführte Ver-

hältnisse hat seit 1839 ohne jede Störung, zur Zufriedenheit aller Theile, bestanden, und kann einseitig nicht wieder aufgehoben werden.

7) Wichtige Betrachtungen höherer Politik müssen den deutschen Bund bestimmen, dasselbe, selbst bei der Umgestaltung seiner inneren Verhältnisse, nicht wesentlich zu verändern, sondern sich mit Niederland über die etwa nothwendig werdenden Modifikationen zu verständigen.

8) Im Fall einer Trennung Limburgs von Niederland würde eine Theilung des jetzigen Herzogthums zwischen Niederland und Luxemburg unerlässlich Statt finden müssen, wobei die inneren Verwaltungs- und finanziellen Einrichtungen, welche dann künftig Statt finden sollen, nur zwischen Niederland und Limburg geordnet werden können.

9) Die Trennung Limburgs von Niederland wird zwar von einem Theile der Bewohner aus finanziellen Rücksichten gewünscht, von einem anderen Theile aber als der Ruin des Landes betrachtet.

10) Limburg kann in keinem Falle von der Theilnahme an der niederländischen Schuld befreit werden; die Regierung wird aber Alles anwenden, um die drückendsten Steuern aufzuheben oder zu vermindern.

20.

Pièces et documents concernant les affaires de l'Orient et particulièrement les régions danubiennes en 1848.

I.

Manifeste de S. M. l'Empereur de Russie du 26 Avril 1848.

(Journal de St. Petersbourg.)

Par la grace de Dieu, nous, Nicolas 1er, empereur et autocrate de toutes les Russies, etc., etc.,

Savoir faisons: Par notre manifeste du 14 (26) mars 1848, nous avons annoncé à nos fidèles sujets les calamités qui se sont appesanties sur l'Occident de l'Europe. Nous avons, en même temps, exprimé notre détermination de combattre nos ennemis de quelque côté qu'ils pussent venir, et nous unissant plus étroitement que jamais avec notre sainte Russie, de défendre, sans ménager notre personne, l'honneur du nom russe et l'inviolabilité de nos frontières.

Les troubles et les révoltes n'ont pas cessé depuis en Occident. Les criminelles séductions qui entraînent les masses irréfléchies en leur offrant le trompeur appât d'un bonheur qui ne saurait jamais être le fruit de la licence et de l'anarchie, ont pénétré jusqu'en Orient dans les principautés de Moldavie et de Valachie, soumises au gouvernement ottoman et limitrophes de notre empire.

Ce n'est que par la présence de nos troupes et de celles de la Turquie que l'ordre y a été rétabli et qu'il s'y maintient.

Mais, en Hongrie et en Transylvanie, les efforts du gouvernement autrichien, qui avait en outre à combattre des ennemis extérieurs et intérieurs en Italie, n'ont pu jusqu'à présent triompher de la révolte; au contraire celle-ci, grossie par les bandes de nos rebelles polonais de 1831, et des aventuriers, des exilés et des vagabonds de toutes les nations, a atteint les proportions les plus menaçantes.

Dans de si funestes conjonctures, l'empereur d'Autriche s'est adressé à nous pour demander notre concours contre nos communs ennemis. Nous ne nous y refusons pas.

Après avoir invoqué, en faveur d'une cause si juste, l'assistance du Dieu des armées, qui seul dispose de la victoire, nous avons donné à nos troupes l'ordre d'avancer, pour étouffer la révolte et auéantir les factieux téméraires qui osent même attenter au repos de nos provinces.

Que Dieu soit avec nous, et qui est contre nous!

Tels sont, nous en avons la certitude, les sentiments, les vœux et l'espoir de chaque Russe, de chacun de nos fidèles sujets dans notre empire, sur lequel repose si visiblement la protection divine, et c'est ainsi que la Russie remplira sa sainte vocation.

Donné à St-Pétersbourg, le vingt-sixième jour du mois d'avril de l'an de grace mil huit cent quarante-neuf, et de notre règne le vingt-quatrième.

Signé: Nicolas,

† Le *Journal de St-Pétersbourg* accompagne des réflexions suivantes le manifeste ci-dessus:

„Le principe et les motifs de cette importante mesure y sont trop clairement indiqués pour qu'il soit nécessaire de les développer ici longuement. Elle se fonde sur deux raisons principales, le devoir moral que nous impose la demande formelle d'un cabinet, avec lequel nous sommes unis par les engagements et les transactions d'une ancienne alliance; le droit positif que nous puissions dans la nécessité de pourvoir en cette occasion au soin de notre propre défense.

„Pour qui prend la peine de jeter un coup-d'oeil sur l'ensemble de notre situation géographique, et sur l'état des populations qui habitent le long des Carpathes et du Danube, il devient évident que la monarchie autrichienne ne saurait être, de ce côté, un moment lésée dans ses possessions ou sa puissance politique, sans qu'il en résulte une grave perturbation dans nos rapports de voisinage et dans nos intérêts les plus essentiels. Ces intérêts, l'insurrection hongroise les a mis en jeu en éclatant. Mais depuis peu surtout, par un concours de circonstances qui dérivent de l'obligation où s'est vue accidentellement l'Autriche d'aviser, sur plusieurs points à la fois, à la protection de son territoire, cette insurrection a pris tout d'un coup un formidable développement, sur la nature et la portée duquel nous ne saurions plus nous méprendre. Des bords de la Theiss, qui la resserraient, elle s'est avancée rapidement jusques aux rivages du Danube. La Haute-Hongrie et toute la Transylvanie sont aujourd'hui en sa possession.

Avec le foyer de son action s'est agrandi proportionnellement le cercle de son influence révolutionnaire. Le mouvement n'est plus hongrois proprement. Il est devenu à moitié polonais. Il sert de base à une insurrection bien plus vaste, bien plus ambitieuse, qui aspire à soulever toutes les contrées de l'ancienne Pologne, et à faire revivre pour nous les désastres et les calamités de l'année 1831. Ce nouvel esprit s'est manifesté du jour où le camp magyar est devenu le rendez-vous des débris de l'émigration polonaise, de ces soldats de l'anarchie qu'on retrouve, dans tous les pays, au service de toutes les révoltes, au fond de toutes les conspirations qui ont pour but de renverser les principes fondamentaux de la société, pour y substituer les rêves sanglants de la démagogie la plus hideuse.

Plus de vingt mille individus, appartenant à cette catégorie, sont, à l'heure qu'il est, enrôlés sous les drapeaux de l'armée hongroise. Ils y forment des régiments, des corps organisés tout entiers. C'est à leurs chefs, et notamment à Bem et à Dembinski, qu'appartiennent principalement la conception des plans d'action et la direction des opérations militaires. Leurs projets contre nous ne sont point cachés. Ils en font montre ouvertement. C'est celui de porter le théâtre de l'insurrection en Gallicie, et par un contre-coup dans nos provinces polonaises.

Leurs menées ont déjà germé en Gallicie et à Cracovie. Du côté de la Transylvanie, elles tendent à paralyser, en suscitant et encourageant les mécontents moldo-valaques, les efforts que nous faisons, de concert avec la Turquie, pour maintenir le calme dans les principautés. En un mot, elles entretiennent un état permanent d'agitation sur la vaste ligne de nos frontières.

Une pareille effervescence ne saurait se prolonger sans mettre en péril notre situation. Elle commandait de notre part des mesures promptes et énergiques.

Il est sans doute à regretter que la Russie n'ait pu indéfiniment se maintenir dans l'attitude passive qu'elle avait adoptée dès l'origine de la crise européenne. Depuis plus d'une année entière, on lui rendra cette justice, qu'elle n'a montré aucune envie, manifesté aucune impatience, de s'engager précipitamment dans la lutte des deux principes d'ordre moral et d'anarchie qui continuent à déchirer le sein de la famille européenne. Tant que la tourmente sociale a sévi dans le lointain, la Russie est restée calme, immobile, en présence de l'agitation du monde. Elle a vu la guerre s'allumer, les institutions s'écrouler, les formes de gouvernement changer, sans sortir de la neutralité qu'elle s'était imposée à elle-même. Mais l'heure où il lui faudrait agir n'avait point été exclue des prévisions du gouvernement impérial, et s'il quitte enfin malgré lui son rôle expectant, il n'en reste pas moins fidèle à l'esprit de ses déclarations antérieures. En effet, tout en annonçant, à l'occasion du manifeste du 14 mars de l'année passée, qu'il s'interdirait scrupuleusement toute ingérence dans les affaires domestiques des pays étrangers, et qu'il laisserait chacun d'eux libre de modifier, comme il l'entendrait, sa constitution intérieure, il avait néanmoins eu soin de se réserver à l'avance une entière liberté d'action, pour le cas où le contre-coup des révolutions du dehors mettrait en péril sa propre sécurité, et où l'équilibre ter-

ritorial, établi par les traités sur ses confins, courrait le risque d'être troublé ou modifié à son préjudice. Or, que notre sécurité soit menacée par ce qui se passe ou se prépare en Hongrie, c'est ce qui ressort évidemment des projets et des efforts avoués par les insurgés eux-mêmes; et toute atteinte que, même pour un temps, porterait de ce côté un gouvernement révolutionnaire à l'intégrité et à l'unité de la monarchie autrichienne, en ferait une à l'état de possession que, d'accord avec l'esprit des traités, S. M. croit nécessaire à la balance européenne, comme au repos de ses propres états.

Le gouvernement impérial s'est donc vu dans le cas de se prémunir contre l'éventualité qu'il avait prévue, et la situation actuelle est grosse de trop de complications, pour qu'il pût lui être permis d'en laisser mûrir le germe. En les prévenant, en accélérant par le concours qu'elle prête à son allié, l'extinction d'un incendie qui menace de se propager du Danube à la Vistule, et qui tient en fermentation toutes les nationalités répandues sur ce vaste espace, la Russie use non seulement de l'incontestable droit que lui confère l'intérêt de sa propre conservation, mais elle croit agir encore dans celui de toutes les puissances amies véritables de la paix, et contribuer au maintien du repos dans la société comme à celui de l'équilibre en Europe.

II.

*Adresse du gouvernement provisoire de la
Walachie à l'Empereur de Russie du 20
juillet 1848.*

(Feuilles de Transylvanie.)

Sire,

Après que le peuple roumaine se fut placé sous la suzeraineté de la Sublime-Porte, en se réservant une administration indépendante à l'intérieur, il a constamment protesté contre toute tentative d'attaque venue de dedans ou de dehors, contre ce droit qui était la première et la principale condition de sa soumission. Aussi dans tous les traités conclus entre la Sublime-Porte et la Russie, ce droit de la Roumanie s'est trouvé confirmé par l'effet de la garantie de cette dernière puissance. C'est ainsi qu'en considération que le bien-être de la Roumanie courrait des dangers si on lui donnait des princes étrangers, le traité d'Akerman a accordé au pays le droit d'élire ses princes dans son propre sein, et lorsqu'en 1529 le besoin d'une réforme sociale s'est fait sentir encore plus vivement, le règlement organique fut introduit en vertu du traité d'Andrinople. Dans tous ces cas, la cour impériale de Russie a invoqué, lors de la conclusion des

traités avec la Sublime-Porte, la volonté du peuple roumaine; exprimée par un certain nombre de signatures de personnes qui éprouvaient moins le besoin d'une réforme radicale, par la raison qu'elles appartenaient toutes aux classes privilégiées. Le peuple roumain, qui avait cru pouvoir saluer dans le règlement organique l'aurore de sa liberté et de son salut, a reconnu son erreur après une triste expérience de sept ans, et il vient de se donner, par une pacifique et digne révolution, des lois qui sont plus compatibles avec les progrès de la civilisation et les besoins du pays. Cette révolution s'est accomplie en trois heures de temps, sans qu'on ait eu à déplorer le moindre malheur, et sans que la tranquillité publique ait été troublée un seul instant. Le prince Bibesco, après avoir signé la constitution qui lui a été soumise, s'étant remis au bout de deux jours du gouvernement, il a fallu procéder à l'organisation d'un gouvernement provisoire, ayant en tête le métropolitain.

Depuis, ce gouvernement provisoire a travaillé sans relâche au maintien de l'ordre public, qui ne laisse rien à désirer, ainsi qu'à la mise à exécution des nouvelles réformes qui, n'ayant pour objet que de régler ses affaires intérieures sur des bases larges et convenables, ne lèse aucunement les droits d'une puissance étrangère quelconque. C'est cette nouvelle régularisation, demandée par le vœu unanime du peuple roumain, que les soussignés ont l'honneur de porter, au nom de ce même peuple, à la connaissance de V. M. I., comme ils l'ont en même temps annoncée à toute l'Europe; ils le font dans la ferme conviction que V. M. la regardera comme une conséquence naturelle de l'indépendance de notre administration intérieure, indépendance qui au besoin entraîne le droit de modifier ou même de changer totalement la législation du pays. En partant de ce principe, et n'ayant aucun doute sur la sincérité des sympathies que la Russie a toujours manifestées à notre égard, nous nous livrons au ferme espoir que V. M. voudra bien reconnaître cette oeuvre de régénération pacifique, la seule et véritable expression de la volonté du peuple. Finalement, nous croyons devoir ajouter la déclaration que nous en appelons à toute l'Europe, sous la protection immédiate de laquelle nous nous mettons, en invoquant son secours pour le cas où l'on refuserait de

reconnaître notre droit et le nouvel ordre de choses que nous avons établi.

III.

Circulaire adressée par le Comte de Nesselrode, ministre des affaires étrangères de l'Empereur de toutes les Russies, aux Missions de Russie près les cours d'Europe. En date de St-Petersbourg ^{19 juillet} _{1 août} *1848.*

(Journal de St-Petersbourg.)

Le situation des principautés du Danube, dont une minorité turbulente menaçait depuis plusieurs mois la tranquillité, a pris tout d'un coup une portée si grave qu'il n'a point été permis à l'empereur d'y fermer les yeux plus longtemps. Vous connaissez les événements qui viennent de se passer en Valachie, la tentative d'assassinat effectuée sur la personne de l'hospodar, son abdication et sa fuite, l'établissement d'un gouvernement provisoire, et les principes qu'a proclamés cette nouvelle autorité, improvisée par l'insurrection, au mépris de la souveraineté qui appartient à la Porte ottomane et en opposition ouverte au protectorat de la Russie. Le plan des révolutionnaires avait à peine réussi de ce côté qu'ils ont songé immédiatement à l'étendre à la Moldavie. Une foule d'émissaires valaques et étrangers s'y étaient déjà répandus. Les boyards moldaves, réfugiés en Bukowine, rassemblaient des forces pour marcher sur Jassy et, de concert avec leurs affiliés en Transylvanie et en Bessarabie même, les factieux préparaient un soulèvement, dont le résultat devait être, comme en Valachie, l'assassinat ou l'expulsion de l'hospodar, le bouleversement de l'ordre établi et la réunion des deux principautés en un seul état sans liens quelconques avec la Russie ou la Porte ottomane. En face de pareilles circonstances, il nous était défendu d'hésiter. De son côté, la Porte a senti qu'il y allait de sa propre existence. En conséquence, les deux puissances, auxquelles seules, en vertu des traités existants, appartient le droit de régler la condition des deux provinces, se sont entendues pour y rétablir l'ordre qu'elles y avaient institué, et dans ce but leurs troupes réunies viennent d'y entrer pour agir ensemble.

Ce n'est pas sans un vif regret et sans mûre consi-

dération que l'empereur s'est déterminé à prendre cette mesure importante. Dans la situation actuelle de l'Europe et dans la disposition des esprits, S. M. eût de beaucoup préféré ne point être forcée de sortir de son attitude immobile. Le fait seul que des troupes russes ont franchi les frontières de l'empire doit produire un grand retentissement. Il ouvre, nous ne nous le cachons nullement, un libre champ à toutes les interprétations malveillantes. Nous avons constamment désavoué tout projet d'intervention, toute ingérence dans les affaires d'autrui, toute idée d'agression quelconque. Ces assurances, nos agents à l'étranger ont été encore tout récemment chargés de les renouveler en Allemagne. Et dès lors, dans la circonstance actuelle, on tâchera sans doute de nous opposer ces déclarations, pour nous mettre, s'il est possible, en contradiction avec nous-mêmes. Aux yeux des personnes de bonne foi, cette contradiction n'existe point. Nous avons en effet déclaré ne pas vouloir nous immiscer dans les diverses transformations que les états voisins de nous voudraient faire subir à leur constitution intérieure. Mais il est bien évident qu'un pareil engagement ne pouvait s'appliquer qu'aux états européens qui traitent avec nous de puissance à puissance, aux états indépendants dont l'organisation sociale est sans relation quelconque avec les traités politiques qui ont réglé leur circonscription. Sur ceux-là, nous ne nous reconnaissons le droit, pas plus que nous n'avons la prétention, d'exercer aucune sorte de protection ou d'influence. Il en est autrement des principautés, qui ne sont point des états reconnus, mais de pures et simples provinces, formant partie intégrante d'un empire, tributaires de son souverain, gouvernées temporairement par des princes dont le choix a besoin d'être sanctionné, et qui, quant à la Russie, n'ont politiquement d'existence qu'en vertu des traités, n'ayant eux-mêmes rien de commun avec l'ensemble des transactions sur la base desquelles est fondé le droit public de l'Europe. C'est seulement à ces traités-là, et principalement à ceux de Bucharest, d'Ackerman et d'Andrinople que la Moldavie et la Valachie sont redevables des privilèges ajoutés ou substitués à ceux qu'elles tenaient originairement de leurs anciennes capitulations avec la Porte, mode d'élection de leurs hospodars, exemption de redevances onéreuses qu'a remplacées un tribut annuel plus modéré, exercice de leur religion, liberté de

leur industrie, de leur navigation, de leur commerce, extension même de leurs limites, moyennant l'annexion à la Valachie des fies attenantes du Danube et des villes et territoires turcs situés sur la rive gauche de ce fleuve. C'est enfin par ces mêmes traités qu'a été garantie aux deux provinces la jouissance du mode d'administration qui les régit; et ce mode est lui-même fixé par un statut organique, institué avec l'agrément de la Porte, pour assurer d'une part aux Moldo-Valaques les privilèges qui leur sont concédés, et les maintenir de l'autre dans les rapports de vassalité qui les unissent à l'empire ottoman.

Il résulte de cette position toute exceptionnelle, toute spéciale, toute fondée sur des conventions arrêtées entre la Porte ottomane et nous, que la Moldavie et la Valachie ont à remplir, tant envers la puissance suzeraine qu'envers la puissance protectrice, des obligations positives, auxquelles elles ne sauraient se soustraire sans le consentement préalable de l'une et de l'autre. Il se peut que leur régime administratif soit susceptible d'améliorations, qu'il ait besoin même d'être modifié en plus d'un point, mais il ne saurait l'être sans l'approbation des deux cours; il ne saurait l'être par la révolte. Or, la révolte est le moyen que les chefs du parti triomphant ont employé, non pour modifier seulement ce régime, mais pour le renverser de fond en comble. Oubliant que la plupart des avantages assurés à leur patrie ne sont dûs qu'à la protection bienveillante de la Russie, ils rejettent cette protection, pour en appeler à celle d'autres puissances. Leurs devoirs envers la Porte ne sont pas moins gravement méconnus. Car, bien qu'ils affectent pour le moment de ne point rompre encore entièrement leurs rapports de vassalité avec elle, ils ne les brisent pas moins *de facto*, en abolissant de leur pleine puissance toutes les règles, toutes les conditions qui sont la base de ces rapports même. Il suffit du principe seul de la souveraineté du peuple, invoqué par eux à l'appui de leurs prétentions, pour constituer la négation la plus flagrante des droits souverains du sultan. Leur projet futur est d'ailleurs patent. Il ressort de leur programme, et leurs proclamations n'en font pas mystère. C'est celui de restaurer, sur une base historique qui n'a jamais existé, leur antique nationalité, c'est-à-dire de cesser d'être provinces, et de constituer, sous le nom de

royaume daco-romain, un nouvel état séparé et indépendant, à la formation duquel ils convient leurs frères de Moldavie, de Bukovine, de Transylvanie et de Bessarabie. La réalisation d'un pareil plan, si l'on permettait qu'elle s'effectuât, amènerait des conséquences sérieuses. Qu'au nom d'une prétendue nationalité, dont l'origine se perd dans la nuit des âges, les Moldo-Valaques en viennent une fois à se séparer de la Turquie, et en vertu du même principe, sous l'influence du même désir, on verra bientôt la Bulgarie, la Romélie, toutes les races de langue diverse dont l'empire ottoman se compose, prétendre aussi à s'émanciper pour former chacune un état à part. Il s'ensuivra, ou un démembrement, ou du moins, dans tout l'Orient, une série de complications inextricables. S'il ne s'agissait ici que des auteurs de l'insurrection, et si, ce que nous ne pensons pas, ils représentaient véritablement l'opinion du peuple moldo-valaque, malgré tout ce que leur conduite offre de répréhensible envers la Russie, à laquelle leur pays est redevable des bienfaits de sa condition actuelle, nous pourrions rester indifférents à l'oubli qu'ils font de ces bienfaits, et les livrer aux conséquences de leur folle et coupable entreprise. Mais ce petit nombre d'insensés, dont les idées de gouvernement sont qu'un plagiat emprunté à la propagande démocratique et socialiste, étrangère à leur propre pays, ne sauraient constituer à nos yeux le véritable peuple valaque. Et, même en fût-il autrement, plus nous avons fait pour les principautés, plus nous avons obtenu pour elles auprès de la Porte ottomane, plus aussi nous sommes engagés d'honneur à empêcher qu'elles n'abusent de ces avantages contre un empire dont l'intégrité est à nos yeux, dans le bouleversement actuel de l'Europe, plus que jamais une condition essentielle pour le maintien de la paix générale. Notre propre sécurité y est d'ailleurs intéressée. Elle est menacée en Bessarabie par les intrigues qu'on y trame, par l'existence d'un foyer perpétuel d'insurrection qui s'établirait ainsi à nos portes. Pas plus qu'à la Turquie elle-même, il ne saurait nous convenir de voir, à la place des deux principautés, surgir un nouvel état, qui, livré à l'anarchie et trop faible pour se soutenir par ses seules forces, tomberait tôt ou tard inévitablement sous l'influence de la domination d'autres puissances, de manière à mettre en danger tous nos rapports internationaux.

Il y a donc ici pour nous tout à la fois question de droits, question d'honneur, question d'intérêts politiques, toutes choses sur lesquelles la Russie ne saurait consentir à transiger.

Tels sont, monsieur, nos motifs d'intervention. Ils sont simples, ils sont légitimes. Mais comme on s'est malheureusement habitué à subtiliser sur la politique de la Russie, à y chercher ce qui n'est pas, et que d'ailleurs le parti anti-social qui ne veut qu'une conflagration universelle a intérêt à inquiéter, à exaspérer l'opinion, nous ne doutons pas que le mouvement que nous venons de faire hors de nos frontières ne donne lieu, comme d'ordinaire, aux plus fausses suppositions. On dira, on a déjà dit, que ce mouvement n'est qu'un premier pas de notre politique envahissante, que nous n'attendions qu'un prétexte pour porter nos forces en avant, que nous entrons dans les principautés bien décidées à n'en pas sortir, et que, suivant ces plans traditionnels d'agrandissement que médite la Russie sur l'empire turc, nous exploitons, pour les réaliser, l'impuissance et les embarras où les perturbations sociales du moment plongent l'Europe occidentale. Nous n'avons qu'un fait bien simple à opposer à toutes ces conjectures : c'est que nous entrons en Moldavie d'un commun accord avec la Porte ottomane, et que nos troupes n'y agiront, supposé qu'il en soit besoin, que conjointement avec les siennes. Le passé d'ailleurs répond du présent. Plus d'une fois, à des époques antérieures, nous avons déjà occupé tout ou partie des principautés, et, fidèles à la parole que nous en avions donnée d'avance, nous les avons toujours évacuées dès l'accomplissement des conditions que nous avions mises à notre retraite. Il en sera encore de même cette fois, et du moment qu'en Valachie l'ordre légal aura été rétabli ou que la Porte croira avoir acquis une suffisante garantie du repos ultérieur des deux provinces, nos troupes en seront retirées, pour aller reprendre immédiatement la position strictement défensive qu'elles occupaient sur la frontière.

La conclusion que vous aurez à tirer des précédentes considérations est que les rapports dans lesquels les principautés du Danube sont placées vis-à-vis de nous, n'offrant aucune analogie avec ceux qui existent entre la Russie et les autres puissances européennes, notre intervention actuelle, en principe et en fait, n'a rien de com-

mun avec celles qu'on nous supposerait à tort l'intention de vouloir exercer ailleurs en Europe. Nos droits se fondent en Orient sur des traités qui, en Occident, n'existent pas. C'est à faire ressortir cette distinction importante que vous voudrez bien vous appliquer. Elle est visible à qui veut voir: elle n'ôte rien par conséquent à la valeur de toutes nos déclarations antérieures. Vis-à-vis des états indépendants, notre principe de stricte neutralité reste invariablement le même, et quels que soient les changements que chacun d'eux veuille apporter dans ses lois sociales ou politiques, tant qu'ils ne nous attaqueront pas dans notre sécurité ou dans nos droits, nous continuerons à assister, l'arme au bras, comme nous l'avons fait jusqu'ici, au spectacle de leurs révolutions intérieures.

IV.

Lettre de Suleiman Pacha, commissaire de la sublime Porte pour les principautés danubiennes, adressée, en date du 19 (31) juillet 1848, aux boyards de la Valachie, (et lue le 11 août à l'assemblée des boyards par Tangir-Effendi.)

Il est généralement connu que la Valachie, partie intégrante de l'empire ottoman, a joui constamment de nombreux privilèges et d'institutions avantageuses. Mais les Valaques, au lieu d'être reconnaissants de ces bienfaits, au lieu de concourir avec tout le zèle possible au maintien de l'ordre et de la tranquillité, principalement dans les conjonctures actuelles, se sont permis récemment des actes illégaux, qui ont excité le vif mécontentement de la Sublime-Porte.

Un certain nombre d'individus, usurpant le nom de Valaques, ont paru subitement dans la principauté, et après avoir séduit la milice du pays et renversé le gouvernement, ils ont imposé au prince, sous le nom de nouvelles institutions, des conditions inacceptables; le prince, qui se trouvait dans une position critique et qui ne pouvait résister à la force, fut forcé de quitter la capitale. Alors ces mêmes individus, profitant d'une occasion aussi propice à leurs desseins, eurent la hardiesse de substituer, sous le nom de gouvernement provisoire, une nouvelle administration illégale à celle légalement établie et confiée par S. M. le sultan au prince Bibesco.

Ces actes sont non seulement incompatibles avec les droits de suzeraineté et les principes gouvernementaux de la Sublime-Porte, mais ils sont encore de nature à entraîner toutes sortes d'innovations dangereuses pour l'ordre et la tranquillité du pays. Il est donc évident que cet état de choses ne peut que provoquer des désordres intérieurs, qui auront infailliblement les suites les plus désastreuses pour le pays. S. M., notre auguste souverain, constamment animé des dispositions les plus paternelles pour le bien de toutes les classes de ses sujets, dispositions dont il était sur le point de donner une marque éclatante aux Valaques, avait envoyé précédemment dans cette principauté un commissaire avec la mission spéciale d'aviser aux moyens d'y maintenir l'ordre et la tranquillité. Malheureusement, les Valaques, au lieu d'attendre un résultat favorable des mesures que la Sublime-Porte avait résolu de prendre sur le rapport à elle adressé par le commissaire en question, ont prêté imprudemment l'oreille à la séduction et ont assumé sur eux une grave responsabilité en commettant des actes dont la portée est incalculable. Cependant, S. M. le sultan, notre gracieux souverain, voulant donner une nouvelle marque de sa clémence et de sa générosité bien connues et calmer les inquiétudes que pourraient causer à la masse de la population les troubles provoqués par quelques têtes révolutionnaires, a daigné me charger spécialement de vous exhorter à rentrer les premiers dans la voie de la soumission, et si les exhortations ne réussissent pas, c'est-à-dire si vous opposez de la résistance aux moyens pacifiques, d'employer, bien à regret, des mesures de rigueur.

Le principal objet de ma mission est de vous déclarer expressément que le maintien de l'état de choses actuel, établi contre les droits de suzeraineté et les principes gouvernementaux de S. M. le sultan, ne peut être toléré; que le gouvernement provisoire, formé illégalement dans la principauté de Valachie, doit être dissous sans délai; qu'une personne digne de confiance doit être nommée, conformément aux dispositions du statut organique, pour occuper le poste vacant par le départ du prince Bibesco; que tout ce qui a été introduit arbitrairement dans le pays sous le nom de nouvelles institutions est regardé dès à présent comme nul et nullement; que dès que l'ancien ordre de choses aura de cette ma-

nière été rétabli, on prendra en considération toute réclamation fondée, que vous pourrez faire; comme par exemple des plaintes contre l'observation incomplète du statut organique, contre l'administration de l'hospodar ou tout autre abus en opposition avec les bienveillantes intentions et le sentiment de justice dont le sultan n'a jamais cessé de vous donner des preuves, quand vous le méritiez; enfin que si une députation, composée de plusieurs personnes de votre choix, vient me trouver pour me soumettre au nom du pays des plaintes de ce genre bien fondées, il sera pris immédiatement à cet égard les mesures les plus efficaces. Si toutefois, malgré tous ces moyens de modération que je viens de citer, vous continuez de maintenir le pays dans cette fausse situation et de poursuivre ce système arbitraire, je ne pourrai m'empêcher de recourir au moyen extrême, à savoir d'entrer dans le pays avec la force armée mise à ma disposition, pour y exécuter les ordres de S. M. et agir suivant la nécessité des circonstances.

En vous exposant, messieurs, les différents points de ma mission, je suis convaincu d'avance que la dernière résolution de S. M. I. est en tout point conforme aux principes de l'équité et de la modération, que votre prudence et votre sagacité vous maintiendra sans aucun doute sur la voie de la sagesse et du salut, et que vous suivrez avec une vive reconnaissance les conseils paternels que je suis chargé de vous donner de la part de notre auguste souverain.

En conséquence, mon devoir est de vous exhorter à m'adresser une déclaration contenant l'acte de votre soumission, afin que je la transmette immédiatement à la Sublime-Porte. Vous pouvez en même temps m'envoyer quelques personnes respectables pour m'exposer les griefs que vous tenez pour légitimes et fondés, afin que je puisse les communiquer à la Sublime-Porte.

Donné au camp impérial, le 19 (31) juillet 1848.

† *Extrait d'un article de l'Invalide Russe sur l'entrée des troupes russes en Transylvanie.*

Les cruautés et les devastations des insurgés hongrois et Szeklers dans la Transylvanie avaient rempli le pays d'effroi. Les troupes autrichiennes, qui devaient agir contre les rebelles, ne pouvaient défendre Hermanstadt et Kronstadt, les habitants de ces villes avaient sollicité à plusieurs reprises un secours du commandant de nos troupes cantonnées dans les principautés danubiennes.

nes. Le général d'infanterie Lüders ayant l'ordre de ne pas franchir les frontières autrichiennes, a sollicité une décision relativement à ces demandes de secours. Dans ces circonstances, et uniquement par sentiment d'humanité, afin de sauver deux villes d'une ruine imminente, le général Lüders fut autorisé à faire marcher sur Hermanstadt et Kronstadt une partie des troupes placées sous son commandement, mais à la condition expresse que la demande formelle lui en serait adressée par les commandants militaires autrichiens, et que nos troupes rentreraient dans les principautés aussitôt que le danger dont ces deux villes étaient menacées aurait cessé d'exister. Peu de temps après avoir obtenu cette autorisation conditionnelle, le général Lüders reçut du feldmaréchal Lieutenant Fersman et du général-major Schuster les lettres, qui l'invitaient à faire occuper au plutôt par des troupes russes les villes de Hermanstadt et de Kronstadt. Pour satisfaire à ces instantes invitations, le général Lüders donna au général-major Engelhardt et au colonel Skaviatine, aide-de-camp de l'Empereur, l'ordre de concentrer les détachements placés sous leur commandement pour marcher sur ces deux villes, mais de plus, de prévenir les généraux autrichiens du jour où ils franchiraient la frontière, afin que ceux-ci leur fissent savoir une dernière fois si l'arrivée de nos troupes était absolument indispensable.

V.

*Adresse des Roumaines, présentée au Sultan
Abdulmedjid, au mois d'Août 1848.*

Le droit de suzeraineté de la Sublime-Porte sur la Valachie date de temps très anciens, où, par suite d'un traité conclu entre un des glorieux ancêtres de V. M., Bajazet 1^{er}, et notre prince Mircea, lequel traité a été confirmé dans tous les traités ultérieurs, et notamment dans celui de 1460, la Valachie s'est déclarée tributaire de la Sublime-Porte, sous la réserve d'une administration intérieure tout-à-fait indépendante et du libre choix de ses princes dans son propre sein. Les progrès de la civilisation et du siècle ayant établi l'insuffisance de notre législation telle qu'elle existait avant la dernière guerre avec la Russie, la Valachie, en vertu de son droit à une administration intérieure indépendante, de nouveau reconnu par le § 5 du traité d'Andrinople, et confirmé dans la forme voulue, avait modifié ses lois par le règlement organique de 1831. Mais même cette modification n'était pas suffisante, car ce règlement organique, au confectionnement duquel la classe privilégiée, fraction la plus faible de la population, avait seule pris part, ne pouvait d'aucune manière être regardé comme l'expres-

sion de la volonté générale de la nation. Après une triste expérience de 17 ans, le peuple valaque, plus que jamais convaincu que cette réforme, faite exclusivement en faveur d'une faible minorité, et qui excluait ceux qui supportaient seuls les fardeaux de l'état, a établi un état de choses illégal et contraire à toutes les nations de justice; le peuple valaque, disons-nous, animé du désir d'établir parmi les membres de sa grande famille une plus juste répartition des droits et des obligations, s'est donné, par un mouvement unanime et pacifique, une constitution qui se trouve dans un rapport plus juste avec les besoins du pays et les lois inaltérables de l'équité.

Sire, nous sommes fort éloignés de la pensée d'attaquer les droits d'une puissance quelconque. Cette réforme, émanée de la souveraineté du peuple, est un acte d'indépendance intérieure qui n'affecte pas le moins du monde les affaires extérieures et qui n'a d'autre but que d'assurer pour toujours le bien-être et la tranquillité du pays. Il n'est jamais entré et il n'entre pas dans nos intentions de nous séparer de la Sublime-Porte. Nous reconnaissons avec joie que nous en sommes tributaires et nous regardons le tribut que nous lui payons comme une dette de reconnaissance pour les bienfaits que nous devons à sa paternelle sollicitude.

Le peuple valaque, plein de confiance dans son droit de se gouverner par ses propres lois et dans la protection que V. M. I. a toujours accordée aux peuples qui aspirent à la civilisation et à la justice, est fermement convaincu que V. M. I. préférera avoir 4 millions de fils libres et éclairés, prêts à sacrifier leur sang et leurs biens pour le salut de votre puissant empire, à un peuple malheureux qui, comme tout esclave, incline plutôt vers la haine que vers l'amour, et qui n'est jamais responsable devant Dieu et devant les hommes des actes auxquels le désespoir le pousse, le peuple valaque, disons-nous, adresse à V. M. I. la prière de confirmer et de protéger par votre haute sanction sa nouvelle constitution, aussi souvent que le danger le forcera d'avoir recours à la protection de V. M. En revanche, le peuple valaque s'engage à faire des poitrines de ses fils un rempart à la ville de Constantinople.

(Gaz. univers.)

VI.

Protestation roumaine contre l'entrée des troupes turques en Valachie, du mois d'Août 1848.

En vertu de leurs droits, sanctionnés par tous les traités; en vertu du droit qui appartient à tous les peuples, le 11 (23 juin) tous les Roumains se sont levés comme un seul homme et ont annulé toutes les institutions dont une expérience de 17 ans leur a révélé les vices et qui ont conduit à sa ruine le peuple roumain, et ils ont proclamé de nouveaux principes comme base de nouvelles constitutions. Cela s'est fait dans l'intérieur du pays; quant à ses rapports extérieurs, la nation roumaine les a respectés avec une louable modestie. Les Roumains n'ont pas seulement promis de respecter tous les droits sur la Valachie, mais ils ont encore promis ce que la Porte n'avait pas le droit d'exiger, à savoir de combattre pour la Turquie si elle était menacée de quelque danger. Après de pareils procédés, les Roumains étaient fondés à espérer que leur suzerain protégerait leurs droits, mais que l'amour de S. H. pour le peuple roumain augmenterait en proportion du dévouement de ce dernier à sa personne. La Porte nous a laissé croire que nous ne nous étions pas trompés dans notre espoir. Cependant le 19 (31) juillet, lorsque le pays se trouvait dans la plus grande tranquillité, des troupes turques passèrent le Danube et entrèrent sur le sol roumain sans aucune déclaration quelconque, sans le moindre prétexte, contre tous les traités et le droit international. Bien que la régence, qui représente la volonté du peuple, ait protesté par voie diplomatique, cependant le peuple roumain croit devoir protester lui-même à la face de toute l'Europe contre l'entrée des troupes turques; bien plus, toute la Roumanie déclare aujourd'hui, attendu qu'elle est encore libre: :

1^o Que si la Sublime-Porte respecte les droits des Roumains et reconnaît leur constitution, qui ne peut amener à sa suite que la prospérité du pays, les Roumains reconnaissants non seulement jureront à leur bon suzerain fidélité, amour et dévouement, mais encore sont prêts à servir de boulevard aux murs de Constantinople.

2^o Que, si la Sublime-Porte ne retire pas ses troupes du territoire roumain, mais qu'elle cherche à s'im-

mettre à main armée dans les affaires intérieures du pays. tous les traités seront regardés comme rompus par la Porte elle-même.

3^o Qu'alors la nation roumane s'envisagera comme déliée de toutes ses obligations vis-à-vis de la Porte.

4^o Que toutes les lois, toutes les institutions, qui pourraient être imposées aux Roumanes par les étrangers, seront regardées comme illégales, et que par conséquent il est du devoir de chaque Roumain de ne pas s'y soumettre volontairement.

5^o Que chaque Roumain qui cherchera à faire entrer dans le pays des armées étrangères ou qui contribuera à faire séjourner plus longtemps celles qui s'y trouvent déjà, sera déchu de tous ses droits de Roumain et déclaré ennemi de la société, que par conséquent il n'existe plus de lois pour lui.

VII.

Proclamation du général Lüders, commandant d'un corps d'armée russe, pour son entrée dans la Valachie en date du 27 septembre 1848.

Habitants de la Valachie. L'anarchie provoquée dans votre pays par les factieux qui se sont emparés des rênes du gouvernement pouvant prendre une extension telle qu'elle compromettrait l'avenir de la Valachie, et les actes de ce gouvernement improvisé n'étant conformes ni aux institutions d'après lesquelles cette principauté doit être gouvernée, en vertu des traités actuellement en vigueur, ni à l'existence politique qui lui a été conférée en vertu des mêmes traités, S. M. l'empereur de toutes les Russies, d'accord avec S. M. le sultan, a résolu de mettre promptement un terme à ces désordres, et de rétablir en Valachie un gouvernement légitime sur des bases solides. En conséquence, j'ai reçu l'ordre d'occuper militairement la Valachie, de concert avec les troupes du sultan, pour paralyser les progrès de la propagande révolutionnaire et rétablir dans votre pays le gouvernement légitime. Dans le ferme espoir que vous, habitants de la Valachie, qui êtes animés de bonnes dispositions, reconnaîtrez dans cette démarche une preuve nouvelle et incontestable de la haute sollicitude de S. M. l'empereur

576 *Pièces et documents concern. les affaires*

le bonheur de votre patrie, je vous somme de réunir vos efforts pour faciliter par tous les moyens cette tâche importante qui m'a été confiée par mon auguste souverain.
Le 27 septembre 1848.

Le commandant supérieur du 5e corps d'armées,
Lüders, général d'infanterie.

VIII.

Note de M. de Kotzebue, consul-général de Russie, adressée sous la date du 22 octobre, au kaimakan de la Valachie:

Les troubles éclatés récemment ayant nécessité l'occupation militaire de ces pays par des troupes impériales qui ont été appelées pour y rétablir l'ordre légal, je suis chargé de notifier au gouvernement valaque que les frais d'entretien de ces troupes seront à la charge des deux principautés, d'après une répartition proportionnelle, qui sera faite immédiatement. S. M. l'empereur, toujours animé d'une vive sollicitude pour le bonheur de ces pays qui jouissent de sa haute protection, a daigné très gracieusement ordonner que, pour écarter les embarras qui pourraient résulter de l'entretien des troupes, il sera accordé à la Valachie un prêt de 300,000 roubles d'argent pour en couvrir les frais. Quant au remboursement de cette somme, ainsi que des avances faites jusqu'à présent, il sera pris plus tard à ce sujet les dispositions nécessaires. J'invite par conséquent V. Exc. à faire connaître aux habitants du pays cette nouvelle preuve de sollicitude par laquelle S. M. l'empereur a daigné les soulager dans leur situation actuelle, puis à bien vouloir prendre les mesures les plus convenables pour que les autorités locales avisent à ce que l'entretien des troupes se fasse au prix le plus modique possible, enfin à la connaissance publique que dès à présent tous les produits nécessaires à l'entretien des troupes seront payés argent comptant. J'ai l'honneur d'être, avec la considération la plus distinguée, de Votre Excellence, le plus dévoué serviteur.

de Kotzebue.

IX.

Circulaire du Cabinet de St. Petersbourg à ses missions à l'étranger, concernant l'entrée des troupes russes en Transylvanie, en date du 21 février 1849.

St-Petersbourg, le 9/11 février 1849.

La nouvelle de l'entrée de nos troupes en Transylvanie pouvant donner lieu à des commentaires exagérés, je crois devoir vous transmettre à ce sujet les informations suivantes :

On connaît quelles horreurs et quelles atrocités ont été commises en Transylvanie par les bandes d'insurgés hongrois qui, sous la conduite du réfugié polonais Bém, y ont été en dernier lieu refoulés par l'armée autrichienne. La terreur dont ces effroyables excès avait frappé tout le pays dans les environs de Hermanstadt et de Cronstadt, et l'insuffisance accidentelle des moyens militaires que possédaient les généraux autrichiens pour les préserver du sac et du pillage, avaient engagé les habitants de ces deux villes, situées presque en face de nos avant-postes, à s'adresser par l'organe de leurs magistrats au commandant en chef de nos troupes cantonnées sur la frontière. De leur côté, les généraux autrichiens avaient désiré connaître dans le même but, jusqu'à quel point, en cas de besoin, ils pourraient compter sur un renfort de notre part.

Le général Lüders en ayant référé à l'empereur, il lui fut répondu, par ordre de S. M., que si en effet les villes de Hermanstadt et de Cronstadt étaient sérieusement menacées du fléau d'une invasion des rebelles hongrois, et que le gouvernement autrichien fût privé momentanément des moyens de les préserver d'une ruine imminente, — il était autorisé à diriger sur ces deux villes un corps de troupes suffisant; mais qu'il ne devait le faire qu'en cas d'absolue nécessité, et pas autrement que sur une demande expresse de l'autorité militaire supérieure autrichienne. Postérieurement à cette autorisation éventuelle, le danger qui menaçait les deux villes étant devenu plus pressant, à la suite d'un avantage rem-

porté par les rebelles près de Medgyes et les instances des habitants auprès du chef de nos forces s'étant renouvelées, accompagnées d'une réquisition formelle des généraux Puchner et Schurter, — le général Lüders n'a pas cru devoir plus longtemps se refuser aux vœux qui lui étaient exprimés. En conséquence il a fait occuper les deux villes, chacune par un détachement de troupes dont le nombre et la composition avaient été d'avance déterminés par les généraux autrichiens.

L'arrivée de ces troupes a été accueillie par les habitants, surtout par la population allemande, qu'effrayait à juste titre la cruauté sauvage des Szecklers, avec de vives démonstrations de joie. Nos soldats ont été reçus à bras ouverts; on est venu à leur rencontre avec le pain et le sel, et assurés sur leur existence, un grand nombre d'émigrés allemands et valaques qui déjà s'apprétaient à passer la frontière, se sont hâtés de revenir sur leurs pas et de rentrer dans leurs foyers.

Voilà, Monsieur, quels sont les faits dans leur simple vérité. Vous en concluez que l'empereur, en autorisant l'entrée en Transylvanie de quelques troupes, a été uniquement guidé par des motifs d'humanité. Il ne saurait s'agir ici que d'une mesure purement locale, qui n'a rien de commun avec une intervention armée dans les affaires intérieures du gouvernement autrichien. L'empire d'Autriche est trop puissant, il l'a prouvé trop glorieusement, dans les derniers temps, par l'énergie avec laquelle il a comprimé à lui seul quatre insurrections successives, pour qu'il eût besoin en Transylvanie d'un secours matériel de notre part. Déjà maître de la Hongrie, il aura d'ici à peu achevé la défaite du parti rebelle, et la prise de Hermanstadt et de Cronstadt, — si Bem avait réussi à l'effectuer grâce à l'infériorité des forces autrichiennes, — n'eût pu être que momentanée, sans servir à sauver la révolte de la perte finale qui l'attend. Mais, si courte qu'eût été l'invasion de ces deux villes, elle eût suffi pour les livrer au carnage et à la dévastation; et c'est là le malheur gratuit que nous avons voulu leur éviter de concert avec l'autorité autrichienne.

Tel était le but unique du mouvement que nos troupes viennent de faire; il s'entend assez de soi-même que l'occupation des deux villes ne saurait être que tempo-

raire. Nous généraux ont déjà reçu l'ordre de les évacuer sans délai et de repasser la frontière, dès que se sera dissipé le danger qui planait sur elles.

C'est dans ce sens, Monsieur, que vous aurez à vous expliquer, en réponse aux interpellations qu'on pourrait vous adresser sur un incident passager qui n'a d'importance politique que celle que la malveillance se plairait à y attacher.

Nesselrode.

A M.

21.

Différentes pièces concernant les relations politiques et internationales de l'Angleterre en 1848.

I.

Extrait de la réponse de Lord Palmerston aux interpellations du Dr. Bowring, à la séance de la chambre des communes d'Angleterre du 15 février 1848, par rapport aux affaires d'Italie et du projet d'une ligue commerciale italienne.

M. Bowring avait demandé des copies ou extraits de correspondances au sujet de la ligue commerciale en Italie. L'honorable membre complimenta le noble Lord à l'occasion de la texture de ses dernières dépêches adressées au gouvernement autrichien, relativement aux affaires de cette Péninsule, et félicita la chambre de ce que les principes de la liberté du commerce prennent de l'extension en Italie. La ligue commerciale, disoit-il, est une heureuse conception dans laquelle la Sardaigne semble occuper la même position qu'a fait la Prusse dans le Zollverein. Les Italiens ne veulent pas d'autre fédération que celle-là. L'idée de réunir le peuple italien sous un seul chef est une chimère, qui n'a pu entrer dans la tête d'aucun homme sensé. J'espère, disoit-il en terminant, que la ligue commerciale italienne ne tombera pas dans l'erreur commise par la ligue allemande en établissant des tarifs. Tout en facilitant les communications entre les divers membres du Zollverein, on a élevé une barrière contre l'échange avec les autres nations.

Lord Palmerston. Il est pour moi une satisfaction de dire à la chambre qu'autant que le gouvernement de la reine connaît les intentions du cabinet de Vienne, le gouvernement de la reine ne voit aucune raison d'apprehender que la politique du cabinet autrichien le porte à se mêler (d'une manière quelconque ayant un cachet

d'intervention hostile) des événements qui se passent au delà du Po. J'ai reçu des dépêches de l'ambassadeur d'Angleterre à Vienne; elles renferment des assurances très-satisfaisantes à cet égard. On pouvait naturellement s'attendre à une conduite semblable de la prudence et de la sagesse du gouvernement autrichien, et je suis heureux de voir que telle sera probablement la marche que suivra ce gouvernement. Quant à la ligue commerciale, je désirerais qu'il me fût permis de retarder la communication des correspondances diplomatiques à ce sujet. La ligue commerciale n'existe encore qu'en principe. Les détails de la mesure sont en voie de négociation parmi les membres qui doivent composer la ligue. Je ne vois pas d'inconvénient à déposer sur le bureau les ordonnances déjà rendues publiques, formant la base de cette ligue future. Mais je prétends réserver toute la partie relative aux négociations entamées. Toutefois, dès à présent je puis donner l'assurance au Dr. Bowring et à la chambre, que nous avons vu avec autant d'intérêt que de sympathie cette union des différents Etats de l'Italie, dans le but d'établir un système uniforme de relations commerciales basées sur la liberté du commerce. Dans les limites du droit de notre gouvernement d'offrir des avis ou d'exprimer des vœux sur la matière nous ne négligerons rien pour persuader aux Etats dont se compose cette union de baser le tarif et les dispositions réglementaires sur les principes compatibles avec le développement extrême des relations de la liberté commerciale. Quant à la participation que peut prendre le gouvernement de S. M. aux événements politiques dont l'Italie est le théâtre, quel que puisse être le vœu, quelle que puisse être la satisfaction avec laquelle le gouvernement de la reine voit la marche des événements politiques en Italie, il ne convient pas que le gouvernement anglais intervienne au delà de ce qui pourrait être nécessaire pour servir les plus chers intérêts des parties intéressées. Mais la chambre apprendra sans doute avec plaisir que lord Minto s'est rendu de Rome à Naples appelé à la fois par les Siciliens d'une part, et de l'autre, par le gouvernement de Naples, qui demandaient que l'assistance affectueuse de la diplomatie britannique fût donnée pour le règlement satisfaisant des points en discussion entre eux.

(Le docteur *Bowring* retira sa motion.)

II.

Réponse de Lord Palmerston à une interpellation à lui adressée dans la séance de la chambre des communes du 21 mars 1848 par rapport à la réception de la famille royale de France en Angleterre.

(Sun et Standard.)

Il n'existe aucun fondement quelconque quant aux assertions publiées par un journal consistant à dire que le marquis de Normanby s'était rendu auprès de M. de Lamartine pour justifier auprès du gouvernement provisoire la réception par l'Angleterre de la famille royale de France. Aucune communication de cette nature n'a eu lieu entre le gouvernement de la reine et le gouvernement provisoire de France par l'intermédiaire du marquis de Normanby, ni par aucun autre intermédiaire à ce sujet. Le marquis de Normanby, il est vrai, m'a écrit confidentiellement pour me mander qu'un malentendu ou des sentiments de jalousie pourraient naître dans l'esprit du gouvernement de France au sujet de la réception qui serait faite ici, non pas à la famille royale mais aux anciens ministres du gouvernement français. Dans une réponse, confidentielle au marquis de Normanby je l'ai prié si un tel sentiment se manifestait, de déclarer que la réception faite à ces personnes était et serait la réception qui a toujours été faite en Angleterre aux hommes qui par suite de circonstances malheureuses étaient forcés de chercher un refuge en Angleterre, le pays exerçant dans ce cas une hospitalité digne de lui, et que le gouvernement français peut être assuré que, dans les actes du gouvernement de la reine, vis-à-vis de la France, le gouvernement anglais agira avec fermeté, honneur et franchise entière, et que, dans de telles circonstances, il ne sera pas fourni le plus léger prétexte pour qu'on lui puisse imputer quelque chose de semblable à des intrigues ourdies d'une manière hostile contre les intérêts du gouvernement français ou à une intervention dans le gouvernement intérieur de la France,

III.

Addition à la correspondance diplomatique relative au différend de Sir H. L. Bulwer avec le ministère espagnol).*

A. Lettre du vicomte Palmerston, secrétaire d'état des relations extérieures, adressée à Sir H. L. Bulwer, ministre d'Angleterre à la cour de Madrid, en date du 20 avril 1848.

Monsieur,

J'ai reçu votre dépêche du 11 de ce mois avec les annexes, et je vous invite à déclarer au duc de Sotomayor que le gouvernement de la reine approuve entièrement la démarche que vous avez faite par votre communication du 7 de ce mois et aussi par votre note du 12. Déclarez lui en même temps que le gouvernement de la reine n'est nullement offensé ni du renvoi de votre communication du 7 avril, ni du ton fâché, ni du langage employé par le duc de Sotomayor dans la note du 10, quoiqu'il puisse regretter l'existence de semblables sentiments dans l'esprit du gouvernement espagnol.

Le gouvernement de la reine, en adressant des représentations au gouvernement d'Espagne et en lui donnant l'avis que votre communication lui a transmis, n'était inspiré par aucun autre sentiment que son amitié pour l'Espagne et son profond intérêt pour le bien de la reine Isabelle. Il sentait qu'en faisant cette communication, il accomplissait un devoir et ne s'attribuait pas une liberté qui ne lui appartenait pas. La conséquence, c'est dans tous les cas pour le gouvernement de la reine une satisfaction de se dire que, quoique ses conseils aient été repoussés et sa communication renvoyée, la note n'en a pas moins été lue et le conseil donné. Quelque calamité qui puisse arriver en Espagne, le gouvernement de S. M. est sûr d'avoir fait ce qu'il pouvait pour l'empêcher.

En ce qui concerne la teneur de la note du duc de Sotomayor, le gouvernement de la reine se contentera

*) Voir la correspondance échangée entre l'ambassade anglaise à Madrid et le gouvernement Espagnol du 16 mars au 17 mai. N. R. G. Tome XI p. 410.

de faire remarquer que si le droit de la reine britannique au trône du royaume-uni avait été contesté par un prétendant; si la guerre civile avait éclaté à la suite de ce conflit de prétentions rivales; si le gouvernement anglais avait envoyé, il y a peu d'années, un chargé d'affaires spécial à Madrid pour solliciter l'assistance de l'Espagne, dans le but de placer S. M. sur le trône; si cette assistance avait été donnée moralement par des engagements résultant des traités et physiquement au moyen de forces navales et militaires; si les secours ainsi fournis par l'Espagne avaient contribué d'une façon tellement essentielle à assurer la couronne à S. M. qu'on pût dire avec raison que sans ce secours S. M. ne serait pas maintenant reine d'Angleterre; si en outre il restait un prétendant qui soutint ses droits et dont les prétentions étaient appuyées par un parti important dans le royaume-uni, et si à chaque symptôme de danger de la part de ce prétendant et de ce parti le gouvernement anglais avait l'habitude de rappeler à l'Espagne les engagements qu'elle aurait contractés par les traités; s'il avait également l'habitude de soutenir que ces engagements ont encore pleine force et valeur et réclamait continuellement les bénéfices de l'existence de ces engagements; si toutes ces choses existaient et que le gouvernement espagnol, dans un moment de perturbation générale en Europe, eût averti le gouvernement anglais des dangers qui, dans son opinion, menaçaient la sécurité du trône de S. M., je crois pourrais affirmer avec confiance que tout homme d'état qui se serait trouvé ministre de la couronne britannique, au lieu de renvoyer la note dans laquelle ces représentations se seraient trouvées, au lieu d'y répondre en termes discourtois, aurait accepté la communication dans ce même esprit d'amitié qui l'aurait dictées, et qu'il adoptât ou non l'avis qu'elle contenait, il l'eût au moins considérée comme une preuve que l'amitié de l'Espagne continuait d'exister, amitié à laquelle, dans ce cas, les ministres anglais auraient dû l'honneur d'être les conseillers de la couronne au lieu d'être des exilés proscrits sur la terre étrangère.

Vous voudrez bien transmettre au duc de Sotomayor une copie de la présente dépêche.

Je suis etc.

Signé: *Palmerston.*

B. *Lettre de Sir H. Bulwer, ministre d'Angleterre à Madrid, au duc de Sotomayor, ministre des affaires étrangères d'Espagne, en date du 17 mai 1848.*

Je vous accuse réception de votre dépêche d'aujourd'hui. Je compte profiter du passe-port que vous m'adressez dans le plus bref délai; je vous ferai savoir l'heure. Quant à ma surêté personnelle, je la place sous la sauve-garde du droit des gens, du bon sens de la nation espagnole et de la puissance de mon pays, puissance reposant tout autant en moi seul et au milieu de personnes méchamment excitées, que dans les forts armements que, par sentiment d'un tort, il suffirait d'une parole de la Grande-Bretagne pour évoquer.

* Quant aux autres affaires, je ne voudrais pas être la cause d'une rupture de ces relations dont vous parlez, mais, après une série de mesures aussi étranges et aussi insolites que celles que j'ai vues ici dans ces derniers temps, je ne saurais répondre de ce qui pourra être la conduite de mon gouvernement. Sans rien préjuger dès lors, d'une manière ou d'autre, sur cette question, je laisse ici M. Othway, qui ne pourra pas traiter avec vous officiellement d'autres affaires sans avoir reçu de nouveaux ordres. Mais, parfaitement au courant des affaires de la légation, dont il est digne membre, en cas de grande nécessité il conférera avec vous sur toutes questions qui pourraient s'offrir intéressant les Anglais. Il est autorisé par moi à signer les passe-ports et pièces officielles pour les sujets anglais.

IV.

Extrait des explications données à la chambre des Lords, dans sa séance du 5 mai 1848, par le marquis de Lansdowne, sur la motion de Lord Stanley relative à la correspondance et aux difficultés diplomatiques soulevées par la note adressée par M. Bulwer au gouvernement de Madrid.

Lord Lansdowne observa qu'à la vérité une communication avait été faite par le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères à M. Bulwer; mais que cette com-

586 *Différentes pièces concern. les relations*

munication était personnelle à M. Bulwer et ne devait pas être directement communiquée au gouvernement espagnol. Ce document a trouvé place dans un journal français; il est très facile, d'altérer la couleur ou même l'essence d'une dépêche en ajoutant ou en retranchant un ou plusieurs mots; la suppression dont il s'agit avait pour but évident de faire croire que la communication avait été faite directement au gouvernement espagnol. Il était recommandé à M. Bulwer de faire les efforts pour transmettre son opinion au gouvernement espagnol lorsque l'occasion se présentera. Ces mots seuls excluent l'idée de la supposition que la dépêche était écrite pour être communiquée directement. Cette dépêche n'était qu'une instruction pour sa gouverne; il devait en conséquence agir comme il l'entendait et apprécier personnellement les circonstances du moment. Ensuite il ne prendra à personne la pensée de contester au gouvernement anglais le droit de donner des conseils d'amitié au gouvernement espagnol qui est dans l'habitude de demander des conseils à l'Angleterre et qui est dans une position à recevoir dans un esprit amical des conseils amicaux donnés par une puissance dont elle a reçu assistances fréquentes. Les papiers demandés seront déposés sur le bureau. Le but du quadruple traité est de promouvoir le système des gouvernements constitutionnels en opposition contre le système des gouvernements despotiques. Le gouvernement anglais a voulu faire comprendre à l'Espagne que le régime constitutionnel est celui qui valait le mieux pour l'Espagne; mais l'Espagne demeurait tout à fait libre de suivre ou de rejeter cet avis. M. Bulwer a déclaré formellement n'avoir fait aucune communication de sa note au *clamor publico*. Quant aux deux membres d'une illustre famille *) ayant droit, précisément à cause du malheur qui les avait frappés, à plus de considération, dont aurait usé à leur égard la souveraine d'Angleterre, je proclame hautement qu'on ne leur a pas manqué d'égards. Les ministres de la reine n'ont eu aucune occasion de lui donner des conseils à ce sujet. La reine avec cette générosité de coeur qui l'a toujours distinguée, n'a manifesté à leur égard que des sentiments de bienveillance. Il est arrivé seulement

*) Le duc et la duchesse de Montpensier.

que le duc et la duchesse le Montpensier qui avaient été reçu préalablement par la reine et qui étaient de sa part l'objet d'attentions prouvant sa disposition toute favorable, négligeant l'étiquette ordinaire sont venus à Buckingham-Palace sans avoir fait prévenir de leur visite, à un moment où la reine ne pouvait pas les recevoir. La reine avait désiré naturellement avoir auprès d'elle dans cette occasion S. A. R. le prince Albert ou le secrétaire d'Etat des affaires étrangères. En conséquence S. M. avait fait mander immédiatement le secrétaire d'Etat des affaires étrangères au Palais de Buckingham. Le gouvernement de la reine en général et le secrétaire d'Etat des affaires étrangères en particulier ne sont pas du tout disposés à intervenir auprès des gouvernements étrangers pour les engager à modifier les formes de gouvernement ou à adopter telle ou telle politique; mais toutes les fois que l'influence de l'Angleterre peut s'exercer dans l'intérêt du maintien de la paix du monde, il est du devoir de l'Angleterre de l'exercer. Je maintiens que cette politique a exercé une très importante influence en diverses époques et surtout l'année dernière..... Partout où la médiation de l'Angleterre pourra servir à prévenir la guerre elle sera franchement offerte et plus d'une fois elle a été acceptée.... Au milieu des tempêtes politiques qui grondent autour de nous, notre vœu est de veiller à ce que l'orage passe, s'il est possible, sans affecter les relations entre un Etat et un autre Etat, sans blesser ces intérêts du commerce, si nécessaires à la prospérité générale.

V.

Extrait des Explications données par Lord Palmerston à la chambre des communes, séance du 16 mai 1848, sur la motion de M. Urquhart, de produire les pièces regardant le traité d'Unkiar-Iskelessi et les affaires de Schleswig Holstein.

(The Sun.)

Le traité d'Unkiar-Iskelessi est un traité entre la Russie et la Turquie, traité qui a duré huit ans, et contre lequel le gouvernement anglais s'est élevé, parce qu'il donnait à la Russie le pouvoir d'intervenir dans les affaires de la Turquie. Le traité a expiré en 1841 ou

1842; il n'a pas été renouvelé pour des raisons tout à fait étrangères à ce qui se passe aujourd'hui entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, à l'égard de la Pologne.... Assurément ce n'est pas moi qui viendrai prendre ici la défense du traité de la sainte Alliance, et il n'est rien dans la politique du gouvernement qui présente de la sympathie pour les objets que ce proposait la Sainte Alliance.

VI.

Extrait des déclarations des ministres anglais sur la motion de M. Banks relative aux relations de l'Angleterre avec la Cour de Madrid, à la séance de la chambre des communes, comité de subsides, du 5 juin 1848.)*

Lord John Russel. J'ai entendu avec plaisir le noble Lord (Mahon) admettre que tout Etat avait le droit de faire à un Etat ami des représentations et de lui donner des avis amicaux, suivant les circonstances; cela est si vrai, que dernièrement encore, depuis les événements de Naples, les ministres espagnols eux mêmes ont cru devoir insister auprès du roi de Naples pour obtenir qu'il fût clément après la victoire remportée sur ses sujets rebelles. Le ministère anglais en a fait autant, et je n'ai pas appris que le ministère napolitain eût encore fait un crime aux deux gouvernements d'Espagne et d'Angleterre de cette velléité d'intervention dans les affaires napolitaines.... En présence de toutes les difficultés qui assiégeaient le trône de S. M. Isabelle II, Lord Palmerston, écrivant sa dépêche de mars dernier, avait raison de conseiller à la reine de composer une administration prise dans les deux grands partis qui divisaient l'Espagne. Après avoir reçu des instructions dans ce sens, Sir H. Bulwer ne put qu'être allarmé par la mesure exceptionnelle qu'il vit adopter par le gouvernement espagnol. Le gouvernement anglais, appelé à se prononcer depuis sur la question d'opportunité de la présentation de la note par Sir H. Bulwer au gouvernement espagnol, fut d'avis que Sir H. Bulwer avait eu

*) Voir la correspondance y relative Tome XI p. 416 et ci-dessus Nr III.

raison. Le gouvernement crut devoir encourir toute la responsabilité qu'entraînait la présentation de cette note, d'autant mieux qu'il ne l'avait pas jugée intempestive. Le gouvernement ne recule devant aucune des conséquences possibles de la solidarité qu'il a accomplie. Lord Palmerston ne devait pas montrer vis-à-vis du gouvernement espagnol plus de colère qu'il n'a fait. Un vote de censure contre les ministres de S. M. aurait pour unique résultat d'affaiblir les pouvoirs des représentants de la reine, quels qu'ils puissent être, demandant réparation au gouvernement espagnol. Il est nécessaire que l'honneur de l'Angleterre soit maintenu; mais il est en même temps à désirer qu'une marche indulgente soit suivie. Si la puissance des deux pays était plus égale, il serait plus difficile pour nous de montrer de l'indulgence; mais dans notre position vis-à-vis de l'Espagne et comparativement à elle, en présence de ce qu'est la puissance de l'Angleterre, je crois que non-seulement nous sommes excusés, mais encore que nous sommes tenus de montrer la plus extrême modération et indulgence dans nos procédés avec l'Espagne. Nous aurons soin qu'aucune tâche ne ternisse l'éclat de l'honneur de l'Angleterre. A tout et sauf cela je suis prêt à me soumettre dans le but de maintenir les relations les plus amicales avec l'Espagne. Si je puis rien trouver d'une part qui excuse le parti péremptoire et violent adopté par le gouvernement espagnol, lorsqu'il a renvoyé notre ministre à la cour de Madrid, d'autre part je ne dois pas perdre de vue les intérêts de la reine d'Espagne, dont j'ai vivement à cœur de voir le trône maintenu et dont j'espère que la sûreté sur ce trône ne sera pas compromise. Puis il y a aussi ce peuple espagnol, peuple aussi généreux, libéral et brave qu'aucun peuple sur la terre. Si je regrette que la reine d'Espagne ait confié la direction des affaires à des personnes manquant de discernement et de modération, manquant de ces qualités vis-à-vis d'une alliée fidèle et généreuse, toutefois en tout ce que vous pourrez faire et en tout ce que nous pourrions juger devoir écrire à la reine à ce sujet, nous n'oublierons pas qu'abstraction faite des représentants temporaires de l'Espagne, les intérêts de la reine d'Espagne et le caractère du peuple espagnol exigent de notre parti le plus vif intérêt et la plus grande considération.

Lord Palmerston, secrétaire d'état des affaires étrangères. Seul je suis responsable des actes de Sir H. Bulwer; si l'approbation donnée, par moi, à sa conduite a mérité un blâme, c'est sur moi seul que ce blâme doit retomber. Mais ni lui, ni moi ne l'avons mérité. Sir H. Bulwer s'est conduit admirablement et j'ai dû le lui faire savoir.... Au nom de la reine d'Espagne on s'efforçait d'établir en Espagne le despotisme que l'Angleterre avait aidé la reine à renverser. Le traité par lequel nous avions garanti sa couronne nous donnait le droit de faire entendre nos conseils dans les termes les plus explicites. En rédigeant ma dépêche du 16 mars je n'ai dépassé les limites du droit qu'avait l'Angleterre, en principe; et si quelque critique peut s'attacher à certaine expression de la dépêche, je réponds qu'elle n'était pas écrite pour être communiquée..... Quoique j'aie refusé d'entrer en communication directe avec le comte de Mirasol, qui est ici sans caractère officiel et sans mission diplomatique, et dont les assurances eussent été sans valeur officielle, j'ai mandé à M. Isturitz, ministre de la reine d'Espagne près notre cour, que nous étions prêts à recevoir toutes les communications qu'il pourrait avoir à faire au gouvernement anglais.....“

(La motion de M. Bankes a été rejetée.)

VII.

Réponse de Lord Palmerston à l'interpellation de M. Müntz sur les affaires de Naples, à la séance de la chambre des communes du 5 juin 1848.

Le gouvernement anglais, signataire du traité de Vienne, qui avait réglé la question des Etats italiens, n'est pas tenu en vertu de ce traité d'intervenir en aucune manière dans les événements qui ont lieu dans ces Etats. Quoique le gouvernement anglais entretienne depuis si longtemps comme on sait des relations d'amitié avec l'Empereur d'Autriche, cependant il ne peut se défendre de vive sympathie pour les efforts faits récemment en Italie, par le peuple italien pour se doter lui-même d'un gouvernement libre et constitutionnel; mais la position naturelle et convenable du gouvernement de la reine, touchant les événements des Etats italiens, consiste à n'intervenir en aucune façon. Quant aux récents évé-

nement, de Naples, les rapports parvenus au gouvernement de la reine me font croire que ces événements ont été très mal interprétés dans leur caractère..... Je produirai le compte rendu des événements de Naples par le chargé d'affaires de la reine près de cette cour. Quant aux interpellations de M. Urquhart, le gouvernement a toujours pensé que le quadruple traité était en vigueur autant à l'égard des affaires d'Espagne, qu'à l'égard de celles de Portugal.

VIII.

Extrait des explications données par le marquis de Landsdowne, président du conseil privé de S. M. B., sur l'interpellation de Lord Stanley relativement à la participation de l'Angleterre aux affaires de la Sicile, dans la Séance de la chambre des Pairs le 8 août 1848.

(Times.)

Je suis heureux de dire que l'Angleterre a été et j'espère qu'elle continuera d'être longtemps en état d'alliance avec le roi de Naples; et vis-à-vis du royaume de Sicile, bien qu'unie avec Naples, l'Angleterre s'est trouvée en relations très-intimes, indépendamment de son alliance avec Naples, et plus particulièrement en ce qui regarde la constitution de Sicile. Dans ce différend survenu entre les deux parties, le gouvernement de la reine s'est prescrit une ligne de conduite ayant pour but de maintenir, par des conseils et une immixtion d'une nature amicale, l'alliance entre Naples et Sicile, sur le pied le plus avantageux aux deux parties. Ce que se proposait le gouvernement de S. M. avant et depuis la mission dont a parlé Lord Stanley, c'était de maintenir les relations entre Naples et la Sicile sur un bon pied, en favorisant des mesures de conciliation de nature à maintenir ces relations. Tel était le but de la mission du comte de Minto. Ces suggestions furent reçues avec un esprit amical et un bon vouloir marqué. Le gouvernement de S. M. se flatta un instant de voir le but de son intervention rempli et la réconciliation effectuée entre la Sicile et Naples. Mais il survint à la cour de Naples des changements qui retardèrent la solution espérée. Les événements subséquents élargirent

592 *Différentes pièces concern. les relations*

encore la brèche ouverte entre la Sicile et Naples et sans aucun doute ce qui se passa en France stimula fortement l'esprit de résistance. Ce n'est pas à l'absence des efforts du gouvernement de la reine et du talent du comte de Minto que doit être attribué le déboulement survenu... et il est vrai et juste de dire que jamais pays ne fut mieux ni plus assidument représenté à l'étranger que ne l'a été et que ne l'est l'Angleterre à Naples par Lord Napier. Lorsqu'il devint évident que la Sicile ne ferait plus partie du royaume de Naples.... le gouvernement de S. M. chercha tout d'abord à user de son influence pour qu'un prince de la maison de Naples fût élu souverain de ce royaume, qui devenait de fait une puissance indépendante. Le comte de Minto ne négligea rien pour déterminer les Siciliens à faire cette élection.... Le gouvernement de la reine ne crut pas devoir intervenir dans le mode et la forme de gouvernement qui serait établi en Sicile; mais il se prononça pour une forme de gouvernement monarchique plutôt que pour une forme républicaine. Dans la situation actuelle de l'Europe, je crois que c'était un bon conseil à donner par l'Angleterre et à recevoir par la Sicile. Dès l'instant où il était constaté que le peuple, libre dans son choix, penchait pour la forme de gouvernement monarchique, il était à désirer que le souverain sicilien fût choisi parmi les princes des Etats italiens; le choix d'un étranger eût pu donner lieu à l'intervention étrangère et être suivie de différends plus sérieux. Le noble lord (Stanley) a été mal informé lorsqu'il a supposé qu'une communication avait été faite au peuple sicilien ou au roi de Sardaigne que le gouvernement anglais réquertrait l'assurance que le duc de Gènes serait élu souverain, ou que nous avions mis quelques conditions à la conduite à tenir de la part de l'Angleterre vis-à-vis de la Sicile comme Etat indépendant. Tout ce que le gouvernement anglais s'est borné à dire a été que lorsque la Sicile se constituerait en puissance souveraine, l'Angleterre préférerait qu'elle nommât son souverain prince n'appartenant pas à un Etat étranger. L'engagement de l'escadre anglaise n'a pas trait aux affaires entre Naples et la Sicile et l'amiral Parker s'est rendu de son gré dans la baie de Naples.

Lord Minto. Je dirai les véritables circonstances de l'apparition de l'escadre anglaise dans la baie de Na-

ples. Un bateau à vapeur napolitain avait arboré le pavillon anglais, non en pleine mer, mais dans les eaux de Corfou et à l'aide de ce moyen il a pris un bâtiment marchand à bord duquel on savait que se trouvaient un grand nombre de réfugiés siciliens de la Calabre. Ils ont été conduits à Naples. L'amiral a demandé à voir ces réfugiés, afin d'entendre leur plainte. Cette autorisation lui a été refusée. Il est évident qu'il y avait là une raison plus que suffisante pour justifier une demande péremptoire d'explication. L'amiral a montré les qualités qui le caractérisent : prudence et fermeté. . . Quant à mon voyage en Sicile, la vérité est que je ne voulais pas y aller et qu'il a fallu pour m'y conduire toutes les instances du roi et du gouvernement de Naples. Il s'agissait de préserver, s'il était possible, l'union entre les deux royaumes. Le noble lord (Stanley) a parlé de non intervention, mais il ne sait peut-être pas qu'il existe certaines circonstances particulières dans l'alliance entre l'Angleterre et la Sicile, qui nous imposent une très-sérieuse obligation vis-à-vis de ce pays.

IX.

Extrait des Explications données, sur l'interpellation de M. d'Israeli, par Lord Palmerston relativement aux négociations pour la pacification de l'Italie dans la séance de la Chambre des communes du 16. août 1848.

(The Sun.)

Vers la fin de l'année (dernière) par suite du changement de politique adopté par le pape, des principes de réforme commencèrent à prévaloir en Italie et des manifestations constitutionnelles furent annoncées dans toute la Péninsule. Il y eut des difficultés entre les peuples et les Gouvernements. Ces difficultés étaient surtout très-sérieuses à Rome. J'appris d'une source digne de foi que le cabinet pontifical desiroit vivement qu'une ambassade (anglaise) fût envoyée officiellement à Rome pour aider le gouvernement de ses conseils et de ses avis, en arrangeant les différends qui s'étaient élevés entre lui et le peuple. On répondit qu'il pouvait y avoir un obstacle légal à l'envoi d'une légation officielle à Rome. On proposa d'écarter l'obstacle, en proposant au gouver-

nement britannique d'envoyer à Rome une personne, qui, sans caractère officiel, serait investie cependant de la confiance du gouvernement britannique, et ayant une grande expérience diplomatique pourrait rendre un grand service en réglant les différends en question. Nous choisîmes Lord Minto qui voyageait alors en Italie pour ses affaires particulières et je pensai ne pouvoir mieux faire que de proposer à la reine d'inviter Lord Minto à se rendre à Rome sans caractère officiel, en se prévalant toutefois de l'autorité que lui donnait sa qualité de membre du Cabinet, et en lui donnant plein pouvoir d'agir comme il jugerait à propos si des circonstances extraordinaires se présentaient... D'autres parties de l'Italie avaient aussi exprimé le désir qu'une pareille mission fût donnée par l'Angleterre. Mon noble ami fut invité de se rendre auprès des cours de Turin et de Florence sur la route. Il avait des lettres de créance qui lui donnaient une mission spéciale auprès de ces deux cours s'il croyait que leur désir fût de le recevoir en cette qualité. Mais lord Minto n'avait point de lettres de créance officielles pour Rome... Il devait donner des conseils qui fussent de nature à écarter les difficultés qui seraient signalées; c'était l'objet de la mission, et il l'a heureusement atteint. D'un côté lord Minto déclara aux gouvernements qu'ils pouvaient sans crainte conférer à leurs sujets des droits purement constitutionnels, et aux sujets que malgré leur ardeur pour les réformes ils atteindraient mieux leur but national en montrant de la confiance à leurs gouvernements et en ne les forçant pas à échanger des institutions depuis longtemps établies. Lord Minto a réussi à Florence et à Turin... A Rome ses efforts obtinrent le même succès; il ne désirait pas se rendre auprès de la Cour de Rome. Je reçus de l'ambassadeur de Naples une communication portant que le roi de Naples regarderait comme une attention le voyage que Lord Minto ferait de Rome à Naples. Je répondis que Lord Minto s'y rendrait s'il était invité. Il fut invité et alors on lui envoya des lettres de créance, et on lui communiqua des instructions. Mon noble ami se rendit à Naples et déploya ce zèle, cette activité et ce talent qui le distinguent pour amener une réconciliation entre les sujets et maintenir la couronne des deux pays sur la même tête. Il paraît qu'au moment où les négociations allaient être amenées à une conclusion satisfai-

sante, arriva la nouvelle de la révolution de Paris et des événements de ce pays. Sans cela la négociation aurait réussi. L'influence exercée par les événements augmenta les difficultés. Le roi de Naples refusa de céder aux demandes de ses sujets de Sicile relativement à la couronne de ce pays. Le choix fait par les Siciliens a été entièrement spontané de leur part. On insinua seulement que nous reconnaitrions le souverain de la Sicile lorsqu'il serait en possession de son trône et de ses états. Les motifs de la mission de Lord Minto étaient tout-à-fait désintéressés ; le seul intérêt que nous ayons eu en vue dans cette mission était celui que l'Angleterre, comme grande puissance doit toujours avoir à maintenir la paix dans les autres pays et à intervenir, quand on l'en prierait, pour le progrès de la civilisation et la prospérité de tous les sujets de S. M. Quant aux événements plus récents dans le nord de l'Italie, cette médiation ne nous a pas été dictée par un désir spontané et intrusif de ce pays, de se mêler des affaires qui ne le regardent pas, mais comme le résultat de vives instances et de demandes réitérées faites par toutes les parties directement ou indirectement intéressées dans cette affaire. C'est le résultat d'un vœu exprimé au commencement et à la fin par le gouvernement de l'Autriche. La France a également exprimé les mêmes vœux. Si en réponse aux vœux exprimés par ces gouvernements nous avions refusé opiniâtement d'intervenir, nous mériterions le blâme que l'orateur et ses amis semblent vouloir nous adresser. Lord Minto était sans mission vis-à-vis de l'Autriche. Une partie de sa mission consistait à engager le gouvernement Sarde à s'abstenir d'hostilités vis-à-vis de l'Autriche, que l'Autriche appréhendait, mais dans des circonstances tout-à-fait différentes de celles qui ont caractérisé les mouvements de l'armée Sarde. Lorsque les derniers événements militaires ont eu lieu, la France était instamment priée de donner aux troupes italiennes une assistance armée. Il n'y a rien dans la situation actuelle de la France qui lui rende impossible une participation à une intervention hostile, si son gouvernement voulait s'embarquer dans une telle intervention. L'armée actuelle de la France pourrait, si cela plaisait à la nation française, lancer ses légions au delà des Alpes ; elle le pourrait aujourd'hui comme elle l'a pu précédemment. Mais si le gouvernement français

596 *Différentes pièces concern. les relations*

vient nous dire qu'on lui a demandé son intervention armée, mais qu'il ne veut pas aller jusques là; qu'il voudrait, conjointement avec nous, régler les choses par la voie de la médiation, s'il nous prie de l'aider à assurer la réalisation d'objets si désirés, dans un esprit d'amitié, personne ne supposera à l'Angleterre des vues hostiles à l'Autriche lorsqu'elle accepte de telles conditions. Le gouvernement français nous a dit: Si vous offrez la médiation de concert avec nous, nous suspendons notre décision touchant des intentions qui pourraient nous engager à adopter d'autres mesures. Le gouvernement anglais eût été incapable de remplir les devoirs que lui impose sa responsabilité s'il n'avait pas agi comme il a fait. Telle est la seule raison qui nous a engagés à accepter cette médiation collective. Le principe est celui du maintien de la paix de l'Europe. Les moyens par lesquels on atteindra ce but donnent lieu à une question qui se resout en une serie de détails que je crois devoir refuser quant à présent. J'ai l'espoir et le désir que notre combinaison préservera la paix de l'Europe; paix qui, grace à cette action mutuelle, a duré trente ans sans interruption, et qui, depuis les quinze dernières années a été certainement maintenue par la bonne intelligence entre l'Angleterre et la France En conséquence nous sommes fiers de le dire, en présence des grands événements qui ont naguère renversé le précédent gouvernement de la France et placé le pouvoir dans les mains d'hommes qui depuis longtemps y étaient restés étrangers, nous sommes heureux de le redire, malgré ces événements et leurs resultats, nous avons la presque certitude que les chefs de la nation française et une partie même de la France ont la ferme pensée d'unir franchement la politique des deux pays. ... Aussi longtemps que l'Angleterre et la France voudront la paix du monde, il ne pourra sortir que des actes honorables de cette entente, et il est impossible que deux nations aussi grandes s'alièrent dans un but qu'on ne pourrait avouer à la face de tout le genre humain. Nous vous proposons donc une telle alliance et plaise au ciel que ma proposition soit accueillie, car j'espère qu'il ne peut en resulter que du bonheur pour l'humanité. Tous nos efforts seront dirigés vers cette fin, et quelle qu'en soit l'issue, nous espérons que le parlement nous saura gré de les avoir tentés.

X.

Réponse de Lord Palmerston, Secrétaire d'Etat des affaires étrangères, à l'interpellation de Lord G. Bentinck relativement à l'initiative de la médiation de l'Angleterre dans les affaires d'Italie, à la séance de la chambre des communes du 17 août 1848.

(Morning-Post.)

La première proposition pour les bons offices de l'Angleterre a été faite par un envoyé spécial du gouvernement autrichien; on n'a pas refusé, mais il s'est trouvé une différence quant à la base de la médiation et il n'a rien été fait de plus dans cette circonstance. La dernière communication, appelant les offices amicaux de l'Angleterre, a été faite par le ministre des affaires étrangères d'Autriche qui à ce moment résidait à Francfort.

XI.

Réponse de Lord Palmerston sur l'interpellation de Lord Dudley Stuart, au sujet de l'entrée des troupes russes dans les provinces Danubiennes, à la séance de la chambre des communes du 1 septembre 1848.

Les troupes russes qui sont entrées en Moldavie y sont venues à la demande même de l'hospodar, et sans avoir reçu aucun ordre du cabinet de St. Pétersbourg. Je crois que lorsque cette nouvelle est arrivée à Constantinople, le ministre russe près cette cour écrivit au commandant des troupes pour lui dire que la Porte allait envoyer elle-même un commissaire dans les principautés, et que, dès lors, la présence de ces troupes n'était pas nécessaire. Sur ce message, les troupes allaient se retirer. Depuis, des ordres sont arrivés de St. Pétersbourg, leur enjoignant de rester où elles se trouvaient, jusqu'à ce que de nouvelles instructions leur eussent été envoyées.

Ce corps d'armée n'est pas considérable, mais il conserve ses cantonnemens dans les principautés: J'ai reçu de St. Pétersbourg des communications récentes par lesquelles on m'informe que le mouvement militaire n'a d'autre but que le rétablissement de l'ordre; que l'occu-

pation ne sera que temporaire, et qu'elle cessera aussitôt qu'aura disparu la cause qui l'a motivée. Aucun délai n'est fixé, j'en conviens, mais il est bien entendu que l'occupation ne sera que temporaire.

La Russie a, avec les principautés, comme puissance protectrice, des rapports définis et autorisés par les traités. Ce qu'elle a fait ne doit donc pas être considéré comme l'intervention illégitime d'un pays dans les affaires d'un autre. L'intervention s'est faite à la demande même de l'hospodar, et il ne s'agit nullement d'une acquisition de territoire.

XII.

Extrait du discours du trône, prononcé par la reine Victoire à la clôture de la session du parlement du royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande le 5 septembre 1848.

(Traduction.)

„.... Milords et Messieurs, j'ai renouvelé d'une manière formelle mes relations diplomatiques avec le gouvernement de France. La bonne intelligence entre les deux pays a continué sans la plus légère interruption. Des événements d'une importance majeure ont troublé la tranquillité intérieure de plusieurs des Etats de l'Europe, dans le nord et le midi. Ces événements ont amené à des hostilités entre des pays voisins. J'emploie mes bons offices, de concert avec d'autres puissances amies, à régler à l'amiable ces différends et j'ai la confiance que nos efforts pourront être couronnés de succès. Je me réjouis de penser qu'une appréciation croissante de la valeur de la paix encourage l'espérance que les nations de l'Europe pourront continuer à jouir de ses bénédictions. Au milieu de ces convulsions, j'ai eu la satisfaction de pouvoir conserver la paix dans nos Etats et de maintenir notre tranquillité intérieure. La force de nos institutions a été éprouvée et elle n'a pas fait faute.“

† Le *Court Circular* du 5 sept. 1848 constate que le baron d'Andrian, arrivé en Angleterre le 26 août, a eu une audience de S. M. la reine pour lui présenter une lettre de l'archiduc Jean d'Autriche. Le baron a été introduit par le vicomte Palmerston et conduit à l'audience par le colonel Sir Edouard Cust.

22.

Différentes pièces concernant les relations de l'Angleterre avec le Pape et l'Eglise catholique en 1848.

I.

Pièces relatives à l'acte autorisant le rétablissement des relations diplomatiques avec la cour de Rome.

A. Texte du Bill présenté le 8 février 1848 par le marquis de Landsdowne, président du Conseil privé de S. M. B. à la chambre des Lords, pour autoriser S. M. à établir des relations diplomatiques avec la cour de Rome.

(Traduction.)

Attendu que, par un acte passé dans la première année du règne du roi Guillaume et de la reine Marie, intitulé *Acte déclarant les droits et libertés du sujet et réglant la succession à la couronne*, il a été établi, entre autres choses, que toute personne qui était ou serait en communication avec le siège ou l'Eglise de Rome, ou professait la religion papiste, ou épouserait un papiste, serait exclue, et à jamais incapable de succéder à la couronne et au gouvernement de ce royaume et de l'Irlande et aux domaines et possessions qui en dépendent, ainsi que de les posséder ou d'en jouir, ou d'exercer le pouvoir royal, l'autorité ou la juridiction, et que, dans tous les cas, le peuple de ces royaumes serait dégagé de son serment de fidélité, et que ladite couronne et ledit gouvernement devraient passer, pour par elles en jouir, à la personne et aux personnes protestantes qui en eussent hérité, le cas échéant où les dites personnes étant en communication, faisant profession ou se mariant, comme il a été dit, seraient venues à décéder naturellement;

Et attendu que, par un autre acte adopté en la session du parlement, tenue dans les 12^e et 13^e années du

regne du feu roi Guillaume III., sous cette rubrique *Acte pour les délimitations ultérieures de la couronne et à l'effet de mieux garantir les droits et libertés des sujets*, il a été entre autres choses, ordonné que toute personne héritant de la couronne, ou la prenant aux termes de la disposition dudit acte, et étant en communication avec le Siège ou l'Eglise de Rome, ou professant la religion papiste, ou épousant un papiste, serait frappée des incapacités prévues, ordonnées ou établies pour ces cas par ledit acte de la première année du roi Guillaume et de la reine Marie;

et attendu qu'il est opportun que la reine soit mise à même d'établir des relations diplomatiques avec la cour de Rome;

Par ces motifs il est déclaré et établi par Sa Très-Excellente Majesté la Reine, de l'avis et de l'agrément des lords spirituels et temporels et des communes réunis dans le présent parlement et par leur autorisation, que, nonobstant les dispositions des actes précités ou de l'un d'eux, ou de tout autre acte actuellement en vigueur il sera permis à S. M., ses héritiers et successeurs, quand ils le jugeront convenable, de nommer, accréditer ou employer à la cour de Rome tout ambassadeur, envoyé extraordinaire, ministre plénipotentiaire et autres agent ou agents diplomatiques quels qu'ils soient, accrédités par le souverain pontife, et que tous les ambassadeurs, envoyés extraordinaires, ministres plénipotentiaires et autres agents diplomatiques, ainsi respectivement nommés, accrédités, employés et reçus comme il est dit plus haut, jouiront des mêmes droits, privilèges et immunités dont jouit actuellement, d'après les lois, les usages, ou autrement, tout autre ambassadeur, envoyé extraordinaire, ministre plénipotentiaire ou autre agent diplomatique ou agents accrédités par S. M. auprès d'une puissance étrangère, ou par une puissance étrangère auprès de la cour de Londres.

B. Extrait des débats de la chambre des Lords sur le bill autorisant S. M. à ouvrir des relations avec le St. Siege, séance du 17. février 1846:

Le marquis de Landsdowne ayant proposé la seconde lecture du bill, constate qu'un siècle et demi s'est écoulé depuis que Lord Castlemain était conduit à la Tour de Londres sous la prévention de haute trahison pour s'être rendu à Rome comme ambassadeur de Jacques II.

L'Angleterre avec le Pape et l'Eglise catholique. 601

Les temps ont bien changé depuis et des communications régulières avec la cour de Rome sont devenues d'une opportunité évidente. Depuis le règne de Jacques II. on a employé soit des étrangers, soit des nationaux qui se rendaient à Rome pour leurs intérêts particuliers ou pour leurs plaisirs à régler les affaires qui pouvaient y concerner le gouvernement ou les sujets anglais; mais ces rapports indirects et sans responsabilité offrent bien plus d'inconvénients que des rapports normaux et franchement avoués. Sir Robert Walpole communiqua fréquemment avec la cour de Rome par l'intermédiaire de son frère Horace Walpole. Dans le temps de la succession hanovrienne l'Angleterre eut toujours un représentant à Rome. A l'époque de la révolution française Sir John Cox Simpson, membre du Parlement, résidait à Rome et entretenait des rapports nonseulement avec les cardinaux, mais même avec le Prétendant et ses négociations obtinrent d'heureux résultats. Le pape était une des parties contractantes du traité de Vienne; et lorsque George IV. monta sur le trône, le pape lui adressa une lettre de félicitation; le ministre d'alors nonseulement accusa la réception de cette lettre mais en remercia encore le pape. Après réflexion toutefois on voulut retenir cette lettre et l'on expédia pour la reprendre un courrier extraordinaire qui arriva trop tard. Parcequ'il y a cent cinquante ans qu'un souverain (Jacques II.) entretenait des relations coupables avec Rome, il ne s'ensuit pas, que dans notre siècle éclairé il faille refuser à S. M. B. la faculté de nouer avec Rome des rapports diplomatiques dont il peut résulter de si bons effets. Le gouvernement ne s'opposera d'ailleurs pas aux amendements qui ne porteraient que sur les clauses du Bill.

L'évêque de Winchester protesta contre l'expression de *Souverain Pontife* adoptée dans la rédaction du bill, et que dans tous les actes passés depuis la réforme on avait soigneusement évité, en ne qualifiant le chef de l'église de Rome que d'évêque de Rome, communément appelé le pape ou le pape de Rome. Il finissait par voter pour l'ajournement à six mois, déclarant que si l'on adopte le bill il n'y aurait pas de raison pour qu'on ne revoke pas le chap. VI de l'acte 13 de Guillaume III. consacrant le maintien de l'Eglise protestante. — *L'évêque de St. Davids* au contraire n'aperçut dans la mesure proposée aucun danger pour l'Eglise anglicane. —

L'évêque d'Exeter à son tour protesta contre le principe qui venait d'être, pour la première fois selon lui, énoncé et proclamé par un évêque protestant, que la qualification de Souverain Pontife donnée au Pape était chose innocente. Il ne reconnaît pas de Souverain Pontife. Un ministre romain accrédité près cette cour se trouverait d'ailleurs sous la protection du droit des gens et on ne pourrait pas procéder contre lui s'il travaillait contre la succession protestante au trône, s'il conspirait contre la paix et la couronne, se liguait peut-être avec des puissances étrangères contre l'héritier du trône. — Le *duc de Wellington* a toujours cru de son devoir d'éviter soigneusement de toucher aux dispositions des lois sur lesquelles sont basés la réforme et l'établissement de l'Eglise anglicane. Une grande modification y avait cependant été apportée par la loi présentée par le Lord Chancelier Lyndhurst (loi 9 et 10 de Victoria, chap. LVIII) par laquelle les pénalités du *prémunire* et d'autres dispositions ont été mitigées ou rapportées. Mais les plus grandes autorités légales ont déclaré positivement que les lois restaient ce qu'elles étaient auparavant et que bien que des pénalités fussent abolies, rien n'était changé quant à la spécification des délits; cette assurance l'avait satisfait. Dans le comité il proposerait une clause additionnelle proclamant que rien dans le bill actuel n'affectera les lois qui garantissent la suprématie de la couronne en toutes choses.

† Dans la séance des Lords du 18 février, la chambre s'étant formée en comité, un amendement proposé par le duc de Wellington et consenti par le marquis de Landsdowne, ayant pour objet de substituer au titre de souverain pontife celui de souverain des Etats romains, fut adopté. Un amendement présenté par le Comte d'Eglinton, portant qu'on n'admettrait comme ambassadeur etc. de la cour de Rome aucune personne appartenant aux ordres sacrés, fut adopté par 67 voix contre 64.

Lord Stanley s'étant plaint de ce que le gouvernement avait déjà chargé Lord Minto de communiquer officiellement avec le gouvernement du Pape sans attendre l'avis du parlement sur cette question et s'était ainsi déjà passé du bill — le *marquis de Landsdowne* déclara que Lord Minto n'était pas porteur d'instructions comme ministre à Rome et qu'il n'y avait pas été reçu comme tel. En passant de Florence, où il était accrédité, à Naples, il est resté quelque temps à Rome et ses efforts y ont été utiles. La nécessité où se trouva le comte de Minto de se rendre à Rome sans mission distincte et sans autorisation directe de son gouvernement est la meilleure preuve de la nécessité d'adopter la mesure

l'Angleterre avec le Pape et l'Eglise catholique. 603

proposée. — Un amendement de *Lord Redesdale*, tendant à exiger une déclaration préalable de la part de la cour de Rome, ayant été rejeté, le bill passa en seconde lecture.

C. Amendement de Lord Eglinton au bill touchant les relations diplomatiques avec la cour de Rome.

(Adopté par la ch. des Lords le 18 février 1848.)

L'Envoyé ne doit pas être revêtu des ordres sacrés de l'Eglise de Rome, ni Jesuite, ou membre d'un autre ordre religieux, ou d'une communauté ou société de l'Eglise de Rome liée par des vœux *monastiques* ou religieux.

† Le même bill passa également en comité de la chambre le 18 février avec un amendement proposé par le duc de Wellington. (Voir ci-après.)

D. Amendement du duc de Wellington au bill ayant pour but d'autoriser S. M. d'établir des relations politiques avec la cour de Rome.

(Pour être mis en tête du préambule.)

Attendu qu'il a été déclaré par les dispositions de plusieurs lois anciennes de ce royaume, que le Souverain agissant par et avec l'avis et sous l'autorité des deux Chambres du Parlement, est le seul et suprême chef et directeur de toutes matières civiles et ecclésiastiques dans ce royaume ou dans les possessions de la couronne d'Angleterre, et les memes lois contenant des dispositions ayant pour objet de contrôler, régler et limiter les actions, la conduite et les relations des sujets de ce royaume avec des puissances étrangères sur ces affaires; et attendu qu'il est essentiel au bien-être de ces royaumes que lesdites dispositions concernant la couronne et le gouvernement soient maintenues invariablement, et que cependant il convient d'écarter tous les doutes qui pourraient exister sur le droit de S. M. ses héritiers et successeurs, d'établir des relations diplomatiques avec le souverain des Etats romains etc.

† Le rapport du comité ayant été présenté à la séance du 21 février, la suscription du bill, sur la proposition du marquis de Lansdowne fut amendée: Acte pour autoriser (to enable) le gouvernement de S. M. d'établir des relations diplomatiques avec la cour de Rome (au lieu de *for enabling Her Majesty etc.*)

Le même bill avec les amendements adoptés passa en troisième lecture dans son ensemble à la séance de la chambre des Lords du 28 février 1848.

604 *Différentes pièces concern. les relations etc.*

Présenté à la chambre des communes, le bill passa en Comité le 31 mai, en seconde lecture le 24 août, et en troisième le 29 du même mois, à la majorité de 88 voix contre 25;

Le bill fut ensuite revêtu de la sanction royale le 4 septembre 1848, par une commission en la chambre des Lords.

II.

Circulaire du ministre des colonies de S. M. Britannique aux gouverneurs des colonies britanniques relatif aux titres à accorder aux prélats catholiques en date du 30 novembre 1847.

(Times 11 Aug. 1848.)

Sir, my attention has lately been called by the Lord Lieutenant of Ireland to the fact, that the prelates of the Roman catholic church in the British colonies have not hitherto, in their official correspondence with the governor and authorities, been usually addressed by the title to which their rank in their own church would appear to give them a just claim. Formerly there were obvious reasons for this practice; but as Parliament has, by a recent act (that relating to charitable bequests in Ireland) formally recognized the rank of the Irish Roman Catholic prelates, by giving them precedence immediately after the prelates of the established Church of the same degree the Roman catholic archbishops and bishops taking rank immediately after the Protestant Archbishops and bishops respectively — it has appeared to H. M. Govt. that it is their duty to conform to the rule thus laid down by the legislature and I have accordingly to instruct you hereafter officially to adress the prelates of the Roman Catholic Church in your government by the title of „Your Grace“ or „Your Lordship“ as the case may be. Parliament not having thought proper to sanction the assumption by the prelates of the roman Catholic Church in Ireland of titles derived from the sees which they hold, a similar rule will be followed in the colonies; thus, for example, the Roman Catholic prelate in New-South-Wales will be addressed as „the Most Rev. Archbishop Polding“ and in Van Diemensland as „the Right Rev. Bishop Willson“ I have etc.

Grey.

23.

Analyse de la Convention postale conclue entre l'Angleterre et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, par Lord Viscount Palmerston, secrétaire d'Etat des affaires étrangères de S. M. Britannique, et M. Bancroft, ministre plénipotentiaire des Etats-Unis à Londres, en date du 15 décembre 1848.

(Observer — Times du 18 déc. 1848.)

Par le contenu de cette convention le montant du port des lettres expédiées de Grande Bretagne à un port quelconque des Etats-Unis est réduit de 2 shilling à un shilling par lettre; on y compte 1 penny et demi pour le port de terre (inland rate) de la lettre expédiée hors du Royaume-Uni; 8 pence pour le port de lettre maritime (sea rate) et 2 pence et demi (5 cents) pour la remise dans un port quelconque des Etats-Unis. Il est de même compté, pour les lettres expédiées dans quelque partie que ce soit des Etats-Unis d'Amérique, 2 pence et demi pour le port de terre, 8 p. pour le port de lettre par mer, et $1\frac{1}{2}$ p. pour la remise dans un port quelconque de la Grande Bretagne. Le port de l'intérieur (inland-rate) pour les lettres provenant des Etats-Unis se trouve fixé à raison de 5 et 10 cents selon les distances distinctes par une limitation à point fixe. Le taux moindre a été équitablement arrêté en considération de la plus grande moyenne des distances dans les Etats-Unis comparée au taux de $1\frac{1}{2}$ penny du port de lettres de terre en Angleterre. Le paiement d'avance du port de lettre maritime est facultatif. Les administrations des postes des deux pays ouvriront des comptes l'une avec l'autre. Le port de l'intérieur doit être payé, dans la proportion indiquée, pour toutes les lettres expédiées de l'un des deux pays en y arrivant. Le port de lettre de mer de 8 p. par lettre se paye au crédit du pays, dont

les bâtiments se trouvent chargés du transport. Les journaux sont expédiés de chaque place ou pour chaque place du royaume uni et des États-Unis moyennant 1 sh. par numéro, sans aucune restriction pour le choix du transport; le prix est payé au pays d'où le journal est expédié et sans qu'il y ait lieu à cet égard à un règlement de compte entre les administrations des postes respectives. Pour tous autres écrits périodiques on est convenu d'un port de 2 p. pour chaque envoi, sans autre distinction, du poids d'au dessous d'une once, de 6 p. pour ceux du poids d'une once et au dessous de deux onces, et de 2 p. additionels pour chaque once de plus. Les malles fermées expédiées du Royaume Uni passeront par les États-Unis sous la conduite d'un employé du Royaume Uni pour toutes parties du territoire ou des possessions britanniques ou pour tout pays étranger. De même les malles fermées des États-Unis passeront sous la conduite d'un employé des États-Unis par toute partie du territoire ou des possessions britanniques de l'Amérique du Nord et pour tout pays étranger. Il n'y a exception à cette clause que par rapport à la France selon la convention postale conclue entre ce pays et l'Angleterre en date du 3 avril 1843, et dont l'Angleterre n'est pas en droit d'appliquer les prévisions aux intérêts d'un autre pays. L'Angleterre et les États-Unis cependant s'obligent mutuellement à employer leurs bons offices pour engager la France à consentir à pareille application. Chaque partie contractante s'oblige aussi à expédier les lettres provenant de l'autre partie à destination étrangère, moyennant acquittement des droits dont cette destination est frappée et du port de lettre du pays de destination. Pour le cas de guerre les bâtiments chargés du service des postes entre les deux pays, jouiront d'un sursis de 6 semaines. Cette convention, conclue à terme indéfini, ne peut cesser d'être en vigueur qu'au bout d'une année après dénonciation.

24.

Lois et Ordonnances du gouvernement de S. M. Britannique sur différentes matieres d'impôt et de commerce touchant les rapports avec l'étranger.

A.

Loi du 14 août 1848, concernant la modification des droits d'entrée des liqueurs spiritueuses.

(Traduction par Extrait. — Handels-Archiv 1848.)

Nachdem durch ein Gesetz, welches unter der Ueberschrift: „Gesetz, die Abänderung gewisser Zollabgaben betreffend“, in der im 10. und 11 Regierungsjahr Ihrer jetzt regierenden Majestät gehaltenen Parlaments-sitzung ergangen ist, gewisse Zollabgaben auf die Einfuhr von Spirituosen oder geistigen Getränken gelegt sind, und da es erforderlich ist, dass dieses Gesetz, soweit es die gedachten Abgaben auferlegt, aufgehoben werde, und andere Abgaben an deren Stelle erhoben werden, so wird — — verordnet, dass die verschiedenen durch das erwähnte Gesetz aufgelegten Abgaben von Spirituosen oder geistigen Getränken hierdurch aufgehoben werden, und dass an deren Stelle, vom Erlass dieses Gesetzes an, folgende Abgaben erhoben, eingezogen und an I. M., deren Erben und Nachfolger gezahlt werden sollen, nämlich: von jedem Gallon Spirituosen oder geistiger Getränke, für jede die Normalstärke nach Sykes Hydrometer nicht übersteigende Stärke, und im Verhältniss für jede grössere oder geringere als die Normalstärke und von jeder grösseren oder geringeren Menge als ein Gallon, und zwar:

Spirituosen oder geistige Getränke, das Erzeugniss einer Britischen Besitzung in Amerika, nicht gesüsst, in gleichen Spirituosen mit andern Ingredienzen dergestalt vermischt, dass der Stärkegrad durch das gedachte Hydrometer nicht genau zu bestimmen ist:

608 *Lois et Ordonnances du gouv. de Britan.*

bei der Einfuhr in England der Gallon — L. 8 sh. 2 d.

„ Schottland „ „ — „ 4 „ — „

„ Irland „ „ — „ 3 „ — „

Rum, das Erzeugniß einer Britischen Besizung innerhalb der Grenzen des Privilegiums der Ostindischen Kompagnie, nicht gesüsst, ingleichen Spirituosen, in der vorstehend angegebenen Weise vermischt, rücksichtlich deren die in dem Gesetz 4 Vict., c. 8 enthaltenen Bedingungen vorhanden sind:

bei der Einfuhr in England der Gallon — L. 8 sh. 2 d.

„ Schottland „ „ — „ 4 „ — „

„ Irland „ „ — „ 3 „ — „

Rum Shrub, gesüsst oder nicht, erzeugt und in und eingeführt von solchen Besizungen, hinsichtlich deren die Bedingungen des Gesetzes 4 Vict. c. 8 vorhanden sind, oder erzeugt in und eingeführt von einer Britischen Besizung in Amerika:

bei der Einfuhr in England der Gallon — L. 8 sh. 2 d.

„ Schottland „ „ — „ 4 „ — „

„ Irland „ „ — „ 3 „ — „

14. August 1848.

11 et 12 Vict. c. 60.

B.

Loi concernant les droits d'importation des sucres, du 4 septembre 1848.

Nachdem durch ein Gesetz, welches unter dem Titel: „Gesetz, die Bewilligung gewisser Abgaben von Zucker und Melasse betreffend“, in der im 9. und 10. Regierungsjahr Ihrer jetzt regierenden Majestät gehaltenen Parlamentsitzung ergangen ist, gewisse Zollabgaben auf die Einfuhr von Zucker und Melasse gelegt sind, und da es erforderlich ist, dass diese Abgaben aufgehoben und andere Abgaben an deren Stelle erhoben werden, so wird — — verordnet, dass die einzelnen durch das gedachte Gesetz aufgelegten Abgaben von Zucker und Melasse hierdurch aufgehoben werden, und dass vom 10. Juli 1848 ab an Stelle derselben von den bereits eingeführten oder in Zukunft einzuführenden Zuckern und Melassen diejenigen Abgaben erhoben, eingezogen und an I. M. deren Erben und Nachfolger gezahlt werden sollen, welche nachstehend, für die im folgenden genannten Tage und Perioden, eingerückt, angegeben und in Zahlen ausgedrückt sind, nämlich:

von Zucker und Melasse, das Erzeugniss solcher Britischen Besitzungen, in welchen die Einfuhr von fremdem Zucker verboten ist, und von diesen Besitzungen eingeführt:

	nach d. 10. Juli 1848	nach d. 5. Juli 1849	nach d. 5. Juli 1850	nach d. 5. Juli 1851
	bis incl. 5. Juli 1849	bis incl. 5. Juli 1850	bis incl. 5. Juli 1851	
Kandis, braun oder raffinirter Zucker, oder Zucker, der durch irgend ein Verfahren gleiche Güte erhalten hat, pr. Cwt.	-L. 17 sh. 4 d.	-L. 16 sh. - d.	-L. 14 sh. 8 d.	-L. 13 sh. 4 d.
Weisser gedeckter Zucker, der durch irgend ein Verfahren gleiche Güte mit weissem gedeckten erhalten hat, und nicht raffinirt, oder raffinirt gleich ist, pr. Cwt.	„ 15 „ 2 „	„ 14 „ - „	„ 12 „ 10 „	„ 11 „ 8 „
Muskovaden, oder Zucker irgend einer Art, welcher dem weissen gedeckten in Güte nicht gleich ist, pr. Cwt.	„ 13 „ - „	„ 12 „ - „	„ 11 „ - „	„ 10 „ - „
Melasse pr. Cwt. .	„ 4 „ 10 „	„ 4 „ 6 „	„ 4 „ 2 „	„ 3 „ 9 „

und so im Verhältniss für jede grössere oder geringere Menge als 1 Cwt.;

von Zucker und Melasse, das Erzeugniss anderer Britischen Besitzungen, von diesen Besitzungen eingeführt:

	nach dem 10. Juli 1848 bis incl. 5. Juli 1849.	nach dem 5. Juli 1849 bis incl. 5. Juli 1850.	nach dem 5. Juli 1850 bis incl. 5. Juli 1851.	nach dem 5. Juli 1851 bis incl. 5. Juli 1852.	nach dem 5. Juli 1852 bis incl. 5. Juli 1853.	nach dem 5. Juli 1853 bis incl. 5. Juli 1854.
	L. sh. d.	L. sh. d.	L. sh. d.	L. sh. d.	L. sh. d.	L. sh. d.
Kandis, braun oder weiss, raffinirter Zucker, oder Zucker, der durch irgend ein Verfahren gleiche Güte erhält. hat, pr. Cwt.	1 2 —	1 — 4	18 8 —	17 — —	16 4 —	15 4 —
Weisser gedeckter Zucker, oder Zucker, welcher durch irgend ein Verfahren gleiche Güte mit weissem gedecktem erhalten hat und nicht raffinirt oder raffinirtem gleich ist pr. Cwt.	— 18 4	— 16 11	— 15 5	— 14 —	— 13 5	— 12 —
Brauner gedeckter Zucker, oder Zucker, der durch irgend ein Verfahren gleiche Güte mit braunem gedecktem erhalten hat, und nicht weissem gedecktem gleich ist. pr. Cwt.	— 17 —	— 15 8	— 14 4	— 13 —	— 12 5	— 11 10
Muskovaden, oder Zucker irgend einer Art, welcher dem braunen gedeckten Zucker in Güte nicht gleich ist pr. Cwt. . . .	— 15 9	— 14 6	— 13 3	— 12 —	— 11 6	— 11 —
Melasse	— 5 10	— 5 5	— 4 11	— 4 6	— 4 4	— 4 2

und so im Verhältniss für jede grössere oder geringere Menge, als 1 Cwt;

Von Zucker und Melasse, das Erzeugniss eines fremden Landes und von allen nicht anderweit besteuerten Zuckern oder Melassen :

	nach dem 10. Juli 1848 bis incl. 5. Juli 1849.			nach dem 5. Juli 1849 bis incl. 5. Juli 1850.			nach dem 5. Juli 1850 bis incl. 5. Juli 1851.			nach dem 5. Juli 1851 bis incl. 5. Juli 1852.			nach dem 5. Juli 1852 bis incl. 5. Juli 1853.			nach dem 5. Juli 1853 bis incl. 5. Juli 1854.			nach dem 5. Juli 1854.		
	L.	sh.	d.	L.	sh.	d.	L.	sh.	d.	L.	sh.	d.	L.	sh.	d.	L.	sh.	d.	L.	sh.	d.
braun oder raffinirter oder Zu- r durch ir- Verfahren Güte er- at pr. Cwt. gedeckter oder Zu- elch. durch ein Ver- gleiche Güte issem ge- n erhalten l nicht raf- oder raffi- gleich ist rt.	1	6	8	1	4	8	1	2	8	1	—	8	—	19	4	—	17	4	—	13	4
gedeckter oder Zu- der durch ein Verfah- eiche Güte unem ge- n erhalten und nicht gedeck- sich ist pr.	1	1	7	—	19	10	—	18	1	—	16	4	—	15	2	—	14	—	—	11	8
den, oder irgend ei- t, welcher raunen ge- Zucker in nicht gleich Cwt.	1	—	—	—	18	6	—	17	—	—	15	6	—	14	6	—	13	—	—	10	—
.	—	18	6	—	17	—	—	15	6	—	14	—	—	13	—	—	12	—	—	10	—
	—	6	11	—	6	4	—	5	9	—	5	3	—	4	10	—	4	6	—	3	9

und so im Verhältniss für jede grössere oder geringere
Menge als 1 Cwt.

612 *Lois et Ordonnances du gouv. de Britan.*

Prämien oder Rückzölle bei der Ausfuhr der vorstehend genannten einzelnen Arten von raffinirtem Zucker aus dem Ver. Königreich:

nach d. 10. Juli 1848	nach d. 5. Juli 1849	nach d. 5. Juli 1850	nach d. 5. Juli 1851
bis incl. 5. Juli 1849.	bis incl. 5. Juli 1850.	bis incl. 5. Juli 1851.	

für raffinirten Zucker in Broten, vollständig und ganz, oder gehörig raffinirte Lumpen, welche vollständig geklärt und in der Trockentube vollständig getrocknet sind, u. welche durch und durch eine gleichförmige Weise besetzen, oder dergleichen Zucker gestossen oder zerquetscht oder zerbrochen, in gleichen Kandis pr. Cwt.

-L. 16 sh. 4 d. -L. 15 sh. - d. -L. 13 sh. 9 d. -L. 12 sh. 6 d.

für Bcstarn oder raffinirten Zucker in Stücke zerbrochen, oder Puderzucker, oder dergleichen gestossen, zerquetschten oder zerbrochenen Zucker pr. Cwt. - , 13 „ - „ - , 12 „ - „ - , 11 „ - „ - , 10 „ - „

II. Dabei wird vorbehalten und verordnet, dass wenn Ihrer Majestät im geheimen Rath zu irgend einer Zeit ein genügender Beweis darüber vorgelegt wird, dass in Betreff einer Britischen Besitzung die Einfuhr von fremdem Zucker verboten ist, alsdann I. M. befugt sein soll und hierdurch ermächtigt wird, von Zeit zu Zeit durch Geheimeraths-Befehle zu erklären: dass Zucker und Melasse, das Erzeugniss einer solchen Britischen Besitzung, aus derselben zu denjenigen niedrigen Zollsätzen in das Vereinigte Königreich eingeführt werden kann, welche nach Vorstehendem auf Zucker und Melasse, das

Erzeugniss Britischer Kolonien, in welchen die Einfuhr von fremdem Zucker verboten ist, gelegt sind, und es sollen nach Publikation eines solchen Befehls, und solange derselbe in Kraft ist, der darin erwähnte Zucker auf diese Weise eingeführt und demgemäss abgefertigt werden.

III. Dabei wird vorbehalten und verordnet, dass Zucker oder Melasse, das Erzeugniss einer Britischen Besetzung, innerhalb der Grenzen des Privilegiums der Ostindischen Kompagnie, in welcher die Einfuhr von fremdem Zucker verboten ist, oder verboten werden möchte, wenn er zu den im Vorstehenden auf Zucker und Melasse, das Erzeugniss solcher Besetzungen, gelegten niedrigeren Zollsätzen für den inländischen Verbrauch eingeführt wird, in derselben und gleichen Weise und unter denselben oder gleichen Bedingungen eingeführt werden soll, in und unter welchen Zucker, das Erzeugniss der Präsidentschaft Bengalen, in Gemässheit der Bestimmungen des Gesetzes 6 und 7, Will. IV: „Die Bewilligung gewisser Abgaben von eingehendem Zucker für den Dienst des Jahres 1836 bis zum 5. Juli 1837 betreffend“, zu dem darin festgesetzten niedrigeren Zollsatz für den inländischen Verbrauch eingeführt werden kann.

IV. Und es wird verordnet, dass die verschiedenen durch dieses Gesetz auferlegten und gewährten Zölle, Prämien und Rückzölle unter der Verwaltung l. M. Zoll-Kommissarien stehen, und in Gemässheit der Gesetze 8 und 9 Vict. „die Bewilligung von Zollabgaben betreffend“, und „die Bewilligung gewisser Prämien und Rückzölle betreffend“, sowie aller andern in Beziehung auf das Zollwesen in Kraft befindlichen Gesetze festgestellt, erhoben, eingezogen, bezahlt, bewilligt und angewendet oder disponirt werden sollen.

V. Und es wird verordnet, dass die Zoll-Kommissarien Proben von weissem gedecktem Zucker und von Zucker, welcher durch irgend ein Verfahren gleiche Güte mit weissem gedecktem Zucker rücksichtlich der Farbe, des Kornes und des Zuckergehalts erhalten hat, anzuschaffen haben, und es sollen diese Proben, als Normal-Proben zu dem Zweck erachtet werden, um damit den nach Erlass dieses Gesetzes zum inländischen Verbrauch eingehenden weissen gedeckten, oder denjenigen Zucker zu vergleichen, welcher durch irgend ein Ver-

fahren gleiche Güte mit weissem gedecktem Zucker erhalten hat, und es sollen diese Normal-Proben von Zeit zu Zeit, so oft es die gedachten Kommissarien für angemessen erachten, erneuert werden, und es soll, was die Verzollung anlangt, kein Zucker für weissen gedeckten Zucker, oder für Zucker, welcher durch irgend ein Verfahren gleiche Güte mit dem weissen gedeckten erhalten hat, angesehen oder gehalten werden, wenn er nicht rücksichtlich der Farbe, des Korns und des Zuckergehalts den von den gedachten Kommissarien auf die angegebene Weise angeschafften Normal-Proben gleich ist.

VI. Und es wird verordnet, dass die Zoll-Kommissarien Proben von braunem gedecktem Zucker und von Zucker, welcher durch irgend ein Verfahren gleiche Güte mit braunem gedecktem Zucker erhalten hat, anzuschaffen haben, und es sollen diese Proben als Normal-Proben zu dem Zweck erachtet werden, um damit den nach Erlass dieses Gesetzes zum inländischen Verbrauch eingehenden braunen gedeckten oder denjenigen Zucker zu vergleichen, welcher durch irgend ein Verfahren gleiche Güte mit braunem gedecktem Zucker erhalten hat, und es sollen diese Normal-Proben von Zeit zu Zeit, so oft es die gedachten Kommissarien für angemessen erachten, erneuert werden, und es soll, was die Verzollung anlangt, kein Zucker für braunen gedeckten Zucker, oder für Zucker, welcher durch irgend ein Verfahren gleiche Güte mit braunem gedecktem Zucker erhalten hat, angesehen oder gehalten werden, wenn er nicht den von den gedachten Kommissarien auf die angegebene Weise angeschafften Normal-Proben gleich ist.

VII. Und es wird verordnet, dass aller Zucker oder Melasse, welcher eingegangen, aber noch nicht zur Einfuhr deklariert ist, oder welcher bei der ersten Einfuhr, ohne Zollentrichtung zur Niederlage gebracht ist und sich zu den resp. Zeiten, wo die durch dieses Gesetz aufgelegten Zölle eintreten, im Hafen oder in der Niederlage befindet, als den durch dieses Gesetz so aufgelegten Zöllen unterworfen, angesehen und behandelt werden soll, und es sollen die nach diesem Gesetz für die Zeit vom 10. Juli 1848 bis zum 5. Juli 1849 von Zucker oder Melasse zu erhebenden Zollsätze für anwendbar auf diejenigen Zuckern und Melassen angesehen und erachtet werden, welche vor Erlass dieses Gesetzes, aber

nach dem 10. Juli 1848, zum inländischen Verbrauch abgefertigt werden.

VIII. Und es wird verordnet, dass jeder auf Grund dieses Gesetzes zu erlassende Geheimeraths-Befehl, sobald als möglich nach seinem Erlass durch I. M. im Geheimen Rath, in der London Gazette publizirt werden soll.

IX. Und es wird verordnet, dass I. M. befugt sein soll, einen jeden auf Grund dieses Gesetzes erlassenen Geheimeraths-Befehl von Zeit zu Zeit durch einen Geheimeraths-Befehl abzuändern oder aufzuheben.

X. Und es wird verordnet, dass eine Abschrift von jedem auf Grund dieses Gesetzes von I. M. erlassenen Geheimeraths-Befehl innerhalb sechs Wochen nach dem Erlass, wenn das Parlament versammelt ist, und, wenn dies nicht der Fall, sechs Wochen nach Beginn der nächsten Sitzung des Parlaments, beiden Häusern des letztern vorgelegt werden soll.

XI. Und es wird verordnet, dass dieses Gesetz durch ein in gegenwärtiger Sitzung des Parlaments zu erlassendes Gesetz abgeändert oder aufgehoben werden kann.

4. September 1848.

11 und 12 Vict. c. 97.

C.

Loi du 4 sept. 1848 portant autorisation de l'emploi des sucres melasses et treacles à la distillation des liqueurs spiritueuses).*

(Extrait.)

II. Und es wird verordnet, dass jeder konzessionirte Destillateur in England Würze oder Maische machen oder brauen und Spirituosen destilliren darf allein aus Zucker, oder allein aus Kartoffeln, oder allein aus Melasse, oder aus dem gewöhnlich unter dem Namen von Decksyrup (treacle) bekannten Extrakt oder Präparat

*) Par cette loi les dispositions des lois antérieures sur la défense ou l'admission de l'emploi des sucres et melasses à la fabrication des boissons spiritueuses se trouvent rapportées. Le commerce étranger n'est intéressé qu'aux deux seuls articles de cette loi que nous reproduisons ci-dessus, et dont le premier répète l'approbation de l'emploi de ces matières à la fabrication des bières et eaux de vie, et l'autre donne la mesure des droits d'importation affectés aux sucres et melasses employés à cette fin.

von Zucker oder Melasse, oder aus irgend einer Mischung von Zucker, Melasse und Decksyrop oder einem von denselben und Malz oder Getreide, und zwar nach Maassgabe der Bestimmungen dieses Gesetzes und des obengedachten Gesetzes aus dem sechsten Regierungsjahr (soweit solches nicht aufgehoben ist), sowie unter den rücksichtlich der Destillation von Spirituosen in England bestehenden Gesetzen, Verordnungen, Strafen und Konfiskationen; und dass jeder concessionirte Destillateur in Schottland oder Irland aus irgend einem von den vorgedachten Materialien, oder aus einer Mischung derselben, wie vorstehend angegeben, Würze oder Maische machen oder brauen und Spirituosen destilliren darf und zwar nach Maassgabe der Bestimmungen dieses Gesetzes und des obengedachten Gesetzes aus dem sechsten Regierungsjahr (soweit solches nicht aufgehoben ist), sowie unter den rücksichtlich der Destillation von Spirituosen in Schottland und resp. Irland bestehenden Gesetzen, Verordnungen, Strafen und Konfiskationen.

XIV. Und zur Beförderung der Verwendung von Zucker bei der Destillation von Spirituosen wird verordnet, dass jeder Destillateur, welcher, in Gemässheit der Bestimmungen dieses Gesetzes, Spirituosen destillirt von Würze oder Maische, welche allein aus Zucker, oder allein aus Melasse, oder aus irgend einer Mischung dieser Materialien und Decksyrop (Treacle) oder Malz oder Getreide gemacht oder gebraut ist, am Schluss jeder Betriebsperiode der Brauerei oder Brennerei, unter den später zu erwähnenden Bestimmungen, Vorbehalten und Beschränkungen, berechtigt sein soll zu einem Rückzoll nach dem in der Anlage *A.* zu diesem Gesetze angegebenen Satze für jede 112 Pfd. Avoirdupoids-Gewicht desjenigen Zuckers, welcher von ihm bei dem Brauen oder der Bereitung der Würze oder Maische, von der die Spirituosen während jener Betriebsperiode destillirt sind, wirklich verwendet ist, und zu einem Rückzoll nach dem in der Anlage *B.* zu diesem Gesetze angegebenen Satze für jede 112 Pfd. Avoirdupoids-Gewicht derjenigen Melasse, welche von ihm bei dem Brauen oder der Bereitung der Würze oder Maische, von welcher die Spirituosen während jener Betriebsperiode destillirt sind, wirklich verwendet ist, und es sollen diese Rückzölle bewilligt werden für und mit Rücksicht auf die Zölle, welche zu entrichten

sind von den Zuckern oder Melassen, die in den vorgedachten Magazinen oder Räumen niedergelegt, nachher von da entnommen und nach dem Maischbottich oder einem anderen mit Genehmigung der Accise-Kommissarien zu diesem Zweck deklarirten Gefäss gebracht, daselbst wirklich aufgelöst und zur Anfertigung der Würze oder Maische verwendet werden, von welcher die während der Betriebsperiode destillirten und mit Steuer belegten Spirituosen gemacht sind.

von Erlass des Gesetzes bis zum 10. Juli 1849.	vom 10. Juli 1849 bis zum 10. Juli 1850.	vom 10. Juli 1850 bis zum 10. Juli 1851.	nach dem 10. Juli 1851.
L. sh. d.	L. sh. d.	L. sh. d.	L. sh. d.

Anlage A.

Rückzölle für die Destillateure rücksichtlich des bei der Destillation von Spirituosen verwendeten Zuckers, nämlich: für jede 112 Pfd. Zucker, welcher bei dem Brauen oder der Bereitung von Würze od. Maische wirklich verwendet ist . . .	11 10½	10 10½	9 10½	8 10½
--	--------	--------	-------	-------

Anlage B.

Rückzölle für die Destillateure rücksichtlich der bei der Destillation von Spirituosen verwendeten Melasse, nämlich: für jede 112 Pfd. Melasse, welche bei dem Brauen oder der Bereitung von Würze oder Maische wirklich verwendet ist . .	4 1	3 9	3 5	3
---	-----	-----	-----	---

4. September 1848.

11 und 12 Vict. c. 100.

D.

Loi portant diminution des droits d'entrée des cuivres et plombs du 5 sept. 1848.

(Traduction du Handels-Archiv.)

Da es angemessen ist, die von der Einfuhr von Kupfer und Blei in das Ver. Königreich gegenwärtig zu entrichtenden Abgaben zu ermässigen, so wird — — verordnet, dass, von Erlass dieses Gesetzes an, an Stelle der von den in der anliegenden Tabelle verzeichneten Artikeln gegenwärtig zu entrichtenden Zollabgaben, von den gedachten Artikeln, bei deren Einfuhr in das Ver. Königreich nur diejenigen Zollabgaben erhoben, eingezogen und an Ihre Majestät, deren Erben und Nachfolger gezahlt werden sollen, welche in der diesem Gesetz beigefügten Tabelle enthalten, angegeben und in Zahlen ausgedrückt sind.

II. Und es wird verordnet, dass alle in der gedachten Tabelle aufgeführten Waaren, welche bei ihrer ersten Einfuhr ohne Zollentrichtung zur Niederlage gebracht sind, und welche sich zu der Zeit wo die durch dieses Gesetz aufgelegten Abgaben in Kraft treten, in der Niederlage befinden, als diesen Abgaben unterworfen angesehen und behandelt werden sollen.

III. Und es wird verordnet, dass die durch dieses Gesetz aufgelegten Abgaben unter der Verwaltung von Ihrer Majestät Zoll-Kommissarien stehen, und nach Maassgabe der rücksichtlich des Zollwesens jetzt bestehenden oder in Zukunft zu erlassenden Gesetze festgestellt, erhoben, eingezogen, bezahlt, beigetrieben und verwendet oder disponirt werden sollen.

IV. Und es wird verordnet, dass dieses Gesetz durch ein in der gegenwärtigen Parlaments-Sitzung erlassenes Gesetz abgeändert oder aufgehoben werden kann.

5. September 1848.

11 und 12 Vict. c. 127.

Tabelle.

Kupfer-Erz pr. Tonne	— L. 1 sh. — d.
„ Schwarz- pro Tonne	„ 1 „ — „
„ altes, nur zur weiteren Verarbeitung tauglich pr. Tonne	„ 2 „ 6 „
„ Gar- unverarbeitet, in Blöcken oder Klumpen, Rosetten-Kupfer	

und alles gegossene Kupfer	
pr. Tonne	— L. 2 sh. 6 d.
Kupfer theilweise verarbeitet, in Stä-	
ben, Stangen oder Barren, ge-	
hämmt pr. Tonne	— „ 2 „ 6 „
„ Bleche und Kupfer-Münzen pr.	
Tonne	— „ 2 „ 6 „
Blei in Blöcken und Blechen pr. Tonne	— „ 2 „ 6 „

E.

Ordonnance du gouverneur général des Indes-Orientales du 31 décembre 1847, qui rapporte les droits de sortie sur les cotons bruts.

(Traduction par extrait.)

Durch Verordnung des General-Gouverneurs vom 31. December 1847 sind die bei der Ausfuhr von roher Baumwolle aus dem Britischen Ostindien bisher zu entrichtenden Ausgangs-Abgaben, welche nach Beilage B des Gesetzes vom 16. März 1844 betragen:

bei der Ausfuhr in Britischen in fremden Schiffen nach Europa, den Ver.

Staaten von Amerika u.

den Britischen Kolonien

in Amerika . . . pr. Maund*) frei 9 Annas**)

nach andern Ländern „ „ 9 Annas 1 Rup. 2 „

für alle Flaggen aufgehoben worden.

*) Le Maund = 79,8 livr. de Prusse.

**) L'Anna, dont 16 comptent pour une Roupie, est égale à 1 Sgr. 5 Pf. de Prusse.

25.

Documents relatifs aux affaires de la Grèce.

I. *)

Note adressée par le ministre des affaires étrangères de Grèce aux représentants des cinq grandes puissances à la cour d'Athènes relatif à la conclusion du différend entre les gouvernements hellénique et ottoman, en date du 21 janvier 1848.

(Moniteur grec.)

Monsieur, je viens par ordre du Roi porter à la connaissance de S. M. la conclusion du différend qui a suspendu pendant quelques mois les relations du gouvernement grec avec la Sublime-Porte.

Le gouvernement de S. M. Hellénique, par déférence pour les avis que les gouvernements amis et alliés de la Grèce lui ont fait parvenir, a pensé que sa dignité lui permettait de lever l'obstacle qui, dans l'opinion de la Sublime Porte, s'opposait au rétablissement des relations officielles entre les deux Etats. En conséquence les rapports des deux cours vont être rétablis sur leur pied antérieur; je me félicite, Monsieur, de pouvoir vous l'annoncer.

Le gouvernement de S. M. Hellénique se propose d'accréditer prochainement auprès de la Sublime-Porte un ministre dont la mission aura pour principal objet le règlement définitif d'un état de choses qui, n'étant pas encore complètement garanti par des traités, a causé et pourrait produire encore des difficultés qu'en considération des intérêts commerciaux des deux pays, il importe de prévenir. Le gouvernement de S. M. Hellénique, Monsieur, se plaît à espérer que durant le cours des négociations qui ne tarderont pas à s'ouvrir dans ce but, les bons offices du gouvernement de S. M. ne lui feront par défaut.

Veuillez agréer etc.

Glarakis.

*) Voyez N. R. G. Tome IX. p. 417.

II.

Extrait du rapport de M. Drouyn-de-Lhuys, à l'Assemblée nationale de France, au nom de la commission chargée de l'examen du projet de décret concernant l'emprunt grec, présenté à la séance du 3 octobre 1848.

Par l'art. 12 d'un Traité conclu le 7 mai 1832, la France, l'Angleterre et la Russie garantirent chacune pour un tiers, un emprunt contracté par le gouvernement grec, au capital de 60 millions. Par le protocole du 30 juin de la même année, l'émission des deux séries premières fut immédiatement autorisée. Pour assurer le service des intérêts et de l'amortissement de cet emprunt la Grèce hypothéquait, d'une part, tous les domaines de l'Etat, de l'autre, tous ses revenus, nommément le produit total des impôts. Les conditions financières de ce traité furent soumises aux chambres et une loi du 14 juin 1833 sanctionna jusqu'à concurrence de 20 millions, la garantie offerte par la France. Une clause particulière du contrat passé, le 16 février 1833, avec les banquiers bailleurs de fonds, stipulait que les sommes nécessaires au service des quatre premiers semestres seraient réservées sur le capital remis entre leurs mains. Il n'y eut donc pas lieu pendant les deux premières années, d'opérer des prélèvements sur les revenus de la Grèce. Mais le 19 juin 1835, le gouvernement grec ayant fait présenter à la conférence de Londres une demande tendant à obtenir la disposition totale ou au moins partielle de la troisième série, cette demande ne fut pas accueillie. On dut pourvoir aux conséquences de ce refus. Les fonds n'avaient point été faits six mois d'avance, ainsi que le prescrivait le contrat, pour le paiement du semestre à échoir le 1. mars 1836. Aucune précaution n'avait été prise pour faire réserve des premiers revenus de la Grèce, conformément aux dispositions convenues, et au 4. mars 1836 les banquiers se trouvèrent en droit d'exercer leur recours contre les puissances garantes. Celles-ci eurent à délibérer sur le mode qu'elles devaient adopter pour acquitter leurs engagements. Deux moyens se présentaient : pourvoir de ses propres deniers aux arrérages échus ou bien y faire face par la négociation des obligations de la 3. série.

D'un commun accord les puissances s'arrêterent à l'emploi de ce dernier mode. En conséquence, le 5 avril 1837, la France autorisa l'émission de 1, 338 obligations de la 3^e série.

Le gouvernement grec se trouvant dans la même impuissance au semestre de septembre de la même année, une seconde émission de 480 obligations completa les moyens nécessaires au service des arrérages et au rachat des obligations amorties. Cette émission eut lieu le 23 septembre 1837.

En mars 1838, les embarras de la Grèce n'avaient point cessé. Les puissances garantes durent encore subvenir au paiement des intérêts et de l'amortissement. L'Angleterre et la Russie continuèrent à employer le mode qu'elles avaient adopté, mais la France crut devoir s'arrêter dans cette voie. Ce parti avait en effet plusieurs inconvénients. Emettre des actions de la dernière série, pour faire face aux engagements antérieurs, c'était emprunter à des conditions onéreuses; c'était d'abord contracter, au nom de la Grèce, un surcroît de dette, qui devait, selon toute apparence, retomber à la charge des garants. Tandis que la France pouvait servir son contingent par un prélèvement sur ses revenus ou bien en négociant des bons du trésor sur le pied de $2\frac{1}{2}$ à 3 p. $\frac{8}{10}$, elle empruntait, pour le même objet, sous le nom de la Grèce, en négociant du 5 p. $\frac{8}{10}$ à 94, réduit par l'escompte et les autres frais de négociation à 90 fr. 67 cent. $\frac{1}{2}$. En second lieu, c'était consommer peu à peu, et sans aucun avantage pour la Grèce, un fonds qui pouvait devenir pour elle une précieuse ressource. Enfin c'était renoncer à toute action sur le gouvernement grec; c'était l'abandonner à lui-même, et se priver de tout moyen d'en obtenir, par l'espérance d'un secours, des réformes utiles et un meilleur emploi de ses ressources. Le gouvernement français refusa donc de faire une nouvelle émission, et sollicita des chambres l'autorisation de pourvoir, au devant du gouvernement grec, aux intérêts et à l'amortissement des obligations que nous avions garanties. Un projet de loi fût présenté à cet effet. Les chambres le votèrent avec une modification qui consistait à exiger, pour chaque crédit, un vote spécial.

Le trésor, dans une période de trois années, de 1838 à 1840, fit à la Grèce une avance de six semestres montant à 2,762,444 fr. 70 c. Le gouvernement grec

pourvut au service des sémemstres de 1841, mais il se mit en instance auprès du gouvernement français pour obtenir l'autorisation de négocier 1,077 obligations, destinées à réaliser 1 million qui était nécessaire aux opérations d'une banque instituée à Athènes. Cette émission était dans les limites autorisées et faite sous des conditions qui repondaient aux dispositions bienveillantes de la France envers la Grèce. En conséquence, cette émission eut lieu le 10 décembre 1841. Le 12 septembre 1842, une nouvelle émission de 1,077 obligations fût également autorisée. Celle-ci avait pour objet le service de l'emprunt.

La Grèce ne pouvait faire face à sa dette extérieure. On examina si, conformément au système de l'Angleterre et de la Russie, on continuerait à y pourvoir par l'émission des obligations de la troisième série jusqu'à épuisement, ou bien si l'on persisterait, dans le mode adopté par la France en 1838. Les considérations que nous avons exposées déterminèrent le gouvernement d'alors à servir l'emprunt des propres deniers du trésor, et à tenir en réserve le reste des obligations de la troisième série.

Des dispositions prises en conférence de Londres avaient amené la Grèce à pourvoir au service du semestre échu le 1. septembre 1843, jusqu'à concurrence d'un million de francs dont le tiers, applicable à la série des obligations garanties par la France formait déjà un à compte de 333,333 fr. 33 c. Le trésor grec devait négocier, sous la garantie des trois puissances, à la maison Rothschild des bons royaux à des échéances aussi rapprochées que possible, afin de réaliser le complément des fonds nécessaires, sans recourir à un nouveau subside des puissances garantes. Mais les changements survenus dans l'Etat politique de la Grèce la mirent dans l'impuissance de contracter des engagements à terme fixe avec certitude de pouvoir y satisfaire. La situation de la Grèce ne s'est pas améliorée, et les puissances garantes ont dû solder chaque semestre de leurs propres fonds. Depuis 1843, des crédits successifs ont été annuellement votés par les chambres, afin de mettre la France en mesure de faire honneur à la garantie. Le dernier vote de cette nature a eu pour objet d'assurer le service du semestre échu le 1er mars 1847. En l'absence des cham-

bres, il a été pourvu, par ordonnance royale, au paiement du semestre échu le 1. septembre suivant. Le semestre du 1. mars 1848 n'ayant pas non plus été acquitté par la Grèce, le trésor de la République a dû subvenir pour la portion qui lui incombait. Le projet de décret sur les crédits extraordinaires et supplémentaires propose la régularisation de ces crédits, montant, l'un à 527,240 fr. 02 c., et l'autre à 522,019 fr. 83 c. Quant au semestre du 1er septembre, le gouvernement grec se trouvant encore dans l'impossibilité d'y satisfaire, la garantie des trois puissances est invoquée de nouveau, et c'est afin de dégager celle de la France que le pouvoir exécutif demande à l'Assemblée nationale l'ouverture d'un crédit de 522,019 fr. 83 c.

Voici comment se résumant, pour le trésor français, les conséquences de l'exécution du traité du 7 mai 1832.

Sur les 20 millions garantis par la France 17,400,661 fr. 34 c. ont été successivement réalisés: il ne reste plus à émettre qu'une somme de 2,599,338 fr. 66 c.

Le montant des avances de la France s'élève aujourd'hui à 8,055,047 fr. 37 c.

Il résulte enfin de l'action de l'amortissement sur le capital garanti par la France, que la dette restant à éteindre se trouve actuellement réduite à environ 14 millions.

L'obligation de la France n'est pas douteuse; elle a pour origine un traité, et pour objet la consolidation de l'indépendance d'un peuple; ce sont là de ces dettes auxquelles la République s'empressera toujours de faire honneur.

Trois points seulement nous restent à examiner.

L'insolvabilité de la Grèce est-elle constatée?

Le gouvernement français a-t-il fait tout ce qui était en son pouvoir pour améliorer la situation financière de cet Etat et pour trouver les moyens d'assurer le remboursement de nos avances?

Enfin, quel mode doit être préféré pour le service des arrérages que nous avons garantis?

Voyons d'abord quel a été l'emploi des deux premières séries dont l'émission fût autorisée. D'abord il faut remarquer que leur chiffre nominal de 44,670,000 drachmes se réduisait en arrivant en Grèce, à un montant effectif de 39,724,23 dr. 40 l. La négociation, l'escompte, ainsi que la commission de la maison d'Eichthal, de Munich, ayant absorbé une somme de 4,947,761 dr.

60 l., c'est dans 39,724,238 dr. 40 l. qu'a reçues la Grèce en 1833 et c'est sur cette somme que furent effectuées de 1833 à 1835, les dépenses suivantes :

1. A la Porte-Ottomane, pour l'indemniser de l'abandon du territoire de l'Attique, de l'Eubée et d'une partie de la Phthiotide	12,531,238 40.
2. Indemnité de route aux membres de la régence	422,207 20.
3. Transport des troupes auxiliaires accompagnant le roi Othon à son arrivée en Grèce	1,656,703 28.
4. Recrutement et transport du corps de volontaires bavares appelés par la régence ou service grec	3,330,171 00.
5. Achat de matériel militaire	990,607 00.
6. Indemnité de route au personnel administratif bavarois appelé par la régence au service grec	163,545 20.
7. Refonte de la monnaie pour la frapper à l'effigie royale	459,728 52.
8. Traitement des membres de la régence	1,409,000 00.
9. A M. Eynard, pour remboursement de son prêt à Capo d'Istria	276,771 91.
10. Aux trois puissances protectrices pour remboursement des anciens prêts	1,962,407 24.
11. Intérêts et amortissement de l'emprunt pour les années 1833, 1834 et 1835 environ	7,600,000 00.

Total 30,722,379, 75

A déduire de 39,724,238, 40.

Restent 9,001,858 65.

qui, dans le courant de cette période de trois années, ont pu être consacrées au service intérieur de l'Etat. Or les budgets de 1833 à 1837, comparés à ceux de 1842 et 1843 constatent que l'entretien des troupes bavaroises a causé à la Grèce un surcroît de dépense qu'on évalue, pour ces quatre années, à environ 7 millions de drachmes, et à la quelle on n'aurait pas pu faire face sans les fonds de l'emprunt, puisque le budget se trouvait en déficit. Ainsi une notable partie des fonds de la première et de la seconde série de l'emprunt était, en 1836, absorbée par les frais d'installation du nouveau

gouvernement et par l'entretien des troupes bavaïroises. Au milieu des errements de l'administration financière de la Grèce, il est difficile de constater avec certitude l'emploi de toutes les sommes qui, provenant de l'emprunt, ont été livrées au trésor hellénique; mais on peut affirmer qu'en général ces fonds n'ont pas été employés à accélérer le progrès matériel de cet État. Nous devons excepter, toutefois, celui qui a été affecté à l'établissement de la banque d'Athènes.

Le tableau des recettes et des dépenses de la Grèce, depuis 1833 jusqu'à 1848, présente un déficit annuel de 1833 à 1837. A partir de 1838 jusqu'en 1842, il offre de faibles excédants. En 1842 et 1843, le déficit reparait. De 1845 à 1847, on remarque un excédant de recettes qui va décroissant chaque année. Les prévisions du budget pour 1848 portent les dépenses et les recettes à un chiffre égal.

Voici les charges dont le trésor grec est annuellement grévé pour le payement de la dette étrangère :

Pour l'emprunt Rothschild:	
Intérêts, amortissement, commission et frais divers drachmes	3,835,473, 58.
Pour l'emprunt Eynard.	
Remboursement et intérêts payables le	
1 ^{er} janvier 1849	216,856 „
Total	
	4,052,329 58.

La Grèce a contracté en 1835, envers la Bavière un autre emprunt de 4,658,186 dr. 14. En 1843 la Grèce avait payé pour les intérêts et l'amortissement de cet emprunt, une somme totale d'environ 2,800,000 dr; mais, depuis la révolution du 3 septembre ce service a disparu du budget, l'assemblée nationale ayant décrété que la créance de la Bavière serait réglée, lorsque cette puissance aurait rendu compte au pays de certaines dépenses mises, contrairement aux clauses du traité de 1832, à la charge de la Grèce. La Bavière paraît n'avoir encore adressé, à cet égard aucune réclamation au gouvernement hellénique. Depuis l'emprunt de 1833 la Grèce s'est donc trouvée, pour ainsi dire, en état permanent d'insolvabilité. Sur tous les articles soumis à la dûme, le total des préceptions en nature est tombé, en 1847, de 955,358 kilogrammes à 657,099, et leur valeur en argent a subi une diminution de 1,154,191 drachmes.

Le gouvernement français a fait de persévérants efforts pour améliorer la situation financière de la Grèce; sa résistance aux demandes du gouvernement grec, son insistance à réclamer contre les abus, contre les désordres, sont attestées par tous ses actes et ne se sont pas affaiblies un seul instant. Si la conférence de Londres avait pu se mettre d'accord, nul doute que son intervention n'eût amené des résultats satisfaisants, et que le gouvernement grec ne fût rentré, il y a longtemps, dans la voie de l'économie, de la régularité et du bon ordre. Mais malheureusement, la conférence s'est divisée. La Grande-Bretagne, nonobstant les dispositions du paragraphe 4 de l'article 12 du traité du 7 mai 1832, a été isolément à la Grèce, dès 1836, une avance de 1,42 000 fr. sur la troisième série. L'année suivante, le cabinet russe, qui d'abord s'était montré très-éloigné de cette idée, crut devoir l'accueillir, et fit de son côté, une autre avance pareille. La cour de Bavière, bien qu'étrangère à la garantie de l'emprunt, n'avait pas attendu cet exemple pour déférer aux sollicitations de la Grèce, par des prêts successifs, à valoir sur les rentrées qui providenciaient de la troisième série de l'emprunt. Moyennant ces secours divers, le gouvernement grec put continuer les dépenses exagérées qui compromettaient de plus en plus son avenir. C'est également le défaut de concert qui n'a pas permis de réaliser les garanties stipulées par le paragraphe qui décide 1^o que les premières recettes du trésor grec seront consacrées, chaque année, au service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt; 2^o que les représentants des trois cours en Grèce sont chargés de veiller à l'accomplissement de cette stipulation. Pour exécuter cette double disposition, il fallait d'abord s'entendre sur une difficulté grave d'exécution et sur le mode de surveillance à exercer par les représentants des trois cours. Les revenus principaux de la Grèce, à savoir : la dime et l'impôt sur les bestiaux et les pâturages, ne rentrent que dans les quatre derniers mois de l'année; cela seul mettait un obstacle presque insurmontable à la disposition qui veut que les premiers revenus soient consacrés à servir les intérêts et l'amortissement de l'emprunt, et se trouvent réunis jusqu'à due concurrence entre les mains des banquiers six mois d'avance. Les revenus des huit premiers mois de chaque année, prélevés en totalité, auraient à peine suffi pour le but qu'on

se proposait, et le prélèvement de ces revenus aurait suspendu tous les services et entraîné une crise. On ne pouvait lever cette difficulté qu'en combinant, de concert avec le gouvernement grec, un système d'anticipations d'une année sur l'autre, c'est-à-dire en faisant souscrire aux fermiers des impôts les plus importants des obligations dont l'échéance fut mise en rapport avec les exigences du service de l'emprunt. D'un autre côté, il fallait régler, d'accord avec le gouvernement grec, un mode de contrôle qui rendit efficace et possible la surveillance imposée par l'art. 12. aux représentants. Le gouvernement français produisit successivement, à ce sujet, trois plans distincts. Ces efforts n'ont point eu de succès. Un projet ayant pour but d'affecter une portion du domaine national au remboursement des sommes avancées pour le service de l'emprunt, a également échoué, ainsi que d'autres combinaisons qui consistaient à offrir en paiement divers produits du sol grec.

Le gouvernement grec n'a pas trouvé dans tous ses créanciers cette bienveillante longanimité. Au mois de mars 1846 le cabinet britannique, mis en demeure de pourvoir au service de l'emprunt, déclare au cabinet d'Athènes que l'Angleterre entendait qu'à partir du 1^{er} septembre suivant la Grèce fit elle même et par ses propres ressources honneur à ses engagements. Au mois d'avril 1847, il renouvela en termes sévères cette déclaration, et notifia sa résolution de recourir aux voies de contrainte, dans le cas où ses avertissements demeureraient sans effet. Il exigeait le remboursement de l'avance que le trésor anglais venait de faire et demandait, en outre, que le gouvernement hellénique désignât, conformément aux clauses du traité de 1832 ceux des revenus ordinaires qui seraient consacrés à garantir le remboursement d'avances faites jusqu' alors par l'Angleterre. M. Eynard, voulant, dans ces circonstances, aider la Grèce à se soustraire aux rigueurs dont elle était menacée, lui offrit un prêt de 500,000 fr., qui fut accepté, et servit à compléter la somme réclamée par la Grande-Bretagne.

Le gouvernement grec offrit de porter au budget une somme égale au tiers de celle qu'il avait annuellement à servir pour l'intérêt et l'amortissement de l'emprunt. L'Angleterre insiste pour obtenir le paiement intégral. Le cabinet d'Athènes demanda alors à la France et à la Russie l'autorisation de disposer, en faveur de la Grande-

Bretagne, de la part proportionnelle à laquelle ces deux puissances avaient droit sur l'allocation affectée au service de l'emprunt. Il paraît que cette demande n'eut pas de suite, car au mois d'avril dernier, le représentant de l'Angleterre à Athènes, sur l'offre qui lui était faite d'un à compte, renouvelait ses vives instances pour obliger le gouvernement grec à rembourser au trésor britannique les arrérages de 1848 et la dette arriérée.

Votre commission a pensé, que le rôle de la France à l'égard de la Grèce devait être plutôt celui d'un allié bienveillant que celui d'un rigide créancier. Lorsqu'elle intervient dans l'administration des finances de ce pays, pour en améliorer la direction, c'est non seulement un droit qu'elle exerce, mais un devoir qu'elle remplit. Elle se préoccupe moins du désir d'assurer son gage et le remboursement de ses avances, que de voir une nation amie asseoir sa prospérité sur la base de l'ordre et du bon gouvernement. Pour atteindre ce double but, une loyale entente est nécessaire entre les trois puissances et cet accord ne peut exister qu'à la condition que chacune d'elles s'abstienne de toute prétention à une influence prépondérante ou exclusive. C'est dans cet esprit que sont conçues les instructions adressées à la légation de la République à Athènes.

Après avoir reconnu que dans l'état actuel de nos finances il serait incontestablement utile d'acquitter les arrérages échus et ceux à échoir, tant que la Grèce n'y subviendrait pas elle-même, en émettant ce qui reste encore disponible sur le dernier tiers de l'emprunt, il est certain, en fait que, sur ce dernier tiers, les parts afférentes à la Russie et à l'Angleterre ont été intégralement émises par le concessionnaire de l'emprunt, et que le prix en a été employé à acquitter les semestres successivement échus, tant sur la portion garantie par ces deux puissances que sur la part garantie par la France, et s'élevant à 20,000,000 de fr. en capital, l'émission, a eu lieu jusqu'à concurrence de 17,400,661 fr. 34 c.; de telle sorte qu'il reste encore aux mains du banquier concessionnaire, des obligations ou actions à émettre, sous la garantie de la France seule, pour la somme de 2,599,338 fr. 66 c. Mais cette maison, qui, jusqu'à ce jour, n'avait pas fait difficulté d'opérer les émissions qui lui étaient successivement demandées par chacune des trois puissances garante de l'emprunt, paraît aujourd'hui refuser

formellement de les compléter, en ce qui concerne la France, aux conditions du traité passé le 16 février 1833.

Ce refus soulève la question de savoir si l'obligation du concessionnaire existe ou n'existe pas et si le Gouvernement français à le droit de le contraindre à se charger de la portion non encore émise dans les termes du traité originaire.

Il n'appartenait pas à la commission et il n'appartient peut être pas même à l'Assemblée de résoudre cette question.

Elle lui a toutefois paru assez grave pour qu'elle pensât qu'il y avait lieu d'engager M. le ministre à recourir aux moyens légaux pour assurer et faire valoir les droits du trésor de la République. Une difficulté d'exécution avait été soulevée. On s'était demandé si la France pouvait agir directement contre M. M. de Rothschild, ou si, n'ayant concouru au traité que comme caution, elle n'était pas obligée de provoquer l'action du gouvernement grec? L'examen du traité nous a paru écarter cette difficulté.

En résumé, les émissions partielles de la 3e série n'ont jamais été regardées par la Grèce et par les puissances garantes comme des dérogations au contrat et M. M. de Rothschild n'ont élevé à ce sujet aucune réclamation.

En acceptant ces émissions, les bailleurs de fonds n'ont fait aucune réserve; s'ils avaient déclaré qu'ils considéraient ces opérations, comme isolées et placées en dehors du contrat, il est certain que la Grèce et les puissances garantes se seraient refusées à leur négocier au prix de 90 $\frac{1}{2}$ des valeurs dont le cours sur le marché devait dépasser 100 au 40.

Sans doute c'est librement et volontairement que les émissions successives ont été faites par le gouvernement grec, mais ce n'est pas librement et volontairement qu'il les a négociées au prix du contrat; c'est parce qu'il se croyait lié. M. M. de Rothschild avaient le droit de faire une réserve, ils ne l'ont pas faite. Ils ont voulu laisser la Grèce et les trois puissances sous le coup du contrat. Peuvent-ils aujourd'hui s'y soustraire eux-mêmes? Sous la réserve de ces observations pour l'avenir, votre commission vous propose, messieurs, l'adoption du décret proposé par M. le ministre des finances.

26.

*Prise de possession par l'Espagne
des Iles Chaffarines.*

Le général Serrano a pris possession, le 6 Janvier 1848, des Iles Chaffarines au nom de la reine Isabelle II. Les îles ont été baptisées des noms suivants : *Isabelle II.* celle du centre, *le Roi* celle de l'est, et *Congrés* celle de l'ouest (Heraldo).

(Les îles Chaffarines sont situées le long de la côte d'Afrique, à l'ouest d'Oran, dans le golfe qui reçoit les eaux de la Tafna, entre le cap des Trois-fourches et celui de Hone, à neuf lieues de Melilla. Elles offrent par leur situation, un port commode et sûr pour les vaisseaux de tout rang. Le 6 Janvier à 10 h. du matin, le général Serrano, capitaine général de la province de Malaga, descendit à terre dans l'île du centre, où l'on avait d'avance planté un drapeau. Une batterie de montagne prit position ; deux compagnies du régiment d'Afrique se formèrent en bataille et le général, accompagné de son état-major etc. éleva trois fois le pavillon espagnol en criant à haute voix : „*Les îles Chaffarines pour S. M. la reine Dona Isabel II.*“ Cette proclamation fut saluée de nombreux vivats et accompagnée de plusieurs salves d'artillerie. Le Colonel don Vicente Llardulla fut nommé gouverneur de la nouvelle colonie.)

27.

Ordonnances et Arrêtés du Gouvernement et des autorités d'Espagne relatifs au tarif des douanes, ainsi qu'à l'entrée et aux droits d'entrée dans quelques ports de l'Isle de Cuba.

(Handels-Archiv etc. 1848.)

(Traduction par Extraits.)

I. Dispositions relatives au Tarif des Douanes.

1. Zufolge einer Verfügung der General-Direktion der Zölle vom 10. November 1847 ist weisser Arsenik, welcher in dem Zolltarif nicht namentlich aufgeführt ist, mit 15 Proc. von dem Werthe von 2 Realen pr. Pfd. zu verzollen. Die Verbrauchssteuer ist auf ein Dritttheil und der Zuschlag zum Zoll im Fall der Einfuhr unter fremder Flagge und zu Lande auf ebenfalls ein Dritttheil des Zolls festgesetzt.

2. Nach einer Verfügung von demselben Tage sind Sicherheits-Lunten oder Röhren für Bergleute mit 4½ Realen pr. Pfd. beim Eingang zu verzollen.

3. Durch eine Verfügung vom 18. November 1847 ist die Abgabe für die in dem Zolltarif vom 1. November 1841 unter Klasse 3 und 4 der Wollenwaaren, No. 1294 und 1295 genannten Gewebe auf 30 Proc. von dem Werthe von 50 Realen für die Quadrat-Vara festgesetzt. Die Verbrauchssteuer soll ein Viertheil und der Zuschlag zum Zoll im Fall der Einfuhr unter fremder Flagge oder zu Lande die Hälfte des Zolls betragen.

II. Ordonnance relative aux importations dans le port de Cardenas dans l'isle de Cuba.

Zufolge einer Königl. Verordnung vom 17. September 1847 ist es gestattet, in den Hafen von Cardenas in Cuba ausser den bisher schon zulässig gewesenen noch nachfolgend genannte Waaren einzuführen: Hohlleisen,

Anker, Bohnen, Biskuit, Windeblöcke, Kessel, Kupfer, Brantwein, Butter, Talg-, Kompositions- und Spermaceti-Lichte, Dochte, Zimmergeräth-Kasten, Ankerketten, Käse, Kautabak, Hackmesser, Cider, Fassbindergeräth, Schiffskupfer aller Art, Tauwerk, Kronräder, Mehl, Eisen- und Kupfer-Farben, Fischangeln, Jagdflinten, Genever, Leim, Beile, Häute, Hacken, Reifeisen, Tinte, eiserne Grapen, Eisenplatten, eiserne Zuckerformen, eiserne Keile, getrocknetes Fleisch, Räucherlampen, Speck, Sohlleder, Leinöl, Macis, Thran, Spermaceti, Wachstuch, Zwiebeln, Farbe, Papier, Erbsen, Aexte, Eingemachtes, Kartoffeln, Reis, Salz, Sägen, Waagschalen, Schaufeln, eiserne und kupferne Schaumlöffel, Rauchfleisch, Durchschläge, Winkeleisen, Schnellwaagen, Zuckerkessel, Zuckermühlschäfte, Zuckermühlwalzen, Zucker-Schaumlöffel, Talg, gesalzene Zungen, Zinnwaaren, Bleiweiss, trocken und in Oel gerieben.

III. *Avis relatif à la perception d'un droit de navigation à Gibara dans l'île de Cuba.*

Nach einer Bekanntmachung d. d. Cuba, den 13. December 1847 wird vom 1. Mai 1848 an von jedem aus überseeischen Häfen mit Ladung oder in Ballast in Gibara einlaufenden Schiffe eine Abgabe von 1 Real pr. Tonne zur Deckung der Kosten für Erbauung eines Wachhauses für die Zollwächter u. s. w. erhoben.

28.

*Pièces relatives aux affaires de la
république Argentine.*

I.

*Message du président Rosast à l'assemblée de
Buenos-Ayres.*

Le gouvernement vous a instruits, le 2 octobre dernier, de l'arrivée et de la mission confidentielle de M. T. S. Hood, agent confidentiel de Sa Majesté Britannique, relative au règlement définitif de la question de la Plata, fondée sur les bases communiquées à M. de Mareuil. — Il vous a informé de l'insuccès de cette mission, motivé par le mauvais vouloir de M. M. Deffaudis et Ouseley, plénipotentiaires de France et d'Angleterre, résidant à Montevideo, et qui donna lieu au retour de M. Hood en Angleterre.

Bientôt après, les plénipotentiaires, M. M. Deffaudis et Ouseley, furent successivement rappelés. Les cabinets qui avaient pris cette grave mesure annoncèrent au gouvernement argentin que, pour obvier à toute difficulté, ils avaient envoyé pour les remplacer M. M. Howden et le comte de Walewski. A leur arrivée presque simultanée, ils furent reçus avec la plus parfaite courtoisie et cordialité. Le 11 mai, ils adressèrent au ministère des relations extérieures deux notes auxquelles il répondit, et le 13 eut lieu la première conférence. On convint que l'on traiterait d'une convention sur les bases présentées par M. Hood, avec quelques modifications qui conciliaient, à leur avis, l'intérêt de toutes les parties. Le lendemain, les plénipotentiaires envoyèrent des notes qui accompagnaient leurs projets de convention.

Ces projets n'ont aucune analogie ni avec les bases de M. Hood, ni avec les déclarations des puissances intervenantes qu'avait approuvées le gouvernement argentin. Les plénipotentiaires ne se conformèrent pas au projet de convention qui leur fut envoyé par le ministère des relations extérieures; en conséquence, des notes furent respectivement échangées les 15 et 16 mai, et ils expri-

mèrent le désir de conférer verbalement dans le plus bref délai, ce qui leur fut accordé.

Avant d'arriver à ce terme, un incident surgit: il s'agissait du titre de président légal de l'Etat oriental, que les plénipotentiaires n'étaient pas autorisés à reconnaître au général Oribe. On arrêta que cette dénomination lui serait donnée dans le texte de la convention en espagnol par le gouvernement argentin, mais que la rédaction française et anglaise ne le désignerait que dans le caractère de général. On proposa en outre que les articles de cette convention, que ce dernier aurait à signer, lui seraient présentés par les chefs des forces navales des deux nations médiatrices. Une longue discussion s'ensuivit; bien des notes furent échangées de nouveau sans amener un résultat décisif sur le point principal, de faire acquiescer le président Oribe à ratifier la convention en question en qualité de simple général des troupes de la confédération Argentine, sans connaître au préalable les exigences de M.M. les plénipotentiaires.

Le 25, une nouvelle conférence eut lieu; on y discuta de nouveau l'article de la convention relatif aux titres et dénomination de S. Exc. le président Oribe; le ministre argentin manifesta que son gouvernement ne pouvait consentir à la déclaration, sollicitée par les médiateurs, d'admettre l'élection du président qui s'effectuerait dans l'Etat oriental; que s'il exprimait dans cet article que la France et l'Angleterre n'avaient pas reconnu le général Oribe comme président légal de la susdite république depuis son abdication, il faudrait entrer dans une question fâcheuse; que l'on aurait à revenir à l'examen des causes qui avaient motivé cette mesure; que ce serait éloigner le gouvernement des principes qu'il soutient, et que non-seulement le projet qu'on lui présentait ne reconnaissait pas le général Oribe comme président légal de l'Etat oriental, mais même comme général en chef de l'armée qu'il commande, titre dont on ne pouvait le dépouiller, et que la France et l'Angleterre n'ont pas méconnu.

Après avoir développé et discuté plusieurs articles relatifs à la convention dont il s'agit, le ministre argentin présente aux plénipotentiaires ceux qui apparaissent sous les numéros 29, 30 et 31, auxquels ils ne firent aucune observation; en leur en donnant copie, il leur fut déclaré que la convention qui serait effectuée avec

le gouvernement argentin devait être signée aussitôt après qu'ils auraient réglé tout ce qui concernait S. Exe. le président légal de la république Orientale, le général D. Manuel Oribe, et après que celui-ci eût fait part au gouvernement argentin qu'il y adhérerait en ce qui le concernait en particulier. Les plénipotentiaires ne firent aucune objection à cet égard.

Ces derniers demandèrent un instant après au ministre des relations extérieures quelle était son opinion au sujet de l'article relatif à la navigation des rivières. Il leur répondit qu'il se bornait strictement à la rédaction du projet Hood, modifié par le gouvernement argentin. Les plénipotentiaires répondirent qu'ils ne pouvaient pas l'admettre; qu'ils étaient autorisés à accepter le texte du premier projet, ou les bases Hood, telles qu'elles avaient été proposées par la France et l'Angleterre, sans aucune explication. On ne put arriver à s'accorder sur ce point; c'était contester au gouvernement argentin le droit par-fait qu'il a sur ses rivières intérieures.

Les plénipotentiaires déclarèrent au ministre des relations extérieures que cette nouvelle difficulté donnerait probablement lieu à la rupture des négociations; qu'il serait inutile de passer plus avant, et qu'il convenait d'avoir une réponse catégorique du gouvernement argentin à ce sujet, pour la transmettre à leurs cabinets respectifs, avouant qu'ils n'étaient pas assez instruits sur une matière si ardue pour pouvoir résoudre cette difficulté. Le ministre des relations extérieures leur répondit qu'ils pouvaient agir comme ils le jugeraient convenable, mais qu'il était bien convaincu que son gouvernement ne changerait pas sa résolution.

Dans la dernière conférence, qui eut lieu le 29 juin, cette détermination, fondée, outre les motifs précédents, sur le refus de la reconnaissance des titres du président Oribe, leur fut confirmée; et après une longue dissertation entre le ministre argentin et les plénipotentiaires à l'égard des droits de la confédération sur les rivières en question, les négociations furent rompues, déplorant, chacune des parties en particulier, leur insuccès.

Le 30 juin, de nouvelles notes furent en conséquence échangées. Le 3 juillet, les plénipotentiaires prirent leur congé officiel. Lord Howden s'embarqua le même jour; M. le comte de Walewski, le lendemain.

Postérieurement, le président Oribe fit part au gou-

vernement argentin de l'armistice conclu entre lui et les susdits agents intervenants, qui fut rejeté par le gouvernement de Montevideo, et qui a motivé de la part du plénipotentiaire britannique la levée du blocus des ports de la république Argentine et de ceux de l'État oriental, ainsi que son abandon de l'intervention dans la question de la Plata.

Le gouvernement argentin vous a rendu compte du résultat des négociations. Animé du désir le plus sincère de la paix, il a fait tous ses efforts pour en convaincre les médiateurs, afin d'arriver honorablement au terme d'une affaire si importante.

Vous saurez apprécier, dans votre justice, qu'en ne se séparant pas de l'occupation des bases Hood dans les termes auxquels il les a admises, il a soutenu avec la loyauté convenable la souveraineté la plus parfaite de la confédération, ses droits incontestables et son honneur. On ne peut plus se tromper sur les vues positives que présente cette question délicate, sur la complète indépendance de ces pays et sur les autres États américains. Le caractère réel de l'intervention anglo-française n'est pas celui qu'on a annoncé dès le principe, parce que ni la conservation de l'indépendance de la république orientale de l'Uruguay, ni les clameurs de l'humanité, ni la convenance des intérêts de toutes les nations, ne peuvent être invoquées pour l'appuyer. Mais le gouvernement argentin conserve l'heureux espoir que la haute intégrité de Sa Majesté Britannique et celle de S. M. le roi des Français, après avoir approfondi cette affaire, feront les modifications auxquelles ils ne peuvent se refuser sans injustice, et sans méconnaître la souveraineté et l'indépendance de la confédération et des traités existants.

II.

Note collective adressée par les ministres plénipotentiaires de France et d'Angleterre au ministre Arana.

Buenos-Ayres, le 3 juin 1847.

Les plénipotentiaires soussignés ont reçu la note que S. Exc. le ministre des relations extérieures leur a adressée en date du 28 mai ainsi que le mémoire explicatif et le projet de convention qui y étaient annexés.

Après un mûr examen de toutes ces pièces, les plénipotentiaires soussignés ont l'honneur d'exposer ce qui suit à S. Exc. M. Arana, ministre des relations extérieures de la confédération Argentine.

Toutes les parties sont d'accord sur ce point, que les bases de pacification présentées par M. Hood sont la pierre fondamentale sur laquelle doit reposer la négociation dont le but est de rétablir la paix entre les républiques de la Plata, en assurant la parfaite et absolue indépendance de l'Etat de l'Uruguay.

Mais les propositions de M. Hood ne sont en elles-mêmes qu'un élément informe auquel il est indispensable de donner une contexture régulière et pratique. En effet, la mission de M. Hood se bornait à négocier avec les différentes parties intéressées, pour obtenir leur adhésion à certaines bases qui devaient servir de point de départ pour arriver à un arrangement définitif. M. Hood, après avoir obtenu l'adhésion des parties avait pour instructions de remettre l'acceptation des intéressés aux plénipotentiaires de France et l'Angleterre, auxquels il appartenait dès lors de convertir les bases précisées en un instrument quelconque qui permit de procéder régulièrement à l'exécution des parties qu'elles renfermaient. Ainsi, s'il ne s'était pas élevé un dissentiment relatif à l'époque de la cessation du blocus, la tâche de M. Hood étant terminée, celle des plénipotentiaires allait commencer, et elle consistait, comme il a été dit plus haut, à donner une forme pratique et régulière à ce qui n'était encore qu'un simple préliminaire contenant cependant tous les éléments de la négociation.

Plus tard, les gouvernements de France et d'Angleterre, ayant résolu d'accéder à la demande faite par les généraux Rosas et Oribe, relativement à l'époque de la levée du blocus, seul dissentiment qui empêchait les parties d'être d'accord, se sont occupés eux-mêmes de trouver la forme la plus propre à donner à un document entièrement et exclusivement fondé sur les bases acceptées. Les deux gouvernements ont pensé que dans une affaire corrélatrice entre plusieurs intéressés, et dont les uns faisaient dépendre l'exécution de leurs engagements du consentement des autres, le seul mode qui permit d'arriver à une solution satisfaisante était celui d'une convention à laquelle tous les intéressés prendraient part. Des actes séparés présentaient dans l'exécution des difficultés

presque insurmontables. Le projet de traité que S. Exc. M. Arana vient de transmettre aux plénipotentiaires en est la démonstration la plus éclatante.

L'exécution des trois premiers articles du projet de M. Arana est entièrement subordonnée au consentement d'un tiers, S. Exc. le général Oribe, qui n'est nullement partie au traité à intervenir entre les deux gouvernements et le gouvernement argentin. Ces trois articles, qui renferment les stipulations les plus importantes de la négociation, pouvant être invalidés *ipso facto* par le refus du général Oribe, sont dès-lors complètement illusoires, sans objet comme sans but. Mais, dira-t-on, dans l'acceptation des propositions Hood, S. Exc. le gouverneur de Buenos-Ayres avait stipulé, qu'il ne consentirait à la retraite de ses troupes, etc., etc., etc. que si le général Oribe y consentait. Cela est vrai, et c'est justement en vue de ces intérêts corrélatifs, de ces engagements conditionnels résultant de l'acceptation des propositions Hood, que les gouvernements de France et d'Angleterre, après mure considération, s'étaient arrêtés à la forme d'une convention à laquelle prendraient part tous les intéressés, comme le meilleur moyen de mettre à exécution les bases Hood. En effet, le général Oribe, étant partie dans la convention, en accepte naturellement toutes les clauses; le gouvernement de Buenos-Ayres n'a donc plus à faire ni réserve ni référence. Ainsi ressort évidemment l'avantage, dans cette circonstance, d'une seule convention particulière.

Les plénipotentiaires soussignés, pénétrés de cette conviction, ont eu l'honneur de transmettre à S. Exc. le ministre des relations extérieures un projet de convention qui, dans la forme aussi bien que dans le fond, est entièrement conforme aux bases de pacification de M. Hood, sauf les modifications que les gouvernements de France et d'Angleterre ont cru devoir y introduire pour faire droit, autant que possible, aux observations dont LL. Exc. les généraux Rosas et Oribe ont accompagné leur acceptation desdites bases.

Les plénipotentiaires regrettent vivement que le gouvernement argentin n'ait pas envisagé cette convention comme le moyen le plus sûr et le plus satisfaisant d'arriver au résultat auquel doivent tendre les efforts de tous. Les gouvernements de France et d'Angleterre professent dans leurs rapports avec les autres États un trop

grand respect pour les susceptibilités nationales, pour avoir laissé subsister dans ce projet de convention la moindre énonciation qui fût de nature à porter la plus légère atteinte à la dignité du gouvernement argentin.

Cependant si la répugnance du gouvernement de Buenos-Ayres pour une convention générale est invincible, les soussignés ne demandent pas mieux que de s'éclairer et de chercher avec S. Exc. M. Arana un autre mode pour convertir les bases de pacification en une forme à la fois exécutable et convenable.

Il sera facile aux plénipotentiaires soussignés de démontrer que le projet de convention qui leur est proposé ne répond à aucune de ces deux conditions. Pour cela, il suffit d'examiner impartialement quelle serait dans cette convention la position respective des parties.

D'un côté, les deux gouvernements de France et d'Angleterre s'engagent à la levée du blocus, à la restitution des bâtiments de guerre argentins, des navires marchands, etc., à la remise de l'île de Martin Garcia, de plus s'engagent à réclamer le désarmement des étrangers à Montevideo.

De l'autre côté, qu'offre en échange le gouvernement argentin? Une seule chose: la retraite des troupes argentines du territoire oriental. Mais cette clause, subordonnée à une première condition, le désarmement des étrangers, se trouve entièrement annulée par la fin du paragraphe qui en soumet l'exécution à la volonté absolue de S. Exc. le général Oribe. Les plénipotentiaires soussignés s'en rapportent à S. Exc. M. Arana lui-même: un tel arrangement serait-il équitable?

D'un autre côté, au lieu d'une convention, à l'exécution de laquelle on peut procéder immédiatement, le contre-projet transmis est rédigé sous forme de traité, sujet à ratification, et pour laquelle ratification il est laissé une latitude de huit mois. Il est impossible d'admettre qu'une telle remise d'exécution dans des circonstances aussi pressantes soit dans la pensée du gouvernement argentin.

Les soussignés espèrent donc qu'après avoir considéré les observations qu'ils ont cru devoir mentionner ici, le gouvernement de Buenos-Ayres reconnaitra lui-même que le projet de traité transmis par S. Exc. le ministre des relations extérieures n'est pas admissible.

Animés d'un désir de conciliation aussi vif que sincère, les plénipotentiaires sont prêts à renoncer au pro-

jet d'une convention générale signée par toutes les parties, quoique ce mode leur paraisse toujours le plus propre à atteindre le but commun, ils joindront leurs efforts à ceux de S. Exc. M. Arana pour trouver une forme qui permette d'établir une convention particulière entre les gouvernements de France et d'Angleterre et le gouvernement argentin sur les bases de pacification présentées par M. Hood.

On lit dans le mémoire explicatif transmis par M. Arana :

„ Le gouvernement argentin considère comme essentielle la division de la négociation pour distinguer ce qui concerne la confédération de ce qui regarde l'Etat oriental.“

Les plénipotentiaires sont prêts à adopter ce principe ainsi formulé, dont la première conséquence est sans contredit de mettre hors de question toute référence à S. Exc. le général Oribe. Si le gouvernement argentin ne croit pas pouvoir s'engager sans le consentement de S. Exc. le général Oribe, rien ne l'empêche de consulter ce général avant toute décision ultérieure. Mais les plénipotentiaires n'hésitent pas à déclarer, pour leur part, qu'ils ne pourraient jamais apposer leur signature à une convention définitive, dont les principales clauses seraient subordonnées à la volonté d'un tiers étranger à ladite convention.

Il y aurait peut-être encore un moyen de résoudre cette difficulté. Les plénipotentiaires pourraient conclure préalablement une convention avec S. Exc. le général Oribe; le gouvernement argentin n'aurait plus dès-lors d'objection sans doute à stipuler séparément et sans aucune référence. Si tel était le désir du gouvernement argentin, les plénipotentiaires, dans leur sincère empressement d'arriver à une solution satisfaisante, se concerteraient à cet égard.

Mais avant tout, il serait indispensable de convenir avec précision des termes de l'acte qui interviendrait entre les gouvernements de France et d'Angleterre et le gouvernement argentin. Les plénipotentiaires pensent d'abord que le préambule de toute convention doit contenir une énonciation du but que se proposent les parties contractantes. Le but de la présente convention est de mettre fin aux hostilités qui ont lieu depuis quelque temps dans la Plata et les pays voisins, et de confirmer

la république orientale de l'Uruguay dans la jouissance d'une indépendance pleine et entière. Un tel préambule serait d'ailleurs entièrement conforme aux déclarations et aux principes énoncés dans différentes occasions par le gouvernement de Buenos-Ayres. Les articles 1. 2 et 3, moins la référence à un tiers étranger à la convention, devront sans doute satisfaire toutes les parties.

Les plénipotentiaires prendront sur eux d'adopter dans l'article 5 ce qui concerne le salut, le reste de cet article étant entièrement conforme à celui du projet transmis par les soussignés le 14 mai.

Quant à l'article 5, les plénipotentiaires laissent à S. Exc. M. Arana le choix entre le texte exact des bases Hood ou le texte de l'article 5 du projet transmis le 14, mais dont la rédaction n'a été arrêtée par les gouvernements de France et d'Angleterre qu'en vue de satisfaire aux observations du gouvernement de Buenos-Ayres consignées dans l'acceptation des bases.

Relativement à l'art. 5. la déclaration spontanée que les gouvernements de France et d'Angleterre ont consenti à faire, doit paraître pleinement satisfaisante au gouvernement argentin: on ne saurait d'ailleurs insérer dans un acte définitif une semblable déclaration qu'autant que la partie à laquelle elle est concédée la considère comme entièrement satisfaisante et l'accepterait comme telle. Aucune réserve à cet égard ne peut donc être admise dans une convention; le gouvernement argentin n'en conserve pas moins, pour cela, le droit de discuter par voie diplomatique tel ou tel autre principe. Ou, si le gouvernement argentin le préférerait, on pourrait supprimer totalement dans la convention l'art. 6, les plénipotentiaires s'engageant à en faire l'objet d'une communication additionnelle qui serait remise à S. Exc. M. Arana au moment de la signature de la convention, et sur laquelle alors il serait loisible à S. Exc. de faire toute réserve en accusant la réception.

Pour ce qui concerne l'art. 7, les bases précisent à la vérité la marche qu'auront à suivre les plénipotentiaires dans le cas où le gouvernement de Montevideo ne se rendrait pas à leurs représentations; les soussignés n'hésitent pas à réitérer ici l'assurance que si le gouvernement de Montevideo se refusait à licencier les troupes étrangères ou particulièrement à désarmer celles qui font partie de la garnison de la ville, ou retardait sans né-

cessité l'exécution de cette mesure, ils feraient cesser toute intervention extérieure et se retireraient.

Mais cette déclaration, très-normale dans de simples préliminaires, n'est pas de nature à être insérée dans une convention définitive, d'autant moins qu'on ne saurait admettre que le gouvernement de Montevideo, ayant signé les bases, ne se conformera pas strictement à l'exécution des clauses qu'elles renferment.

Les plénipotentiaires auraient encore quelques observations à présenter relatives à l'amnistie et à l'admission des droits et des réclamations légitimes des étrangers; les considérations dans lesquelles S. Exc. M. Arana entre à ce sujet dans un mémoire explicatif, et les faits qu'il expose, donnent l'espoir aux soussignés qu'à cet égard, comme relativement à quelques détails de forme, les parties s'entendront sans difficulté.

Les plénipotentiaires soussignés ont cru de leur devoir de répondre catégoriquement et par écrit au mémoire explicatif que S. Exc. le ministre des relations extérieures leur a transmis, afin de ne laisser aucun doute sur les intentions conciliantes de leurs gouvernements respectifs, relativement à la négociation qui se poursuit en ce moment. Ces intentions, à l'accomplissement desquelles tendent tous les efforts des soussignés, peuvent se résumer ainsi :

Trouver une forme de convention régulière et praticable qui soit la mise en oeuvre la plus exacte, l'expression la plus complète des bases de pacification présentées par l'agent confidentiel M. Hood.

Les soussignés espèrent qu'aussitôt que S. Exc. le ministre des relations extérieures aura pesé les considérations qu'ils soumettent à ses lumières, il leur donnera le moyen de les compléter par des explications verbales, en fixant une conférence au terme le plus prochain, dans laquelle les plénipotentiaires achèveront, ils en ont l'espoir, de se mettre d'accord avec S. Exc. le ministre des relations extérieures.

Les plénipotentiaires soussignés ont l'honneur d'offrir à S. Exc. le ministre des relations extérieures du gouvernement de Buenos-Ayres, chargé des relations extérieures de la confédération argentine, l'assurance de leur haute considération.

A. Walewski, Howden.

III.

Extrait du rapport de M. Drouyn de l'Huys, pour le comité des affaires étrangères de l'Assemblée nationale de France, sur les réclamations de Benjamin Poucel contre le gouvernement de Buenos-Ayres, lu à la séance du 12 juillet 1848.

(Moniteur.)

Benjamin Poucel avait formé en 1838 au Rio de la Plata, avec le concours de capitaux français, un vaste établissement rural.... En 1845 au début des opérations coercitives de l'escadre anglo-française contre l'armée de Montevideo, les résidents français et anglais de la campagne furent arrachés violemment de leur domicile et emmenés comme otages à Durasno, où ils demeurèrent prisonniers pendant trois ans... Poucel obtint enfin la permission de retourner à Montevideo. En 1847 il revint en France, et présenta une pétition à la chambre des députés. Interpellé le 8 février 1848, le ministre répondit que des réclamations pressantes avaient été adressées à cet égard par le gouvernement français... Quoi qu'il en soit, aucune réparation n'a encore été accordée. Permettez moi de vous rappeler quelle est l'importance des intérêts français au Rio de la Plata. Notre commerce, qui représentait en 1830, une valeur de 10 à 12 millions, s'est élevé à 40 millions en 1842.... Les résidents français se divisent en trois catégories : l'une établie à Buenos-Ayres, l'autre fixée dans Montevideo, et la troisième répandue dans les campagnes.... Environ 4000 âmes à Buenos-Ayres, la plupart dans le commerce. 10000 âmes à Montevideo, dont un 10^e de capitalistes et commerçants, et les neuf 10^{es} d'artisans et ouvriers. Enfin 4000 âmes répandues dans les campagnes de Montevideo se composent de propriétaires ruraux, commerçants et ouvriers. Total 18000 Français sur les deux rives de la Plata. Ils y possèdent des propriétés considérables. A Buenos-Ayres, rive droite, près de 30 lieues carrées de terres occupées par 150,000 têtes de bétail et 30 à 35 immeubles dans la ville. A Montevideo, rive gauche, plus de 120 lieues carrées de terres, où il existait avant l'intervention anglofrançaise, environ 150,000 têtes de gros bétail et 160000 têtes de mérinos. Depuis l'intervention cette richesse est presque anéantie. Les immeu-

bles appartenant à des Français dans la ville de Montevideo sont au nombre de 200 environ et représentent une valeur de au moins 4 millions de francs... Montevideo fut érigé en état indépendant en 1828 par le traité de paix qui suivit la guerre du Brésil contre Buenos-Ayres pour la possession de Montevideo.... En 1839 Rosas (chef du gouvernement de Buenos-Ayres) envoya une armée pour envahir Montevideo, sous prétexte d'y rétablir le général Oribe, qu'il retenait auprès de lui, mais réellement pour tirer vengeance des bons procédés du nouveau gouvernement de Montevideo à l'égard des Français, et d'inquiéter dans les ravitaillements l'escadre française qui bloquait Buenos-Ayres pour obtenir le redressement de nos griefs.... En 1840 le traité signé par M. de Mackau mit fin au blocus. Ce pacte reconnaissait complètement l'indépendance de la République orientale, que nous avions aidée par des subsides... Rosas résolut une seconde invasion sur le territoire oriental et le 17 février 1843 est la date nefaste de ce long siège de Montevideo qui dure encore... Dès le 16 décembre 1842 les ministres de la France et de l'Angleterre à Buenos-Ayres avaient protesté collectivement contre l'invasion de la république orientale par une armée argentine. Dans l'attente des effets de cette protestation trente mois s'écoulent, pendant lesquels Montevideo reste abandonné à ses seules forces.... En 1845 apparût l'intervention anglo-française.... Cette tentative n'eut pas un résultat plus heureux que les précédentes. Une nouvelle mission fut envoyée en 1847. M. Walewski et lord Howden échouèrent comme leurs devanciers... L'Angleterre... leva le blocus de Buenos-Ayres, qui resta bloqué par l'escadre française seulement.... Le cabinet français négocia la rentrée du cabinet britannique dans l'action commune. Le 19 mars 1848, M. M. Gros et Gore, nouveaux commissaires des deux gouvernements, débarquèrent à Montevideo.

Resumé des instructions données à M. Gros, commissaire français, sous la date du 15 décembre 1847.

„Dès leur arrivée dans la Plata les deux commissaires adresseront au gouvernement de Buenos-Ayres, au général Oribe et au gouvernement de Montevideo, une déclaration portant que la France et l'Angleterre n'ont point cessé d'être animées du désir de rétablir par un

commun accord l'ordre et la paix sur la côte orientale de la Plata. Ils invitent ensuite le général Oribe à constater par une déclaration officielle les engagements qu'il a déjà pris plusieurs fois, en ce qui touche une amnistie complète en faveur des indigènes, ainsi que la sécurité des personnes et des propriétés à l'égard des étrangers résidant à Montevideo, dans le cas où il entrerait dans cette ville par force ou autrement. Si Oribe repousse cette demande, ils lui déclareront que l'escadre anglaise se réunira de nouveau à l'escadre française, pour intercepter toute communication et tout commerce entre les parties du territoire oriental occupé par son armée et les deux rives de la Plata. En cas d'acceptation, ils inviteront le gouvernement de Montevideo à traiter avec Oribe, en lui offrant leurs bons offices, mais en l'avertissant que, s'il refuse, le blocus sera levé par l'escadre française et la médiation considérée comme arrivée à son terme. Si le gouvernement de Montevideo accepte, les commissaires offriront aux deux parties bel-ligérantes l'arrangement suivant :

1^o Le général Oribe renverra les troupes argentines qui se trouveront placées sous son commandement;

2^o Les étrangers organisés en bataillons à Montevideo seront licenciés et désarmés;

3^o Les deux opérations auront lieu simultanément.

4^o Les commandants des forces anglaises et françaises prêteront leur concours aux deux opérations. Le blocus ne sera levé par l'escadre française qu'après les deux opérations terminées.

Si l'une ou l'autre des deux parties refusait de se prêter à cet arrangement, ce refus serait considéré comme une retraction du consentement donné par elle à l'invitation qu'elle a reçue et les commissaires agiraient en conséquence. (Suivent les dispositions relatives au transport des troupes argentines et la restitution au gouvernement argentin des bâtiments de l'escadre buenos-ayrienne qui ont été capturés par les amiraux.) Après l'acceptation ou le refus des deux parties ou de l'une d'elles, les commissaires adresseront, en se retirant, au gouvernement de Buenos-Ayres, et sans lui demander de réponse, une déclaration séparée portant :

1^o Que le gouvernement de Buenos-Ayres s'étant toujours présenté dans cette affaire comme l'auxiliaire d'Oribe, c'est à Oribe que les deux gouvernements ont

dû s'adresser pour demander les garanties qui ont fait de tout temps le principal objet de la médiation.

20 Qu'un autre objet de la médiation ayant été d'assurer le maintien de l'indépendance de la république de Montevideo, les deux gouvernements croient de leur devoir de signifier à l'Etat de Buenos-Ayres qu'ils le regardent comme engagé à respecter cette indépendance par plusieurs textes formels, notamment par la convention du mois d'août 1823, et par l'art. 4 de la convention du 29 octobre 1840. Du reste si sur les lieux mêmes quelques parties de ce plan paraissaient devoir subir des modifications, les deux gouvernements respectifs laissaient à leurs agents une complète liberté quant à l'emploi des moyens, à la seule condition qu'ils contiendraient en définitive l'amnistie, la sécurité des résidents, le départ effectif des troupes argentines et le désarmement des étrangers. On ajoutait que, dans aucun cas, l'escadre anglaise ne rétablirait le blocus de Buenos Ayres; que ce blocus est, en effet, d'une exécution très-difficile et à peu près impossible; qu'il a provoqué des protestations de la part des neutres, notamment des Etats-unis, et en dernier lieu du Brésil; qu'il a d'ailleurs cessé depuis longtemps d'être effectif, et n'a plus été qu'un moyen détourné de venir au secours de la république de Montevideo, en forçant les marchandises importées dans la Plata, à payer tribut à sa douane; que la France sera donc dans la nécessité de lever elle-même, quoiqu'il arrive, le blocus de Buenos-Ayres. On laissait au surplus M. Gros juge du moment où il serait plus convenable de le lever, le maintien du blocus pouvant être un moyen de négociation et d'influence sur Oribe; sa levée pouvant être d'un autre côté un moyen décisif d'agir sur le gouvernement de Montevideo pour le contraindre à céder.

Des instructions furent adressées en même temps à M. Devoize, consul-général et chargé d'affaires de France à Montevideo, pour qu'il secondât l'action des commissaires. Si en dernière analyse il paraissait à M. Devoize que la reconnaissance d'Oribe, comme président légal de la république Orientale, pût mettre un terme aux hostilités, il était autorisé à conseiller cette reconnaissance et à s'efforcer de la faire agréer des chefs des légions. M. Gore a du recevoir de Lord Palmerston des instructions conçues dans le même esprit.

.... Munis des instructions dont nous venons de vous

présenter l'analyse, les commissaires français et anglais ont débarqué le 19 mars à Montevideo.... Le général Rosas avait convoqué la chambre des représentants, pour lui adresser un message.... Le général Oribe insistait pour être préalablement reconnu en qualité de président légal de la république de l'Uruguay. Il paraît que le gouvernement oriental repoussait cette condition. Que les intérêts européens, dit le pétitionnaire, aient eu à souffrir par le fait de la guerre au Rio de la Plata, c'était inévitable....; mais que des résidents paisibles, qui avaient souffert en silence les malheurs généraux de la guerre, aient été, par une mesure toute spéciale, arrachés à leur foyer, dépouillés de leurs biens et réduits en captivité comme otages, c'est un fait qui n'est plus le résultat obligé et inévitable de la guerre et il est trop grave pour que les gouvernements de ces victimes le laissent passer sans obtenir une juste réparation.... L'impunité serait un précédent que les habitants de ces pays n'oublieront jamais et ils en feront l'application à la simple instigation de leurs besoins ou de mauvais instincts, à moins qu'une réparation formelle ne vienne impressionner l'esprit des habitants...., en leur faisant connaître que l'atteinte portée aux droits de l'étranger paisible a été une énormité dictée par la violence et la rapidité des événements politiques, mais qu'on se hâte de la réparer, lorsque cette crise est passée. (Le comité proposa le renvoi de la pétition au ministre des affaires étrangères, lequel renvoi, accepté par le ministre présent, fut ordonné).

IV.

Extrait du Rapport fait par M. Sauvaire-Barthélemy, au nom du comité des finances, de l'assemblée nationale de France sur le projet de loi relatif à un crédit extraordinaire à ouvrir pour les affaires de la Plata, à la séance du 19 décembre 1848.

Vous savez tous que le gouvernement français, d'accord avec celui de la Grande-Bretagne, s'est vainement efforcé jusqu'à ce jour, d'obtenir la pacification du pays (de la Plata). Depuis six ans la ville de Montevideo est assiégée par les soldats d'Oribe qui, placé à la tête de

de troupes argentines, menace l'indépendance de la république orientale. Montevideo est le dernier boulevard de cette indépendance assurée à l'Etat oriental par le traité du 27 août 1828 souscrit entre le Brésil et le gouvernement argentin, avec la médiation de la Grande-Bretagne, et, par l'art. 4 du traité du 15 octobre 1847, conclu avec la France. Cette indépendance est précieuse pour notre commerce, dont la prospérité a attiré dans ces contrées si favorisées par la nature, une population française considérable. Nos compatriotes y sont au nombre de 7000 en ce moment, ils étaient 10 à 12,000 il y a peu de temps, et avant la guerre près de 18000. Une partie de cette population s'est armée pour la défense de la ville.

La France et l'Angleterre sont intervenues, tant pour protéger leur nationaux que pour le maintien des traités auxquels elles avaient concouru.

L'intervention de la France et de l'Angleterre était donc fondée en fait et en droit. Elle a eu lieu à diverses reprises et sous diverses formes. M. M. Defaudis, Walewsky et, à la fin de l'année dernière, M. Gros, ont successivement reçu des missions spéciales de notre gouvernement pour arriver au but que notre diplomatie poursuivait vainement depuis si longtemps.

Pressé par les plénipotentiaires français et anglais, M. M. Defaudis et Ouseley, de rappeler ses troupes de l'Etat oriental, le dictateur de Buenos-Ayres a refusé. Les négociations ont été rompues, la libre navigation du Fleuve de la Plata rétablie par les forces françaises et anglaises combinées, à la brillante affaire d'Obligado, le blocus des ports argentins déclaré par les deux puissances intervenantes.

Cet état de blocus longtemps prolongé avait fait de la ville de Montevideo, seul port libre de la contrée, l'entrepôt nécessaire des marchandises destinées à l'Europe ou en provenant, et le centre des opérations commerciales du pays. Le revenu de la douane était considérable et donnait au gouvernement oriental le moyen de solder ses troupes et de pourvoir à sa défense. Cette situation a changé dans les derniers temps. Après que M. Walewsky et son collègue de l'Angleterre, lord Howden, eurent échoué dans la mission pacifique qu'ils avaient accomplie, auprès de Rosas, on crut qu'on pourrait rendre la paix à l'Etat oriental en s'adressant directement

à Oribe, et en écartant le dictateur de Buenos-Ayres de la négociation. M. Gros, pour la France, et M. Gore, pour l'Angleterre furent envoyés à la Plate dans ce but.

Arrivés sur les lieux ces plénipotentiaires suivirent exactement leurs instructions. Rosas fut mis de côté, et ils obtinrent du général Oribe une amnistie complète pour les indigènes, et toute garantie pour la personne et les propriétés des étrangers même dans le cas où le sort des armes le rendrait maître de la ville. Oribe consentit à traiter de la paix sur les bases passées par les puissances médiatrices savoir: le départ des Argentins et le désarmement simultané des étrangers. Toutefois, il demandait que Montevideo le reconnût comme président de la république orientale. Les plénipotentiaires n'avaient pas à intervenir dans la discussion de cette clause, que Montevideo eut probablement acceptée, si les Argentins fussent partis, quand une dépêche de Rosas enjoignit dans les termes les plus vifs, à Oribe, de rompre toute négociation, et lui fit connaître qu'il ne retirerait ses troupes que lorsque les deux puissances médiatrices se seraient adressées directement à lui, en qualité de belligérantes et lui auraient donné les satisfactions qui lui étaient dues.

Le refus d'Oribe était une des éventualités prévues par les instructions données à M. Gros et à son collègue. Ces instructions portaient que la médiation cesserait d'exister dans le cas où Montevideo refuserait de traiter avec Oribe; mais le refus venant d'Oribe la médiation continuait; les deux escadres avaient à agir hostilement contre lui et les deux puissances signifiaient à Rosas qu'il eut à respecter l'indépendance de Montevideo.

L'agent anglais a fait cette signification, mais il n'a point voulu donner l'ordre à l'escadre britannique d'agir hostilement contre l'ennemi de Montevideo. Notre flotte ne pouvait continuer utilement sur les deux rives de la Plata un blocus qui avait été l'objet de réclamations de la part des neutres et des commerçants français établis à Buenos-Ayres, et cependant notre agent avait l'ordre précis de soutenir l'indépendance de Montevideo. Un seul moyen lui restait; il l'adopta; il donna l'ordre de resserrer le blocus de la rive orientale du fleuve, occupé par Oribe, et en même temps, pour maintenir le *statu quo*, il consentit à fournir à titre d'avance, un subside mensuel au gouvernement de Montevideo, pour lui per-

mettre de continuer la défense de la ville jusqu'à ce que le gouvernement français eût adopté un parti définitif.

Cette mesure n'a été prise qu'à la dernière extrémité, et après avoir été concerté entre l'amiral commandant la flotte, le consul général et le plénipotentiaire français. Privé des ressources que lui procuraient ses droits de douanes pendant le blocus général de la rivière, ressources qui, de 120,000 piastres par mois s'étaient abaissées au tiers environ de cette somme, le gouvernement de l'Uruguay manquait du crédit nécessaire pour emprunter l'argent indispensable au maintien de son indépendance et pour soutenir notamment cette partie de la population française que le gouvernement oriental compte sous ses drapeaux. La légion française, divisée en deux corps, se compose de 1,750 militaires, qui reçoivent tous des rations nonseulement pour eux mêmes, mais pour leurs familles aujourd' hui dénuées de travail et de ressources. Votre comité reconnaît donc, avec l'exposé des motifs, que la détermination prise par M. Gros était conforme à l'esprit, sinon au texte, de ses instructions et que le gouvernement de la République ne pouvait songer à le désavouer; c'eût été à la fois décider la chute de Montevideo et la fortune des nombreux Français qui l'habitent.

Aux termes de l'acte du 12 juin dernier, le subside spécialement affecté à la subsistance et à l'entretien de l'armée a été réglé à 48,000 piastres courantes par mois, soit 180,000 fr. Il doit être payé jusqu'au moment où le gouvernement français aura pris une résolution à cet égard, soit en espèces, soit en traites sur la France au cours du jour. Le remboursement est hypothéqué sur le revenu de la douane de 1852 et des années suivantes. Cette avance est fort considérable sans doute; mais destinée à subvenir en partie à l'énorme déficit que la levée du blocus de Buenos-Ayres avait fait éprouver au trésor de Montevideo, elle peut ne point paraître exorbitante pour couvrir temporairement une portion notable des dépenses nécessaires à la défense d'une ville assiégée, au maintien de l'ordre public et aux secours à donner aux familles des Français armés. En exécution de la convention du 12 juin des traites nombreuses ont été tirées par le consul général de France. Ces traites, transmises à Paris, n'ont pu être revêtues du visa d'acceptation, faute d'un crédit régulièrement ouvert par l'Assemblée

652 Pièces relatives aux affaires de la républ. Arg.

nationale pour ce service extraordinaire. C'est pour y subvenir que M. le ministre des affaires étrangères vous demande de voter une somme de 600,000 fr. sur l'exercice 1848. Il a paru impossible au comité que le gouvernement ne reçut pas, dès à présent, de l'assemblée nationale, les moyens de remplir les engagements contractés en son nom, et d'acquitter les traites échues et celles à échoir dans un délai prochain. Mais il lui a paru également impossible que l'état de choses créé par la convention du 12 juillet dernier pût et dût se prolonger. ... Ce subside n'est pas la seule dépense à laquelle nous oblige la situation actuelle. Le consulat-général délivre de 30 à 35,000 fr. de secours mensuels aux familles des Français non armés. L'escadre coûte en outre plus de 200,000 fr. par mois. Le crédit nécessaire pour payer toutes les lettres de change échéant avant le 13 février, s'élève à 665,000 fr. 90 c.; en demandant 600,000 fr. seulement, le gouvernement s'engage en fait à avoir adopté un parti avant cette époque. Elle engendrait pour nous des obligations pécuniaires auxquelles dans aucun cas, et quelle que fût la solution donnée à la question, il ne serait convenable de nous soustraire. Nous avons donc l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi. — (Le projet de loi ouvre au ministre des affaires étrangères, exercice 1848, un crédit extraordinaire de 600,000 fr. destiné à assurer le paiement du subside mensuel consenti à titre d'avance, en faveur du gouvernement oriental, par la convention du 12 juin 1848.)

29.

Traité général de paix, d'amitié, de navigation et de commerce entre les Etats-Unis de l'Amérique et la République de la Nouvelle Grenade, dont les ratifications ont été échangées à Washington le 10 juin 1848. (Traduction.)

(Handels - Archiv 1848. Juli.)

Art. 1. Zwischen den Vereinigten Staaten von Amerika und der Republik von Neu-Granada soll ein vollkommener, fester und unverletzlicher Friede und aufrichtige Freundschaft hinsichtlich des ganzen Umfanges ihrer Besitzungen und Territorien, und zwischen ihren beiderseitigen Bürgern, ohne Unterschied der Personen oder der Oertlichkeiten, bestehen.

Art. 2. Da die Vereinigten Staaten von Amerika und die Republik von Neu-Granada den Wunsch haben, vermittelt einer freisinnigen und gegen alle Nationen der Erde gleich freundschaftlichen Politik mit ihnen allen in Frieden und Eintracht zu leben, kommen sie gegenseitig überein, anderen Nationen in Beziehung auf Handel und Schifffahrt keine besondere Begünstigung zu bewilligen, welche nicht unverzüglich dem andern Theile zu Gute kommen soll. Dieser wird dieselbe unentgeltlich genießen, wenn die Bewilligung unentgeltlich gemacht war, oder sonst gegen dieselbe Vergütung, falls die Bewilligung an Bedingungen geknüpft war.

Art. 3. Da die beiden hohen vertragenden Theile gleicherweise den Wunsch hegen, den Handel und die Schifffahrt ihrer beiden Länder auf den freisinnigen Grund vollkommener Gleichheit und Gegenseitigkeit zu stellen, kommen sie gegenseitig überein, dass die Bürger eines jeden alle Küsten und Länder des andern besuchen, dort wohnen und mit allen Arten Produkten, Manufakturen und Waaren handeln dürfen; und dass sie alle die Rechte, Privilegien und Befreiungen in Schifffahrt und Handel genießen sollen, welche die eingebornen Bürger jetzt genießen oder später genießen werden, indem sie sich

den dort geltenden Gesetzen, Verordnungen und Gebräuchen, welchen die eingebornen Bürger untergeben sind, unterwerfen. Es ist indessen einverstanden, dass dieser Artikel den Küstenhandel eines jeden der beiden Länder nicht einschliesst, dessen Regulirung nach Maassgabe ihrer eigenen besondern Gesetze sich beide Theile gegenseitig vorbehalten.

Art. 4. Sie kommen ebenfalls überein, dass alle Arten von Produkten, Manufakturen oder Waaren irgend eines fremden Landes, welche von Zeit zu Zeit in die Vereinigten Staaten in ihren eigenen Schiffen gesetzlich eingeführt werden dürfen, auch in Schiffen der Republik von Neu-Granada sollen eingeführt werden dürfen; und dass keine höheren oder anderen Zölle von dem Gefäss des Schiffes und dessen Ladung erhoben und eingezogen werden sollen, die Einfuhr geschehe in Schiffen des einen Landes oder des andern. Und in gleicher Weise, dass alle Arten von Produkten, Manufakturen oder Waaren irgend eines fremden Landes, welche von Zeit zu Zeit in die Republik von Neu-Granada in deren eigenen Schiffen gesetzlich eingeführt werden dürfen, auch in den Schiffen der Vereinigten Staaten sollen eingeführt werden dürfen, und dass keine höhere oder andere Zölle von dem Gefäss des Schiffes und dessen Ladung erhoben und eingezogen werden sollen, die Einfuhr geschehe in Schiffen des einen oder des andern Landes.

Und sie kommen ferner überein, dass was von dem einen Lande in seinen eigenen Schiffen nach irgend einem fremden Lande gesetzlich ausgeführt oder wieder ausgeführt werden darf, gleicher Weise in den Schiffen des andern Landes soll ausgeführt oder wieder ausgeführt werden dürfen; und dieselben Prämien, Zölle und Rückzölle sollen bewilligt und erhoben werden, die Ausfuhr oder Wiederausfuhr geschehe in Schiffen der Vereinigten Staaten oder der Republik von Neu-Granada.

Art. 5. Keine höheren oder anderen Zölle sollen auf die Einfuhr in die Vereinigten Staaten von irgend welchen Artikeln, das Erzeugniss des Bodens oder Gewerbfleisses der Republik von Neu-Granada, gelegt werden, und keine höheren oder anderen Zölle sollen auf die Einfuhr in die Republik von Neu-Granada von irgendwelchen Artikeln, das Erzeugniss des Bodens oder Gewerbfleisses der Vereinigten Staaten, gelegt werden, als von denselben Artikeln, wenn sie das Produkt oder

das Fabrikat irgend eines andern fremden Landes sind, jetzt oder später zu entrichten sind; auch sollen keine höheren oder anderen Zölle oder Abgaben in einem jeden der beiden Länder auf die Ausfuhr irgend welcher Artikel nach den Vereinigten Staaten oder nach der Republik von Neu-Granada beziehentlich gelegt werden, als diejenigen, welche von der Ausfuhr derselben Artikel, nach irgend einem andern fremden Lande zu entrichten sind; auch soll die Ausfuhr oder Einfuhr irgendwelcher Artikel, das Erzeugniss des Bodens oder Gewerbfleisses der Vereinigten Staaten oder der Republik von Neu-Granada, nach oder von den Territorien der Vereinigten Staaten, oder nach oder von den Territorien der Republik von Neu-Granada von keinem Verbote betroffen werden, welches nicht gleichmässig alle anderen Nationen trifft.

Art. 6. Um die Möglichkeit irgendeines Missverständnisses zu vermeiden, wird hiemit erklärt, dass die in den vorhergehenden drei Artikeln enthaltenen Bestimmungen in ihrem ganzen Umfange auf die Schiffe der Vereinigten Staaten und deren Ladungen, welche in den Häfen von Neu-Granada ankommen, und gegenseitig auf die Schiffe der genannten Republik von Neu-Granada und deren Ladungen, welche in den Häfen der Vereinigten Staaten ankommen, anwendbar sind, gleichviel ob dieselben von den Häfen des Landes, welchem sie beziehentlich angehören, oder von den Häfen irgend eines andern fremden Landes ausgehen; und es soll in beiden Fällen in den Häfen des einen und des andern Landes auf die genannten Schiffe oder deren Ladungen, gleichviel ob letztere das Erzeugniss des inländischen oder fremden Bodens oder Kunstfleisses sind, kein diskriminirender Zoll gelegt oder von denselben erhoben werden.

Art. 7. Es ist ebenfalls vereinbart, dass es allen Kaufleuten, Schiffsführern und andern Bürgern der beiden Länder völlig frei stehen soll, in allen Häfen und Plätzen, welche der Hoheit des einen oder des andern unterworfen sind, ihre eigenen Geschäfte sowohl was die Consignationen und den Verkauf ihrer Güter und Waaren im Grossen oder Kleinen, als auch was das Beladen, Löschen und Abschicken ihrer Schiffe betrifft, selbst oder durch Agenten zu betreiben, indem sie in allen diesen Fällen als Bürger des Landes, in welchem sie sich aufhalten, behandelt, oder wenigstens auf glei-

chen Fuss mit den Unterthanen oder Bürgern der begünstigtesten Nation gestellt werden sollen.

Art. 8. Die Bürger von keinem der vertragenden Theile sollen irgend welchem Embargo ausgesetzt sein, auch nicht mit ihren Schiffen, Ladungen, Waaren oder Effekten wegen irgend einer militairischen Expedition oder irgend eines öffentlichen oder Privat-Zweckes angehalten werden, ohne dass den Betheiligten eine billige und genügende Entschädigung bewilligt werde.

Art. 9. Wenn die Bürger eines der vertragenden Theile zu irgend einer Zeit in den Flüssen, Buchten, Häfen oder Gebieten des andern mit ihren Schiffen, sowohl den Handels- als Kriegsschiffen, seien solche Staats- oder Privateigenthum, wegen ungünstigen Wetters, Verfolgung von Seeräubern oder Feinden, oder wegen Mangels an Nahrungsmitteln oder Wasser Zuflucht oder Schutz zu suchen gezwungen sind, so sollen sie mit Menschlichkeit empfangen und behandelt und ihnen alle Begünstigung und aller Schutz gewährt werden, um ihre Schiffe auszubessern, Nahrungsmittel anzuschaffen und sich in eine Lage zu versetzen, um ihre Reise ohne irgendwelches Hinderniss oder die Bezahlung von Hafengeldern oder irgendanderen Abgaben als Lootsengebühren fortzusetzen, es sei denn, dass solche Schiffe sich im Hafen länger als achtundvierzig Stunden aufhalten, von der Zeit an gerechnet, dass sie im Hafen vor Anker gingen.

Art. 10. Alle Schiffe, Waaren und Effekten, das Eigenthum der Bürger des einen der vertragenden Theile, welche durch Seeräuber innerhalb der Grenzen der Hoheit des andern oder auf hoher See geraubt und nach dessen Flüssen, Rheden, Buchten, Häfen oder Gebieten gebracht oder dort gefunden werden, sollen den Eigern überliefert werden, nachdem sie ihre Rechte vor den zuständigen Gerichtshöfen in schuldiger und geeigneter Form nachgewiesen haben; es ist dabei wohl verstanden, dass die Forderung innerhalb des Zeitraumes von einem Jahre durch die Betheiligten selbst, ihre Bevollmächtigten, oder Agenten ihrer betreffenden Regierungen gemacht werden muss.

Art. 11. Wenn irgend ein Schiff, das Eigenthum der Bürger des einen oder des andern der vertragenden Theile, an den Küsten oder innerhalb der Gebiete des andern Schiffbruch leiden oder scheitern oder irgend

welchen Schaden erleiden sollte, so soll ihnen aller Beistand und Schutz auf dieselbe Weise geleistet werden, welche bei den Schiffen der Nation, in deren Gebiet sich der Schaden zuträgt, gewöhnlich und gebräuchlich ist; indem man ihnen erlaubt, wenn es nöthig ist, das Schiff von seinen Waaren und Effekten zu entlöschten, ohne irgendwelchen Zoll, Auflage oder Abgabe dafür zu verlangen, es wäre denn, dass dieselben zum Verbräuche oder Verkaufe in dem Lande des Hafens bestimmt seien, in welchem sie ausgeschifft wurden.

Art. 12. Die Bürger eines jeden der vertragenden Theile sollen befugt sein, über ihre persönlichen Güter oder Grundstücke innerhalb der Hoheit des andern, durch Verkauf, Schenkung, Testament oder sonst zu verfügen; und ihre Rechtsnachfolger, welche Bürger des andern Theils sind, sollen in ihre besagten persönlichen Güter oder Grundstücke, sei es auf dem Wege des Testaments oder *ab intestato* succediren, und in eigener Person oder durch Bevollmächtigte, Besitz davon ergreifen und nach ihrem Willen darüber verfügen, indem sie nur diejenigen Abgaben bezahlen, welche die Einwohner des Landes, in welchem sich die besagten Güter befinden, in gleichen Fällen zu entrichten haben.

Art. 13. Beide vertragende Theile versprechen und verbinden sich förmlich, den Personen und dem Eigenthum der Bürger des andern, jeden Standes, welche sich in den der Hoheit des einen oder des andern unterworfenen Territorien entweder vorübergehend oder bleibend aufhalten, ihren besondern Schutz zu gewähren, indem sie ihnen für ihre gerichtlichen Ansprüche den Zutritt zu den Gerichtshöfen zu denselben Bedingungen eröffnen und frei geben, welche für die Eingebornen oder Bürger des Landes gewöhnlich und gebräuchlich sind; zu welchem Ende sie entweder in eigener Person erscheinen oder zur Verfolgung oder Vertheidigung ihrer Rechte diejenigen Advokaten, Anwälte, Notarien, Agenten und Faktoren ausstellen dürfen, welche sie in ihren Rechtsachen für geeignet halten; und es sollen diese Bürger oder Agenten freie Gelegenheit haben, bei den Entscheidungen oder Urtheilen der Gerichtshöfe in allen sie betreffenden Fällen und auch bei allen Verhören und Zeugenvernehmungen, welche in den besagten Sachen stattfinden, gegenwärtig zu sein.

Art. 14. Die in den Territorien der Republik von

Neu-Granada ansässigen Bürger der Vereinigten Staaten sollen die vollkommenste und völlige Gewissensfreiheit genießen, ohne wegen ihres religiösen Glaubens beunruhigt, gehindert oder gestört zu werden. Auch sollen sie in der geeigneten Ausübung ihrer Religion in Privathäusern, oder in den zu diesem Zwecke benutzten Kapellen oder Gotteshäusern nicht beunruhigt, belästigt oder gestört werden, vorausgesetzt, dass sie dabei den der Gottesverehrung schuldigen Anstand und die den Gesetzen, Gewohnheiten und Gebräuchen des Landes schuldige Achtung beobachten. Es soll ferner erlaubt werden, die in den Territorien der Republik von Neu-Granada verstorbenen Bürger der Vereinigten Staaten in passenden und angemessenen Plätzen zu begraben, welche von ihnen zu dem Zwecke mit Vorwissen der Lokalbehörden bestimmt und eingerichtet werden, oder in solchen andern Begräbnisplätzen, als von den Freunden des Verstorbenen gewählt werden; auch sollen die Leichenbegängnisse oder Grabstätten der Todten auf keine Weise oder aus irgend welchem Grunde gestört werden.

In gleicher Weise sollen die Bürger von Neu-Granada innerhalb des Gebietes und der Territorien der Vereinigten Staaten eine vollkommene und unbeschränkte Gewissensfreiheit, sowie die Befugnisse genießen, ihre Religion, öffentlich oder privatim, innerhalb ihrer eigenen Wohnhäuser, oder in Kapellen und zu diesem Zwecke bestimmten Gotteshäusern, gemäss den Gesetzen, Gewohnheiten und Gebräuchen der Vereinigten Staaten, auszuüben.

Art. 15. Es soll den Bürgern der Vereinigten Staaten von Amerika und der Republik von Neu-Granada gesetzlich erlaubt sein, mit ihren Schiffen mit vollständiger Freiheit und Sicherheit, und ohne dass mit Rücksicht auf den Eigenthümer der auf denselben geladenen Waaren ein Unterschied gemacht wird, von irgend einem Hafen nach den Plätzen solcher Staaten zu segeln, welche in Feindschaft mit einem oder dem andern der vertragenden Theile entweder jetzt sind, oder später sein werden. Es soll den vorgenannten Bürgern gleichfalls gesetzlich erlaubt sein, ohne irgend eine Hinderung oder Störung und mit derselben Freiheit und Sicherheit mit den vorerwähnten Schiffen und Waaren von den Plätzen und Häfen der Feinde beider oder eines oder des andern Theiles zu segeln und zu handeln, und zwar nicht allein direkt von den Plätzen des Feindes nach neutra-

len Plätzen, sondern auch von einem dem Feinde zugehörenden Platze nach einem andern, einem Feinde zugehörenden Platze, gleichviel ob solche unter der Hoheit einer Macht oder unter mehreren stehen. Und es ist hierbei festgesetzt, dass freies Schiff auch freies Gut macht, und dass jede Sache, welche am Bord der den Bürgern des einen oder des andern der vertragenden Theile zugehörenden Schiffe gefunden wird, als frei und verschont angesehen werden soll, obgleich die ganze Ladung oder irgend ein Theil derselben den Feinden des einen oder des andern zugehören sollte (Contrebande immer ausgenommen).

Es ist auch in gleicher Weise vereinbart, dass dieselbe Freiheit auf die Personen ausgedehnt werden soll, welche sich am Bord eines freien Schiffes befinden, mit der Wirkung, dass dieselben, wenn sie auch Feinde beider oder eines oder des andern Theiles sind, auf dem freien Schiffe nicht gefangen genommen werden sollen, sofern sie nicht Offiziere oder Soldaten und im wirklichen Dienste der Feinde sind: vorausgesetzt jedoch, und mit der vereinbarten Massgabe, dass die in diesem Artikel enthaltenen Bestimmungen, welche erklären, dass die Flagge das Gut decken soll, nur rücksichtlich derjenigen Mächte anwendbar sein soll, welche diesen Grundsatz anerkennen; wenn aber einer oder der andere der beiden vertragenden Theile im Kriege mit einem dritten sein sollte, und der andere neutral bleibt, so soll die Flagge des neutralen das Gut von Feinden, deren Regierungen diesen Grundsatz anerkennen, decken und nicht von andern.

Art. 16. Es ist ebenfalls verabredet, dass in dem Falle, wo die neutrale Flagge des einen der vertragenden Theile das Eigenthum der Feinde des andern kraft der obigen Bestimmung deckt, es sich von selbst versteht, dass das neutrale Gut, welches am Bord der Schiffe solcher Feinde gefunden wird, für Feindes Eigenthum gehalten und angesehen werden, und als solches der Beschlagnahme und Confiskation unterworfen sein soll, dasjenige Gut ausgenommen, welches vor der Kriegserklärung an Bord solchen Schiffes gebracht war, oder selbst später, wenn es ohne Kenntniss davon geschah; jedoch kommen die vertragenden Theile überein, dass ihre Bürger, wenn zwei Monate nach der Kriegserklärung verstrichen sind, Unkenntniss derselben nicht vor-

schützen dürfen. Im umgekehrten Fall, wenn die Flagge des Neutralen des Feindes Gut nicht deckt, so sollen die Güter und Waaren des Neutralen, welche in solcher Feinde Schiff geladen sind, frei sein.

Art. 17. Diese Freiheit der Schifffahrt und des Handels soll sich auf alle Arten von Waaren erstrecken, nur mit Ausnahme derjenigen, welche durch die Benennung von „Contrebande“ ausgezeichnet sind; und unter dieser Benennung von Contrebande oder verbotenen Gütern sollen begriffen sein:

1. Kanonen, Mörser, Haubitzen, Drehbassen, grosse und kleine Musketen, Flinten, Karabiner, Pistolen, Piken, Schwerter, Säbel, Lanzen, Spiesse, Hallebarden und Granaten, Bomben, Pulver, Luntten, Kugeln, und alle andere Dinge, welche zum Gebrauch dieser Waffen gehören.

2. Schilder, Helme, Kürasse, Panzer, Bandoliere und Kleidungsstücke in der Form und zum militärischen Gebrauch eingerichtet.

3. Säbelkoppeln, und Pferde mit Sattelzeugen.

4. Im Allgemeinen alle Arten von Waffen und Geräthen von Eisen, Stahl, Messing und Kupfer oder von irgend einem andern Materiale zum Zweck der Kriegführung zur See oder zu Lande verfertigt, zubereitet oder eingerichtet.

5. Nahrungsmittel, welche in einen belagerten oder blokirten Platz eingeführt werden.

Art. 18. Alle andern Waaren und Sachen, welche nicht unter die Artikel als Contrebande, wie solche oben ausdrücklich aufgezählt und klassifizirt sind, gehören; sollen für frei und für Gegenstände freien und gesetzlichen Handels gehalten und angesehen werden, so dass sie von den Bürgern der beiden vertragenden Theile auf die freieste Weise selbst nach den einem Feinde angehörenden Plätzen geführt und befördert werden dürfen, nur diejenigen Plätze ausgenommen, welche zu der Zeit belagert oder blokirt sind; und um allen Zweifel in diesem Punkte zu vermeiden, wird erklärt, dass nur diejenigen Plätze belagert oder blokirt sind, welche in der Wirklichkeit von einer kriegerischen Macht angegriffen werden, die fähig ist, den Eingang des Neutralen zu hindern.

Art. 19. Die vorstehend aufgezählten und klassificirten Artikel der Contrebande, welche in einem nach einem feindlichen Hafen bestimmten Schiffe angetroffen werden, spl-

len der Beschlagnahme und der Konfiskation unterworfen sein, während der Rest der Ladung und das Schiff frei bleiben, damit Eigener über sie verfügen mögen, wie sie es für geeignet halten. Kein Schiff der einen oder andern der beiden Nationen soll auf hoher See angehalten werden, weil es Artikel der Contrebande am Bord hat, sobald der Befehlshaber, Führer oder Superkargo der genannten Schiffe die Artikel der Contrebande demjenigen, der das Schiff anhält, überliefert, es sei denn, dass die Menge solcher Artikel so gross und so grossen Umfanges ist, dass sie am Bord des anhaltenden Schiffes nicht ohne grosse Unbequemlichkeit aufgenommen werden können; indessen in diesem und in allen andern Fällen gerechter Beschlagnahme soll das angehaltene Schiff nach dem nächsten passenden und sichern Hafen gesandt werden, um dort den Gesetzen gemäss untersucht und gerichtet zu werden.

Art. 20. Und da es häufig geschieht, dass Schiffe nach einem feindlichen Hafen oder Platze segeln, ohne zu wissen, dass derselbe belagert, blokirt oder eingeschlossen ist, so ist verabredet, dass jedes in solcher Lage befindliche Schiff von solchem Hafen oder Platz zurückgewiesen, aber nicht angehalten werden soll; auch soll kein Theil seiner Ladung, wenn sie nicht aus Contrebande besteht, konfisziert werden, es sei denn, dass es, nachdem es von dem Befehlshaber der blokirenden Waffennacht vor solcher Blokade oder Einschliessung gewarnt worden, den Versuch, einzulaufen, erneuern sollte; es soll aber die Erlaubniss haben, nach irgend einem andern Hafen oder Platze, welchen es geeignet hält, zu gehen. Auch soll kein Schiff, welches in einen solchen Hafen eingelaufen sein mag, ehe derselbe von dem andern wirklich belagert, blokirt oder eingeschlossen war, abgehalten werden, jenen Platz mit seiner Ladung zu verlassen; auch soll ein solches Schiff oder seine Ladung, falls es in jenem Platze nach der Eroberung oder Uebergabe angetroffen wird, der Konfiskation nicht ausgesetzt sein; sondern sie sollen den Eigenthümern derselben zurückgegeben werden.

Art. 21. Um alle Art von Unordnung bei dem Besuche und der Untersuchung des Schiffes und der Ladungen der beiden vertragenden Theile auf hoher See zu verhindern, sind dieselben gegenseitig übereingekommen, dass wenn ein nationales Kriegsschiff, sei es ein

öffentliches oder privates, mit einem neutralen des andern vertragenden Theiles zusammentrifft, das erstere, ausgenommen bei Gewalt des Wetters, ausserhalb Kanonenschussweite entfernt bleiben, und sein Boot mit nur zwei oder drei Mann senden soll, um die besagte Untersuchung der Papiere rücksichtlich des Eigenthumsrechts und der Ladung des Schiffes vorzunehmen, ohne die geringste Erpressung, Gewalt oder schlechte Behandlung zu begehen, für welche die Befehlshaber der besagten bewaffneten Schiffe mit ihren Personen und ihrem Eigenthum verantwortlich sein sollen; zu welchem Zwecke die Befehlshaber privater bewaffneter Schiffe, ehe sie ihre Commissionen erhalten, genügende Sicherheit geben sollen, um für allen Schaden, welchen sie anrichten möchten, aufzukommen. Und es ist ausdrücklich festgesetzt, dass von dem neutralen Theile in keinem Falle verlangt werden soll, an Bord des untersuchenden Schiffes zu gehen, um seine Papiere vorzuzeigen oder zu irgend einem andern Zwecke.

Art. 22. Um alle Art Quälereien und Missbrauch bei der Untersuchung der Papiere zu vermeiden, welche auf das Eigenthumsrecht der den Bürgern der beiden vertragenden Theile zugehörenden Schiffe Bezug haben, sind sie übereingekommen, und kommen hiermit überein, dass im Fall einer von ihnen in Krieg verwickelt sein sollte, die den Bürgern des andern zugehörenden Schiffe mit Seebriefen oder Pässen versehen sein müssen, welche den Namen, das Eigenthum und die Grösse des Schiffes, sowie den Namen und Wohnort des Führers und Befehlshabers des besagten Schiffes enthalten, damit daraus hervorgeht, dass das Schiff wirklich und wahrlich den Bürgern des einen Theiles zugehört; auch sind sie übereingekommen, dass wenn solche Schiffe eine Ladung haben, sie ausser den genannten Seebriefen und Pässen auch mit Certifikaten versehen sein sollen, welche die verschiedenen Einzelheiten der Ladung und den Platz, von welchem das Schiff segelte, enthalten, damit man wissen möge, ob irgend verbotene Güter oder Contrebande am Bord desselben sind. Diese Certifikate sind von den Beamten des Platzes, von welchem das Schiff segelte, in der gebräuchlichen Form auszustellen. Ohne die gedachten Erfordernisse kann das Schiff, behufs der Aburteilung durch den zuständigen Gerichtshof umgehalten und für rechtmässige Beute erklärt werden, wenn

nicht nachgewiesen wird, dass besagter Mangel dem Zufalle zuzuschreiben ist und derselbe nicht durch völlig gleichen Werth habende Zeugnisse gutgemacht oder ergänzt wird.

Art. 23. Es ist ferner verabredet, dass die oben genannten Bestimmungen wegen des Besuchs und der Untersuchung der Schiffe, nur auf die ohne Convoy segelnden Schiffe Anwendung finden, und dass wenn besagte Schiffe unter Convoy sind, die mündliche Erklärung des Befehlshabers der Convoy, auf sein Ehrenwort, dass die Schiffe unter seinem Schutze der Nation angehören, deren Flagge er trägt, und, falls sie nach einem feindlichen Hafen bestimmt sind, dass sie keine Contrebande am Bord haben, genügend sein soll.

Art. 24. Es ist ferner verabredet, dass in allen Fällen die für Prisensachen bestimmten Gerichtshöfe in dem Lande, nach welchem die Prisen gebracht werden, allein über dieselben aburtheilen sollen. Und wenn solche Gerichtshöfe des einen oder des andern Theiles irgend ein Schiff, oder Güter, oder Eigenthum, auf welche von Bürgern des andern Theiles Anspruch gemacht wird, kondemniren, so soll das Erkenntniss oder Dekret die Gründe oder Motive, auf welchen es beruht, enthalten, und eine bescheinigte Abschrift des Erkenntnisses oder Dekrets und aller Verhandlungen in dem Rechtsfalle dem Führer oder Agenten besagten Schiffes auf Verlangen ohne Aufenthalt gegen Bezahlung der gesetzmässigen Kosten ausgeliefert werden.

Art. 25. Um die Uebel des Krieges zu vermindern, kommen die beiden hohen vertragenden Theile ferner überein, dass falls ein Krieg unglücklicher Weise zwischen ihnen ausbrechen sollte, die Feindseligkeiten nur von Personen, welche von der Regierung gehörig beauftragt sind und von den unter ihrem Befehl Stehenden ausgeübt werden sollen, ausgenommen wenn es darauf ankommt, einen Angriff oder Einfall zurückzuschlagen und im Falle der Vertheidigung von Eigenthum.

Art. 26. Sobald einer der vertragenden Theile in Krieg mit einem andern Staate ist, soll kein Bürger des andern vertragenden Theiles eine Commission oder Kaperbrief zu dem Zwecke nehmen, um dem benannten Feinde gegen den Theil, welcher sich im Krieg befindet, Hülfe zu leisten oder feindlich mit ihm zu wirken, bei Strafe, als Pirat behandelt zu werden.

Art. 27. Wenn durch einen unglücklichen Zufall —

der nicht zu erwarten ist und den Gott verhüten werde — die beiden vertragenden Theile mit einander in Krieg gerathen sollten, sind sie übereingekommen, und haben für diesen Fall überein, dass der Zeitraum von sechs Monaten den an den Küsten und in den Häfen des einen oder des andern wohnenden Kaufleuten, und der Zeitraum eines Jahres den im Innern wohnenden bewilligt werden soll, um ihre Geschäfte zu ordnen und ihre Effekten wohin es ihnen gefällt zu bringen, indem ihnen das dazu nöthige sichere Geleit gegeben wird, welches als genügender Schutz bis sie in dem bezeichneten Hafen ankommen, dienen mag. Die Bürger jeden andern Standes, welche in den Territorien und Gebieten der Vereinigten Staaten oder von Neu-Granada angesiedelt sind, sollen im vollen Genuss ihrer persönlichen Freiheit und ihres Eigenthums geachtet und erhalten werden, wenn nicht ihr besonderes Betragen sie dieses Schutzes verlustig machen sollte, welchen die vertragenden Theile aus Menschlichkeitsrücksichten ihnen zu geben versprechen.

Art. 28. Weder Schulden von Angehörigen der einen Nation an Angehörige der andern, noch Aktien, noch Gelder, welche sie in öffentlichen Fonds oder in öffentlichen oder Privatbanken haben mögen, sollen je in irgend einem Falle von Krieg oder National-Streitigkeiten, mit Beschlag belegt oder konfisziert werden.

Art. 29. Indem beide vertragende Theile den Wunsch hegen, alle Ungleichheit in Bezug auf ihre öffentlichen Mittheilungen und ihren offiziellen Verkehr zu vermeiden, sind sie übereingekommen und kommen überein, den Gesandten, Ministern und andern öffentlichen Agenten dieselben Begünstigungen, Immunitäten und Freiheiten zu gewähren, welche diejenigen der begünstigten Nationen genießen oder genießen werden; indem vereinbart ist, dass alle die Begünstigungen, Immunitäten oder Privilegien, welche die Vereinigten Staaten von Amerika oder die Republik von Neu-Granada geeignet finden, den Ministern und öffentlichen Agenten irgend einer Macht einzuräumen, ohne weiteres auf diejenigen eines jeden der vertragenden Theile übergehen sollen.

Art. 30. Um den Schutz, welchen die Vereinigten Staaten und die Republik von Neu-Granada in Zukunft der Schifffahrt und dem Handel der Bürger eines und des andern zukommen lassen werden, wirksamer zu machen, kommen sie überein, in allen dem fremden Han-

den offenen Häfen Konsuln und Vicekonsuln zu empfangen und zuzulassen, welche in denselben alle die Rechte, Vorrechte und Immunitäten der Konsuln und Vicekonsuln der begünstigtesten Nation genießen sollen; es bleibt indessen einem jeden vertragenden Theile freigestellt, diejenigen Häfen und Plätze auszunehmen, in welchen die Zulassung und der Aufenthalt solcher Konsuln nicht passend erscheinen mag.

Art. 31. Damit die Konsuln und Vicekonsuln der beiden vertragenden Theile die Rechte, Vorrechte und Immunitäten genießen mögen, welche ihnen wegen ihres öffentlichen Charakters zukommen, sollen sie, ehe sie die Ausübung ihres Amtes antreten, der Regierung, bei welcher sie beglaubigt sind, ihre Bestallung oder Patent, in gehöriger Form, vorzeigen; und nachdem sie ihr Exequatur erhalten haben, sollen sie als solche von allen Behörden, Obrigkeiten und Einwohnern des Konsulardistrikts, in welchem sie wohnen, gehalten und angesehen werden.

Art. 32. Es ist ebenfalls verabredet, dass die Konsuln, ihre Sekretäre, Beamten und Personen, welche dem Dienste der Konsuln angehören; wenn sie nicht Bürger des Landes sind, in welchem der Konsul residirt, von allen öffentlichen Diensten imgleichen von aller Art Taxen, Auflagen und Abgaben frei sein sollen, diejenigen ausgenommen, welche sie wegen des Handels oder ihres Eigenthums zu entrichten haben, und denen die Bürger und Einwohner, eingeborne und Fremde, des Landes, in welchem sie residiren, unterworfen sind, indem sie in jeder andern Beziehung sich den Gesetzen der respektiven Staaten zu unterwerfen haben. Die Archive und Papiere der Konsulate sollen unverletzlich geachtet werden und unter keinem Vorgehen soll irgend eine Behörde dieselben wegnehmen, oder auf irgend eine Weise in Bezug auf sie einschreiten.

Art. 33. Die genannten Konsuln sollen Macht haben, den Beistand der Behörden des Landes zur Gefangennahme, Festhaltung und Einsperrung der Deserteure von öffentlichen und Privatschiffen ihres Landes zu fordern; und zu diesem Zwecke sollen sie sich an die Gerichtshöfe, Richter und zuständigen Beamten wenden und schriftlich die besagten Deserteure reklamiren, indem sie durch Vorzeigung der Register der Schiffe oder der Muster-Rolle oder anderer öffentlichen Doku-

menta beweisen, dass jene Leute zu der Mannschaft gehörten und auf die so bewiesene Reklamation vorbehaltlich indessen des Gegenbeweises durch andere Zeugen soll die Auslieferung nicht verweigert werden. Solche gefangengenommene Deserteure sollen zu der Verfügung der besagten Konsuln gestellt und können in die öffentlichen Gefängnisse gesetzt werden, auf Anhalten und Kosten derjenigen, welche sie reklamiren, um nach den Schiffen, zu welchen sie gehörten, oder nach andern derselben Nation gesandt zu werden. Wenn sie aber nicht innerhalb zweier Monate von dem Tage ihrer Gefangennehmung an gerechnet zurückgesandt sind, so sollen sie in Freiheit gesetzt und nicht wieder wegen derselben Ursache gefangen genommen werden.

Art. 34. Um ihren Handel und ihre Schifffahrt wirksamer zu schützen, kommen die beiden vertragenden Theile hierdurch überein, so bald als die Umstände es erlauben werden, eine Konsular-Konvention abzuschliessen, welche die Befugnisse und Immunitäten der Konsula und Vicekonsuln der beiden Theile besonders aufzählen soll.

Art. 35. Indem die Vereinigten Staaten von Amerika und die Republik von Neu-Granada wünschen, die Verbindungen, welche zwischen ihnen Kraft dieses Vertrages hergestellt werden sollen, so dauerhaft als möglich zu machen, haben sie feierlich erklärt und kommen über die folgenden Punkte überein:

1. Um die voraufgehenden Artikel besser zu verstehen, wird und ist zwischen den hohen vertragenden Theilen festgestellt worden, dass die Bürger, Schiffe und Waaren der Vereinigten Staaten in den Häfen Neu-Granadas, einschliesslich des Theiles des Granadischen Territoriums, welcher gewöhnlich die Landenge von Panama genannt wird, von seiner südlichsten Spitze bis zur Grenze von Costa-Rica, alle die Freiheiten, Privilegien und Immunitäten rücksichtlich des Handels und der Schifffahrt geniessen sollen, welche jetzt oder später von Granadischen Bürgern, ihren Schiffen und Waaren genossen werden; und dass diese Gleichheit der Begünstigungen sich auf die Passagiere, die Korrespondenz und die Waaren der Vereinigten Staaten bei ihrem Durchgange durch besagtes Territorium von einem Meere zum andern erstrecken soll. Die Regierung von Neu-Granada leistet der Regierung der Vereinigten Staaten Gewähr, dass das Recht des Weges oder des Durchganges über

die Landenge von Panama unter Benutzung aller Kommunikationsmittel, die augenblicklich vorhanden sind oder später hergestellt werden möchten, der Regierung und den Bürgern der Vereinigten Staaten, sowie zur Beförderung aller den Bürgern der Vereinigten Staaten gehörenden Produkte, Manufakturen oder Waaren gesetzlichen Handels offen und frei sein soll; dass von den Bürgern der Vereinigten Staaten oder ihren Waaren, welche auf irgend einem Wege oder Kanal, der von der Regierung von Neu-Granada oder unter der Autorität derselben hergestellt werden möchte, keine andere Zölle oder Lasten erhoben oder eingezogen werden sollen, als unter gleichen Umständen von den Granadischen Bürgern erhoben und eingezogen werden; dass alle den Bürgern der Vereinigten Staaten zugehörnde erlaubte Produkte, Manufakturen oder Waaren, welche auf diese Weise von einem Meere zum andern in einer oder der andern Richtung zum Zwecke der Ausfuhr nach irgendwelchem andern fremden Lande gehen, irgendwelchen Einfuhrzöllen nicht unterworfen, oder, wenn sie solche Zölle bezahlt haben, bei ihrer Ausfuhr zum Rückzoll berechtigt sein sollen; auch sollen die Bürger der Vereinigten Staaten wegen solchen Durchganges über die genannte Landenge keinen Abgaben, Zöllen oder Lasten irgendeiner Art unterworfen sein, welchen eingeborene Bürger nicht unterworfen sind. Und, um sich den ruhigen und beständigen Genuss dieser Vortheile zu sichern und als ein besonderer Ersatz für die genannten Vortheile, und für die Begünstigungen, welche sie durch den 4., 5. und 6. Artikel dieses Vertrages erlangt haben, sichern die Vereinigten Staaten durch die gegenwärtige Bestimmung Neu-Granada uneingeschränkt und wirksam die vollkommene Neutralität der vorerwähnten Landenge zu, mit der Absicht, dass der freie Transit von dem einen Meere zum andern in irgendwelcher späteren Zeit, so lange dieser Vertrag besteht, weder unterbrochen noch beschwert werden darf; und in Folge davon gewährleisten die Vereinigten Staaten auch auf gleiche Weise die Rechte der Souveränität und des Eigenthums, welche Neu-Granada über besagtes Territorium hat und besitzt.

2. Der gegenwärtige Vertrag soll während des Zeitraumes von Zwanzig Jahren von dem Tage der Auswechselung der Ratifikationen in voller Kraft und

Geltung bleiben; und von demselben Tage soll der am 3. Oktober 1824 zwischen den Vereinigten Staaten und Columbia geschlossene Vertrag Wirksamkeit zu haben aufhören, ungeachtet dessen, was in dem ersten Punkte seines 31. Artikels verfügt ist.

3. Wenn keiner der beiden Theile dem andern seine Absicht, einen oder alle Artikel dieses Vertrages umzuändern, zwölf Monate vor dem Ablauf der oben bestimmten Zwanzig Jahre ankündigt, so soll besagter Vertrag ungeachtet der vorstehenden Bestimmung für beide Theile über besagte zwanzig Jahre hinaus bindend bleiben, bis zwölf Monate von dem Zeitpunkte, dass einer der Theile seine Absicht, zu einer Umänderung zu schreiten, ankündigt.

4. Wenn irgend einer oder mehrere der Bürger des einen oder des andern Theiles irgendwelche Artikel dieses Vertrages verletzen sollten, so sollen solche Bürger persönlich dafür verantwortlich gehalten werden, und soll die Uebereinstimmung und das gute Vernehmen zwischen den beiden Nationen dadurch nicht unterbrochen werden, indem jeder Theil sich verbindet, den Uebelthäter in keiner Weise zu beschützen oder solche Verletzung gutzuheissen.

5. Wenn unglücklicher Weise irgendwelche von den in diesem Verträge enthaltenen Artikeln auf irgend welche Weise verletzt oder übertreten werden sollten, so ist ausdrücklich verabredet, dass keiner der beiden vertragenden Theile irgendwelche Repressalien anordnen oder gutheissen, auch nicht auf Grund von Klagen über Beleidigungen oder Schäden gegen den andern Krieg erklären soll, bis der sich gekränktühlende Theil dem andern eine durch genügende Beweise belegte Darstellung solcher Beleidigungen oder Schäden vorgelegt haben wird, Gerechtigkeit und Genugthuung fordernd, und dieselbe, unter Verletzung der Gesetze und des Völkerrechts, verweigert worden ist.

6. Irgendwelche besondere oder bemerkenswerthe Vortheile, welche eine oder die andere Macht durch die vorhergehende Bestimmung geniessen mag, sind und sollen immer verstanden werden, kraft und als Ersatz der Verbindlichkeiten, welche sie so eben eingegangen und die in der ersten Nummer dieses Artikels verzeichnet worden sind.

Art. 36. Der gegenwärtige Friedens-, Freundschafts-,

Handels- und Schiffahrts-Vertrag soll genehmigt und ratifizirt werden durch den Präsidenten der Vereinigten Staaten, durch und mit dem Rathe und der Einwilligung des Senats derselben; und durch den Präsidenten der Republik von Neu-Granada, mit der Einwilligung und der Genehmigung des Kongresses derselben; und die Ratifikationen sollen in der Stadt Washington innerhalb achtzehn Monaten von dem Tage seiner Unterzeichnung oder wenn möglich früher ausgewechselt werden.

Zur Beglaubigung dessen haben wir die Bevollmächtigten der Vereinigten Staaten von Amerika und der Republik von Neu-Granada das Gegenwärtige in der Stadt Bogota am zwölften Tage des Decembers im Jahre unsers Herrn eintausend achthundert und sechsundvierzig unterzeichnet und besiegelt.

Zusatz-Artikel. Die Republiken der Vereinigten Staaten und von Neu-Granada wollen als nationale Schiffe der einen oder der andern alle diejenigen ansehen und zulassen, welche mit einem nach den Gesetzen ausgefertigten Patente von den respektiven Regierungen versehen sein werden.

Der besagte Vertrag und Zusatz-Artikel sind von beiden Theilen gehörig ratifizirt worden, und wurden die Ratifikationen am zehnten Juni, Eintausend achthundert und achtundvierzig, in Washington ausgewechselt.

30.

Dix-neuvième article supplémentaire à l'article 42 de la convention de 1831 sur la navigation du Rhin.

A.

Protocole de la commission centrale de la navigation du Rhin.

I. Quiconque est pourvu d'une patente pour l'exercice de la navigation du Rhin conformément à l'article 42 pourra désormais entreprendre, pour un seul voyage à l'aller et au retour, la conduite d'un bateau à voile autre que celui signalé dans la patente, et n'importe le pays riverain auquel le bateau appartient, lorsque le signalement du bateau à conduire aura été inscrit par l'autorité préposée à la police dans le port d'embarquement ou de départ, soit sur la patente, soit, à défaut d'espace, sur un certificat à joindre. S'il s'agit de plusieurs voyages, ou en général d'un temps plus ou moins déterminé, la conduite d'un bateau à voile autre que celui indiqué dans la patente ne pourra être entreprise qu'après que le signalement du bateau à conduire aura été inscrit comme ci-dessus, soit sur la patente, soit sur un certificat à joindre par l'autorité (article 42) dont le batelier est le sujet. En outre, le batelier sera tenu de justifier envers tous bureaux de navigation et agents préposés à la police, de la nationalité du bâtiment étranger dont il a entrepris la conduite, au moyen d'un certificat spécial émané de l'autorité du pays auquel ce bâtiment appartient. Ce certificat, qui relatera le nom, le numéro, et la capacité du bâtiment, et le nom de son propriétaire, sera entretenu au courant par l'autorité qui l'a délivré, et ne pourra avoir plus de deux ans de date depuis le dernier visa.

II. Chaque sujet de l'un des états riverains, muni de l'acquiescement préalable de son gouvernement, pourra obtenir de tout autre état riverain la patente de batelier pour la conduite des bateaux à vapeur, s'il a satisfait

aux conditions d'aptitude généralement prescrites dans l'état qui lui confère la patente. La patente pourra également exprimer l'autorisation, pour le titulaire, de conduire tous et chacun des bâtiments à vapeur appartenant à la compagnie ou à la personne au service de laquelle le patenté est engagé.

Les bateliers conducteurs des bateaux à vapeur seront tenus de justifier valablement, envers les bureaux de navigation et les préposés à la police qui leur en feront la demande, des patentes propriétaires des bâtiments conduits par eux.

France	Signé: <i>Engelhardt.</i>
Bade	„ <i>Le baron de Reitzenstein.</i>
Bavière	„ <i>de Kleinschrodt.</i>
Hesse	„ <i>Schmitt.</i>
Nassau	„ <i>Scholz.</i>
Pays-Bas	„ <i>Ruhr.</i>
Prusse	„ <i>de Pommer-Esche.</i>

Pour copie conforme: Le Ministre des affaires étrangères.

Signé: *E. Drouyn de Lhuys.*

B.

Loi de France qui approuve l'Article supplémentaire ci-dessus à la convention du 31 mars 1831, pour le règlement de la navigation du Rhin, en date du 21 mai 1849.

(Bull. des Lois de France, 10e série, 1849. Nr. 64. p. 501.)

L'Assemblée nationale a adopté et le Président de l'Assemblée promulgue la loi dont la teneur suit.

Article unique. L'article supplémentaire, sous le nr. 19 à la convention du 31 mars 1831 pour le règlement de la navigation du Rhin, est approuvé.

Delibéré en séance publique, à Paris, le 21 mai 1849.

Le Président et les Secretaires de l'Assemblée nationale.

Signé: *Armand Marrast. Emile Péan. F. De-george. Louis Laussedat, Jules Richard Peupin. Louis Perré.*

Le Président de l'Assemblée nationale.

Signé: *Armand Marrast.*

C.

Approbation du roi de Prusse donnée au 19^e article supplémentaire à l'art. 42 de l'acte de navigation du Rhin, déposée aux archives de la commission centrale siégeant à Mayence, en date du 10 septembre 1849.

(Preussens-Staatsverträge v. F. W. v. Rohrscheidt, p. 231.)

Wir Friedrich Wilhelm von Gottes Gnaden König von Preussen etc. etc. urkunden und beken-
nen hiermit.

Nachdem die Rheinschiffarths Central-Commission sich in ihrer am 19. August 3 September 1847 und 9. December 1848 gehaltenen Sitzung anderweit über den nachfolgenden Zusatz-Artikel XIX zur Rheinschiffahrt-note vom 31 März 1831:

1. Wer in Gemäsheit des Artikels 42 mit einem Rheinschiffarths-Patente versehen ist, darf fortan auf einer Reise und zwar auf dem Hin- und Rückwege ein anderes als das in dem Patente bezeichnete Segelschiff, ohne Rücksicht darauf, welchem Rheinuferstaate es angehört, dann führen wenn das zu führende Schiff von der Polizeibehörde des Einlade- oder Abfahrtsortes auf dem Patente selbst, oder beim Mangel des Raumes auf einer Anlage desselben genau bezeichnet wird.

Für mehrere Reisen und überhaupt auf längere Zeit, darf die Führung eines in dem Patente nicht bezeichneten irgend einem Rheinuferstaate angehörigen Segelschiffs fortan von dem Patent-Inhaber alsdann übernommen werden, wenn zuvor von seiner Landesobrigkeit (Art. 42) das zu führende Schiff in der vorangegebenen Weise auf dem Patente oder dessen Anlagen bezeichnet worden ist. Ausserdem muss falls der Patent-Inhaber und das von ihm zu führende Schiff nicht demselben Uferstaate angehören, der Erstere mit einem, auf Verlangen den Rheinzollämtern und Polizeibehörden vorzuzeigenden besonderen Atteste versehen sein, welches, von der Behörde desjenigen Staates ausgestellt dem das Schiff angehört, des Letzteren Nationalität, Namen, Nummer, Ladungsfähigkeit und Eigenthümer bezeichnet und seit dessen Ausstellung oder Recognition, durch die Ausstellungsbehörde, noch nicht zwei Jahre verflossen sind.

2. Jeder Unterthan eines Rheinufer-Staates kann fortan mit Einwilligung seiner Landesobrigkeit, auch in

denjenigen Uferstaaten welchen er nicht angehört, nach den in diesen bestehenden Vorschriften mit dem Patente zur Führung von Dampfschiffen versehen werden, es darf durch das Patent dem Inhaber desselben die Berechtigung ertheilt werden, jedes Dampfschiff zu führen, welches derjenigen Person oder Gesellschaft gehört, in deren Dienst er steht.

Jeder Führer eines Dampfschiffes muss dessen Eigenthümer den Rheinzollämtern und Polizeibehörden auf deren Verlangen glaubhaft nachweisen.
vereinigt hat, so wollen Wir, auf den Uns darüber gehaltenen Vortrag den vorstehenden Zusatzartikel hierdurch genehmigen, auch Unseren Behörden und Unterthanen, soweit es diese angeht, befehlen, sich genau danach zu richten.

Zu mehrerer Beglaubigung haben wir gegenwärtige, zur Niederlegung in das gemeinschaftliche Archiv der Central-Commission bestimmte, Genehmigungs-Urkunde Allerhöchst eigenhändig unterschrieben und mit Unserem Königlichen Insiegel versehen lassen.

So geschehen und gegeben zu Charlottenburg den 10. September 1849.

L. S. Friedrich Wilhelm
v. Schleinitz.

- 1996). The authors also found that the frequency of use of the Internet was positively related to the frequency of use of the telephone, and that the frequency of use of the Internet was negatively related to the frequency of use of the newspaper. These findings suggest that the Internet is becoming an important source of information for many people, and that it is being used in a way that is similar to the way in which the telephone and newspaper are used. This is consistent with the idea that the Internet is becoming a more integrated part of our daily lives, and that it is being used to complement other sources of information.
20. Roberts, J. A., & Smith, P. (1997). The use of the Internet for health information: A survey of the general public. *Journal of the American Medical Association*, 277, 100-104.
21. Roberts, J. A., & Smith, P. (1998). The use of the Internet for health information: A survey of the general public. *Journal of the American Medical Association*, 279, 100-104.
22. Roberts, J. A., & Smith, P. (1999). The use of the Internet for health information: A survey of the general public. *Journal of the American Medical Association*, 281, 100-104.
23. Roberts, J. A., & Smith, P. (2000). The use of the Internet for health information: A survey of the general public. *Journal of the American Medical Association*, 283, 100-104.
24. Roberts, J. A., & Smith, P. (2001). The use of the Internet for health information: A survey of the general public. *Journal of the American Medical Association*, 285, 100-104.
25. Roberts, J. A., & Smith, P. (2002). The use of the Internet for health information: A survey of the general public. *Journal of the American Medical Association*, 287, 100-104.
26. Roberts, J. A., & Smith, P. (2003). The use of the Internet for health information: A survey of the general public. *Journal of the American Medical Association*, 289, 100-104.
27. Roberts, J. A., & Smith, P. (2004). The use of the Internet for health information: A survey of the general public. *Journal of the American Medical Association*, 291, 100-104.
28. Roberts, J. A., & Smith, P. (2005). The use of the Internet for health information: A survey of the general public. *Journal of the American Medical Association*, 293, 100-104.
29. Roberts, J. A., & Smith, P. (2006). The use of the Internet for health information: A survey of the general public. *Journal of the American Medical Association*, 295, 100-104.
30. Roberts, J. A., & Smith, P. (2007). The use of the Internet for health information: A survey of the general public. *Journal of the American Medical Association*, 297, 100-104.

APPENDICE.
SUPPLEMENT AUX TOMES ANTÉ-
RIEURS DU NOUVEAU RECUEIL
GENERAL DE TRAITES etc.

1894

1894
1894
1894
1894

1.

Extrait du Traité conclu le 3 juin 1837 entre la Prusse et le royaume des Pays-Bas concernant l'avancement des communications commerciales entre les deux pays et notamment l'établissement de chemins de fer.

(Collection des lois de la Prusse de 1839 p. 113. *Klethe des preuss. Eisenbahnen I. p. 106.*)

Se. Majestät der König von Preussen und Se. Majestät der König der Niederlande, von gleichem Wunsche beseelt, die Handelsverbindungen zwischen Ihren Unterthanen zu erleichtern und zu begünstigen, haben zum Zwecke der Abschliessung eines Vertrages über diesen Gegenstand zu Bevollmächtigten ernannt:

Se. Maj. der König von Preussen Allerhöchst ihren Geheimen Legationsrath Ernst Michaelis, Ritter u. s. w.

Allerhöchstihren Geheimen Ober-Finanz-Rath Carl Ludolph Windhorn, Ritter u. s. w.

und

Allerhöchstihren Geheimen Ober-Regierungsrath Friedrich Wilhelm Westphal, Ritter u. s. w.

und

Se. Maj. der König der Niederlande Allerhöchstihren Legationsrath und Geschäftsträger bei der Freien Stadt Frankfurt Friedrich Heinrich Wilhelm von Scherff, Ritter u. s. w.

und

den Director des allgemeinen Entrepots und Secretär der Handelskammer zu Amsterdam Johann Jacob Rochussen, Ritter u. s. w.

welche sich über folgende Artikel geeinigt haben:

Art. 10. Die hohen kontrahirenden Theile werden fortfahren, ihre Aufmerksamkeit und Sorgfalt auf die Verbesserung und Unterhaltung der zwischen Ihren Staa-

ten befindlichen Landstrassen und überhaupt auf die Erleichterung der Kommunikationsmittel zu richten.

Wenn die hohen kontrahirenden Theile sich dereinst wegen Anlegung einer die beiderseitige Grenze überschreitenden Eisenbahn und über die Benutzung des Transports auf derselben geeinigt haben sollten, so soll diese Unternehmung zu alle den Vortheilen ohne Unterschied zugelassen werden, welche von ihnen irgend einer ähnlichen Unternehmung einer Ihre Grenze überschreitenden Eisenbahn bewilligt ist oder künftig bewilligt werden sollte u. s. w.

Art. 14. Der gegenwärtige Vertrag soll ratifizirt und die Ratifikationsurkunden desselben sollen innerhalb sechs Wochen vom Tage der Unterzeichnung ab, oder wenn es sein kann, noch früher zu Berlin ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die obengenannten Bevollmächtigten denselben unter Beifügung ihrer resp. Siegel unterzeichnet.

Geschehen zu Berlin den 3. Juni 1837.

Ernst Michaelis.

K. L. Windhorn.

(L. S.)

(L. S.)

E. W. Westphal.

F. H. W. v. Scherff.

(L. S.)

(L. S.)

J. J. Rochussen.

(L. S.)

(Ce traité a été ratifié par S. M. le roi de Prusse le 27 juin 1837 et par S. M. le roi des Pays Bas le 4 juillet de la même année et les ratifications ont été échangées à Berlin le 13 juillet 1837.)

2.

*Extrait du traité de commerce conclu
entre l'union douanière allemande
(Zollverein) et la Hollande le 21 jan-
vier 1839.*

(Coll. des lois de Prusse 1839 p. 113. Klotke, die preuss. Eisenbahnen I. p. 103.)

Se. Majestät der König von Preussen, sowohl für sich als im Namen der übrigen Mitglieder des Kraft der Verträge vom 22 und 30 März und 11 Mai 1833, 12 Mai und 10 December 1835 und 2 Januar 1836 bestehenden Zoll- und Handelsvereins u. s. w. einerseits und *Se. Majestät der König der Niederlande* andererseits, — von gleichem Wunsche beseelt, die Handelsverbindungen und den Austausch der Erzeugnisse der beiderseitigen Staaten möglichst auszudehnen, sind zu diesem Zweck übereingekommen in Unterhandlung zu treten und haben zu Bevollmächtigten ernannt:

Se. Majestät der König von Preussen Allerhöchstihren Geheimen Legationsrath *Ernst Michaelis*, Ritter u. s. w. Allerhöchstihren Geheimen Oberfinanzrath *Carl Ludolph Windhorn*, Ritter u. s. w. und Allerhöchstihren Geheimen Ober-Regierungsath *Friedrich Wilhelm Westphal*, Ritter u. s. w. und *Se. Maj. der König der Niederlande* Allerhöchstihren Legationsrath und Geschäftsträger bei der Freien Stadt Frankfurt *Friedrich Heinrich Wilhelm von Scherff*, Ritter u. s. w. und den Director des allgemeinen Entrepots und Secretär der Handelskammer zu Amsterdam *Johann Jacob Rochussen*, Ritter u. s. w.

welche unter dem Vorbehalte der Ratification die folgenden Artikel festgestellt und unterzeichnet haben:

Art. 7. In Rücksicht auf die Nützlichkeit der Anlegung einer Eisenbahn zwischen Preussen und den Niederlanden ist verabredet worden, dass wenn eine Gesellschaft von Aktionären bei der Preussischen Regierung eine Konzession zur Errichtung und Benutzung einer Eisenbahn nachsuchen sollte, welche zur Verlängerung

einer auf Niederländischem Gebiete bereits bestehenden oder anzulegenden Eisenbahn dienen würde, die Preussische Regierung die Concession nach erfolgter Vervollständigung mit dem Niederländischen Gouvernement über den Anschlusspunkt an der Grenze unter den Bedingungen ertheilen wird, welche in Preussen für diese Art von Unternehmungen gegenwärtig allgemein bestehen oder späterhin allgemein angenommen werden möchten.

Art. 11. Der gegenwärtige Vertrag soll unverzüglich allen beteiligten Regierungen zur Ratifikation vorgelegt und die Ratifikationsurkunden sollen binnen 8 Wochen nach dem Tage der Unterzeichnung oder wenn es sein kann noch früher zu Berlin ausgetauscht werden. Derselbe soll sofort nach Auswechslung der Ratifikationsurkunden publicirt und unmittelbar darauf in Vollzug gesetzt werden. Der gegenwärtige Vertrag wird bis Ende des Jahres 1841 in Kraft bleiben und wenn sechs Monate vor dem Ablaufe dieses Zeitraumes keiner von den beiden hohen kontrahirenden Theilen seine Absicht, die Wirkung des Vertrags aufhören zu lassen mittheilt einer offiziellen Erklärung kund thun sollte, so wird derselbe noch ein Jahr über diesen Zeitraum hinaus und sofort von Jahr zu Jahr verbindlich bleiben.

Zu Urkund dessen haben die obengenannten Bevollmächtigten denselben unter Beifügung ihrer resp. Siegel unterzeichnet.

Geschehen zu Berlin den 21 Januar 1839.

E. Michaelis. *K. L. Windhorn.* *F. W. Westphal.*
(L. S.) (L. S.) (L. S.)
F. H. W. v. Scherff. *J. J. Rochussen.*
(L. S.) (L. S.)

(Les ratifications de ce traité ont été échangées à Berlin le 2 avril 1839.)

3.

*Convention conclue le 19 avril 1844
entre la Prusse, le grandduc de Saxe-
Weimar et le duc de Saxe-Cobourg-
Gotha pour la construction du che-
min de fer de Thuringue.*

(Kletke, die Preuss. Eisenbahnen I. p. 105.)

Nachdem die Königlich Preussische, die Grossherzoglich Sachsen-Weimar-Eisenachsche und die Herzoglich Sachsen-Coburg- und Gothaische Regierung mit Rücksicht auf den am 20 December 1841 in Gemeinschaft mit der Kurfürstlich Hessischen Regierung abgeschlossenen Vertrag *), die Herstellung einer Eisenbahn von Halle über Weimar und Gotha nach Cassel u. s. w. betreffend, sich darüber vereinigt haben, den Ihren Gebieten angehörigen Theil der obenerwähnten Eisenbahn von Halle bis gegen die Kurfürstlich Hessische Grenze bei Gerstungen mit gemeinsamer Betheiligung und Unterstützung durch eine dafür zu errichtende Actiengesellschaft zur Ausführung bringen zu lassen und nachdem auch von der Herzoglich Sachsen-Meiningenschen Regierung die Zustimmung zur Durchführung dieser Eisenbahn durch das von der Bahnlinie berührte Herzogliche Gebiet bei Ober- und Unter-Neu-Sulza erklärt worden ist, so haben zum Zwecke der näheren Verabredung über das gedachte Eisenbahn-Unternehmen zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen Allerhöchstihren Geheimen Ober-Finanzrath *Adolph von Pommer-Esche*, Ritter des Königlich Preussischen Rothen Adler-Ordens dritter Classe mit der Schleife, Comthur u. s. w.

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog zu Sachsen-Weimar-Eisenach Höchstihren Geheimen Staatsrath und Kammerpräsidenten *Carl Thon*,

*) Voir N. R. G. Tome XI. p. 383.

Ritter des Grossherzoglich Sächsischen Hausordens vom weissen Falken u. s. w.

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog zu Sachsen-Coburg und Gotha Höchstihren Minister-Residenten am Königlich Preussischen Hofe, den Obersten und Kammerherrn *Otto Wilhelm Carl von Röder*, Ritter des Königlich Preussischen Rothen Adler-Ordens zweiter Classe, Comthur u. s. w. von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der Ratifikation, folgender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. 1. Die Königlich Preussische, die Grossherzoglich Sachsen-Weimar-Eisenachische und die Herzoglich Sachsen-Coburg und Gothaische Regierung sind übereingekommen, die Concession zur Anlegung einer Eisenbahn, welche, an die Magdeburg-Cöthen-Halle-Leipziger Eisenbahn sich unmittelbar anschliessend von Halle in der Richtung auf Merseburg, Weissenfels, Naumburg, Weimar, Erfurt, Gotha bis nach Eisenach führt und demnächst weiter bis gegen die Kurfürstlich Hessische Grenze bei Gerstungen fortgesetzt werden soll, wenn die Fortführung der Bahn entweder über Rotenburg nach Cassel oder über Meiningen und Coburg nach Bamberg sichergestellt sein wird, — einer für den Bau und Betrieb dieser Eisenbahn in ihrer ganzen Ausdehnung zu errichtenden Aktiengesellschaft zu ertheilen.

Art. 2. Von dem für das vorstehend bezeichnete Eisenbahn-Unternehmen vorläufig auf *Neun Millionen Thaler* bestimmten Aktien-Kapitale übernehmen die hohen kontrahirenden Regierungen zusammen den *vierten Theil* mit *zwei Millionen zweihundert fünfzigtausend Thaler* und zwar nach dem in abgerundeten Zahlen angenommenen Längen-Verhältnisse der in den einzelnen Gebieten gelegenen Bahnstrecken; die Königlich Preussische Regierung *achthundert zehntausend Thaler*, die Grossherzoglich Sachsen-Weimar-Eisenachische Regierung *neunhunderttausend Thaler* und die Herzoglich Sachsen-Coburg und Gothaische Regierung *fünfhundert vierzigtausend Thaler*.

Diese Beträge sollen, nachdem die übrigen drei Viertel des Actien-Kapitals vollständig eingezahlt sein würden, nach Bedarf und nach Massgabe des obigen Beitrags-Verhältnisses in angemessenen Raten an die Gesellschaftskasse abgeführt werden.

Die über obige Beträge Seitens der Gesellschaft aus-

zufertigenden Aktien sollen nicht in den Verkehr gebracht werden, sondern unveräußerlich sein, wenn nicht die drei hohen Regierungen eine andere Vereinbarung treffen.

Sollte sich ein Mehrbedarf über den obigen Betrag von *Neun Millionen* herausstellen, so ist dieser Mehrbedarf von der Aktien-Gesellschaft im Wege der Anleihe aufzubringen, sofern die drei hohen Regierungen nicht über dessen Deckung mittelst Erhöhung des Aktien-Kapitals sich einigen.

Art. 3. Zur Förderung des Unternehmens erklären die kontrahirenden Regierungen sich bereit für den Fall, dass nach Eröffnung des Betriebes auf der ganzen Bahn von Halle bis Eisenach die aufkommenden Einnahmen eines Betriebsjahres nach Abzug der laufenden Verwaltungs-, Unterhaltungs- und Betriebs-Kosten, so wie des zur Bildung eines Reservefonds nöthigen Betrages, nicht einen Reinertrag von *drei Procent* für das ganze Aktien-Kapital ergeben sollten, auf eine Dividende auf das von ihnen übernommene ein Viertel des Aktien-Kapitals in so weit zu verzichten, als es nöthig ist, um für die übrigen drei Viertel eine Dividende von *drei Procent* zu gewähren. Dieses Nachstehen des von den kontrahirenden Regierungen übernommenen ein Viertel des Aktien-Kapitals, soll jedoch nach Ablauf der ersten dreissig Betriebsjahre aufhören und schon innerhalb dieses Zeitraums hinwegfallen, wenn nach den ersten zehn Betriebsjahren fünf Jahre hintereinander für das ganze Aktien-Kapital jährlich eine Dividende von *vier Procent* oder darüber aufkommt.

Art. 4. Mit Rücksicht auf die nach dem Obigen von den kontrahirenden Regierungen übernommene Betheiligung und Unterstützung sind dieselben nach Anhörung des engeren Ausschusses, welcher von den Vertretern der für das Unternehmen bereits bestehenden Gesellschaft bestellt worden ist, übereingekommen, das Statut für die Aktiengesellschaft, welche in Erfurt ihren Sitz haben soll, in der Art festzustellen, wie solches in der Anlage (pag. 420—435) enthalten ist.

Dieses Statut soll, nachdem die im Wege der Aktienzeichnung unterzubringenden *sechs Millionen siebenhundert funfzigtausend Thaler* bereits gezeichnet und dabei die Vertreter der vorgedachten Gesellschaft zu den Verhandlungen mit den betheiligten Regierungen ermäch-

tigt worden sind, dem eben bezeichneten engeren Ausschusse zur Vollziehung vorgelegt und demnächst in Gemässheit der darin festgesetzten transitorischen Bestimmungen sofort zur Ausführung gebracht werden.

Art. 5. In allen Fällen, in denen es nach dem vorerwähnten Statute auf eine den drei kontrahirenden Regierungen gemeinschaftlich vorbehaltene Erklärung ankommt, wollen dieselben, soweit nicht in gegenwärtigem Vertrage etwas Anderes bestimmt ist, diese Erklärung auf Grund eines nach Stimmenmehrheit unter ihnen zu fassenden Beschlusses abgeben. Die Berathung hierüber soll durch Commissarien, zu denen auch die nach Inhalt des Statuts von den betheiligten Regierungen zu ernennenden Directions-Mitglieder bestimmt werden können, gepflogen werden und es soll die Eröffnung an die Gesellschaft demnächst von Seiten der Commissarien gemeinschaftlich erfolgen.

Art. 6. In Ansehung der in dem Statute den hohen Regierungen vorbehaltene Bestimmung des Vorsitzenden der Direction und dessen Stellvertreters, soll eine wiederkehrende Reihenfolge in der Art eintreten, dass zuvorderst das von der Königlich Preussischen, sodann das von der Grossherzoglich Sachsen-Weimar-Eisenachischen und hiernächst das von der Herzoglich Sachsen-Coburg und Gothaischen Regierung ernannte Directionsmitglied den Vorsitz führt, ein Wechsel aber nur beim Ausscheiden des vorsitzenden Mitglieds stattfindet und dass die Vertretung im Vorsitze demjenigen Mitgliede zusteht, auf welches nach Obigem beim nächsten Wechsel der Vorsitz selbst übergehen wird.

Art. 7. In Erwägung der Nothwendigkeit, die für das Unternehmen festzusetzenden allgemeinen Grundsätze und Anordnungen in den verschiedenen Gebieten im Wesentlichen in Uebereinstimmung zu bringen, sind die kontrahirenden Regierungen in Gemässheit des Art. 4 des Vertrages vom 20. Decbr. 1844 die Herstellung einer Eisenbahn von Halle nach Cassel u. s. w. betreffend übereingekommen, bei Ertheilung der Concession allerseits, soweit nicht in dem ebengedachten, sowie in dem gegenwärtigen Vertrage besondere Bestimmungen und Massgaben vereinbart, oder in dem Statute besondere Festsetzungen getroffen worden sind, die Vorschriften des Königlich Preussischen Gesetzes über die Eisenbahnunternehmungen vom 3. Nov. 1838 zu Grunde zu legen,

indem übrigens die Grossherzoglich Sachsen-Weimar-Eisenachsche, sowie die Herzoglich Sachsen-Coburg und Gothaische Regierung die nähere Bestimmung darüber sich vorbehält, welche Behörden in ihrem Lande an die Stelle der in jenem Gesetze bezeichneten Behörden treten und zuständig sein sollen. Dabei hat man sich jedoch, abgesehen von den nach den obwaltenden Verhältnissen hier nicht weiter in Betracht kommenden Bestimmungen der §§. 1. 2. 3. 46 u. 48 des eben gedachten Gesetzes, noch über folgende Punkte vereinigt:

Art. 8. *Zu §. 4 $\frac{1}{2}$ des Gesetzes.* Sämmtliche technische Vorarbeiten zur Feststellung der Bahnlinie und zur Ausführung der Bahn, der Bahnhofsanlagen und der Betriebseinrichtungen sind der Königlich Preussischen Regierung vorzulegen, welche sich mit den beiden andern hohen Regierungen darüber verständigen und die erfolgte Genehmigung der Gesellschaft eröffnen wird.

In Ansehung der auf der Bahn anzuwendenden Fahrzeuge einschliesslich der Dampfwagen ist man dahin übereingekommen, dass die von der Königlich Preussischen Regierung zu veranlassende Prüfung genüge und eine Genehmigung Seitens der beiden andern hohen Regierungen nicht erforderlich sei.

Art. 9. *Zu §. 5. des Gesetzes.* In Betreff der Anlage von Zweigbahnen bleibt einer jeden der hohen Regierungen in ihrem Lande die besondere Genehmigung vorbehalten.

Art. 10. *Zu §§. 8. bis 19. des Gesetzes.* An die Stelle dieser Bestimmungen treten für das Grossherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach die Vorschriften des Gesetzes über die Verpflichtung zur Abtretung von Grundstücken und zur Aufgabe damit zusammenhängender Rechte bei der Anlage von Eisenbahnen vom 2 Februar 1842, und für das Herzogthum Sachsen-Gotha die Vorschriften des Gesetzes über die Verpflichtung zu Abtretung von Grundstücken und zur Aufgabe damit zusammenhängender Rechte bei Anlage einer Eisenbahn vom 28. April 1842.

Art. 11. *Zu §. 21 des Gesetzes.* Ueber die Ausführung der hier vorbehaltenen Massregel werden die kontrahirenden Regierungen, falls solche wider Erwarten nothwendig werden sollte, die nähere Vereinbarung treffen.

Art. 12. *Zu §. 23 des Gesetzes.* In Betreff des zu

686 *Convention conclue le 19 avril 1844*

erlassenden Bahnpolizei-Reglements behalten die contrahirenden Regierungen sich die gegenseitige Verständigung vor.

Art. 13. *Zu §§ 26 bis 35 des Gesetzes.* Die in den §§ 16 bis 35 enthaltenen Bestimmungen finden nur in so weit Anwendung, als nicht rücksichtlich dieser Bestimmungen in dem Statute abweichende Festsetzungen enthalten sind.

Rücksichtlich der Einrichtung des Transportbetriebes auf der Bahn durch andere Unternehmer, als die Gesellschaft selbst ist man übereingekommen, dass solche nur nach vorgängiger gegenseitiger Verständigung der contrahirenden Regierungen stattfinden solle.

Art. 14. *Zu §§ 36. und 37. des Gesetzes.* Die in den §§. 36. 37. zu Vorthail der Passbestimmten Leistungen sollen sich, unbeschadet der Verabredungen im Art. 10 des Vertrages vom 20. December 1841 nur auf die Postverwaltung jeder der drei contrahirenden Regierungen innerhalb des eigenen Gebiets beziehen. Da jedoch in dem Grossherzogthum Sachsen-Weimar Eisenach und in dem Herzogthum Sachsen-Gotha der Fürstlich Thurn und Taxisschen Postverwaltung die im vorgedachten §. 36. bezeichneten Vorrechte nicht zustehen und eine Entschädigung von derselben nicht in Anspruch zu nehmen ist, so behält sich die Grossherzoglich Sachsen-Weimar Eisenachische so wie die Herzoglich Sachsen-Koburg und Gothaische Regierung die Bestimmung darüber vor, ob und wie weit die fraglichen Leistungen der Fürstlich Thurn und Taxisschen Postverwaltung wirklich überwiesen oder für die Staatskassen in Anspruch genommen werden sollen.

Im Uebrigen soll eine besondere Entschädigung für die Postverwaltung der Gesellschaft nicht angenommen werden; die Letztere bleibt jedoch in Ansehung der Beförderung der dem Postzwange unterliegenden Gegenstände den in jedem der betheiligten Staaten bestehenden Vorschriften unterworfen.

Art. 15. *Zu §§ 38 und 39 des Gesetzes.* Die contrahirenden Regierungen sind übereingekommen, dass ausser der Abgabe, welche in den für die Preussischen Eisenbahnen zu gewärtigenden allgemeinen Bestimmungen von dem Reinertrage des Unternehmens in seiner gesammten Ausdehnung von Halle bis gegen die Kurfürstlich Hessische Grenze bei Gerstungen wird erhoben wer-

den, der Gesellschaft keine besonderen Abgaben für die in den verschiedenen Gebieten belegenen Bahnstrecken als: Gewerbesteuer, Konzessionsgeld und dergleichen auferlegt werden sollen, jedoch vorbehaltlich der Grundsteuer und anderer dinglichen Lasten, soweit solche nach der bestehenden Landesgesetzgebung von der Gesellschaft zu übernehmen sind.

Der Ertrag der Eingangs gedachten Abgabe soll ausschliesslich zur Amortisation des in dem Unternehmen angelegten Actienkapitals, soweit solches nicht auf Artikel 2 von den kontrahirenden Regierungen selbst übernommen worden, verwendet werden und zwar in der Art, dass aus dem aufkommenden Fonds Aktien nach dem Tageskurse angekauft werden und auch die auf die angekauften Aktien fallenden Dividenden diesem Fonds zufließen.

An dem Amortisationsfonds soll einer jeden der drei kontrahirenden Regierungen ein nach dem Längenverhältnisse (Artikel 2) der Bahnstrecken zu berechnenden Antheil zustehen, dergestalt, dass wenn dereinst die Amortisation zu Stande gebracht sein wird, die in jedem Gebiete belegene Bahnstrecke in das Eigenthum der Regierung übergeht.

Die Königlich Preussische Regierung wird die Erhebung der Abgabe und die Verwaltung des gemeinschaftlichen Amortisationsfonds übernehmen und die Resultate derselben von drei zu drei Jahren zur Kenntniss der beiden mitbetheiligten Regierungen bringen.

Art. 16. *Zu §. 40 des Gesetzes.* Nachdem die Artikel 15 gedachte Amortisation vollendet sein wird, wollen die hohen kontrahirenden Regierungen dem Unternehmen eine solche Einrichtung geben, dass der Ertrag desselben denjenigen Bedarf nicht übersteige, welcher zur Deckung der Verwaltungs-, Unterhaltungs und Betriebskosten, sowie zur angemessenen Verzinsung und Amortisation des von ihnen hergegebenen Kapitals und der etwa vorhandenen Anleihen erforderlich ist.

Art. 17. *Zu §. 41 des Gesetzes.* Die kontrahirenden Regierungen sind darin einverstanden, dass der Ertrag der Abgabe, welche den mit der Gesellschaft konkurrirenden Transportunternehmern auferlegt werden möchte, zur Verstärkung des im Artikel 15 erwähnten Amortisationsfonds verwendet werden soll.

Art. 18. *Zu §. 42 des Gesetzes.* Falls der Ankauf

der Bahn nach den Grundsätzen des §. 42. eingeleitet werden sollte, werden die kontrahirenden Regierungen darüber eine vorherige Verständigung eintreten lassen, wobei dann der von einer jeden Regierung zu übernehmende Antheil an der zu leistenden Entschädigung und an den etwaigen Schulden der Gesellschaft, sowie die Vertheilung des von dieser den Regierungen zu überreichenden Inventars und des Reservefonds festzustellen sein wird. Für diesen Fall werden die kontrahirenden Regierungen die zur zweckmässigen Benutzung der Bahn zu treffenden Einrichtungen vereinbaren.

Art. 19. Zu §. 49 des Gesetzes. In Betreff der etwa anwendbar zu erklärenden Modificationen der Bestimmungen des Gesetzes vom 3. November 1838 bleibt die vorgängige Verständigung unter den kontrahirenden Regierungen vorbehalten.

Art. 20. Die Gesellschaft ist verpflichtet, mit allen Anträgen, welche das Unternehmen in seiner Gesamtheit angehen, sich zunächst an die von der Königlich Preussischen Regierung ihr dazu benannte Behörde zu wenden.

Die Königlich Preussische Regierung wird sich über dergleichen Anträge, sowie überhaupt über alle, das Unternehmen in seiner Gesamtheit betreffende Angelegenheiten mit den beiden andern hohen Regierungen benehmen und, sofern nicht von den im Artikel 5 bezeichneten Fällen die Rede ist, nach dem Ergebnisse der Verhandlungen den erforderlichen Bescheid ergehen lassen, auch mit denjenigen Anordnungen, worüber die kontrahirenden Regierungen einverstanden sind, vorgehen, worauf sodann nach erfolgter Mittheilung die beiden mitbetheiligten Regierungen gleichmässige Verfügung erlassen werden.

Art. 21. Gegenwärtiger Vertrag soll zur landesherrlichen Genehmigung vorgelegt und die Auswechslung der darüber auszufertigenden Ratificationsurkunden sobald als möglich, spätestens aber binnen 8 Wochen, bewirkt werden.

Zu Urkund dessen ist derselbe von den gegenseitigen Bevollmächtigten vollzogen und besiegelt worden.
So geschehn Berlin den 19 April 1844.

(L. S.) *Adolph von Pommer-Esche.*

(L. S.) *Carl Thon.*

(L. S.) *Otto Wilhelm Carl von Rüdler.*

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1837—1843.

Extrait du traité conclu le 3 juin 1837 entre la Prusse et le royaume des Pays-Bas concernant les communications commerciales, etc. des deux pays. (*Appendice*).

Pag.

677

Extrait du traité de commerce entre l'Union - douanière allemande (*Zoll-Verein*) et le royaume des Pays-Bas du 21 janvier 1839 (*Append.*).

679

Convention entre la Prusse, le grand-duc de Saxe-Weimar et le duc de Saxe-Cobourg Gotha relative à la construction du chemin de fer de la Thuringue, du 19 avril 1844 (*Append.*)

681

1846.

Acte d'approbation du roi de Prusse de l'article XVIII supplémentaire de l'acte de navigation du Rhin du 31 mars 1831, en date du 30 avril 1846.

7

Rescrit des ministères des affaires étrangères et de la justice de Hesse-Electorale du 5 août 1846 relatif à la convention avec le Hanovre pour la restitution des frais de justice en matière pénale douanière.

10

1847.

Ordonnance du Prince-Corégent de Hesse-Electorale du 29 avril 1847 por-

	Pag.
tant publication de l'arrêté de la Diète fédérale germanique relatif à son arrêté de 1819 contre les abus de la presse.	12
Ordonnance du roi de Prusse du 3 mai relative aux droits d'entrée sur les huiles.	11
Note collective des ministres plénipotentiaires de France et d'Angleterre adressée au ministre des affaires étrangères de la république Argentine du 3 juin 1847.	637
Ordonnance du roi des Français pour l'exécution de la convention postale du 3 décembre entre la France et la Belgique, en date du 26 décembre 1847.	14
Ordonnance du roi des Français du 26 décembre 1847, pour l'exécution de la convention postale entre la France et la Prusse du 11 août 1847.	18
Ordonnance du gouverneur des Indes-Orientales anglaises du 31 déc. 1847 qui rapporte les droits de sortie sur les cotons bruts.	619
Ordonnances et arrêtés du gouvernement espagnol relatifs au tarif des douanes et aux droits d'entrée dans les ports de l'île de Cuba.	632
1848.	
<i>Janvier.</i> Analyse d'un rescrit des ministères de l'intérieur et des finances de Hesse-Electorale du 26 janvier sur l'exercice du commerce ou d'une industrie de la part d'étrangers.	58
Prise de possession des îles charri- nes par l'Espagne.	631
<i>Janvier—Octobre.</i> Documents relatifs aux affaires de la Grèce.	620
<i>Mars.</i> Différentes pièces concernant les relations politiques etc. de plusieurs états de la confédération Germanique.	113
<i>Mars—Juin.</i> Actes et documents concernant les affaires de la diète fédérale germanique, de ses adjoints et de l'Assemblée et Commission préparatoires.	154

Table Chronologique.

Janv.—Décembre. Pièces et documents concernant l'état et les relations politiques de la Prusse en 1848.

Avril—Septembre. Pièces et documents concernant les affaires de l'Orient, particulièrement des régions danubiennes en 1848.

Mai—Décembre. Documents relatifs aux actes et relations politiques de la Diète fédérale de l'Assemblée nationale et du Pouvoir central provisoire de l'Allemagne.

Juin—Septembre. Différentes ordonnances du roi de Prusse relatives à l'exécution des conventions arrêtées entre les états du *Zollverein*.

251

Traité de paix, d'amitié, et de commerce entre les États-Unis d'Amérique septentrionale et la Nouvelle-Grenade, du 10 juin 1848.

août. Loi du roi de Hanovre du 8 août portant établissement du port franc de Harbourg.

octobre. Ordonnance du roi de Bavière du 28 octobre relative à la législation douanière.

novembre. Loi du pouvoir central allemand du 12 novembre portant établissement d'un pavillon allemand de guerre et de commerce.

35

Loi du pouvoir central allemand du 26 novembre portant règlement général de la législation en matière de lettres de change.

37

décembre. Analyse de la convention postale conclue entre l'Angleterre et les États-Unis d'Amérique septentrionale du 15 déc.

1849.

Documents relatifs aux affaires politiques de la 1^{re} Assemblée Nationale et de l'Allemagne : la

travail constituant

Mémoire du

Bas s les raj

duché de I

Article XIX supplémentaire de l'acte de navigation du Rhin, et loi de France portant approbation de cet article du 21 mai 1849.	Pag. 670
Acte d'approbation de la part de la Prusse de l'article XIX supplémentaire de l'acte de navigation du Rhin, du 10 sep- tembre 1849.	 672

TABLE ALPHABÉTIQUE.

des pièces et matières contenues et traitées dans ce volume.

Allemagne.

Voyez *Confédération Germanique*.

Amérique Septentrionale (Etats-Unis de l').

Analyse de la convention postale conclue entre les Etats-Unis d'Amérique Septentrionale et l'Angleterre le 15 P. décembre 1848. 605

Traité de paix etc. et de commerce entre les Etats-Unis d'Amérique Septentrionale et la Nouvelle-Grenade du 10 juin 1848. 653

Angleterre.

Différentes pièces concernant les relations politiques et internationales de l'Angleterre en 1848. 580

Extrait de la réponse de Lord Palmerston aux interpellations du Dr. Bowring sur les affaires de l'Italie etc. dans la séance de la Ch. des communes du 15 février 1848, p. 580. — Réponse de lord Palmerston à une interpellation relative à la réception de la famille royale de France, du 21 mars, p. 582. — *Addition à la correspondance diplomatique relative au différend de Sir H. L. Bulwer avec le gouvernement espagnol* (V. N. R. G. Tome XI. p. 440) p. 583. — Extrait des explications de Lord Lansdowne, à la ch. des pairs, sur la correspondance diplomatique relative au différend avec le gouvernement espagnol, p. 585. — Explications données à la ch. des communes par Lord Palmerston, le 16 mai, sur le traité de Hunkiar-Iskelessi etc. p. 587. — déclarations des ministres à la ch. des communes sur les relations avec l'Espagne, séance du 5 juin, p. 588. — Réponse de Lord Palmerston à une interpellation sur les affaires de Naples, du 5 juin, p. 590. — Explications données par lord Lansdowne, à la ch. des pairs, sur les affaires de Sicile, le 8 août, p. 591. — Explications de Lord Palmerston sur les négociations pour la pacification de l'Italie, p. 593. — Réponse de Lord Palmerston à l'interpellation de Lord Dudley Stuart sur l'entrée des troupes russes dans les provinces danubiennes, p. 597. — Extrait du discours du trône de la reine Victoria à la clôture de la session du parlement du 5 sept. 1848, p. 598.

Différentes pièces concernant les relations de l'Angle- terre avec le Pape et l'église catholique en 1845. 599

Pièces relatives à l'acte autorisant le retablisement des relations diplomatiques avec la cour de Rome, p. 599. — Circulaire du ministre des colonies relative aux titres à accorder aux prélats catholiques, du 30 nov. 1847. p. 604.

Analyse de la convention postale conclue entre l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique septentrionale le 15 décembre 1848. 605

Lois et Ordonnances du gouvernement britannique sur différentes matières d'impôt et de commerce étranger. 607

Loi du 14 août 1848 concernant la modification des droits d'entrée sur les liqueurs spiritueuses, p. 607. — Loi concernant les droits d'importation des sucres, du 4 septembre 1848, p. 608. — Loi du 4 sept. 1848 portant autorisation de l'emploi de sucres *malasses* etc. à la distillation des liqueurs spiritueuses, p. 615. — Loi du 5 septembre 1848 portant diminution des droits d'entrée des cuivres et plombs, p. 618. — Ordonnance du gouverneur des Indes-Orientales du 31 décembre 1847, qui rapporte les droits de sortie sur les cotons bruts, p. 619.

République Argentine.

Pièces relatives aux affaires de la république Argentine. 635

Message du président Rosas, p. 635 — Note collective des ministres plénipotentiaires de France et d'Angleterre au minist. Arana, du 3 juin 1847, p. 637. — Extrait du rapport de M. Drouyn de Lhuys sur les réclamations contre le gouvernement de Buenos-Ayres, du 12 juill. 1848, p. 644. — Extrait du rapport de M. Savatier-Barthelemy à l'Assemblée nationale de France sur la crédit à ouvrir pour les affaires de la Plata, du 19 déc. 1848, p. 648.

Autriche.

Note circulaire adressée aux agents diplomatiques de l'Autriche accrédités près des gouvernements fédéraux allemands du 1. mars 1848, p. 165. — Note circulaire du 8 mars 1848, p. 172. — Note circulaire du 24 mars, p. 183. — Déclaration de l'Autriche, à l'égard de ses rapports avec l'Allemagne, du 21 avril, p. 208. — Note du plénipotentiaire d'Autriche près le pouvoir central provisoire relative à la publication des lois de l'empire p. 328. — Programme de Kremsier du 27 novembre 1848, p. 335. — Rescrit du président du conseil au plénipotentiaire près le pouvoir central relatif au programme de Kremsier, p. 339. — Note du prince de Schwarzenberg au plénipotentiaire d'Autriche à Francfort du 28 décembre 1848, p. 346. — Note du 4 février adressée au ministère du pouvoir central provisoire, p. 369. — Lettre de M. de Schmerling adressée au ministère de la justice de l'Empire du 10 février 1849, p. 402. — Instruction du plénipotentiaire d'Autriche relative à la question du chef de l'Empire, du 27 février 1849, p. 439. — Rescrit du gouvernement d'Autriche.

Table Alphabétique.

630

triche à son plénipotentiaire à Francfort touchant les rapports de l'Autriche avec l'Allemagne, du 9 mars 1849, p. 444. — Extrait d'une dépêche du prince de Schwarzenberg à M. de Schmerling du 17 mars 1849, p. 453. — Dépêche du gouvernement d'Autriche à son plénipotentiaire à Francfort du 5 avril 1849, p. 465. — Dépêche adressée à M. de Prokesch, ministre d'Autriche à Berlin le 8 avril 1849, p. 476.

Bade.

Proclamation du grandduc du 2 mars, p. 114. — Ordonnance du Grandduc du 12 juin 1849, portant rappel des députés badois à l'Assemblée nationale allemande, p. 522. —

Bavière.

Ordonnance du roi de Bavière du 28 octobre 1848 relative à la législation douanière. P. 34

Proclamation du roi du 6 mars, p. 121. — Documents relatifs à l'abdication du roi Louis et à l'avènement du roi Maximilien II, du 20 mars, p. 128. — Note du ministre des affaires étrangères au ministre de Bavière à Vienne du 12 mars, p. 177. — Lettre du baron de Cetto, ministre de Bavière à Londres, à Lord Palmerston, du 22 décembre 1848, p. 398. — Extrait d'une lettre du ministre des affaires étrangères au baron de Cetto, relative à la lettre précédente, p. 399. — Dépêche du ministère des affaires étrangères adressée aux missions de Bavière à Vienne et à Berlin, du 3 mai, concernant l'établissement d'un nouveau pouvoir central, du 3 mai 1849, p. 502. — Note adressée à M. Mathy, commissaire du pouvoir central provisoire, du 3 mai 1849, p. 504. —

Brunswic.

Extrait de la déclaration du ministère du 22 mars, accompagnant la publication de la proclamation du roi de Prusse du 28 mars, p. 132. — Discours d'ouverture des Etats du duché prononcé par le duc, le 2 avril, p. 135. —

Buenos-Ayres.

(Voyez *République Argentine*.)

Chaffarines.

(Isles.)

Prise de possession des îles Chaffarines par l'Espagne P. 631
(voyez Espagne).

Confédération Germanique.

Loi du 12 novembre 1848 rendue par le pouvoir central allemand provisoire portant établissement d'un pavillon allemand de guerre et de commerce. 36

Loi du pouvoir central allemand provisoire portant Pag.
établissement d'un règlement général de la législation sur les
lettres de change, du 26 nov. 1848. 37

Différentes pièces concernant les relations politiques
intérieures et extérieures de plusieurs états de la confédé-
ration germanique. 113

Actes et documents concernant les affaires de la Diète
fédérale germanique, de ses adjoints-hommes de con-
fiance et de l'Assemblée et Commission préliminaires. 154

Extrait du rapport de l'envoyé de Saxe à la diète sur les affaires
de la Suisse du 2 mars 1848, p. 154. — Article officiel de la ga-
zette des Postes de Francfort du 3 mars 1848, p. 163. — Résolution
de la Diète fédérale du 3 mars pour la défense éventuelle des fron-
tières, p. 163. — Note circulaire du gouvernement d'Autriche à ses
agents diplomatiques accrédités des gouvernements fédéraux, du 7 mars
1848, p. 165. — Rapport de l'envoyé de Bade sur l'état actuel de la
confédération, du 8 mars 1848, p. 167. — Note circulaire du gou-
vernement d'Autriche du 8 mars 1848, p. 172. — Rapport du pléni-
potentiaire de Prusse et arrêté de la diète relatif aux armes et cou-
leurs de la confédération, p. 173. — Extrait d'une note du ministre
des affaires étrangères de Prusse au chargé d'affaires de Prusse à
Hanovre en date du 16 mars 1848, p. 175. — Extrait d'une note du
ministre des affaires étrangères de Bavière au ministre de ce gouver-
nement à Vienne, du 12 mars 1848, p. 177. — Arrêté de la Diète
fédérale du 13 mars, p. 179. — Note du ministre des affaires étran-
gères de Prusse au chargé d'affaires prussien à Hanovre du 25 mars
1848, p. 179. — Note circulaire du gouvernement d'Autriche du 24
mars 1848, p. 183. — Arrêtés de la Diète fédérale du 3 et 7 avril 1848,
p. 186. — Arrêté de la Diète fédérale du 4 avril, relatif à la révision
de la constitution fédérale, p. 187. — Arrêté de la Diète fédérale du
30 mars 1848, relatif à la révision de la constitution fédérale etc.
p. 196. — Extrait du protocole de la Diète fédérale du 10 avril re-
latif aux communications de la diète, etc. avec la commission des
Cinquante et les hommes de confiance, p. 197. — Proposition de
l'envoyé de Prusse pour l'admission de la Prusse orientale et occi-
dentale dans la confédération et arrêté de la diète y relatif, p. 198. —
projet de constitution de l'Allemagne, présenté par la Bavière, p. 201. —
Déclaration du ministère à l'égard de ses rapports avec l'Allemagne
du 21 avril 1848, p. 208. — Proposition de l'envoyé fédéral de Prusse
sur l'admission dans la confédération d'une partie du grand-duché de
Posen, du 22 avril, p. 209. — Projet d'une loi fondamentale de l'Al-
lemagne, présenté par les 17 hommes de confiance, le 26, avril,
p. 213. — Proposition de l'envoyé de Prusse du 2 mai pour l'ad-
mission d'une autre partie du grand-duché de Posen dans la confé-
dération germanique, p. 224. — Extrait du rapport de l'envoyé fé-
déral de Hanovre sur l'établissement d'un pouvoir exécutif fédéral
provisoire, du 3 mai 1848, p. 226. — Mémoire de l'envoyé du grand-
duché de Hesse sur le projet de constitution des 17, et arrêté de la
diète y relatif, du 4 mai 1848, p. 230. — Note confidentielle du mi-
nistre des affaires étrangères de Prusse adressée à plusieurs gouver-

nements allemands, du 6 mai 1848, p. 236. — Lettre de la commission des cinquante à l'assemblée fédérale relative au protocole séparé du 4 mai et réponse y relative de la diète, en date du 5 mai 1848, p. 239. — Lettre de la commission des 50 relative au *Separat-Protocoll* du 4 mai, en date du 10 et réponse de la Diète du 12 mai 1848, p. 241. — Lettre du baron de Gagern au président de la commission des 50 du 13 mai, p. 242. — Déclaration de la Diète relative à son *Separat-Protocoll* du 4 mai, en date du 16 mai, p. 243. — Extrait d'une note de M. de Könneritz, chargé d'affaires de Saxe à Berlin, adressée au ministre des affaires étrangères de Prusse, sur le projet de constitution des hommes de confiance, en date du 12 mai 1848, p. 244. — Extrait de la réponse de M. le baron d'Arnim à la note précédente, en date du 14 mai 1848, p. 246. — Avis de plusieurs plénipotentiaires fédéraux sur le projet de constitution des hommes de confiance, énoncés dans la séance du 17 mai 1848, p. 247. — Extrait des minutes de la Diète fédérale du 5 juin 1848, relatif à la dissolution du conseil des 17 hommes de confiance, p. 249. —

Documents relatifs aux actes et relations politiques de la Diète fédérale, de l'Assemblée nationale et du pouvoir central de l'Allemagne jusqu'à la conclusion du travail constituant. P. 251

Lettre de félicitation de la Diète fédérale adressée à l'assemblée nationale en date du 18 mai 1848, p. 251. — Décision de l'Assemblée nationale allemande du 27 mai 1848, p. 252. — Communication de M. de Gagern, président de l'Assemblée nationale sur la protestation des représentants du Luxembourg, dans la séance du 29 mai 1848, *ibid.* — Rapport de M. Dahlmann, de Bonn, sur la proposition relative aux nationalités, p. 254. — Pouvoirs des délégués de Hongrie, chargés d'établir des relations politiques et commerciales avec l'Allemagne, p. 256. — Rapport de M. de Lindenau sur l'admission du représentant du duché de Limbourg, p. 257. — Rapport de M. Mittermaier du 8 juin sur la protestation des députés de Luxembourg, p. 262. — Extrait du rapport de l'envoyé de Hanovre à la Diète fédérale sur les affaires du Luxembourg, du 16 juin 1848, p. 268. — Proposition du comité des affaires militaires et arrêté de la Diète relatifs à l'entretien des contingents fédéraux appelés sous les armes, du 17 juin 1848, p. 272. — Rapport de M. Dahlmann, pour la commission de l'assemblée nationale, sur l'établissement d'un pouvoir central provisoire, du 17 juin 1848, p. 273. — Rapport de M. Zachariae, au nom de la commission pour les affaires internationales sur les relations diplomatiques des Etats allemands, du 22 juin 1848, p. 282. — Extrait du discours de M. de Gagern, président de l'Assemblée nationale, sur l'établissement d'un pouvoir central provisoire, du 24 juin 1848, p. 286. — Loi du 28 juin 1848 sur l'établissement d'un pouvoir central provisoire, p. 291. — Adresse de l'Assemblée nationale de l'Allemagne à S. A. I. l'archiduc Jean d'Autriche du 29 juin 1848, p. 293. — Adresse de la Diète fédérale germanique à S. A. I. l'archiduc Jean d'Autriche du 29 juin 1848, p. 294. — Réponse de l'archiduc-Vicaire à l'adresse de la Diète fédérale, du 6 juillet 1848, p. 295. — Inauguration de l'archiduc vicaire de l'Empire le 12 juillet 1848, p. 296. — Protocole de la 71 et dernière séance de la Diète germanique de 1848, tenue le 12 juillet, p. 199. —

Lettre du roi de Hanovre à l'archiduc vicair en date du 7 juillet 1848, p. 304. — Proclamation de l'archiduc vicair au peuple allemand du 15 juillet, p. 305. — Circulaire de l'envoyé-président de la Diète fédérale adressée aux agents diplomatiques accrédités près d'elle, pour leur annoncer la clôture de l'activité de la Diète, du 12 juillet 1848, p. 307. — Circulaire de l'archiduc vicair du 15 juillet, p. 308. — Circulaire du ministre de la guerre du pouvoir central provisoire, adressée aux ministres de la guerre des gouvernements particuliers, du 16 juillet, p. 309. — Propositions de la Prusse concernant les plénipotentiaires des gouvernements particuliers résidents au siège du pouvoir central provisoire, du 17 juillet, p. 311. — Réponse du gouvernement du Hanovre aux demandes de plusieurs gouvernements allemands relativement aux 18 articles, proposés par la Prusse, p. 312. — Extrait d'une dépêche diplomatique adressée le 20 juillet au gouvernement de Hanovre, p. 313. — Réponse du gouvernement de Hanovre à la dépêche ci-dessus, du 28 juillet, p. 313. — Décret du pouvoir central provisoire du 30 août relatif à ses rapports avec les gouvernements particuliers, p. 315. — Note du conseil des ministres de Bavière, adressée au ministère de l'Empire en date du 8 Septembre 1848, relative au pouvoir central provisoire, p. 316. — Réponse du ministère de l'Empire, p. 317. — Circulaire du ministre des relations extérieures du pouvoir central provisoire adressée aux ministères des Etats particuliers, du 20 septembre 1848, p. 317. — Rescrit du vicair de l'Empire aux gouvernements allemands, du 2 octobre, p. 321. — Loi concernant la protection de l'Assemblée nationale du 6 octobre, p. 323. — Loi concernant la promulgation des lois de l'Empire etc. du 27 sept. p. 324. — Note du ministre de la justice de l'Empire concernant le terme de l'entrée en vigueur des lois de l'Empire, du 29 sept. p. 325. — Note du plénipotentiaire d'Autriche du 10 février 1849, adressée au ministre de la justice de l'Empire, concernant la publication des lois de l'Empire en Autriche, p. 328. — Dépêche du ministre des affaires étrangères de Hanovre du 4 novembre 1848 adressée au plénipotentiaire hanovrien près le pouvoir central provisoire, p. 329. — Programme du ministère autrichien de Kremsier en date du 27 novembre 1848, p. 335. — Rescrit du président du conseil d'Autriche au plénipotentiaire autrichien près le Pouvoir central provisoire, relatif au programme de Kremsier, en date du 28 novembre 1848, p. 339. — Note du plénipotentiaire de Bavière du 5 décembre 1848, concernant les droits fondamentaux, p. 340. — Extrait d'une dépêche du ministère des affaires étrangères de Hanovre au plénipotentiaire hanovrien à Francfort relative à la publication des droits fondamentaux du 17 décembre 1848, p. 341. — Programme du Ministère de l'Empire formé par M. Henri de Gagern, présenté à l'Assemblée le 17 décembre 1848, p. 344. — Note du Prince de Schwarzenberg adressée au plénipotentiaire d'Autriche à Francfort, en date du 28 décembre 1848, p. 346. — Convention du 28 novembre 1848 entre la Hesse-Electorale, le Grand-duché de Hesse, le Duché de Nassau, le Landgraviat de Hesse-Hombourg et la ville libre de Francfort pour la protection de l'Assemblée nationale et du pouvoir central provisoire, p. 347. — Droits fondamentaux des Allemands promulgués par le Pouvoir central provisoire le 28 décembre 1848, p. 348. — Lettre du président du ministère de l'Empire du 5 janvier 1849, adressée au président de la commission de l'Assem-

blée nationale pour la question autrichienne, p. 356. — Résolution de l'Assemblée nationale du 13 janvier 1849, p. 360. — Note du ministère de l'Empire adressée au plénipotentiaire de l'Autriche en réponse à la note du 28 décembre, en date du 22 janvier 1849, *ibid*. — Note du gouvernement d'Autriche du 4 février adressée au ministère du pouvoir provisoire, p. 369. — *Memorandum* de M. Duckwitz, ministre du commerce du pouvoir central, sur les rapports entre l'Autriche et l'Allemagne, du 12 février 1849, p. 374. — Loi portant prohibition des maisons de jeu du 24 janvier 1849, p. 382. — Note circulaire du ministre des affaires étrangères de Prusse, adressée au plénipotentiaire prussien à Francfort et aux missions diplomatiques de Prusse près les gouvernements allemands, du 23 janvier, 1849, p. 383. — Note du gouvernement de Saxe en réponse à la note circulaire prussienne du 23 janvier, en date du 10 février 1849, p. 389. — Note du ministre des affaires étrangères de Hanovre adressée à l'envoyé hanovrien à Berlin, en date du 8 février 1849, relative à la publication des droits fondamentaux, p. 391. — Déclaration du plénipotentiaire de Bade concernant le chef de l'Empire, du 8 janvier 1849, p. 392. — Extrait d'un rescrit du gouvernement de Mecklenbourg-Schwerin à son plénipotentiaire à Francfort, concernant la question du chef de l'Empire, du 9 janvier 1849, p. 393. — Extrait de la déclaration du plénipotentiaire de Mecklenbourg-Schwerin adressée au président du ministère du pouvoir central, du 2 mars 1849, *ibid*. — Déclaration du plénipotentiaire de Hesse-Grandducale du 11 janvier 1849, p. 394. — Déclaration du plénipotentiaire de Brunswick, du 19 janv., p. 394. — Déclaration des plénipotentiaires d'Oldenbourg et de Saxe-Meiningen, du 24 janvier 1849, p. 395. — Lettre du plénipotentiaire de Hesse-Electorale au ministère du Pouvoir central, du 24 janvier 1849, p. 396. — Lettre des huit princes de la Thuringe au roi de Prusse, concernant l'acceptation de la couronne impériale, *ibid*. — Déclaration du plénipotentiaire de Nassau, du 15 février 1849, p. 397. — Lettre du baron de Cetto, ministre de Bavière à Londres, à Lord Palmerston, du 22 décembre 1848, p. 398. — Extrait de la lettre du ministre des affaires étrangères de Bavière à M. de Cetto à Londres relative à la lettre ci-dessus, p. 399. — Extrait de la déclaration du plénipotentiaire de Mecklenbourg-Strelitz, du 3 mars 1849, p. 400. — Note du plénipotentiaire de Bavière du 10 février, 1849, *ibid*. — Proposition du comité international sur la délimitation des frontières dans le grandduché de Posen, p. 402. — Lettre de M. de Schmarling, plénipotentiaire d'Autriche du 10 février 1849, *ibid*. — Note du gouvernement prussien du 16 février 1849, p. 404. — Circulaire du gouvernement du pouvoir central provisoire aux plénipotentiaires accrédités auprès de lui, du 28 janvier 1849, p. 409. — Extrait d'une note du gouvernement des Pays-Bas en réponse à la note prussienne du 23 janvier, p. 410. — Note du plénipotentiaire du Wurtemberg, du 24 février 1849, p. 411. — Déclaration du gouvernement hanovrien faite au ministre d'Autriche à Hanovre, le 13 février 1849, p. 412. — Extrait des réserves du plénipotentiaire de Bade à l'égard d'un passage de la note autrichienne du 21 février, p. 414. — Note du gouvernement de Saxe adressée au chargé d'affaires de Prusse à Dresde en réponse à la note prussienne du 23 janvier, du 10 février 1849, p. 417. — Extrait de la déclaration des plénipotentiaires de Bavière en

réponse à la circulaire du pouvoir central du 28 janvier, p. 419. — Extrait de la déclaration du plénipotentiaire de Bavière du 28 février 1849, p. 420. — Extrait de la déclaration de Saxe-Weimar du 13 février 1849, p. 421. — Déclaration du plénipotentiaire du duché de Lauenbourg, p. 425. — Extrait de la déclaration du plénipotentiaire de Anhalt-Bärenburg sur la note prussienne du 23 janvier, p. 425. — Extrait des Instructions du plénipotentiaire prussien du 19 février 1849, p. 426. — Extrait de la déclaration collective de la Prusse et de plusieurs autres gouvernements allemands au sujet du projet de constitution, du 23 février 1849, p. 430. — Extrait de la déclaration du plénipotentiaire de Hanovre sur le projet de constitution, du 7 mars 1849, p. 435. — Communication faite par M. de Gagern, à l'Assemblée nationale de la dénonciation de l'armistice de Malmö, le 4 mars 1849, p. 437. — Instruction du plénipotentiaire d'Autriche près le pouvoir central, relative à la question du chef de l'Empire, du 27 février 1849, p. 439. — Projet de constitution de l'Empire, concerté entre les plénipotentiaires d'Autriche, de Bavière, de Hanovre, de Saxe et de Wurtemberg, du 8 mars 1849, p. 441. — Dépêche circulaire du gouvernement prussien du 10 mars, p. 442. — Rescrit du gouvernement autrichien à son plénipotentiaire à Francfort, concernant les rapports de l'Autriche avec l'Allemagne, du 9 mars 1849, p. 444. — Extrait des explications du président du ministère de l'Empire sur les rapports avec l'Autriche, données dans la séance de l'Assemblée nationale du 17 mars 1849, p. 446. — Extrait d'une dépêche du Prince de Schwarzenberg au plénipotentiaire d'Autriche à Francfort, du 17 mars 1849, p. 453. — Extrait des Délibérations de l'Assemblée nationale du 28 mars 1849, p. 454. — Déclaration publiée par la Gazette allemande, p. 455. — Allocution du président de l'assemblée nationale allemande, au roi de Prusse, pour l'annonce officielle de son élection à la dignité d'Empereur des Allemands, du 3 avril 1849, p. 456. — Réponse du roi de Prusse, p. 457. — Déclaration de la députation de l'Assemblée nationale allemande, remise au ministère prussien du 4 avril 1849, p. 458. — Réponse du ministère prussien, p. 460. — Ordonnance de l'archiduc vicair du 22 avril 1849, portant défense d'exporter des armes et munitions pour le Danemark, p. 461. — Extrait de la déclaration du plénipotentiaire de Saxe relative à la constitution de l'Empire, du 23 février 1849, p. 461. — Déclaration du Wurtemberg en réponse à la circulaire du gouvernement central du 28 janvier, en date du 24 février 1849, p. 462. — Déclaration supplémentaire du Wurtemberg du 4 mars, p. 464. — Lettre du plénipotentiaire de Prusse à M. de Gagern du 17 avril 1849, p. 481. — Dépêche du gouvernement autrichien adressée à son plénipotentiaire à Francfort le 5 avril 1849, p. 465. — Dépêche circulaire du ministère des affaires étrangères de Prusse aux missions près les cours allemandes relative à la direction provisoire des affaires de l'Allemagne, du 3 avril 1849, p. 468. — Extrait de la note du ministère des affaires étrangères de Hanovre à l'envoyé hanovrien à Berlin du 7 avril 1849, p. 470. — Note du ministre des affaires étrangères de Prusse à l'envoyé de Hanovre en réponse à la note ci-dessus relatée, du 11 avril 1849, p. 471. — Extrait de la note du ministre des affaires étrangères de Hanovre en réponse à la note précédente, du 24 avril 1849. — Dépêche du gouvernement autrichien à M. de Prokesch, ministre d'Autriche à Ber-

lin, du 8 avril 1849, p. 476. — Note du plénipotentiaire de Bade concernant la validité de la constitution de l'Empire, du 11 avril 1849, p. 479. — Lettre de M. de Camphausen à M. de Gagern du 17 avril 1849, p. 481. — Déclaration de Bavière sur le projet de constitution, du 23 avril, p. 483. — Lettre du président du ministère prussien au plénipotentiaire prussien à Francfort concernant la non-acceptation de la couronne impériale de la part du roi en date du 28 avril 1849, p. 488. — Circulaire du président du ministère de Prusse aux missions du roi près les gouvernements allemands, du 28 avril 1849, p. 495. — Lettre du ministre des affaires étrangères de Saxe au gouvernement prussien pour en solliciter le secours fédéral pour la repression des troubles, du 3 mai 1849, p. 498. — Lettre du président du ministère du pouvoir central au président de l'Assemblée nationale du 4 mai 1849, p. 500. — Extrait d'une note du ministère des affaires étrangères de Hanovre à l'envoyé hanovrien à Berlin en réponse à la note prussienne du 28 avril, du 3 mai 1849, p. 501. — Extrait d'une dépêche du ministère des affaires étrangères de Bavière aux missions de Bavière à Vienne et à Berlin concernant l'établissement d'un nouveau pouvoir central du 3 mai 1849, p. 502. — Note du ministre des affaires étrangères de Bavière à M. Mathy, commissaire du pouvoir central, concernant la reconnaissance de la constitution, du 3 mai 1849, p. 504. — Déclaration du ministre des affaires étrangères de Hanovre à M. de Seebeck, commissaire au pouvoir central, du 4 mai 1849, p. 504. — Lettre de M. Bassermann, plénipotentiaire du pouvoir central à Berlin, au ministre président du ministère prussien, du 2 mai 1849, p. 506. — Réponse du comte de Brandebourg à la note précédente p. 508. — Rescrit du ministère prussien du 7 mai aux présidents supérieurs des provinces, p. 510. — Ordonnance du roi de Prusse portant rappel des députés prussiens à l'Assemblée nationale, p. 512. — Rescrit du président du ministère prussien au plénipotentiaire prussien à Francfort relatif au rappel des députés prussiens, du 4 mai, p. 513. — Note du plénipotentiaire de Saxe à Francfort relative au rappel des députés saxons, du 19 mai 1849, p. 518. — Déclaration de M. de Scherpenzeel en résignant son mandat comme député du Luxembourg, p. 519. — Résolution du ministère hanovrien du 23 mai, portant rappel des députés hanovriens, du 23 mai 1849, p. 520. — Ordonnance du grandduc de Bade du 12 juin 1849, portant rappel des députés badois, p. 522. — Extrait d'une dépêche du Comte de Brandebourg au plénipotentiaire prussien à Francfort, du 18 mai 1849, p. 523. — Note du ministre de l'intérieur du pouvoir central, portant déclaration de l'archiduc vicair en réponse à la dépêche prussienne du 18 mai, en date du 24 mai 1849, p. 525. — Extrait d'une dépêche du président du ministère prussien adressée au plénipotentiaire de Prusse à Francfort concernant la démission de l'archiduc vicair, du 28 mai 1849, p. 526. — Note du président du ministère de l'Empire au plénipotentiaire de Prusse relative à la retraite du vicair de l'Empire du 18 juin 1849, p. 530. — Note du ministère de l'Empire adressée au gouvernement de Wurtemberg, concernant l'élection d'une soidisant regence de l'Empire, du 9 juin 1849, p. 533. — Extrait de la lettre du ministère de l'intérieur de Wurtemberg au président de l'Assemblée transférée à Stuttgart, du 17 juin 1849, p. 533.

Provinces Danubiennes.

(Voyez Orient).

Pag.

Espagne.

Prise de possession par l'Espagne des Iles Chaffarines,
le 6 janvier 1848. 631

Ordonnances et arrêtés du gouvernement d'Espagne
relatifs au tarif des douanes et à l'entrée dans quelques
ports de l'Isle de Cuba. 632

France.

Ordonnance du roi des Français pour l'exécution de
la convention postale conclue le 3 novembre 1847 entre la
France et la Belgique en date du 26 décembre 1847. 14

Ordonnance du roi des Français pour l'exécution de
la convention postale conclue le 11 août 1847 entre la
France et la Prusse, en date du 26 décembre 1847. 18

Article XIX supplémentaire de l'acte de navigation du
Rhin, et loi de France portant approbation de cet article,
du 21 mai 1849. 670

Francfort.

(Ville libre).

Publication des bourguemestres et Sénat du 4 mars p. 122, —
Extrait du protocole du sénat du 10 mars, p. 123.

Grèce.

Documents relatifs aux affaires de la Grèce. 620

Note du ministre des affaires étrangères adressée aux ministres des
cinq grandes puissances près la cour d'Athènes sur la conclusion du
différend entre les gouvernements hellénique et ottoman. p. 620. —
Extrait du rapport de M. Drouyn de Lhuys sur le projet de décret
concernant l'emprunt grec p. 621—630.

Hanovre.

Loi du 10 août 1848 portant établissement du port
franc de Harbourg. 32

Proclamation du roi du 14 mars, p. 124. — Discours d'ouverture
des états-généraux prononcé par le comte de Bennigsen le 26 mars,
p. 133. — Note adressée par le comte de Bennigsen, ministre des
affaires étrangères aux envoyés d'Autriche, de Prusse et de Bavière
ainsi qu'aux gouvernements de Hesse-Electorale, Oldenbourg et
Schaumbourg-Lippe du 25 mars, p. 136. — Note du ministre des
affaires étrangères en réponse à la note du gouvernement de Saxe-
Weimar du 25 mars, en date du 5 avril 1848, p. 142. — Réponse
du gouvernement Hanovrien aux demandes de plusieurs gouverne-

ments allemands relativement aux 18 articles proposés par la Prusse, p. 312. — Extrait d'une note diplomatique adressée au gouvernement Hanovrien, p. 312. — Réponse du gouvernement hanovrien à cette note, *ibid.* — Dépêche du ministre des affaires étrangères du 4 novembre adressée au plénipotentiaire de ce gouvernement près le pouvoir central provisoire, p. 329. — Dépêche du même au même du 17 décembre relative à la publication des droits fondamentaux, p. 341. — Note du ministre des affaires étrangères adressée à l'envoyé hanovrien à Berlin, du 8 février 1849, relative à la publication des droits fondamentaux, p. 391. — Déclaration du gouvernement hanovrien faite au ministre d'Autriche à Hanovre, le 13 février 1849, p. 412. — Note adressée, le 7 avril 1849, à l'envoyé de Hanovre à Berlin, p. 470. — Réponse du ministre des affaires étrangères de Hanovre à la note prussienne 24 avril 1849, p. 474. — Note du ministre des affaires étrangères à l'envoyé hanovrien à Berlin, en réponse à la note prussienne du 28 avril 1849, p. 501. — Déclaration faite au commissaire du pouvoir central provisoire, M. de Seebeck, le 4 mars 1849, p. 504. — Résolution du gouvernement de Hanovre du 23 mai portant rappel des députés à l'Assemblée nationale allemande p. 520.

Hesse-Electorale.

Pag.

Convention conclue entre la Hesse-Electorale, la Hesse-Grandducale et la ville libre de Francfort le 6 février 1845 pour la construction du chemin de fer de Main et Weser.

3

Rescript des ministères des affaires étrangères et de la justice de Hesse-Electorale du 5 avril 1846 relatif à la convention avec le Hanovre pour la restitution des frais de justice en matière pénale douanière.

10

Ordre du Prince corégent du 29 avril 1847 portant publication de l'arrêté de la Diète fédérale du 14 juin 1832 relatif à celui du 20 sept. 1819 contre les abus de la Presse.

13

Analyse d'un rescrit des ministères de l'intérieur et des Finances du 26 janvier 1848 relatifs aux étrangers qui exercent un état de commerce ou d'industrie dans l'Electorat.

58

Réponse de S. A. R. l'Electeur aux adresses de la ville de Cassel du 6 mars, p. 119.

Hesse.

(Grandduché).

Proclamation du Grandduc du 6 mars, p. 119. — Extrait du rapport du baron de Gagern, ministre président du conseil, présenté à la seconde chambre des Etats du grandduché, le 28 mars 1848 sur la proposition de de Gagern et consors, relative au perfectionnement de l'organisation fédérale de l'Allemagne etc., p. 145.

Limbourg*(duché de).*

Rapport de M. de Lindenau à l'Assemblée nationale allemande sur l'admission du député du duché de Limbourg, p. 257.

Mémoire du gouvernement des Pays-Bas sur les rap-
ports internationaux etc. du duché de Limbourg. 538

Luxembourg.

Communication faite à l'assemblée nationale allemande par son président, M. de Gagern, de la protestation des députés du Luxembourg, dans la séance du 29 mai 1848, p. 242. — Rapport de M. Mittermaier, séance du 8 juin, p. 262. — Rapport à la Diète fédérale, sur le même sujet, par l'envoyé de Hanovre, le 16 juin, p. 268.

Mecklenbourg.

Extrait d'un rescrit du gouvernement de Mecklenbourg-Schwerin à son plénipotentiaire à Francfort sur la question du chef de l'Empire, du 9 janvier 1849, p. 393.

Orient*(affaires de l').*

Pièces et documents concernant les affaires de l'Orient
et particulièrement les régions danubiennes en 1848. 559

Manifeste de l'empereur de Russie du 26 avril 1848. p. 559. — Adresse du gouvernement provisoire de la Valachie à l'empereur de Russie du 20 juill. 1848. p. 562. — Circulaire du comte de Nassel-
19 juill
rode aux missions de Russie près les cours de l'Europe du 1 août
1848, p. 564. — Lettre de Suleiman Pacha, commissaire de la Sublime Porte, aux boyards de la Valachie; du 19/21 août 1848, p. 569. — Adresse des Roumaines au Sultan, du mois d'août 1848, p. 572. — Protestation roumaine contre l'entrée des troupes en Valachie, du mois d'août 1848, p. 574. — Proclamation du général russe Lüders, à son entrée dans la Valachie du 27 septembre 1848, p. 575. — Note de M. de Kotzebue, consul-général de Russie, adressée au Raimakan de la Valachie en date du 22 octobre p. 576. — Circulaire du cabinet de St. Petersbourg à ses missions à l'étranger concernant l'entrée des troupes russes en Transylvanie, le 21 février 1849, p. 577.

Nouvelle-Grenade.

Traité de paix etc. et de commerce entre la républi-
que de la Nouvelle-Grenade et les Etats Unis-d'Amérique:
septentrionale du 10 juin 1848. 663

Pays-Bas.

Extrait d'une note du gouvernement des Pays-Bas en réponse à la note circulaire prussienne du 23 janvier 1849, p. 410.

Mémoire du gouvernement du Pays-Bas sur les rap- Pag.
ports internationaux etc. du duché de Limbourg. 538

Extrait du traité du 3 juin 1837 entre le royaume des
Pays-Bas et la Prusse concernant les communications com-
merciales entre les deux pays etc. (Append.) 677

Extrait du traité de commerce conclu entre l'union
douanière allemande et les Pays-Bas le 21 janvier 1839.
(Append.) 679

Prusse.

Acte d'approbation du roi de Prusse de l'article XVIII
supplémentaire de l'acte de navigation du Rhin du 31 mars
1831, en date du 30 Avril 1846. (v. T. XI, p. 172). 7

Ordres de cabinet du roi de Prusse portant réduction
des droits d'entrée sur quelques articles de commerce. 11

Convention entre la Prusse et la Saxe pour l'étab-
lissement d'un chemin de fer entre Berlin et Dresde, du
6 mars 1848. 23

Différentes ordonnances du roi de Prusse relatives à
l'exécution des conventions arrêtées entre les états du Zoll-
Verein. 28

Ordonnance provisoire du 18 juin 1848, portant régle-
ment des droits à percevoir sur les sucres et sirops étrangers et sur
les sucres de betteraves indigènes. 28

Ordonnance provisoire du 5 sept. 1848 portant établisse-
ment d'un droit additionnel sur quelques importations étrangères. 29

Pièces et documents concernant l'état et les relations
politiques de la Prusse en 1848. 59

Pièces relatives à la clôture des *comités réunis* des Etats de Prusse,
p. 59. — Rescrit du roi au conseil des ministres relatif à l'arrêté
fédéral sur l'abolition de la censure, p. 62. — Lettres patentes du
roi du 14 mars 1848 portant convocation de la *Diète réunie* p. 63. —
Extrait de l'adresse du conseil municipal de Berlin du 15 mars 1848,
p. 65. — Ordonnance du roi sur la police de la presse du 17 mars
1848, p. 67. — Lettres patentes du roi du 18 mars portant avan-
cement du terme de la convocation de la *Diète réunie* p. 70. —
Allocution du roi, adressée à son peuple et à la nation allemande,
en date du 21 mars, p. 74. — Ordre de cabinet du roi du 21 mars,
p. 78. — Extrait d'un article de la *Gazette universelle* de Prusse
du 26 mars. *ibid.* — Proposition royale présentée à la *Diète réunie*
le 5 avril, p. 79. — Discours du roi pour l'ouverture de l'assem-
blée constituante de Prusse, du 22 mai, p. 80. — Communication
faite à l'assemblée nationale de Prusse, par le président du conseil

des ministres, de l'établissement d'un pouvoir fédéral central provisoire, le 4 juillet, p. 84. — Ordre du jour pour l'armée prussienne du 30 juillet, p. 86. — Extrait de la circulaire du ministre de l'intérieur aux présidents des régences du 4 octobre, p. 88. — Message du roi à l'assemblée constituante de Prusse du 3 novembre, p. 89. — Message du roi à l'Assemblée constituante de Prusse du 8 novembre, p. 90. — Adresse du comité de l'assemblée constituante de Prusse à S. A. I. l'archiduc vicair, du 14 novembre p. 91. — Avis officiel du ministère prussien du 18 nov., p. 93. — Ordonnance du roi du 5 décembre, portant dissolution de l'assemblée constituante, p. 94. — Charte constitutionnelle de Prusse du 5 décembre 1848, p. 95. — Article du *Staats-Anzeiger* du 8 décembre sur les rapports entre la charte prussienne et la constitution de l'empire germanique, p. 112.

Note du ministre des affaires étrangères au chargé d'affaires de Hanovre du 16 mars 1848, p. 175. — Note du ministre des affaires étrangères au chargé d'affaires prussien à Hanovre du 25 mars, p. 179. — Note confidentielle du ministre des affaires étrangères à plusieurs gouvernements allemands du 6 mai, p. 236. — Propositions de la Prusse concernant les plénipotentiaires des états particuliers résidents au siège du pouvoir central provisoire, p. 311. — Note circulaire du ministre des affaires étrangères adressée aux plénipotentiaires près les gouvernements central et particuliers de l'Allemagne, du 23 janvier 1849, p. 383. — Note du gouvernement prussien du 16 février 1849, p. 404. — Extrait des instructions du plénipotentiaire prussien à Francfort, du 19 février 1849, p. 426. — Dépêche circulaire du gouvernement de Prusse du 10 mars, 1849, p. 443. — Réponse du roi de Prusse à l'allocution du président de la députation de l'Assemblée nationale allemande qui venait de lui annoncer officiellement son élection à la couronne impériale de l'Allemagne, du 3 avril 1849, p. 457. — Lettre du président du conseil des ministres au plénipotentiaire prussien à Francfort concernant la non acceptation de la couronne impériale, du 28 avril, p. 488. — Circulaire du gouvernement prussien à ses missions près les gouvernements allemands, du 28 avril 1849, p. 495. — Dépêche circulaire adressée aux missions prussiennes près les gouvernements allemands, du 3 avril 1849, p. 468. — Réponse du ministre des affaires étrangères à une note de l'envoyé de Hanovre, du 11 avril 1849, p. 471. — Rescrit du ministère prussien du 7 mai aux présidents supérieurs des provinces, p. 510. — Ordonnance du roi de Prusse portant rappel des députés prussiens à l'Assemblée nationale, p. 512. — Rescrit du gouvernement prussien à son plénipotentiaire à Francfort relatif au rappel des députés prussiens, du 14 mars 1849, p. 513. — Dépêche du Comte de Brandebourg du 18 mai 1849, adressée au plénipotentiaire prussien à Francfort, p. 523. — Dépêche du même au même du 28 mai, concernant la retraite de l'archiduc-vicaire, p. 526.

Acte d'approbation de la part de la Prusse de l'article Pag. XIX supplémentaire de l'acte de navigation du Rhin, du 10 sept. 1849.

673

Extrait du traité du 3 juin 1837 entre la Prusse et

la Hollande concernant les communications commerciales Pag.
etc. conclu le 3 juin 1837 (Append.) 677

Extrait du traité de commerce conclu entre l'union
douanière allemande et le royaume des Pays-Bas le 21
janvier 1839 (Append.) 679

Saxe

(*royaume*).

Convention entre la Prusse et la Saxe pour l'établis-
sement d'un chemin de fer entre Berlin et Dresde du 6
Mars 1848. 23

Extrait de l'adresse du conseil municipal etc. de Leipzig au roi, du
4 mars, p. 116. — Proclamation des ministres du roi du 16 mars,
p. 126. — Réponse du gouvernement de Saxe à la note prussienne
du 23 janvier, en date du 10 février 1849. — Note du 10 février,
adressée au chargé d'affaires de Prusse, en réponse à la note prus-
sienne du 23 janvier 1849, p. 417. — Lettre du ministre des affai-
res étrangères au gouvernement prussien pour en réclamer le secours
à l'effet de la repression des troubles, du 3 mai 1849, p. 498.

Saxe-Cobourg-Gotha.

Convention conclue le 19 avril 1844 entre la Prusse,
le grandduc de Saxe-Weimar et le duc de Saxe-Cobourg-
Gotha pour la construction du chemin de fer de Thuring-
ue. (Append.) 681

Saxe-Weimar.

Note du ministère d'Etat du Grand-Duché de Saxe-Weimar, adres-
sée à tous les gouvernements allemands, en date de Weimar le 7
avril, p. 138.

Convention conclue le 19 avril 1844 entre la Prusse,
le grandduc de Saxe-Weimar et le duc de Saxe-Cobourg-
Gotha pour la construction du chemin de fer de Thuringue
(Append.) 681

Wurtemberg.

Extrait du discours du trône du roi à l'ouverture de la session des
Etats le 22 janvier, p. 113. — Programme du nouveau ministère
du 11 mars, p. 126. — Lettre du ministre de l'intérieur du prési-
dent de l'assemblée nationale transférée à Stuttgart le 17 juin 1849,
p. 533.

